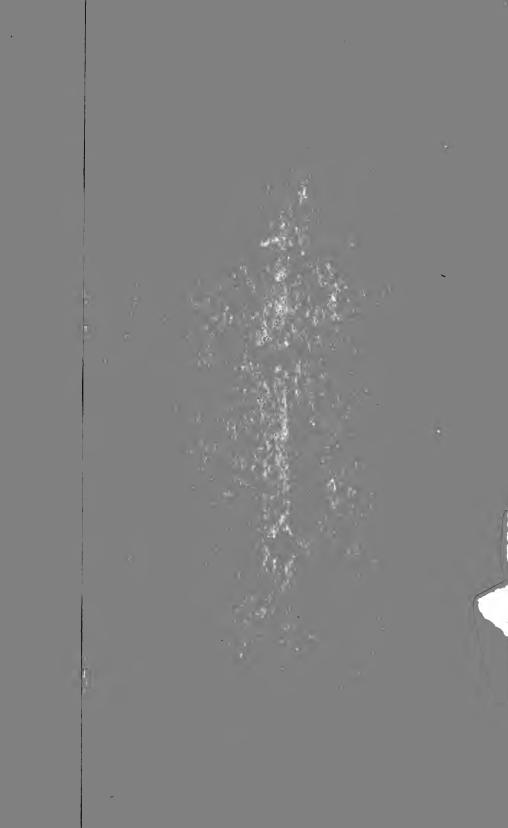


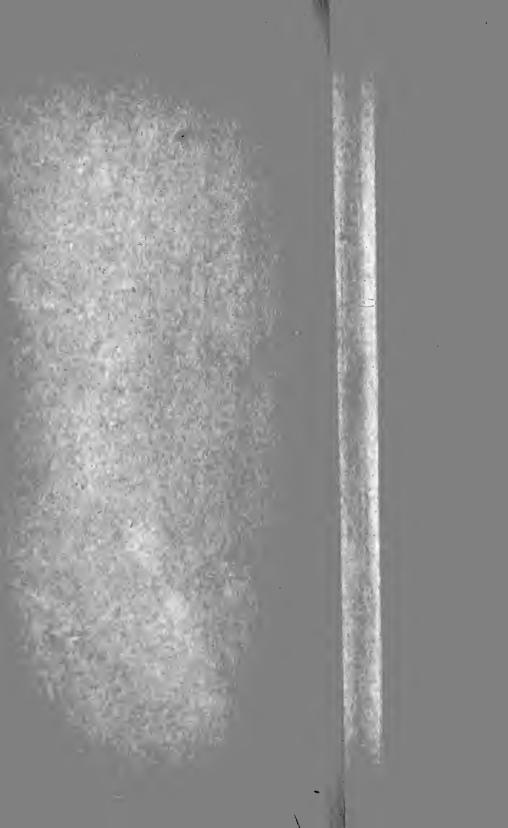
FEB 3 1076

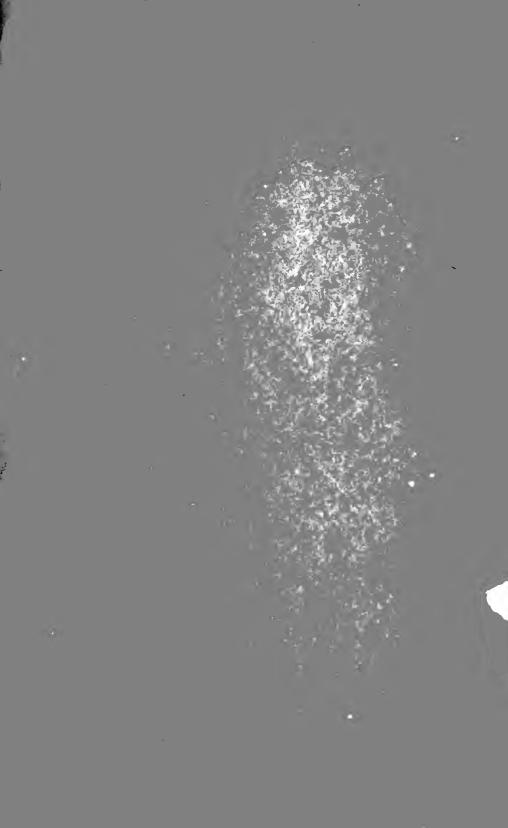


Digitized by the Internet Archive in 2011 with funding from University of Toronto











Thomas Prossoil (. R. Beau harusis.
ACTES

lleuna E. Brossoil: C. R. Falley field
PARLEMENT DU CANADA

RELATIFS À LA

LOI CRIMINELLE,

À LA

_...CÉDURE DANS LES AFFAIRES CRIMINELLES

ET À LA

PREUVE.

Compilés d'après les Statuts Revisés du Canada, qui ont été publiés en vertu de l'acte de la 49e Vic., ch. 4, et mis en vigueur le 1er Mars 1887, par une proclamation datée du 24 Janvier 1887; avec notes marginales renvoyant aux statu's impériaux correspondants.



OTTAWA:

IMPRIMÉS PAR BROWN CHAMBERLIN, IMPRIMEUR DES LOIS DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ 1887

1 1 11111 'r 11 11() one and exercise A preuve tele on a this time land the tings, by a -1 / de la remondada 16. Je 110.00 the deliberation and 20 Little 1 20 10 10 10 17 the state of the s (1) (1) (1) (1) 514at-01 L OF St G Moralline of

20 mm 1000000

and a comment to but many and a second and

physical relations in the second of the seco go == m = 1 1 -1 transon

god some a recent frequency records prime of the property of the

Tanger Till a fell om bleveringstables and the company of page.

SERVICE SELECTION AND RESIDENCE OF THE PROPERTY OF THE PERSON OF THE PER

hat a felice in the management of the or of

and a state of the strong of the state of the property was a few sylven in a constant of the contract gallery in or . - or if proper wants about the property

On a réuni dans ce volume tous les actes du parlement du Canada qui ont exclusivement trait à la loi criminelle, à la procédure criminelle et à la preuve, tels qu'ils figurent dans les Statuts revisés du Canada. Les actes qui ont rapport aux mêmes sujets, passés durant la session de 1887, y ont été ajoutés sous forme d'annexe.

Il faut remarquer qu'un très grand nombre des lois générales du Canada comprises dans les Statuts revisés contiennent des clauses pénales. On ne trouvera pas ces clauses dans ce volume, mais il faudra recourir aux Statuts revisés où les actes qui les contiennent sont publiés en entier.

La pagination des Statuts revisés a été conservée pour les actes contenus dans ce volume, et se trouve au pied de chaque page.

Les notes marginales mises entre crochets réfèrent aux dispositions des actes du parlement du Royaume-Uni correspondant à celles en regard desquelles elles sont insérées.

Le tableau suivant indique les années de l'ère chrétienne correspondant aux années du règne des souverains durant lesquelles ont été passés les actes visés dans ces notes marginales, et des statuts canadiens cités dans le texte à la fin de chaque article :—

25	Ed. 3		A.D. 1350
7-8		3	
1		1	
8	Geo.	1	1721
9	Geo.	1	1722
5		2	
6	Geo.	2	1733
12	Geo.	2	1739
20	Geo.	2	1747
12	Geo.	3	1772
32	Geo.	3	1792
36	Geo.	3	1795-6
39-40	Geo.	3	1799-1800
45	Geo.	9	1805
54		9	
57	Geo.	3	1817
60		3, 1 Geo. 4	1819-20
3	Geo.	4	1822

5	Geo.	4	1824
6	Geo.	4	1825
7	Geo.	4	1826
7-8	Geo.	4	1826-7
9	Geo.	4	1828
3-4		4	1833
5-6		4	1 ₹35
6-1	Guil.	4	1836
7		4, 1 Vic	1837
	Vic.		1837-8
3-4	Vic.		1840
5-6	Vic.		1842
6-7	Vic.		1843
8-9	Vic.		1845
9-10	Vic.		1846
10-11			1847
11-12			1848
12-13			1849
13-14			1850
		***************************************	1851
	Vic.	/T D T \	1853
16	Vic.	(I.P.E.)	1853
16-17			1854
S.R. N		/T D 13 \	1854
17	Vic.	(I.P.E.)	
17-18			1854
18-19		AT TO	1855
19	Vic.	(NB.)	1856
19-20			1856
22	Vic.		1859
22-23			1859
S.R.C			1859
S.R. I			1859
23	Vic.	(Can.)	1860
S.R. I			1860
24	Vic.	(I.P.E.)	1861
24-25	Vic.		1861
25-26	Vic.		1862
27-28	Vic.		1864
S.R. I	NE.	(3e S.)	1864
28	Vic.		1865
28-29	Vic.		1865
29	Vic.	(NE.)	1866
29-30	Vic.	(-)	1866
30-31			1867
31	Vic.		1867-8
31-32			1868
32	Vic.		1869
32-33			1869
33	Vic.	(C.)	1870
	Vic.	(0.)	1870
34	Vic.	(C.)	1871
34-35		(0.)	1871

35	Vic.	(C.)	1872
36	Vic.		1873
37	Vic.	(C.)	1874
38	Vic.		1875
38-39	Vic.		1875
39	Vic.	(C.)	1876
40		(C)	1877
41		(C.)	1878
42		(C.)	1879
42-43	Vic.		1879
43	Vic.	(C.)	1880
14		(C.)	1881
44-45		•••••••••••••••	1881
45	Vic.	(C.)	1×82
46	Vic.	••••••	1883
47	Vic.	(C.)	1834
48-49	Vic.		1885
49	Vic.	(C.)	1886

TAIHA DOS MATREMS

m.

\$30

211

LET

i.j

æ

60

160

, 4 5 Levis Caroli T-16-1-11 14-5 SHOW WELL TOOL 1-18 -- 50 to consent the - 31 CAPE OF STREET THE RESIDENCE OF THE PARTY. and the sheet 13JPS Caldle tons of six per The state of the s - 22 -7 PERSONAL PROPERTY AND ADDRESS. 1000 C-100 15/10 MEE 3- W/15,6 THE RESERVE SHALL Company City Resident - CHIMPSON AND 5 PM 145500000000 CONTRACTOR OF THE PARTY. - PERMISSION IN ATTEMPT OF THE PARTY. Called French Company of the Company ATT THE PERSON NAMED IN and the second s LOCK CONTRACTOR 104 below to the part of the part of the part of and the second second STATE OF THE RESIDENCE OF THE PARTY. - 1250mm Kallin A 591 THE RESERVE AND DESCRIPTION OF THE PERSON NAMED IN GNI of the course of the second course of 791 THE RESERVE AND ADDRESS OF the state of the state of the state of I - The Real Property A CARLO DE LA CARLO DE SERVICIO DE LA CARLO DEL CARLO DE LA CARLO DE LA CARLO DEL CARLO DE LA CARLO DEL LA CARLO DE LA CARLO D Charles of a relative to the first of the control o - Juhuan CALLEGATION AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE AND SHAPE OF THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T

TABLE DES MATIÈRES

Chap.	Titre.	Pag e
1.	Acte concernant la forme et l'interprétation des statuts	1
	Acte concernant l'application de la loi criminelle d'Angleterre	
111.	aux provinces d'Ontario et de la Colombie-Britannique	11
145	Acte concernant les complices	12
146	Acte concernant les complices	
140.	de la Reine	14
147	Acte concernant les émeutes, les attroupements tumultueux	11
141.	et les infractions à la paix	17
1/0	Acte concernant l'usage abusif des armes à feu et autres	$\frac{1}{21}$
140.	Acte concernant la saisie des armes gardées dans un but dan-	41
.9.		23
0	gereux.	$\frac{25}{25}$
150.	Acte concernant les substances explosives	40
191.	Acte concernant le maintien de la paix dans le voisinage des	20
-0	travaux publics	2 9
52.	Acte concernant le maintien de la paix aux assemblées publi-	9 =
150	ques	37
153.	Acte concernant les combats de boxeurs	39
154.	Acte concernant le parjure	42
	Acte concernant les évasions et délivrances	44
156.	Acte concernant les délits contre la religion	47
157.	Acte concernant les crimes et délits contre les mœurs et la	
	tranquillité publiques	48
158.	Acte concernant les maisons de jeu	52
15 9.	Acte concernant les loteries, les paris et les ventes de poules	56
	Acte concernant le jeu sur les voies de transport publiques	59
161.	Acte concernant les infractions aux lois du mariage	61
162.	Acte concernant les crimes et délits contre les personnes	63
163	Acte concernant le libelle	73
164.	Acte concernant le larcin et les délits de même nature	75
	Acte concernant le faux	103
16 6.	Acte concernant les marques frauduleusement apposées sur les	
	marchandises	121
167.	Acte concernant les infractions relatives aux monnaies	132
168.	Acte concernant les dommages malicieux à la propriété	141
1 69.	Acte concernant les infractions relatives à l'armée et à la	
	marine	157
170.	Acte concernant les munitions de l'armée et de la marine	160
	Acte concernant la protection des effets des matelots de la	
	marine	164
172.	Acte concernant la cruauté envers les animaux	166
	Acte concernant les menaces, l'intimidation et autres infrac-	200
~, 0.	tions	170
174	Acte concernant la procédure en matières criminelles	179
	Acte à l'effet d'accélérer les procès, dans les provinces d'On-	x10
_ 10.	tario, de Québec et du Manitoba, pour certains crimes et	
	délits	279
	WOLLD	

Chap.	Titre.	Page
176.	Acte concernant l'administration sommaire de la justice crimi- nelle	286
177.	Acte concernant les jeunes délinquants	296
178.	Actes concernant les procédures sommaires devant les juges	200
	de paix	304
179.	Acte concernant le cautionnements	362
	Acte concernant les amendes et confiscations	370
	Acte concernant les peines, pardons et commutations de sen-	
	tences	372
	Acte concernant les pénitenciers	385
183.	Acte concernant les prisons publiques et de réforme	406
184.	Acte concernant la police du Canada	424
185.	Acte concernant les actions contre les personnes administrant	
	les lois criminelles	426
	Acte concernant la preuve.	429
140.	Acte concernant les dépositions se rattachant aux procédures	
4 44	dans les cours hors du Canada	432
141.	Acte concernant les serments extrajudiciaires	434
143.	Acte concernant l'extradition des criminels fugitifs	436
145.	Acte concernant les criminels réfugiés au Canada des autres	4.40
60.	parties des possessions de Sa Majesté	446 453
00.	Acte concernant la statistique criminelle	400
	ANNEXE.	
45.	Acte concernant les munitions publiques	3
46.	Acte concernant le transport des liqueurs à bord des vaisseaux	
	de Sa Majesté dans les eaux canadiennes	7
47.	Acte concernant l'oblitération des billets contrefaits et l'usage	
4.3	des imitations de billets	8
48.	Acte modifiant l'Acte concernant les crimes et délits contre	
10	les mœurs et la tranquillité publiques	9
49.	Acte modifiant les Statuts revisés, chapitre cent soixante-treize,	
50	concernant les menaces, l'intimidation et autres infractions	10
50.	Acte modifiant la loi concernant la procédure en matières cri-	
51.	minelles	11
91.	Acte modifiant "l'Acte des procès expéditifs," chapitre cent	10
52.	soixante-quinze des Statuts revisés	13
<i>9</i>	Acte modifiant l'Acte des pénitenciers	14



LES

STATUTS REVISES

DU

CANADA.

CHAPITRE 1.

Acte concernant la forme et l'interprétation des statuts. A. D. 1886.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes de Communes d et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

TITRE ABRÉGÉ.

1. Le présent acte peut être cité sous le titre : Acte d'in-Titre abrègé. terprétation. 31 V., c. 1, art. 16.

APPLICATION.

2. Le présent acte, ainsi que chacune de ses dispositions, Cet acte s'aps'étend et s'applique à tous les actes du parlement du pliquera à Canada déjà passés ou qui le seront à l'avenir, sauf si ses passés ou fudispositifs sont incompatibles avec le sens et l'objet de ces turs. actes, ou si l'interprétation donnée à quelque mot, expression ou clause est incompatible avec leur contexte,—et sauf aussi s'il y est déclaré que quelque disposition du présent acte ne s'y applique pas ; et si l'on omet de déclarer, dans un acte quelconque, que l'Acte d'interprétation s'y applique, cette omission ne sera pas interprétée de manière à l'empêcher de s'y appliquer, bien que cette déclaration soit formellement insérée dans d'autres actes de la même session. 31 V., c. 1, art. 3;-31 V., c. 28.

FORMULE DE DÉCRET.

Formule de décret.

3. Les mots suivants pourront être insérés dans le préambule des statuts et indiqueront l'autorité en vertu de laquelle ils sont passés: "Sa Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit." 31 V., c. 1, art. 1.

Les autres arsous une forme concise.

4. Après l'insertion de ces mots, qui suivront l'énoncé ticles suivront des considérants ou du motivé de la loi, et formeront, avec ces considérants ou ce motivé, tout le préambule, viendront, sous une forme succincte et énonciative, les divers articles du statut. 31 V., c. 1, art. 2.

ENTRÉE EN VIGUEUR DES ACTES.

La date de la sanction rovale sera inscrite sur chaque acte.

5. Le greffier des parlements inscrira au recto de tout acte du parlement du Canada, immédiatement au-dessous du titre de l'acte, le jour, le mois et l'année où le Gouverneur général l'aura sanctionné au nom de Sa Majesté, ou l'aura réservé pour la signification du bon plaisir de Sa Majesté; et dans ce dernier cas le greffier y inscrira aussi le jour, le mois et l'année où le Gouverneur général aura signifié ou fait connaître, soit dans un discours ou par un message adressé au Sénat et à la Chambre des Communes, ou par proclamation, que cet acte a été soumis à Sa Majesté en conseil, et qu'il a plu à Sa Majesté le sanctionner; cette inscription sera censée faire partie de l'acte et la date de cette sanction ou signification, selon le cas, sera la date à laquelle cet acte entrera en vigueur et aura force de loi, à moins qu'il n'y soit déclaré qu'il ne devra entrer en vigueur que plus tard. 31 V., c. 1, art. 4; -35 V., c. 1, art. 1, partie.

Effet de cette inscription.

MODIFICATION OU ABROGATION.

Tout acte peut être modifié durant la même session.

6. Tout acte du parlement du Canada peut être amendé, modifié ou abrogé en vertu de tout acte passé au cours de la même session. 46 V., c. 1, art. 1, partie.

INTERPRÉTATION.

Interprétation des disposi-

S'appliqueront à tout le Canada. Application des actes qui en modifient d'autres.

7. Dans tout acte du parlement du Canada, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente,—

(1.) Ses dispositions s'appliqueront à tout le Canada;

(2.) Nul acte modifiant un acte antérieur qui ne s'applique pas à toutes les provinces du Canada, et nul dispositif de l'acte modificateur, bien qu'ils puissent être d'une nature ou d'une forme essentielle, ne s'appliqueront à aucune province à laquelle ne s'applique pas l'acte modifié, à moins qu'il n'y soit formellement prescrit que l'acte ou le dispositif modificateur s'appliquera à cette province ou à toutes les

provinces du Canada;

(3.) La loi doit être considérée comme s'exprimant toujours Application au moment actuel, et chaque fois qu'elle s'exprime au temps des expressions au temps présent, elle doit être appliquée selon que les circonstances présent. l'exigent, de manière que chaque acte et chaque partie d'acte puissent avoir un effet compatible avec son esprit, son intention et son sens véritables;

(4.) Chaque fois qu'il est prescrit qu'une chose "sera" "Sera" et faite, l'obligation de l'accomplir est absolue; mais s'il est dit qu'une chose "pourra" être faite, son accomplissement

est facultatif;

(5.) Chaque fois que l'expression "dans le présent" ou "Dans le pré-"au présent" est usitée dans quelque article d'un acte, elle présent." est censée se rapporter à l'acte entier, et non à cet article seulement;

(6.) Les expressions "Sa Majesté," "la Reine," ou "la "Sa Majesté," Couronne," signifient Sa Majesté, ses héritiers et succes- etc. seurs, souverains du royaume-uni de la Grande-Bretagne

et d'Irlande;

(7.) Les expressions "Gouverneur," "Gouverneur du Ca- "Gouvernada," "Gouverneur général," ou "Gouverneur en chef," neur," etc. signifient le Gouverneur général du Canada alors en fonctions, ou tout autre chef exécutif ou administrateur alors chargé d'administrer le gouvernement du Canada au nom de la Reine, quel que soit le titre sous lequel il est désigné;

(8.) Les expressions "Gouverneur en conseil "ou "Gou- "Gouverneur verneur général en conseil," signifient le Gouverneur géné- en conseil.' ral du Canada ou la personne administrant alors le gouvernement du Canada, agissant sur l'avis ou sur l'avis et du consentement du Conseil privé de la Roine pour le Canada,

ou de concert avec ce dernier;

(9.) L'expression "lieutenant-gouverneur" signifie le "Lieutenantlieutenant-gouverneur alors en fonctions, ou tout autre gouverneur.' chef exécutif ou administrateur alors chargé d'administrer le gouvernement de la province ou des provinces du Canada indiquées par l'acte, quel que soit le titre sous lequel il est désigné;

(10.) L'expression "lieutenant-gouverneur en conseil" "Lieutenantsignifie le lieutenant-gouverneur ou la personne adminis-gouverneur en trant alors le gouverneur en la la personne adminis-gouverneur en la la personne adminis-gouverneur en la personne administrative de la personne administra trant alors le gouvernement de la province indiquée par l'acte, agissant sur l'avis, on sur l'avis et du consentement du Conseil exécutif de la dite province, ou de concert avec

ce dernier;

(11.) L'expression "Royaume-Uni" signifie le royaume- "Royaumeuni de la Grande-Bretagne et d'Irlande;

(12.) L'expression "les Etats-Unis" signifie les Etats-Unis "Etats-Unis."

d'Amérique;

(13.) L'expression "province" comprend les territoires du "Province." Nord-Ouest et le district de Kéwatin ;

(14.) Les expressions "législature," "Conseil législatif," ou "Législa-"Assemblée législative," comprennent le lieutenant-gouver- ture," etc.

neur en conseil, et aussi l'Assemblée législative des territoires du Nord-Ouest, et le lieutenant-gouverneur en conseil du district de Kéwatin;

" Acte."

(15.) L'expression "acte," employée comme signifiant un acte d'une législature, comprend une ordonnance des territoires du Nord-Ouest ou du district de Kéwatin;

Nom de lieux,

(16.) Le nom ordinairement appliqué à quelque pays, endroit, corps, corporation, société, officier, fonctionnaire, personne, partie ou chose, signifie le pays, l'endroit, le corps, la corporation, la société, l'officier, le fonctionnaire, la personne, la partie ou la chose qu'il indique, bien que ce nom n'en soit pas la désignation formelle et complète;

" Proclama-

"Grand sceau." (17.) L'expression "proclamation" signifie une proclama-

tion sous le grand sceau;

(18.) L'expression "grand sceau" signifie le grand sceau du Canada;

Gouverneur agissant par proclamation.

(19.) Lorsque le Gouverneur général est autorisé à accomplir un acte quelconque par proclamation, cette proclamation est censée être une proclamation lancée en vertu d'un ordre ou arrêté du Gouverneur en conseil; mais il n'est pas nécessaire de mentionner dans la proclamation qu'elle est lancée en vertu de cet ordre ou arrêté;

"Comté."

(20.) L'expression "comté" comprend deux comtés ou plus réunis pour les fins auxquelles la disposition s'applique;

Nombre et genre. (21.) Les mots comportant le nombre singulier ou le genre masculin seulement, comprennent plus d'une personne, partie ou chose de la même espèce, et les personnes du sexe féminin aussi bien que les personnes du sexe masculin, et vice versû:

" Personne, " individu."

(22.) L'expression "personne" ou "individu" comprend tout corps incorporé ou politique, ou toute partie, et les héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs ou autres représentants légaux de telle personne auxquels le contexte peut s'appliquer d'après la loi de la partie du Canada à laquelle s'étend ce contexte;

"Ecriture,"

(23.) Les expressions "écriture," "écrit," ou tout terme ayant la même signification, comprennent les mots imprimés, peints, gravés, lithographiés ou autrement tracés ou copiés;

"Maintenant," "prochain."

(24.) Les expressions "maintenant" et "prochain" seront interprétées comme se rapportant au temps où un acte a été présenté à la sanction royale;

" Mois."

(25.) L'expression "mois" signifie un mois de calendrier;

" Jour de fête." (26.) L'expression "jour de fête" comprend les dimanches, le Jour de l'An, l'Epiphanie, l'Annonciation, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Fête-Dieu, le jour de la fête de Saint-Pierre et Saint-Paul, la Toussaint, le jour de la Conception, le lundi de Pâques, le Mercredi des Cendres, le jour de Noël, l'anniversaire de la naissance du souverain régnant ou le jour fixé par proclamation pour sa célébration, l'anni-

versaire de la Confédération, et tout jour fixé par proclamation comme jour de jeûne ou d'actions de grâces générales ;

(27.) Si le délai fixé par un acte pour quelque procédure, Calcul da ou l'accomplissement de quelque chose prescrite par ses temps. dispositions, expire un jour de fête, ce délai sera prorogé jusqu'au jour suivant qui ne sera pas un jour de fête, et cette procédure ou cette chose pourront être faites ce jour-là;

(28.) L'expression "serment" comprend une affirmation "Serment." on une déclaration solennelles chaque fois que le texte s'applique à une personne pouvant faire une affirmation ou une déclaration solennelles et aux cas où celles-ci sont permises au lieu du serment, et dans ces cas le mot "assermenté" "Assermen-

comprend le sens "affirmé" ou "déclaré; "

(29.) Lorsqu'un acte du parlement, une règle du Sénat Qui peut faire ou de la Chambre des Communes, un ordre ou arrêté, un prêter ser-ment et en règlement ou une commission émanant du Gouverneur en donner certiconseil en vertu de toute loi l'autorisant à prescrite que ficat. des dépositions soient prises sous serment, portera autorisation ou prescrira de prêter ou de recevoir un serment, ce serment pourra être reçu et le certificat de sa prestation pourra être donné, par toute personne désignée dans l'acte, la règle, l'ordre, l'arrêté, le règlement ou la commission, ou par un juge d'une cour quelconque, un notaire public, un juge de paix ou un commissaire autorisé à recevoir les affidavits, avant autorité ou juridiction dans le lieu eù le serment sera prêté;

(30.) L'expression "cantions" signifie des cautions suffi- "Cautions," santes, et l'expression "cautionnement" signifie un cau- "cautionnement." tionnement suffisant; et lorsque ces mots sont employés, il est entendu que le cautionnement d'une seule personne suffira, à moins que le contraire ne soit expressément prescrit;

(31.) L'expression "cour supérieure" signifie, dans la "Cour supéprovince d'Ontario, la cour d'Appel d'Ontario et la Haute rieur.' cour de justice d'Ontario ; dans la province de Québec, la cour du Banc de la Reine et la cour Supérieure de cette province; dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique, la cour Suprême de chacune de ces provinces respectives; dans la province de l'Ile du Prince-Edouard, la cour Suprême de Judicature de cette province; dans la province du Mani-toba, la cour de Sa Majesté du Banc de la Reine pour cette province, et dans les territoires du Nord-Ouest, la cour Suprême des territoires du Nord-Ouest;

(32.) L'expression "régistrateur" signifie et comprend "Régistraindistinctement les régistrateurs dans les diverses provinces teur. constituant le Canada, et leurs substituts, respectivement;

(33.) Si une partie des deniers publics est affectée par Emploi et un acte à un objet déterminé quelconque, ou si cet acte compte rendu preserit qu'elle sere partie des deniers prescrit qu'elle sera payée par le Gouverneur général, et affectés par qu'il n'existe pas d'antre disposition à ce sujet, elle sera statut. payable en vertu d'un mandat du Gouverneur général

adressé au ministre des Finances et Receveur général, à même le fonds du revenu consolidé du Canada; et les personnes chargées de l'emploi de cette somme, en tout ou en partie, en rendront compte en la manière et forme, avec les pièces justificatives, aux époques et aux fonctionnaires que le Gouverneur général prescrira;

" Magistrat." "Deux juges de paix." (34.) L'expression "magistrat" signifie un juge de paix; (35.) L'expression "deux juges de paix " signifie deux juges

de paix ou plus, réunis ou agissant de concert;

Juridiction locale.

(36.) S'il est prescrit qu'une chose sera faite par ou devant un magistrat ou un juge de paix, ou tout autre fonctionnaire ou officier public, elle sera faite par ou devant celui dont la juridiction ou les pouvoirs s'étendront au lieu où la chose doit être faite;

Le pouvoir de faire une chose comporte les pouvoirs nécessaire pour la faire.

ment, si la

place n'est pas fixée par

la ioi.

Où aura lieu l'emprisonne-

(37.) Chaque fois qu'il est donné pouvoir à une personne, un officier ou fonctionnaire de faire ou faire faire quelque chose, tous les pouvoirs nécessaires pour mettre cette personne, cet officier ou ce fonctionnaire en état de faire ou faire faire cette chose, seront aussi censés lui être conférés:

(38.) Si dans un acte il est prescrit d'emprisonner ou incarcérer quelqu'un, cet emprisonnement ou cette détention, s'il n'est pas fixé ou prescrit d'autre place par la loi, aura lieu dans la prison commune de la localité où l'ordre d'emprisonnement ou de détention préventive sera donné, ou, s'il n'y a pas de prison commune dans cet endroit, dans la prison commune la plus voisine de cette localité; et le gardien de cette prison commune recevra cette personne et la tiendra en sûreté et détiendra sous sa garde en cette prison jusqu'à ce qu'elle ait été libérée suivant le cours de la loi, ou élargie sous caution dans les cas où la loi permet d'admettre à caution;

Le droit de nommer comporte aussi celui de destituer, etc.

(39.) Les mots autorisant la nomination d'un employé ou fonctionnaire public, ou d'un adjoint ou substitut, comprennent le pouvoir de le destituer ou suspendre, de le nommer de nouveau ou le réinstaller, ou de le remplacer par un autre, à la discrétion de l'autorité revêtue du pouvoir de

faire la nomination;

Les instructions données à un ministre ou employé public s'appliquent à son substitut. successeur et adjoint.

(40.) Les mots par lesquels il est donné ordre ou pouvoir à un ministre de la Couronne de faire un acte ou une chose quelconque, ou qui de toute autre manière lui sont applicables à raison de son titre officiel, comprennent tout ministre agissant pour lui, ou, s'il y a vacance, tenant sa place par intérim en vertu d'un ordre en conseil, et aussi ses successeurs dans sa charge et son député ou leur député légalement nommé; et les mots par lesquels il est donné ordre ou pouvoir à tout autre officier ou fonctionnaire public de faire un acte ou une chose quelconque, ou qui de toute autre manière lui sont applicables à raison de son titre officiel, comprennent ses successeurs dans son emploi, et son adjoint ou substitut ou leur adjoint ou substitut légalement nommé;

(41.) Tous les officiers publics actuellement nommés ou Les nominaqui le seront à l'avenir par le Gouverneur général, par com- Gouverneur mission ou autrement, resteront en charge durant bon plaisir seront durant seulement, à moins que leurs commissions ou nominations bon plaisir. ne prescrivent le contraire;

(42.) Lorsqu'une chose doit être faite ou accomplie par Choses à faire plus de deux personnes, la majorité d'entre elles peut la par plusieurs personnes.

faire ou l'accomplir;

(43.) Les mots par lesquels une association ou un certain Les mots par nombre de personnes sont constituées en corporation ou association est corps politique et incorporé, conféreront à cette corporation constituée en le droit de poursuivre et d'être poursuivie, de s'obliger et comportent d'obliger les autres, au moyen de contrats, en son nom de certains poucorporation, d'avoir un sceau commun et de le modifier ou voirs à la corporation. changer à volonté, d'avoir succession perpétuelle et de pouvoir acquérir et posséder des meubles ou biens mobiliers pour les fins de la corporation, et les aliéner à volonté; ils conféreront aussi à la majorité des membres de la corporation la faculté de lier les autres par leurs actes, et exempteront les membres de la corporation individuellement de toute responsabilité personnelle pour ses dettes, obligations ou actes, pourvu qu'ils n'enfreignent pas les dispositions de son acte constitutif; mais il ne sera permis à aucune corporation de faire le commerce de banque, à moins que ce pouvoir ne lui soit expressément conféré par l'acte constituant la corporation;

(44.) Lorsque des formules sont prescrites, de légères Légères vavariantes qui n'en changent pas le fond ou ne sont pas de riantes dans les formules. nature à induire en erreur, n'auront pas l'effet de les vicier;

(45.) Lorsque le pouvoir de faire des règles, règlements Pouvoir de on ordres, est conféré, il comporte aussi celui de les modifier faire des rèou révoquer à volonté, et de les remplacer par d'autres ;

(46.) Nulle disposition ou prescription contenue dans porte. aucun acte n'affectera en quoi que ce soit les droits de Sa Nul acte n'af Majesté, ses héritiers ou successeurs, à moins qu'il n'y soit Couronne, à expressément déclaré qu'elle lie Sa Majesté; et, si cet acte moins que cela n'y soit est de la nature d'un acte privé, il n'affectera non plus les formellement droits de qui que ce soit, ni ceux d'aucun corps politique, déclaré. légalement constitué ou collégial, sauf ceux qui y seront Quant aux actes prives.

spécialement mentionnés ou visés;

(47.) Tout acte sera interprété comme réservant au parle-Pouvoir de ment le droit de l'abroger ou de le modifier, et de révoquer, abroger un restreindre ou modifier tout pouvoir, privilège ou avantage acte toujours conféré ou concédé par cet acte à qui que ce soit, chaque parlement. fois que le parlement considérera que le bien public exige cette abrogation, révocation, restriction ou modification; et à moins qu'il ne soit autrement expressément prescrit dans si cetacte tout acte passé pour accorder une charte à une banque, le concerne une banque, le banque. parlement pourra, à sa discrétion, en aucun temps ensuite, établir les dispositions et imposer les restrictions qui lui paraîtront convenables, quant au montant et à la description des billets que cette, banque pourra mettre en circulation;

Effet de la révocation d'un acte abrogeant.

Effet de l'abrogation d'un acte par rapport aux personnes agissant sous son autorité.

cédures.

Quant aux règlements.

l'empire de

(48.) L'abrogation d'un acte ou d'une partie d'acte qui abroge une loi ou des dispositions législatives, ne les fait pas revivre, et n'empêche pas les réserves qui peuvent y avoir été faites d'avoir leur effet;

(49.) Lorsqu'un acte est abrogé en tout ou en partie et que d'autres dispositions sont substituées aux dispositions abrogées, et lorsqu'un règlement est révoqué et remplacé par d'autres dispositions, les fonctionnaires ou employés, personnes, corps politiques ou corporations qui agissaient sous l'ancienne loi ou l'ancien règlement continueront de le faire comme s'ils avaient été nommés sous la nouvelle loi ou autorisés par le nouveau règlement, jusqu'à ce que d'autres Par rapportà aient été nommés pour les remplacer; et les procédures comcertaines pro- mencées sous l'ancienne loi ou l'ancien règlement, se continueront sous la nouvelle loi ou le nouveau règlement, si elles ne sont pas incompatibles avec ses dispositions; et les amendes et confiscations pourront être recouvrées et opérées, et les procédures instituées, pour des faits antérieurs à la dite abrogation ou révocation, comme si la loi ou le règlement était encore en vigueur, tout en suivant les dispositions nouvelles autant qu'elles peuvent s'adapter aux anciennes:

(50.) Lorsqu'un acte est abrogé en tout ou en partie, et que d'autres dispositions lui sont substituées, les règleetc., faits sous ments, arrêtés, règles et ordonnances faits sous l'empire de l'acte abrogé. l'acte abrogé continuent d'avoir force d'exécution, en tant qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'acte, ou la loi, ou la disposition substituée à celle abrogée, jusqu'à ce qu'ils

soient abrogés ou remplacés par d'autres;

Comment s'entendront les références à des dispositions remplacées par d'au-

Proviso.

gée conserve

position abrocution.

Quant anx choses faites et aux droits acquis avant l'abrogation.

(51.) Lorsqu'un acte est abrogé en tout ou en partie, et que d'autres dispositions sont substituées aux dispositions abrogées par voie de modification, de revision ou de refonte, toute mention de cet acte ou d'une prescription de cet acte, soit dans un acte non abrogé, soit dans une règle, un arrêté ou un règlement fait en vertu des dispositions abrogées, sera, relativement à toute opération, affaire ou chose subséquente, réputée être une référence aux dispositions de l'acte ou de la prescription substituée qui sont applicables à la matière de l'acte ou de la prescription abrogée, et sera comprise de la Cas où la dis sorte; pourvu, toutefois, que s'il n'y avait dans l'acte ou la prescription substituée aucune disposition applicable à cette sa force d'exé- même matière, l'acte ou la prescription abrogée conserve sa force d'exécution et se lise et s'interprète comme si l'abrogation n'en avait pas eu lieu, mais seulement en tant que besoin sera pour appuyer, maintenir ou mettre à effet l'acte non abrogé, ou la règle, l'arrêté ou le règlement établis sous son empire:

(52.) L'abrogation d'un acte ou la révocation d'un règlement, faite en aucun temps, ne modifieront en rien les choses faites ni les droits ou droits d'action existants, nés ou à naître, ou acquis, ni les procédures commencées dans les causes civiles avant l'époque de la mise à effet de l'abrogation ou révocation; mais dans ce cas les procédures seront conformes, lorsqu'il sera nécessaire, à l'acte ou au règlement

révocatoire;

(53.) Nulle infraction commise, nulle amende, confiscation L'abrogation ou peine encourue, et nulle procédure pendante en vertu n'affecte pas d'un acte en aucun temps abrogé, ou d'un règlement en aucun commises et temps révoqué, ne seront modifiés par l'abrogation ou révoca-les pénalités encourues. tion, sauf que les procédures seront conformes, lorsque la chose sera nécessaire, à l'acte ou au règlement révocatoire, et que lorsqu'une amende, confiscation ou peine aura été mitigée par quelque disposition de l'acte ou du règlement révocatoire, cette disposition s'appliquera à tout jugement prononcé après l'abrogation ou la révocation;

(54.) Tout acte sera réputé un acte public, à moins que par Tous actes une disposition formelle il ne soit déclaré acte privé, et il en sont censés etre des actes sera judiciairement pris connaissance par tous juges, juges publics. de paix et autres, sans qu'il soit nécessaire de l'alléguer

(55.) Tout exemplaire d'un acte public ou privé, imprimé Preuves des par l'imprimeur de la Reine, fera foi de cet acte et de son actes. contenu; et tout exemplaire apparemment imprimé par l'imprimeur de la Reine sera censé l'avoir été par lui, à

moins que le contraire ne soit démontré;

(56.) Le préambule de tout acte est censé en former partie Le préambule et a pour but d'en expliquer l'esprit et l'objet; et tout acte, d'un acte en forme partie. ainsi que chacune de ses dispositions ou prescriptions, est censé passé dans le but de remédier à quelque abus (remedial), Tout acte est soit que cet acte ait pour but immédiat d'ordonner l'accom- censé remédier à un plissement de certaine chose que le parlement considère être abus. dans l'intérêt public, ou d'empêcher de faire quoi que ce soit qu'il juge contraire à cet intérêt, ou d'infliger une punition à celui qui la fait; il y sera en conséquence donné une interprétation large et libérale, et qui sera le plus propre à assurer la réalisation de l'objet de l'acte et de ses dispositions et prescriptions, selon leur sens, intention et esprit véritables;

(57.) Rien de contenu dans le présent article n'empêchera Règles d'ind'appliquer à un acte toute règle d'interprétation qui y est applicables. applicable, et non d'ailleurs incompatible avec le présent article. 31 V., c. 1, art. 6, 7, partie, et 8;—35 V., c. 27, art. 12, partie, 13, 14 et 15;—37 V., c. 9, art. 129;—37 V., c. 10, art. 62;—38 V., c. 1, art. 2 et 3;—42 V., c. 47, art. 3;—46 V., c. 1, art. 1 et 2, parties;—48-49 V., c. 40, art. 2, partie;—49 V., c. 2, art. 1;—49 V., c. 24, art. 69, partie;—49 V., c. 25, art. 14, partie

S. Tout acte pourra être cité d'après l'année de Notre-Comment Seigneur.

9. Les dispositions du présent acte s'appliquent à son Les présentes interprétation et aux mots et expressions qui y sont em- s'appliquent à ployés. 31 V., e. 1, art. 7, partie.





CHAPITRE 144.

Acte concernant l'application de la loi criminelle d'An- A.D. 1886. gleterre aux provinces d'Ontario et de la Colombie-Britannique.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

ONTARIO.

1. La loi criminelle d'Angleterre, telle qu'elle existait le Loi criminelle septième jour de septembre mil sept cent quatre-vingt-douze, d'Angleterre maintenue en et telle qu'elle a été, depuis, abrogée, changée, variée, modi- Ontario. fiée ou affectée par tout acte du parlement du Royaume-Uni en vigueur dans la province d'Ontario, ou par tout acte du parlement de la ci-devant province du Haut-Canada, ou de la province du Canada, ayant encore force de loi, ou par tout acte du parlement du Canada, sera la loi criminelle de la province d'Ontario. S. R. H.-C., c. 94, art. 1.

COLOMBIE-BRITANNIQUE.

2. La loi criminelle d'Angleterre, telle qu'elle existait le Et dans la Colombie-Bridix-neuvième jour de novembre mil huit cent cinquante-tannique. huit, et telle qu'elle a été, depuis, abrogée, changée, variée, modifiée ou affectée par toute ordonnance ou tout acte (ayant encore force de loi) de la colonie de la Colombie-Britannique, ou de la colonie de l'île de Vancouver, avant l'union de ces colonies, ou de la colonie de la Colombie-Britannique passé depuis cette union, ou par tout acte du parlement du Canada, sera la loi criminelle de la province de la Colombie-Britannique. S. R. C.-B., c. 70, art. 2, partie.

O l'TAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 145.

A.D. 1886.

Acte concernant les complices.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

FÉLONIES.

Le complice d'une félonie avant le fait comme l'auteur du crime. [24-25 V., c. 94, s. 1.]

1. Quiconque se rend complice, avant le fait, d'un crime qualifié félonie par le droit commun ou par un statut, peut pentêtre puni être traduit, jugé, condamné et puni à tous égards comme s'il était le principal coupable. 31 V., c. 69, art. 9, partie, et c. 72, art. 1;—32-33 V., c. 20, art. 8, partie, et c. 21, art. 107, partie.

Punition de ceux qui provoonent à commettre une felonie.

[24-25 V., c. 94, s. 2.]

2. Quiconque conseille, aide ou ordonne à quelqu'un de commettre une félonie, qualifiée telle par le droit commun ou par un statut, est coupable de félonie et peut être traduit et condamné soit comme complice avant le fait de la félonie principale, conjointement avec le principal coupable, soit après la condamnation de ce dernier; ou il peut être traduit et condamné pour félonie, soit que le principal coupable ait été ou non convaincu ou qu'il puisse ou non être traduit en justice, et il peut être alors puni de la même manière que tout complice de la même félonie avant le fait, s'il est convaincu de complicité. 31 V., c. 72, art. 2.

Punition du principal au second degré. [11-12 V., c. 12, s. 8; 24-25 107, partie. V., c. 96, s. 98, c. 97, s. 56, c. 98, s. 49, c. 99, s. 35, c. 100, s. 67.]

3. Lors de toute félonie, le principal au second degré sera puni de la même manière que le principal au premier degré. 31 V., c. 69, art. 9, partie;—c. 72, art. 3;—32-33 V., c. 21, art.

Le complice après le fait peut être puni comme principal auteur d'un crime. [24-25 V., c. 94, 8. 3.1

4. Quiconque se rend complice, après le fait, d'une félonie qualifiée telle par le droit commun ou par un statut, peut comme tel ou être traduit et condamné soit comme complice de la félonie principale après le fait, en même temps que le principal coupable, soit après la condamnation de ce dernier; ou il peut être traduit et condamné pour félonie, soit que le principal coupable ait été ou non convaincu ou qu'il puisse ou non être traduit en justice, et peut alors être puni de la même manière que peut l'être tout complice de la même félonie après le fait, s'il est convaince de complicité. 31 V., c. 72, art. 4:—32-33 V., c. 20, art. 8, partie.

5. Tout complice après le fait d'une félonie (excepté quand Punition des le contraire est spécialement prescrit) qualifiée telle par le complices après le fait. droit commun ou par un statut, sera passible d'un empri- [24-25 V., c. sonnement de moins de deux ans. 31 V., c. 69, art. 9, partie; 94, s. 4.] -c. 72, art. 5, partie; -32-33 V., c. 19, art. 57, partie.

6. Si le principal coupable est en aucune manière con Poursuite du vaincu de félonie, il pourra être procédé contre tout complice après la conavant ou après le fait, de la même manière que si le prin-viction du cipal coupable eût été condamné pour félonie, bien que ce principal. dernier soit décédé ou ait été gracié ou autrement acquitté [24-25 V., c. avant la condamnation (attainder); et tout complice, s'il est 94, s. 5.] convaince du fait, subira la même punition que si le principal eût été condamné (attainted). 31 V., c. 72, art. 6;— 32-33 V., c. 20, art. 8, partie.

DÉLITS.

7. Quiconque aide, encourage, conseille ou fait commettre Fauteur de un délit, qualifié tel par le droit commun ou par un statut, délits. V., c. est coupable de délit et passible d'être traduit, jugé, con-94, s. 8.] damné et puni comme le principal délinquant. 31 V., c. 72, art. 9;—32-33 V., c. 19, art. 57, partie;—c. 21, art. 107, partie; -35 V., c. 32, art. 13; -40 V., c. 32, art. 1, partie.

INFRACTIONS PUNISSABLES SUR PROCÉDURES SOMMAIRES.

8. Quiconque aide, provoque, conseille ou facilite la com- Fauteur d'inmission d'une infraction punissable sur procédures som-fractions punissables som-nissables som-nissables sommaires, soit pour chaque fois qu'elle est commise, soit pour la mairement. première et la seconde fois seulement, ou pour la première [11-12 V., c. fois seulement, est passible, sur conviction du fait, pour la 43, s. 5. première infraction ou toute récidive, de la même amende et s. 99, c. 97, peine dont est passible l'auteur d'une première infraction ou s. 63.] d'une récidive comme principal délinquant. 32-33 V., c. 21, art. 108;—c. 22, art. 70;—c. 31, art. 15, partie;—33 V., c. 31. art. 5, partie.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 146

A.D. 1886. Acte concernant la trahison et autres crimes contre l'autorité de la Reine.

> SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénai et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

Projeter la mort du Soutrahison.

12, s. 3.]

1. Est coupable de trahison et subira la peine de mort, mort du Sou-verain est une quiconque projette, complote, machine, trame ou a l'intention de donner la mort à notre souveraine dame la Reine, [36 G. III. c. ses héritiers ou successeurs, ou de les détruire ou ieur inni-7, s. 1; 57 G. ger quelque lésion corporelle de nature à produire leur III. c. 6, s. 1; c. mort, ou à les mutiler ou blesser, ou de les emprisonner ou priver de leur liberté, et qui exprime, manifeste ou formule ce projet, ou ce complot, ou cette machination, trame ou intention, ou aucune de ces intentions, en publiant quelque imprimé ou écrit, ou par tout autre commencement d'exé-31 V., c. 69, art. 2;—32-33 V., c. 17, art. 1.

Correspondre avec l'ennemi est une trahison.

[44-45 V., e. 58, 8 4 (3) (4)]

2. Est coupable de trahison et subira la peine de mort, tout officier ou soldat de l'armée de Sa Majesté qui se met en relations ou en communication avec un rebelle, ou avec un ennemi de Sa Majesté, ou lui fait passer des conseils ou avis, au moyen de lettres, messages, signes ou indications, ou de toute autre manière que ce soit, ou traite avec ce rebelle ou cet ennemi, ou stipule des conditions avec lui sans l'autorisation de Sa Majesté, ou du général, lieutenantgénéral ou commandant en chef. 31 V., c. 69, art. 3.

Certains faits qualifiés félonies.

[11-12 V., c. 12, 8. 3.]

3. Tout individu qui projette, complote, machine, trame ou a l'intention de déposer notre souveraine dame la Reine, ses héritiers ou successeurs, ou de la ou les priver du titre, de l'honneur ou du nom royal attachés à la couronne impériale du Royaume-Uni, ou de toute autre possession ou territoire de Sa Majesté,—ou de prendre les armes contre Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, dans toute partie du Royaume-Uni ou du Canada, pour la ou les contraindre, par la force ou la violence, à changer ses ou leurs mesures ou conseils,—ou pour appliquer la force ou la contrainte, ou pour intimider ou terroriser les deux chambres ou l'une ou l'autre chambre du parlement du Royaume-Uni ou du Canada,—ou engager ou inciter un étranger à envahir avec une force armée le Royaume-Uni ou le Canada, ou toute autre possession ou territoire de Sa Majesté soumis à Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, et qui exprime, manifeste ou déclare ce projet, complot, machination, trame ou intention, ou aucune de ces intentions, en publiant quelque imprimé ou écrit, ou proférant des paroles publiquement et délibérément, ou par tout autre commencement d'exécution,-est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 31 V., c. 69, art. 5;—32-33 V., c. 17, art. 1.

4. Est coupable de félonie et passible de quatorze ans Conspirer d'emprisonnement, tout individu qui se ligue, se concerte ou pour inti-conspire avec un autre pour se porter à quelque acte de vio- gislature est lence dans le but d'intimider, violenter ou contraindre une félonie. un conseil législatif, une assemblée législative ou chambre d'assemblée d'aucune province du Canada. 31 V., c. 71, art. 5.

5. Nul ne sera poursuivi pour félonie, en vertu du présent Délai dans acte, à l'égard de pareils projets, complots, machinations, lequel se feront les pourtrames ou intentions, comme il est dit ci-haut, s'ils ne sont suites, etc. exprimés, manifestés ou formulés qu'en proférant des paroles [11-12 V. c., publiquement et délibérément seulement, à moins qu'une 11, s. 4.] dénonciation de ces projets, complots, machinations, trames ou intentions, et des paroles qui ont servi à les exprimer, manifester ou formuler, ne soit faite sous serment prêté devant un ou plusieurs juges de paix, dans le délai de six jours après que ces paroles auront été prononcées, et à moins qu'il ne soit lancé un mandat pour l'arrestation de la personne qui a prononcé ces paroles, dans les dix jours après que cette dénonciation aura été faite comme il est dit cihaut; et nul ne sera déclaré coupable pour avoir seulement Preuve à exprimé, manifesté ou formulé, au moyen de paroles proférées publiquement et délibérément comme il est dit cihaut, de pareils projets, complots, machinations, trames ou intentions, à moins que ce ne soit sur son propre aveu fait séance tenante, ou à moins que la preuve que les paroles ont été ainsi prononcées ne soit faite par deux témoins dignes de foi. 31 V., c. 69, art. 6.

6. Si un citoyen ou sujet d'un Etat ou pays étranger en Procès des paix avec Sa Majesté prend les armes ou reste en armes citoyens étranger pris contre Sa Majesté en Canada, ou y commet quelque hostilité, en armes en ou entre en Canada dans le dessein ou avec l'intention de Canada. faire la guerre à Sa Majesté, ou d'y commettre quelque félonie qui rendrait celui qui s'en rendrait coupable en Canada passible de la peine de mort, le Gouverneur général pourra faire convoquer une cour martiale générale de milice pour faire subir le procès à cette personne conformément à l'Acte de la milice; et s'il est trouvé coupable, par-devant cette cour martiale, de contravention aux dispositions du présent article, le prévenu sera condamné par la cour martiale à la peine de

mort, ou à tout autre châtiment que la cour lui infligera. 31 V., c. 14, art. 2.

Procès des sujets de S. M. faisant la guerre en Canada avec des étrangers.

7. Tout sujet de Sa Majesté qui, en Canada, prendra les armes contre Sa Majesté, de concert avec des sujets ou citoyens d'un Etat ou pays étranger alors en paix avec Sa Majesté,—ou qui entrera en Canada avec ces sujets ou citoyens dans le but de faire la guerre à Sa Majesté, ou d'y commettre une félonie comme il est dit ci-haut,—ou qui, avec le dessein ou l'intention de les aider et assister, s'associera à des individus quelconques, sujets de Sa Majesté ou aubains, qui seront entrés en Canada avec le dessein ou l'intention de faire la guerre à Sa Majesté, ou d'y commettre quelque félonie,—pourra être traduit, jugé, condamné et puni par une cour martiale de milice, de la même manière que tout citoyen ou sujet d'un Etat ou pays étranger en paix avec Sa Majesté peut être traduit, jugé, condamné et puni en vertu de l'article précédent. 31 V., c. 14, art. 3.

Punition des personnes coupables en vertu des arti cles précédents. S. Tout sujet de Sa Majesté, et tout citoyen ou sujet d'un Etat ou pays étranger qui enfreindra les dispositions des deux articles précédents, sera coupable de félonie et pourra, nonobstant les dispositions ci-dessus énoncées, être traduit et jugé dans tout comté ou district de la province dans laquelle l'infraction aura été commise, devant toute cour de juridiction compétente, de la même manière que si l'infraction eût été commise dans ce comté ou district, et, sur conviction, subira la peine de mort comme félon. 31 V., c. 14, art. 4.

25 Ed. III, c 2, maintenu en vigueur.

[11-12 V., c. 12, s. 6.]. 9. Rien de contenu dans le présent acte n'amoindrira l'effet ni ne modifiera en quoi que ce soit la portée des dispositions décrétées par le statut passé en la vingt-cinquième année du règne de Sa Majesté le Roi Edouard III, intitulé: A declaration which offences shall be adjudged treason. 31 V., c. 69, art. 1.

OTTAWA : Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 147.

Acte concernant les émeutes, les attroupements tumul- A.D. 1886 . tueux et les infractions à la paix.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

1. Tout shérif, député-shérif, maire ou autre premier offi- Le shérif pout cier municipal, et tout juge de paix, de tout comté, cité ou ordonner aux ville, qui est notifié qu'il y a dans son ressort des personnes légalement au nombre de douze ou plus attroupées d'une manière illé-attroupées de gale, turbulente et tumultueuse, au détriment de la paix publique, se rendra à l'endroit où a lieu cet attroupement [1 G. I, St. 2, illégal, turbulent et tumultueux, et rendu au milieu des c. 5, s. 1.] émeutiers, ou aussi près d'eux qu'il le pourra faire sans danger, commandera à haute voix ou fera commander le silence, et ensuite fera ou fera faire, ouvertement et à haute voix, une proclamation dans les termes suivants, ou dans des termes au même effet :--

"Notre Souveraine Dame la Reine enjoint et commande à Formule de " tous ceux qui sont ici présents de se disperser immédiate- proclamation.

"ment et de retourner paisiblement à leurs domiciles on à [1 G. I, St. 2, " leurs occupations légitimes, sous peine d'être déclarés cou- c. 5, s. 2.]

" pables d'une infraction qui peut être punie de l'emprison-

" nement à perpétuité.

"DIEU SAUVE LA REINE."

31 V., c. 70, art. 1, partie, 2 et 3.

2. Tous ceux qui—

(a.) Avec violence et armes gênent, entravent on blessent Ceux qui ofvolontairement quelque personne qui commence à faire ou frent de la réest sur le point de faire la proclamation ci-dessus, par suite restent atde quoi la proclamation n'est pas faite; ou—

(b.) Restent ensemble au nombre de douze ou plus pen-félouie. dant une heure après que cette proclamation a été faite, ou, [1 G. I, St. 2, s'ils savent qu'elle a été empêchée comme susdit, restent c. 5, ss. 5.1 ensemble et ne se dispersent pas sous une heure après cet empêchement ;

Sont coupables de félonie et passibles d'emprisonnement à Punition.

perpétuité. 2. Nul ne sera poursuivi pour infraction au présent article Prescription à moins que la poursuite ne soit intentée dans les douze des poursuites. mois qui suivront l'infraction. 31 V., c. 70, art. 1, partie, 6, [1 G. I. St. 2 7 et 8.

Ceux qui restent attroupés peuvent être arrêtés.

c. 5, s. 3.]

3. Si les personnes ainsi attroupées d'une manière illégale, turbulente et tumultueuse comme susdit, ou si douze ou plus d'entre elles continuent de rester ensemble et ne se [1 G. I, St. 2, dispersent pas, pendant une heure après que la proclamation aura été faite, ou après qu'elle aura été empêchée comme susdit, tout shérif, maire juge de paix ou autre officier comme susdit, et tout constable ou autre agent de la paix, et tous ceux qui sont appelés à leur prêter main-forte, feront arrêter ces personnes et les traduiront devant un juge de paix; et si quelqu'une des personnes ainsi attroupées est tuée ou priment une blessée lors de leur arrestation ou de la tentative faite pour justifiés. La les arrêter ou disperser, par suite de leur résistance, tous ceux qui auront donné l'ordre de les arrêter ou disperser, et tous ceux qui exécuteront cet ordre, seront à l'abri de toute poursuite ou procédure d'aucune sorte à ce sujet. c. 70, art. 4 et 5.

Ceux qui ré-

Détense de s'assembler pour s'exerrisation lėgale. [60 G. III, et 1 G. IV, c. 1,

s. 1.] Punition des me instruc-[60 G. III, et 8. I.]

4. Toutes réunions et assemblées d'individus dans le but de s'exercer ou de se faire exercer au maniement des armes, cer sans auto- ou dans le but de pratiquer les exercices, manœuvres ou évolutions militaires, sans autorisation légale, sont illégales et interdites. 31 V., c. 15, art. 1, partie.

5. Quiconque est présent ou assiste à une réunion ou personnes qui assemblée de ce genre, dans le but d'exercer d'autres peragissent com- sonnes au maniement des armes ou à la pratique des exercices, manœuvres ou évolutions militaires, ou qui, sans autorisation légale, exerce d'autres personnes au maniement 1 G. IV, c. 1, des armes, ou à la pratique des exercices, manœuvres ou évolutions militaires, ou y aide ou contribue, est coupable de délit et passible de deux ans d'emprisonnement. 31 V. c. 15, art. 1, partie.

Et des personnes qui recoivent l'instruction. [60 G. III, et 1 G. IV, c. 1, s. 1.]

6. Quiconque assiste ou est présent à une réunion ou assemblée de ce genre dans le but de s'y faire exercer, ou qui s'y fait exercer au maniement des armes, ou à la pratique des exercices, manœuvres ou évolutions militaires, est coupable de délit et passible de deux ans d'emprisonnement. 31 V., c. 15, art. 1, partie.

Ces assemy assistant seront arrê-[60 G. III, et 1 G. IV, c. 1, 8. 2.]

7. Tout juge de paix, constable ou agent de la paix, ou dispersées et toute personne qui leur prête main-forte, peut disperser une les personnes réunion ou assemblée du genre mentionnée dans les trois articles précédents, et arrêter et détenir tout individu présent ou aidant, assistant ou encourageant cette réunion ou assemblée; et le juge de paix qui arrêtera cet individu ou devant qui tout individu ainsi arrêté sera traduit, pourra le faire incarcérer en attendant son procès pour ce délit, à moins que le prévenu ne fournisse caution de comparaître aux prochaines assises d'une cour compétente, pour répondre à l'accusation portée contre lui au sujet de ce délit. c. 15, art. 2.

8. Nul ne sera poursuivi pour aucune contravention aux Prescription quatre articles précédents à moins que la poursuite ne soit des poursuiintentée dans les six mois qui suivront la contravention. [60 G. III, et 31 V., c. 15, art. 9.

9. Toutes les personnes qui, étant attroupées d'une ma- Emeutiers dénière turbulente et tumultueuse, au détriment de la paix pu-truisant une église, etc. blique, démoliront, abattront ou détruiront, ou commenceront à démolir, abattre ou détruire illégalement et par violence, [24-25 V., c. quelque église, chapelle, temple ou autre lieu consacré au culte public, ou quelque maison, étable, remise, hangar, entrepôt, boutique ou magasin, moulin, brasserie de malt. four à houblon, grange, grenier, appentis, cabane ou bergerie, on quelque bâtisse ou construction employée dans l'exploitation d'une ferme, ou à l'exploitation de quelque industrie ou manufacture, ou de quelqu'une de ses branches, ou quelque bâ. timent autre que ceux déjà mentionnés dans le présent article, appartenant à Sa Majesté, ou à quelque comté, division, cité, ville, village, paroisse ou localité, ou à quelque université, collège ou salle d'université, ou à quelque corporation, ou à quelque corps ou société de personnes non constituées en corporation, associées ensemble dans un but légal, ou consacré ou dédié à l'usage ou à l'embellissement public, ou construit ou maintenu par souscriptions ou contributions publiques, ou quelque mécanisme, soit fixé à demeure, soit mobile, destiné à quelque manufacture ou employé dans quelque manufacture ou branche de manufacture, ou quelque machine à vapeur ou autre machine servant à creuser, exploiter, ventiler ou égoutter une mine, ou quelque plateforme, bâtisse ou construction employée à l'exploitation d'une mine, ou quelque pont, chemin ou voie pour transporter le minerai d'une mine, seront coupables de félonie et passibles Punition. d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 15.

10. Toutes les personnes qui, étant attroupées d'une ma- Emeutiers ennière turbulente et tumultueuse, au détriment de la paix pu-des édifices, blique, endommageront illégalement et par violence quelque machines, etc. église, chapelle, temple ou lieu consacré au culte public, [24-25 V., c.] maison, étable, remise, hangar, entrepôt, bureau, boutique ou 97, s. 12. J magasin, moulin, brasserie de malt, four à houblon, grange, grenier, appentis, cabane, bergerie, bâtisse, construction, mécanisme, machine, plateforme, pont, chemin ou voie, ainsi que mentionné dans le précédent article, seront coupables de Punition. délit et passibles de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 16, partie; -S. R. N.-E. (3e série), c. 162, art. 6.

11. Trois personnes ou plus qui, s'étant attroupées, con Punition des tinnent de rester ensemble dans l'intention d'atteindre illé-assemblées illégales. galement un but commun par la force et la violence, ou d'une manière propre à jeter l'alarme et la terreur, sont coupables d'attroupement illégal et passibles de deux ans d'emprisonnement. S. R. N.-E. (3e série), c. 162, art. 5;—1 S. R. N.-B., c. 147, art. 6.

Punition du tumute.

12. Trois personnes ou plus qui, s'étant attroupées, continuent de rester ensemble dans l'intention d'atteindre illégalement un but commun par la force et la violence, ou d'une manière propre à jeter l'alarme et la terreur, et qui cherchent à atteindre ce but, sont, bien que leur but ne soit pas atteint, coupables de tumulte et passibles de trois ans d'emprisonnement. 1 S. R. N.-B., c. 147, art. 7.

Punition des émeutes. 13. Trois personnes ou plus qui, s'étant attroupées, continuent de rester ensemble dans l'intention d'atteindre illégalement un but commun par la force et la violence, et qui mettent leur projet à exécution, en tout ou en partie, d'une manière propre à jeter l'alarme et la terreur, sont coupables d'émeute et passibles de quatre ans d'emprisonnement. 1 S. R. N.-B., c. 147, art. 8.

Punition des bagarres. 14. Deux personnes ou plus qui se battent dans un lieu public, de manière à jeter l'alarme et la terreur, sont coupables de bagarre et passibles, sur conviction sommaire, de trois mois d'emprisonnement. S. R. N.-E. (3e série), c. 162, art. 7;—1 S. R. N.-B., c. 147, art. 9.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 148.

Acte concernant l'usage abusif des armes à feu et autres, A.D. 1886.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

1. Quiconque porte sur lui un pistolet, ou un fusil à vent, Ceux qui porsans cause raisonnable de crainte de voies de fait ou d'at-tent des pistolets ou des taque contre sa personne ou sa famille, ou de dommages fusils à vent à sa propriété, peut sur plainte portée devant un juge de peuvent être tenus de garpaix, être appelé à fournir des cautions qu'il gardera la paix der la paix. pendant une période de pas plus de six mois ; et, à défaut de fournir ces cautions, il peut être emprisonné pendant trente jours au plus. 40 V., c. 30, art. 1.

2. Quiconque, lorsqu'il sera arrêté, soit sur mandat d'ar- Avoir une parestation lancé contre lui pour un crime ou délit, soit en reille arme flagrant délit, aura sur lui un pistolet ou un fusil à vent, arrestation ou sera passible, sur conviction sommaire devant deux juges d'un flagrant delit. de paix, d'une amende de vingt piastres à cinquante piastres, ou d'un emprisonnement de trois mois au plus. 40 V., c. 30, art. 2

3. Quiconque a sur lui un pistolet ou un fusil à vent On avec l'inavec l'intention d'en blesser quelqu'un illégalement et mali-tention de blesser quelcieusement, est passible, sur conviction sommaire devant qu'un. deux juges de paix, d'une amende de cinquante piastres à deux cents piastres, ou d'un emprisonnement de six mois au plus; et le fait du port de pistolet ou fusil à vent sur la personne constituera une preuve primâ facie de cette intention, 40 V., c, 30, art. 3.

4. Quiconque, sans excuse légitime, dirige contre une Diriger une autre personne une arme à feu ou un fusil à vent, qu'il soit arme à feu contre quelou non chargé, est passible, sur conviction sommaire devant qu'un. deux juges de paix, d'une amende de vingt piastres à cinquante piastres, ou d'un emprisonnement de trente jours au plus. 40 V., c. 30, art. 4.

5. Quiconque porte sur soi un conteau-poignard, dague Porter des ou poignard, ou quelqu'une de ces armes offensives appelées conteaux-poi-ou connues sous le nom de jointures de fer (*iron knuckles*), autres armes. casse-têtes ou assommoirs (skull-crackers ou slung-shot), ou

Chap. 148.

49 VICT.

autres armes meurtrières offensives semblables; ou porte secrètement sur soi quelque instrument plombé à l'une de ses extrémités; ou vend, ou expose en vente, ouvertement ou privément, de pareilles armes offensives, est, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, passible d'une amende de dix piastres à cinquante piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trente jours au plus. 32-33 V., c. 20, art. 72.

Porter des couteanx à gaîne dans les ports de

6. Quiconque sera trouvé, dans quelque port de mer du Canada, portant sur soi un couteau à gaîne, sera passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, d'une amende de dix piastres à quarante piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trente jours au plus; mais rien de contenu dans le présent article ne s'appliquera aux marins ou gréeurs lorsqu'ils seront occupés ou engagés à leur métier ou profession légitime. 32-33 V., c. 20, art. 73.

Exception.

Cor fiscation de l'arme.

Ce qu'il en

sera fait.

7. Le tribunal ou le juge de paix devant lequel une personne sera convaincue d'une infraction à quelqu'un des articles précédents confisquera l'arme pour le port de laquelle cette personne sera convaincue, et si cette arme n'est pas un pistolet, il la fera détruire; mais si c'est un pistolet, le tribunal ou le juge le fera remettre au conseil municipal de la municipalité où la condamnation aura été prononcée, pour être employé à l'usage de cette municipalité.

S'il n'y a pas de municipalité.

2. Si la condamnation est prononcée dans un lieu où il n'y a pas de municipalité, le pistolet sera remis au lieutenant-gouverneur de la province où la condamnation aura été prononcée, pour être employé aux fins de l'administration de la justice dans cette province. 32-33 V., c. 20, art. 75;— 45 V., c. 39, art. 1 et 2.

Porter ouvertement des

8. Si deux personnes ou plus portent ouvertement des armes dange- armes dangereuses ou inusitées dans un lieu public, de manière et dans des circonstances propres à jeter l'alarme et la terreur, chacune de ces personnes sera, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, passible d'une amende de dix piastres à quarante piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trente jours au plus. S. R. N.-E., (3e série), c. 162, art. 8;—1 S. R. N.-B., c. 147, art. 10.

Prescription des poursuites.

9. Nulle poursuite en vertu du présent acte ne sera intentée plus d'un mois après que l'infraction aura été commise. 32-33 V., c. 20, art. 76.

Exception quant aux sol-dats, etc.

10. Aucune disposition du présent acte n'affectera le droit des militaires, marins ou volontaires au service de Sa Majesté, constables ou agents de police, de porter des pistolets chargés pendant le service ou dans l'exercice de leurs fonctions. 40 V., c. 30, art. 7.



CHAPITRE 149.

Acte concernant la saisie des armes gardées dans un but A.D. 1886. dangereux.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

- 1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définition. une interprétation différente, l'expression "arme" comprend "Arme." toute pique, tête de pique, dard, dague, poignard, sabre, pistolet, fusil, carabine ou autre arme, poudre, plomb, cartouches, balles et autres munitions de guerre.
- 2. Tout juge de paix, sur dénonciation faite sous serment Les armes par un ou plusieurs témoins dignes de foi, énonçant que des gardées dans un but illicite armes sont, pour des objets de nature à compromettre la paix peuvent être publique, en la possession de quelqu'un. ou dans une maison saisies. ou un lieu quelconque, pourra émettre son mandat, adressé à tout constable ou autre agent de la paix, lui ordonnant de rechercher et saisir les armes de ce genre en la possession de cette personne, ou dans la maison ou le lieu susdit, et d'arrèter toute personne ayant ces choses en sa possession,—et si admission en cette maison ou ce lieu est refusée ou n'est pas obtenue dans un délai raisonnable après qu'elle aura été demandée, d'entrer par la force, de jour ou de nuit, dans cette maison ou ce lieu, et d'arrêter ou faire arrêter cette personne, -et de garder en un lieu sûr, que le juge de paix indiquera et fixera, les armes ainsi trouvées ou salsies, à moins que le propriétaire de ces choses ne prouve, à la satisfaction du juge de paix, que ces armes n'étaient point gardées pour des objets de nature à compromettre la paix publique; et toute Et les perpersonne qui aura des armes en sa possession ou sous sa somes qui les ont peagarde et qui sera ainsi arretée, sera amenée devant un juge ventêtre arde paix et pourra être traduite, jugée et punie de la manière rétées. ci-après prescrite. 31 V., é. 15, art. 3.

3. Toute personne en la possession de laquelle des armes Comment de ce genre seront ainsi saisies pourra, si le juge de paix sur seront décile mandat duquel elles auront été saisies refuse, sur demande mations pour à cet effet, de les restituer, s'adresser à un juge d'une cour la restitution de ces armes. supérieure ou de comté, pour obtenir la restitution de ces armes, en donnant au juge de paix dix jours d'avis préalable de cette requête; et ce juge rendra tel ordre pour la restitution ou la mise en lieu sûr de ces armes que, sur cette requête, il jugera à propos. 31 V., c. 15, art. 4.

Qui peut arrêter les por teurs de ces armes.

4. Tout juge de paix, constable, agent de la paix ou autre personne agissant sous l'autorité du mandat d'un juge de paix, ou toute personne prêtant main-forte à un juge de paix, constable ou autre agent de la paix chargé de l'exécution de ce mandat, pourra arrêter et détenir toute personne trouvée portant quelque arme de ce genre, dans des circonstances et dans un temps qui, dans l'opinion du juge de paix, donneront juste lieu de soupçonner qu'elles sont destinées à des objets de nature à compromettre la paix publique; et le juge de paix qui arrêtera cette personne, ou devant lequel toute personne arrêtée en vertu de ce mandat sera amenée, pourra faire emprisonner cette personne en attendant son procès pour délit; et cette personne pourra être traduite pour délit pour avoir porté ces armes, et sur conviction sera punie de l'amende ou de l'emprisonnement, ou des deux peines à la fois, à la discrétion de la cour; mais cette personne pourra, avant conviction, fournir bonne et suffisante caution de comparaître aux prochaines assises d'une cour de juridiction compétente, pour répondre à l'accusation portée contre elle. 31 V., c. 15, art. 5.

Peuvent être admis à caution.

Tous les juges de paix auront juridiction concurrente.

5. Tous les juges de paix de tout district, comté, cité, ville ou lieu quelconque en Canada, auront juridiction concurrente comme juges de paix avec les juges de paix de tout autre district, comté, cité, ville ou lieu, dans tous les cas, au sujet de la mise à exécution du présent acte, et au sujet de toutes matières et choses relatives à la conservation de la paix publique en vertu du présent acte, aussi amplement et avec le même effet que si ces juges de paix formaient partie de la commission de la paix ou étaient juges de paix ex officio pour chacun de ces districts, comtés, cités, villes ou lieux. 31 V., c. 15, art. 6.

Prescription des poursuiteg.

6. Nul ne sera poursuivi pour une infraction aux disposition du présent acte, à moins que l'action à cet effet ne soit intentée dans les six mois après l'infraction. 31 V., c. 15, art. 9

Cet acte peut être suspendu et remis de nouveau en vigueur.

7. Le Gouverneur en conseil pourra en tout temps, par proclamation, suspendre l'opération du présent acte dans toute province du Canada, ou dans tout district, comté ou localité spécifié dans la proclamation; et à compter de la date fixée dans cette proclamation, les pouvoirs conférés par le présent acte seront suspendus en cette province, ce district, ce comté ou cette localité; mais rien de contenu au présent acte n'empêchera le Gouverneur en conseil de déclarer de nouveau, par proclamation, que cette province, ce district, ce comté ou cette localité sera de nouveau assujéti au présent acte et aux pouvoirs qu'il confère ; et après promulgation de cette proclamation, le présent acte sera remis en vigueur en 31 V., c. 15, art. 8. conséquence.



CHAPITRE 150.

Acte concernant les substances explosives.

A.D. 1886.

CA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

1. Le présent acte pourra être cité sous le titre: Acte con-Titre abrégé. cernant les explosifs. 48-49 V., c. 7, art. 1. [46 V., c. 3, s.

2. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définitions.

une interprétation différente,-

(a.) L'expression "procureur général" signifie le procu- "Procureur reur général de la province du Canada dans laquelle les "général." procédures se feront sous l'empire du présent acte; et quant aux territoires du Nord-Ouest et au district de Kéwatin,

elle signifie le procureur général du Canada;

(b.) L'expression "substance explosive" comprend toutes "Substance matières propres à faire une substance explosive; tous appa- "explosive." reils, machines, instruments ou matières employés ou desti-[46 V., c. 3, s. nés à être employés ou propres à causer ou à aider à causer ^{9.} l'explosion d'une substance explosive; et aussi toute pièce ou partie d'un appareil, machine ou instrument de ce genre. 48-49 V., c. 7, art. 2.

3. Celui qui, illégalement et malicieusement, au moyen Punition pour d'une substance explosive, cause une explosion de nature, causer malivraisemblablement, à mettre en danger la vie de quelqu'un une explosion. ou à faire un dommage grave à quelque propriété, est, soit [46 V., c. 3, s. qu'il y ait ou non blessure ou dommage, coupable de félonie 2.] et passible d'emprisonnement pour la vie. 48-49 V, c. 7, art. 3.

4. Celui qui, illégalement et malicieusement,— (a.) Fait quelque acte avec l'intention de causer, au moyen tendant à causer une d'une substance explosive, ou conspire pour causer, au explosion de moyen d'une substance explosive, une explosion de nature, cette nature. vraisemblablement, à mettre en danger la vie de quelqu'un [46 V., c. 3, s. ou à faire un dommage grave à quelque propriété; ou-

(b.) Fait ou a en sa possession ou sous son contrôle une Fabrication substance explosive, avec l'intention de s'en servir pour d'explosifs mettre en danger la vie de quelqu'un ou causer un dom-dans un but mage grave à quelque propriété, ou dans l'intention qu'un criminel. autre s'en serve pour mettre en danger la vie de quelqu'un ou causer un dommage grave à quelque propriété;

Punition.

Est, soit qu'il y ait on non explosion, et soit qu'il y ait ou non blessure ou dommage, coupable de félonie et passible d'un emprisonnement de quatorze ans. 48-49 V., c. 7, art. 4.

Fabrication, etc., d'explosifs sans cause licite.

5. Quiconque fait ou, avec connaissance, a en sa possession ou sous son contrôle une substance explosive, dans des circonstances telles qu'on ait raisonnablement lieu de soupconner qu'il ne la fait pas ou ne l'a pas en sa possession ou sous son contrôle pour un objet licite, est, s'il ne justifie du contraire, coupable de félonie et passible d'un emprisonne-146 V., c. 3, s. ment de sept ans.

Punition.

4.] L'accusé et sa

2. Dans toute procédure contre une personne pour une femme pour- infraction prévue par le présent article, cette personne et sa ront être ad-mis à rendre femme ou son mari, selon le cas, pourront, si elle le veut, être appelés, assermentés, interrogés et contre-interrogés au témoignage. procès comme des témoins ordinaires.

Consentecureur généen certains

3. Dans le cas où quelqu'un serait accusé devant un juge ment du pro- de paix de quelque infraction prévue au présent article, il ral nécessaire ne sera pas fait contre lui, sans le consentement du procureur général, d'autres procédures, sinon celles que le juge de paix croira nécessaire de prendre, par renvoi à nouvelle [46 V., c. 3, s. audience ou autrement, pour la garde en lieu sûr de l'accusé. 48-49 V., c. 7, art. 5.

Quant aux chefs d'accusation.

7(1).]

7(2).]

6. Le même fait criminel pourra être énoncé, dans un acte d'accusation, sous différents chefs comme constituant des infractions différentes, sous l'empire du présent acte; et à [46 V., c. 3, 2. l'instruction de l'acte d'accusation, en pareil cas, le plaignant ne sera pas appelé à faire choix d'un chef pour y limiter sa 48-49 V., c. 7, art. 6. poursuite.

Venue, etc.

7. Tout individu accusé d'une infraction prévue par le présent acte, pourra être poursuivi, mis en accusation, jugé et puni dans le district, comté ou lieu dans lequel l'infraction aura été commise, ou dans lequel il aura été arrêté ou sera en état d'arrestation. 48-49 V, c. 7, art. 7.

Le procureur général pourra ordonner une enquête.

Juridiction d'un juge de de cet ordre.

& (1) (2) (3).]

8. Si le procureur général a raison de croire qu'une infraction prévue par le présent acte a été commise, il pourra ordonner une enquête; et tout juge de paix du district, comté ou lieu dans lequel l'infraction aura été commise ou sera soupçonnée de l'avoir été, pourra, après avoir été autopaix à la suite risé à cet effet par le procureur général, et bien que personne ne soit accusé devant lui du crime, interroger sous [46 V., c. 3, 8, la foi du serment, au sujet de ce crime, tout témoin qui comparaîtra, et recevoir sa déposition; et, s'il y a lieu, il pourra obliger ce témoin à s'engager par obligation à comparaître et rendre témoignage à la prochaine session de la cour compétente, ou après assignation, dans les trois mois de la date de son engagement; et la loi relative au moyen de contraindre un témoin à comparaître devant un juge de

1930

paix, et au témoin qui se présente devant un juge de paix Certaines diset est appelé à faire sa déposition sur le sujet d'une dénon-positions s'apciation ou plainte, sera applicable à la contrainte à exercer aux témoins. pour la comparution des témoins et aux témoins eux-mêmes,

dans le cas prévu par le présent article.

2. Le témoin interrogé, sous l'autorité du présent article, Le témoin ne ne pourra se dispenser de répondre à une question, parce de répondre que sa réponse l'incriminerait ou tendrait à l'incriminer; pour ne pas mais aucune déclaration faite par quelqu'un en réponse à s'incriminer. une question à lui posée dans un interrogatoire sous l'autorité du présent article, ne sera, excepté en cas d'accusation ou autre procédure criminelle à raison de parjure, admissible dans aucune poursuite civile ou criminelle, pour faire preuve contre lui.

3. Le juge de paix qui présidera, sous l'autorité du pré-Le juge de sent article, à l'interrogatoire d'un individu, au sujet de paix instrucquelque infraction, ne pourra ensuite prendre part au renvoi renvoyer en en jugement de cet individu pour l'infraction dont il est jugement. accusé. 48-49 V., c. 7, art. 8.

9. Lorsqu'une personne aura pris l'engagement de se pré-Arrestation, senter pour rendre témoignage devant un juge de paix ou moins défailune cour criminelle, au sujet d'une infraction prévue par lants. le présent acte, tout juge de paix, s'il le croit opportun, après [46 v., c. 3, s. avoir eu avis, par voie de dénonciation écrite et appuyée du 6 (4).] serment, que cette personne est sur le point de s'esquiver ou s'est esquivée, pourra décerner contre elle un mandat d'arrestation; et si elle est arrêtée, tout juge de paix, lorsqu'il sera convaincu que les fins de la justice seraient frustrées sans cette mesure, pourra envoyer la dite personne en prison pour y être détenue jusqu'au jour où, suivant son engagement, elle doit rendre témoignage, à moins que, dans l'intervalle, elle ne fournisse des cautions suffisantes; mais Le témoin a toute personne ainsi arrêtée aura droit d'avoir, en en faisant de la dénonla demande, une copie de la dénonciation sur laquelle le ciation. mandat d'arrestation a été décerné contre elle. 48-49 V., c. 7,

10. Tout juge de paix d'un district, comté ou lieu dans Mandat de lequel on soupconnera qu'une substance explosive se fa- perquisition des substanbrique, ou est gardée ou transportée, dans un but illicite, ces explosives. pourra, pour cause raisonnable énoncée par une personne [24-25 V...e. sous serment, décerner un mandat, revêtu de ses seing et 100, s. 65.1 sceau, portant l'ordre d'opérer des perquisitions dans toute maison, fabrique, magasin, entrepôt, bontique, cave, cour, quai ou autre lieu, ou dans toute voiture, wagon, charrette, navire, embarcation ou bateau, dans lequel on soupconne que la substance explosive se fabrique ou est gardée ou transportée dans le but indiqué ci-dessus. 48-49 V., c 7,

11. La personne chargée d'exécuter un mandat de cette Saisie en nature pourra saisir toute substance explosive qu'elle aura wertu de co

[24-25 V., c. 97, s. 55, c. 100, s. 65; 38 V., c. 17, s. 74.]

quelque bonne raison de soupçonner être destinée à servir à quelque usage illicite; et elle devra transporter avec diligence, après la saisie, dans un lieu jugé convenable par elle, la substance ainsi saisie et l'y détenir jusqu'à ce qu'u n juge d'une cour supérieure lui ordonne d'en faire la remise 🔻 à la personne qui la pourra réclamer. 48-49 V., c. 7, art. 11.

Comment on disposera de la substance saisie.

12. Toute substance explosive saisie sous l'autorité du présent acte sera confisquée, si celui en possession duquel on l'a trouvée, ou son propriétaire, est convaincu d'une infraction prévue par le présent acte; et elle sera détruite ou vendue, suivant l'ordre de la cour devant laquelle cet individu aura été convaincu; et en cas de vente, le produit en sera versé à la caisse du ministre des Finances et Receveur général, pour être affecté aux besoins publics du Canada. 48-49 V., c. 7, art. 12.

La personne opérant la saisie ne sera resde sa negligence volontaire.

[38 V., c. 17, 8. 74 (5) (6),]

Le délinquant nition pour d'autres infractions.

[46 V., c. 3, s. 7 (4).]

- 13. La personne opérant la perquisition ou la saisie ne sera passible d'aucune poursuite à raison de la détention ponsable que par elle de la substance explosive, ni à raison de perte ou du dommage survenu à la substance sans faute ou négligence volontaire de sa part ou de la part de celui à qui elle en aura confié la garde. 48-49 V., c. 7, art. 13.
- 14. Le présent acte n'exemptera personne d'aucune mise exempt de pu- en accusation ou procédure pour une infraction punissable en vertu de la loi commune ou sous l'empire de quelque autre acte; mais nul ne sera puni deux fois pour le même fait criminel. 48-49 V., c. 7, art. 14.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 151.

Acte concernant le maintien de la paix dans le voisinage A D. 1886. des travaux publics.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Senat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

DÉFINITIONS.

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définitions.

une interprétation différente,—

(a.) L'expression "le présent acte" signifie l'article ou les "Le présent articles qui en seront exécutoires, en vertu d'une proclama-" acté. tion, dans la localité ou les localités par rapport auxquelles on l'interprètera et l'appliquera;

(b.) L'expression "commissaire" signifie un commissaire "Commis-

agissant sous l'autorité du présent acte;

(c.) L'expression " arme " comprend tout fusil ou autre "Arme." arme à feu, ou tout fusil à vent, on aucune partie de ces armes, et toute épée, lame d'épée, bayonnette, pique, pointe de pique, lance, pointe de lance, dague, poignard, ou autre instrument propre à trancher ou percer, et toutes jointures (knuckles) d'acier ou de métal, ou autres armes meurtrières ou dangereuses, et tout instrument ou chose destinée à servir d'arme, et toutes munitions qui peuvent être employées avec une arme quelconque;

(d.) L'expression "liqueur enivrante" signifie et com- "Liqueur prend toute liqueur alcoolique, spiritueuse, vineuse, fer-"enivrante." mentée on autrement enivrante, ou toute liqueur mélangée dont une partie est spiritueuse ou vineuse, fermentée ou

autrement enivrante:

(e.) L'expression "district, comté ou lieu "comprend toute "District, division de quelque province pour les fins de l'administra- "comté ou tion de la justice relativement au sujet auquel se rapporte le contexte;

(f.) Les expressions "travaux publics" ou "ouvrage "Travaux public" signifient et comprennent tout chemin de fer, canal, "publics." chemin, pont ou autre construction de toute sorte, ainsi que toute exploitation minière sons le contrôle et la régie du gouvernement du Canada, ou de quelque province du Canada, ou d'un conseil municipal, ou d'une compagnie légalement constituée, ou de particuliers. 32-33 V. c. 24, art. 2, partie, et 21; -33 V., c. 28, art. 2, partie; -48-49 V., c. 80, art. 1.

PROCLAMATION.

L'acte peut être déclaré exécutoire en désignés.

2. Le Gouverneur en conseil pourra, chaque fois que les circonstances l'exigeront, déclarer par proclamation qu'à parcertains lieux tir d'un jour désigné en la proclamation, le présent acte ou certains de ses articles seront exécutoires dans une ou plusieurs localités déterminées du Canada désignées dans cette problamation, dans les limites ou le voisinage desquelles il se fait des travaux publics, ou dans telles localités voisines de travaux publics dans lesquelles il jugera nécessaire de mettre l'acte ou certains de ses articles en vigueur; et cet acte ou ces articles, à partir du jour indiqué par la proclamation, auront force d'exécution dans les localités ainsi dési-

Il peut être révoqué et remis en vigueur.

2. Le Gouverneur en conseil pourra de la même manière, à toute époque ultérieure, déclarer que le présent acte ou certains de ses articles cesseront d'être exécutoires dans une ou plusieurs localités ainsi désignées; et de nouveau déclarer. à toute époque, qu'ils y sont remis en vigueur.

Quant aux cités.

3. Nulle proclamation de ce genre n'aura d'effet dans les limites d'aucune cité.

Elles seront reconnues par les cours.

4. Tous les tribunaux, magistrats et juges de paix prendront judiciairement connaissance de chacune de ces proclamations. 48-49 V., c. 80, art. 2.

ARMES.

Livraison des armes au commissaire

3. Le ou avant le jour fixé par cette proclamation, toute personne employée sur ou près quelque ouvrage public auguel elle a rapport, apportera et livrera à un commissaire ou officier nommé pour les fins du présent acte, toute arme en sa possession, et en prendra un reçu du commissaire ou de l'officier en question. 32-33 V., c. 24, art. 3.

Saisie des armes non li-Vrées.

4. Toute arme que l'on trouvera en la possession d'une personne ainsi employée, après le jour fixé par la proclamation et dans l'étendue des limites désignées dans la proclamation, pourra être saisie par un juge de paix, commissaire, constable ou autre agent de la paix, et sera confisquée au profit de Sa Majesté. 32-33 V., c. 24, art 5.

Punition pour possession d'armes lorsque l'acte est en vigueur.

5. Toute personne employée sur ou près un ouvrage public, dans la localité ou les endroits où le présent acte sera alors en vigueur, qui, à compter du jour fixé dans la proclamation, aura ou gardera une arme en sa possession, ou sous ses soins ou contrôle, dans cette localité, sera passible d'une amende de deux piastres à quatre piastres pour chaque arme ainsi trouvée en sa possession. 32-33 V., e. 24, art 2, partie.

Punition de ceux qui cachent des armes.

6. Quiconque, dans le but d'éluder le présent acte, reçoit on cache, ou aide à recevoir ou cacher, ou fait recevoir ou cacher, quelque part dans les limites de toute localité dans laquelle le présent acte sera alors en vigueur, une arme appartenant ou confiée à une personne employée sur ou près quelque ouvrage public, encourra une amende de quarante

1934

piastres à cent piastres ; et une moitié de cette amende appartiendra au dénonciateur et l'autre moitié à Sa Majesté, pour les besoins publics du Canada. 32-33 V., c. 24, art. 6.

7. Tout commissaire ou juge de paix, constable ou agent Ceux qui de la paix, ou toute personne agissant sous l'autorité d'un portent des mandat et prêtant main-forte à quelque constable ou agent lement peude la paix, pourra arrêter et détenir toute personne employée arrêtes. sur tout ouvrage public que l'on trouvera portant une arme sur elle dans l'étendue des limites de quelque localité où le présent acte sera alors en vigueur, à une heure et dans des circonstances propres à créer dans l'esprit du commissaire, juge de paix, constable, agent de la paix ou autre personne agissant sous l'autorité d'un mandat, de justes soupçons que cette arme est portée dans des vues dangereuses pour la paix publique; et toute personne ainsi employée qui por- Emprisonnetera cette arme sera coupable de délit, et le juge de paix ou ment. commissaire qui l'arrêtera ou devant qui elle sera traduite en vertu de ce mandat, pourra l'envoyer en prison pour subir un procès pour délit, à moins qu'elle ne donne de bonnes et suffisantes cautions pour sa comparution à la prochaine session ou séance de la cour devant laquelle l'infraction peut être jugée, pour répondre à toute accusation qui sera alors portée contre elle. 32-33 V., c. 24, art. 8.

8. Tout commissaire nommé en vertu du présent acte, ou Un mandat de tout juge de paix revêtu d'autorité dans les limites de la perquisition localité où le présent acte sera alors en vigueur, pourra, sur lancé. le serment d'un témoin digne de foi, portant qu'il croit qu'une personne a quelque arme en sa possession, ou qu'il y en a dans quelque maison ou endroit, en contravention aux dispositions du présent acte, émettre son mandat adressé à un constable ou agent de la paix pour en faire la recherche et la saisie; et ce dernier, ou toute personne qui lui prêtera main-forte, pourra en faire la recherche et la saisir en la possession de toute personne ou dans toute maison ou endroit. 32-33 V., c. 24, art. 7, partie.

9. Si on lui refuse l'entrée de cette maison ou endroit, Droit d'entrer après l'avoir demandée, le constable ou agent de la paix, et dans les maila personne qui lui prêtera main-forte, pourront y entrer de force, de jour ou de nuit, et saisir cette arme et la remettre au commissaire; et à moins que la personne en la possession Confiscation. ou dans la maison ou les dépendances de laquelle elle aura été trouvée ne prouve, dans les quatre jours après la saisie, à la satisfaction du commissaire ou juge de paix, que l'arme ainsi saisie n'était pas en sa possession, ou dans sa maison ou autre endroit, contrairement à l'intention du présent acte, cette arme sera confisquée au profit de Sa Majesté. 32-33 V., c. 24, art. 7, partie.

10. Toutes les armes qui seront confisquées en vertu du Vente ou présent acte seront vendues ou détruites sous la direction du des armes 1935

con isquées.

49 VICT.

commissaire qui les aura saisies ou fait saisir, et le produit de leur vente, déduction faite des dépenses nécessaires, sera reçu par le commissaire et par lui versé entre les mains du ministre des Finances et Receveur général pour les besoins publics du Canada. 32-33 V., c. 24, art. 10.

Restitution des armes volontairement livrées.

11. Lorsque le présent acte cessera d'être en vigueur dans la localité où quelque arme aura été livrée et détenue ainsi qu'il le prescrit, ou lorsque le propriétaire de cette arme ou la personne qui v a droit convaincra le commissaire qu'il est sur le point de sortir immédiatement des limites de la localité où le présent acte sera alors en vigueur, le commissaire pourra rendre cette arme au propriétaire, ou à la personne autorisée à la recevoir, si elle produit le reçu qui lui en aura été donné. 32-33 V., c 24, art. 4.

Rapport mensuel a faire.

12. Tout commissaire nommé en vertu du présent acte fera un rapport mensuel au Secrétaire d'Etat de toutes les armes qui lui auront été livrées et qu'il aura détenues en vertu des dispositions du présent acte. 32-33 V., c. 24, art 9.

LIQUEURS ENIVRANTES.

Prohibition de la vente des liqueurs spiritueuses.

13. A partir du jour désigné en la proclamation, et tant que cette proclamation sera en vigueur, personne ne pourra, dans aucun des lieux compris dans les limites qu'elle spécifie, vendre, troquer ou, directement ou indirectement, pour quelque objet, profit ou récompense, échanger, fournir ou céder aucune liqueur enivrante; ni exposer, garder on avoir en sa possession aucune liqueur enivrante pour quelque fin semblable.

Proviso

2. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront point à ceux qui, étant des distillateurs ou des brasseurs munis de licences, vendront en gros et non en détail des liqueurs enivrantes. 48-49 V., c. 80, art. 3, partie.

Pénalité en cas de contravention.

14. Quiconque, par lui-même ou par son commis, serviteur ou agent, ou par toute autre personne, contreviendra à quelqu'une des dispositions de l'article précédent, sera coupable d'une infraction au présent acte; et, s'il en est convaincu pour la première fois, il sera passible d'une amende de quarante piastres et aux frais, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois au plus; et dans tous les cas de récidive, il sera passible de la même amende, ainsi que du même emprisonnement à défaut d'acquit de cette amende, et, cumulativement, d'un emprisonnement de six mois au 48-49 V., c. 80, art 3, partie.

L'agent aura la même responsabilité pal.

15. Tout commis, serviteur, agent ou autre individu qui, étant employé par quelqu'un ou étant dans son établisseque le princi- ment, enfreindra ou aidera à enfreindre quelqu'une des dispositions de l'article treize du présent acte, pour celui qui

l'emploie ou dans l'établissement duquel il se trouve, sera coupable au même degré que le principal contrevenant, et passible des peines portées par l'article précédent. 48-49 V., c. 80, art. 3, partie.

16. Si une personne jure ou affirme, devant un commis- Perquisitions saire ou un juge de paix, qu'elle a lieu de croire et qu'elle et saisie des liqueurs, sur croit que des liqueurs enivrantes à l'égard desquelles on dénonciation a commis ou on a dessein de commettre une contravention et mandat aux dispositions de l'article treize du présent acte, se trouvent, dans les limites désignées dans la proclamation qui a déclaré cet acte exécutoire, sur un vapeur, navire, bateau, canot, cage ou antre embarcation, ou dans un édifice, un local ou ses dépendances, ou dans leur voisinage, ou dans une voiture ou autre véhicule, ou dans un endroit quelconque, le commissaire ou le juge de paix décernera un mandat de perquisition, adressé à un shérif, officier de police, constable ou huissier, lequel procédera sans retard à la visite du vapeur, navire, bateau, canot, cage, édifice, local, voiture, véhicule ou endroit désigné dans le mandat; et s'il y est trouvé quel- Les liqueurs que liqueur enivrante, celui qui exécutera le mandat saisira saisies seront mises en lieu cette liqueur avec les fûts, barils, cruches, bouteilles ou súr. autres vases qui la contiennent, et les détiendra en lieu sûr jusqu'à ce qu'il y ait décision finale à leur égard.

Chap. 151.

2. Aucune maison d'habitation, s'il ne se tient dans Proviso; s'il

son intérieur ou dans quelqu'une de ses parties ou dépen- n'y a pas de boutique ou dances, une boutique ou un comptoir à boissons, ne pourra de comptoir. être visitée de la sorte, à moins que le dénonciateur ne jure ou n'affirme aussi qu'il s'est commis là une infraction aux dispositions de l'article treize du présent acte, dans le mois qui a précédé sa dénonciation pour la délivrance d'un mandat

de perquisition.

3. Le propriétaire de la liqueur enivrante saisie, ou celui Assignation qui l'avait en sa garde ou en sa possession, s'il est connu de da propriél'officier saisissant, sera assigné immédiatement par le commissaire ou le juge de paix qui aura décerné le mandat de perquisition, à comparaître devant lui, commissaire ou juge de paix; et s'il manque à se présenter, ou si l'on établit d'une manière jugée satisfaisante par le commissaire ou le juge de paix, qu'une infraction aux dispositions de l'article treize du présent acte a été commise ou projetée à l'égard de cette liqueur enivrante, la liqueur saisie-sera déclarée confisquée La _{liqueur} avec les vaisseaux qui la contiennent, et sera détruite, en sera confisexécution d'un ordre par écrit à cet effet du commissaire ou truits. du juge de paix, et en sa présence ou en la présence de quelqu'un nommé par lui pour assister à cette destruction; et le commissaire ou le juge de paix, ou le témoin ainsi nommé Attestation par lui, et l'officier qui aura détruit la liqueur enivrante, desa destrucattesteront conjointement, par écrit au verso de l'ordre même, qu'elle a été détruite.

4. Celui à qui appartenait ou qui avait en sa garde on Le propriéen sa possession la liqueur enivrante saisie et confisquée pourra être

condamné sur-le-champ.

sous l'autorité du présent article, pourra être convaincu d'infraction à l'article treize du présent acte sans autre dénonciation ou procès, et sera passible des peines mentionnées en l'article quatorze du présent acte. c. 80, art 3, partie.

Si le propriétaire est inconnu.

17. Si celui à qui appartient ou qui avait en sa garde ou en sa possession la liqueur enivrante saisie sous l'autorité de l'article précédent, est inconnu à l'officier saisissant, elle ne sera confisquée et détruite que lorsqu'un avis, soit écrit ou La saisie sera imprimé, de la saisie de cette liqueur, avec la désignation de la liqueur, l'indication du nombre et une désignation truction de la aussi exacte que possible des vaisseaux qui la contiennent, aura été affiché durant deux semaines dans au moins trois lieux publics de la localité où aura été opérée la saisie.

avant la desliqueur.

annoncée

Cas où la liqueur sera restituée au propriétaire

Confiscation et destruction

dans les au-

tres cas.

2. S'il est prouvé dans ces deux semaines, à la satisfaction du commissaire ou du juge de paix par l'ordre duquel la liqueur enivrante a été saisie, qu'aucune infraction aux dispositions de l'article treize du présent acte n'a été com-

mise ou projetée à l'égard de cette liqueur enivrante, elle ne sera pas détruite; mais elle sera restituée au propriétaire. qui donnera son reçu par écrit au verso du mandat de perquisition, lequel sera remis ensuite au commissaire ou au juge de paix qui l'aura délivré; mais si, après l'annonce prescrite ci dessus, il appert au commissaire ou au juge de paix qu'une infraction aux dispositions de l'article treize du présent acte a été commise ou projetée,—en ce cas la liqueur et les vaisseaux qui la contiennent seront confisqués et détruits conformément aux dispositions de l'article pré-

cédent. 48-49 V., c. 80, art, 3, partie.

Le prix payé,

18. Tout paiement et toute compensation, soit en argent, etc, pour des effets de commerce ou garanties, soit en travail ou en vrantes pour-quelque nature de bien que ce soit, pour des liqueurs ra être répété. enivrantes vendues, troquées, échangées, fournies ou cédées en contravention à l'article treize du présent acte, seront réputés avoir été criminellement reçus, sans considération et au mépris de la loi, de l'équité et de la conscience; et celui qui, en pareil cas, aura fait le paiement ou donné la compensation pourra en reconvrer le montant ou la valeur de la personne avant recu le paiement ou la compensation; et les ventes, cessions, transports, engagements et garanties de toutes sortes effectués ou donnés, totalement ou partiellement, pour ou à compte sur le prix de liqueurs enivrantes vendues, troquées, échangées, fournies ou cédées en contravention à l'article treize du présent acte, seront nuls à l'égard de toute personne quelconque,—et aucun droit ne pourra être acquis par leur effet; et aucune action ne pourra être exercée, en tout ou en partie, pour des liqueurs enivrantes vendues, troquées, échangées, fournies ou cédées en contravention aux dispositions du dit article. 48-49 V., e. 80, art 3, partie.

Pas de poursuite à cause de ces liqueurs.

19. Dans une poursuite pour infraction, exercée sous Il ne sera pas l'empire du présent acte, il ne sera pas nécessaire qu'aucun témoin dépose directement sur l'espèce précise de pèce particula liqueur à l'égard de laquelle l'infraction a été commise, queurs, ni la ni sur la chose précise reçue en équivalent de la liqueur, ni connaissance sur le fait de sa participation à l'infraction ou de la connais- personnelle de la vente. sance personnelle et certaine qu'il aura pu en avoir; mais dès qu'il apparaîtra au commissaire ou juge de paix devant lequel aura été portée l'affaire, que les circonstances dont il y a preuve acquise établissent suffisamment l'infraction dénoncée, il appellera le défendeur à procéder à sa défense; et si la preuve à charge n'est pas infirmée, il prononcera condamnation contre lui. 48-49 V., c. 80, art. 4.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

: 0. Tout commissaire ou juge de paix pourra entendre Procédures et et décider sommairement toute cause survenant dans sa pouvoirs des juridiction en vertu du présent acte; et quiconque portera ou juges de plainte contre tout violateur du présent acte on de quel-paix. qu'une de ses dispositions, devant le commissaire ou le juge de paix, pourra être admis comme témoin ; et si le commissaire ou le juge de paix devant lequel l'interrogatoire ou le procès a lieu, l'ordonne ainsi, comme il peut le faire s'il croit qu'il y a cause raisonnable de poursuite, le défendeur ne recouvrera point les frais, lors même que la poursuite aurait été renvoyée. 32-33 V., c. 24, art. 17.

21. Toutes les dispositions de toute loi concernant les Application devoirs des juges de paix relativement aux ordres et convic-de certains actes. tions sommaires, et aux appels de ces convictions, et pour la protection des juges de paix dans l'accomplissement de leurs fonctions, ou pour faciliter les procédures faites par ou devant eux, dans les matières concernant les ordres et convictions sommaire, s'appliqueront, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec le présent acte, à chaque commissaire ou juge de paix mentionné dans le présent acte, ou autorisé à juger les violateurs du présent acte ; et tout com- Le commismissaire sera censé être juge de paix dans le sens de toute saire est juge de paix. telle loi, qu'il soit ou ne soit pas juge de paix pour d'autres fins. 32-33 V., c. 24, art. 18.

- 22. A l'instruction de toute procédure, matière ou ques- Le défendeur tion, sous l'empire du présent acte, la partie opposante ou et son épouse seront des tédésenderesse, ainsi que sa semme ou son mari, seront des té-moins admismoins compétents. 48-49 V., c. 80, art. 5.
- 23. Nulle action et autre procédure, et nul mandat, juge-Les informa-ment, ordre ou autre instrument ou écrit, autorisés par le dent pas les présent acte, ou nécessaires pour y donner suite, ne seront procédures. réputés nuls ou déboutés pour cause d'informalité. 32-33 V., c. 24, art. 20.

Prescription des actions contre ceux qui agissent en vertu de cet acte.

21. Toute action intentée contre un commissaire ou juge de paix, constable, agent de la paix ou autre personne, pour chose faite en vertu du présent acte, sera commencée dans les six mois après le fait qui aura donné lieu à l'action; et la venue sera portée ou l'action intentée dans le district, comté ou lieu où la cause de l'action aura pris naissance; et le défendeur pourra plaider par une dénégation générale et invoquer le présent acte et le fait particulier comme moven de défense; et si l'action est intentée après l'expiration du délai fixé, ou si la venue est portée ou l'action intentée dans un autre district, comté ou lieu que celui ci-dessus mentionné, le jugement ou le verdict sera rendu en faveur du défendeur; et dans ce cas, ou si le jugement ou le verdict est rendu sur le fond en faveur du défendeur, ou si le demandeur est débouté ou discontinue son action après comparation, ou si jugement est rendu contre lui sur une exception en droit, le défendeur aura le droit de recouvrer doubles dépens. 32-33 V., c. 24, art. 19.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 152.

Acte concernant le maintien de la paix aux assemblées A.D. 1886. publiques.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambra des Communes du Canada décrète co et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

1. Tout juge de paix dans la juridiction duquel une Les juges de assemblée est convoquée peut demander, prendre et enlever à paix pourront désarmer toute personne qui y assiste ou s'y rend, toute arme offen-cenaquiassissive, telle qu'arme à feu, épée, trique, bâton ou autre arme tent à une assemblable dont elle est ainsi armée, ou qu'elle a dans les mains ou en sa possession; et quiconque, après pareille de-Punition pour mande, refusera de la livrer tranquillement et paisiblement refus de lià ce juge de paix, sera coupable de délit, et le juge de paix arme. pourra alors prendre acte de son refus de livrer cette arme et condamner le porteur à une amende de pas plus de huit piastres, qui sera prélevée et perçue de la même manière que le sont les amendes en vertu de l'Acte concernant les procédures sommaires devant les juges de paix, ou il pourra être traduit par voie de mise en accusation ou de dénonciation, comme dans les autres cas de délit; mais cette condamnation La condamn'affectera pas le pouvoir de ce juge de paix, ou de tout autre pêche pas le juge de paix, d'ôter ou faire enlever cette arme à la personne désarmement. qui l'aura, sans son consentement et malgré elle, et avec la force nécessaire pour ce faire. S. R. C., c. 82, art. 15.

2. Sur demande raisonnable au juge de paix à qui cette Restitution arme aura été ainsi livrée tranquillement et paisiblement, des armes en certains cas. faite le lendemain du jour où l'assemblée se sera définitivement dispersée, mais non avant, cette arme sera par lui remise, si la valeur en est d'une piastre ou plus, à la personne de qui il l'aura ainsi reçue. S. R. C., c. 82, art. 16.

3. Nul juge de paix ne sera tenu de remettre cette arme, Pas de resni d'en payer la valeur, si elle a été, par un accident inévi- ponsabilité si table, réellement détruite ou perdue sans la faute du juge de truites ou paix. S. R. C., c. 82, art. 17.

· 4. Quiconque est convaincu de voies de fait commises en Panition de aucun temps du jour où se tient cette assemblée publique, ceux qui commettent des et dans un rayon de deux milles du lieu fixé pour la tenir, voies de fait est passible d'une amende de cent piastres au plus, et d'un dans un rayon de deux mil-

les de l'assemblée.

emprisonnement de trois mois au plus, ou des deux peines à la fois. S. R. C., c. 82, art. 18.

Punition de ceux qui s'approcheront armes d'une assemblée.

5. Quiconque, à l'exception du shérif, du sous-shérif et des juges de paix du district ou comté, ou du maire et des juges de paix de la cité ou ville, respectivement, où se tient l'assemblée, et des constables spéciaux et autres constables employés par eux ou aucun d'eux pour y maintenir la paix publique, se montrera en aucun temps du jour où cette assemblée doit avoir lieu, dans un rayon de deux milles du lieu fixé pour la tenir, avec aucune espèce d'armes offensives, telles qu'armes à feu, épées, bâtons ou autres choses semblables, sera coupable de délit et passible d'une amende de cent piastres au plus, ou d'un emprisonnement de trois mois au plus, ou des deux peines à la fois. S. R. C., c. 82, art 19.

Guet-apens, comment puni.

6. Quiconque guette et attend qui que ce soit revenant ou qui doit revenir d'une assemblée publique, dans l'intention de commettre des voies de fait sur lui, ou dans le but de le provoquer, ou ceux qui l'accompagnent, à troubler la paix, en se servant à leur égard d'un langage injurieux, de paroles insultantes, ou en tenant une conduite de nature à les offenser, sera coupable de délit et passible d'une amende de deux cents piastres au plus, ou d'un emprisonnement de six mois au plus, ou des deux peines à la fois. S. R. C., c. 82, art. 20.

Prescription des poursuites.

7. Nulle action ne sera intentée contre une personne pour quelque chose que ce soit faite en vertu du présent acte, si ce n'est dans les douze mois après le fait qui aura motivé l'action. S. R. C., c. 82, art. 21.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 153.

Acte concernant les combats de boxeurs.

A.D. 1886.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :--

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définition. une interprétation différente, l'expression "combat de "Combat de boxeurs." boxeurs" signifie une lutte ou combat avec les poings ou les mains entre deux personnes qui se rencontrent à dessein de se battre de la sorte, d'après un arrangement convenu par ou pour elles. 44 V., c. 30, art. 1.

2. Quiconque portera ou publiera, ou fera porter ou pu- Punition de blier ou autrement connaître un défi à un combat de boxeurs, celui qui porte un défi ou acceptera un pareil défi ou le fera accepter, ou suivra un ou se prépar régime d'entraînement en vue d'un pareil combat, ou agira pour un comcomme entraîneur ou second de quelqu'un ayant l'inten-genre. tion de prendre part à un combat de ce genre, sera coupable de délit et passible, sur conviction sommaire, d'une amende de cent piastres à mille piastres, ou d'un emprisonnement de six mois au plus, ou des deux peines à la fois. 44 V., c. 30, art. 2.

3. Tout pugiliste qui prendra part à un combat de ce Punition des genre sera coupable de délit et passible, sur conviction som- pugilistes. maire, d'un emprisonnement de trois mois à douze mois. 44 V., c. 30, art. 3.

4. Quiconque sera présent à un combat de boxeurs comme Et des fauaide, second, chirurgien, juge, souteneur, assistant ou reporter, on conseillera, encouragera ou favorisera un pareil combat, sera coupable de délit et passible, sur conviction sommaire, d'une amende de cinquante piastres à cinq cents piastres, au d'un emprisonnement de douze mois au plus, ou des deux peines à la fois. 44 V., c. 30, art. 4.

5. Quiconque, habitant ou résidant en Canada, quittera Punition dele Canada dans l'intention d'aller se battre comme boxeur ceux qui quithors du territoire canadien, sera coupable de délit et pas-nada pour sible, sur conviction sommaire, d'une amende de cinquante aller se batpiastres à quatre cents piastres, ou d'un emprisonnement de six mois au plus, ou des deux peines à la fois. 44 V., c. 30, art. 5.

Ce qui sera fait ŝi un combat doit avoir lieu.

40

Arrestation.

6. Si, en quelque temps que ce soit, le shérif d'un comté, lieu ou district en Canada, un chef de police, un agent de police, un constable on autre agent de la paix, a raison de croire que quelqu'un dans son bailliage ou son ressort doit se battre comme boxeur sur le territoire canadien, il l'arrêtera immédiatement et le traduira devant une personne ayant le pouvoir de juger les infractions au présent acte, et portera aussitôt plainte du fait sous serment devant cette personne. qui informera alors sur l'accusation; et si elle se convainc que le prévenu allait, au moment de son arrestation, se battre comme boxeur, elle exigera qu'il signe une obligation, avec cautions suffisantes, en une somme de mille piastres à cinq mille piastres, portant pour condition que le prévenu s'abstiendra de se battre comme boxeur pendant l'espace d'une année à compter du jour de son arrestation; et à défaut par le prévenu de donner cette obligation cautionnée, la personne devant laquelle il aura été traduit l'enverra en la prison du comté, du district ou de la cité où se fera l'information; et s'il n'y a pas de prison commune dans l'endroit, elle l'enverra en la prison commune la plus proche de cet endroit, pour y être détenu jusqu'à ce qu'il souscrive l'obligation avec cautions. 44 V., c. 30, art. 6.

Combats de boxeurs.

Cautionnement.

Emprisonnement.

Le shérif peut empêcher ces combats.

7. Si un shérif a raison de croire qu'un combat de boxeurs a lieu ou doit avoir lieu dans les limites de son ressort, ou que des personnes sont sur le point de venir en Canada, à un endroit situé dans son ressort, d'un lieu situé hors du Canada, avec l'intention de se battre comme boxeurs, ou de participer ou d'assister à un combat de boxeurs sur le territoire canadien, il appellera aussitôt un nombre suffisant d'habitants de son district ou comté pour faire cesser et empêcher ce combat, et, avec leur aide, il le fera cesser et l'empêchera, et arrêtera toutes les personnes présentes à ce combat, ou qui viendront en Canada comme il est dit cidessus; êt il traduira ces personnes devant quelqu'un ayant le pouvoir de juger les infractions au présent acte, pour qu'elles soient jugées selon la loi, et condamnées soit à l'amende, soit à la prison, soit à ces deux peines, ou contraintes de souscrire des obligations cautionnées, ainsi qu'il est dit ci-dessus, suivant la nature du cas. 44 V., c. 30, art, 7.

Qui pourra être témoin dans les poursuites intentées.

8. Tout personne ayant enfreint quelque disposition du présent acte, sauf les individus qui auront été ou qui auront eu l'intention d'être les boxeurs à un combat de ce genre, sera témoin compétent et pourra être contrainte de rendre témoignage, dans toute procédure faite sous l'autorité du présent acte, par les mêmes voies et au même degré que toût autre témoin ; et nulle personne entendue en témoignage ne sera dispensée de répondre à une question parce que sa réponse pourrait l'inculper elle-même ; mais son témoignage ne pourra pas être employé contre elle dans aucune procédure ou poursuite, et elle ne sera point passible de punition pour l'infraction à l'égard de laquelle elle aura été appelée à déposer. 44 V., c. 30, art. 8.

9. Si, après avoir entendu la preuve des circonstances se si le combat rattachant à l'origine du combat ou du projet de combat, la tat d'une quepersonne devant laquelle il aura été porté plainte en vertu relle et n'a du présent acte demeure convaincue que ce combat ou com- pour un prix. bat projeté a été bonâ fide la conséquence ou le résultat d'une querelle ou dispute entre ceux qui se sont battus ou qui ont arrêté le projet de se battre, et n'était pas une rencontre ou un combat pour un prix, ou de l'événement duquel dépendit la remise ou le transfert d'une somme d'argent ou de choses quelconques,—cette personne pourra, à sa discrétion, soit mettre en liberté le prévenu, soit lui imposer une amende de cinquante piastres au plus. 44 V., c. 30, art. 9.

10. Tout juge d'une cour supérieure ou d'une cour de Certains juscomté, tout juge des sessions de paix, tout magistrat stipen- ges auront le pouvoirs de diaire, magistrat de police et commissaire de police du juges de paix. Canada, auront, dans l'étendue de leur juridiction comme juges, magistrats ou commissaire, tous les pouvoirs d'un juge de paix au sujet des infractions au présent acte. 44 V., c. 30, art. 10, partie.

OTTAWA : Imprimé par Brown Champerlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 154.

A.D. 1886.

Acte concernant le parjure.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

Punition parjure.

1. Quiconque commet le parjure ou la subornation de parjure est coupable de délit et passible d'une amende laissée à la discrétion du tribunal, et de quatorze ans d'emprisonne-32-33 V., c. 23, art. 1. ment.

Parjure.

Jurer faussement.

2. Celui qui—

(a.) Après avoir prêté serment, fait une affirmation, une déclaration ou un affidavit dans quelque cas où, en vertu d'un statut ou d'une loi en vigueur en Canada, ou dans quelque province du Canada, il est prescrit ou permis que des faits, matières ou choses soient vérifiés ou autrement établis ou constatés par ou sur le serment, l'affirmation, la déclaration ou l'affidavit de quelque personne, dépose, déclare ou affirme sciemment, de propos délibéré et par corruption, quelque chose qu'il sait être fausse relativement à ce fait, cette matière ou chose; ou—

Faux exposé du fait sous serment.

(b.) Fait sciemment, de propos délibéré et par corruption, une affirmation, déclaration ou déposition relativement à la vérité de tout exposé dans le but de vérifier, établir ou constater tel fait, matière ou chose, ou apparemment dans ce but, ou prête, fait, signe ou souscrit sciemment, de propos délibéré et par corruption, quelque affirmation, déclaration ou affidavit relativement à ce fait, cette matière ou chose, si cet exposé, affidavit, affirmation ou déclaration est contraire à la vérité, en tout ou en partie ; ou—

Omission volontaire.

commun.

(c.) Omet sciemment, de propos délibéré et par corruption, de l'affidavit. affirmation ou déclaration fait sous serment en vertu d'une loi, quelque chose qui doit, aux termes de cette loi, être énoncée dans l'affidavit, l'affirmation ou la déclara-

Est coupable de parjure volontaire et prémédité, et pas-

sible d'être puni en conséquence.

Parjure d'a-2. Mais rien de contenu au présent n'affectera aucun cas près le droit constituant un parjure en droit commun, ni le cas d'aucune infraction à l'égard de laquelle il est établi d'autres dispositions ou des dispositions spéciales sous l'autorité de tout autre acte. 32-33 V., c. 23, art. 2.

1886.

3. Quiconque fait, de propos délibéré et par corruption, un Faire un faux faux affidavit ou une fausse affirmation ou déclaration, par-dehors d'une devant un fonctionnaire autorisé à le recevoir, en dehors de province où le province où il en sere fait usage mais deus les limites du il doit en être la province où il en sera fait usage, mais dans les limites du fait usage. Canada, pour qu'il en soit fait usage dans une province [18-19 V., c. quelconque du Canada, est coupable de parjure, de même 42, art. 4.] que si ce faux affidavit ou cette fausse affirmation ou déclaration avait été fait devant l'autorité compétente, dans la province où l'on en fera ou voudra faire usage. 33 V., c. 26, 3cc. / C art. 1. partie.

4. Tout juge d'une cour d'archives, tout commissaire par- Un juge pourdevant lequel se tient une enquête ou un procès et qu'il est que celui qui par la loi obligé ou autorisé de tenir, pourra, s'il lui paraît s'est rendu qu'une personne s'est rendue coupable de parjure volontaire parjure soit et prémédité dans un témoignage donné, ou dans quelque poursuivi. affidavit, affirmation, déclaration, déposition, interrogatoire, [14-15 V., c. réponse ou autre procédure fait ou pris devant lui, ordonner 100, art. 19.] que cette personne soit poursuivie pour ce parjure, si le juge ou commissaire est d'avis qu'il y a cause raisonnable pour intenter cette poursuite,—et faire emprisonner la personne Emprisonnedevant être ainsi poursuivie jusqu'à la prochaine session ou ment ou admission à cau. séance d'une cour ayant le pouvoir de connaître des cas de tion. parjure, dans le ressort de laquelle le parjure a été commis, -ou permettre à cette personne de consentir une obligation avec une ou plusieurs cautions solvables, portant pour condition qu'elle comparaîtra à la prochaine session ou séance de la cour, et se rendra pour subir son procès et ne s'absentera pas de la cour sans permission,—et pourra obliger toute personne que le juge ou le commissaire jugera à propos, de consentir une obligation, portant pour condition qu'elle poursuivra le prévenu contre lequel une poursuite est ordonnée, ou rendra témoignage contre lui. 32-33 V., c. 23, art. 6.

5. Tous témoignages et preuves, qu'ils soient pris de vive Tous les tévoix ou par affidavit, affirmation ou déclaration, interro-moignages sont essengatoire ou déposition, seront réputés et considérés essentiels tiels quant au au point de vue de la responsabilité encourue par toute parjure. personne d'être poursuivie et punie pour parjure volontaire et prémédité, ou pour subornation de parjure. 32-33 V., c. 23, art. 7.

La Reine a Runata 3 oct - 188 . hit J. motion togrado, & OTTAWA: Imprimé par Brown Cualberlus, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.

1948



CHAPITRE 155.

A.D. 1886.

Acte concernant les évasions et délivrances.

L'A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

Délivrance félonieuse.

1. Quiconque est convaincu de délivrance félonieuse d'un prisonnier est passible de sept ans d'emprisonnement, si la loi ne prescrit pas de peine spéciale à cet égard. c. 29, art. 84, partie.

Evasion on délivrance de détention légale.

2. Quiconque s'évade ou délivre, ou aide à délivrer quelqu'un de la garde légale sous laquelle il est placé, ou commet ou fait commettre une effraction de prison, si ce fait ne constitue pas une félonie, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 29, art. 84, partie.

Evasion pendant la translation à un pénitencier. [1-2 V., c. 82, art. 12; 5-6 V., c. 29. art. 24; 6-7 V., c. 26, art. 22.] Evasion d'un pénitencier pendant le travail.

- 3. Quiconque, étant détenu dans un pénitencier, s'échappera de la personne ou des personnes l'ayant légalement sous leur garde, pendant qu'elles le conduisent au pénitencier, ou qu'elles le transfèrent d'un pénitencier à un autre, sera coupable de félonie et passible de deux ans d'emprisonnement. 46 V., c. 37, art. 54, partie.
- 4. Quiconque, étant détenu dans un pénitencier, forcera sa prison ou s'évadera, ou tentera de s'échapper de la surveillance d'un officier, garde ou autre serviteur du pénitencier, pendant qu'il sera employé à des travaux, ou s'y rendra ou en reviendra, soit à l'intérieur, soit en dehors des murs de la prison ou de l'enceinte du pénitencier, sera coupable de félonie et passible de trois ans d'emprisonnement. 46 V., c. 37, art. 54, partie.

Evasion d'un penitencier

V., c. 29, art. 24; 6-7 V., c. 26, art. 22.]

Délivrer un

- 5. Quiconque, étant détenu dans un pénitencier, en quelpar effraction, que temps que ce soit, tentera de forcer sa prison, ou sortira de sa cellule par effraction, ou y fera quelque rupture dans [1-2 V., c. 82, le but de s'évader, que sa tentative ait ou non réussi, sera coupable de félonie et passible d'un an d'emprisonnement. 46 V., c. 37, art. 55, partie.
- 6. Quiconque délivrera ou cherchera à délivrer un prisond'un péniten nier pendant qu'il sera conduit au pénitencier, ou pendant qu'il y sera détenu, ou pendant qu'il sera transféré d'un 1949

pénitencier à un autre, ou pendant qu'il se rendra au travail [1-2 V., c. 82, ou en reviendra dans l'enceinte ou près du pénitencier,—et art. 13:5-6 V., c. 82, art. 25; quiconque, en fournissant des armes, outils ou moyens de 6-7 V.. c. 26. déguisement, ou de toute autre manière, aidera un prison- art. 23: 28-29 nier à opérer son évasion ou à faire une tentative d'évasion, 37.] sera coupable de félonie et passible de cinq ans d'emprisonnement. 46 V., c. 37, art. 57.

7. Quiconque ayant la garde d'un prisonnier comme il Gardiens de est dit ci-haut, ou étant employé par la personne qui en a la péniteixent surveillance, comme gardien, guichetier, garde ou aide, s'évader un laissera par sa négligence ce prisonnier s'évader, sera cou-prisonnier. pable de délit et passible d'amende ou d'emprisonnement, [1-2 V., c. 82, ou de ces deux peines à la fois, à la discrétion de la cour ; et art. 13 ; 5-6 quiconque, comme il est dit ci-haut, laissera sciemment ou 25 ; 6-7 V...c. volontairement un détenu s'évader, sera coupable de félonie ^{26, art. 23.}] et passible de cinq ans d'emprisonnement. 46 V., c. 37, art. 58.

- 8. Quiconque, sciemment et illégalement, sous prétexte Elargissede quelque prétendue autorité, ordonnera ou obtiendra ment illégal l'élargissement d'un prisonner proposition d'un prisonl'élargissement d'un prisonnier n'ayant pas droit d'être ainsi uier. libéré, sera coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans,-et la personne ainsi élargie sera réputée s'être évadée. 32-33 V., c. 29, art. 85.

9. Quiconque, ayant été condamné à être détenu dans Evasion une prison de réforme ou une école de réforme ou industri- d'une prison ou école de elle, s'en évadera, pourra, en tout temps avant l'expiration réforme. de la durée de sa détention, être arrêté sans mandat et traduit devant un magistrat ou juge de paix, qui, sur preuve de son identité, le renverra à cette prison ou école de réforme pour qu'il y purge sa peine, en y ajoutant un emprisonnement de pas plus d'un an, selon que le juge de paix ou le magistrat le jugera convenable. 32-33 V., c. 34, art. 7;— 33 V., c. 32, art. 5;—43 V., c. 41. art. 4;—47 V., c. 45, art. 6.

10. Quiconque—

Aider à une

(a.) Aidera sciemment, d'une manière directe ou indirecte, évasion. quelque délinquant détenu dans une prison de réforme ou une école de réforme ou industrielle, à s'en évader;

(b.) Engagera, directement ou indirectement, un délin-Conseiller

quant à s'évader de cette prison ou école;

(c.) Hébergera, cachera ou empêchera sciemment de re- Héberger un tourner à la prison ou école, on aidera à héberger, cacher ou prisonniez évade. empêcher de retourner à la prison ou école, un délinquant qui s'en sera évadé,—

Sera passible, sur conviction sommaire devant deux juges Punition. de paix, d'une amende n'excédant pas quatre-vingts piastres, ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de deux mois au plus. 32-33 V., c. 34, art. 8.

Punition des

11. Quiconque s'évadera d'une prison, purgera, après avoir prisonniers qui s'evadent. été repris, dans la prison d'où il se sera évadé, le reste de sa peine qui restait à courir à l'époque de son évasion, en sus de la punition qui lui sera infligée pour cette évasion ; et tout emprisonnement prononcé pour cette infraction pourra avoir lieu dans le pénitencier ou la prison d'où le détenu ou prisonnier se sera évadé. 32-33 V., c. 29, art. 87.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 156.

Acte concernant les délits contre la religion.

A.D. 1886

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

1. Quiconque, par menaces ou violence, détourne ou em- Entraver on pêche illégalement, ou cherche à détourner ou empêcher assaillir un membre du un ecclésiastique ou ministre de l'Evangile de célébrer clergé offil'office divin, ou d'officier autrement dans une église, cha-ciant. pelle, temple, maison d'école ou autre lieu servant au culte public, ou d'accomplir ses/devoirs à l'inhumation légale des morts dans un cimetière ou autre lieu de sépulture, ou le frappe ou se porte à quelque violence sur lui,—ou arrête en vertu d'un ordre civil, ou sous prétexte d'exécuter un ordre civil, un ecclésiastique ou autre ministre de l'Evangile qui est occupé à accomplir ou qui, à la connaissance du délinquant, est sur le point de commencer à accomplir quelqu'un des rites ou devoirs mentionnés dans le présent article, ou qui, à la connaissance du délinquant, s'en va les accomplir ou revient de les accomplir, est coupable de délit et pas-Punition. sible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 20, art. 36.

2. Quiconque, de propos délibéré, trouble, interrompt ou Troubler les dérange une assemblée de personnes réunies dans un but assemblées religieuses. religieux, ou dans un but moral, social ou de bienfaisance, par des discours profanes, ou une conduite grossière ou indécente, ou en faisant du bruit, soit dans le lieu où se tient cette assemblée, soit assez près pour troubler l'ordre ou la solennité de l'assemblée, est coupable de délit et passible, Punition. sur conviction sommaire, d'une amende de vingt piastres au plus, avec dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois au plus, et peut être arrêté à vue par tout agent de la paix présent à l'assemblée ou par tout autre assistant, verbalement autorisé par un juge de paix présent, et détenu jusqu'à ce qu'il puisse être traduit devant un juge de paix. 32-33 V., c. 20, art. 37.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 157.

Acte concernant les crimes et délits contre les mœurs et A.D. 1886. la tranquillité publiques.

> SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce ͺ qui suit :—

Sodomie. [24-25 V., c. 100, art. 61]

1. Quiconque commet la sodomie ou la bestialité est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 20, art. 63

Tentatives. [24-25 V., c. 100. art. 62.1

2. Quiconque tente de commettre la sodomie ou la bestialité, ou attaque une personne dans l'intention de commettre la sodomie, ou, homme, attente à la pudeur d'une personne, du sexe masculin, est coupable de délit (misdemeanor) et passible de dix ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 20, art. 64.

Séduction ou tentative de séduction d'une fille ans.

3. Tout individu qui—

(a.) Séduit une fille de mœurs chastes jusque-là, et a un commerce illicite avec elle, ou tente d'avoir un commerce mineure de 16 illicite avec elle, si elle est, dans l'un ou l'autre cas, âgée de douze ans ou plus et de moins seize ans; ou-

Connaissance on tentative de connaissance charun viol.

(b.) Connaît charnellement et illégalement, ou tente de connaître charnellement et illégallement une femme ou fille idiote ou imbécile, dans des circonstances qui ne constituent nelle d'une pas un viol, mais qui prouvent que le délinquant savait constitue pas dans le temps que cette femme ou fille était idiote ou imbé-

Punition.

Est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de deux ans. 49 V., c. 52, art. 1, et 8, partie.

Séduction sons promesse de mariage.

4. Tout individu ayant plus de vingt et un ans qui, sous promesse de mariage, séduit une personne du sexe non mariée, agée de moins de dix-huit ans et de mœurs chastes jusque-là, et a un commerce illicite avec elle, est coupable de délit et passible de deux ans d'emprisonnement. c. 52, art. 2, et 8, partie.

Induire à frequenter une maison dans un but de prostitution.

5. Toute personne qui, étant propriétaire et occupant de lieux quelconques, ou qui en a la direction ou le contrôle, ou qui prend part ou assiste à leur direction ou à leur contrôle, induit une fille de l'âge mentionné dans le présent article, à fréquenter ces lieux ou à s'y trouver, ou tolère

1955

qu'elle les fréquente ou s'y trouve, dans le but d'avoir un [48-49 V., c. commerce illégal et charnel avec un homme, que cette con-69, art. 6.) naissance charnelle doive avoir lieu avec un homme en particulier ou géneralement,—

(a.) Est, si cette fille est âgée de moins de douze ans, cou-Si la fille a pable de félonie et passible d'un emprisonnement de dix moins de 12 ans : félonie.

ans, et,—

(b.) Si cette fille est âgée de douze ans ou plus et de moins Si elle a plus de seize ans, coupable de délit et passible d'un emprisonne- de 12 aus et moins de 16: ment de deux ans.

Pourvu que ce soit une défense suffisante contre toute Proviso: s'il accusation portée en vertu du présent article, s'il est démon- y a raison de croire qu'elle tré à la cour ou au jury devant qui l'accusation sera portée, a plus de 16 que la personne ainsi accusée avait raisonnablement lieu de ans. croire que cette fille était âgée de seize ans ou plus. 49 V., c. 52, art. 4, et 8, partie.

6. Nul ne sera condamné pour aucune infraction prévue Pas de conaux trois articles précédents du présent acte, sur le témoi-damnation sur le témoi-sur le témoi-sur le témoignage d'un seul témoin, à moins que ce témoin ne soit cor-gnage d'un roboré sur quelque point essentiel, par un témoignage im- seul témoin. pliquant le prévenu.

2. Dans toute poursuite instituée sous l'empire des dits Le défendeur articles, le défendeur sera témoin à décharge compétent sera témoin compétent. contre toute accusation ou plainte portée contre lui.

[48-49 V.. c.

3. Nulle poursuite ne sera instituée sous l'empire des dits ^{69, art. 20.}] articles après l'expiration d'un an à compter de la date à Prescription laquelle le délit a été commis. 49 V., c. 52, art. 5, 6 et 7, suites. parties.

7. Quiconque, par de faux prétextes, de fausses repré-Celui quisentations ou d'autres moyens frauduleux,-

(a.) Engage une femme ou une fille âgée de moins de vingt Engage une et un ans à avoir un commerce charnel illicite avec un prostituer.

autre que lui-même; ou-

(b.) Attire ou entraîne telle femme ou fille dans une maison L'attirer dans mal famée ou une maison dite de rendez-vous, pour quelque un mauvais commerce illicite ou dans un but de prostitution; ou quiconque sciemment cache dans une pareille maison telle [24-25 V., c. formus on fille gingi attirée en entratuée: femme ou fille ainsi attirée ou entraînée;

Est coupable de délit et passible d'un emprisonnement Délit. de deux ans.

2. Lorsqu'il y aura lieu de croire qu'une femme ou une 69, art. 2.1 fille a été attirée ou entraînée dans une maison mal famée Recherche de la personnect ou de rendez-vous, comme il est dit ci-dessus,—sur une procédure si plainte énonçant le fait, portée sous serment par le père ou elle est troula mère, le maître ou le tuteur de cette femme ou fille, ou, si cette femme ou fille n'a ni père, ni mêre, ni maître, ni tuteur [48-49 V.. c. dans la province où l'on prétend que l'infraction a été com- 60, art. 10.7 mise, par toute autre personne, devant un juge de paix ou un juge d'une cour ayant pouvoir de décerner des mandats

juge de paix ou le juge de la cour pourra décerner un mandat autorisant à entrer, de jour ou de nuit, dans la maison mal famée ou de rendez-vous et d'y faire des recherches, pour y trouver cette femme ou cette fille, et commandant de l'amener, ainsi que la personne ou les personnes qui la gardent et retiennent, devant ce juge de paix ou ce juge de la dite cour, lequel, après interrogatoire, ordonnera qu'elle soit remise à son père ou sa mère, son maître ou son tuteur, ou qu'elle soit libérée, suivant que le voudront la loi et la justice. 48-49 V., c. 82, art. 1.

Qui sera réputé vagabond, libertin ou débauché.
[5 G IV, c. 83, art. 3 4;1-2 V., c. 38, art. 2.]

S. Tous ceux qui,—

(a.) N'ayant pas de moyens visibles d'existence, vivent sans recourir au travail;

(b.) Etant capables de travailler, et par là, ou par d'autres moyens, de se soutenir eux et leurs familles, refusent ou

négligent volontairement de le faire;

(c.) Etalent ou exposent dans les rues, chemins, places publiques ou grandes routes, des objets indécents, ou y exposent leur personne publiquement ou d'une manière indécente;

(d.) Errent et mendient, ou vont de porte en porte, ou séjournent dans les rues, grandes routes, passages ou places publiques pour mendier ou demander l'aumône, sans avoir un certificat signé, depuis moins de six mois, par un prêtre, un ecclésiastique ou un ministre de l'Evangile, ou par deux juges de paix, demeurant dans la municipalité où ces personnes demandent l'aumône, portant que celles-ci méritent qu'on leur fasse la charité;

(e.) Rôdent dans les rues ou grands chemins, et gênent les passants en se tenant en travers des trottoirs, ou en se servant

d'un langage insultant, ou autrement;

(f.) Font du bruit dans les rues ou grands chemins, en criant, jurant ou chantant, ou en étant ivres ou en gênant les

passants paisibles;

(g.) En déchargeant des armes à feu, ou en tenant une conduite tumultueuse ou tapageuse dans une rue ou sur une grande route, troublent, par dérèglement ou malicieucieusement, la paix et la tranquillité des habitants d'une maison d'habitation près de cette rue ou grande route;

(h.) Enlèvent ou défigurent des enseignes, brisent des fenêtres, des portes ou des plaques de portes, des murs de maisons, de chemins ou de jardins, ou détruisent des clôtures;

- (i.) Sont des prostituées ou coureuses de rues, errant la nuit dans les champs, les rues publiques ou grands chemins, les ruelles ou les lieux d'assemblées publiques ou de rassemblements, et qui ne rendent pas d'elles-mêmes un compte satisfaisant;
- (j.) Tiennent ou habitent des maisons de désordre, maisons de prostitution ou maisons mal famées, ou des maisons fréquentées par des prostituées ou les personnes qui ont

l'habitude de fréquenter ces maisons, et qui ne rendent pas

d'eux-mêmes un compte satisfaisant;

(k.) N'exercent pas de profession ou de métier honnête propre à les soutenir, mais cherchent surtout des moyens d'existence dans les jeux de hasard, le crime ou les fruits de la prostitution :-

Sont des vagabonds, libertins, désœuvrés et débauchés dans

le sens du présent article.

2. Tout vagabond, libertin, désœuvré ou débauché sera, Punition de sur conviction sommaire devant deux juges de paix, réputé ces personnes. coupable de délit et passible d'une amende n'excédant pas cinquante piastres, ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de six mois au plus, ou des deux peines à la

51

3. Tout magistrat stipendiaire ou magistrat de police, maire Les juges de ou préfet, ou deux juges de paix, sur dénonciation faite par a les faire devant eux à l'effet que quelque individu ci-dessus désigné arrêter. comme vagabond, libertin, désœuvré ou débauché, est réellement ou qu'on a raison de soupçonner qu'il est hébergé ou caché dans une maison de désordre, maison de prostitution, maison mal famée, auberge ou maison de pension, pourra, par un mandat, autoriser tout constable ou autre personne à entrer à toute heure dans cette maison ou auberge, et à arrêter et traduire devant eux ou d'autres juges de paix toutes les personnes ainsi soupçonnées qui y seront trouvées.

4. Si la loi de la province où la conviction aura lieu y Où elles sepourvoit, tout vagabond, libertin, désœuvré ou débauché nues. pourra, au lieu d'être envoyé à la prison commune ou autre lieu de détention public, être incarcéré dans toute maison d'industrie ou de correction, hospice, maison de travail, refuge ou prison de réforme. 32-33 V., c. 28, art. 1 et 2;—37 V., c. 43, art. 1;—44 V., c. 31, art. 1;—S. R. N.-E.

(3e série), c. 162, art. 9.

OTTAWA : Imprimé par Broy HAMBERLIN, Imprimeur des Lois de Sa Très-Example : Majesté la Reine.

1. R.C. p. 1957.



CHAPITRE 158.

A.D. 1886.

Acte concernant les maisons de jeu.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

Définitions.

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige

une interprétation différente,—

"Grand con-" netable."

(a.) L'expression "grand connétable" comprend le constable en chef, le chef de police, le prévôt de la cité ou ville, ou tout autre chef du corps de police d'une cité, ville ou autre localité;

" Adjoint du " grand con-" nétable."

(b.) L'expression "adjoint du grand connétable" comprend l'adjoint du constable en chef, le sous-chef de police, le sous-prévôt ou tout autre adjoint du chef du corps de police d'une cité, ville on autre localité.

Le magistrat de police, etc, sur rapport, peut autoriser les agents à entrer dans les maisons de jeu.

art. 3-6.]

2. Si le grand connétable ou l'adjoint du grand connétable de toute cité ou ville, ou quelque autre officier autorisé à agir en son absence, présente un rapport par écrit à quelqu'un des commissaires de police ou au maire de cette cité ou ville, ou au magistrat de police d'une ville, à l'effet qu'il y a de bonnes raisons de croire et qu'il croit réellement que quelque maison, appartement ou local dans les limites [8-9 V., c. 109, de la cité ou ville, est tenu ou sert comme maison ordinaire de jeu, que l'entrée en soit limitée à ceux qui sont munis de clés ou autrement, les commissaires ou aucun d'entre eux, ou le maire, ou le magistrat de police, pourront autoriser, en vertu d'un ordre par écrit, le grand connétable ou son adjoint, ou tout autre officier ci-haut mentionné, d'entrer dans cette maison, cet appartement ou ce local, avec le nombre d'agents que le grand connétable, son adjoint ou tout autre officier jugera nécessaire d'employer, et, si c'est nécessaire, d'avoir recours à la force dans le but d'y entrer, Et arrêter les soit en enfonçant les portes on autrement, et de prendre; sous sa garde toutes les personnes qui s'y trouveront, eta saisir les ins- de saisir les tables et instruments de jeu qu'il trouveras, dans cette maison ou ses dépendances, et aussi de saisintoutes les sommes d'argent et autres valeurs représentant de l'argent qu'il y trouvera. 38 V., c. 41, art. 1;—40 V., c. 33 alart. 1.

personnes présentes et truments.

> ns 3. Le grand connétable, adjoint ou autre officier quat opérera cette descente en conformité de cet ordre, avec l'aid

Pouvoir d'v faire des perquisitions.

1959

d'un ou de plusieurs agents, pourra faire des perquisitions [8-9 V., c. 109, dans toutes les parties de la maison, appartement ou local où art. 7. J il aura ainsi pénétré et où il aura raison de croire que des tables ou instruments de jeu sont cachés, et sur la personne de tout individu qu'il y trouvera, et y saisir les tables

et instruments de jeu qu'il y trouvera. 38 V., c. 41, art. 2. 4. Lorsqu'on trouvera des cartes, dés, billes, jetons, tables Ce qui sera

- ou autres instruments de jeu servant à des jeux illicites, une preuve de dans quelque maison, appartement ou local que l'on soupconne être une maison ordinaire de jeu, et où l'on aura fait [8-9 V., c. 109, une descente en vertu d'un mandat ou ordre décerné sous art. 8.] l'empire du présent acte, ou sur la personne d'aucun des individus qu'on y trouvera, ce fait établira, jusqu'à preuve du contraire, que cette maison, cet appartement ou ce local est employé comme une maison ordinaire de jeu, et que les individus trouvés dans l'appartement ou le local où l'on aura trouvé ces tables ou autres instruments de jeu s'y livraient au jeu, bien qu'aucun jeu ne s'y jouât réellement en présence du grand connétable, de son adjoint ou autre officier qui y aura fait une descente en vertu d'un mandat ou ordre décerné sous l'empire du présent acte, ou en présence des personnes qui l'accompagnent. 38 V., c. 41, art. 3;—40 V., c. 33, art. 2.
- 5. Le magistrat de police ou autre juge de paix devant Les instrulequel un individu sera amené en vertu d'un ordre ou man-dat décerné sous l'autorité du présent acte, ordonnera que truits. les cartes, dés, billes, jetons, tables ou autres instruments de 18-9 v., c. 109, jeu employés à jouer à quelque jeu, et saisis en vertu du art. 8.] présent acte dans tout local servant de maison ordinaire de jeu, soient détruits sur-le-champ, et tous deniers ou valeurs ainsi saisis seront confisqués au profit de la Couronne pour les besoins publics du Canada. 40 V., c. 33, art. 3.

6. Tout individu qui joue ou regarde jouer pendant qu'un Punition des autre joue dans une maison ordinaire de jeu, est coupable personnes d'infraction et passible, sur conviction sommaire devant deux une maison juges de paix, d'une amende de vingt piastres à cent piastres, de jeu. et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de deux mois au plus. 40 V., c. 33, art. 4, partie.

7. Tout individu qui volontairement empêche un agent Punition de de police ou autre officier autorisé, en vertu de quelqu'un des ceux qui enarticles précédents, à faire une descente dans quelque mai-agents. son, appartement ou local, d'y entrer ou pénétrer en aucune [17-18 v., c. de ses parties, ou qui gêne ou retarde cet agent ou officier 38, art. 1] d'y entrer,-et tout individu qui, au moyen de verroux, chaînes ou autres appareils, ferme à l'extérieur ou à l'intérieur la porte ou l'entrée de toute maison, appartement ou local où un agent ou officier est autorisé d'entrer, ou qui se sert de tout autre moyen ou appareil quelconque dans le but d'em-

pêcher, gêner ou retarder tout agent ou officier ainsi autorisé de pénétrer dans aucune partie de cette maison, cet appartement on local—sera, pour chaque infraction, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, passible d'une amende n'excédant pas cent piastres, avec dépens, et d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de six mois au plus. 38 V., c. 41, art. 4.

Ce qui sera une preuve suffisante qu'une maison est une maison de jeu.

[17-18 V., c. 38, art. 2.]

8. Si un agent de police ou officier autorisé, comme il est dit ci-haut, à entrer ou pénétrer dans une maison ou quelque partie d'une maison, appartement ou local, est de propos délibéré empêché, gêné ou retardé d'y entrer,—ou si la porte extérieure ou intérieure, ou l'accès d'une maison, appartement ou local où il est ainsi autorisé à entrer, est garni ou muni de verroux, barres, chaînes ou autres moyens ou appareils dans le but d'en empêcher, retarder ou gêner l'entrée par tout agent de police ou autre officier ainsi autorisé, ou de donner une alarme dans le cas d'une descente,—ou si quelque maison, appartement ou local est muni ou pourvu de quelques moyens ou appareils pour permettre d'y jouer à des jeux illicites, ou de moyens ou appareils pour cacher, faire disparaître ou détruire des instruments de jeu,—chacun de ces faits établira, jusqu'à preuve du contraire, que cette maison, appartement ou local sert de maison de jeu ordinaire et que les personnes qui s'y trouvaient s'y livraient à un jeu illicite. 38 V., c. 41, art. 5

Le magistrat peut exiger que toute perrende témoignage.

[17-18 V., c. 38, art. 5.7

9. Le magistrat de police, maire ou juge de paix devant lequel sera traduite toute personne qui aura été trouvée dans sonne arrêtée une maison, appartement ou local où est entré un agent de police ou officier en vertu d'un mandat ou ordre décerné sous l'empire du présent acte, pourra faire subir à cette personne un interrogatoire sous serment, et la contraindre à rendre témoignage à l'égard de tout jeu illieite pratiqué dans cette maison, appartement ou local, ou à l'égard de tout ce qu'on aura pu y faire afin d'empêcher, gêner ou retarder tout agent ou officier autorisé à y pénétrer d'avoir accès à aucune partie de cette maison, appartement ou local; et nulle personne ainsi requise de témoigner ne pourra réclamer l'exemption de rendre témoignage, lorsqu'elle sera traduite devant le magistrat de police, maire ou juge de paix, ou d'être interrogée à une époque ultérieure par ou devant le magistrat de police, ou le maire ou tout juge de paix, ou par ou devant une cour dans aucune procédure, ou lors de l'instruction d'une accusation, dénonciation, action ou poursuite se rattachant en aucune manière à ce jeu illicite, ou sur aucun des faits cidessus mentionnés, ou d'être dispensée de répondre à aucune question qui lui sera posée relativement à aucune des matières ci-dessus énumérées, sur le motif que son témoignage pourrait l'incriminer; et toute personne ainsi requise de témoigner qui refusera de prêter serment comme témoin, ou de répondre à quelque question, pourra être traitée à tous

1961

Punition de ceux qui refusent de déposer.

égards comme une personne qui comparaît comme témoin devant tout juge de paix ou devant toute cour en vertu d'une citation ou d'une assignation, et qui refuse sans cause ou excuse légitime d'être assermentée ou de témoigner, peut l'être en vertu de la loi; mais rien dans le présent article ne rendra un délinquant en vertu de l'article six du présent acte passible, lorsqu'il subira son procès, d'être interrogé sous l'empire du présent article. 38 V., c. 41, art. 6;—40 V., c. 33, art. 4, partie.

10. Tout individu ainsi requis de témoigner qui, lors de Ceux qui déson interrogatoire, déposera véridiquement, au meilleur de voileront tous sa connaissance, de toutes les matières et choses au sujet ront indemdesquelles il sera interrogé, recevra du juge, du juge de nes de toute paix, du magistrat, du juge instructeur ou de tout autre certificat du officier de la cour devant lequel a lieu cette procédure, un juge. certificat par écrit à cet effet, et sera déclaré à l'abri de [8-9 V., c. 109, toutes poursuites criminelles et actions pour amendes, et de art. 9; 17-18 toutes amendes, confiscations et sentences auxquelles il 6.] aurait été exposé pour aucun de ces faits avant cette époque, relativement aux matières et choses au sujet desquelles il aura été interrogé; mais ce certificat n'aura pas d'effet pour Ce que devra les fins ci-dessus mentionnées, à moins qu'il n'énonce le fait contenir le certificat. que ce témoin a fait une déposition véridique au sujet de toutes les matières sur lesquelles il a été examiné; et toute action, mise en accusation ou procédure pendante ou instituée dans aucune cour contre ce témoin, concernant une affaire de jeu au sujet de laquelle il a été interrogé, sera arrêtée sur la production et preuve de ce certificat, et sur requête sommaire présentée à la cour devant laquelle cette action, mise en accusation ou procédure est pendante, ou à un juge de cette cour, ou à aucun juge d'une cour supérieure de toute province. 38 V., c. 41, art. 7.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 159.

A.D. 1886. Acte concernant les loteries, les paris et les ventes de poules.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

Définitions.

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente,—

"Propriété "mobilière."

" Propriété

·· immobi-

" lière."

- (a.) L'expression "propriété mobilière " comprend la monnaie, les effets mobiliers ou négociables et les valeurs de toute espèce, ainsi que les biens mobiliers de tout genre;
- (b.) L'expression "propriété immobilière" comprend les terres et terrains de toute espèce, ainsi que tous droits et intérêts dans un bien-fonds. S. R. C., c. 95, art. 7.

LOTERIES.

Amende contre ceux qui font ou publient des projets de loteries. [8 G. I, c. 2, art. 36; 6-7 Guil. IV, c. 66.]

2. Quiconque fait, imprime, annonce ou publie, ou fait faire, imprimer, annoncer ou publier quelque proposition, projet ou plan pour céder, prêter, donner, vendre ou aliéner une propriété mobilière ou immobilière au moyen du tirage au sort, de cartes ou de billets, ou par tout autre mode aléatoire que ce soit,—ou vend, troque, échange ou aliène, ou fait vendre, troquer, échanger ou aliéner, ou y aide ou y contribue, ou offre à vendre, troquer ou échanger des lots, cartes, billets ou autres moyens pour céder, prêter, donner, vendre ou aliéner quelque propriété mobilière ou immobilière au moyen d'un tirage au sort, de billets ou de tout autre mode aléatoire que ce soit, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de vingt piastres. S. R. C., c. 95, art. 1.

Amende contre ceux qui achètent ou reçoivent des billets de loterie. [8 G. I, c. 2, art. 37; 12 G. II, c. 28, art. 3.]

Dons, ventes, etc., au moyen de loteries, déclarés nuls.

- 3. Quiconque achète, troque, échange, prend ou reçoit un lot, une carte, un billet ou toute autre chose ci-dessus mentionnée, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de vingt piastres. S. R. C., c. 95, art. 2.
- 4. Toute vente, tout prêt, don, troc ou échange d'une propriété mobilière ou inmobilière au moyen de quelque loterie, billet, carte ou autre mode de tirage devant être décidé par la chance ou le hasard, sera nul et de nul effet, et toute propriété mobilière ou immobilière ainsi vendue, prêtée, donnée, troquée ou échangée, sera confisquée au profit

1963

de quiconque en fera la demande par action ou dénonciation [12 G. II, c. devant toute cour de juridiction compétente. S. R. C., c. 95, 28, art. 4.] art. 3.

5. Nulle confiscation de ce genre n'affectera les droits ou Quant à l'actitres à une propriété mobilière qu immobilière acquise par quéreur de bonne foi. un acquéreur de bonne foi, pour valeur ou considération, [9 G. I, c. 19, s'il n'en a pas été notifié. S. R. C., c. 95, art. 4.

art. 4; 6 G. 2, c. 35, art. 29.]

6. Les dispositions du présent acte s'étendront à l'impres- Cet acte s'ésion ou publication, ou au fait de faire imprimer ou publier tendra à la publication quelque annonce, projet, proposition ou plan de loterie des projets de étrangère, et à la vente ou offre de vente de tout billet, loteries étran-chance ou part dans une pareille loterie ou à l'appareil gères. chance ou part dans une pareille loterie, ou à l'annonce de 16-7 Guil. IV, vente de pareil billet, chance ou part. S. R. C., c. 95, art 6. c. 66.]

7. Rien de contenu dans le présent acte n'empêchera les Quantau parpropriétaires par indivis ou en commun, ou les personnes tage des propriétés tenues ayant des droits indivis dans une propriété mobilière ou par indivis. immobilière, de diviser cette propriété par la voie du sort [12 G. II, c. ou du hasard, tout comme si le présent acte n'eût pas été 28, art. 11.] passé. S. R. C., c. 95, art. 9.

8. Rien dans le présent acte ne s'appliquera—

(a) Aux rafles faites pour des objets de minime valeur, s'applique aux ventes de charité ou bazars, si les organisateurs ont Aux rafles faiobtenu la permission de les faire ou tenir du conseil muni- tes aux ventes cipal de la cité ou autre localité, ou du maire, préfet, reeve de charité. ou autre principal officier de la cité, ville ou autre municipalité où a lieu cette vente de charité, et si les objets mis à la rafle ont d'abord été offerts en vente, et si aucun de ces objets n'a une valeur de plus de cinquante piastres;

(b.) A la distribution par la voie du sort, entre les membres Ni à la distriet les porteurs de billets d'une société constituée en corpora-bution d'ob-jets d'art par tion, ayant pour objet d'encourager les arts, de peintures, la voie du dessins ou autres objets d'art produits par le travail de ses sort. membres, ou publiés par la société ou sous sa direction. 23 V. (Can.), c. 36, art. 1;—46 V., c. 36, art. 1.

PARIS ET VENTES DE POULES.

9. Tout individu qui,—

(a.) Emploie ou permet sciemment que quelque partie d'un Emploient un local sous son contrôle soit employée dans le but d'inscrire local pour la; on envergistrer des paris en consumer en de pour la vente de pour la vente de pour la constant de la constant ou enregistrer des paris ou gageures, ou de vendre quelque les, etc. poule;

(b.) Garde, expose ou emploie, ou permet sciemment de Gardent quelgarder, exposer on employer dans ancune partie d'un local que appareil dans ce but. sous son contrôle, quelque invention ou appareil destiné à inscrire ou enregistrer un pari ou une gageure, ou la vente [16-17 V., c. 119, nrt. 1-4.] d'une poule ;

. .

58

Gardent des enjeux. (c.) Devient le gardien ou dépositaire de quelques deniers, objets ou choses de valeur déposés comme enjeux, pariés ou engagés ; ou—

Inscrivent des paris, etc. (d.) Inscrit ou enregistre quelque pari ou gageure, ou vend quelque poule,

Sur certaines éventualités. Sur le résultat de quelque élection politique ou municipale, ou de quelque course, ou de quelque contestation ou lutte d'habileté ou de pouvoir d'endurer entre hommes ou bêtes,

Punition.

Est coupable de délit et passible d'une amende n'excédant pas mille piastres et d'un emprisonnement de pas plus d'un an.

Cet acte ne s'étend pas aux dépositaires d'enjeux en certains cas.

[16-17 V., c. 119, art. 6.] 2. Rien dans le présent acte ne s'appliquera à qui que ce soit, à raison de ce qu'il sera devenu le gardien ou dépositaire de deniers, objets ou choses de valeur déposés comme enjeux et devant être remis ou payés au vainqueur dans quelque course, jeu ou exercice légal, ou au propriétaire d'un cheval engagé dans une course légale, ni aux paris entre particuliers. 40 V., c. 31, art. 1 et 2.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 160.

Acte concernant le jeu sur les voies de transport A.D. 1886. publiques.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

1. Quiconque, dans un wagon de chemin de fer ou un Punition de bateau à vapeur servant de voie de transport publique pour ceux qui obtien et de les voyageurs, au moyen de tout jeu de cartes, de dés ou autres l'argent par instruments de jeu, ou par quelque artifice de même nature, le jeu sur les obtient d'un autre individu de l'argent, des objets mobiliers, fer, etc. des valeurs ou autres propriétés, est coupable du délit de les avoir illégalement obtenus sous de faux prétextes, et passible d'un emprisonnement de moins d'un an.

2. Toute tentative de commettre ce délit en induisant Et des tentaquelqu'un à prendre part à quelqu'un de ces jeux, avec l'in-tives. tention d'en obtenir de l'argent ou d'autres objets de valeur, est un délit punissable de la même manière que l'infraction elle-même. 40 V., c. 32, art. 1, partie.

2. Il pourra être pris connaissance de tout délit de cette Où le délit nature, et il pourra être recherché, établi, jugé et puni pourra être recherché, établi, jugé et puni jugé et puni comme ayant été commis soit à l'endroit où il a réellement eu lieu, soit dans tout district, comté ou endroit traversé par le wagon ou bateau à vapeur, ou dans tout district, comté ou endroit y attenant, ou sur quelque partie des limites duquel le wagon de chemin de fer ou le bateau a passé dans le cours de son trajet ou voyage durant lequel l'infraction a été commise, de la même manière que si celle-ci eût réellement été commise dans ce district, comté ou endroit. 40 V., c. 32, art. 2.

3. Tout conducteur, capitaine ou officier supérieur en Arrestation charge, et tout commis ou employé, lorsqu'il y sera autorisé des délin-par le conducteur ou l'officier supérieur ayant la charge d'un train de chemin de fer, bateau à vapeur, station ou débarcadère dans ou sur lequel une infraction du genre susdit est commise ou tentée, pourra arrêter, avec ou sans mandat, tout individu qu'il aura raison de croire avoir commis ou tenté de commettre cette infraction, et le conduira devant un juge de paix, et portera plainte contre lui sous serment et par écrit; et le délinquant, qu'il ait été

Comment ils seront traités.

60

arrêté avec ou sans mandat, sera traité, et les procédures ultérieures contre lui seront prises comme s'il eût été arrêté sur mandat du juge de paix.

49 VICT.

Amende pour négligence de les arrêter.

2. Tout conducteur, capitaine ou officier supérieur en charge d'un wagon de chemin de fer ou bateau à vapeur auquel s'applique le présent acte, qui manquera d'accomplir quelqu'un des devoirs que lui impose le présent article, sera passible, sur conviction sommaire, d'une amende de vingt piastres à cent piastres. 40 V., c. 32, art. 3, et 5, partie.

L'argent, etc., seront censés volės.

4. Tout argent ou objet de valeur obtenu par suite d'une infraction au premier article du présent acte, sera traité comme s'il eût été obtenu par larcin sur la personne. 40 V., c. 32, art. 4, partie.

Honoraires aux personnes arrêtant un délinquant.

5. Toute personne qui arrêtera un délinquant, avec ou sans mandat, et le conduira devant un juge de paix, et qui d'ailleurs se conformera aux dispositions du présent acte à l'égard de ce délinquant, aura droit aux mêmes honoraires, qui seront payables de la même manière, que s'il l'eût fait en vertu d'un mandat de ce juge de paix. 40 V., c. 32, art. 4, partie.

Copie de l'acte sera affichée.

6. Toute compagnie ou personne qui possède ou exploite un wagon de chemin de fer ou un bateau à vapeur auquel s'applique le présent acte, tiendra un exemplaire de cet acte affiché dans quelque partie apparente de ce wagon ou Amende pour bateau; et toute compagnie ou personne qui manquera d'accomplir ce devoir sera passible d'une amende de vingt piastres à cent piastres. 40 V., c, 32, art. 5, partie.

défaut.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 161.

Acte concernant les infractions aux lois du mariage. A.D. 1886.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :--

1. Tout individu qui,—

(a.) Sans autorisation légale, dont la preuve lui incombera, ou faire célébrer illé-

célébrera ou prétendra célébrer un mariage; ou—

(b.) Fera célébrer un mariage par quelque personne, sa-mariage. chant que cette personne n'est pas légalement autorisée à le célébrer, ou sciemment aidera ou se fera le complice de cette personne dans l'accomplissement de cette cérémonie.—

Sera coupable de délit et passible d'amende ou de deux Punition. ans d'emprisonnement, ou des deux peines à la fois. S.R. H.-C., c. 102, art. 1 et 2;—S. R. N.-E. (3e série), c. 161.

art. 3;—1 S. R. N.-B., c. 146, art. 2.

2. Tout individu qui contracte un mariage feint ou pré-Mariagefeint. tendu avec une femme, ou tout individu qui sciemment aide et assiste à faire contracter ce mariage feint on prétendu, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de deux ans.

.2. Nul ne sera condamné pour aucune infraction prévue Pas de conau présent article sur le témoignage d'un seul témoin, à dannation sur le témoimoins que ce témoin ne soit corroboré sur quelque point gnage d'un essentiel par un témoignage impliquant le prévenu.

3. Dans toute poursuite instituée en vertu du présent ar- Le défendeur ticle, le défendeur sera témoin à décharge compétent à l'en-sera temoin compétent. contre de toute accusation ou plainte portée contre lui.

article après l'expiration d'un an à compter de la date de des pour-

4. Nulle poursuite ne sera instituée en vertu du présent Prescription l'infraction. 49 V., c. 52, art. 3, et 5, 6, 7 et 8 parties.

3. Tout individu qui, étant légalement autorisé, sciem- Calèbrer un ment et volontairement célébrera un mariage en contravention aux lois de la province dans laquelle il sera célébré, sera tion à une loi coupable de délit et passible d'amende ou d'un an d'empri- provinciale.

2. Nulle poursuite pour infraction du présent article ne Prescription sera intentée que dans les deux ans après que l'infraction des poursuites. aura été commise. S. R. H.-C., c. 102, art. 3 et 4, parties ;— 1 S. R. N.-B., c. 146, art. 3, partie ;—S. R. C.-B., c. 89, art. 14.

galement un

BIGAMIE.

Bigamie. [24-25 V...c. 100, art. 5.]
Punition.

4. Quiconque, étant marié, épouse une autre personne du vivant du premier mari ou de la première femme, que le second mariage soit contracté en Canada ou ailleurs, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement.

Exception.

2. Rien de contenu dans le présent article ne s'appliquera—

Mariage hors du Canada par un aubain. (a.) A un second mariage contracté hors du Canada, par une personne autre qu'un sujet de Sa Majesté, domiciliée en Canada et le quittant avec l'intention de commettre l'infraction;

Absence de sept ans. (b.) A une personne mariée en secondes noces, dont le mari ou la femme a été continuellement absent d'elle pendant l'espace des sept dernières années, et qui ignorait que son mari ou sa femme vivait durant ce temps;

Divorce.

(c.) A une personne qui, lors du second mariage, avait

obtenu divorce des liens du premier mariage; ni-

Mariage antérieur annulé. (d.) A aucune personne dont le premier mariage aura été annulé par le jugement d'une cour de juridiction compétente. 32-33 V., c. 20, art. 58, partie.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 162

Acte concernant les crimes et délits contre les personnes, A.D. 1886

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définition. une interprétation différente, l'expression "arme chargée" "Arme charcomprend tout fusil, pistolet ou autre arme à feu dont le "gée." canon est chargé à poudre ou autre substance explosive, et à [24-25 V., c. balle, plomb de chasse, chevrotines ou autre projectile des- 100, art. 19.] tructeur, ou chargé d'air comprimé et dont le canon contient quelque balle, plomb, chevrotine ou autre projectile destructeur, bien que la tentative de décharger cette arme échoue. 32-33 V., c. 20, art. 18.

HOMICIDE.

2. Quiconque est convaincu de meurtre subira la peine de Meurtre. Γ24-25 V., c. mort comme félon. 32-33 V., c. 20, art. 1. 100, art. 1.7

3. Tout individu qui—

Complot de

(a.) Conspire, complete ou convient avec un autre d'assassiner quelqu'un, que celui qu'il cherche à assassiner soit ou [24-25 V., c. non sujet de Sa Majesté, et qu'il soit ou non dans les possessions de Sa Majesté ; ou—

(b.) Sollicite, encourage, persuade, cherche à persuader Provoquer au ou propose à quelque personne d'en assassiner une autre, que mentre. la personne dont l'assassinat est sollicité, encouragé ou proposé soit ou non sujette de Sa Majesté, et qu'elle soit ou non dans les possessions de Sa Majesté,—

Est coupable de délit (misdemeanor) et passible de dix ans Punition. d'emprisonnement. 32-33 V., c. 20, art. 3.

4. Tout complice de meurtre après le fait est passible Complice d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 20, art. 4.

après le fait. [24-25 V., c. 100, art. 67.]

5. Tout individu convaincu d'homicide non-prémédité Homicide (manslaughter) est passible d'emprisonnement à perpétuité té. ou d'une amende laissée à la discrétion du tribunal, outre ou [24-25 V., c. sans cet emprisonnement. 32-33 V., c. 20, art. 5.

100, art. 5.7

6. Nulle peine ou amende ne sera encourne par celui qui Homicide exen tue un autre par accident, ou à son corps défendant, ou de cusable. 1971

100, art. 7.]

toute autre manière exempte de félonie. 32-33 V., c. 20, art. 7.

Trahison au second degré. Г24-25 V., с.

100, art. 8.]

7. Tout crime qui, avant l'abolition du crime de trahison au second degré (petit treason), aurait constitué une trahison au second degré, ne sera réputé qu'un simple meurtre, et non un crime plus grave. 32-33 V., c. 20, art. 8, partie.

TENTATIVES DE MEURTRE.

Tentative de menrire.

[24-25 V., e. 100, art. 11.]

S. Quiconque, dans l'intention de commettre un meurtre, administre ou fait administrer ou prendre à quelqu'un du poison ou quelque autre substance capable de causer la mort,—ou, de quelque manière que ce soit, blesse quelqu'un ou lui cause une lésion corporelle grave, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 40 V., c. 28, art. 1.

Endommager un édifice avecintention de meurtre. [24-25 V., c. 100, art. 12.]

9. Quiconque, par l'explosion de poudre ou autre substance explosive, détruit ou endommage quelque édifice, avec l'intention de commettre un meurtre, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 20, art. 11.

Mettre le feu à un navire avec inten-

[24-25 V., c. 100, art. 13.]

10. Quiconque, dans l'intention de commettre un meurtre, met le feu à un navire ou vaisseau, ou à quelque partie d'un tion de meur-navire ou vaisseau, ou de son gréement, équipement ou mobilier, on à des marchandises ou effets qui se trouvent à bord, ou fait sombrer ou détruit un navire ou vaisseau, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpé-32-33 V., c. 20, art. 12. tuité.

Tenter d'empoisonner, etc., avec intention de meurtre.

[24-25 V., c. 100, art. 14.]

11. Quiconque, dans l'intention de commettre un meurtre, tente d'administrer, ou de faire administrer ou prendre à quelqu'un, du poison ou autre substance capable de causer la mort,—ou décharge une arme à feu sur quelqu'un, ou tente, en tirant la détente d'une arme à feu ou autrement, de décharger sur quelqu'un une arme chargée,—ou de noyer, étouffer ou étrangler quelqu'un, qu'il en résulte ou non quelque lésion corporelle, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 20, art. 13.

Autres tentatives de meurtre. .

[24-25 V., c. 100, art. 15.]

12. Quiconque, par quelques moyens autres que ceux mentionnés dans aucun des articles précédents du présent acte, tente de commettre un meurtre, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. c. 20, art. 14.

ACTES CAUSANT UNE LÉSION CORPORELLE OU UN DANGER DE MORT.

Tenter de mutiler, estropier, etc. [24-25 V., c. 100, art. 18.]

13. Quiconque, avec l'intention de mutiler, défigurer ou estropier quelqu'un, ou de lui faire quelque lésion corporelle grave, ou avec l'intention d'empêcher l'arrestation ou la 1972

détention légale de quelqu'un, illégalement et malicieusement, par quelque moyen que ce soit, blesse ou fait quelque lésion corporelle grave à quelqu'un, ou décharge une arme à feu sur quelqu'un, ou tente, en tirant la détente ou autrement, de décharger sur quelqu'un une arme chargée, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 20, art. 17.

14. Quiconque, illégalement et malicieusement, blesse ou Blessures faifait quelque lésion corporelle grave à une autre personne, soit tes avec ou sans armes. avec ou sans arme ou instrument, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de trois ans. 32-33 V., c. 20, [24-25 V., c. art. 19, partie.

15. Quiconque, avec l'intention de se mettre par là en Tenter d'éétat de commettre ou de permettre à un autre de commettre le but de comun crime ou délit poursuivable par voie d'acte d'accusation mettre un (indictable offence), ou avec l'intention d'aider par là une autre crime ou délit. personne à le commettre, tente, par quelque moyen que ce [24-25 V., e. soit, d'étousser, sussoquer ou étrangler quelqu'un.—ou par 100, art. 21.1 des moyens de nature à étouffer, suffoquer ou étrangler, tente de rendre quelqu'un insensible, inconscient ou incapable de résistance, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité, et d'être fouetté. 32-33 V., c. 20, art. 20.

16. Quiconque, avec l'intention de se mettre par là en état Administrer de commettre ou de permettre à un autre de commettre un du chloroforme. etc., dans crime ou délit poursuivable par voie d'acte d'accusation, ou le même but. avec l'intention d'aider par là une autre personne à le com- [24-25 V.. è. mettre, applique ou administre illégalement, ou fait prendre. 100, art. 22.] ou tente d'appliquer ou administrer à quelqu'un, ou tente de faire administrer ou de faire prendre à quelqu'un, du chloroforme, laudanum ou autre drogue, matière ou substance stupéfiante ou soporifique, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité, et d'être fouetté. 32-33 V., c. 20, art. 21.

17. Quiconque, illégalement et malicieusement, admi- Administrer nistre ou fait administrer ou prendre à un autre du poison de poison de façon à metou autre substance délétère ou destructive, de manière à tre la vie en mettre par là la vie de cette autre personne en danger, ou de danger. manière à lui faire quelque lésion corporelle grave, est cou- 124-25 V., c. pable de félonie et passible de dix ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 20, art. 22.

18. Quiconque, illégalement et malicieusement, admi-Administrer nistre ou fait administrer ou prendre à un autre du poison du poison, etc., dans le ou autre substance délétère ou destructive, avec l'intention but de léser de nuire à cette personne, ou de l'affliger, léser ou tourmenter, on incommo-der. est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 20, art. 23.

100, art. 24.1

Mettre la vie d'un enfant. etc., en danger, par dé-faut de nourriture. [24-25 V., c.

19. Quiconque, étant légalement tenu, soit comme mari, père ou mère, tuteur ou curateur, maître ou maîtresse, nourrice ou autrement, de fournir à une femme, un enfant, pupille, aliéné ou idiot, apprenti ou serviteur, enfant en bas âge ou autrement, la nourriture, le vêtement et le logement 100, art. 26.] nécessaires, de propos délibéré et sans excuse légitime, refuse ou néglige de les fournir,-ou, illégalement et malicieusement, fait ou fait faire quelque lésion corporelle grave à un apprenti on serviteur, par laquelle la vie de cet apprenti ou serviteur est mise en danger, ou par laquelle la santé de cet apprenti ou serviteur a été ou sera probablement compromise pour toujours, est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonnement.

La femme sera témoin admissible contre son mari.

2. Dans toute poursuite exercée, sous l'empire du présent article, contre celui qui aura refusé ou négligé de fournir à sa femme ou à son enfant la nourriture, le vêtement ou le logement nécessaires, la femme sera recevable à déposer comme témoin, soit en faveur de son mari, soit contre lui, et l'accusé lui-même pourra rendre témoignage en sa propre 32-33 V., c. 20, art. 25;—49 V., c. 51, art. 1. faveur.

Délaisser des enfants. [24-25 V., c.

100, art. 27.]

20. Quiconque abandonne ou délaisse illégalement un enfant âge de moins de deux ans, par lequel fait la vie de cet enfant est mise en danger, ou la santé de cet enfant a été ou sera probablement compromise pour toujours, est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 20, art. 26.

Lésion corporelle au moyen de la poudre, etc. [24-25 V., c. 100, art 28.]

21. Quiconque, illégalement et malicieusement, par l'explosion de poudre ou autre substance explosive, brûle, mutile, défigure ou estropie quelqu'un, ou lui fait une lésion corporelle grave, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 20, art. 27.

Causer une explosion, envover des matières explosives, jeter du fluide corrosif. 124.25 V., c. 100, art. 29.]

22. Quiconque, avec l'intention de brûler, mutiler, défigurer ou estropier quelqu'un, ou de lui faire une lésion corporelle grave, qu'il en résulte ou non quelque lésion corporelle, illégalement et malicieusement, fait faire explosion à de la poudre ou autre substance explosive, ou envoie ou remet à quelqu'un, ou fait prendre ou recevoir par quelqu'un une substance explosive ou autre chose dangereuse ou nuisible, ou met ou dépose en quelque endroit, ou jette, lance on applique autrement sur quelqu'un du fluide corrosif on quelque substance destructive ou explosive, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c, 20, art. 28.

Placer des matières explosives aufice ou navire. [24-25V...c 109, art. 30.1

23. Quiconque, illégalement et malicieusement, met ou jette dans, sur, contre ou près un édifice, navire ou vaisores d'un edi-seau, de la poudre ou quelque autre substance explosive, avec l'intention de causer une lésion corporelle à quelqu'un, soit que l'explosion ait ou n'ait pas lieu, et soit qu'il 1974

en résulte ou non quelque lésion corporelle, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 20, art. 29.

24. Quiconque tend ou place, ou fait tendre ou placer'un Tendre des fufusil à ressort, piège à homine (man-trap), ou autre engin de sils à ressort, nature à détruire la vie humaine ou à causer une lésion corporelle grave, avec l'intention par là de détruire la vie de [24-25 V., c. quelqu'un, ou de causer une lésion corporelle grave à quelque maraudeur (trespasser) ou autre personne venant en contact avec cet engin, est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonnement.

2. Quiconque tolère, sciemment et de propos délibéré, Laisser un fuqu'un fusil à ressort, piège à homme ou autre engin qui a sil à ressort, piège à homme ou autre engin qui a sil à ressort. été tendu ou placé par quelque autre personne, dans un endroit qui est alors ou vient ensuite en sa possession ou occupation, reste ainsi tendu on placé, sera réputé l'avoir

tendu ou placé avec l'intention susdite.

3. Rien de contenu dans le présent article ne s'étendra Pièges à bêjusqu'à rendre illégal de tendre ou placer un trébuchet ou tes. piège de la nature de ceux qui sont ordinairement tendus ou placés dans l'intention de détruire les bêtes malfaisantes. 32-33 V., c. 20, art. 30.

25. Quiconque, avec l'intention de blesser ou de mettre Placer des en danger la sûreté d'une personne voyageant ou se trou- obstacles sur vant sur un chemin de vant sur un chemin de fer, illégalement et malicieusement fer ou enlever place ou jette sur ce chemin de fer, quelque bois, pierre ou les lisses, autre chose,—ou illégalement et malicieusement arrache, [24-25 V., c. autre chose,—ou illégalement et malicieusement arrache, [100, art. 32.] enlève ou déplace quelque lisse, aiguille, traverse ou autre chose appartenant à un chemin de fer,—ou endommage ou détruit la voie, un pont ou une clôture de ce chemin de fer, en tout ou en partie,—ou illégalement et malicieusement tourne, dérange ou détourne quelque raccordement ou autre mécanisme appartenant à un chemin de fer,—ou illégalement et malicieusement fait ou exhibe, ou cache ou enlève quelque signal ou lumière sur ou près un chemin de fer, ou illégalement et malicieusement fait ou fait faire quelque autre chose avec l'intention susdite,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 20, art. 31;-42 V., c. 9, art. 88, partie, et 89;-44 V., c. 25, 116, partie, et 117.

26. Quiconque, illégalement et malicieusement, lance ou Jeter quelque fait tomber ou frapper sur ou dans une locomotive, tender, chose sur une voiture ou wagon employé sur un chemin de fer, quelque chemin de fer bois, pierre ou autre chose, avec l'intention de blesser quel- (24-25 V., e. qu'un ou de mettre en danger la sûreté de quelqu'un qui se 100, art. 33.] trouve sur cette locomotive ou dans ce tender, voiture ou wagon, ou sur quelque antre locomotive, on dans quelque tender, voiture ou wagon d'un convoi dont forme partie la locomotive, tender, voiture ou wagon en premier lieu men-

tionné, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 20, art. 32.

Mettre en dan-

[24-25 V., e. 100, art. 34.]

27. Quiconque, par un acte illégal, ou par une omission ger la vie des volageurs sur ou négligence volontaire, met en danger ou fait mettre en un chemin de danger la sûreté de quelque personne transportée ou se trouvant sur un chemin de fer, ou aide ou contribue à le faire, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 20, art. 33.

Blesser quelqu'un par une course de chevanx. [24-25 V., c. 100, art. 35.]

28. Quiconque, avant la charge d'une voiture ou véhicule, donne à son attelage un train désordonné ou le fait entrer en course avec un autre, ou par sa mauvaise conduite ou sa négligence volontaires, fait ou cause une lésion corporelle à qui que ce soit, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 20, art. 34.

Laisser dans protégée.

29. Quiconque, après avoir pratiqué ou avoir fait pratina giace une ouverture non quer dans le but d'enlever ou de se procurer de la glace pour son usage ou pour la vente, un trou ou une ouverture dans la glace, d'une grandeur ou superficie suffisante pour 'mettre la vie des gens en danger, sur des eaux navigables ou autres ouvertes au public ou fréquentées par le public, laissera ce trou, cette ouverture ou cet endroit, tant qu'il offrira ce danger pour la vie des gens, soit que la glace s'y soit formée ou non, sans être protégé ou entouré par un garde-fou ou une clôture d'une hauteur et d'une force suffisantes pour empêcher les gens d'y tomber accidentellement, soit à cheval, en voiture, à pied ou en patins, sera coupable de délit et passible d'amende ou d'emprisonnement, sur conviction sommaire obtenue devant tout juge de paix ou magistrat de district ayant juridiction dans toute cité, district judiciaire ou comté dans lesquels ou sur les limites desquels sont situés, en tout ou en partie, ces eaux navigables on autres. 49 V., c. 53, art. 1.

Punition.

Laisser une excavation non protégée.

30. Tout propriétaire, gérant ou surintendant d'une mine ou carrière abandonnée ou inexploitée, ou d'une propriété sur laquelle quelque excavation aura été ou sera à l'avenir faite dans le but de découvrir des mines ou carrières, d'une superficie et profondeur suffisantes pour mettre la vie des gens en danger, qui laissera cette excavation sans être protégée ou entourée par un garde-fou ou une clôture d'une hauteur et d'une force suffisantes pour empêcher les gens d'y tomber accidentellement, soit à cheval, en voiture ou à pied, sera coupable de délit et passible d'amende ou d'emprisonnement, ou des deux, sur conviction sommaire du fait devant tout juge de paix ayant juridiction dans la localité où sera située la dite mine ou carrière. 49 V., c 53, art. 2.

Punition

31. Si, dans les cinq jours qui suivront la condamnation Si après conpour l'une des contraventions mentionnées dans les deux viction l'inarticles précédents, un garde-fou ou une clôture convenable continue, ce n'a pas été construit autour de la dite excavation, ou si sera une nouelle n'a pas été protégée, conformément aux prescriptions des dits articles, une plainte pourra être de nouveau portée contre la personne responsable de cette omission, et cette personne pourra être condamnée pour la dite contravention, —et le fait d'une condamnation antérieure ne pourra pas être invoqué par cette personne pour échapper à la dite plainte et à la dite condamnation. 49 V., c. 53, art. 3.

32. Si quelqu'un perd la vie en tombant accidentelle-S'il y a perte ment dans un pareil trou ou une pareille ouverture non pro- un homicide tégé et gardé ainsi que mentionné dans les trois articles non-préméprécédents, soit en passant à cheval, en voiture, à pied ou en patins, celui dont le devoir était de protéger ce trou, cette ouverture ou cet endroit de la manière susdite, est coupable d'homicide non-prémédité. 49 V., c. 53, art. 4.

de vie, ce sera

33. Quiconque, par un acte illégal ou en faisant négli-Causer une gemment ou s'abstenant de faire quelque chose qu'il est tenu relle par néde faire, cause une lésion corporelle grave à quelqu'un, est gligence. coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 20, art. 35.

AGRESSIONS.

34. Quiconque assaillit quelqu'un avec l'intention de Attaque avec commettre un crime ou délit poursuivable par voie de mise crime ou déen accusation,—ou assaillit, résiste ou entrave volontairement lit, et voies de un officier du revenu ou un agent de la paix, ou un officier agent de la opérant la saisie d'arbres, billots, bois de construction ou paix. autres dérivés ou produits de ces bois, dans l'exécution [24-25 V., c. de ses fonctions, ou une personne prêtant main-forte à 100, art. 38.1 cet officier ou agent,—ou assaillit quelqu'un dans l'intention de résister à sa propre arrestation légale ou à celle d'une autre personne, ou de l'empêcher, à la suite d'un crime ou délit,—ou assaillit ou entrave volontairement, ou résiste à une personne dans l'exécution légale d'une ordonnance judiciaire contre des terres ou des effets, ou qui opère légalement une saisie, ou avec l'intention d'enlever des effets pris en vertu de cette ordonnance ou saisie,—est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 20, art. 39;—43 V., c. 28, art. 65, partie;—40 V., c. 16, art. 6, partie;—c. 17, art. 66, partie.

35. Quiconque se porte contre quelqu'un à des voies de la voies de fait (assault) qui lui causent une lésion corporelle est coupable guées de de délit et passible de trois ans d'emprisonnement. 32-33 V., lésions corporelles. c. 20, art. 47, partie.

36. Quiconque se porte contre quelqu'un à de simples Voies de fait simples. voies de fait (common assault) est coupable de délit et pas-

[24-25 V., c. 100, art. 42-47.]

sible, s'il en est trouvé coupable à la suite d'une mise en accusation, d'un an d'emprisonnement, et, si c'est par voie sommaire, d'une amende de vingt piastres au plus, avec dépens, ou de deux mois d'emprisonnement, avec ou sans travaux forcés. 32-33 V., c. 20, art. 43, partie, et 47, partie.

VIOL.

Viol. [24-25 V., e. 100, art. 48.] 37. Quiconque commet le crime de viol est coupable de félonie et passible de la peine de mort comme félon, ou de l'emprisonnement à perpétuité ou pendant sept ans au moins. 36 V., c. 50, art. 1, partie.

ENLÈVEMENT ET DÉFLOREMENT DE FEMMES.

Attaque avec intention de viol.

3S. Quiconque assaillit une femme on une fille avec l'intention de la violer est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de deux ans à sept ans. 36 V., c. 50, art. 1, partie

Commerce charnel avec une fille mineure de dix [24-25 V., c. 100, art. 50; 48-49 V., c. 69, art. 4.] Avec une fille de dix à douze ans. [24-25 V., c. 100, art. 51.] Tentative de ce crime et attentat à la pudeur. [24-25 V., c. 100, art. 52; 48-49 V., c. °69, art. 4.] Enlèvement

- **39.** Quiconque connaît illégalement et charnellement une fille âgée de moins de dix ans, et en abuse, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité ou pendant cinq ans au moins. 40 V., c. 28, art. 2.
- **40.** Quiconque connaît illégalement et charuellement une fille âgée de plus de dix ans ét de moins de douze, et en abuse, est coupable de délit et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 20, art. 52.
- 41. Quiconque commet un attentat à la pudeur sur une personne du sexe, ou tente de connaître charnellement une fille âgée de moins de douze ans, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans, et d'être fouetté. 32-33 V., c. 20, art. 53.

42. Tout individu qui,-

d'une femme.

par un motif volonté, avec l'intention de l'épouser ou de la connaître charnellement, ou de la faire épouser ou connaître charnellement par un autre, une personne du sexe d'un âge quelconque qui a quelque intérêt, soit en droit, soit en équité, présent ou futur, absolu, conditionnel ou éventuel, dans une propriété foncière ou mobilière, ou qui est héritière ou co-héritière présonptive, ou la plus proche parente présomptive, ou l'une des plus proches parentes présomptives d'une personne ayant un intérêt de ce genre; ou—

Enlèvement d'une mineure.

(b.) Attire frauduleusement, enlève ou séquestre une telle personne âgée de moins de vingt et un an, et soustrait à la possession et contre la volonté de ses père ou mère, ou de toute autre personne qui en a légalement le soin ou la charge, dans l'intention de l'épouser ou de la connaître charnellement, ou de la faire épouser ou connaître charnellement par un autre,—

1978

Est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'em-Punition.

prisonnement.

2. Nul individu trouvé coupable de quelqu'un des crimes Le délinquant prévus au présent article ne pourra recevoir aucune part ou dre aucune de aucun intérét, en droit ou en équité, dans les biens mobiliers ses propriétés. ou immobiliers de cette femme, ou dans ceux auxquels elle peut avoir un ıntérêt, ou qui lui reviendront en qualité d'héritière, co-héritière ou plus proche parente; et si un pareil mariage a lieu, il sera disposé de ces biens, après cette conviction, de la manière que l'ordonnera toute cour de juridiction compétente, à la suite de toute dénonciation, à l'instance du procureur général de la province dans laquelle les biens sont situés. 32-33 V., c. 20, art. 54.

43. Quiconque, par violence, enlève ou séquestre une per- Enlèvement sonne du sexe, contre son gré, quel que soit son âge, avec d'une fenime contre son l'intention de l'épouser ou de la connaître charnellement, ou gré. de la faire épouser ou connaître charnellement par un autre, [24-25 v.. c. est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'empri-100, art. 54. sonnement. 32-33 V., c. 20, art. 55.

41. Quiconque enlève ou fait enlever illégalement une Enlèvement fille non-mariée âgée de moins de seize ans, hors de la pos-neure de 16 session et contre la volonté de son père ou de sa mère, ou de ans. toute autre personne qui en a légalement la garde ou la [24-25 V, c. charge, est coupable de délit et passible d'un emprisonne
100, art. 55;
48-49 V, c. 69, ment de moins de deux ans. 32-33 V., c. 20, art. 56.

VOL D'ENFANTS.

🎳 45. Tout individu qui,—

Vold'enfants.

(a.) Illégalement, soit par violence ou fraude, emmène, [24-25 V., c. enlève, entraîne, attire ou séquestre un enfant âgé de moins 100, art. 56.1 de quatorze ans, dans l'intention de le soustraire à la garde de ses père ou mère, tuteur ou gardien, ou de toute autre personne chargée par la loi d'en prendre soin, ou avec l'intention de voler quelque objet sur la personne de cet enfant, quel que soit le propriétaire de cet objet; ou—

(b.) Dans la même intention, reçoit ou loge un enfant, Recel d'ensachant qu'il a été, par violence ou fraude, ainsi emmené, fant volé.

enlevé, entraîné, attiré ou séquestré,—

Est coupable de félonie et passible de sept ans d'empri-Punition.

sonnement.

2. Nulle personne qui aura réclamé quelque droit à la Ceux qui prepossession de cet enfant, ou qui est la mère, ou qui prétend tendent avoir certains droits être le père d'un enfant illégitime, ne pourra être poursuivie ne penvent en vertu du présent article pour avoir pris possession de cet être poursnienfant ou l'avoir soustrait à la possession de la personne qui en avait la charge légitime. 32-33 V., c. 20, art. 57.

ENLÈVEMENT DE PERSONNES.

46. Quiconque, sans autorisation légale, saisit de force et Enlèvement, séquestre ou emprisonne quelque personne en Canada, ou séquestration, enlève quelque personne avec l'intention—

(a.) De faire séquestrer ou emprisonner cette personne secrètement et contre son gré en Canada; ou-

(b.) De faire conduire ou transporter illégalement cette

personne hors du Canada contre son gré; ou—

(c.) De faire vendre ou emmener cette personne comme esclave ou en servitude, de quelque manière que ce soit et contre son gré,—

Est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprison-

L'absence de résistance n'est pas une défense.

Punition.

2. Lors de l'instruction de toute contravention au présent article, l'absence de résistance de la part de la personne ainsi enlevée ou illégalement détenue ne constituera pas un moyen de défense, à moins qu'il ne soit prouvé que cette absence de résistance n'a pas été causée par des menaces, la contrainte, la violence ou un déploiement de force. 32-33 V., c. 20, art. 69 et 70.

AVORTEMENT.

Administrer des drogues ou employer des instruments pour provoquerl'avortement. [24-25 V., c. 100, art. 58.]

47. Toute femme enceinte qui, dans l'intention de procurer son propre avortement, s'administre ou permet qu'on lui administre illégalement quelque poison ou autre substance délétère, ou fait sur elle-même ou permet qu'on fasse sur elle illégalement usage de quelque instrument ou d'autres moyens quelconques dans cette intention; et—

Quiconque, avec l'intention de procurer l'avortement d'une femme, qu'elle soit enceinte ou non, lui administre ou fait prendre illégalement quelque poison ou autre substance délétère, ou fait illégalement usage sur elle de quelque instrument ou autres moyens quelconques dans la même

intention.—

Punition.

Est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 20, art. 59.

Fournir des drogues ou des instrumême but.

[24-25 Y., c. 100, art. 59.1

48. Quiconque fournit ou fait avoir illégalement quelque poison ou autre substance délétère, ou quelque instrument ments dans le ou chose quelconque, les sachant destinés à servir ou à être employés illégalement dans l'intention de procurer l'avortement d'une femme, qu'elle soit enceinte ou non, est coupable de délit et passible de deux ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 20, art 60.

SUPPRESSION DE PART.

Cacher la naissance d'un enfant. [24-25 V., c. 100, art. 60.]

49. Quiconque, en faisant secrètement disparaître le cadavre d'un enfant dont une femme est accouchée, soit que cet enfant soit mort avant, pendant ou après sa naissance, cherche à en cacher la naissance, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 20, art. 61, partie.



CHAPITRE 163.

Acte concernant le libelle.

A.D. 1886.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:-

1. Quiconque publie ou menace de publier un libelle Publication contre une autre personne, ou, soit directement, soit in- ou menace de directement, menace d'imprimer ou de publier, ou offre de d'un écrit s'abstenir d'imprimer ou de publier, ou offre d'empêcher avec inten-qu'on imprime ou publie quelque fuit ou chece couragne tion d'extorqu'on imprime ou publie quelque fait ou chose concernant quer de l'arune autre personne, dans l'intention d'extorquer de cette gent. autre personne, ou d'un tiers, une somme d'argent ou garan- [6-7 v., c. 96, tie d'une somme d'argent, ou quelque chose de valeur, ou art. 3.] dans l'intention d'amener une personne à donner ou à procurer à quelqu'un une place ou un emploi lucratif ou de confiance, est coupable de délit et passible d'une amende de six cents piastres au plus, ou d'un emprisonnement de moins de deux ans, ou de ces deux peines à la fois. 37 V., c. 38, art. 1, partie.

2. Quiconque publie malicieusement un libelle diffama- Publication toire qu'il sait être faux, est coupable de délit et passible diffamatoire, d'une amende de quatre cents piastres au plus, ou d'un le sachant emprisonnement de moins de deux ans, ou de ces deux peines faux. à la fois. 37 V., c. 38, art. 2.

[6-7 V., c. 96,

3. Quiconque publice malicieusement un libelle diffama-Publication toire est coupable de délit et passible d'une amende de deux d'un libelle diffamatoire cents piastres an plus, ou d'un emprisonnement d'un an au quelconque. plus, ou de ces deux peines à la fois. 37 V., c. 38, art. 3.

[6-7 V., c 96,

4. Ce sera, si le prévenu l'invoque, un moyen de défense La vérité de contre une accusation ou dénonciation de libelle diffamatoire, la chose pud'opposer que la chose diffamatoire est vraie et qu'il était de défense. l'intérêt public qu'elle fût publiée. 37 V., c. 38, art. 5 et 6, [6-7 V., c. 96, parties.

5. Lorsque, dans l'instruction d'une accusation ou d'une Le défendeur plainte contre une personne prévenue de publication d'un peut prouver que la publilibelle diffamatoire, qui aura plaidé non-coupable, la preuve ention à en établira contre le défendeur une présomption que la publi- lieu sans son cation a été faite par l'acte d'un tiene accionnt d'un publi- lieu sans son autorisation. cation a été faite par l'acte d'un tiers agissant d'après ses [6-7 V., c. 96, ordres, le défendeur sera admis à prouver, et cette preuve art. 7. j sera une bonne défense, que cette publication a en lieu sans

son autorisation, son consentement ou sa connaissance, et qu'elle n'est pas due à un manque de vigilance ou de précaution de sa part. 37 V., e. 38, art. 10.

Publication corps législatif est un moven de défense.

[3-4 V., e. 9, art. 1.

Certificat à produire.

6. Toute personne contre laquelle des procédures crimipar ordre d'un nelles seront instituées ou poursuivies d'une manière quelconque à raison ou à l'égard de la publication d'un rapport, document, procès-verbal ou compte rendu de délibérations, par cette personne ou son employé, par ou avec l'autorisation d'un Conseil législatif, d'une Assemblée législative ou Chambre d'assemblée, pourra produire devant la cour où ces procédures sont instituées ou poursuivies, ou devant l'un de ses juges, après avoir donné au poursuivant, ou à son procureur ou solliciteur, vingt-quatre heures d'avis préalable de son intention de le faire, un certificat sous la signature de l'Orateur ou du greffier du Conseil législatif, de l'Assemblée législative ou Chambre d'assemblée, selon le cas, énoncant que ce rapport, document, procès-verbal ou compte rendu, selon le cas, à l'égard duquel ces procédures criminelles ont été instituées ou sont poursuivies, a été publié par cette personne, ou par son employé, par ordre ou avec l'autorisation du Conseil législatif, de l'Assemblée législative ou de la Chambre d'Assemblée, selon le cas, ainsi qu'un avis attestant la vérité de ce certificat ; et la cour ou le juge devra alors immédiatement arrêter ces procédures criminelles, qui seront dès lors réputées définitivement renvoyées, déboutées et terminées en vertu du présent acte. 24 V., (I. P.-E.), c. 31, art. 1.

Son effet.

Copie du rapport, etc., attesté conforme, peut être soumise à la cour.

3-4 V., c. 9, art. 2.7

7. Dans le cas de procédures criminelles instituées ou poursuivies à raison ou à l'égard de la publication de quelque copie de pareil rapport, document, procès-verbal ou compte rendu, le défendeur pourra, à toute phase des procédures, produire ce rapport, document, procès-verbal ou compte rendu, et cette copie, devant la cour ou le juge, avec un affidavit attestant l'authenticité de ce rapport, document, procès-verbal ou compte rendu, et l'exactitude de la copie; et la cour ou le juge devra immédiatement arrêter ces procédures criminelles, qui seront dès lors réputées définitivement renvoyées, déboutées et terminées en vertu du présent 24 V. (I. P.-E.), c. 31, art. 2.

Dans les poursuites pour publication d'extraits, le rapport peut étre produit.

[3-4 V., c. 9, art. 3]

8. Dans toutes procédures criminelles instituées ou poursuivies pour la publication d'un extrait ou sommaire d'un pareil rapport, document, procès-verbal ou compte rendu, ce rapport, document, procès-verbal ou compte rendu pourra être produit en cour, et il pourra être établi que cet extrait ou sommaire a été publié de bonne foi et sans malice, et si tel est l'avis du jury, il sera rendu un verdict de noncoupable en faveur du défendeur. 24 V. (I. P.-E.), c. 31,



CHAPITRE 164.

Acte concernant le larcin et les délits de même nature. A.D. 1886.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

TITRE ABRÉGÉ.

1. Le présent acte peut être cité sous le titre: Acte du Titre abrégé. larcin.

DÉFINITIONS.

2. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définitions.

une interprétation différente,—

(a.) L'expression "titre de marchandises" comprend tout "Titre de connaissement, toute reconnaissance des docks des Indes et "marchandises" ses." des compagnies de docks en général, tout certificat de garde- [24-25 V., c. magasin, tout mandat ou ordre pour la livraison ou cession 96, art. 1.] d'effets ou valeurs, note d'achat et de vente, ou tout autre titre employé dans les négociations ordinaires comme preuve de la possession ou de la faculté de disposer de marchandises, ou autorisant ou censé autoriser, soit par voie d'endossement ou par livraison, le porteur de ce titre à transférer ou recevoir des effets mobiliers représentés par ce titre ou v mentionnés ou indiqués;

(b.) L'expression "titre d'immeuble" comprend tout acte, "Titre d'imcarte, papier ou parchemin, écrit ou imprimé, ou partiellement écrit et partiellement imprimé, constituant ou contenant la preuve du titre ou quelque partie de la preuve du titre à des propriétés foncières, ou à tout intérêt dans des propriétés foncières, ou toute copie notariée ou enregistrée de ce titre, ou le double de tout acte, sommaire, certificat ou document autorisé ou exigé par toute loi en vigueur en aucune partie du Canada, concernant l'enregistrement des titres, et

relatif à ce titre;

(c.) L'expression "fidéicommissaire" signifie un fidéicom- "Fidéicommissaire auquel est confiée quelque charge expresse, créée par acte, testament ou instrument par écrit, ou un dépositaire de propriétés mobilières constitué verbalement, et comprend l'héritier ou représentant personnel de ce fidéicommissaire, et toute autre personne à laquelle a été confiée l'exécution de cette charge, ainsi qu'un exécuteur testamentaire et adminis-

"Fidéicom-

" Valeur."

trateur, et un gérant, syndic ou liquidateur d'office, ou autre semblable officier agissant sous l'autorité de tout acte relatif aux compagnies à fonds social ou à la banqueroute ou la faillite, et toute personne qui, aux termes de la loi de la province de Québec, est un administrateur; et l'expression "fidéicommis" comprend tout ce qui, aux termes de cette loi, constitue une administration;

(d.) L'expression "valeur" (valuable security) signifie tout ordre, quittance du Trésor ou autre effet quelconque constituant le titre ou la preuve du titre de toute personne ou corporation à une action ou à quelque intérêt dans les fonds publics, tant du Canada ou d'aucune de ses provinces que du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne ou de l'Irlande, on de toute colonie ou possession britannique, ou de tout pays ou Etat étranger, ou dans les fonds de toute corporation, compagnie ou société, soit en Canada, soit dans le Royaume-Uni ou dans toute colonie ou possession britannique, ou dans tout pays ou Etat étranger, ou à quelque dépôt dans une caisse d'épargne ou une banque; et comprend aussi tout bon (debenture), acte, obligation, lettre de change, billet, mandat, ordre ou autre effet représentant de l'argent ou en garantissant le paiement, soit du Canada ou de quelqu'une de ses provinces, soit du Royaume-Uni ou de toute colonie ou possession britannique, ou de tout pays étranger, ainsi que tout titre d'immeubles ou de marchandises tel que ci-dessus défini, et tout timbre ou écrit garantissant ou prouvant le titre ou l'intérêt à quelque effet mobilier, ou toute quittance, reçu, décharge ou autre instrument prouvant le titre ou l'intérêt à quelque effet mobilier, ou toute quittance, reçu, décharge ou autre instrument prouvant le paiement d'argent ou la livraison d'effets mobiliers; et toutes ces valeurs seront, lorsque la valeur sera essentielle, réputées d'une valeur égale à celle de la somme impayée, des effets mobiliers, de l'action, de l'intérêt ou du dépôt en garantie ou en paiement desquels elles sont applicables, ou dont elles garantissent la livraison, la cession, la vente, le titre ou la preuve du titre de propriété, ou à celle de la somme ou des effets mobiliers dont le paiement ou la livraison sont attestés par ces valeurs;

· Propriété."

(e.) L'expression "propriété" comprend toute espèce de propriétés mobilières et immobilières, deniers, dettes et legs, et tous actes et instruments concernant ou prouvant le titue ou droit à toute propriété, ou conférant le droit de recouvrer ou recevoir des deniers ou marchandises, et comprend également non-seulement la propriété qui était originairement en la possession ou sous le contrôle de tout individu, mais aussi toute propriété en laquelle et pour laquelle elle aura été convertie ou échangée, et tout ce qui provient de cette conversion ou de cet échange d'une manière immédiate ou autrement; et aussi toute carte-poste, timbre-poste ou autres timbres, émis ou préparés pour être émis, par autorité du parlement du Canada ou de la législature de toute province du Canada, pour le paiement de tous honoraires, droits ou

taxes quelconques, et qu'ils soient encore en possession de la Couronne ou de quelque personne ou corporation, ou de quelque officier ou agent du gouvernement du Canada ou de la province sons l'autorité de la législature de laquelle ils ont été émis ou préparés pour être émis; et ces cartes-poste ou timbres seront réputés biens meubles et d'une valeur égale au montant du port, du droit ou de la taxe qu'ils peuvent acquitter et qui y est exprimé par des mots ou par des chiffres, ou par les deux à la fois;

(f) L'expression "bétail" comprend tout cheval, mule, "Bétail." âne, porc, mouton ou chèvre, aussi bien que les bêtes ou animaux à cornes de la race bovine, quel que soit l'âge ou le sexe de l'animal, qu'il soit châtré ou non, et quel que soit le nom technique ou ordinaire sous lequel il est connu; et cette expression s'applique à un seul animal aussi bien qu'à plu-

sieurs:

(g) L'expression "banquier" comprend tout directeur "Banquier." d'une banque ou d'une compagnie de banque légalement constituée ;

(h.) L'expression "écrit" comprend tout mode d'après "Ecrit." lequel et tout matériel sur lequel des mots ou chiffres au long ou en abrégé sont écrits, imprimés ou autrement énoncés,

ou sur lequel est tracé quelque carte ou plan ;

(i.) L'expression "acte testamentaire" comprend tout tes- "Acte testatament, codicille on autre écrit ou disposition testamentaire, "mentaire." aussi bien la vie durant du testateur dont il est censé être l'acte de dernières volontés, qu'après sa mort, qu'il ait trait à des biens mobiliers ou immobiliers, ou aux deux à la fois;

(j.) L'expression "municipalité" comprend la corporation "Municipade toute cité, ville, village, township, paroisse ou autre "lité." division territoriale ou locale de quelqu'une des provinces du Canada, dont les habitants sont constitués en corporation ou ont le droit de posséder des propriétés pour des fins quelconques;

(k.) La nuit sera censée commencer, pour les fins du pré- "Nuit." sent acte, à neuf heures du soir de chaque jour et se terminer à six heures du matin le jour suivant, et le jour com-

prendra le reste des vingt-quatre heures;

(1.) Lorsque, aux termes du présent acte, la possession d'une Avoir certaichose constitue une infraction, si quelque personne a cette garde ou chose en sa propre possession ou garde, ou a sciemment ou possession. avec connaissance de cause cette chose dans une maison d'habitation ou autre bâtisse, logement, appartement, champ ou autre lieu vague ou enclos, à elle appartenant ou par elle occupé ou non, et que cette chose soit en sa possession pour son propre usage ou bénéfice, ou pour celui d'une autre, cette personne sera censée avoir cette chose en sa garde ou possession dans le sens du présent acte ; et s'il y a deux ou un plus grand nombre de personnes, dont l'une ou plus d'une, à la connaissance et du consentement des autres, ont cette chose en leur garde ou possession, la chose sera réputée être en la

Chap. 164.

49 VICT.

garde et possession de toutes ces personnes. 32-33 V., c. 21, art. 1;—35 V., c. 33, art. 1, partie;—40 V., c. 29, art. 1.

SIMPLE LARCIN.

Tous les lar cins sont de même nature. [24-25 V., c. 96. art. 2.1

3. Tout larcin, quelle que soit la valeur de la chose dérobée, sera réputé être de la même nature, et entraînera à tous egards les mêmes conséquences que le grand larcin avant que la distinction entre le grand et le petit larcin ent été 32-33 V., c. 21, art. 2. abolie.

Le dépositaire infidele est coupable de larcin. [24-25 V., c.

96, art. 3.7

4. Quiconque étant dépositaire d'effets, deniers ou valeurs, les prend ou les convertit frauduleusement à son propre usage, ou à l'usage de toute personne autre que le propriétaire, bien qu'il n'entame pas le dépôt ou qu'il ne le fasse pas autrement disparaître, est coupable de larcin et peut en être convaincu par voie d'acte d'accusation pour larcin; mais le présent article ne s'appliquera pas aux infractions punissables par voie de conviction sommaire. 32-33 V., e. 21, art. 3. Criminal ach p.119-1875. 3. R. C. p. 119.

Punition du simple larcin. [24-25 V., c. 96, art. 4.]

5. Quiconque commet un simple larein, ou quelque félonie punissable, aux termes du présent acte, comme le simple larcin, est coupable de félonie, et, sauf les cas auxquels il est autrement pourvu ci-dessous, passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 4;—40 V., c. 29, art. 3.

Larcin après condamnation pour félonie. [24-25 V., c. 96, art. 7.7

6. Quiconque, après avoir été convaincu de félonie, soit par voie sommaire ou par voie d'acte d'accusation, commet un simple larcin, est coupable de félonie et passible de dix ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 7.

VOL DE BESTIAUX, ETC.

7. Quiconque vole quelque bétail est coupable de félonie Vol de bétail. et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., [24-25 V.. c. 96, art. 10.] c. 21, art. 10.

Tuer des animaux pour en vre, etc. [24-25 V., c.

95, art. 11.]

8. Quiconque tue de propos délibéré un animal quelmaux pour en conque, dans le but de voler le cadavre, la peau ou quelque partie de l'animal ainsi tué, est coupable de félonie et passible de la même peine que s'il eût été convaincu de l'avoir félonieusement volé, pourvu que le vol de l'animal ainsi tué eut constitué une félonie. 32-33 V., c. 21, art. 11.

Vol de chiene, oiseaux, etc. [24-25 V., c. 96, art. 18-21.]

9. Quiconque vole un chien, un oiseau, une bête ou autre animal ordinairement gardé en état de servitude ou pour les besoins domestiques, ou dans le but d'en retirer des profits ou avantages légitimes, qui ne peut faire l'objet d'un larcin au point de vue du droit commun, ou tue de propos délibéré un chien, un oiseau, une bête ou autre animal de ce genre, dans le but de le voler en tout ou en partie, est passible, sur conviction par voie sommaire, d'une amende n'excédant pas vingt piastres en sus et au delà de la valeur de ce chien, oiseau, bête ou animal, ou d'un mois d'emprisonnement aux travaux forcés.

2. Quiconque, après avoir été convaincu d'une infraction Récidive. de ce genre en contravention au présent acte ou à tout autre acte ou loi, commet ensuite une infraction mentionnée dans le présent article, est passible de trois mois d'emprisonnement aux trayaux forcés. 32-33 V., c. 21, art. 12.

10. Quiconque, illégalement et de propos délibéré, tue, Tuer ou voler blesse ou vole une colombe privée ou un pigeon domestique dans des circonstances qui ne constituent pas un larcin d'après $\frac{[24-25]\text{V. c.}}{96, \text{ art. } 23.1}$ le droit commun, est passible, sur conviction par voie sommaire, d'une amende n'excédant pas dix piastres en sus de la valeur du volatile. 32-33 V., c. 21, art. 13.

11. Quiconque vole des huîtres ou du frai d'huîtres d'un Voler des banc, parc ou pêcherie d'huîtres, étant la propriété d'une frai d'huîtres autre personne et suffisamment délimitée ou connue comme [24-25 V., c. telle, est coupable de félonie et passible de la même peine 96, art. 26.]

que dans le cas de simple larcin.

1886.

2. Quiconque, illégalement et de propos délibéré, emploie Draguer illéune drague, une seine, un instrument ou en engin quelcon- galement sur un bancd'huique, dans les limites d'un banc, parc ou pêcherie d'huîtres, tres. étant la propriété d'une autre personne et suffisamment délimitée ou connue comme telle, dans le but de prendre des huîtres ou du frai d'huîtres, bien qu'il n'en soit pas réellement pris, ou qui, illégalement et sciemment, drague les bancs de cette pêcherie avec une seine, un instrument ou engin, est coupable de délit et passible de trois mois d'emprisonnement.

3. Rien de contenu dans le présent article n'empêchera Autres poisqui que ce soit de pêcher ou prendre des poissons à na-sons. geoires dans les limites d'un parc aux huîtres avec une seine, un instrument ou engin adapté à la pêche de ces poissons seulement. 32-33 V., c. 21, art. 14, partie.

VOL D'ACTES ÉCRITS.

12. Quiconque vole, ou, dans un but frauduleux, détruit, Voler, détruit annule, oblitère ou cache la totalité ou partie de quelque re, etc., des valeur autre qu'un titre d'immeubles, est coupable de félo-[24-25 V., c. nie de la même nature et au même degré, et punissable de 93 aut. 27.1 la même manière que s'il eût volé quelque effet mobilier valant autant que l'action, l'intérêt ou le dépôt auquel la valeur ainsi volée se rattache, ou que les deniers dus sur la valeur ainsi volée, ou par là garantis et non payés, ou valant autant que les effets ou autres articles évaluables représentés, mentionnés ou indiqués dans ou par la valeur. 32-33 V., c. 21, art. 15.

Titres d'immeubles. [24-25 V., e. 96, art. 28.]

13. Quiconque vole, ou, dans quelque but frauduleux, détruit, annule, oblitère ou cache la totalité ou partie d'un titre d'immeubles, est coupable de félonie et passible de trois and d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 16, partie.

Testaments ou codicilles. [24-25 V., c. 96, art. 29.]

14. Quiconque, durant la vie du testateur ou après sa mort, vole, ou, dans un but frauduleux, détruit, annule, oblitère ou cache la totalité ou partie d'un testament, codicille ou autre acte testamentaire, ayant trait à des biens mobiliers ou immobiliers, ou aux deux, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité.

Autres recours sauvegardés.

2. Rien de contenu dans le présent ou le précédent article, ni aucune procédure, condamnation ou jugement en découlant, n'empêchera, ni ne diminuera, ni n'invalidera le recours en droit ou en équité que toute personne lésée par une infraction de ce genre aurait pu avoir ou aurait eu sans le présent

Effet de la condamnation dans une délit.

3. La condamnation du délinquant ne sera pas admise comme preuve dans une action ou poursuite portée contre lui; et nul ne sera convaincu d'aucune des félonies mentionnées cause civile, et nul ne sera convaince d'auctine par quelque témois'il a avoué le dans le présent et le précédent article par quelque témoisil a avoué le dans le présent et le précédent article par quelque témoisil a avoué le dans le présent et le précédent article par quelque témois si gnage que ce soit, à raison d'aucun acte par lui commis, si, en aucun temps avant sa mise en accusation, il en a fait l'aveu sous serment, par suite d'un ordre compulsoire d'une cour, dans une action, procédure ou poursuite intentée de bonne foi par la personne lésée, ou s'il en a fait l'aveu dans un interrogatoire ou une déposition compulsoire devant une cour lors de l'audition de toute affaire en faillite ou ban-32-33 V., c. 21, art 17, partie.

Vol de dossiers, etc. [24-25 V., c. 96, art. 30.]

15. Quiconque vole ou, dans un but frauduleux, enlève du lieu où il est alors déposé, ou de toute personne en avant la garde, ou annule, oblitère ou détruit illégalement et malicieusement la totalité ou partie d'un dossier, bref, rapport, affirmation, cautionnement, cognovit actionem, réquisitoire, requête, réplique, décret, liste de jurés, pièce de procédure, interrogatoire, déposition, affidavit, règle, ordre ou mandat de procuration, ou de tout document original que ce soit, appartenant à une cour de justice, ou se rattachant à quelque cause ou affaire commencée, pendante ou terminée dans cette cour, ou de tout document original relatif à quelque affaire du ressort d'une charge ou d'un emploi sous Sa Majesté, et se trouvant ou étant déposé dans un bureau de quelque cour de justice, ou dans quelque bureau du gouvernement ou bureau public, est coupable de félonie et passible de trois ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 18, partie.

Vol de billets de chemin de fer, etc.

16. Quiconque vole un billet de chemin de fer ou de bateau à vapeur, ou un ordre ou reçu pour un passage sur un chémin de fer ou bateau à vapeur ou autre navire, est coupable de félonie et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 21, art. 19.

VOL DE CHOSES ATTACHÉES AU SOL OU Y CROISSANT.

17. Quiconque vole ou arrache, coupe, détache ou brise, Métaux, veravec intention de vol, des ouvrages en verre ou en bois re, etc., fixés à un édifice. appartenant à quelque édifice que ce soit, ou du plomb, fer, etc. cuivre, airain ou autre métal, ou des ustensiles ou choses [24-25 v., c. fixés à demeure, soit de métal, soit d'autre matière, ou des 96, art. 31.] deux à la fois, respectivement fixés à demeure ou attachés à tout édifice que ce soit, ou toute chose en métal fixée à demeure sur un terrain étant une propriété privée, ou sur une clôture de maison d'habitation, jardin ou parterre, ou fixée dans une place publique, rue ou autre lieu destiné à l'usage ou à l'embellissement public, ou dans un cimetière, est coupable de félonie et passible de la même peine que dans le cas de simple larein. 32-33 V. c. 21, art. 20, partie.

18. Quiconque vole ou coupe, brise, déracine ou autre-Arbres dans ment détruit ou endommage, avec intention de vol, la tota-les parcs d'une valeur lité ou partie d'un arbre, arbrisseau, arbuste ou taillis, crois- de \$5. sant respectivement dans un parc, parterre, jardin, verger ou [24-25 V., c. avenue, ou sur tout terrain attenant à une maison d'habita- 96, art. 32.] tion ou en dépendant (si la valeur de l'article ou des articles volés, ou le montant des dommages causés, excède la somme de cinq piastres), est coupable de félonie et passible de la même peine que dans le cas de simple larcin.

2. Quiconque vole ou coupe, brise, déracine ou autrement Arbres aildétruit ou endommage, avec intention de vol, la totalité ou valeur de \$25. partie d'un arbre, arbrisseau, arbuste ou taillis, croissant respectivement ailleurs que dans les lieux ci-dessus mentionnés dans le présent article (si la valeur des articles volés, ou le montant des dommages causés, excède la somme de vingt-cinq piastres), est coupable de félonie et passible de la même peine que dans le cas de simple larcin. 32-33 V., e. 21, art. 21.

19. Quiconque vole ou coupe, brise, déracine ou autre- Arbres valant ment détruit on endommage, avec l'intention de vol, la 25 cts. totalité ou partie d'un arbre, arbrisseau, arbuste ou taillis, en [24-25 V., c. quelque lieu qu'il croisse, si le vol de cet article ou le dom- 96, art. 33.] mage causé se monte à vingt-cinq centins au moins, est passible, sur conviction par voie sommaire, d'une amende n'excédant pas vingt-einq piastres en sus de la valeur de l'article volé ou du montant du dommage causé.

2. Quiconque, après avoir été convaincu d'une infraction Récidive. de ce genre en contravention au présent acte on à tout autre acte ou loi, commet ensuite quelqu'une des infractions ci-dessus mentionnées dans le présent article, est passible, sur conviction sommaire, de trois mois d'emprisonnement aux travaux forcés.

3. Quiconque, ayant été convaincu deux fois de cette Troisième. infraction (que les deux ou l'une ou l'autre des convictions aient eu lieu avant ou après la sanction du présent acte), com-

1886.

Recéleurs d'arbres vomet ensuite quelqu'une des infractions ci-dessus mentionnées dans le présent article, est coupable de félonie et passible de la même peine que dans le cas de simple larcin. 32-33 V., e. 21, art. 22.

20. Quiconque recèle ou achète un arbre ou arbrisseau, ou du bois fabriqué de ces articles, excédant en valeur la somme de dix piastres, sachant qu'ils ont été volés, ou coupés ou enlevés illégalement, est coupable de délit et passible de la même peine que le délinquant principal, et peut être mis en accusation et puni en conséquence, que le délinquant principal ait ou n'ait pas été condamné, ou qu'il puisse ou ne puisse pas être traduit en justice.

Recours.

2. Rien de contenu dans le présent article ou dans l'un ou l'autre des deux articles précédents, et nulle procédure, condamnation ou jugement survenant à cet égard, n'empêchera ni n'amoindrira le recours que toute personne lésée par aucune de ces infractions aurait pu exercer, si le présent acte n'eût pas été passé; néanmoins, la condamnation du condamnation délinquant ne sera admise en preuve dans aucune action ou dans les pour- poursuite intentée contre lui ; et nul ne sera convaincu de suites civiles. I'une ou de l'autre des infractions susdites, sur les aveux faits par lui sous serment; en conséquence de l'ordre compulsoire d'une cour dans toute action, poursuite ou procédure intentée par toute personne lésée. 32-33 V., c. 21, art. 23.

et des aveux

Effet de la

Vol de haies vives, etc. [24-25 V., c. 96, art. 34.7

21. Quiconque vole, coupe, brise ou abat, avec intention de vol, quelque partie d'une haie vive ou sèche, ou quelque poteau en bois, palissade, fil de métal ou perche servant de clôture, ou tout pas de haie ou barrière, en tout ou en partie, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende n'excédant pas vingt piastres, en sus de la valeur de l'article ou des articles ainsi volés, ou du montant des dommages causés.

Récidive.

2. Quiconque, après avoir été convaincu d'une infraction de ce genre en contravention au présent acte ou à tout autre acte ou loi, commet ensuite quelqu'une des infractions mentionnées dans le présent article, est passible, sur conviction sommaire, de trois mois d'emprisonnement aux travaux 32-33 V., c. 21, art. 24.

Personnes soupçonnées d'avoir des arbres, etc., obtenus illégalement.

[24-25 V., c. 96, art. 35.]

22. Quiconque ayant en sa possession ou sur sa propriété, à sa connaissance, la totalité ou partie d'un arbre, arbrisseau, arbuste ou taillis, ou quelque partie de haie vive ou sèche, ou un poteau, palissade, fil de métal, perche, pas de haie ou barrière, en tout ou en partie, de la valeur de vingt-cinq centins au moins, est traduit ou assigné devant un juge de paix et ne prouve pas qu'il est venu en possession de ces choses d'une manière légitime, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de dix piastres au plus, en sus de la valeur de l'article ainsi trouvé en sa possession ou sur sa propriété. 32-33 V., c. 21, art. 25.

23. Quiconque vole ou détruit, ou endommage, avec Vol de fruits, intention de vol, quelque plante, racine, fruit, ou des végé-plantes, etc. tanx croissant dans un jardin, verger, parterre, pépinière, 96, art. 36, 1 couche-chaude, serre ou serre-chaude, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de vingt piastres au plus, en sus de la valeur de l'article ainsi volé ou du montant du dommage causé, ou d'un mois d'emprisonnement avec ou sans travaux forcés.

- 2. Quiconque, après avoir été convaincu d'une infraction Récidive. de ce genre en contravention au présent acte ou à tout autre acte ou loi, commet ensuite quelqu'une des infractions mentionnées dans le présent article, est coupable de félonie et passible de la même peine que dans le cas de simple larcin. 32-33 V., c. 21, art. 26.
- 24. Quiconque vole ou détruit, ou endommage, avec Vol de végéintention de vol, quelque racine ou plante cultivée, servant taux ne crois-à la nourriture de l'homme ou des animaux, ou employée un jardin, etc. comme médecine, ou à la distillation, ou à la teinture, ou [24-25 V., c. pour la fabrication ou les opérations de la fabrication, et ^{96, art. 37.}] croissant sur un terrain vagne ou enclos n'étant pas un jardin, verger, parterre on pépinière, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de cinq piastres au plus, en sus de la valeur de l'article ainsi volé ou du montant du dommage causé, ou d'un mois d'emprisonnement aux travaux forcés.

2. Quiconque, après avoir été convaincu d'une infraction de Récidive. ce genre en contravention au présent acte ou à tout autre acte ou loi, commet ensuite quelqu'une des infractions mentionnées dans le présent article, est passible de trois mois d'emprisonnement aux travaux forcés. 32-33 V., c. 21, art. 27.

VOL DE MÉTAUX ET MINERAIS.

25. Quiconque vole, ou enlève avec intention de vol, le Vol de mineminerai d'un métal, ou du quartz, de la pierre calaminaire, rais, métaux, etc. du manganèse, de la pyrite, quelque pépite d'or, d'argent ou [24-25 V., c. d'autre métal, ou de la mine de plomb. de la baryte, de la 96, art. 38.] plombagine, de la houille ou charbon de terre, du marbre, de la pierre ou autre minerai, d'une mine, d'un gisement, d'une carrière ou d'une veine, est coupable de félonie et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans.

2. Nul ne sera réputé coupable d'infraction pour avoir Exception pris, dans un but d'exploration ou d'expérience scientifique, pour les redes échantillons de minerais ou de minéraux dans un terrain scientifiques. non enclos et non occupé ni exploité comme mine, carrière

on fouille. 32-33 V., c. 21, art. 28.

26. Quiconque, étant employé dans quelque mine, car- Mineurs enterière ou fouille, prend, enlève ou cache des minerais d'aucun vant fraudumétal, ou du quartz, de la pierre calaminaire, du manganèse, minerais, etc. de la pyrite, ou quelque pépite d'or, d'argent ou autre métal, [24-25 Y.. c. 96, art. 32]

ou quelque minerai trouvé ou étant dans cette mine, carrière ou fouille, dans le but de frauder le propriétaire ou la personne qui l'exploite, ou quelque ouvrier ou mineur y employé, est coupable de félonie et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 21, art. 29.

Fausse déclaration des droits régaliens.

27. Quiconque, étant le porteur d'un bail ou d'un permis émis conformément à tout acte relatif aux mines d'or ou d'argent, ou par des particuliers possédant des terrains que l'on suppose contenir de l'or ou de l'argent, par des moyens ou expédients frauduleux, fraude ou tente de frauder Sa Majesté ou un particulier, au sujet de l'or, de l'argent ou des deniers payables ou réservés dans le bail; ou, avec l'intention susdite, cache la quantité réelle ou fait une déclaration fausse à l'égard de la quantité d'or ou d'argent obtenue par lui de ces terrains, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 21, art. 30.

Vendre ou quartz, etc.. contenant de l'or ou de l'argent.

28. Quiconque, n'étant point le propriétaire ou l'agent de acneter sans permission du placers alors en exploitation, et sans y être autorisé par écrit par un officier compétent désigné à cette fin dans tout acte relatif aux mines en vigueur dans l'une des provinces du Canada, vend ou achète (si ce n'est à ou de ce propriétaire ou personne autorisée) du quartz aurifère, de l'or ou de l'argent fondu, dans le rayon de trois milles d'un district aurifère ou minier, ou d'une division aurifère, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux 32-33 V., c. 21, art. 31.

Acheter de l'or dans du quartz fondu ou non fondu sans en donner recu.

29. Quiconque achète de l'or dans du quartz, ou de l'or ou de l'argent fondu ou non fondu, ou de l'or ou de l'argent non autrement ouvré, de la valeur d'une piastre ou plus (si ce n'est du propriétaire ou de la personne autorisée, ainsi que mentionné dans l'article précédent,) et ne passe pas alors un acte par écrit en triplicata énonçant les temps et lieu de l'achat, la quantité, la qualité et la valeur de l'or ou de l'argent ainsi acheté, et le nom de la personne ou des personnes qui l'ont vendu, et ne le dépose pas entre les mains de l'officier mentionné à l'article précédent, dans les vingt jours qui suivront celui de l'achat, est coupable de délit et passible d'une amende qui n'excédera pas le double de la valeur de l'or on de l'argent acheté, et d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 21, art. 32.

La possession constitue preuve prima facle en certains cas.

30. La possession, en contravention aux dispositions de toute loi à ce sujet, d'or ou d'argent fondu, ou de quartz aurifère, ou d'or ou d'argent non fondu ou non autrement ouvré, par quelque ouvrier, travailleur ou journalier réellement employé aux travaux d'exploitation d'une mine, constituera primâ facie la preuve que ces choses ont été volées par lui. 32-33 V., c. 21, art. 35.

31. Quiconque, avec l'intention de frauder son associé, Fraude au déco-exploitant ou co-tenancier, au sujet de tout placer, ou de triment de co-associés. toute part ou intérêt dans un placer, garde secrètement pardevers lui, ou cache de l'or ou de l'argent trouvé dans ou sur ce placer, ou enlevé de ce placer, est coupable de félonie et passible de la même peine que dans le cas de simple larcin. 32-33 V., c. 21, art. 37.

VOL SUR LA PERSONNE ET AUTRES CRIMES SEMBLABLES.

32. Quiconque commet un vol à force ouverte sur une Vol sur la personne, ou dérobe quelque effet mobilier, argent ou valeur personne. sur la personne d'autrui, est coupable de félonie et passible [24-25 V., c. ²⁰ _{96, art. 40 1} de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 39.

33. Quiconque attaque une personne avec intention de Attaque avec vol, est coupable de félonie et passible, excepté si une peine intention de vol. plus grave est décrétée par le présent acte, de trois ans [24-25 V., c. d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 41.

34. Quiconque, portant une arme ou un instrument offen- Vol à main sif, vole ou attaque quelqu'un avec intention de vol, ou de armée, etc. concert avec un ou plusieurs autres individus, vole ou [24-25 V., c. 96, art. 43.] attaque quelqu'un avec intention de vol, ou vole quelqu'un et en même temps, ou immédiatement avant ou après ce vol, le blesse, bat ou frappe, ou use de quelque autre violence corporelle à son égard, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 21, art. 42.

EFFRACTIONS DE NUIT ET DE JOUR.

35. Quiconque entre par effraction dans une église, cha-Effraction pelle, temple ou autre lieu consacré au culte public, et y dans une commet quelque félonie, ou, étant dans une église, chapelle, commettre temple ou autre lieu consacré au culte public, y commet une félonie. quelque félonie et en sort par effraction, est coupable de [24-25 V., c. 26] félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 21, art. 49.

36. Nul bâtiment, bien que situé dans la même enceinte Bâtiments qu'une maison d'habitation, et occupé avec cette maison, censés faire partie de cette maison d'habitation pour maison. les fins du présent acte, à moins qu'il n'y ait une communi- [24-25 V., c. cation entre ce bâtiment et la maison d'habitation, soit 96, art. 53.] immédiate, soit au moyen d'un passage clos et couvert, conduisant de l'un à l'autre. 32-33 V., c. 21, art. 52.

37. Quiconque entre dans une maison d'habitation appar- Effraction tenant à autrui, avec l'intention d'y commettre une félonie, nocturne. ou, étant dans cette maison, y commet quelque félonie, et 124-25 V., c. 124-25 V., c. 26, art. 51.] dans l'un ou l'autre cas en sort la nuit par effraction, est coupable d'effraction nocturne (burglary). 32-33 V., c. 21, art. 50.

. ... B. 1 . 4. - 1875 p. 132

Punition de l'effraction nocturne. [24-25 V., c. 26, art. 52.]

86

Entrer dans zine maison la muit. avec intention d'v commettre une félonie. [24-25 V., c. 26, art. 54.] Effraction dans un bâtiment ne faisant pas par-

[24-25 V., c. 26, art. 55.

38. Quiconque est convaince du crime d'effraction nocturne est passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., e. 21, art. 51.

39. Quiconque entre dans une maison d'habitation durant la nuit avec l'intention d'y commettre une félonie, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. - 32-33 V., e. 21, art. 53

40. Quiconque entre par effraction dans un bâtiment et y commet une félonie, ce bâtiment étant dans la même enceinte qu'une maison d'habitation et occupé avec cette maison, mais n'en faisant pas partie d'après la disposition ci-dessus, ou se trouvant dans ce bâtiment, y commet une tie d'une maifélonie et en sort par effraction, est compable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 54.

Faire effraction dans une maison, etc., et y commettre une félonie.

[24-25 V., c. 96, art. 56.]

41. Quiconque entre par effraction dans une maison d'habitation, maison d'école, boutique ou magasin, entrepôt ou comptoir, et y commet une félonie, ou, se trouvant dans une maison d'habitation, maison d'école, boutique ou magasin, entrepôt ou comptoir, y commet une félonie et en sort par effraction, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 55

Faire effracd'y commettre une félonie.

[24-25 V., c. 96, art. 57.7

42. Quiconque entre par effraction dans une maison d'hation dans une bitation, église, chapelle, temple ou autre lieu consacré au avec intention culte public, ou dans un bâtiment situé dans la même enceinte, ou une maison d'école, boutique ou magasin, entrepôt ou comptoir, avec l'intention d'y commettre une félonie, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprison-32-33 V., c. 21, art. 56.

Etre armé ou déguisé avec intention de faire une effraction.

[24-25 V., c 96, art. 58]

43. Quiconque est trouvé, la nuit, portant quelque arme ou instrument dangereux ou offensif, avec l'intention de faire effraction ou d'entrer dans une maison d'habitation ou autre édifice quelconque, et d'y commettre une félonie,—ou est trouvé, la nuit, en possession, sans excuse légitime (la preuve de cette excuse lui incombant), de quelque rossignol, pince, cric, vilbrequin ou autre instrument pour forcer les maisons, ou d'allumettes, ou de quelque substance combustible ou explosive,—ou est trouvé, la nuit, ayant la figure noircie, ou déguisé de quelque autre manière, avec l'intention de commettre une félonie,—ou est trouvé, la nuit, dans quelque maison d'habitation ou autre édifice quelconque, avec l'intention d'y commettre une félonie,—est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonnement.

Récidive [24-25 V., c. 96, art. 59.7

44. Quiconque, après avoir été convaincu de l'un des délits mentionnés dans l'article précédent, ou d'une félonie, se rend coupable de l'un de ces délits, est passible de dix ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 60.

VOL DANS UNE MAISON.

45. Quiconque vole dans une maison d'habitation quelque Vol dans une effet mobilier, argent ou valeur d'un montant total de vingtcinq piastres ou plus, est coupable de félonie et passible de \$25. quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 61. 96, art. 60.7

46. Quiconque vole quelque effet mobilier, argent ou Vol avec mevaleur dans une maison d'habitation, et par des menaces y naces. met quelqu'un dans la crainte de violences personnelles, est [24-25 V., c. 96, art. 61.] coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 62.

VOL DANS LES MANUFACTURES.

- 47. Quiconque vole pour une valeur de deux piastres de Vol d'effets fil de laine, de lin, de chanvre ou de coton, ou quelques en voie de famarchandises ou articles de soie, laine, toile, coton, alpaca [24-25 V., c. ou moire, ou de quelques-unes de ces matières mélangées 96, art. 62.] ensemble ou avec d'autres, pendant qu'elles sont posées, placées ou exposées, durant quelque phase, procédé ou voie de fabrication, dans un édifice, champ ou autre lieu, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 63.
- 48. Quiconque à qui l'on aura confié, pour des fins de Vol d'effets fabrication ou pour une fin spéciale rattachée à la fabrica-confés pour être fabrition, ou qui sera employé à confectionner quelque feutre qués. ou chapeau, ou à préparer ou travailler la laine, toile, [6-7 V., c. 40, futaine, coton, fer, cuir, fourrure, chanvre, lin ou soie, ou art. 2.] aucunes de ces matières mélangées ensemble,—ou à qui l'on aura confié quelque autre matière, tissu ou chose, ou des outils on appareils pour les fabriquer, vend, met en gage, soustrait, cache, détourne ou échange quelqu'un de ces articles, ou en dispose autrement d'une manière frauduleuse, en tout ou en partie, lorsque l'infraction ne tombe pas sous l'application de l'article précédent, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 21, art. 64.

VOL SUR DES NAVIRES, QUAIS, ETC.

49. Quiconqué vole des effets ou marchandises sur un Vol à bord navire, barge ou bateau d'une espèce quelconque, dans un des navires, sur les quais, havre ou port d'entrée ou de déchargement, ou sur une etc. rivière ou un canal navigable, ou dans une crique ou un [24-25 V., c. bassin appartenant ou communiquant au havre, port, rivière 96. art. 63.] ou canal,—ou vole des effets ou marchandises sur un dock, quai ou embarcadère attenant au havre, port, rivière, canal, crique ou bassin, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 65.

VOL DE CHOSES SAISIES.

Vol de choses sous saisie.

50. Quiconque, s'en prétendant ou non propriétaire, prend on enlève, ou fait prendre ou enlever, soit secrètement, soit ouvertement, avec ou sans force et violence, sans autorisation légale, quelque chose légalement saisie et détenue, vole cette chose et est coupable de félonie et passible d'être puni en conséquence. 43 V., c. 28, art. 66, partie;—46 V., c. 16, art. 9, et e. 17, art. 67;—S. R. Ç., c. 23, art. 10.

VOL OU DÉTOURNEMENT PAR DES COMMIS OU SERVITEURS, OU PAR DES EMPLOYÉS PUBLICS.

Larcins par des commis ou serviteurs. [24-25 V., c. 96, art. 67.]

51. Quiconque, étant commis ou serviteur, ou étant employé pour les fins ou en qualité de commis ou serviteur, vole quelque effet mobilier, argent ou valeur appartenant à son maître ou patron, ou étant en sa possession ou sous son contrôle, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 69.

Détournements par des commis ou serviteurs. 124-25 V., c. 96, art. 681

52. Quiconque, étant commis ou serviteur, ou étant employé pour les fins ou en qualité de commis ou serviteur, détourne frauduleusement, en tout on en partie, quelque effet mobilier, argent ou valeur, à lui remis ou par lui reçu ou venu en sa possession pour son maître ou patron, ou en son nom ou pour son compte, le vole félonieusement à son maître ou patron, bien que ce maître ou patron n'ait pas eu possession de cet effet, argent ou valeur autrement que par la possession réelle de son commis, serviteur ou autre personne employée comme tel, et est passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 70.

Larcins par des employés publics. [24-25 V., c. 96, art. 69.] 53. Quiconque, étant employé au service public de Sa Majesté, ou du lieutenant-gouverneur ou gouvernement de quelque province du Canada, ou d'une municipalité, vole quelque effet mobilier, argent ou valeur, étant la propriété, ou en la possession ou sous le contrôle de Sa Majesté, ou du lieutenant-gouverneur ou du gouvernement, ou de la municipalité, ou dont il a le dépôt, ou qu'il a reçu ou pris en possession en vertu de son emploi, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 71.

Détournements par des employés publics.

[24-25 V., c. 96, art. 70.]

54. Quiconque, étant employé au service public de Sa Majesté, ou du lieutenant-gouverneur ou gouvernement de quelque province du Canada, ou d'une municipalité, et chargé en vertu de cet emploi de recevoir, garder, administrer ou employer des effets, deniers ou valeurs, détourne en tout ou en partie quelque effet, argent ou valeur à lui confié, ou qu'il a reçu ou pris en possession en vertu de son emploi, ou en aucune manière l'applique ou emploie frauduleusement, en tout ou en partie, à son propre usage ou bénéfice, ou à quelque fin que ce soit, excepté pour le service

public, ou le service du lieutenant-gouverneur, du gouvernement ou de la municipalité, le vole félonieusement à Sa Majesté ou à la municipalité, et est passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 72, partie.

1886.

55. Quiconque, étant employé au service public de Sa Refus par des Majesté, ou du lieutenant-gouverneur ou gouvernement blics de red'une province du Canada, ou d'une municipalité, et chargé mettre des en vertu de cet emploi de recevoir, garder, administrer ou deniers, etc. employer des effets, deniers, valeurs, livres, papiers, comptes ou documents, refuse ou manque de les remettre à quiconque est autorisé à les réclamer, est coupable de détournement frauduleux et passible de quatorze ans d'emprisonnement.

89

2. Rien de contenu au présent acte n'empêchera aucun Autres rerecours de Sa Majesté, de la municipalité ou de qui que ce soit nus. contre le délinquant ou ses cautions, ou toute autre personne; mais la condamnation du délinquant ne sera admissible comme preuve dans aucune action ou poursuite intentée contre lui. 29-30 V. (Can.), c. 51, art. 187, partie;—S. R. C. c. 16, art. 40, partie;—41 V., c. 7, art. 70, partie.

56. Quiconque dérobe, ou illégalement ou malicieuse- Vol de document, soit par violence, soit furtivement, enlève à une per-tion. sonne qui en a légalement le dépôt, ou d'un endroit où il est alors légalement déposé, ou aide ou provoque à dérober ou enlever quelque bref d'élection, ou quelque rapport sur un bref d'élection, ou quelque endenture, cahier de votation, liste d'électeurs, certificat, affidavit ou rapport, ou quelque document ou papier fait, dressé ou rédigé en conformité ou en exécution des prescriptions de toute loi relative aux élections provinciales, municipales ou civiques, est coupable de félonie et passible d'une amende laissée à la discrétion de la cour, ou de sept ans d'emprisonnement, ou des deux peines de l'amende et de l'emprisonnement. 29-30 V. (Can.), c. 51, art. 188, partie;—S. R. C.-B., c. 157, art. 99 et 100, parties.

VOL PAR DES LOCATAIRES OU HOTES.

57. Quiconque vole quelque effet mobilier ou fixé à Vol d'effets demeure loué pour son usage, dans ou avec une maison ou loués avec une maison ou loués avec une maison. une chambre garnie, soit que le bail ait été conclu par le [24-25 V., c. locataire ou par sa femme, ou par quelque autre personne en 96, art. 74.] son nom ou au nom du mari ou de la femme, est coupable de félonie et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans; et si la valeur de l'effet dérobé excède la somme de vingt-cinq piastres, le délinquant est passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 75, partie.

VOL PAR DES ASSOCIÉS.

58. Quiconque étant membre d'une société possédant des Associés vodeniers ou d'autres propriétés, ou étant l'un de deux ou d'un la la société plus grand nombre de propriétaires bénéficiaires de deniers appartien-

[31-32 V., e. 116, art. 1.]

90

ou autres propriétés, les vole, détourne ou convertit illégalement, en tout ou en partie, à son usage ou à celui de toute personne autre que le propriétaire, est passible d'être traduit, jugé, condamné et puni comme s'il n'eût pas été ou n'était pas membre de la société, ou l'un des propriétaire bénéficiaires. 32-33 V., c. 21, art. 38.

Larcin.

FRAUDES PAR DES AGENTS, BANQUIERS OU FACTEURS.

Volou détournement par des employés de banque. [24-25 V., c. 96, art. 73.]

59. Quiconque, étant caissier, assistant-caissier, gérant, officier, commis ou serviteur d'une banque ou caisse d'épargne, cache, soustrait ou recèle quelque bon, obligation, billet ou lettre de crédit, ou autre effet de commerce ou lettre de change, ou quelque garantie de deniers, ou quelque somme ou des effets à lui confiés en sa qualité de caissier, assistantcaissier, gérant, officier, commis ou serviteur, soit qu'ils appartiennent à la banque ou caisse d'épargne, ou à quelque personne, société ou institution et qu'ils soient déposés à la banque ou caisse d'épargne, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité ou pendant deux ans au moins. 34 V., c. 5, art. 60, et c. 7, art. 32.

Agents, etc., s'appropriant des deniers, etc., à eux confiés.

[24-25 V., c. 96, art. 75.]

60. Quiconque—

(a.) A qui aura été confié, soit seul, soit conjointement avec d'autres, comme banquier, marchand, courtier, procureur ou autre agent, des deniers ou des valeurs pour le paiement de deniers, avec ordre par écrit d'employer, payer ou remettre ces deniers ou valeurs, en tout ou en partie, ou le produit, ou partie du produit de ces valeurs, à quelque fin ou à quelque personne spécifiée dans cet ordre,—en violation de la bonne foi, et contrairement aux termes de cet ordre, les convertit, en tout ou en partie et en quelque manière que ce soit, à son usage ou bénéfice, ou à l'usage ou bénéfice de quelque personne autre que celle qui les lui a ainsi confiés;

Ou des effets mobiliers, varation.

(b.) A qui aura été confié, soit seul, soit conjointement leurs on man- avec d'autres, comme banquier, marchand, courtier, procudats de procu- reur ou autre agent, quelque effet mobilier ou valeur, ou quelque procuration pour la vente ou le transport de quelque part ou intérêt dans des effets ou fonds publics, soit du Royaume-Uni ou de quelqu'une de ses parties, soit du Canada ou de quelqu'une de ses provinces, soit de quelque colonie ou possession britannique, soit de quelque Etat étranger, ou dans des effets ou fonds de quelque corporation, compagnie ou société, pour être gardé en sûreté ou pour quelque objet spécial, sans autorisation de les vendre, négocier, transporter ou engager,—en violation de la bonne foi, et contrairement à l'objet ou au but pour lequel cet effet mobilier, valeur ou procuration lui a été confié, vend, négocie, transporte, engage ou de quelque manière que ce soit convertit à son propre usage ou bénéfice, ou à l'usage ou bénéfice de quelque personne autre que celle qui le lui a confié, cet effet

ou cette valeur, ou le produit en provenant, en tout ou en partie, ou la part ou intérêt dans les effets ou fonds auxquels la procuration a trait en tout ou en partie,—

Est coupable de délit et passible de sept ans d'emprison-Panition.

2. Rien de contenu dans le présent article à l'égard des Ne s'applique agents n'affectera aucun fidéicommissaire en vertu de quel- pas aux fidéique instrument quelconque, ou aucun créancier hypothécaire de quelque propriété, immobilière ou mobilière, à hypothécail'égard d'aucun acte fait par ce fidéicommissaire ou créancier hypothécaire relativement à la propriété comprise ou affectée par l'acte de fidéicommis ou d'hypothèque; ni n'em-Niauxbanpêchera aucun banquier, marchand, courtier, procureur ou quiers, etc., autre agent de recevoir tous deniers dus ou à écheoir et des deniers payables en considération de quelque valeur, d'après sa dus sur des teneur et son effet, de la même manière qu'il eût pu le faire si le présent acte n'eût pas été passé; ni de vendre, transpor- Ou qui dispoter ou autrement céder toutes valeurs ou effets en sa posses-sent des valeurs sur lession, sur lesquels il a quelque gage, réclamation ou créance, quelles ils ont lui donnant légalement droit de le faire, à moins que cette un gage. vente, ce transport ou autre cession ne s'étende à un plus grand nombre ou à une plus forte partie de ces valeurs ou effets qu'il n'est nécessaire pour couvrir ce gage, cette réclamation ou cette créance. 32-33 V., c. 21, art. 76.

91

61. Quiconque, étant banquier, marchand, courtier, pro-Banquiers. cureur on agent, à qui la garde de la propriété d'une autre etc., vendant personne aura été confiée, soit seul, soit conjointement avec ment la proquelque autre personne, et qui, dans l'intention de frauder, priété d'autrui. vend, négocie, transporte, engage, ou autrement convertit ou [24-25 V., c. affecte cette propriété, en tout ou en partie, à son propre 96, art. 76.] usage ou bénéfice, ou à l'usage ou bénéfice de quelque personne autre que celle qui la lui a confiée, est coupable de délit et passible de sept ans d'emprisonnement. 82-33 V., c. 21, art. 77.

62. Quiconque à qui aura été confiée, soit seul, soit con-Fondés de jointement avec quelque autre personne, une procuration procuration vendant franpour la vente ou le transport d'une propriété, vend ou trans-dulcusement porte, ou autrement convertit frauduleusement cette pro- la propriété priété, en tout ou en partie, à son propre usage ou bénélice, [24-25 V., c. ou à l'usage ou bénélice de quelque personne autre que 95, art. 77.] celle qui la lui a confiée, est coupable de délit et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 78.

63. Quiconque, étant facteur ou agent, à qui aura été Facteurs obconfiée, soit seul, soit conjointement avec quelque autre per- tenant des avances sur sonne, pour des fins de vente ou autrement, la possession les titres de d'effets mobiliers ou de titres de marchandises, et qui, contrairement à l'ordre ou sans l'autorisation de son commettant [24-25 V., c. à cet égard, fait pour son propre usage ou bénéfice, ou pour 96, art. 78.1 l'usage ou bénéfice de quelque personne autre que celle qui

les lui aura confiés, et en violation de la bonne foi, quelque consignation, dépôt, transport ou livraison de quelques effets ou titres de marchandises à lui ainsi confiés, par voie et sous forme de nantissement, gage ou garantie de deniers ou de valeurs empruntés ou reçus par ce facteur ou agent en faisant ou avant de faire cette consignation, dépôt, transport ou livraison, ou qu'il a l'intention d'emprunter ou recevoir ultérieurement,—ou, en contravention ou en l'absence de cette autorisation, accepte pour son propre usage ou bénéfice, ou pour l'usage ou bénéfice de quelque personne autre que celle qui les lui aura confiés, et en violation de la bonne foi, quelque avance de deniers ou de valeurs en considération de quelque contrat ou engagement de consigner, déposer, transporter ou livrer quelques-uns de ces effets ou titres de marchandises, est coupable de délit et passible de sept ans d'emprisonnement.

Personnes aidant volontairement.

2. Quiconque aide et assiste, sciemment et de propos délibéré, à faire une consignation, un dépôt, transport ou livraison, ou à accepter ou procurer une avance comme susdit, est coupable de délit et passible de la même peine.

Exception si le gage ne dépasse pas la créance. 3. Nul facteur ou agent ne sera passible de poursuite pour avoir consigné, déposé, transporté ou livré des effets ou titres de marchandises, s'ils ne sont pas donnés en garantie ou sujets au paiement d'une plus forte somme que le montant qui, à l'époque de la consignation, du dépôt, transport ou livraison, était justement dû et payable à cet agent par son commettant, ensemble avec le montant de toute lettre de change tirée par ce commettant, ou à son compte, et acceptée par le facteur ou agent. 32-33 V., c. 21, art. 79.

Signification des mots: [24-25 V., e. 96, art. 79.] "Confier,"

"Engager,"

"Avoir pos-

"Prêt ou "avance."

64. Tout facteur ou agent à qui il aura été confié des effets comme susdit, et qui sera en possession d'un pareil titre, soit qu'il l'ait reçu immédiatement du propriétaire de ces effets, soit à raison de ce que l'on aura confié à ce facteur ou agent la possession des effets ou de tout autre titre de propriété de ces effets, sera réputé avoir reçu possession des effets représentés par ce titre; et tout contrat engageant ou donnant un gage sur ce titre comme susdit, sera réputé un nantissement et un gage sur les effets auxquels il se rapporte; et le facteur ou agent sera réputé avoir possession de ces effets ou titre, soit qu'ils soient en sa possession réelle ou entre les mains d'une autre personne soumise à son contrôle, ou pour lui ou en son nom ; et lorsqu'un prêt ou une avance sera bonâ side fait à un facteur ou agent à qui auront été consiés et qui sera en possession des effets ou un titre de ce genre, en considération d'un contrat ou d'une convention par écrit de consigner, déposer, transporter ou livrer ces effets ou ce titre, et que ces effets ou ce titre est ou sont réellement recus par la personne faisant le prêt ou l'avance, sans avoir reçu avis que ce facteur ou agent n'était pas autorisé à donner ce gage ou cette garantie, ce prêt ou cette avance sera réputé un prêt ou une avance sur la garantie

de ces effets ou de ce titre suivant le sens de l'article précédent, bien que ces effets ou ce titre ne soient réellement reçus par la personne faisant le prêt ou l'avance qu'à une époque postérieure à ce prêt ou cette avance ; et tout contrat "Contrat ou on convention fait, soit directement avec le facteur ou agent, "convention." soit avec un commis ou une autre personne en son nom, sera réputé un contrat ou une convention fait avec ce facteur ou agent; et tout paiement fait, soit en argent, soit par lettre de "Avance." change ou autre effet négociable, sera réputé être une avance suivant le sens de l'article précédent; et si un facteur ou La possessiou agent est en possession, comme susdit, de ces effets ou de ce fait preuve dn titre con de possession, comme susdit, de ces effets ou de ce fait preuve de dépôt. titre, ces derniers seront réputés, pour les fins de l'article précédent, lui avoir été confiés par leur propriétaire, à moins que le contraire ne soit prouvé. 32-33 V., c. 21, art. 80.

1886.

93

65. Quiconque, étant fidéicommissaire d'une propriété Fidéicommispour l'usage ou bénéfice, soit en tout, soit en partie, d'une propriant autre personne, ou pour des fins publiques ou de charité, frauduleuse-la convertit ou l'approprie en tout ou en partie, avec l'inten-priété d'aution de frauder, à son propre usage ou bénéfice, ou à l'usage trui. ou bénéfice de quelque personne autre que la personne sus-[24-25 V., c. dite, ou à des fins autres que les fins publiques ou de charité 96, art. 80.] en question, ou en dispose autrement, ou détruit cette propriété en tout ou en partie, est coupable de délit et passible de sept ans d'emprisonnement.

2. Nulle procédure ou poursuite pour aucune infraction Pas de pourmentionnée dans le présent article ne sera commencée sans l'autorisation la sanction du procureur général ou du solliciteur général de du procureur la province où elle devra être instituée.

3. Lorsqu'une procédure civile aura été instituée contre Sil a été une personne à laquelle s'appliquent les dispositions du poursuite présent article, nulle personne qui aura institué cette procé-civile. dure civile ne commencera une poursuite en vertu de cet article sans la sanction du tribunal ou dujuge devant lequel la procédure civile a eu lieu ou est pendante. 32-33 V., c. 21, art. 81.

66. Quiconque, étant directeur, membre, gérant ou officier Directeurs. d'une corporation ou d'une compagnie, prend ou applique etc., s'approfrauduleusement à son propre usage ou bénéfice, ou à quelque duleusement usage ou à des fins autres que l'usage ou les fins de cette d'une corpocorporation ou compagnie, quelque partie de la propriété de ration. cette corporation ou compagnie, est coupable de délit et pas-[24-25 V., c. sible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 82. 96, art. 81.]

67. Quiconque, étant directeur, membre, gérant ou officier des comptes d'une corporation ou compagnie, reçoit ou prend possession infidèles. comme tel de quelque propriété de cette corporation ou com- [24-25 V., c. pagnie autrement qu'en paiement d'une juste réclamation 96, art. 82.] ou créance, et, dans l'intention de frauder, omet d'en faire ou faire faire une inscription complète et exacte dans les livres et comptes de cette corporation ou compagnie, est cou-

pable de délit et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 83.

Ou détruisant des livres, etc. [24-25 V., c. 96, art. 83.]

d'une corporation ou compagnie, dans l'intention de frauder, détruit, altère, lacère ou falsifie des livres, papiers, écrits ou valeurs appartenant à cette corporation ou compagnie, ou fait ou contribue à faire quelque fausse écriture, ou omet ou contribue à onettre quelque détail essentiel dans un livre de compte ou document, est coupable de délit et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 84.

Ou publiant des comptes faux. [24-25 V., c.

96, art. 84.]

69. Quiconque, étant directeur, gérant, officier ou membre d'une corporation ou compagnie, fait, répand ou publie, ou contribue à faire, répandre ou publier par écrit quelque état ou compte qu'il sait être faux en quelque point essentiel, dans l'intention de tromper ou de frauder quelque membre, actionnaire ou créancier de cette corporation ou compagnie, ou avec l'intention d'engager qui que ce soit à en devenir actionnaire ou associé, ou de l'engager à confier ou avancer quelque propriété à cette corporation ou compagnie, ou à se porter garant au profit de cette corporation ou compagnie, est coupable de délit et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 85.

Détournement par des officiers de sociétés non légalement constituées.

70. Quiconque, étant officier ou membre d'une corporation ou société non légalement constituée, mais formée dans un but légitime, prend ou applique frauduleusement à son propre usage ou bénéfice, ou à quelque usage ou objet autre que l'usage ou l'objet de cette corporation ou société, tous ou une partie des fonds, deniers ou biens de la société, et continue de les garder après que demande régulière lui aura été faite de les restituer ou payer, par l'un ou plusieurs des membres ou officiers à ce dûment autorisés par ou au nom de la corporation ou société, est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonnement. S. R. C., c. 71, art. 8;—S. R. C.-B., c. 162, art. 9.

Personne n'est exempté de répondre aux questions en cour.

[24-25 V., c. 96, art. 85.]

Pas de poursuite si l'ou dévoile tons les faits. 71. Rien dans les douze articles précédents n'autorisera qui que ce soit, ni ne lui donnera le droit de refuser de faire, par sa réponse à toute demande en cour d'équité, une révélation pleine et entière des faits à sa connaissance, ou de répondre à toute question ou interrogatoire dans toute procédure civile portée devant une cour, ou lors de l'audition de quelque matière en banqueroute ou faillite; et nul ne pourra être convaincu d'aucun des délits mentionnés dans ces articles par quelque preuve que ce soit, à l'égard de tout acte fait par lui-même, si, en aucun temps avant que l'accusation ne soit portée contre lui, il a d'abord révélé cet acte sous serment, en conséquence de quelque procédure compulsoire d'une cour dans toute action, poursuite ou procédure instituée bonâ fide par quelque personne lésée, ou s'il l'a d'abord révélé

dans un examen ou une déposition compulsoire devant une cour, lors de l'audition de quelque matière en banqueroute ou faillite. 32-33 V., c. 21, art. 86.

72. Rien de contenu dans les treize articles précédents, Recours sauet nulle procédure, condamnation ou jugement intervenant vegardés. en conséquence contre qui que ce soit en vertu d'aucun de [24-25 V., c. en conséquence contre qui que ce soit en vertu d'aucun de [6, art. 86.] ces articles, n'empêchera, ne restreindra ni n'invalidera aucun recours en droit ou en équité qu'une personne lésée par toute contravention à quelqu'un de ces articles pourrait avoir eu si le présent acte n'eût pas été passé; mais la condamnation d'un délinquant ne sera pas admissible comme preuve à charge dans aucune action ou poursuite contre lui; et rien de contenu dans ces articles n'affectera ni n'invalidera aucune convention consentie par un fidéicommissaire, ni la garantie donnée par lui, ayant pour objet la restitution ou le remboursement de la propriété à lui confiée et dont il aura disposé irrégulièrement. 32-33 V., c 21, art. 87.

73. Quiconque,—

(a.) Etant gardien d'un entrepôt ou expéditeur, meunier, d'entrepôts, etc., donnant patron de navire, gardien de quai, gardien d'une anse, d'un des reçus chantier, d'un havre ou autre endroit servant à garder des faux. bois de construction, douves, planches, madriers ou bois de service, saleur ou paqueur de lard, ou marchand de laine, voiturier, facteur, agent on autre, on un commis ou toute personne à son service, donne sciemment ou volontairement à quelqu'un un écrit pour servir de reçu, ou un récépissé constatant qu'il a reçu des effets on marchandises dans son entrepôt, navire, anse, quai ou autre endroit, ou en tout endroit où il est employé, ou que ces effets ou marchandises ont été reçus de toute autre manière par lui ou par celui qui l'emploie pour gérer ses affaires, avant que les effets ou marchandises portés sur le reçu, le récépissé ou l'écrit ne lui aient été réellement délivrés ou n'aient été recus par lui comme susdit, et ce, dans l'intention de tromper, frauder ou léser quelqu'un, bien que cette personne lui soit alors inconnue, ou—

Gardiens

(b.) Accepte on transmet, sciemment et volontairement, ce Usage de faux recu, récépissé ou écrit, ou en fait usage,-

Est coupable de délit et passible de trois ans d'emprison-Punition. nement. 32-33 V., c. 21, art. 88;—34 V., c. 5, art. 64.

74. Quiconque,—

(a.) Ayant expédié ou livré, en son propre nom, au gar-chandises sur lesquelles il a dien d'un entrepôt, ou à tout autre facteur, agent ou voitu- été fait des rier, pour être expédiées ou transportées, des marchandises avances. sur lesquelles le consignataire à avancé des deniers ou donné des valeurs, dispose ensuite de ces marchandises, dans l'intention de tromper, frauder ou léser le consignataire, en violation de la bonne foi et sans le consentement de ce dernier, d'une manière différente et contraire à la convention

Vente de mar-

faite à cet égard entre lui et le consignataire, lors ou avant que les deniers aient été ainsi avancés ou la valeur donnée, ou-

Aider sciemment.

(b.) Sciemment et de propos délibéré contribue et aide à disposer ainsi de ces marchandises dans le but de tromper, frander ou léser ce consignataire,—

Punition.

Est coupable de délit et passible de trois aus d'emprisonnement.

Pas de pour-suite si l'avance est remboursée.

2. Nul ne pourra être poursuivi sous l'empire du présent article si, avant de disposer ainsi de ces marchandises, il rembourse ou offre au consignataire le montant total des avances faites par lui. 32-33 V., c. 21, art. 89,

Faire un faux énoncé dans un reçu pour

75. Quiconque,—

(a.) Fait volontairement un faux énoncé dans un reçu, du grain, etc. certificat ou récépissé donné pour des grains, bois de construction ou autres marchandises on effets qui peuvent servir

aux usages exprimés dans l'Acte des banques, ou-

Aliéner ou garder frauduleusement tés sur le reçu.

(b.) Après avoir donné, ou après qu'un commis ou autre personne à son service aura donné, à sa connaissance, un les effets por reçu, certificat ou récépissé constatant que des grains, bois de service ou autres effets ou marchandises ont été reçus par lui dans un moulin, entrepôt, navire, chantier ou autre endroit,—ou après avoir obtenu un pareil reçu, certificat ou récépissé, et après l'avoir endossé ou transporté à quelque banque ou personne,—ensuite, et sans le consentement par écrit du porteur ou de celui en faveur de qui l'endossement est fait, ou la production et délivrance du reçu, certificat ou récépissé, aliène ces grains, bois de construction, marchandises ou effets, de propos délibéré, ou s'en dessaisit ou ne les délivre pas au porteur du reçu, certificat ou récépissé, ou à celui en faveur de qui l'endossement est fait,—

Punition.

Est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 90, partie;—34 V., c. 5, art. 65.

Quant aux associés.

76. Si quelqu'un des délits exprimés aux trois articles précédents est commis en faisant quelque chose au nom d'une raison sociale, compagnie ou association de personnes, celui qui fait réellement cette chose, ou qui contribue à ce qu'elle soit faite, est seul coupable du délit. c. 21, art. 91;—34 V., c. 5, art. 66.

OBTENTION D'ARGENT SOUS DE FAUX PRÉTEXTES.

Faux prétextes. [24-25 V., c. 96, art. 88.]

77. Quiconque obtient d'un autre, sous de faux prétextes, quelque effet, argent ou valeur, avec l'intention de frauder. est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonne-

Argent, etc., livré à un faux prétex-

2. Quiconque, sous de faux prétextes, fait payer quelque antre sous de argent ou fait livrer quelque effet ou valeur à une autre personne, pour l'usage ou bénéfice, ou pour le compte de la personne donnant ces faux prétextes, ou de toute autre personne, avec l'intention de frauder, est réputé avoir obtenu 124-25 V., c. cet argent, effet ou valeur dans le sens du paragraphe pré-96, art. 89.] 32-33 V., c. 21, art. 93, partie, et 94.

78. Quiconque, avec l'intention de frauder ou léserquel-Engagerfrauqu'un, engage ou induit frauduleusement, par de faux pré-duleusement à exécuter des textes, quelque autre personne à souscrire, faire, accepter, actes ou docuendosser ou détruire en tout ou en partie quelque valeur, ments. ou à écrire, empreindre ou apposer son nom, ou le nom de [24-25 V., c. 96, art. 90.] quelque autre personne, ou d'une compagnie, raison sociale ou association de personnes, ou le sceau d'une corporation, compagnie ou société, sur quelque papier ou parchemin, afin qu'il puisse ensuite être changé ou converti en valeur, ou employé ou traité comme telle, est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 95.

Larcin.

97

79. Quiconque, dans quelque but ou intention que ce Prétendre ou soit, prétend et allègue faussement et avec mensonge déli- alléguer faus-béré qu'il a mis et expédié ou fait mettre et expédier, dans mis de l'arune lettre déposée à la poste, quelque argent, valeur ou gent, etc., dans une letobjet que, de fait, il n'a pas ainsi mis et expédié, ou fait tre. mettre et expédier, est coupable de délit et passible de la même peine que s'il eût obtenu l'argent, la valeur ou l'objet susdit au moyen de faux prétextes. 32-33 V., c. 21, art. 96, partie.

80. Quiconque, par quelque fraude, escroquerie ou filou- Argent gagné terie pratiquée en jouant aux cartes ou aux dés, ou à tous par tricherie autres jeux, ou dans une course, ou en pariant sur quelque [8-9 V., c. 109, éventualité, gagne ou obtient de l'argent ou quelque pro- art. 17.] priété d'un autre, est réputé l'avoir obtenu illégalement sous de faux prétextes, et est punissable en conséquence. 32-33 V., c. 21, art. 97.

81. Quiconque, au moyen d'un faux billet ou ordre, ou Faux billets de tout autre billet ou ordre, obtient ou tente d'obtenir de chemin de frauduleusement et illégalement un passage sur un chemin de fer, ou sur un bateau à vapeur ou autre, est coupable de délit et passible de six mois d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 98.

RECEL D'EFFETS VOLÉS.

82. Quiconque recèle des effets mobiliers, deniers, valeurs Recel lorsque ou toute autre propriété dont le vol, la soustraction, l'ex-le principal torsion, l'obtention, le détournement et l'emploi de toute de félonie. autre manière constitue une félonie, soit en droit commun, 124-25 V., c. soit en vertu du présent acte, sachant qu'ils ont été félo-96, art. 91.] nieusement volés, soustraits, extorqués, détournés ou employés, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 100, parie.

Recel lorsque le principal est coupable de délit. [24-25 V., c. 96, art. 95.]

83. Quiconque recèle quelque effet mobilier, argent, valeur on autre propriété quelconque dont le vol, la soustraction, l'obtention, la conversion ou l'emploi est qualifié délit par le présent acte, sachant qu'il a été ainsi illégalement volé, soustrait, obtenu, converti ou employé, est coupable de délit et passible de sept ans d'emprisonnement. art. 104, partie.

Recel lorsque l'infraction première est punisable sommairement.

[24-25 V., c. 96, art. 97.]

84. Quiconque recèle une propriété quelconque, sachant qu'elle a été obtenue d'une manière illégale, et dont le vol ou la soustraction est punissable en vertu du présent acte sur conviction sommaire, soit pour chaque infraction, soit pour la première et la seconde seulement, est passible, sur conviction sommaire, pour chaque première, seconde ou subséquente infraction de recel, de la même amende et peine dont est passible une personne coupable d'une première, seconde ou subséquente infraction de vol ou soustraction, en vertu du présent acte. 32-33 V., c. 21, art. 106.

INFRACTIONS NON AUTREMENT PRÉVUES.

Punition de celui qui s'approprie la propriété d'autrui.

85. Quiconque, illégalement et dans l'intention de frauder, par soustraction, détournement, obtention sous de faux prétextes, ou de toute autre manière quelconque, approprie à son propre usage ou à l'usage de quelque autre personne, une propriété quelconque, de manière à priver temporairement ou absolument quelque personne de l'avantage, usage ou jouissance de quelque intérêt bénéficiaire dans cette propriété, en droit ou en équité, auguel a droit cette autre personne, est coupable de délit et passible d'être puni comme dans le cas de simple larcin; et si la valeur de cette propriété excède deux cents piastres, le délinquant est passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 110, partie.

Si la cnose volée vaut plus de \$200.

Quiconque est convaincu d'infraction au présent acte par vol, détournement ou obtention d'une propriété quelconque, sous de faux prétextes, si la valeur de cette propriété excède deux cents piastres, est passible de sept ans d'emprisonnement en sus de toute peine dont il est d'ailleurs passible pour cette infraction. 32-33 V., c. 21, art. 110, partie.

S'approprier effacer les marques sur ce bois, ou refuser de le livrer au propriétaire.

87. Quiconque, sans le consentement du propriétaire, au dois de service trouvé prend, détient, garde en sa possession, recueille, recèle, à la dérive, ou reçoit, s'approprie, achète, vend, ou fait prendre, ou incite ou aide à faire prendre, recueillir, recéler, recevoir, approprier, acheter ou vendre quelque pièce de bois carré, mât, espar, bois en grume ou autres bois à œuvrer, trouvés à la dérive dans quelque rivière, cours d'eau ou lac, ou jetés à terre sur le rivage ou la grève de toute rivière, cours d'eau ou lac,—ou, sans le consentement du propriétaire, efface, en 2006

tout ou en partie, ou ajoute ou fait effacer ou ajouter quelque marque ou chiffre sur quelque pièce de bois carré, mât, espar, bois en grume ou autre bois à œuvrer,—ou met ou fait mettre une marque fausse ou contrefaite sur quelque pièce de bois carré, mât, espar, bois en grume ou autre bois à œuvrer,—ou refuse de livrer à la personne qui en est le véritable propriétaire, ou à la personne qui en a la garde pour le compte du propriétaire, ou qui est autorisée par le propriétaire à en prendre possession, quelque pièce de bois carré, mât, espar, bois en grume ou autre bois à œuvrer, est coupable de délit et passible d'être puni comme dans le cas de simple larcin. 38 V., c. 40, art. 1, partie.

Larcin.

88. Quiconque apporte en Canada, ou y a en sa posses-Apporter en sion, quelque propriété volée, détournée, convertie ou obte-nue par fraude ou faux prétextes dans un autre pays, de d'autres pays. telle manière que le vol, le détournement, la conversion ou [24-25 V., c. l'obtention de cette propriété par les mêmes moyens en 96, art. 114.] Canada constituerait, d'après les lois du Canada, une félonie ou un délit, sachant qu'elle a été ainsi volée, détournée ou convertie, ou illégalement obtenue, est coupable d'une infraction de la même nature et punissable de la même manière que si le vol, le détournement, la conversion ou l'obtention illégale de cette propriété eût eu lieu en Canada. c. 21, art. 112, partie.

89. Quiconque prend par corruption quelque argent ou Accepter une récompense, directement ou indirectement, sous le prétexte récompense pour aider à d'aider qui que ce soit à recouvrer quelque effet, argent, recouvrer valeur ou autre propriété quelconque qui, par félonie ou quelque effet délit, a été volé, soustrait, obtenu, extorqué, détourné, con-poursuivre le verti ou employé, ainsi que ci-dessus mentionné dans le coupable. présent acte (à moins qu'il n'ait fait toute diligence pour [24-25 V., c. 96, art. 101.] amener le délinquant à justice pour ce fait), est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 115.

90. Quiconque offre par avis public une récompense Offrir une répour la restitution d'une propriété quelconque qui a été compense pour la restitution d'une propriété quelconque qui a été compense pour la restivolée ou perdue, et se sert dans l'annonce de mots donnant tution d'effets à entendre que nulle question ne sera faite,—ou, dans une volés. annonce publique, se sert de mots donnant à entendre qu'une [24-25 V., c. 96, art. 102.] récompense sera donnée ou payée pour une propriété qui a été volée ou perdue, sans arrêter ni chercher à découvrir la personne qui la remettra,—ou promet ou offre par avis public de remettre à tout prêteur sur gages, ou à toute autre personne qui aura avancé de l'argent sous forme de prêt sur une propriété volée ou perdue, ou qui l'aura achetée, l'argent ainsi avancé ou payé, ou toute autre somme que ce soit pour la restitution de cette propriété,—ou imprime ou public une pareille annonce,—est passible d'une amende de deux cent cinquante piastres pour chaque infraction, recou-73

vrable, avec dépens, par quiconque en poursuivra le recouvrement devant toute cour de juridiction compétente.

Prescription des poursuites en certains cas. [33-34 V., c. 65, art. 2-3.]

2. Nulle action en recouvrement d'une amende sous l'empire du présent article ne sera intentée contre l'imprimeur ou éditeur d'un journal désigné comme papier-nouvelles pour les fins des actes alors en vigueur concernant le transport des journaux par la poste, si ce n'est dans les six mois après que l'amende aura été encourue. 32-33 V., c. 21, art. 116;— 35 V., c. 35, art. 2 et 3.

Céler des titres, etc., ou falsifier une généalogie par un veudeur ou débicaire.

91. Quiconque, étant vendeur ou débiteur hypothécaire d'un terrain, effet mobilier, bien meuble ou immeuble, ou chose en action, ou le solliciteur ou agent d'un pareil vendeur ou débiteur hypothécaire, et ayant reçu demande par écrit teur hypothé- de fournir un extrait de titre par l'acquéreur ou créancier hypothécaire, ou en son nom, avant que l'achat ou l'hypothèque ne soit complété, cèle quelque douaire, acte, testament ou autre instrument essentiel au titre, ou quelque redevance ou servitude, à l'acheteur ou créancier hypothécaire, ou falsifie quelque généalogie dont dépend le titre de propriété, dans l'intention de frauder et afin de l'induire à accepter le titre qui lui est offert ou présenté, est coupable de délit et passible d'amende ou de deux ans d'emprisonnement, ou des deux peines à la fois

Consentement du procureur général à la poursuite.

2. Nulle poursuite ne sera intentée, au sujet d'aucune infraction de ce genre, sans le consentement du procureur général de la province où l'infraction aura été commise,consentement donné après qu'avis aura été signifié à celui que l'on entendra poursuivre qu'une requête en autorisation

de poursuite a été faite au procureur général.

Autres recours.

3. Rien dans le présent article, et nulle procédure instituée, ou nulle condamnation ou jugement intervenant en conséquence, n'empêchera, ne restreindra ou n'invalidera aucun recours qu'aurait eu d'ailleurs toute personne lésée par aucune infraction de cette nature. 29 V., (Can.), c. 28, art. 20, partie.

Dispositions applicables à Québec.

92. Les trois articles qui suivent ne s'appliquent qu'à la province de Québec.

Vente frauduleuse d'immeubles.

93. Quiconque ayant connaissance de l'existence d'une vente, donation, hypothèque, privilège ou charge antérieure non enregistrée, concernant un immeuble, et qui subséquemment fait une vente frauduleuse du même immeuble ou d'une partie de cet immeuble, est coupable de délit et passible d'une amende de deux mille piastres au plus et d'un an d'emprisonnement. S. R. B.-C., c. 37, art. 113.

Hypothèque frauduleuse.

94. Quiconque prétend hypothéquer un immeuble auquel il n'a aucun titre légal, est coupable de délit et passible d'une amende de cent piastres au plus et d'un an d'emprisonnement, et la preuve du titre de propriété à l'immeuble 2008

incombera à la personne qui aura ainsi voulu l'hypothéquer. S. R B.-C., c. 37, art. 114.

95. Quiconque fait opérer une saisie-exécution, volontai- Faire saisir rement, avec connaissance de cause et malicieusement, con-sciemment tre des terres et tènements, ou autres immeubles, situés dans dans les townun township de la province de Québec, n'étant pas, lors de ships, n'ap-la saisie, la propriété bonû fide du saisi, sachant que cette an défendeur propriété n'appartient pas au saisi, est coupable de délit et passible d'un an d'emprisonnement.

2. Rien dans le présent article, et nulle procédure instituée, Autres reou nulle condamnation ou jugement intervenant en consé-cours. quence, n'empêchera, ne restreindra ou n'invalidera aucun recours qu'aurait eu d'ailleurs toute personne lésée par aucune infraction de cette nature. S. R. B.-C, c. 46, art. 1 et 2.

96. Les articles qui suivent ne s'appliquent qu'à la pro-Dispositions vince de la Colombie-Britannique.

97. Tout individu qui, dans une démarche faite pour Fausses reobtenir l'enregistrement d'un titre à des terrains ou autre- au sujet de ment, ou dans toute négociation relative à un terrain qui est terrains. inscrite ou que l'on voudra faire inscrire au registre, agissant soit comme principal, soit comme agent, sciemment et dans le but de tromper, fait, ou aide, concourt ou contribue à faire quelque énonciation ou représentation essentielle et fausse, ou supprime, cache, aide ou concourt ou contribue à supprimer, cacher ou céler à un juge ou régistrateur, ou à quelqu'un qui est employé par le régistrateur ou qui l'aide, quelque document, fait qu renseignement essentiel, est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonnement.

2. Rien dans le présent article, et nulle procédure insti- Antres retuée, ou nulle condamnation ou jugement intervenant en cours. conséquence, n'empêchera, ne restreindra ou n'invalidera aucun recours qu'aurait en d'ailleurs toute personne lésée

par aucune infraction de cette nature.

3. Rien dans le présent article n'autorisera qui que ce Responsabilisoit à refuser de dévoiler complètement les faits à sa con-té criminelle n'empêche naissance, en réponse à une demande en équité, ou de répon- pas de rendre dre à toute question ou interrogation dans une poursuite témoignage. civile intentée devant aucune cour ; mais nulle réponse à cette demande, question ou interrogation ne sera admissible comme preuve à charge contre cette personne dans aucune . poursuite criminelle. S. R. C.-B., c. 143, art. 81, 82, 83 et 85.

98. Quiconque dérobe, ou, sans l'autorisation du lieute-Dégrader un nant-gouverneur de la province, coupe, brise, détruit, endom-tombeau de sauvage ou en mage ou enlève quelque image, figure, ossement, article ou enlever ou chose déposé sur ou près un tombeau sauvage, ou provoque acheter quel-ou enorge quelqu'un à le faire, ou achète audeur article achete. ou engage quelqu'un à le faire, ou achète quelque article ou chose de ce genre après qu'il a été ainsi volé, coupé, brisé, détruit ou endommagé, sachant qu'il a été acquis par ce

moyen ou traité de cette façon, est passible pour une première infraction, sur conviction par voie sommaire, d'une amende de cent piastres au plus ou de trois mois d'emprisonnement, et, pour toute récidive, de la même amende et de six mois d'emprisonnement aux travaux forcés.

Larcin.

Fropriété attribuée à la Couronne 2. Dans toute procédure instituée sous l'empire du présent article, il suffira d'énoncer que le tombeau, l'image, la figure, les ossements, l'article ou la chose appartiennent à la Couronne. S. R. C.-B., c. 69, art. 2, 3 et 4.

OTTAWA: Impr...né par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 165.

Acte concernant le faux.

A.D. 1886.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

DÉFINITION.

- 1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définition. une interprétation différente, l'expression "province du "Province du Canada" comprend la ci-devant province du Canada et "Canada." les anciennes provinces du Haut et du Bas-Canada, ainsi que les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ile du Prince-Edouard et de la Colombie-Britannique, telles qu'elles existaient respectivement avant qu'elles ne fissent partie du Canada, et aussi les diverses provinces, territoires et districts qui font actuellement ou feront plus tard partie du Canada
- 2. Lorsque la garde ou possession de certaine matière ou Avoir en sa chose est par le présent acte déclarée être une infraction, si garde ou posquelque personne a cette matière ou chose en sa garde et [24-25 V., c. possession personnelle, ou sciemment et volontairement a 98, art. 45.7 cette chose en la garde et possession d'une autre personne, ou sciemment et volontairement a cette matière ou chose dans une maison d'habitation ou autre bâtiment, logement, appartement, champ ou autre terrain vague ou enclos, qu'il lui appartienne ou qu'elle l'occupe ou non, et que cette matière ou chose ait été obtenue pour son propre usage ou pour l'usage ou bénéfice d'un autre, cette personne sera réputée et censée avoir cette matière ou chose en sa garde ou possession dans le sens du présent acte. 32-33 V., c. 19, art. 52.
- 3. L'altération préméditée, dans un but de fraude on de Ce qui constisupercherie, de tout document ou chose, écrit, imprimé ou tue in faux. fait d'ailleurs de manière à pouvoir se lire, ou de tout document ou chose dont la fabrication est déclarée punissable par le présent acte, en sera réputée une fabrication. 32-33 V., c. 19, art. 45, partie.

LE GRAND SCEAU, ETC.

4. Quiconque fabrique, contrefait ou émet, le sachant Fabrication fabriqué ou contrefait, le grand sceau du Royaume-Uni, ou du grand sceau ou du le grand sceau du Canada, ou de l'une des provinces du sceau privé.

[24-25 V., c. 98, art. 1.7

Chap. 165.

Canada, ou de l'une des colonies ou possessions de Sa Majesté, le sceau privé de Sa Majesté, quelque cachet privé de Sa Majesté, le seing manuel royal de Sa Majesté, ou l'un des sceaux de Sa Majesté qui doivent, en vertu du vingtquatrième article de l'Union entre l'Angleterre et l'Ecosse, être gardés, employés et conservés en Ecosse,—le grand sceau d'Irlande, ou le sceau privé d'Irlande, ou le sceau privé ou le cachet aux armes du Gouverneur général du Canada, ou du lieutenant-gouverneur de quelque province, ou de toute personne qui administre ou a, en aucun temps, administré le gouvernement de quelque province du Canada, ou du gouverneur ou lieutenant-gouverneur de quelqu'une des colonies ou possessions de Sa Majesté,—ou fabrique ou contrefait l'empreinte ou l'impression de quelqu'un de ces sceaux ou cachets,—ou émet un document ou instrument quelconque portant l'empreinte ou l'impression d'un sceau ainsi fabriqué ou contrefait, sachant que c'est l'empreinte ou l'impression d'un sceau fabriqué ou contrefait, ou une empreinte ou impression fabriquée ou contrefaite, appliquée pour ressembler ou apparemment dans le but de ressembler à l'empreinte ou l'impression de quelqu'un des sceaux susdits, sachant qu'elle a été fabriquée ou contrefaite,—ou fabrique, altère ou émet, sachant qu'il est fabriqué ou altéré, un document ou instrument portant quelqu'une de ces empreintes ou impressions, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à per-32-33 V., c. 19, art. 1.

Ou émettre un document portant un sceau fabriqué.

5. Quiconque fabrique ou altère frauduleusement un docu-Contrefaire la signature du ment portant ou paraissant porter la signature du Gouverneur Gouverneur, général du Canada, ou d'un député du Gouverneur général, lieutenantou du lieutenant-gouverneur d'une province du Canada, gouverneur, etc. ou de quelque personne qui administre ou qui a, en aucun temps, administré le gouvernement de quelque province du Canada,—ou offre, émet, emploie ou met en circulation quelque document ainsi fabriqué ou frauduleusement altéré, sachant qu'il est ainsi fabriqué ou altéré, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V.,

LETTRES PATENTES ET REGISTRES PUBLICS.

Fabriquer ou

c. 19, art. 2.

6. Quiconque fabrique ou altère, ou de quelque manière anterer des public, met en circulation ou émet comme authentique, la sachant fausse ou altérée, une copie de lettres patentes, ou de l'inscription ou enregistrement de lettres patentes, ou d'un certificat à cet égard fait ou donné, ou paraissant être fait ou donné en vertu de quelque acte du Canada ou d'une province du Canada, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 3.

Fabriquer ou changer un registre publie.

7. Quiconque fabrique, contrefait ou altère un registre ou livre public que la loi prescrit de faire ou tenir, ou une inscription dans ce registre ou livre, ou de propos délibéré 2012

certifie ou émet quelque écrit comme étant une vraie copie [24-25 V., c. de ce registre ou livre public, ou de cette inscription, sachant 98, art. 1] que cet écrit est contrefait ou faux, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 4.

TRANSFERT D'ACTIONS, ETC.

8. Quiconque, dans l'intention de frauder, fabrique ou Fabriquer un altère, ou offre ou émet, emploie ou met en circulation, le transfert d'actions, etc. sachant fabriqué ou altéré, un transfert de part ou intérêt [24-25 V., c. dans une action, rente ou autre fonds public qui est mainte- 98, art. 2.] nant ou pourra être à l'avenir transférable dans quelqu'un des livres du gouvernement du Canada, ou de quelque province du Canada, ou d'une banque à laquelle le transfert peut en être fait, ou dans le capital social d'une corporation, compagnie ou société, qui est maintenant ou pourra être à l'avenir établie par une charte, ou par un acte ou en vertu d'un acte du parlement du Royaume-Uni, ou du Canada, ou de quelque province du Canada, -ou fabrique ou altère, ou offre, Ou un mandat émet, emploie ou met en circulation, la sachant fabriquée ou de procuraaltérée, une procuration ou autre autorisation à l'effet de transférer quelque part ou intérêt dans une action, rente, des fonds publics, ou un capital social, ou quelque titre à une concession de terres de la Couronne en Canada, ou à quelque certificat (scrip) ou autre paiement ou indemnité au lieu d'une concession de terres, ou à l'effet de recevoir quelque dividende ou des deniers payables à l'égard de cette part ou de cet intérêt,—ou demande ou cherche à faire transférer cette part ou cet intérêt, ou à recevoir quelque dividende ou des deniers payables à cet égard, ou une concession de terres, ou un certificat ou paiement ou indemnité au lieu de cette concession de terres, en vertu d'une procuration ou autre autorisation ainsi fabriquée ou altérée, la sachant fabriquée ou altérée,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 5.

9. Quiconque, faussement et par supercherie, se fait passer Se faire paspour le propriétaire de quelque part ou intérêt dans une ser pour le action, rente ou autre fonds public, qui est maintenant ou d'actions et pourra être à l'avenir transférable dans quelqu'un des livres tenter de les du gouvernement du Canada, ou de quelque province du d'en recevoir Canada, ou d'une banque à laquelle le transfert peut en être les dividen-fait,—ou pour le propriétaire d'une part ou intérêt dans le [24-25 V., c. capital social d'une corporation, compagnie ou société, qui est 98, art. 3.] maintenant ou pourra être à l'avenir établie par une charte, ou par un acte ou en vertu d'un acte du parlement du Royaume-Uni, ou du Canada, ou par un acte de la législature de quelque province du Canada,—ou de quelque titre à une concession de terres de la Couronne en Canada, ou à quelque certificat ou autre paiement ou indemnité au lieu de cette concession de terres,—ou pour le propriétaire de quelque dividende ou

de deniers payables à l'égard de cette part on intérêt,-et par là transfère ou cherche à transférer quelque part ou intérêt appartenant à ce propriétaire, ou reçoit ou cherche à recevoir quelque argent dû à ce propriétaire, on à obtenir quelque concession de terres, ou un certificat ou indemnité au lieu de cette concession de terres, comme si le délinquant était le véritable et légitime propriétaire,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 6.

Contrefaire le nom d'uu témoin à un mandat de procuration, etc.

106

[24-25 V., c. 98, art. 4.]

10. Quiconque contrefait quelque nom, écriture ou signature, étant apparemment le nom, l'écriture ou la signature d'un témoin attestant l'exécution d'une procuration ou autre autorisation à l'effet de transférer quelque part ou intérêt dans une action, rente, fonds public ou capital social, ou une concession de terres, ou un certificat ou indemnité au lieu d'une concession de terres, ainsi que mentionné dans l'un ou l'autre des deux articles précédents, ou de recevoir quelque dividende ou des deniers payables à l'égard de cette part ou de cet intérêt,—ou offre, émet, emploie ou met en circulation une procuration ou autre autorisation, portant un faux nom, on une fausse écriture ou signature, les sachant faux,—est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonne-32-33 V., c. 19, art. 7.

Faire une fausse inscription dans les registres des fonds publics. [24-25 V., c. 98, art. 5.]

11. Quiconque, dans l'intention de frauder, fait de propos délibéré une fausse inscription, ou altère de propos délibéré quelque mot ou chiffre dans quelqu'un des livres de compte tenus par le gouvernement du Canada ou de quelque province du Canada, ou d'une banque où sont tenus quelquesuns des livres de compte du gouvernement du Canada ou d'une province du Canada, dans lesquels livres les comptes des propriétaires d'effets, rentes ou autres fonds publics, qui sont maintenant ou pourront à l'avenir y être transférables, sont inscrits et tenus,—ou falsifie de quelque manière, et de propos délibéré, le compte de quelqu'un de ces propriétaires dans l'un de ces livres,—ou fait de propos délibéré un transfert de part ou intérêt dans quelque effet, rente ou autre fonds public, qui est maintenant ou pourra être à l'avenir transférable comme susdit, au nom d'une personne n'en étant pas le véritable et légitime propriétaire,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 8.

Ou un transfert frauduleux.

Employé public falsifiant un certificat

[24-25 V., c. 98, art. 6.]

12. Quiconque étant commis, officier ou serviteur, ou autrement employé ou chargé par le gouvernement du Canada, de dividende, ou de quelque province du Canada, ou étant commis, officier, serviteur ou autrement employé ou chargé par une banque dans laquelle sont tenus quelqu'un des livres et comptes mentionnés dans l'article précédent, prépare ou délivre, sciemment et dans l'intention de frauder, un certificat de dividende, ou un mandat pour le paiement d'une rente, 2014

d'un intérêt ou de deniers payables comme susdit, pour une somme plus forte ou moindre que celle à laquelle a droit la personne en faveur de laquelle ce certificat ou mandat est préparé,—est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 9.

OBLIGATIONS, ACTIONS, BILLETS DE L'ÉCHIQUIER, ETC.

13. Quiconque, dans l'intention de frauder, fabrique ou Fabrication altère, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, les d'effets pusachant fabriqués ou altérés, une obligation (debenture) ou [24-25 V., c. autre effet, émis en vertu d'un acte du parlement du Canada 98, art. 8.1 ou de la législature de quelque province du Canada, ou un billet de l'échiquier, ou un billet fédéral ou billet provincial, ou un endossement ou transfert d'une obligation, d'un billet de l'échiquier ou bon de l'échiquier, ou autre effet public émis en vertu d'un acte du parlement du Canada ou de la légisture de quelque province du Canada, ou un coupon, une quittance ou un certificat d'intérêt dû sur ces effets publics, ou un certificat au lieu d'une concession de terres comme il est dit ci-haut,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 10.

14. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont Faire des la preuve lui incombera, fait ou fait faire, ou engage à faire, planches pour ou aide ou contribue à faire, ou a sciemment en sa garde ou d'effets pupossession, quelque forme, moule ou instrument contenant blics, etc. des mots, lettres, chiffres, marques, vergeures ou devises par[24-25 V...c.
15 tienliers à le pâte en pereissent deve le pâte d'un periode par
[84, art. 9.] ticuliers à la pâte ou paraissant dans la pâte d'un papier fourni ou à fournir et employer pour ces obligations, billets de l'échiquier ou bons de l'échiquier, billets fédéraux ou billets provinciaux, ou autres effets publics mentionnés cihaut,—ou quelque mécanisme pour incorporer quelque filagramme dans la pâte du papier, ou un pareil filagramme, et destiné à imiter ces mots, lettres, chiffres, marques, vergeures, filagrammes ou devises,—ou quelque planche particulièrement employée à l'impression de ces obligations, billets de l'échiquier ou bons de l'échiquier, ou des billets ou autres effets de ce genre,—ou quelque dé ou cachet particulièrement employé à la préparation d'une pareille planche ou à sceller ces obligations, billets de l'échiquier ou bons de l'échiquier, billets ou autres effets,—ou quelque planche, dé ou cachet destiné à imiter une planche, un dé ou un cachet comme susdit,—est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., e. 19, art. 11.

15. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont Faire du pala preuve lui incombera, fait ou fait faire, ou provoque à faire, pier en imitaou aide ou contribue à faire quelque papier dans la pâte employé pour duquel apparaissent des mots, lettres, chiffres, marques, ver-les effets publics. geures, filagrammes ou autres devises, particuliers au papier [24-25 V., c. et paraissant dans le pâte du papier sourni ou à sournir ou 98, art. 10.1

preinte d'un moule, etc.

108

employer pour ces obligations, billets de l'échiquier ou bons de l'échiquier, billets ou autres effets, ou quelque partie de ces mots, lettres, chiffres, marques, vergeures, filagrammes ou autres devises, et destinés à les imiter,—ou a sciemment en sa garde ou possession quelque papier dans la pâte duquel paraissent de pareils mots, lettres, chiffres, marques, vergenres, filagrammes ou devises, ou quelque partie de ces mots. lettres, chiffres, marques, vergeures, filagrammes ou autres devises, et destinés à les imiter,—ou fait ou concourt à faire paraître dans la pâte d'un papier quelconque de pareils mots, lettres, chiffres, marques, vergeures, filagrammes ou devises, on quelque partie de ces mots, lettres, chiffres, marques, vergeures, filagrammes ou autres devises, et des-Prendre l'em-tinés à les imiter,—ou prend ou concourt à faire prendre l'impression d'une planche, d'un dé ou cachet, comme il est mentionné dans l'article précédent,—est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 12.

Avoir en sa possession du papier servant aux effets publics. [24-25 V., c. 98, art. 11.]

16. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont la preuve lui incombera, achète, reçoit, ou a sciemment en sa garde ou possession, du papier manufacturé et fourni par ordre ou instruction du gouvernement du Canada, ou de quelque province du Canada, dans le but de l'employer pour ces obligations, billets de l'échiquier ou bons de l'échiquier, billets on autres effets avant que ce papier ne soit dûment timbré, signé et émis pour l'usage public,—ou quelque planche, dé ou cachet comme il est mentionné dans les deux articles précédents,—est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 19, art. 13.

TIMBRES.

Fabrication de papier tim-

[33-34 V., c. 98, art. 18.]

On d'outils pour en faire.

17. Quiconque fabrique, contrefait ou imite, ou fait fabride timbres ou quer, contrefaire ou imiter un timbre ou un papier timbré, ou une partie d'un timbre émis ou dont l'usage est autorisé en vertu de quelque acte du parlement du Canada, ou de la législature de quelque province du Canada, lequel timbre ou papier timbré peut servir à payer un droit imposé par le dit acte,—ou sciemment emploie, offre, vend ou met en vente un timbre fabriqué, contrefait ou imité,—ou grave, incise, burine ou fait une planche, un dé ou autre chose, pour fabriquer ou imiter un timbre, ou une partie de timbre, sauf sur permission de quelque fonctionnaire ou personne qui, ayant été dûment autorisé à cette fin par le gouvernement du Canada ou de quelque province du Canada, peut accorder légalement cette permission,—ou a en sa possession une pareille planche, un dé ou autre chose sans cette permission,—ou emploie ou a en sa possession, sans cette permission, quelque planche, dé ou autre chose gravée, incisée, burinée ou faite légalement,—ou déchire ou enlève d'un acte ou 1886

instrument sur lequel un droit est payable, un timbre ayant Enlever des servi à payer la totalité ou partie de ce droit, ou enlève d'un timbres apposés sur des pareil timbre quelque mot écrit ou marque indiquant que le documents. timbre a servi pour l'acquittement de ce droit,—est coupable de félonie et passible de vingt et un ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 14:

109

BILLETS DE BANQUE.

18. Quiconque, avec l'intention de frauder, fabrique ou Contrefa-altère, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, les con de billets de banque. sachant fabriqués ou altérés, un billet ou une lettre de change [24-25 V., c. d'une corporation, compagnie ou personne faisant le com- 98, art. 12.] merce de banque, communément appelé billet de banque, lettre de change d'une banque, ou traite sur la banque (post bill), ou un endossement ou transfert d'un billet de banque, lettre de change d'une banque ou traite sur la banque, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 15.

19. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont Achat ou posla preuve lui incombera, achète ou reçoit d'une autre per- session de bilsonne, ou a en sa garde ou possession quelque faux billet de [24-25 V., c. banque, lettre de change d'une banque ou traite sur la 98, art. 13.] banque, ou quelque blanc de billet de banque, blanc de lettre de change d'une banque, ou blanc de traite sur la banque, le sachant contrefait, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 16.

FABRICATION DE PAPIER ET GRAVURE DE PLANCHES POUR BILLETS DE BANQUE, ETC.

20. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont Fabrication la preuve lui incombera, fait ou emploie, ou a sciemment en de papier et gravure de sa garde ou possession quelque forme, moule ou instrument planches, pour la confection de papier employé pour les billets fédé-etc., pour billets provincients en billets de banque. raux ou billets provinciaux, ou pour les billets de banque, ou de banque, avec quelques mots employés dans ces billets, ou quelque etc. partie de ces mots destinés à y ressembler ou à passer pour [24-25 V., c. ces mots, visibles dans la pâte du papier, ou pour la confection de papier avec vergeures courbes ou ondulées, ou dont les traces des fils métalliques sont d'une forme oudulée ou courbe, ou avec quelque numéro, somme ou montant exprimé en un mot ou en mots formés de lettres, visibles dans la pâte du papier, ou avec quelque devise ou distinction particulière à la pâte et paraissant dans la pâte du papier employé pour ces billets, respectivement,—on fait, emploie, vend, Avoir ou venexpose en vente, émet ou cède, ou a sciemment en sa garde dre ce papier. ou possession un papier quelconque portant quelques mots employés dans ces billets, ou quelque partie de ces mots, destinés à ressembler ou à passer pour ces mots, visibles dans

Ou y faire paraître les marques distinctives.

la pâte du papier, ou quelque papier avec des vergeures courbes ou ondulées, ou dont les traces des fils métalliques sont de forme ondulée ou courbe, ou avec quelque numéro, somme ou montant exprimé en un mot ou en mots formés de lettres paraissant visiblement dans la pâte du papier, ou avec quelque devise ou distinction particulière à la pâte et paraissant dans la pâte du papier employé pour ces billets, respectivement,—ou, par quelque artifice ou invention, fait paraître visiblement dans la pâte de quelque papier des mots ou parties de mots destinés à ressembler ou à passer pour ces mots, ou quelque devise ou distinction particulière paraissant dans la pâte du papier employé pour ces billets, respectivement,—ou fait paraître visiblement dans la pâte du papier, sur lequel il sont écrits ou imprimés, la somme numérique ou le montant d'un pareil billet en un mot ou des mots formés de lettres,—est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 17.

Exception à l'égard du papier servant change, etc. [24-25 V., c. 98, art. 15.]

21. Rien dans l'article précédent n'empêchera aucune personne d'émettre une lettre de change ou un billet à ordre aux lettres de dont le montant sera exprimé en chiffres numériques en énonçant le montant en louis ou piastres, paraissant visiblement dans la pâte du papier sur lequel il est écrit ou imprimé, ni n'empêchera aucune personne de faire, employer ou vendre du papier ayant des vergeures ondulées ou courbes, ou toute autre devise de la nature des filagrammes, visibles dans la pâte du papier, n'étant pas des vergeures ou des traces de fils métalliques, pourvu qu'elles ne soient pas arrangées de manière à former le fond ou le tissu du papier, ou à ressembler aux traces des fils métalliques ou aux vergeures ondulées ou courbes, ou aux filagrammes du papier employé pour les billets fédéraux ou provinciaux, ou pour des billets de banque, comme il est dit ci-haut. 32-33 V., c. 19, art. 18.

Graver ou avoir des planches pour imprimer des billets fédéraux, etc. [24-25 V., c. 98, art. 16.]

22. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont la preuve lui incombera, grave ou fait, de quelque manière que ce soit, sur une planche de métal quelconque, ou sur du bois, de la pierre ou d'autres matériaux, quelque billet à ordre, ou partie d'un billet à ordre, étant apparemment un billet fédéral ou provincial, ou un billet de banque, ou un blanc de billet fédéral ou provincial, ou de banque, ou une partie de ces billets, comme susdit, ou quelque nom, mot ou caractère ressemblant ou fait en apparence pour ressembler à la souscription apposée au bas d'un billet fédéral ou provincial, ou de banque,—ou emploie quelque planche, bois, pierre ou autres matériaux, ou quelque autre instrument ou invention pour faire ou imprimer pareil billet, ou quelque partie de pareil billet,—ou a sciemment en sa garde ou possession quelque planche, bois, pierre ou autres matériaux, ou quelque instrument ou invention de ce genre,-ou sciemment offre, émet, emploie ou met en circulation, ou a en sa garde

Ou offrir du papier ainsi imprimé.

ou possession, du papier sur lequel quelque blanc de billet fédéral ou provincial, ou de banque, ou partie de pareil billet, ou quelque nom, mot ou caractère ressemblant, ou apparemment destiné à ressembler à cette souscription, est fait ou imprimé,—est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 31 V., c. 46, art. 14;—32-33 V., c. 19, art. 19.

23. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont Graver des la preuve lui incombera, grave ou trace de quelque autre mots, etc., en manière que ce soit, sur une planche de métal quelconque, ou billets fédésur du bois, de la pierre ou d'autres matériaux, quelque mot, raux, etc. numéro, chiffre, devise, caractère ou ornement, dont l'im
[24-25 V., c. 98, art. 17.] pression ressemble ou est apparemment destinée à ressembler à quelque partie d'un billet fédéral ou provincial, ou de banque,—ou emploie, ou a sciemment en sa garde ou possession, quelque planche, bois, pierre ou autres matériaux, ou quelque autre instrument ou invention pour imprimer ou tracer sur le papier ou autre matière quelque mot, numéro, chiffre, caractère ou ornement qui ressemble ou est apparemment destiné à ressembler à quelque partie d'un billet comme susdit,—ou sciemment offre, émet, emploie ou met en Offrir du pacirculation, ou a en sa garde ou possession, quelque papier portant de pareils ou autre matière sur lequel il existe une impression de mots. quelque chose mentionnée ci-haut,—est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 20.

24. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont Faire ou avoir la preuve lui incombera, fait ou emploie quelque forme, moule pour faire du ou instrument pour la fabrication de papier avec le nom ou papier porla raison sociale d'une banque, corporation, compagnie ou tant le nom d'une banque, personne faisant le commerce de banque, paraissant visible- etc. ment dans la pâte du papier,—ou a sciemment en sa garde [24-25 V., ou possession quelque forme, moule ou instrument de ce 98, art. 18.] genre,—ou fait, emploie, vend, expose en vente, émet ou donne, ou a sciemment en sa garde ou possession, du papier dans la pâte duquel le nom ou la raison sociale d'une banque, corporation, compagnie ou personne paraît visiblement,—ou par quelque artifice ou invention, fait paraître visiblement le nom ou la raison sociale d'une banque, corporation, compagnie ou personne, dans la pâte du papier sur lequel il est écrit ou imprimé,—est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 21.

25. Quiconque contrefait ou altère, ou offre, émet, emploie Contrefaire ou met en circulation, les sachant contrefaits ou altérés, quel- des lettres de change, etc., que lettre de change, billet à ordre, engagement on ordre de de l'étranger. paiement de deniers, en quelque langue qu'il soit exprimé, [24-25 V., c. et soit qu'il porte ou ne porte pas de sceau, étant apparem- 98, art. 16.7 ment la lettre de change, le billet, engagement ou ordre d'un prince ou d'un Etat étrangers, ou d'un ministre ou officier au service d'un prince on d'un Etat étrangers, ou d'une corpo-

Graver des planches.etc., servant à cette contre-façon.

ration ou corps de même nature constitués ou reconnus par un prince ou un Etat étrangers, ou d'une personne ou compagnie de personnes résidant dans un pays n'étant pas sous le gouvernement de Sa Majesté,—et quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont la preuve lui incombera, grave ou trace de quelque manière que ce soit sur une planche de métal quelconque, ou sur du bois, de la pierre ou d'autres matériaux, quelque lettre de change, billet à ordre, engagement ou ordre de paiement de deniers, ou quelque partie d'une lettre de change, billet à ordre, engagement ou ordre de paiement de deniers, en quelque langue qu'il soit exprimé, soit qu'il porte ou ne porte pas, ou soit ou ne soit pas destiné à porter un sceau, étant apparemment la lettre de change, le billet, engagement ou ordre de paiement, ou partie de la lettre de change, du billet, engagement ou ordre d'un prince ou d'un Etat étrangers, ou d'un ministre ou officier au service d'un prince ou d'un Etat étrangers, ou d'une corporation ou corps de même nature constitués ou reconnus par un prince ou un Etat étrangers, ou d'une personne ou compagnie de personnes résidant dans un pays n'étant pas sous le gouvernement de Sa Majesté,—ou emploie, ou a sciemment en sa garde ou possession une planche de métal, de la pierre, du bois ou d'autres matériaux, sur lesquels une lettre de change, un billet, engagement ou ordre étranger, comme susdit, en tout ou en partie, est gravé ou tracé,—ou sciemment offre, émet, emploie ou met en circulation, ou a en sa garde ou possession, du papier sur lequel quelque partie de lettre de change, billet, engagement ou ordre étranger, comme susdit, est tracée ou imprimée,—est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 22.

Offrir du papier portant cette contrefaçon.

TITRES, TESTAMENTS, LETTRES DE CHANGE, ETC.

Fabriquer ou offrir des titres, obligations, etc. [24-25 V., c.

98, art. 20.7

26. Quiconque, avec l'intention de frauder, fabrique ou altère, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, les sachant faux ou altérés, quelque titre, engagement, obligation par écrit, ou quelque cession en loi ou en équité d'un engament ou obligation par écrit,—ou contrefait le nom, l'écriture ou la signature d'un témoin paraissant être le nom, l'écriture ou la signature d'un témoin attestant l'exécution d'un titre, engagement ou obligation par écrit,—ou offre, émet, emploie ou met en circulation quelque titre, engagement ou obligation par écrit portant un nom contrefait, ou une écriture ou signature contrefaites, les sachant contrefaits,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 23.

Fabriquer un testament. [24-25 V., c. 98, art. 21.] 27. Quiconque, avec l'intention de frauder, fabrique ou altère, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, le sachant faux ou altéré, un acte de dernières volontés, testament, codicille ou acte testamentaire, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 24.

28. Quiconque, avec l'intention de frauder, fabrique ou Fabriquer des altère, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, les dies à orsachant faux ou altérés, une lettre de change, ou l'acceptation, [24-25 V., c. l'endossement ou le transport d'une lettre de change, ou 98, art. 22.] un billet à ordre pour le paiement de deniers, ou un endossement ou transport d'un billet à ordre, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art, 25.

Faux.

113

29. Quiconque, avec l'intention de frauder, fabrique ou Fabriquer des altère, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, les ordres, reçus, sachant faux ou altérés, un engagement, mandat, ordre, auto- [24-25 V., c. risation ou réquisition pour le paiement de deniers, ou pour 98, art. 23.1 la livraison où le transport de marchandises ou effets, ou d'un billet, lettre de change ou autre garantie pour le paiement de deniers, ou pour obtenir ou donner crédit, ou un endossement ou un transport d'un pareil engagement, mandat, ordre, autorisation ou réquisition, ou un reçu, quittance ou acquit comptable, pour des deniers ou marchandises, ou pour un billet, une lettre de change ou autre garantie pour le paiement de deniers, ou un endossement ou transfert d'un recu comptable, ou quelque compte, livre ou chose écrite ou imprimée, ou pouvant autrement être lue, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 26

30. Quiconque, avec l'intention de frauder, tire, fait, Faire ou acsigne, accepte ou endosse une lettre de change ou un billet cepter un billet sans autoà ordre, ou un engagement, mandat, ordre, autorisation ou risation, ou réquisition pour le paiement de deniers, ou pour la livraison l'offrir. ou le transport de marchandises ou effets, ou d'une lettre de 124-25 V., c. ou d'une lettre de 124-25 V., c. ou d'une lettre de 124-25 V., c. change, d'un billet ou autre garantie pour le paiement de deniers, par procuration ou autrement, pour une autre personne, ou au nom ou au compte d'une autre personne, sans autorisation ou excuse légitime,—ou offre, émet, emploie ou met en circulation une lettre de change, un billet, engagement, mandat, ordre, autorisation ou réquisition ainsi tiré, fait, signé, accepté ou endossé par procuration ou autrement, sans autorisation ou excuse légitime, sachant qu'il a été ainsi tiré, fait, signé, accepté ou endossé comme susdit,—est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 27.

31. Lorsqu'un chèque ou une traite sur un banquier Oblitérer un porte en travers le nom d'un banquier, ou deux lignes trans-chèque. porte en travers le nom d'un banquier, ou deux ngnes trans-versales avec les mots "et compagnie," ou leur abréviation, 98, art. 25.] quiconque, avec l'intention de frauder, oblitère, ajoute à ce nom ou altère ce nom ou ces mots, -ou offre, émet, emploie ou met en circulation un chèque ou une traite sur lesquels cette oblitération, addition ou altération a été faite, sachant qu'elle a été faite avec cette intention, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 28.

Chap. 165.

Forger des débentures. [24-25 V., c. 98, art. 26.]

32. Quiconque fabrique ou altère frauduleusement, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, la sachant fausse ou frauduleusement altérée, une obligation (debenture) émise en vertu d'une autorité légale quelconque, soit dans les possessions de Sa Majesté, soit ailleurs, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. c. 19, art. 29.

BILLETS DE PASSAGE.

Fabriquer un billet de chemin de fer.etc.

33. Quiconque, avec l'intention de frander, contrefait, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, le sachant faux, un billet ou ordre de passage gratuit ou payé sur un chemin de fer ou un bateau à vapeur ou autre vaisseau, est coupable de félonie et passible de trois ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 32.

DOSSIERS, PIÈCES DE PROCÉDURE OU DE PREUVE, ETC.

Fabrication de dossiers. pièces de procédure ou de preuve, etc. [24-25 V., e. 98, art. 27.]

34. Quiconque fabrique ou altère frauduleusement, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, le sachant faux ou frauduleusement altéré, quelque dossier, bref, rapport, liste de jurés, pièce de procédure, règle, ordre, mandat, interrogatoire, déposition, affidavit, affirmation, cautionnement, cognovit actionem, procuration, déclaration, requête, pièce de procédure, avis, règle, réplique, plaidoirie, interrogatoire, rapport, ordre ou décret, ou quelque document original quelconque d'une cour ou appartenant à une cour de justice, ou quelque document ou écrit, ou quelque copie d'un document ou écrit servant ou destiné à servir de preuve dans une pareille cour, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 33.

Fausse copie ou faux certificat de

[24-25 V., e. 98, art. 28.]

35. Quiconque, étant le greffier d'une cour ou outre officier ayant la garde des archives d'une cour, ou le substitut dossier, pièce, de ce greffier ou officier, émet une fausse copie ou un faux certificat d'une pièce ou d'un dossier, le sachant faux; et quiconque, autre qu'un greffier, officier ou subtitut, signe ou certifie une copie ou un certificat d'une pièce ou d'un dossier comme greffier, officier ou substitut; et quiconque fabrique ou altère frauduleusement, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, le sachant faux ou frauduleusement altéré, une copie ou certificat d'une pièce ou d'un dossier, ou une copie ou un certificat d'une pièce ou d'un dossier portant un nom, une écriture ou une signature lausse ou contrefaite, les sachant faux ou contrefaits; et quiconque fabrique le sceau d'une cour d'archives, ou fabrique ou altère frauduleusement quelque pièce de procédure d'une cour quelconque, ou signifie ou met à exécution quelque fausse pièce de procédure d'une cour quelconque, la sachant fausse,—ou délivre ou fait délivrer à une personne quelque papier paraissant faussement être une pareille pièce de procédure ou sa copie, ou être un jugement, décret un ordre d'une cour quelconque ou sa copie, les sachant faux,—ou agit ou prétend agir en vertu de cette fausse pièce de procédure, la sachant fausse,-est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 34;—S. R. H.-C., c. 16, art. 16, partie.

36. Quiconque fabrique ou frauduleusement altère, ou Fabriquer des offre, émet, emploie ou met en circulation, ou présente comme actes constipreuve, le sachant faux ou frauduleusement altéré, un ins-preuve en trument écrit ou imprimé, ou partiellement écrit et par-tiellement imprimé, qui est déclaré constituer une preuve ment. par quelque acte du parlement du Canada ou de la législa-[24-25 V., c. ture de quelque province du Canada, et pour laquelle infrac-98, art. 29.] tion aucune autre punition n'est décrétée par le présent acte, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 35;—39 V., c. 26, art. 14;—S. R. C., c. 80. art. 7, partie.

37. Tout individu qui—

(a.) Imprime le texte ou quelque avis d'une proclama-proclamation tion, d'un arrêté, d'un règlement ou d'une nomination, de faussement manière qu'il paraisse faussement avoir été imprimé soit par l'être par l'imprimeur l'imprimeur l'imprimeur l'imprimeur l'imprimeur de la Reine pour le Canada, soit par l'imprimeur de la Reine. officiel d'une province du Canada, selon le cas, ou qui pré-[31-32 v., c. sente comme preuve quelque exemplaire de proclamation, 37, art. 4.] arrêté, règlement ou nomination, paraissant faussement avoir été imprimé par l'un des imprimeurs susmentionnés, l'individu sachant qu'il n'en est pas ainsi; ou-

(b.) Fabrique, ou présente comme preuve, le sachant fa-Fabriquer ou briqué, un certificat qu'autorise à faire ou à délivrer un acte présenter un du parlement du Canada ou de la législature de quelque faux. province du Canada, à l'effet de certifier ou constater l'exactitude d'une expédition ou d'un extrait de quelque proclamation, arrêté, règlement, nomination, papier, document ou écriture, dont la loi permet de produire une expédition con-

forme à titre de preuve primâ facie,-

Est coupable de félonie et passible de sept ans d'empri- Punition. sonnement. 44 V., c. 28, art. 4

ACTES NOTARIÉS, REGISTRES D'ACTES, ETC.

38. Quiconque fabrique ou altère frauduleusement, ou Fabrication' offre, émet, emploie ou met en circulation, le sachant faux d'actes notaon frauduleusement altéré, un acte ou instrument notarié, d'actes, etc. ou une expédition en paraissant être une copie authentique, [24-25 V., c. ou un procès-verbal d'arpenteur, ou une semblable copie de 98, art. 31.] pareil procès-verbal,—ou fabrique ou altère frauduleusement, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, le sachant faux ou frauduleusement altéré, un duplicata d'instrument, ou un sommaire, affidavit, affirmation ou inscription, certificat, endossement, document ou écrit, fait ou émis en vertu

Imprimer une

des dispositions de quelque acte du parlement du Canada, ou de la législature de quelque province du Canada, à l'égard de l'enregistrement des titres ou autres instruments ou documents relatifs au titre ou concernant le titre ou le droit à quelque propriété foncière ou mobilière quelconque,—ou fabrique ou contrefait le sceau d'un bureau d'enregistrement de titres ou autres instruments, comme susdit, ou l'empreinte ou l'impression de ce sceau,—ou contrefait quelque nom, écriture ou signature, étant apparemment le nom, l'écriture ou la signature d'une personne apposée à ce sommaire, affidavit, affirmation, inscription, certificat, endossement, document ou écrit, qui doit être signé en vertu de quelque acte susdit,—ou offre, émet, emploie ou met en circulation quelque sommaire ou autre écrit mentionné dans le présent article, portant une fausse empreinte ou impression d'un pareil sceau, ou un faux nom, ou une fausse écriture ou signature, les sachant faux,-est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 37.

Emettre de pareils documents.

ORDRES DES JUGES DE PAIX.

Fabrication d'ordres des juges de paix, etc.
[24-25 V., c. 98, art. 32.]

39. Quiconque, avec intention de frauder, contrefait ou altère, ou offre, émet, emploie ou met en circulation, les sachant contrefaits ou altérés, quelque sommation, condamnation, ordre ou mandat d'un juge de paix, ou un cautionnement apparemment consenti devant un juge de paix ou autre officier autorisé à le recevoir, ou un interrogatoire, déposition, affidavit, affirmation ou déclaration solennelle, pris ou fait devant un juge de paix, est coupable de félonie et passible de trois ans d'emprisonnement. 32–33 V., c. 19, art. 38.

NOMS DE JUGES, ETC.

Contrefaire le nom d'un juge, etc. [24-25 V., c. 98, art. 33.]

40. Quiconque, avec intention de frauder, fabrique ou altère quelque certificat, rapport, inscription, endossement, déclaration de fidéicommis, mémoire, instruction, autorisation, instrument ou écrit fait ou apparemment fait par un juge, commissaire, greffier ou autre officier de quelque cour en Canada, ou le nom, l'écriture ou la signature d'un juge, commissaire, greffier ou autre officier comme ci-dessus,—ou offre, émet, emploie ou met en circulation un pareil certificat, rapport, inscription, endossement, déclaration de fidéicommis, mémoire, instruction, autorisation, instrument ou écrit, le sachant faux ou altéré,—est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32–33 V., c. 19, art. 39;—S. R. H.-C., c. 16, art. 16, partie.

CAUTIONNEMENTS, ETC.

Souscrire un cautionnement, etc., sous le nom d'un autre. 41. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont la preuve lui incombera, souscrit au nom d'une autre personne quelque cautionnement, ou quelque cognovit actionem, 2024

ou un jugement, ou un acte ou instrument, devant une cour, [24-25 V., c. un juge, notaire ou autre personne légalement autorisée à cet 98, art. 34.] effet, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 40.

LICENCES DE MARIAGE.

42. Quiconque fabrique ou altère frauduleusement une Fabrication licence ou un certificat de mariage,—ou l'offre, émet, emmariage. ploie ou met en circulation, le sachant faux ou frauduleuse-[24-25 V. c., ment altéré, est coupable de félonie et passible de sept ans 98, art. 35] d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 41.

REGISTRES DES NAISSANCES, MARIAGES ET DÉCÈS.

43. Quiconque illégalement détruit, oblitère ou détériore, Fabrication ou fait détruire, oblitérer ou détériorer, ou permet qu'on des registres détruise, oblitère ou détériore un registre ou partie d'un denaissances, registre des naissances, baptèmes, mariages, décès ou sépul-mariages et décès. tures, que la loi autorise ou exige de tenir en Canada ou [24-25 V., c. dans quelque province du Canada, ou une copie certifiée ou 98, art. 36.] partie d'une copie certifiée d'un pareil registre,—ou contrefait ou altère frauduleusement dans ce registre quelque inscription relative aux naissances, baptêmes, mariages, décès ou sépultures, ou quelque partie de ce registre, ou quelque copie certifiée de ce registre, ou d'une partie de ce registre, -ou sciemment et illégalement insère, fait insérer ou permet qu'on insère dans ce registre, ou dans une copie certifiée de ce registre, quelque inscription fausse relativement à quelque naissance, baptême, mariage, décès ou sépulture,—ou illégalement et sciemment donne quelque faux certificat relativement à une naissance, baptême, mariage, décès ou sépulture,—ou certifie quelque écrit comme étant une copie ou un extrait de registre, sachant que cet écrit, ou que la partie du registre dont une copie ou un extrait est ainsi donné, est faux en quelque point essentiel,—ou contrefait ou falsifie le sceau d'un bureau d'enregistrement ou de sépultures,—ou offre, émet, emploie ou met en circulation un Ou les émetpareil registre, inscription, copie certifiée, certificat ou sceau, sachant qu'il est faux, contrefait ou altéré,—ou offre, émet, emploie ou met en circulation quelque copie ou quelque inscription faite dans ce registre, sachant que cette inscription est fausse, contrefaite ou altérée, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 42.

44. Quiconque, sciemment et de propos délibéré, insère Faire de fausou fait insérer, ou permet qu'on insère dans une copie de ses inscripquelque registre que la loi prescrit de transmettre à un copie de régistrateur ou autre officier, quelque fausse inscription registre. relative aux baptêmes, mariages ou sépultures,—ou contre- [24-25 V., c. 98, art. 37.] fait ou altère, ou offre, émet, emploie ou met en circulation,

sachant qu'elle est contrefaite ou altérée, quelque copie d'un registre que la loi prescrit de transmettre comme il est dit ci-haut,—ou seiemment ou de propos délibéré signe ou atteste une copie de quelque registre devant être transmise comme il est dit ci-haut, laquelle copie est entachée de faux dans quelqu'une de ses parties, sachant qu'elle est fausse,—ou illégalement détruit, oblitère ou détériore, ou, dans un but frauduleux, enlève du lieu où elle est déposée ou cache la copie d'un registre,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 43.

Détruire ou cacher cette copie.

RÉCLAMATION D'EFFETS EN VERTU D'ACTES CONTREFAITS.

Réclamer des effets, etc., au moyen d'actes contrefaits. 24-25 V., c. 98, art. 38.]

45. Quiconque, dans l'intention de frauder, demande, reçoit ou obtient, ou fait livrer ou payer à quelque personne, ou cherche à recevoir ou obtenir, ou à faire livrer ou payer à quelque personne, des effets, deniers, valeurs ou autres choses quelconques, en vertu d'un acte fabriqué ou altéré, le sachant ainsi fabriqué ou altéré, ou en vertu de quelque vérification ou lettres d'administration, sachant que l'acte de dernières volontés, le testament, codicille ou écrit testamentaire, pour lequel la vérification ou les lettres d'administration ont été obtenues, a été fabriqué ou altéré, ou sachant que la vérification ou les lettres d'administration ont été obtenues sous faux serment, affirmation ou affidavit, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 19, art. 44.

CAS NON AUTREMENT PRÉVUS.

Fabriquer des documents ou écrits quelconques.

46. Quiconque, avec intention de fraude ou d'escroquerie, fabrique ou altère frauduleusement un document ou une chose écrite, imprimée ou d'ailleurs susceptible d'être lue, ou offre, émet, emploie ou met en circulation un document ou une chose ainsi fabriquée ou altérée, les sachant fabriqués ou altérés, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art. 45, partie.

Fabriquer une pièce ou un écrit qui peut être légalement un testament, une lettre de change, etc. [24-25 V., c. 98, art. 39]

47. Si, aux termes du présent acte ou de tout autre acte, quelque personne est passible d'une peine pour avoir fabriqué ou altéré, ou pour avoir offert, émis, employé ou mis en circulation, le sachant faux ou altéré, quelque instrument ou écrit désigné dans tel acte sous quelque nom ou description spéciale, et que cet instrument ou écrit, quelle qu'en soit la désignation, est en loi un acte de dernières volontés, testament, codicille ou écrit testamentaire, ou un titre, obligation ou écrit créant obligation, ou une lettre de change, ou un billet à ordre pour le paiement de deniers, ou un endossement ou un transfert d'une lettre de change ou d'un billet à ordre pour le paiement de deniers, ou une acceptation d'une lettre de change, ou une garantie, un mandat, ordre, autorisation ou réquisition pour le paiement de de-

niers, ou un endossement ou un transfert d'une garantie, d'un mandat, ordre, autorisation ou réquisition pour le paiement de deniers, dans le sens et l'intention véritables du présent acte, quiconque contrefait ou altère cet instrument ou écrit, ou offre, émet, emploie ou met en circulation un pareil instrument ou écrit, le sachant faux ou altéré, peut être traduit pour contravention au présent acte et puni en conséquence. 32-33 V., c. 19, art. 46.

48. Quiconque, en Canada, contrefait ou altère, ou offre, Fabriquer en émet, emploie ou met en circulation, le sachant faux ou Canada des pièces comaltéré, quelque écrit ou document dont la contrefaçon ou portant avoir l'altération, ou dont l'offre, l'émission, l'emploi ou la mise été faites à l'étranger. en circulation, avec la connaissance du fait qu'il est con[24-25 V., c. trefait ou altéré, est, aux termes du présent acte, qualifié 98, art. 40.] délit ou infraction,—en quelque pays ou lieu que ce soit hors du Canada, qu'il soit sous le gouvernement de Sa Majesté ou non, que cet écrit ou document paraisse avoir été fait ou ait été réellement fait, et en quelque langue qu'il soit fait ou partiellement fait,—et quiconque aide, provoque ou conseille la perpétration de ce délit ou de cette infraction, est réputé un délinquant aux termes du présent acte, et est punissable de la même manière que si l'écrit ou document comportait avoir été fait ou l'avait été en Canada. 32-33 V. c., 19, art. 47, partie.

49. Quiconque, en Canada, contrefuit ou altère, ou offre, Fabriquer en émet, emploie ou met en circulation, les sachant contrefaits ou lettre de chanaltérés, quelque lettre de change, ou quelque billet à ordre ge, etc., papour le paiement de deniers, ou quelque endossement ou yable à l'étranger. transfert d'une lettre de change ou d'un billet à ordre pour [24-25 V., c. paiement de deniers, ou quelque acceptation d'une lettre de 98, art. 40.1 change, ou quelque garantie, mandat, ordre, autorisation ou réquisition pour le paiement de deniers, ou la livraison ou le transport d'effets ou valeurs, ou quelque titre, obligation ou écrit obligatoire pour le paiement de deniers,—que ce titre, obligation ou écrit obligatoire soit fait uniquement pour le paiement de deniers ou pour le paiement de deniers et l'accomplissement d'autre chose,—ou quelque endossement ou transfert de pareille garantie, mandat, ordre, autorisation, réquisition, titre, obligation ou écrit obligatoire,-en quelque lieu ou pays que ce soit hors du Canada, sous le gouvernement de Sa Majesté ou non, que les deniers payables ou garantis par cette lettre de change, billet, garantie, mandat, ordre, autorisation, réquisition, titre, obligation ou écrit obligatoire, soient en apparence ou en réalité payables, et en quelque langue que ce document soit exprimé en tout ou en partie,—et que cette lettre de change, billet, garantie, mandat, ordre, autorisation ou réquisition, soit ou ne soit pas revêtu d'un sceau,—et quiconque aide, provoque ou conseille la perpétration d'aucune de ces infractions,—est réputé un délinquant aux termes du présent acte, et punissable de la même

manière que si les deniers comportaient être ou étaient payables en Canada. 32-33 V., c. 19, art. 47, partie.

Faux.

Faux punissables plus sévèrement en vertu d'un autre acte.

[24-25 V... c. 98, art. 48.]

50. Lorsque, d'après un acte quelconque, celui qui fait faussement, l'abrique, contrefait, oblitère on altère une pièce quelconque, ou l'émet, la publie, l'offre, l'emploie, ou en fait usage, sachant que cette pièce est fausse, fabriquée, contrefaite, oblitérée ou altérée, ou celui qui demande ou essaie de recevoir ou d'obtenir quelque chose, ou de faire ou de faire faire un acte à raison ou en vertu d'une pièce quelconque, sachant que cette pièce est fausse, fabriquée, contrefaite, oblitérée ou altérée,—ou lorsque, d'après un acte comme susdit, celui qui se fait faussement passer pour un autre, qui reconnaît faussement une chose au nom d'un autre, ou représente faussement comme étant la véritable personne un individu antre que cette personne, ou qui fait volontairement une fausse inscription dans un livre, compte ou document, ou qui d'aucune manière falsifie volontairement quelque partie d'un livre, compte ou document, ou fait un transfert d'actions, de rentes ou de fonds au nom d'une personne qui n'en est pas le propriétaire, ou qui sciemment fait un faux serment, ou sciemment donne un faux affidavit ou une fausse affirmation, ou demande ou recoit de l'argent ou toute autre chose en vertu de la vérification d'un testament ou de lettres d'administration, sachant que le testament sur lequel cette vérification a été obtenue est faux ou contrefait, ou sachant que cette vérification de testament ou lettre d'administration a été obtenue au moyen de quelque faux serment ou fausse affirmation,—ou lorsque, d'après un acte comme susdit, celui qui fait ou emploie, ou a sciemment en sa garde ou possession, quelque forme, moule ou instrument pour la fabrication du papier, avec certains mots visibles dans la pâte, ou fabrique ce papier ou fait apparaître visiblement certains mots dans la pâte du papier,—serait, d'après les dispositions du dit acte, coupable de félonie et passible d'une punition plus forte que celle prescrite par le présent acte,—si quelqu'un est convaincu d'une félonie de la nature de celles mentionnées dans le présent article, ou d'en avoir aidé, secondé, conseillé ou provoqué la commission, et qu'il ne soit établi aucune punition pour cette infraction en vertu des autres dispositions du présent acte, le délinquant sera passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 19, art, 56.

Comment punis dans ce cas.

OT JAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 166.

Acte concernant les marques frauduleusement apposées A.D. 1886. sur les marchandises.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:--

1. Le présent acte peut être cité sous le titre: Acte des Titre abrègé. marques de commerce frauduleuses. 35 V., c. 32, art. 26.

2. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définitions.

une interprétation différente,—

(a.) L'expression "personne" comprend tout individu, "Personne." qu'il soit ou non sujet de Sa Majesté, et toute corporation [25-26 V., c. ou autre corps de même nature, qu'il soit constitué d'après 88, art. 1.] les lois du Canada ou de celles de quelqu'une des colonies ou possessions de Sa Majesté, ou d'après la loi de quelque pays étranger, et aussi toute compagnie, association ou société de personnes, que les membres en soient sujets de Sa Majesté ou non, ou que quelques-uns de ces membres soient sujets de Sa Majesté et d'autres ne le soient pas, et soit que cette corporation, corps de même nature, compagnie, association ou société, soit établie ou poursuive des opérations dans les possessions de Sa Majesté ou ailleurs, ou en partie dans les possessions de Sa Majesté et en partie ailleurs:

(b.) L'expression "marque" comprend tout nom, signa-"Marque." ture, mot, lettre, devise, emblême, figure, signe, sceau, timbre, diagramme, étiquette, carte ou autre marque de

toute autre description;

(c.) L'expression "marque de commerce" comprend tout "Marque de et chaque nom, signature, mot, lettre, devise, emblême, figure, signe, sceau, timbre, diagramme, étiquette, carte ou autre marque comme il est dit ci-haut, enregistré ou non enregistré, légalement employé par quelque personne pour désigner quelque effet ou article comme provenant de la manufacture, fabrique, production, ou comme la marchandise de cette personne, ou comme étant un article ou une chose de quelque description spéciale ou particulière, faite ou vendue par cette personne, et comprend aussi tout nom, signature, mot, lettre, numéro, figure, marque ou signe qui, en vertu de quelque statut relatif aux marques de commerce ou aux dessins enregistrés, doit être posé, placé ou

fixé sur quelque effet ou article pendant la durée ou l'existence de quelque brevet d'invention, droit d'auteur ou autre droit exclusif acquis en vertu des dispositions de ce statut. 35 V., c. 32, art. 1.

Ce qui sera réputé une marque contrefaite et fausse.

[25-26 V., c. 88, art. 5.]

une contrefacon de la marque.

3. Toute addition à une marque de commerce, toute altération et toute imitation d'une marque de commerce faite, appliquée ou employée avec l'intention de frauder ou de permettre à une autre personne de frauder, ou qui fait qu'une marque de commerce portant cette altération ou addition, ou que cette imitation d'une marque de commerce ressemble à quelque marque de commerce authentique, de telle manière qu'elle soit de nature à tromper, constituera et sera censée être une marque de commerce fausse, fabriquée et contrefaite dans le sens du présent acte; Et ce qui sera et l'acte de faire, appliquer ou autrement employer, procurer, vendre ou livrer à un autre une marque de commerce portant cette addition ou altération, ou l'imitation d'une marque de commerce, comme il est dit ci-haut, accompli par quelque personne avec l'intention de frauder, ou de permettre à une autre de frauder, constituera et sera réputé une fabrication et contrefaçon d'une marque de commerce, dans le sens du présent; et l'acte de faire, appliquer, employer, procurer, vendre ou livrer à un autre ou d'avoir en sa possession une marque de commerce fabriquée ou contrefaite, ou une marque de commerce, sans l'autorisation du propriétaire de cette marque, ou de quelque personne par lui autorisée à l'employer ou l'appliquer, ou sans autre excuse valable et légitime, fera foi primâ facie de l'intention de frauder ou de permettre à un autre de frauder, et sera réputé être une fabrication ou contrefaçon de cette marque de commerce dans le sens du présent acte. 35 V., c. 32, art. 5.

Contrefaire une marque de commerce.

[25-26 V., c. 88, art. 2.]

4. Quiconque, avec intention de fraude, ou de permettre à un autre de frauder quelqu'un,—

(a.) Fabrique ou contrefait, ou fait ou contribue à faire fabriquer ou contrefaire quelque marque de commerce,—ou applique, ou fait ou contribue à faire appliquer une marque de commerce ou une marque de commerce fabriquée ou contrefaite, sur quelque effet ou article n'étant pas le produit de la manufacture, de la fabrique ou de la main-d'œuvre, ou la marchandise de la personne désignée ou destinée à être désignée par cette marque de commerce, ou désignée ou destinée à être désignée par cette marque de commerce fabriquée ou contrefaite, ou n'étant pas le produit de la manufacture, de la fabrique ou de la main-d'œuvre, ou la marchandise de quelque personne dont la marque de commerce est ainsi fabriquée ou contrefaite, ou-

Appliquer illégalement une marque.

(b.) Applique, ou fait ou contribue à faire appliquer quelque marque de commerce, ou quelque marque de commerce fabriquée ou contrefaite, sur quelque effet ou article n'étant pas le produit de la manufacture, de la fabrique ou de la main-d'œuvre, ou la marchandise de la description particulière ou spéciale désignée ou destinée à être désignée par cette marque de commerce, ou par cette marque de commerce

fabriquée ou contrefaite,—

Est coupable de délit; et tout effet et article lui appartenant Les effets et auquel il aura ainsi illégalement appliqué, ou fait ou con-marqués, ainsi que les tribué à faire appliquer cette marque de commerce, ou cette instruments marque de commerce fabriquée ou contrefaite comme il est employés à les marquer, dit ci-haut, sera confisqué au profit de Sa Majesté, ainsi que seront confistout instrument trouvé en la possession ou sous le contrôle qués. de cette personne, et au moyen duquel la marque de commerce, ou la marque de commerce fabriquée ou contrefaite, a été ainsi appliquée, et tout instrument ou marque trouvé en sa possession ou sous son contrôle pour appliquer la marque de commerce, ou la marque de commerce fabriquée ou contrefaite comme il est dit ci-haut; et la cour devant Ce qui en sera laquelle ce délit sera jugé pourra ordonner de détruire ces fait. effets ou articles confisqués, ou d'en disposer autrement, suivant qu'elle le jugera convenable. 35 V., c. 32, art. 2.

5. Quiconque, avec intention de frauder, ou de permettre Appliquer il-

à un autre de frauder quelqu'un,-

(a.) Applique, ou fait ou contribue à faire appliquer une de commerce. marque de commerce, ou une marque de commerce fabri- [25-26 V., c. quée ou contrefaite, sur quelque futaille, bouteille, bouchon 88, art. 3.] de verre ou de liège, capsule, vase, caisse, couvercle, enveloppe, bande, bobine, carte, étiquette, ou autre chose dans, sur, ou avec laquelle quelque effet ou article est destiné à être vendu ou est vendu, ou offert ou exposé en vente, ou destiné à quelque fin de commerce ou de manufacture,—

(b.) Met ou place quelque effet ou article, ou fait mettre Mettre quelou placer quelque effet ou article dans, sur, sous, ou avec que chose dans un vaisquelque futaille, bouteille, bouchon de verre ou de liège, seau, etc., capsule, vase, caisse, couvercle, enveloppe, bande, bobine, portant une fausse marcarte, étiquette, ou autre chose à laquelle une marque de que. commerce a été faussement appliquée, ou à laquelle une marque de commerce fabriquée ou contrefaite a été appli-

quée,--

(c.) Applique, ou fixe, ou fait ou contribue à faire appli- Appliquer A quer ou fixer sur quelque effet ou article, quelque enve-quelque chose loppe, convercle, bobine, carte, étiquette ou autre chose à pe portant laquelle une marque de commerce a été faussement appli- une fausse marque. quée, ou à laquelle quelque marque de commerce fabriquée ou contrefaite a été appliquée,—

(d.) Met, place on fixe quelque effet on article, on fait on Mettre quelcontribue à faire mettre, placer ou fixer quelque effet ou que chose dans un vaisarticle dans, sur, sous, avec, ou à quelque futaille, bouteille, seau, etc., bouchon, vase, caisse, couvercle, enveloppe, bande, bobine, portant la marque d'aucarte, étiquette, ou autre chose, portant la marque de com-trui, merce de quelque autre personne,-

légalement une marque

Les effets et instruments employes serout confisquės.

Est coupable de délit; et tout tel effet et article, ainsi que toute futaille, bouteille, bouchon, vase, caisse, couvercle, enveloppe, bande, bobine, carte, étiquette, ou autre chose comme il est dit ci-haut, en sa possession ou sous son contrôle, sera confisqué au profit de Sa Majesté, ainsi que toute autre semblable futaille, bouteille, bouchon, vase, caisse, couverele, enveloppe, bande, bobine, carte, étiquette ou autre chose, devant servir de la même manière, comme il est dit ci-haut, et tout instrument en la possession ou sous le contrôle du délinquant, et au moyen duquel la marque de commerce, ou la marque de commerce fabriquée ou contrefaite, comme il est dit ci-haut, aura été appliquée, ainsi que tout instrument ou marque en sa possession ou sous son contrôle servant à appliquer cette marque de commerce, ou une marque de commerce fabriquée ou contrefaite comme il Ce quien sera est dit ci-haut; et la cour devant laquelle ce délit sera jugé pourra ordonner de détruire les articles ainsi confisqués, ou d'en disposer autrement, suivant qu'elle le jugera convenable. 35 V., c. 32, art. 3.

Vente d'articles portant une marque faussement appliquée. [25-26 V., e. 88, art. 4.7

6. Quiconque vendra, offrira ou exposera en vente ou pour des fins de commerce ou de manufacture, ou fera vendre, offrir ou exposer en vente ou pour d'autres fins, comme il est dit ci-haut, quelque effet on article, avec quelque marque de commerce fabriquée ou contrefaite, qu'il sait être fabriquée ou contrefaite, ou avec quelque marque de commerce d'une autre personne appliquée ou employée faussement ou illicitement, ou sans autorisation ou excuse légitime, sachant que cette marque de commerce d'une autre personne a été ainsi appliquée ou employée comme il est dit ci-haut, soit que cette marque de commerce ou cette marque de commerce fabriquée ou contrefaite, comme il est dit ci-haut, avec laquelle tout effet ou article est vendu, offert ou exposé en vente ou pour d'autres fins, comme il est dit ci-haut, soit dans, sur, autour, on avec cet effet on article, ou dans, sur, autour, ou avec quelque futaille, bouteille, bouchon de verre ou de liège, capsule, vase, caisse, couvercle, enveloppe, bande, bobine, carte, étiquette, ou autre chose dans, sur, autour, ou avec lequel cet effet ou article est ainsi vendu ou offert, ou exposé en vente ou pour d'autres fins comme il est dit ci-haut, encourra, pour chaque infraction, une amende de deux piastres à vingt piastres, en sus de la valeur de l'effet ou article ainsi vendu, offert ou exposé en vente ou pour d'autres fins, comme il est dit ci-haut. 35 V., c. 32, art. 4.

Amende.

Celui qui vend des articles portant des marques contrefaites est tenu de fournir eertains renseignements, à demande.

7. Lorsqu'une personne aura vendu, offert ou exposé en vente ou pour toute autre fin, comme il est dit ci-haut, ou aura fait ou contribuer à faire vendre, offrir ou exposer en vente ou pour toute autre fin, comme il est dit ci-haut, quelque effet ou article avec quelque marque de commerce fabriquée ou contrefaite, ou avec la marque de commerce d'une autre personne, employée sans autorisation ou excuse

2032

légitime, comme il est dit ci-haut, soit que cette marque de 125-26 V., c. commerce, ou cette marque de commerce fabriquée ou con-83, art. 6.] trefaite, comme il est dit ci-haut, soit dans, sur, autour, ou avec cet effet ou article, ou dans, sur, autour, ou avec quelque futaille, bouteille, bouchon de verre ou de liège, capsule, vase, caisse, convercle, enveloppe, bande, bobine, carte, étiquette, ou autre chose dans, sur, autour, ou avec laquelle cet effet ou article a été vendu ou exposé en vente, cette personne sera tenue, sur demande par écrit à elle signifiée, ou laissée pour elle à son dernier domicile connu, ou au lieu de vente ou de la mise en vente, par ou au nom de toute personne dont la marque de commerce aura été ainsi fabriquée ou contrefaite, ou employée sans autorisation ou excuse légitime comme il est dit ci-haut, de fournir à celui qui en fera la demande, ou à son procureur ou agent, dans les quarante-huit heures après cette demande, des renseignements complets, par écrit, sur le nom et l'adresse de la personne de laquelle elle a acheté ou obtenu cet effet ou article, et l'époque à laquelle elle l'a obtenu; et tout juge de paix, En cas de sur dénonciation sous serment à l'effet que cette demande a refus, il été faite et suivie de refus, pourra assigner par-devant lui la assigné depersonne qui a ainsi refusé, et, après s'être convaincu que la vant un juge de paix. demande devrait être mise à effet, il pourra ordonner que ces renseignements soient fournis dans un certain délai qui Amende pour sera fixé par lui;—et toute personne qui refusera ou négli- refus de s'y gera de se conformer à cet ordre encourra une amende de vingt piastres; et ce refus ou cette négligence fera foi primâ facie du fait que la personne qui en sera coupable savait parfaitement que la marque de commerce avec laquelle cet effet ou article a été vendu, offert ou exposé en vente, ou pour toute autre fin, comme il est dit ci-haut, lors de cette vente, offre ou mise en vente, était une marque de commerce fabriquée, contrefaite et fausse, ou était la marque de commerce d'une personne en particulier, et qu'elle a été employée sans autorisation ou excuse légitime, selon le cas. 35 V., c. 32, art. 6.

8. Quiconque, avec intention de frauder, ou de permettre Fausses marà un autre de frauder.—

(a.) Met, ou fait mettre, ou contribue à faire mettre sur frauder. quelque effet ou article, ou sur quelque futaille, bouteille, [25-26 V., c. bouchon de verre ou de liège, capsule, vase, caisse, couvercle, 88, art. 7.] enveloppe, bande, bobine, carte, étiquette, ou autre chose avec laquelle un effet ou article est destiné à être vendu, ou est vendu, ou offert ou exposé en vente, ou pour toute fin de commerce ou de manufacture, ou sur toute caisse, cadre ou autre chose dans ou au moyen de laquelle quelque effet ou article est destiné à être ou est exposé en vente, quelque description, énonciation ou autre indication fausse désignant ou concernant la qualité, le nombre, la quantité, la mesure ou le poids de cet effet ou article, en tout ou en partie, ou le

lieu ou pays dans lequel cet effet ou article a été fait, embou-

teillé, enveloppé ou produit, ou—

Apposer une lettre on un chiffre dénotant faussement qu'une chose est brevetée.

(b.) Met, ou fait mettre ou contribue à faire mettre sur cet effet ou article, futaille, bouteille, bouchon de verre ou de liège, capsule, vase, caisse, couvercle, enveloppe, bande, bobine, carte, étiquette, ou autre chose comme il est dit cihaut, quelque mot, lettre, figure, signature ou marque, dans le but d'indiquer faussement cet effet ou article, ou la manière de le manufacturer, embouteiller, envelopper ou produire, ou son ornementation, forme ou configuration, comme étant breveté ou jouissant d'un privilège ou d'un droit d'auteur,—

Amende.

Encourra, pour chaque infraction, une amende de deux piastres à vingt piastres, en sus de la valeur de l'effet ou article ainsi vendu, ou offert ou exposé en vente. art. 7.

Vendre sciemment un article fausseou désigné. [25-26 V., c. 88, art. S.]

9. Quiconque vendra, offrira ou exposera en vente, ou pour toute fin de commerce ou de manufacture, ou fera ou ment marqué .contribuera à faire vendre, offrir ou exposer en vente, ou pour toute autre fin comme il est dit ci-haut, quelque effet ou article qui aura été revêtu, à sa connaissance, ou dont la tutaille, bouteille, bouchon, vase, caisse, couvercle, enveloppe, bande, bobine, carte, étiquette ou autre chose avec laquelle cet effet ou article est vendu ou offert, ou exposé en vente, ou pour toute autre fin comme il est dit ci-haut, aura été revêtu, ou dont la caisse, cadre ou autre chose employée pour exposer ou exhiber cet effet ou article en vente, aura été ainsi revêtu de quelque fausse description, énonciation ou autre indication désignant ou concernant le nombre, la quantité, la mesure ou le poids de cet effet ou article en tout ou en partie, ou le lieu ou pays dans lequel cet effet ou article a été fait, manufacturé ou produit, encourra, pour chaque infraction, une amende de deux piastres à vingt piastres. 35 V., c. 32, art. 8

Amende.

Exception lorsqu'il est fait usage d'expressions généralement employées.

[25-26 V., c. 88, art. 9.]

10. Les dispositions du présent acte ne seront pas interprétées de manière à faire considérer comme une infraction le fait d'appliquer sur un effet ou article, ou à quelque futaille, bouteille, bouchon de verre ou de liège, capsule, vase, caisse, couvercle, enveloppe, bande, bobine, carte, étiquette, ou autre chose avec laquelle cet effet ou article est vendu, ou destiné. à être vendu, quelque nom, mot ou expression généralement usitée pour indiquer que cet effet ou article appartient à une classe ou description particulière de manufacture seulement, —ou de manière à faire considérer comme une infraction le fait de vendre, offrir ou exposer en vente quelque effet ou article sur lequel aura été appliqué, ou toute futaille, bouteille, bouchon, vase, caisse, couvercle, enveloppe, bande, bobine, carte, étiquette, ou autre chose vendue en même temps, sur lesquels aura été appliqué quelque nom, mot ou expression ainsi généralement usitée. 35 V., c. 32, art. 9.

Ce qu'il suffi-ra d'alléguer dans l'acte

11. Dans tout acte d'accusation, plaidoirie, procédure et pièce que ce soit, dans lequel on entend mentionner une 2034

marque de commerce, il suffira de mentionner ou d'énoncer d'accusation, qu'elle est une marque de commerce, sans plus amplement etc. ou autrement la décrire, ou sans en produire de copie ou 88, art. 10.1 fac simile; et dant tout acte d'accusation, plaidoirie, procédure et pièce que ce soit, dans lequel on entend mentionner quelque marque de commerce fabriquée ou contrefaite, il suffira de mentionner ou énoncer qu'elle est une marque de commerce fabriquée ou contrefaite, sans plus amplement ou autrement la décrire, ou sans en produire de copie ou fac simile. 35 V., c. 32, art. 10.

12. Les dispositions du présent acte relatives à tout acte, Recours civil procédure, jugement ou condamnation pour un fait par le sauvegardé. présent qualifié délit ou infraction, n'annuleront, n'atténue88, art. 11.1 ront ou n'affecteront aucun ordre, procédure, droit ou recours auquel toute personne lésée par ce fait pourrait avoir droit en loi, en équité ou autrement, ni n'exempteront ou n'exonéreront qui que ce soit de l'obligation de répondre on de divulguer des faits lorsqu'il sera interrogé comme témoin, ou lors d'interrogatoires, ou autrement, dans quelque action ou autre procédure civile; mais nul témoignage, déclaration Témoignage ou divulgation qu'un témoin sera ainsi contraint de faire compulsoire ne servira pas ne sera admissible contre lui-même à l'appui de quelque contre la peracte d'accusation pour délit, en droit commun ou autre-sonne qui l'aura donné. ment, ou de toute poursuite intentée en vertu du présent acte. 35 V., c. 32, art. 11.

13. Dans tout acte d'accusation, dénonciation, condamna- Il suffira d'étion, plaidoirie et procédure contre une personne pour quelque noncer l'intention de délit ou autre infraction aux dispositions du présent acte, où frauder généil sera nécessaire d'alléguer ou mentionner l'intention de ralement. frauder ou de permettre à un autre de frauder, il suffira [25-26 V., c. 88, art. 12.1 d'alléguer ou mentionner que la personne accusée d'avoir commis un acte par le présent qualifié délit ou infraction, a commis cet acte dans l'intention de frauder ou dans l'intention de permettre à quelque autre personne de frauder, sans alléguer ou mentionner l'intention de frauder qui que ce soit en particulier; et lors de l'instruction de cet acte d'accu- Il ne sera pas sation ou dénonciation au sujet de ce délit, et lors de l'audi-nécessaire de prouver l'intion de toute dénonciation ou accusation au sujet de toute tention de autre infraction comme il est dit ci-haut, et lors de l'ins-frauder que partruction de toute poursuite en reconvrement d'une amende ticulier. contre une personne convaincue de cette autre infraction, comme il est dit ci-haut, il ne sera pas nécessaire de prouver qu'il y a eu intention de frauder quelqu'un en particulier, ni qu'il y a eu intention de permettre à quelqu'un en particulier de frauder une autre personne, en particulier, mais il suffira, à l'égard de ce délit ou de cette infraction, de prouver que l'accusé a commis l'acte avec l'intention de frauder, ou avec l'intention de permettre à quelqu'un de frauder, ou avec l'intention de mettre quelqu'un en mesure de frauder. 35 V., c. 32, art. 12.

Punition pour délit en vertu de cet acte. [25-26 V., c. 88, art. 14.]

14. Toute personne trouvée ou déclarée coupable d'une infraction qualifiée délit par le présent acte sera passible d'une amende laissée à la discrétion de la cour, ou de deux ans d'emprisonnement, ou des deux peines à la fois, et aussi de l'emprisonnement jusqu'à ce que l'amende ait été payée. 35 V., c. 32, art. **14**.

Recouvrement des amendes. ſ25-26 V., c. \$8, art. 15.7

15. Toute amende imposée par le présent acte pourra être recouvrée par une action de dette que, comme demandeur et au nom de Sa Majesté, toute personne peut intenter et poursuivre jusqu'à jugement devant toute cour d'archives; et le montant de cette amende recouvré par cette action sera ou pourra être déterminé par le jury, s'il en est, assermenté pour entendre et décider l'action, et s'il n'y a pas de jury, elle le sera par la cour ou quelque autre jury, selon que la Par procédu-cour jugera à propos; ou l'amende pourra être recouvrée par voie de procédure sommaire devant deux juges de paix ayant juridiction dans le comté ou lieu où le délinquant est domicilié ou tient un bureau d'affaires, ou dans le comté ou lieu où la contravention a été commise, et en vertu des dispositions de l'Acte concernant les procédures sommaires 35 V., c. 32, art. 15 et 16. devant les juges de paix.

re sommaire.

Comment il sera rendu compte des amendes. [25-26 V., c. 88, art. 17.]

Dépens.

16. Si jugement est obtenu dans une action, comme il est dit ci-haut, pour une amende, le montant en sera payé par le défendeur au shérif ou à l'officier de la cour, lequel en rendra compte de la même manière que des autres deniers payables à Sa Majesté, et si elle n'est pas payée, elle pourra être recouvrée, ou le montant prélevé, ou le paiement en sera exigé par saisie-exécution ou autre procédure voulue, comme créance de Sa Majesté; et après avoir obtenu jugement, le demandeur poursuivant au nom de Sa Majesté aura droit de recouvrer et prélever par saisie-exécution tous ses frais de poursuite, lesquels comprendront une complète indemnité de tous les frais et dépens qu'il aura faits pour les fins de l'action, à moins que la cour ou l'un de ses juges n'ordonne que les frais d'un montant ordinaire seulement soient accordés. 35 V., c. 32, art. 17.

Frais du défendeur s'il obtient jugement.

[25-26 V., c. 88, art. 23.7

17. Dans toute action qu'en vertu des dispositions du présent acte une personne intentera comme demandeur pour ou au nom de Sa Majesté pour le recouvrement d'une amende, si le défendeur obtient jugement, il aura droit de recouvrer ses frais de défense, lesquels comprendront une pleine indemnité de tous les frais et dépens qu'il aura faits au sujet ou pour les fins de cette action, à moins que le tribunal ou l'un de ses juges ne décide que les frais au montant ordinaire seulement soient accordés. 35 V., e. 32, art. 23.

Dans certains cas, le demandeur devra donner cau-

18. Dans toute action qu'en vertu des dispositions du présent acte une personne intentera comme demandeur pour ou au nom de Sa Majesté pour le recouvrement d'une amende, 2036

s'il est démontré, à la satisfaction de la cour ou de l'un de tion pour les ses juges, que la personne poursuivant comme demandeur frais. pour ou au nom de Sa Majesté n'est pas fondée à alléguer 88, art. 24.] qu'elle a été lésée par la prétendue infraction à l'égard de laquelle il est allégué que l'amende est devenue payable, et aussi que la personne poursuivant comme demandeur n'est pas domiciliée dans le ressort de la cour, ou qu'elle ne possède pas suffisamment de biens pour payer les frais que le défendeur pourrait recouvrer dans l'action, la cour ou le juge pourra ordonner que le demandeur garantisse, par sa propre obligation et celle d'une caution, ou par le dépôt d'une somme d'argent ou autrement, selon que la cour ou le juge le trouvera à propos, le paiement au défendeur de tous les frais auxquels il pourra avoir droit à la suite de cette action. 35 V., c. 32, art. 24.

19. Personne ne pourra intenter d'action ou procédure Prescription pour le recouvrement d'une amende ou pour obtenir la consuites. damnation d'un délinquant, en la manière par le présent pres-crite, après l'expiration des trois années qui suivront la 88, art. 18.] perpétration de l'infraction, ou de l'année qui suivra immédiatement la connaissance première de l'infraction, par le poursuivant. 35 V., c. 32, art. 18.

20. Lorsqu'une personne vendra ou promettra de vendre, La vente d'un par écrit ou non, à une autre quelque effet ou article avec une article portant une marque de commerce apposée sur cet effet ou article, ou sur que de comquelque futaille, bouteille, bouchon de verre ou de liège, merce implique que la capsule, vase, caisse, couverele, enveloppe, bande, bobine, marque est carte, étiquette on autre chose avec laquelle cet effet on authéntique. autre article est vendu ou doit être vendu, la vente ou la promesse de vente sera en chaque cas considérée comme ayant été faite avec garantie ou promesse par le vendeur à l'acheteur, que chaque marque de commerce apposée sur cet effet ou article, ou sur cette futaille, bouteille, bouchon, vase, caisse, couvercle, enveloppe, bande, bobine, carte, étiquette ou autre chose, comme il est dit ci-haut, est véritable et authentique et non fabriquée ou contrefaite, et non illicitement employée,—à moins que le contraire ne soit exprimé dans quelque écrit signé par ou au nom du vendeur et livré à l'acheteur et accepté par lui. 35 V., c. 32, art. 19.

21. Lorsqu'une personne vendra ou promettra de vendre, La yente d'un par écrit ou non, à une autre quelque effet ou article sur article porlequel, on sur quelque futaille, bouteille, bouchon de verre gnation speou de liège, capsule, vase, caisse, convercle, enveloppe, ciale impli-cet effet ou article est vendu ou doit être vendu, se trouve une 88, att 20.1 description, énonciation ou autre indication désignant ou concernant le nombre, la qualité, la quantité, la mesure ou le poids de cet effet ou article, ou le lieu ou pays où cet effet ou article a été fait, manufacturé, embouteillé, enve-

loppé ou produit, la vente ou promesse de vente sera dans chaque cas considérée comme ayant été faite avec une garantie ou promesse par le vendeur à l'acheteur, que cette description, énonciation ou autre indication n'était fausse ou contraire à la vérité sous aucun rapport essentiel, à moins que le contraire ne soit exprimé dans quelque écrit signé par ou au nom du vendeur et livré à l'acheteur et accepté par lui. 35 V., c. 32, art. 20.

La cour peut ordonner la destruction des articles fanssement marqués.

[25-26 V., c. 88, art. 21.]

Et décerner un ordre d'injonction.

Et peut ordonner I'inspection de la manufacture ou du procédé.

22. Dans chaque cas où une action ou poursuite sera intentée contre une personne pour fabrication ou contrefaçon d'une marque de commerce, ou pour l'application frauduleuse d'une marque de commerce à quelque effet ou . article, ou à raison de ce qu'elle vend, expose en vente ou offre un effet ou article portant faussement ou illicitement une marque de commerce, ou quelque marque de commerce fabriquée ou contrefaite, ou pour prévenir la répétition ou continuation de cet acte illicite, ou la commission de tout acte semblable, et dans laquelle action ou poursuite le demandeur obtiendra un jugement ou décret contre le défendeur, la cour pourra ordonner que cet effet ou article soit détruit ou qu'il en soit autrement disposé; et dans toute poursuite portée devant une cour de droit, la cour pourra, en rendant jugement en faveur du demandeur, décerner un ordre ou des ordres d'injonction au défendeur, lui commandant de s'abstenir de commettre, et de ne plus répéter ou commettre, soit personnellement ou autrement, aucune infraction ni acte illégal d'une nature analogue à celui pour lequel il a été condamné par ce jugement, et toute désobéissance à cet ordre ou à ces ordres d'injonction sera punie comme mépris de cour; et dans toute poursuite ou action de ce genre, la cour ou l'un de ses juges pourra décerner tout ordre que la cour ou le juge croira à propos, pour faire opérer l'inspection de toute manufacture ou procédé usité par le défendeur, dans laquelle ou lequel il sera allégué que cette marque de commerce fabriquée ou contrefaite, ou cette marque de commerce, comme il est dit ci-haut, est employée ou appliquée comme susdit, et de tout effet, article ou chose en la possession ou sous le contrôle du défendeur et que l'on alléguera porter de quelque manière que ce soit une marque de commerce fabriquée ou contrefaite, ou une marque de commerce faussement ou illicitement appliquée, et de tout instrument ou marque en la possession ou sous le contrôle du défendeur, employé ou destiné à être ou susceptible d'être employé à la production ou confection d'une marque de commerce fausse ou contrefaite, ou d'une marque de commerce que l'on alléguera être fabriquée ou contrefaite, ou pour l'application fausse ou illicite d'aucune marque de Punition pour commerce; et quiconque refusera ou négligera d'obéir à cet ordre sera réputé coupable de mépris de cour. 35 V., c. 32, art. 21.

refus de per-mettre l'inspection.

2038

23. Si une personne fait ou fait faire quelqu'une des Actions en choses illicites suivantes, savoir:

(a.) Fabrique ou contrefait une marque de commerce;

(b.) Dans un but de vente ou pour des fins de manufacture façon de marque. ou de commerce, applique une marque de commerce fabri- Pour emploi quée ou contrefaite à quelque effet ou article, ou à quelque d'une marque futaille, bouteille, bouchon de verre ou de liège, capsule, contrefaite. vase, caisse, couvercle, enveloppe, bande, bobine, carte, [25-26 V., c. 88, art. 22.] étiquette ou chose dans ou avec laquelle quelque effet ou article est destiné à être vendu, ou est vendu, ou offert ou exposé en vente, ou pour toute fin de commerce ou de manufacture;

(c.) Renferme on met quelque effet ou article dans, sur, Mettre quelsons ou avec quelque futaille, bouteille, bouchon de verre que chose dans un vaisou de liège, capsule, vase, caisse, couverele, enveloppe, seau portant bande, bobine, carte, étiquette ou autre chose à laquelle une fausse. marque de commerce a été illicitement appliquée, ou à laquelle une marque de commerce fabriquée ou contrefaite

a été appliquée;

(d.) Applique on fixe sur quelque effet ou article, quelque Attacher une enveloppe, couvercle, bobine, enveloppe, bande, carte, éti-enveloppe, etc., portant quette ou autre chose à laquelle une marque de commerce une marque a été faussement appliquée, on à laquelle une marque de fausse. commerce fabriquée ou contrefaite a été appliquée;

(e.) Enferme, place on fixe quelque effet ou article dans, Mettre quelsur, sous, avec ou à quelque futaille, bouteille, bouchon de que chose dans un vaisverre ou de liège, capsule, vase, caisse, couvercle, bobine, seau, etc., enveloppe, bande, carte, étiquette ou autre chose portant portant la une marque de commerce appartenant à une autre personne; d'autrui.

Toute personne lésée par quelqu'un de ces actes illicites Dommagesaura droit à une action ou poursuite en dommages contre intérêts. celui qui se sera rendu coupable d'avoir fait, fait faire ou contribué à faire faire cette chose, et pour empêcher la répétition ou continuation de la chose illicite et la commission de tout acte semblable. 35 V., c. 32, art. 22.

Pour contre-

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 167.

A.D. 1886. Acte concernant les infractions relatives aux monnaies.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

Définitions.

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige

une interprétation différente,--

" Mounaie
" d'or ou d'ar" gent cou" rante."
[24-25 V., c.
99, art. 1.]

(a.) L'expression "monnaie d'or ou d'argent courante" comprend l'or ou l'argent frappé à tout hôtel des monnaies de Sa Majesté, ou la monnaie d'or ou d'argent de tout prince, Etat ou pays étrangers, ou autre monnaie ayant cours légal, en vertu de quelque proclamation ou autrement, en Canada ou dans toute autre partie des possessions de Sa Majesté;

" Monnaie
" de cuivre
" courante."

(b.) L'expression "monnaie de cuivre courante" comprend toute monnaie de cuivre et toute monnaie de bronze ou de métal mélangé frappée à tout hôtel des monnaies de Sa Majesté, ou ayant cours légal, en vertu de quelque proclamation ou autrement, en Canada ou dans toute autre partie des possessions de Sa Majesté;

" Monnaie de

(c.) L'expression "monnaie de billon" compreud les monnaies de bronze, ou de tout autre alliage de métal, ou de tout

métal autre que l'or et l'argent;

"Monnaie
"fausse ou
"contre"faite."

(d.) L'expression "monnaie fausse ou contrefaite, ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à la monnaie d'or ou d'argent courante, ou à passer comme telle," ou autre expression de même nature, comprend toute monnaie courante qui aura été dorée, argentée, lavée, colorée ou recouverte ou altérée, d'une façon quelconque, de manière à ressembler ou en apparence destinée à ressembler à quelque monnaie courante d'une dénomination plus élevée, ou à passer comme telle;

" Monnaie " courante."

(e.) L'expression "monnaie courante" comprend toute monnaie frappée à tout hôtel des monnaies de Sa Majesté, ou ayant cours légal, en vertu de quelque proclamation ou autrement, en Canada ou dans toute autre partie des possessions de Sa Majesté, et faite d'or, d'argent, de cuivre, de bronze ou d'un alliage de métal. 31 V., c. 47, art. 10;—32-33 V., c. 18, art. 1, partie.

Avoir en sa garde ou possession. [24-25 V., c. 99, art. 1.]

2. Lorsque le fait qu'une personne a quelque article en sa garde ou possession est mentionné dans le présent acte, cette mention comprend non-seulement le fait qu'elle l'a elle-même en sa garde ou possession personnelle, mais aussi 2041

le fait de l'avoir sciemment et de propos délibéré en la garde ou possession d'une autre personne, et aussi le fait de l'avoir sciemment et de propos délibéré dans quelque maison d'habitation ou autre bâtiment, logement, appartement, champ ou autre lieu vague ou enclos à elle appartenant ou par elle occupé ou non, et qu'elle ait ainsi cet article pour son propre usage ou bénéfice, ou pour celui d'une autre personne. 32-33 V., c. 18, art. 1, partie.

3. Quiconque fabrique ou contrefait quelque monnaie Contrefaire ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la de la monnaie monnaie d'or ou d'argent courante, ou à passer comme telle, gent couest coupable de félonie et passible d'emprisonnement à per-rante. pétuité. 32-33 V., c. 18, art. 2.

[24-25 V., c. 99, art 2.]

4. Quiconque recouvre d'or ou d'argent, ou de quelque Colorer de la liquide ou substance de nature à produire la couleur ou monnaie ou quelque pièce l'apparence de l'or ou de l'argent, ou par tous moyens que ce de métal avec soit lave, recouvre ou colore quelque monnaie ressemblant ou l'intention de la faire passer en apparence destinée à ressembler à quelque monnaie d'or pour de l'or en apparence destinee à ressembler a querque monnate d'or pour de l'ar-ou d'argent courante, ou à passer comme telle,—ou dore ou ou de l'ar-argente, ou avec quelque liquide ou substance de nature à gat 23 V., c. produire la couleur ou l'apparence de l'or ou de l'argent, ou 99, art 3.] par tous movens quelconques, lave, recouvre ou colore une pièce d'argent ou de cuivre, ou d'or ou d'argent inférieur, ou de tout métal ou mélange de métaux respectivement, de dimensions et de forme à pouvoir être frappée, et avec l'intention qu'elle soit frappée comme monnaie fausse et contrefaite ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la monnaie d'or ou d'argent courante, ou à passer comme telle,—ou dore, ou, avec quelque liquide ou substance de Colorer on nature à produire la couleur et l'apparence de l'or, ou par changer de la tous moyens que ce soit, lave, recouvre ou colore quelque gale avec monnaie d'argent courante,—ou lime, ou de toute autre manière eltère gette monnaie avec l'intention de la faire passer nière altère cette monnaie, avec l'intention de la faire res-pour de la sembler à de la monnaie d'or courante ou de la faire passer monnaie comme telle,—ou dore ou argente, ou avec quelque liquide grande ou substance de nature à produire la couleur ou l'apparence valeur. de l'or ou de l'argent, ou par tous moyens que ce soit, lave, recouvre ou colore quelque monnaie de cuivre, -ou lime, ou de tonte manière altère cette monnaie avec l'intention de la faire ressembler à de la monnaie d'or ou d'argent courante, ou de la faire passer comme telle,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 18, art. 3.

5. Quiconque affaiblit, déprécie ou diminue de poids quel- Amaiblir que monnaie d'or ou d'argent courante, avec l'intention de quelque monnaie d'or ou faire passer la monnaie ainsi affaiblie, dépréciée ou diminuée l'argent. de poids comme de la monnaie d'or ou d'argent courante, est 124-25 V., c. coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprison-99, art. 4.] nement. 32-33 V., c. 18, art. 4.

Possession illégale de limailles ou rognures de monnaies d'or ou d'argent. [24-25 V...c. 99, art. 5.]

6. Quiconque a illégalement en sa garde ou possession des limailles ou rognures, ou des lingots d'or ou d'argent, ou de l'or ou de l'argent en poudre, dissous ou autrement, provenant de l'affaiblissement, dépréciation ou diminution de poids de quelque monnaie d'or ou d'argent courante, sachant qu'ils ont été ainsi produits ou obtenus, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 18, art. 5.

Acheter ou vendre de la monnaie contrefaite. [24-25 V.. c. 99, art. 6.] 7. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont la preuve lui incombera, achète, vend, reçoit, paie ou met en circulation, ou offre d'acheter, vendre, recevoir, payer ou mettre en circulation quelque monnaie fausse ou contrefaite, ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la monnaie d'or ou d'argent courante, ou à passer comme telle, à ou pour une valeur inférieure à celle qu'elle représente, ou qu'elle était en apparence destinée à représenter, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 18, art. 6, partie.

Importation de monnaie contrefaite.
[24-25 V., c. 99, art. 7.]

S. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont la preuve lui incombera, importe ou reçoit en Canada quelque monnaie fausse ou contrefaite, ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la monnaie d'or ou d'argent courante, ou à passer comme telle, sachant quelle est fausse ou contrefaite, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 18, art. 7.

Exportation de monnaie fausse. [24-25 V., c. 99, art. 8.]

9- Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont la preuve lui incombera, exporte ou met à bord d'un navire, vaisseau ou bateau, ou d'un train de chemin de fer, ou d'une voiture ou véhicule d'aucune espèce, dans le but de l'exporter du Canada, quelque monnaie fausse ou contrefaite, ressemblant ou en apparance destinée à ressembler à de la monnaie courante, ou à de la monnaie de quelque prince, pays ou Etat étrangers, ou à passer comme telle, sachant qu'elle est fausse ou contrefaite, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 18, art. 8.

Mettre en circulation de la monnaie fausse. [24-25 V., c. 99, art. 9.]

10. Quiconque offre, émet ou met en circulation quelque monnaie fausse ou contrefaite, ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la monnaie d'or ou d'argent courante, ou à passer comme telle, sachant qu'elle est fausse ou contrefaite, est coupable de délit et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 18, art 9.

Mettre en circulation des monnaies n'ayant pas le poids.

11. Quiconque offre, émet ou met en circulation, comme monnaie ayant cours, quelque monnaie d'or ou d'argent d'un poids moindre que son poids légal, sachant que cette monnaie a été affaiblie, dépréciée ou diminuée de poids autrement que par l'usure ordinaire, est coupable de délit et passible d'un an d'emprisonnement. 32-33 V., c. 18, art. 10.

12. Quiconque a en sa garde ou possession quelque mon- Avoir en sa naie fausse ou contresaite, ressemblant ou en apparence des- la fausse montinée à ressembler à de la monnaie d'or ou d'argent courante, ou à passer comme telle, sachant qu'elle est fausse ou [24-25 V., c. contrefaite, et avec l'intention d'émettre ou mettre en circu-99, art. 11.] lation cette monnaie fausse ou contrefaite, est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 18, art. 11.

13. Quiconque ayant été convaincu d'un délit men-Récidive tionné dans les trois articles qui précèdent, ou d'une infrac-après une tion qualifiée délit ou félonie par le présent ou par tout damnation. autre acte relatif à la monnaie, commet ensuite quelqu'un [24-25 v.. c. des délits exprimés dans ces articles, est coupable de félonie 99, art. 12.] et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 18, art. 12.

14. Quiconque, dans le but de frauder, offre, émet ou met Offrir des en circulation, comme monnaie d'or ou d'argent courante, monnaies ou quelque monnaie n'étant pas de la monnaie d'or ou d'argent étrangères courante, ou quelque médaille, ou pièce de métal ou de comme mon-métaux mélangés, ressemblant en dimensions, apparence et avec intencouleur, à la monnaie courante pour laquelle elle est ainsi tion de frau-offerte, émise ou mise en circulation,—cette monnaie, médaille [24-25 V., c. ou pièce de métal ou de métaux mélangés ainsi offerte, 99, art 13.] émise ou mise en circulation, étant d'une valeur moindre que celle de la monnaie courante pour laquelle elle est ainsi offerte, émise ou mise en circulation,—est coupable de délit et passible d'un an d'emprisonnement. 32-33 V., c. 18, art. 13

15. Quiconque fabrique ou contrefait quelque monnaie Fabriquer de ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la la monnaie de cuivre, ou en monnaie de cuivre courante, ou à passer comme telle, ou, acheter ou sans autorisation ou excuse légitime, dont la preuve lui incombera, fait ou répare sciemment, ou entreprend de faire ou [24-25 V . c. réparer, ou achète ou vend, ou a en sa garde ou possession, 99, art. 14.] quelque instrument, outil ou appareil propre et destiné à contrefaire quelque monnaie de cuivre courante,—ou vend, achète, reçoit, paie ou met en circulation, ou offre d'acheter, vendre, recevoir, payer ou mettre en circulation quelque monnaie fausse ou contrefaite, ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la monnaie de cuivre courante, ou à passer comme telle, à ou pour une valeur inférieure à celle qu'elle représente, ou qu'elle était en apparence destinée à représenter, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 18, art. 14.

16. Quiconque offre, émet ou met en circulation quelque Mettre en monnaie fausse ou contrefaite, ressemblant ou en apparence circulation de destinée à ressemblant à de la monnaie de monnaie fausse ou contrelaite, ressemblant ou ca appear la monnaie de destinée à ressembler à de la monnaie de cuivre courante, caivre fausse ou à passer comme telle, la sachant fausse ou contrefaite, [24-25 V., c. 99, art. 15.] 2044

ou a en sa garde ou possession trois pièces ou plus de monnaie fausse ou contrefaite, ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la monnaie de cuivre courante, ou à passer comme telle, sachant qu'elles sont fausses on contrefaites, avec l'intention de les émettre ou mettre en circulation, en tout ou en partie, est coupable de délit et passible d'un an d'emprisonnement. 32-33 V., c. 18. art. 15.

Dégrader des monnaies en y imprimant des mots. [24-25 V., c. 99, art. 16.7

17. Quiconque dégrade quelque monnaie d'or, d'argent ou de cuivre courante, en y imprimant des noms ou mots, que cette monnaie soit ou ne soit pas par là dépréciée ou diminuée de poids, et ensuite offre cette monnaie, est coupable de délit et passible d'un an d'emprisonnement. c. 18, art. 16.

Offrir de la dégradée. [24-25 V., c. 99, art. 17.]

18. Quiconque offre, émet ou met en circulation quelque monnaie ainsi monnaie ainsi dégradée est passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, d'une amende de dix piastres au plus; mais nul ne poursuivra le recouvrement de cette amende sans le consentement du procureur général pour la province dans laquelle il sera allégué que l'infraction a été commise. 32-33 V., c. 18, art. 17, partie.

Fabriquer des monnaies étrangères n ayant pas cours en Canada. [17-18 V., c. 99, art. 18.]

19. Quiconque fabrique ou contrefait quelque espèce de monnaie n'étant pas de la monnaie d'or ou d'argent courante, mais ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la monnaie d'or ou d'argent d'un prince, Etat ou pays étrangers, ou à passer comme telle, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 18, art. 18.

Introduire de la fausse monnaie en Canada. [17-18 V., c. 99, art. 1

20. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont la preuve lui incombera, introduit ou reçoit en Canada quelque monnaie fausse ou contrefaite, ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la monnaie d'or ou d'argent d'un prince, Etat ou pays étrangers, ou à passer comme telle, et n'étant pas de la monnaie courante, la sachant fausse ou contrefaite, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 18, art. 19.

Punition pour émettre de la monnaic ètrangère contrefaite.

21. Quiconque offre, émet ou met en circulation de la monnaie fausse ou contrefaite, ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la monnaie d'or ou d'argent de tout prince, Etat ou pays étrangers, ou à passer comme telle, et n'étant pas de la monnaie courante, sachant qu'elle est fausse ou contrefaite, est coupable de délit et passible de six mois d'emprisonnement.

Première récidive. [24-25 V., c. 99, ss. 20-21.]

2. Quiconque, après avoir été trouvé coupable de quelqu'une de ces infractions, commet de nouveau celle d'offrir, émettre ou mettre en circulation pareille monnaie fausse ou contrefaite, la sachant fausse ou contrefaite, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 2045

3. Quiconque, après avoir été ainsi convaincu de récidive, Autres récicommet ensuite la même infraction d'offrir, émettre ou mettre en circulation pareille monnaie fausse ou contrefaite, sachant qu'elle est fausse ou contrefaite, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 18, art 20 et 21.

22. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont Possession de la preuve lui incombera, a en sa garde ou possession quelque monnaie famonnaie fabriquée, fausse ou contrefaite pour ressembler à la monnaie d'or ou d'argent étrangère, décrite dans les trois articles précédents, avec l'intention de la mettre en circulation, sachant qu'elle est fausse ou contrefaite, est coupable de délit et passible de trois ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 18, art. 22.

23. Quiconque fabrique ou contrefait quelque monnaie Fabriquer de n'ayant pas cours légal, mais ressemblant ou en apparence de la monnaie étrangère destinée à ressembler à de la monnaie de cuivre, ou toute autre que de autre de métal ou alliage de métaux d'une valeur inférieure la monnaie d'or et d'arà celle de la monnaie d'argent d'un prince, Etat ou pays gent. étrangers, ou à passer pour telle, est coupable de délit et pas-[24-25 V., c. sible, pour la première infraction, d'un an d'emprisonne-99, art. 22] ment, et pour toute récidive, de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V, c. 18, art. 23.

24. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont Les personnes la preuve lui incombera,—

(a.) Sciemment fait, ou répare, ou entreprend de faire ou Font réparent réparer, ou achète, vend ou a en sa possession quelque poin- ou possèdent des outils çon, contre-poinçon, matrice, coin, dé, modèle ou moule, propres à dans ou sur lequel il est fait ou imprimé, ou au moyen contrefaire des monnaies. duquel on peut faire ou imprimer, ou qui est propre et des- 121-25 V., c. tine à faire ou à imprimer la forme, l'effigie ou la ressem- 99, art. 24.] blance apparente des deux faces, ou de l'une ou l'autre des faces d'aucune pièce de monnaie d'or ou d'argent courante, ou de quelque pièce de monnaie d'un prince. Etat ou pays étrangers, on d'aucune partie ou parties des deux faces ou de l'une ou de l'autre de ces faces,

(b.) Fait ou répare, ou entreprend de faire ou réparer, ou Oudes instruachète ou vend, ou a en sa possession quelque molette ou ments propres autre outil, virole, instrument ou machine propre et destinée don de la à marquer sur le cordon de la monnaie des lettres, du molet-monnaie. tage on autres marques ou figures ressemblant en apparence à celles faites sur le cordon de toute monnaie mentionnée dans le présent article, les sachant propres et destinés aux

(c.) Fait ou répare, ou entreprend de faire ou réparer ou, ou des presachète, ou vend, ou a en sa garde ou possession quelque ver. presse à monnayer, ou machine à couper, par pression de vis ou de toute autre mécanisme, des flans d'or, d'argent ou de tout autre métal ou alliage de métaux, ou toute autre ma-

chine, sachant que cette presse est une presse à monnayer, ou sachant que cet instrument ou machine a servi ou doit servir à fabriquer on à contrefaire quelque monnaie mentionnée dans le présent article,—

Punition.

Est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 18, art 24

Apporter des outils, des monnaies ou hôtel des monnaies. tion. 124-25 V., c. 99, art. 25.]

25. Quiconque, sans autorisation ou excuse légitime, dont la preuve lui incombera, apporte sciemment en Canada, de du métal d'un quelqu'un des hôtels des monnaies de Sa Majesté, quelque poinçon, contre-poinçon, matrice, coin, dé, modèle, moule, sans autorisa- molette ou autre outil, virole, instrument, presse ou machine employée au monnayage, ou quelque partie utile d'aucune de ces différentes choses, ou quelque monnaie, lingot, métal, ou alliage de métaux, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 18, art. 25.

Les monnaies supposées affaiblies ou contrefaites peuvent être coupées.

26. S'il est offert quelque pièce comme monnaie d'or ou d'argent courante, à une personne qui a raison de croire qu'elle est affaiblie autrement que par l'usure ordinaire, on qu'elle est contrefaite, cette personne pourra couper, briser, plier ou défigurer cette pièce, et si la pièce ainsi coupée, brisée, pliée ou défigurée paraît être dépréciée par toute autre cause que l'usure ordinaire, ou être contrefaite, la personne qui l'aura offerte en supportera la perte; mais si cette pièce est du poids voulu, et paraît être de la monnaie légale, la personne qui l'aura coupée, brisée, pliée ou défigurée sera tenue de l'accepter au taux auguel elle aura été frappée.

portera la perte. [24-25 V., c. 99, art. 26.]

Qui en sup-

Contestation, comment décidée.

2. S'il surgit quelque contestation au sujet de la question de savoir si la pièce ainsi coupée, brisée, pliée ou défigurée a été dépréciée de la manière ci-haut mentionnée, ou contrefaite, la contestation sera soumise à un juge de paix, qui décidera sommairement de l'affaire, et qui pourra interroger sous serment les parties elles-mêmes, ainsi que toute autre personne, afin de décider la contestation, et en cas d'incertitude il pourra assigner trois personnes, et la décision de deux d'entre elles sera finale.

Les préposés du revenu détruiront ces monnaies.

3. Tout employé préposé à la perception du revenu en Canada coupera, brisera ou défigurera, ou fera couper, briser ou défigurer toute pièce de monnaie d'or ou d'argent contrefaite, ou illégalement dépréciée, qui lui sera offerte en paiement d'aucune partie de ce revenu. 32-33 V., c. 18, art. 26

Quand la contrefaçon sera réputée consommée.

[24-25, V., c. 99, art. 30.]

27. Toute infraction consistant dans la fabrication ou contrefaçon de quelque pièce de monnaie, ou dans l'achat, la vente, la réception, le paiement, l'offre, l'émission ou la mise en circulation, ou l'offre d'acheter, vendre, recevoir, payer, émettre, ou mettre en circulation, de la monnaie fausse ou contrefaite, en contravention aux dispositions du présent acte, sera réputée consommée, lors même que la pièce de monnaie ainsi fabriquée ou contrefaite, ou achetée, vendue, reçue, payée, émise, mise en circulation, ou que l'on a offert d'acheter, vendre, recevoir, payer, émettre ou mettre en circulation, n'était pas en état d'être émise, ou que la contrefacon n'en était ni complète ni achevée. 32-33 V., c. 18, art. 32.

FABRICATION ET IMPORTATION DE MONNAIES DE CUIVRE NON COURANTES.

28. Quiconque fabriquera en Canada ou y importera de Fabrication la monnaie de billon, autre que celle qui y a cours légal, ou importaavec intention de la mettre en circulation comme monnaie naie de cuivre de cuivre courante, sera passible, sur conviction sommaire, sans autorisad'une amende de vingt piastres au plus pour chaque livre troy du poids de cette monnaie; et toute monnaie de billon ainsi fabriquée ou importée sera confisquée au profit de Sa Majesté, pour les besoins publics du Canada. 31 V., c. 47, art. 1 et 2.

29. Deux juges de paix ou plus, sur la déposition d'une Saisie de cette personne digne de foi, faite sous serment, déclarant que de monnaie. la monnaie de billon a été illégalement fabriquée ou importée, la feront saisir et détenir, et citeront devant eux la personne en la possession de qui cette monnaie aura été trouvée ; et Confiscation. s'il est établi à leur satisfaction, par le serment d'un témoin digne de foi autre que le dénonciateur, que cette monnaie a été fabriquée ou importée en contravention au présent acte, les juges de paix la déclareront confisquée, et la feront garder en lieu sûr, en attendant que le Gouverneur général en dispose pour les besoins publics du Canada. 31 V., c. 47, art. 3.

30. S'il est établi, à la satisfaction de ces juges de paix, Quand l'aque la personne en la possession de qui cette monnaie de mende sera imposée. billon a été trouvée savait qu'elle avait été ainsi illégalement fabriquée ou importée, ils pourront la condamner à l'amende ci-haut prescrite, et aux frais, et la faire emprisonner pendant deux mois au plus, si l'amende et les frais ne sont pas payés sur-le-champ. 31 V., c. 47, art. 4.

31. S'il est établi, à la satisfaction de ces juges de paix, Amende reque la personne en la possession de qui cette monnaie de convrée du billon a été trouvée ne savait pas qu'elle avait été ainsi illé- de la mougalement fabriquée ou importée, l'amende pourra, sur le naie serment d'un témoin digne de soi autre que le demandeur, être recouvrée du propriétaire par toute personne qui en poursuivra le recouvrement devant une cour de juridiction compétente. 31 V., c. 47, art. 5.

32. Tout préposé des douanes de Sa Majesté pourra saisir Les préposés toute monnaie de billon importée ou qu'on aura tenté d'impourront la porter en Canada, en contravention au présent acte, et pourra saisir.

la détenir comme confisquée, en attendant que le Gouverneur général en dispose pour les besoins publics du Canada. 31 V., c. 47, art. 6.

Emission de monnaie de cuivre illègale. 33. Quiconque émet, présente ou offre en paiement quelque monnaie de billon autre que la monnaie de cuivre courante, est passible d'une amende du double de la valeur nominale de cette monnaie.

Recouvrement de l'amende. 2. Cette amende pourra être recouvrée, avec dépens, d'une manière sommaire, sur le serment d'un témoin digne de foi autre que le dénonciateur, par-devant tout juge de paix, qui, si l'amende et les frais ne sont pas immédiatement payés, pourra faire emprisonner le délinquant pendant huit jours au plus. 31 V., c. 47, art. 7 et 8.

Emploi des amendes. 34. La moitié de toutes les amendes imposées par quelqu'un des cinq articles précédents, mais non la monnaie de billon confisquée en vertu de leurs dispositions, appartiendra au dénonciateur ou à la personne qui en poursuivra le recouvrement, et l'autre moitié appartiendra à Sa Majesté pour les besoins publics du Canada. 31 V., c. 47, art. 9.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 168.

Acte concernant les dommages malicieux à la propriété. A.D. 1886.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada décrète co et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définition. une interprétation différente, l'expression "bétail" comprend "Bétail' tout cheval, mule, âne, porc, mouton ou chèvre, aussi bien que les bêtes à cornes ou animaux de l'espèce bovine, quel que soit l'âge ou le sexe de l'animal, qu'il soit châtré ou non, et quel que soit le nom technique ou ordinaire sous lequel il est connu; et elle s'applique à un seul animal aussi bien gu'à plusieurs. 32-33 V., c. 22, art. 44;—40 V., c. 29, art. 2.

DOMMAGES PAR INCENDIE AUX BATIMENTS ET EFFETS QU'ILS CONTIENNENT.

2. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le feu Incendier une à une église ou chapelle, un temple ou autre lieu consacré église, chaà une église ou chapette, un temple ou actes l'an au culte public, est coupable de félonie et passible d'empri[24-25 V., c. 97, art. 1.]

3. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le feu Incendier une à une maison d'habitation dans laquelle se trouve quelqu'un, maison habi-tée. est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à per- $\frac{1}{124-25}$ V., c. 32-33 V., c. 22, art. 2. pétuité.

4. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le feu Incendier une à une maison, étable, remise, hangar, entrepôt, bureau, bou-maison, étable, manufactique ou magasin, moulin, brasserie de malt, four à houblon, ture, bâtiment grange, voûte, grenier, cabane, appentis ou bergerie, ou à un de ferme, etc. bâtiment de ferme, ou à une bâtisse ou construction em- $\frac{124-25}{97,~\mathrm{art.}~3.]}$ ployée dans l'exploitation d'une ferme, ou à l'exploitation de quelque industrie ou manufacture, ou quelqu'une de ses branches, qu'ils soient en la possession du délinquant ou en la possession d'une autre personne, avec l'intention par ce fait de léser ou frander quelqu'un, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 3;-35 V., c. 34, art. 1.

5. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le feu Incendier une à une gare, un hangar à locomotives, entrepôt ou autre min de fer, bâtiment, appartenant ou attenant à quelque chemin de fer, etc.

[24-25 V., e. 97, art. 4.]

port, dock ou havre, ou à quelque canal ou nappe d'eau navigable, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpéfuité. 32-33 V., c. 22, art. 4.

Incendier les vaisseaux, chantiers, etc., de Sa Majesté. [12 G. III. c. 24, art. 1.]

6. Quiconque, illégalement et malicieusement, met en feu ou incendie, ou détruit de quelque autre manière, ou fait mettre en feu ou incendier, ou détruire de quelque autre manière, un navire ou vaisseau de guerre de Sa Majesté, soit à flot, soit en construction, ou dont la construction est commencée dans quelque chantier de Sa Majesté, ou en construction ou réparation à l'entreprise dans quelque chantier particulier pour l'usage de Sa Majesté,—ou un arsenal, magasin, chantier, corderie, bureau des vivres de Sa Majesté, ou quelque édifice qui y est érigé ou en dépend, ou des bois de construction ou matériaux qui y sont déposés pour la construction, le radoub ou le ravitaillement des navires ou vaisseaux,—ou des approvisionnements militaires ou maritimes, ou des vivres, ou d'autres munitions de guerre de Sa Majesté, ou quelque endroit où sont gardés, placés ou déposés ces approvisionnements militaires ou maritimes, vivres ou autres munitions de guerre,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 5.

Incendier un édifice public. [24-25 V., c. 97, art. 5.]

7. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le feu à un édifice autre que ceux déjà mentionnés dans le présent acte, appartenant à Sa Majesté, ou à quelque comté, division, cité, ville, village, paroisse ou localité, ou appartenant à quelque université ou collège, ou salle d'université, ou à quelque corporation, ou à quelque corps ou société de personnes non constituées en corporation, associées ensemble dans un but licite, ou consacré ou dédié à l'usage ou à l'embellissement public, ou construit ou maintenu par souscriptions ou contributions publiques, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 6.

Incendier quelque autre édifice.

[24-25 V., c. 97, art. 6.]

8. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le feu à un édifice autre que ceux déjà mentionnés dans le présent acte, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 7.

Incendier des effets dans un édifice dont qualifié félonie.

[24-25 V., c. 97, art. 7.]

9. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le feu à quelque matière ou chose se trouvant dans, contre ou sous l'incendie est un bâtiment ou édifice, dans des circonstances telles que s'il était par ce fait mis en feu, ce fait constituerait une félonie, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'empri-32-33 V., c. 22, art. 8. sonnement.

Tentative. d'incendie. [24-25 V., c. 97, art. 8.]

10. Quiconque, illégalement et malicieusement, par un commencement d'exécution, tente de mettre le feu à un bâtiment ou édifice, ou à quelque matière ou chose mentionnée dans l'article précédent, dans des circonstances telles que si le 2052

feu y était mis, ce fait constituerait une félonie, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 12.

11. Quiconque, par une négligence qui démontre une Mettre le feu indifférence ou une insouciance coupable pour les consé- par négliquences de son acte, ou en contravention à la loi munici- que forêt, pale de la localité, met le feu à quelque forêt, arbre, bois bois, etc. ouvré, bois équarri, ou à des billots, radeaux, estacades, digues ou glissoires sur le domaine de la Couronne, ou sur des terres affermées ou légalement possédées pour y exploiter la coupe des bois de construction, ou sur des propriétés particulières, ou sur quelque crique, rivière, plan incliné, grève ou quai, de manière à les endommager ou détruire, est coupable de délit et passible de deux ans d'emprisonnement.

2. Si le magistrat saisi de l'affaire, dans les cas prévus En certains dans le présent article, est d'opinion que les conséquences cas le magis-trat peut imn'ont pas été graves, il pourra, à sa discrétion, juger le cas poser une sommairement, sans renvoyer le délinquant aux assises, en amende sans renvoyer le lui imposant une amende de cinquante piastres au plus, délinquant ou, à défaut de paiement, en le condamnant à un emprison- aux assises. ment de six mois au plus, avec ou sans travaux forcés. 32-33 V., c. 22, art. 9 et 10.

12. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le Mettre malifeu à quelque forêt, arbre, bois ouvré. bois équarri, ou à des feu à une fobillots, radeaux, estacades, dignes ou glissoires sur le domaine rêt, etc. de la Couronne, ou sur des terres affermées ou légalement possédées pour y exploiter la coupe des bois de construction, ou sur des propriétés particulières, ou sur quelque crique, rivière, plan incliné, grève ou quai, de manière qu'ils soient endommagés ou détruits, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 11.

DOMMAGES AU MOYEN DE MATIÈRES EXPLOSIVES.

13. Quiconque, illégalement et malicieusement, par l'ex- Détruire ou plosion de poudre ou d'autre matière explosive, détruit, endommager par la poudre démolit ou endommage totalement ou partiellement une une maison maison d'habitation dans laquelle il se trouve quelqu'un, habitée. ou un bâtiment ou édifice quelconque, en conséquence de [24-25 V., c. 97, art. 9.] quoi la vie de quelque personne est mise en danger, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 13.

14. Quiconque, illégalement et malicieusement, met ou Tentative de jette dans, sur, sous, contre ou près un bâtiment ou édifice, édifice par la de la poudre ou quelque autre matière explosive, avec l'in-poudre, etc. tention de détruire ou endommager ce bâtiment ou cet [24-25 V., c. édifice, ou quelque locomotive, machine, mécanisme, outils ^{97, art. 10.}] de travail, choses fixées à demeure, marchandises ou effets mobiliers,—que l'explosion ait on n'ait pas lien, et qu'il en

résulte ou non quelque dommage,—est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. e. 22, art. 14.

DOMMAGES AUX BATIMENTS PAR DES LOCATAIRES.

Locataires endommageant des maisons. [24-25 V., c. 97, art. 13.]

15. Quiconque, étant en possession d'une maison d'habitation ou autre bâtiment, ou de partie d'une maison d'habitation ou autre bâtiment, tenu à bail pour un certain nombre d'années ou un terme moindre, ou à volonté, ou gardé après l'expiration du bail, l'abat on démolit illégalement et malicieusement, ou commence illégalement et malicieusement à l'abattre ou démolir totalement ou partiellement, ou illégalement et malicieusement abat ou arrache de la propriété quelque chose fixée à demeure dans ou sur cette maison d'habitation ou ce bâtiment, ou sur quelque partie de cette maison d'habitation ou de ce bâtiment, est coupable de délit. 32-33 V., c. 22, art. 17.

DOMMAGES AUX PRODUITS INDUSTRIELS ET MACHINES.

Détruire des effets en voie de fabrication. [24-25 V., c. 97, art. 14.]

16. Quiconque, illégalement et malicieusement, coupe, brise ou détruit, ou endommage avec intention de détruire ou mettre hors de service, quelques effets ou articles de soie, laine, toile, coton, crin, moire ou alpaca, ou d'une ou plusieurs de ces matières mélangées ensemble ou avec quelque autre matière, on quelque pièce tricotée au métier, chaus-

sette, bas ou denteÎle, étant sur le métier on le châssis, ou sur quelque machine ou engin, ou sur le séchoir ou l'étendense, ou dans quelque état, procédé ou progrès de fabrication,-ou, illégalement et malicieusement, coupe, brise ou détruit, ou endommage avec intention de détruire ou mettre hors de service, quelque chaîne ou trame de soie, laine, toile, coton, crin, moire ou alpaca, ou d'une ou plusieurs de ces matières mélangées ensemble ou avec quelque autre matière,—ou, illégalement et malicieusement, coupe, brise ou détruit, ou endommage avec intention de détruire ou mettre tefabrication, hors de service, quelque métier, châssis, machine, engin, chevalet, appareil, outil ou instrument, soit fixe, soit mobile, préparé ou employé pour carder, filer, organsiner, tisser, fouler, raser ou autrement fabriquer ou préparer ces effets ou articles,—on entre par violence dans une maison, boutique ou magasin, bâtiment ou place, avec l'intention de com-

On des machines cmployées à cet-

> 17. Quiconque, illégalement et malicieusement, coupe, brise ou détruit, ou endommage avec intention de détruire on mettre hors de service, quelque machine on engin, soit fixe, soit mobile, employé ou devant être employé à semer, récolter, faucher, battre, labourer ou égoutter, ou à l'accomplissement de quelque autre opération agricole, ou quelque 2054

mettre quelqu'une des infractions mentionnées dans le présent article,-est coupable de félonie et passible d'emprison-

nement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 18.

Détruire des machines destinées à l'agriculture ou employees. dans des fabriques. [24-25 V., c. 97, art. 15.]

machine ou engin, ou quelque outil ou instrument, soit fixe, soit mobile, préparé ou employé pour une fabrication quelconque, excepté la fabrication des tissus de soie, laine, toile, coton, crin, moire ou alpaca, ou de tissus composés d'une ou plusieurs de ces matières mélangées ensemble ou avec quelque autre matière, ou quelque pièce tricotée au métier, chaussette, bas ou dentelle, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 19.

DOMMAGES AUX CÉRÉALES, ARBRES ET PRODUITS VÉGÉTAUX.

18. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le Mettre le feu feu à une récolte de foin, de fourrage, céréales, grains ou aux récoltes, légumes, ou de quelque produit végétal cultivé, qu'elle soit [24-25 V., c. sur pied ou coupée, ou à quelque partie d'un bois, taillis ou 97, art. 16.] plantation d'arbres, ou à des bruyères, ajoncs, genêts ou fougères, en quelque lieu qu'ils croissent, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 20.

19. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le Mettre le feu feu à une meule de céréales, grains, légumes, pois, fêves, foin, de smeules de céréales. paille, chaume ou éteule, ou de quelque produit végétal [24-25 V., c. cultivé, ou de bruyères, ajoncs, genêts, fougères, gazon, 37, art. 17.1 tourbe, houille, charbon, bois ou écorce, ou à quelque amas ou pile de bois ou d'écorce, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 21.

20. Quiconque, illégalement et malicieusement, par un Tentative commencement d'exécution, tente de mettre le feu à quelque d'incendier des récoltes matière ou chose mentionnée dans l'un ou l'autre des deux ou céréales. articles précédents, dans des circonstances telles que si le feu [24-25 V., c. y était mis le délinquant serait, en vertu de l'un ou l'autre 97, art. 18.] de ces articles, coupable de félonie, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 22.

21. Quiconque, illégalement et malicieusement, coupe ou Détraire du détruit autrement quelque tige de houblon croissant sur des houblon, des vignes, etc. perches dans une plantation de houblon, ou quelque vigne [24-25 V., c. croissant dans un vignoble, est coupable de l'élonie et pas- 97, art. 19.] sible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 23.

22. Quiconque, illégalement et malicieusement, coupe, Détruire des brise, écorce, déracine ou autrement détruit ou endommage arbres valant totalement ou partiellement un arbre, arbuste ou arbrisseau, dans un parc, ou un taillis, croissant dans un parc, parterre, jardin, verger etc. ou avenue, ou sur un terrain contigu ou appartenant à une [24-25 V., c. maison d'habitation si le montant du dommage fait avende 97, art. 20.] maison d'habitation, si le montant du dommage fait excède la somme de cinq piastres, est coupable de félonie et passible de trois ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 24.

Détruire des arbres, etc., valant plus de \$20, ail-124-25 V., c. 97, art. 21.7

23. Quiconque, illégalement et malicieusement, coupe, brise, écorce, déracine, ou autrement détruit ou endommage totalement ou partiellement un arbre, arbuste ou arbrisseau, ou un taillis, croissant dans quelque rue ou place publique, ou ailleurs que dans un parc, parterre, jardin, verger ou avenue, ou que sur un terrain contigu ou appartenant à une maison d'habitation, si le montant du dommage fait excède la somme de vingt piastres, est coupable de félonie et passible 32-33 V., c. 22, art. 25. de trois ans d'emprisonnement.

Endommager des arbres, etc., au mon-[24-25 V., c. 97, art. 22.]

24. Quiconque, illégalement et malicieusement, coupe, brise, écorce, déracine ou autrement détruit ou endommage tant de 25 cts. totalement ou partiellement un arbre, arbuste ou arbrisseau, ou un taillis, en quelque endroit qu'il croisse, si le dommage fait s'élève à une somme de vingt-cinq centins au moins, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de cinq piastres au plus, outre le montant du dommage fait, ou d'un mois d'emprisonnement, avec ou sans travaux forcés.

Première récidive.

2. Quiconque, après avoir été convaincu d'une infraction de ce genre, en contravention au présent acte ou à tout autre acte ou loi, commet ensuite quelqu'une des infractions mentionnées dans le présent article, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de vingt piastres au plus, outre le montant du donnage fait, ou de trois mois d'emprisonnement aux travaux forcés.

Autres récidi-

3. Quiconque ayant été deux fois convaincu d'une pareille infraction, commet ensuite quelqu'une des infractions mentionnées dans le présent article, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 22, art. 26.

Détruire des fruits ou légumes dans un jardin. [24-25 V., c. 97, art. 23.]

25. Quiconque, illégalement et malicieusement, détruit, ou endommage avec intention de détruire, une plante, racine, fruit ou production végétale croissant dans un jardin, verger, pépinière, maison, couche-chaude, serre ou serre-chaude, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de vingt piastres au plus, outre le montant des dommages faits, ou de trois mois d'emprisonnement avec ou sans travaux forcés.

Récidive.

2. Quiconque, après avoir été convaincu d'une infraction de ce genre, en contravention au présent acte ou à tout autre acte ou loi, commet ensuite quelqu'une des infractions mentionnées dans le présent article, est coupable de félonie et passible de deux ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 27.

Détruire des végétaux, un jardin. [24-25 V., c. 97. art. 24.]

26. Quiconque, illégalement et malicieusement, détruit, ou endommage avec intention de détruire, une racine ou etc., ne crois- ou endommage avec intention de detruire, une racine ou sant pas dans plante cultivée servant à la nourriture de l'homme ou des animaux, ou à la médecine, ou à la distillation, ou à la teinturerie, ou à la fabrication, ou employée à la fabrication, et croissant sur quelque terrain vague ou enclos, n'étant pas

2056

un jardin, verger ou pépinière, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de cinq piastres au plus, outre le montant des dommages faits, ou d'un mois d'emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, et à défaut de paiement de l'amende et des dépens, s'il en est, d'un emprisonnement d'un mois au plus.

2. Quiconque, après avoir été convaincu d'une infraction Récidive de ce genre, en contravention au présent acte ou à tout autre acte ou loi, commet ensuite quelqu'une des infractions mentionnées dans le présent article, est passible, sur conviction sommaire, de trois mois d'emprisonnement aux tra-

vaux forcés. 32-33 V., c. 22, art. 28.

DOMMAGES AUX CLOTURES.

27. Quiconque, illégalement et malicieusement, coupe, Détruire des brise, abat ou détruit de quelque manière une clôture de clôtures, barquelque espèce que ce soit, un mur, pas de haie ou bar- [24-25 V.; c. rière, totalement ou partiellement, est passible, sur conviction 97, art. 25.] sommaire, d'une amende de cinq piastres au plus, outre le

montant des dommages causés.

2. Quiconque, après avoir été convaincu d'une infraction Récidive. de ce genre, en contravention au présent acte ou à tout autre acte ou loi, commet ensuite quelqu'une des infractions mentionnées dans le présent article, est passible, sur conviction sommaire, de trois mois d'emprisonnement aux travaux forcés. 32-33 V., c. 22, art. 29.

DOMMAGES AUX MINES.

28. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le Mettre le feu feu à une mine de houille, charbon de terre, anthracite, ou houille, un autre combustible minéral, ou à une mine ou un puits d'huile puits d'huile, ou d'autre matière combustible, est coupable de félonie et pas- etc. sible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 30. $^{[24-25]}_{97, art. 26.]}$

29. Quiconque, illégalement et malicieusement, tente, Tentative de par un commencement d'exécution, de mettre le feu à quelque à une mine, mine ou puits d'huile, dans des circonstances telles que si etc. le feu y était mis le délinquant serait coupable de félonie, [24-25 V., c. est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'empri- 97, art. 27.] sonnement. 32-33 V., c. 22, art. 31.

30. Quiconque, illégalement et malicieusement, fait Jeter de l'eau, transporter, couler ou tomber de l'eau, de la terre, des etc., dans une décombres ou autres matières dans une mine, ou dans un mine ou un puits d'huile, ou dans un passage souterrain y communi- puits d'huile quant avec l'intention par co fait de détraire quant, avec l'intention par ce fait de détruire ou endom-truer. mager cette mine ou ce puits, ou d'en empêcher ou retarder [24-25 V., c. l'exploitation, ou, avec la même intention, illégalement et 97, art. 28.] malicieusement, abat, remplit, obstrue, ou endommage avec intention de détruire, obstruer ou mettre hors de service

quelque bure d'aérage, conduite d'eau, égoût, puits, excavation ou galerie d'une mine ou d'un puits d'huile, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprison-

Exception.

2. Le présent article ne s'appliquera à aucun dommage commis sous terre par le propriétaire d'une mine ou d'un puits contigu en en faisant l'exploitation, ou par quelque personne légalement employée à cette exploitation. 32-33 V., c. 22, art. 32.

31. Quiconque, illégalement et malicieusement, abat ou

détruit, ou endommage avec intention de détruire ou mettre

Endommager des machines, plateformes, voies, etc., servant à l'exploitation de mines.

[24-25 V., c. 97, art. 29.]

hors de service, quelque machine à vapeur ou autre machine à foncer, égoutter, aérer ou exploiter, ou servant de quelque manière à foncer, égoutter, aérer ou exploiter une mine ou un puits d'huile, ou quelque instrument ou appareil rattaché à cette machine à vapeur ou autre, ou quelque plateforme, bâtiment ou construction servant à l'exploitation d'une mine ou d'un puits d'huile, ou quelque pont, chemin ou voie servant au transport du minerai ou de l'huile d'une mine ou d'un puits, que cette machine, plateforme, bâtiment, construction, pont, chemin ou voie soit achevé ou inachevé, ou, illégalement et malicieusement, arrête, obstrue ou le fonctionne- empêche le fonctionnement d'une machine à vapeur ou autre, ou d'un instrument ou appareil comme susdit, avec l'intention par ce fait de détruire ou endommager une mine ou un puits d'huile, ou d'en empêcher, entraver ou retarder Endommager l'exploitation,—ou, illégalement et malicieusement, coupe, arrache, brise ou détache, totalement ou partiellement, ou endommage avec intention de détruire ou mettre hors de service, quelque câble, chaîne ou gréement, de quelques matériaux qu'il soit fait, employé dans une mine ou un puits d'huile, ou dans ou sur un plan incliné, chemin de fer ou autre voie, ou tout autre ouvrage quelconque, appar-

En empêcher ment.

les câbles, chaines ou appareils.

DOMMAGES AUX LEVÉES DE LA MER ET DES RIVIÈRES, ET AUX TRAVAUX SUR LES RIVIÈRES ET CANAUX.

32-33 V., c. 22, art. 33.

tenant ou attenant de quelque manière, ou employé à une mine ou un puits d'huile, ou à son exploitation,—est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement.

Détruire des la mer, ou d'un canal,

[24-25 V., c. 97, art. 30.1

32. Quiconque, illégalement et malicieusement, abat ou levées, etc., sur le bord de démolit, ou autrement endommage ou détruit quelque levée, rempart, digue ou aboiteau sur le bord de la mer, ou la levée, digue on rempart de quelque rivière, canal, égoût, réservoir, mare ou marais, à la suite de quoi quelque terrain ou édifice est inondé ou endommagé, on en danger de l'être, —on, illégalement et malicieusement, abat, brise ou démolit, nivelle, sape, ou autrement détruit quelque quai, embarcadère, jetée, écluse, pertuis, vanne, déversoir, tunnel, chemin de halage, égoût, canal ou autre ouvrage appartenant à un port, havre, dock ou réservoir, ou situé sur une eau ou un canal navigables, ou quelque digue ou construction érigée dans le but de créer ou exploiter un pouvoir hydraulique, ou quelque levée y servant d'appui,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 34.

33. Quiconque, illégalement et malicieusement, coupe, Enlever des arrache ou enlève quelques pilotis, pierres ou autres maté- levées de la riaux fixés en terre et servant à affermir quelque levée ou mer, ou obsrempart de mer, ou la levée, la digue ou le rempart de quel-truer la navigation. que rivière, canal, égoût, aqueduc, marais, réservoir, mare, [24-25 V., c. port, havre, dock, quai, embarcadère, jetée ou écluse,—ou, 97, art. 31.7 illégalement et malicieusement, ouvre ou enlève quelque vanne on pertuis, ou fait quelque dommage ou tort à quelque rivière ou canal navigable, avec l'intention et de manière par ce fait à en entraver ou empêcher la navigation, ou le maintien de la navigation,—est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 35.

149

DOMMAGES AUX VIVIERS.

34. Quiconque, illégalement et malicieusement, brise, Démolir la didémolit ou autrement détruit la digue, la vanne ou le gue, etc., d'un étang à pertuis d'un vivier, ou de quelque pièce d'eau apparte- poisson, ou nant à des particuliers, ou à l'égard de laquelle il existe empoisonner le poisson. quelque droit de pêche particulier, avec l'intention par ce [24-25 V., c. fait de prendre ou de détruire quelque poisson dans ce vivier 97, art. 32.] ou cette pièce d'eau, ou de manière à causer par ce fait la perte ou destruction du poisson,—ou, illégalement et malicieusement, jette de la chaux ou d'autres matières délétères dans un vivier ou une pièce d'eau, avec l'intention par ce fait de détruire le poisson qui s'y trouve, ou qui peut y être mis plus tard,—ou, illégalement et malicieusement, brise, démolit ou autrement détruit la digue ou la vanne de quelque mare de moulin, vivier ou réservoir,—est coupable de délit et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 36.

DOMMAGES AUX PONTS, VIADUCS ET BARRIÈRES DE PÉAGE.

35. Quiconque, illégalement et malicieusement, renverse Endommager ou abat, ou autrement détruit un pont, qu'il soit ou non sur un pont puun cours d'eau, ou un viaduc ou aquedue—, sur ou sous lequel viaduc. pont, viaduc ou aqueduc passe une grande route, un chemin [24-25 V., c. de fer ou un canal,—ou y fait quelque dommage avec l'inten- 97, art. 33.] tion et de manière à rendre, par ce fait, ce pont, viaduc ou aqueduc, ou la grande route, le chemin de fer ou le canal passant en dessus ou en dessous, ou quelque partie de ces ouvrages, dangereux ou impraticable,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 37.

Détruire une barrière de péage, etc. [24-25 V., c. 97, art. 34]

36. Quiconque, illégalement et malicieusement, abat, rase on autrement détruit, en tout ou en partie, une barrière de péage, ou un mur, chaîne, perche, poteau, traverse ou autre clôture appartenant à une barrière de péage, ou posé ou érigé pour empêcher les voyageurs de passer sans acquitter le péage prescrit par quelque acte ou loi à cet égard, ou une maison, bâtisse ou pesée érigée pour la meilleure perception, constatation ou sûreté de ce péage, est coupable de délit et passible d'amende ou d'emprisonnement, ou des deux peines à la fois, à la discrétion de la cour. 32.33 V., c. 22, art. 38.

DOMMAGES AUX CHEMINS DE FER.

37. Quiconque, illégalement et malicieusement, et avec

railler, endommager ou détruire quelque locomotive, tender,

Certains attentats contre l'intention d'obstruer, mettre en danger, renverser, faire déde fer.

[24-25 V., c. 97, art. 35.]

Obstructions.

voiture, wagon ou chariot sur un chemin de fer, ou des effets ou marchandises passant sur un chemin de fer,— (a.) Met, place, jette ou lance quelque bois, pierre ou autre matière ou chose sur ou en travers un chemin de fer,—

Enlever les rails, etc.

(b.) Brise, arrache, enlève, dérange, déplace, endommage ou détruit quelque rail, aiguille, traverse, pont, clôture ou autre chose, en tout ou en partie, appartenant à un chemin de fer,—

Déranger les aiguilles.

(c.) Tourne, dérange ou déplace quelque aiguille de raccordement ou autre mécanisme appartenant à un chemin de fer,-

Ou les lumiè-

(d.) Fait ou montre, ou cache ou enlève, un signal ou une lumière sur ou près un chemin de fer, ou—

Autres actes.

(e.) Fait ou fait faire quelque autre chose avec la même intention,—

Punition.

Est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 39;-42 V., c. 9, art 88, partie;—44 V., c. 25, art. 116, partie.

Endommager un chemin de fer on en entraver la construction,

38. Quiconque, illégalement et malicieusement,-

(a.) Brise, abat, endommage ou détruit, ou fait quelque autre tort ou dégradation à quelque chemin de fer ou partie de chemin de fer, bâtiment, construction, station, gare, quai, navire, installation fixe, pont, clôture, locomotive, tender, voiture, wagon, chariot, mécanisme ou autre ouvrage, appareil, matière ou chose attachés, appartenant ou se rattachant à un chemin de fer, ou-

(b) En entrave ou interrompt le libre usage, ou—

(c.) En entrave, obstrue ou empêche l'exécution, l'achève-

ment, l'entretien ou la réfection, —

Punition.

Est coupable de délit et passible de cinq ans d'emprisonnement. 42 V., c. 9, art. 87 et 90;—44 V., c. 25, art. 115 et 118.

39. Quiconque, par quelque moyen ou de quelque ma-Entraver l'usage d'un chemin de fer nière que ce soit, ou par une abstention ou négligence volonou des trataire, entrave ou interrompt, ou fait entraver ou interrompre, 2060

ou aide ou concourt à entraver ou interrompre le libre usage [24-25 V., c. d'un chemin de fer ou de partie d'un chemin de fer, ou de quelque bâtiment, construction, station, gare, quai, navire, installation fixe, pont, clôture, locomotive, tender, voiture, wagon, chariot, mécanisme ou autre ouvrage, appareil, matière ou chose d'un chemin de ser, ou y appartenant ou s'y rattachant, est coupable de délit et passible de deux ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 40;—42 V., c. 9, art. 86;—44 V., c. 25, art. 114.

DOMMAGES AUX TÉLÉGRAPHES, ETC.

40. Quiconque, illégalement et malicieusement, coupe, Dommages brise, abat, détruit, endommage ou enlève quelque batterie, aux télégramécanisme, fil, câble, poteau, ou autre matière ou chose [24-25 V., c. quelconque, faisant partie d'un télégraphe électrique ou 97, art. 37.] magnétique, d'une lumière électrique, d'un téléphone ou d'une alarme à incendie, ou servant ou employé à son fonctionnement ou à la transmission de l'électricité dans tout autre but légal,—ou, illégalement et malicieusement, empêche ou entrave, de quelque manière que ce soit, l'expédition, la transmission ou la remise d'une communication par ce télégraphe, téléphone ou alarme, ou la transmission de l'électricité pour quelque lumière électrique ou dans tout autre but comme susdit,-est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 22, art. 41.

41. Quiconque, illégalement et malicieusement, tente, par Tentative un commencement d'exécution, de commettre quelqu'une d'endommades infractions mentionnées dans l'article précédent, est graphes. passible, sur conviction sommaire, d'une amende de cin-[24-25 V., c. quante piastres au plus, ou de trois mois d'emprisonnement 97, art. 38.] avec ou sans travaux forcés. 32-33 V., c. 22, art. 42.

DOMMAGES AUX ŒUVRES ARTISTIQUES.

42. Quiconque, illégalement et malicieusement, détruit Détruire ou ou endommage quelque livre, manuscrit, tableau, gravure, endommager des œuvres statue, buste ou vase, ou quelque autre article ou objet d'art dans un gardé pour les fins de l'art, de la science ou de la littérature, musée, une église, etc. ou comme objet de curiosité dans un musée, galerie, cabinet, [24-25 V., c. bibliothèque ou autre conservatoire, lequel musée, galerie, 97, art. 39.] cabinet, bibliothèque ou autre conservatoire est en tout temps ou de temps à autre ouvert au public, ou à un nombre considérable de personnes admises à le voir, soit sur la permission du propriétaire, soit sur paiement d'une somme avant d'y entrer,-ou quelque tableau, statue, monument ou autre souvenir funéraire, peinture sur verre, ou autre monument ou objet d'art dans une église, chapelle, temple ou autre lieu consacré au culte public, ou dans un édifice appartenant à Sa Majesté ou à quelque comté, division, cité,

ville, village, paroisse ou localité, ou à quelque université, collège ou salle d'université, ou dans quelque rue, place publique, cimetière, lieu de sépulture, jardin ou parc public, —ou quelque statue ou monument exposé à la vue du public, ou quelque ornement, grillage ou clôture entourant une statue ou un monument,—ou quelque fontaine, réverbère, pilier, ou autre article en métal, verre, bois ou autres matériaux dans une rue, un carré ou autre place publique,—est coupable de délit et passible d'un an d'emprisonnement.

Recours civil.

2. Rien de contenu au présent ne préjudiciera au droit de qui que ce soit de recouvrer une indemnité pour le dommage ainsi causé. 32-33 V., c. 22, art. 43.

DOMMAGES AUX BESTIAUX ET AUTRES ANIMAUX.

Tuer ou mutiler du bétail. [24-25 V., c. 97, art. 40.]

43. Quiconque, illégalement et malicieusement, tue, mutile, blesse, empoisonne ou estropie quelque bétail, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c 22, art. 45.

Tentative d'empoisonner du bétail. 44. Quiconque, illégalement et malicieusement, tente de tuer, mutiler, blesser, empoisonner ou estropier quelque bétail,—ou, illégalement et malicieusement, place du poison dans un endroit tel qu'il puisse être facilement pris par quelque bétail, est coupable de délit et passible d'amende ou d'emprisonnement, ou des deux peines à la fois, à la discrétion de la cour. 32-33 V., c. 22, art. 46.

Tuer ou mutiler d'autres animaux.

[24-25 V., c. 97, art. 41.]

45. Quiconque, illégalement et malicieusement, tue, mutile, blesse, empoisonne ou estropie quelque chien, oiseau, bête ou autre animal n'étant pas du bétail, mais tombant dans le domaine du larcin en droit commun, ou étant ordinairement tenu dans un état de servitude, ou gardé pour des besoins domestiques, ou dans le but d'en retirer des profits ou bénéfices légitimes, ou dans un but scientifique, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de cent piastres au plus, outre le montant du dommage fait, ou de trois mois d'emprisonnement, avec ou sans travaux forcés.

Récidive.

2. Quiconque, après avoir été convaincu d'une pareille infraction, commet ensuite quelqu'une des infractions mentionnées dans le présent article, est coupable de délit et passible d'amende ou d'emprisonnement, ou des deux peines à la fois, à la discrétion de la cour. 32-33 V., c. 22, art. 47.

DOMMAGES AUX NAVIRES.

Incendier, démarrer ou détruire un navire. [24-25 V., c.

97, art. 42.]

46. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le feu à un navire ou vaisseau, ou fait naufrager, ou détruit de toute autre manière un navire ou vaisseau, qu'il soit achevé ou inachevé, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 48.

47. Quiconque, illégalement et malicieusement, met le feu Incendier, à un navire ou vaisseau, ou fait naufrager, ou détruit de toute etc., un naviautre manière un navire ou vaisseau, avec l'intention par ce dice du profait de porter préjudice à un propriétaire ou co-propriétaire des assureurs. de ce navire ou vaisseau, ou des marchandises qui se trou- [24-25 V., c. vent à bord, ou à quelque personne qui a donné ou qui peut 97, art. 43.] donner une police d'assurance sur ce navire ou vaisseau, ou sur sa cargaison, ou sur des marchandises qui se trouvent à bord, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 49.

48. Quiconque, illégalement et malicieusement, tente, Tentative par un commencement d'exécution, de mettre le feu à un d'incendier, etc., un navinavire ou vaisseau, ou de faire naufrager, ou de détruire un re. navire on vaisseau, dans des circonstances telles que si ce [24-25 V., c. navire ou vaisseau était par là mis en feu, perdu ou détruit, 97, art. 44.] le délinquant serait coupable de félonie, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 50.

49. Quiconque, illégalement et malicieusement, met ou Placer de la jette dans, sur, contre ou près un navire ou vaisseau, de la poudre près d'un navire poudre ou quelque autre matière explosive, avec l'intention avec l'intende détruire ou endommager ce navire ou vaisseau, ou quel-tion de l'enque mécanisme, outils de travail, marchandises ou effets [24-25 V., c. mobiliers, soit que l'explosion ait ou n'ait pas lieu, et soit 97, art. 45.] qu'il en résulte ou non quelque dommage, est coupable de félonie et passible de quatorze ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 51.

50. Quiconque, illégalement et malicieusement, endom-Endommager mage, autrement que par le feu, par la poudre ou autre des navires antrement matière explosive, un navire ou vaisseau, achevé ou inachevé, que par le feu, avec l'intention de le détruire ou de le mettre hors de ser-etc. vice, est coupable de félonie et passible de sept ans d'empri- 97, art. 46.] sonnement. 32-33 V., c. 22, art. 52.

51. Quiconque, illégalement, masque, change, enlève ou Exhiber de éteint quelque lumière ou signal, ou illégalement exhibe une fausses lumières ou faire fausse lumière ou un faux signal, avec l'intention d'attirer de faux siou mettre un navire, vaisseau ou bateau en danger,—ou, gnaux, etc. illégalement et malicieusement, fait quelque chose qui tende [24-25 V., c. 97, art. 47.] à la perte ou à la destruction immédiate d'un navire, vaissean ou bateau, et pour laquelle il n'est ci-dessus prescrit aucune punition,—est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 22, art. 53;—33 V., c. 18, art. 4, partie.

52. Quiconque, illégalement et malicieusement, démarre, Eulever ou envoie à la dérive, enlève, déplace, dégrade, coule à fond ou endommager détruit,—ou illégalement et malicieusement, fait quelque bouées, amarchose, avec l'intention de démarrer, envoyer à la dérive, ques, etc. 2063

97, art. 48.1

enlever, déplacer, dégrader, couler à fond ou détruire,—ou de toute autre manière, illégalement et malicieusement, endommage ou cache quelque phare, phare flottant ou autre lumière, lanterne, fanal ou signal, ou quelque bateau, bouée, amarre de bouée, balise, ancre, perche ou amarque employée ou destinée à servir de guide aux navigateurs, ou pour les fins de la navigation,—est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 54;—33 V., c. 18, art. 4, partie.

Amarrer un bateau à des bouées, balises ou amarques.

53. Quiconque amarre un navire ou bateau à quelque bouée, balise ou amarque, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de dix piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois. 32-33 V., c. 22, art. 55.

Détacher des estacades ou radeaux.

54. Quiconque, illégalement et malicieusement, dégrade, endommage, démolit, ébranle, détache, enlève ou détruit, totalement ou en partie, un barrage, digue, pilier, glissoire, estacade flottante ou autre ouvrage de ce genre, ou une chaîne ou autre amarre y attachée, ou un radeau ou train de bois, on des billots de sciage,—ou illégalement et malicieusement embarrasse ou bouche un chenal ou passage destiné au flottage du bois de construction,-est coupable de délit et passible d'amende ou de deux ans d'emprisonnement, ou des deux peines à la fois. 32-33 V., c. 22, art. 56;—S. R. C., c. 68, art. 67.

Embarrasser un chenal.

DOMMAGES AUX CAHIERS DE VOTATION, ETC.

Détruire ou mutiler des documents d'élection.

55. Quiconque, illégalement et malicieusement, détruit, endommage ou oblitère, ou fait de propos délibéré ou malicieusement détruire, endommager ou oblitérer, ou fait ou fait faire quelque rature, addition ou interpolation de noms, ou aide, consent ou concourt à détruire, endommager ou oblitérer, ou à faire quelque rature, addition ou interpolation de noms, dans ou sur un bref d'élection, ou un rapport de bref d'élection, ou un cahier de votation, liste électorale, certificat, affidavit ou rapport, ou tout document ou pièce fait, préparé ou dressé en conformité de quelque loi au sujet d'une élection provinciale, municipale ou civique, est coupable de félonie et passible d'une amende laissée à la discrétion de la cour, ou de sept ans d'emprisonnement, ou des deux peines à la fois. 29-30 V., (Can.), c. 51, art. 188, partie;—S. R. B.-C., c. 157, art. 99 et 100, partie.

DOMMAGES AUX BORNES TERRITORIALES.

Effacer ou enlever des marques'd'ar-

56. Quiconque, sciemment et de propos délibéré, abat, dégrade, change, altère ou déplace un monticule, point de penteurs, etc. repère, poteau, borne ou monument légalement élevé, planté ou placé pour indiquer ou délimiter les frontières on lignes de quelque province, comté, cité, ville, township, canton, paroisse ou autre division municipale, est coupable de félonie et passible de sept ans d'emprisonnement. S. R. C., c. 77, art. 107, partie;—S. R. H.-C., c. 93, art. 4, partie.

57. Quiconque, sciemment et de propos délibéré, dégrade, Et des rangs, altère, change ou déplace un monticule, point de repère, conces-sions, etc. poteau, borne ou monument légalement élevé, ou posé par un arpenteur pour indiquer les limites, bornes ou angles d'une concession, d'un rang, lot ou lopin de terre, est coupable de délit et passible d'une amende de cent piastres au plus, ou de trois mois d'emprisonnement, u des deux peines

2. Rien dans le présent article n'empêchera un arpenteur Exception en d'enlever, dans le cours de ses opérations, des poteaux ou faveur des arautres bornes lorsque la chose sera nécessaire, pourvu qu'il les replace ensuite soigneusement tels qu'ils étaient. S. R. C., c. 77, art. 107, partie; S. R. H.-C., c. 93, art. 4, partie.

DOMMAGES NON PRÉVUS. Vide p. 256.

58. Quiconque, illégalement et malicieusement, fait quel-Dommages que dommage, dégradation ou dégât à une propriété mobilière malicieux se ou immobilière quelconque, d'une nature publique ou parti- plus de \$20. culière, pour lequel aucune punition n'est prescrite par le [24-25 V., c. présent acte, si le dommage, la dégradation ou le dégât 97, art. 51.] s'élève à une somme de plus de vingt piastres, est coupable de délit et passible de cinq ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 59.

59. Quiconque, illégalement et malicieusement, fait quel- Dommages que dommage, dégradation ou dégât à une propriété mobi-non prévus de lière ou immobilière quelconque soit d'une pature publique moins de \$20. lière ou immobilière quelconque, soit d'une nature publique, moins de 72 soit d'une nature particulière, pour lequel aucune punition 57, art. 52.] n'est déjà prescrite par le présent acte, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende de vingt piastres au plus, et de telle autre somme, n'excédant pas vingt piastres, qui Indemnité à paraîtra au juge de paix être une indemnité raisonnable pour le personne le dommage, la dégradation ou le dégât ainsi causé, et cette dernière somme sera, dans le cas d'une propriété particulière, payée à la personne lésée; et si ces sommes d'argent, avec les frais, s'il en est adjugé, ne sont pas payées, soit immédiatement après la condamnation, soit dans le délai que le juge de paix fixera lors de la condamnation, le juge de paix pourra faire emprisonner le délinquant pendant deux mois au plus, avec ou sans travaux forcés.

2. Rien de contenu au présent ne s'appliquera à aucun Ne s'étend pas cas où le prévenu aura agi sous l'impression honnête et à certains cas. raisonnable qu'il avait le droit de faire l'acte incriminé, ou à aucune violation de la propriété d'autrui (trespass), n'étant pas commise de propos délibéré et malicieusement, en chassant, pêchant, ou en poursuivant le gibier; mais cette vio-

lation de la propriété d'autrui sera punissable de la même manière que si le présent acte n'eût pas été passé.

L'article précédent s'apbres, etc.

3. Les dispositions du présent article s'appliqueront!à plique aux ar. toute personne qui, illégalement et malicieusement, fait quelque dommage à un arbre, arbuste, arbrisseau ou taillis, pour lequel aucune punition n'est déjà prescrite par le pré-32-33 V., c. 22, art. 60 et 61.

AUTRES MATIÈRES.

Il ne sera pas nécessaire qu'il y ait malice préméditée contre le propriétaire. [24-25 V., c, 97, art. 58.]

60. Toute peine ou amende décrétée par le présent acte contre celui qui commet malicieusement quelque infraction à ses dispositions, que cette infraction soit punissable par voie d'acte d'accusation ou sur conviction sommaire, s'appliquera également et sera imposée, que l'infraction soit commise par malice préméditée contre le propriétaire de la propriété à l'égard de laquelle elle est commise, ou autrement. 32-33 V., c. 22, art. 66.

L'acte s'applique aux possesseurs de la propriété endommagée. [24-25 V , c. 97, art. 59.]

61. Chaque disposition du présent acte qui n'est pas déjà ainsi appliquée s'appliquera à toute personne qui, avec l'intention de léser ou frauder quelqu'un, commet quelqu'une des infractions ci-dessus déclarées punissables, bien que le délinquant soit en possession de la propriété contre laquelle on à l'égard de laquelle cette infraction est commise. 32-33 V., c. 22, art. 67.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 169,

Acte concernant les infractions relatives à l'armée et à A.D. 1886. la marine.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada décrète et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:-

1. Tout individu qui, n'étant pas un soldat enrôlé au Engager un service de Sa Majesté, on un marin dans le service naval de soldat ou un Sa Majesté, par des paroles ou au moyen d'argent, ou par ter. tous auties moyens que ce soit, directement ou indirecte- [29-30 V., c. ment, persuade ou engage, ou fait des pas et démarches ou lo9, art. 25-des efforts pour persuader, inciter ou provoquer un soldat 26; 44-45 V., c. 58, art. ou marin à déserter ou quitter le service de l'armée ou de la 153.] marine de Sa Majesté, -ou cache, reçoit ou assiste un déser- Cacher ou asteur du service de l'armée ou de la marine de Sa Majesté, sister un desachant que c'est un déserteur,—est coupable de délit et passible, sur conviction sommaire, d'une amende de quatrevingts piastres à deux cents piastres, avec dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois au plus. 32-33 V., c. 25, art. 1, partie.

2. Quiconque achète, échange, détient ou reçoit de toute Acheter des autre manière, d'un soldat ou déserteur, des armes, habille-équipements de l'armée, ments ou ameublements appartenant à Sa Majesté, ou cer-etc. tains articles appartenant à un soldat ou déserteur, générale- [44-45 v., c. ment regardés comme effets d'équipement, selon les usages 58, art. 156.] de l'armée, ou fait changer la couleur de ces habillements ou articles,-ou échange, achète ou reçoit des provisions d'un soldat, sans la permission par écrit de l'officier commandant le régiment ou détachement auquel ce soldat appartient, est coupable de délit et passible, sur conviction sommaire, d'une amende de vingt à quarante piastres, avec dépens, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois au plus. 32-33 V., c. 25, art. 2.

3. Quiconque achète, échange ou détient, ou de toute autre Acheter des manière reçoit d'un matelot ou marin, sous quelque prétexte équipements de la marine. que ce soit, ou a en sa possession des armes ou habillements, ou certains articles appartenant à un matelot, marin ou déserteur, généralement regardés comme effets d'équippement, selon les usages de la marine, est coupable de délit et passible, sur conviction sommaire, d'une amende de soixante

piastres à cent vingt piastres, avec dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois au plus. 32-33 V., c. 25, art. 3.

Poursuite du délinquant.

1. Tout contrevenant aux dispositions des articles précédents peut être jugé et condamné d'une manière sommaire devant deux juges de paix, ou devant le maire de toute cité et un juge de paix, ou devant tout recorder, juge des sessions de la paix ou magistrat de police, sur le témoignage d'un témoin digne de foi, ou il peut être poursuivi par voie d'acte d'accusation pour le délit, et sera alors passible d'amende et d'emprisonnement à la discrétion de la cour; et rien de contenu au présent acte n'aura l'effet d'empêcher une personne d'être poursuivie, condamnée et punie sous l'autorité de tout acte du parlement du Royaume-Uni en vigueur en Canada; mais nul ne sera puni deux fois pour la même infraction. 32-33 V., c. 25, art. 1, partie, et 5.

La poursuite peut se faire en vertu de l'acte impérial.

Interrogatoire de témoins

sur le point de quitter la

province, etc.

5. L'interrogatoire de tout soldat, matelot ou marin exposé à recevoir l'ordre de quitter la province où se poursuit l'instruction d'une contravention au présent acte, on de tout témoin malade, infirme, ou sur le point de quitter la province, pourra être pris de bene esse par-devant un commissaire ou autre autorité compétente, de la même manière que peuvent l'être les dépositions dans les causes civiles. V., c. 25, art. 6.

Arrestation de personnes soupçonnées de désertion. [10-11 V., c. 62, art. 9; 44-45 V., c. 57, art. 154.]

6. Tout individu raisonnablement soupçonné d'être un déserteur du service de Sa Majesté pourra être arrêté et traduit devant un juge de paix pour subir un interrogatoire; et s'il appert que c'est un déserteur, il sera détenu en prison jusqu'à ce qu'il soit réclamé par les autorités de l'armée ou de la marine, ou poursuivi conformément à la loi. 32-33 V., c. 25, art. 7.

Mandat nécessaire ponr pénétrer dans la recherche des déserteurs.

7. Nul n'ouvrira forcément un bâtiment pour y faire la recherche d'un déserteur, à moins d'avoir obtenu un manun bâtiment à dat à cet effet d'un juge de paix, lequel mandat devra être fondé sur affidavit déclarant qu'il y a lieu de croire que le déserteur est caché dans ce bâtiment et qu'admission a été demandée et refusée; et quiconque s'opposera à l'exécution de ce mandat encourra une amende de quatre-vingts piastres, recouvrable sur conviction sommaire de la même manière que les autres amendes imposées par le présent acte. 32-33 V., c. 25, art. 8.

Arrestation des contrevenants.

8. Tout juge de paix, sur dénonciation faite sous serment ou affirmation, pourra lancer un mandat pour l'arrestation de tout individu accusé de quelque contravention au présent acte, comme dans le cas de toute autre contravention à la loi. 32-33 V., c. 25, art. 9.

9. Une moitié de l'amende recouvrée en vertu de quel-Emploi des qu'un des articles précédents sera remise au poursuivant ou à la personne qui aura contribué à faire condamner le contrevenant, et l'autre moitié appartiendra à la Couronne. 32-33 V., c. 25, art. 4.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 170.

Acte concernant les munitions de l'armée et de la marine. A.D. 1886.

> S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

Définition. "Munitions." [32 V., c. 12, art. 2; 38-39 V., c. 25, art. 2.] Marques ap-

posées sur les S. M.

[32 V., c. 12, art. 4; 38-39 V. c. 25, art. 4.]

Qui peut ap-

pliquer ces marques. [32 V., c. 12, art. 4; 38-39 V., c. 25, art. 4.]

Usage illégal de ces marques

Oblitérer on caoher illegalement ces marques. [32 V., c. 12, art. 5; 38-39 V., c. 25, art. 5]

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, l'expression "munitions" comprend un seul article de munition. 32-33 V., c. 26, art. 14.

- 2. Les marques décrites dans l'annexe du présent acte pourront être appliquées sur les munitions de la marine, de munitions de l'armée, de l'artillerie, des casernes et des hôpitaux, et sur les munitions de bouche de Sa Majesté, afin d'indiquer que les munitions ainsi marquées appartiennent à Sa Majesté. 32-33 V., c. 26, art. 1.
 - 3. Le ministère de l'Amirauté et de la Guerre, ses entrepreneurs, officiers et ouvriers, pourront appliquer ces marques, ou aucune de ces marques, sur les munitions énumérées 32-33 V., e. 26, art. 2. dans l'annexe.
- 4. Quiconque, sans autorisation légitime, dont la preuve lui incombera, applique quelqu'une de ces marques sur des munitions de cette nature, est coupable de délit et passible [32 V., c. 12, multitolis c art. 4; 38-39 d'un empri V., c. 25, art. c. 26, art. 3. d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V.,
 - 5. Quiconque, avec l'intention de faire disparaître le droit de propriété de Sa Majesté à des munitions de la marine, de l'armée, de l'artillerie, des casernes, des hôpitaux ou de bouche, enlève, détruit ou efface, en tout ou en partie, quelqu'une de ces marques, est coupable de félonie et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 26, art. 4.

6. Quiconque, sans autorisation légitime, dont la preuve lui incombera, reçoit, a en sa possession, garde, vend ou livre des munitions de la marine, de l'armée, de l'artillerie, des casernes, des hôpitaux ou de bouche, portant quelques-unes de ces marques, sachant qu'elles y sont inscrites, est coupable de délit et passible d'emprisonnement pendant un an au plus. 32-33 V., c. 26, art. 5.

Garder ou vendre des munitions ainsi marquées.

[30-31 V., c. 119, art. 7, c. 122, art. 7.]

7. Si celui qui est accusé d'un délit du genre en dernier Connaissance lieu mentionné était, à l'époque à laquelle on prétendra présumée de l'existence de que l'infraction a été commise, un revendeur de munitions ces marques navales ou un regrattier de vieux métaux, ou s'il était au jusqu'à preuservice ou à l'emploi de Sa Majesté, il sera présumé con-traire. naître l'existence de ces marques sur les munitions aux- [30-31 V., c. quelles l'accusation se rattache, jusqu'à preuve du contraire. 119, art. 8. c. 128, art. 8.] 32-33 V., e. 26, art. 6.

S. Quiconque est accusé d'un délit du genre en dernier Procédures lieu mentionné relativement à des munitions dont la valeur sommaires si la valeur des n'excède pas vingt-cinq piastres, est passible, sur conviction munitions n'excède pas vingt-cinq piastres, est passible, sur conviction manages sommaire devant deux juges de paix, ou un recorder, magis-n'excède pas trat stipendiaire ou magistrat de police, ou la cour de la cité [30-31 V. c. d'Halifax, d'une amende de cent piastres au plus, ou d'un 119, art. 9, c. emprisonnement de six mois au plus, avec ou sans travaux 128, art. 9.] forcés. 32-33 V., c. 26, art. 7.

9. Si des munitions de la marine, de l'armée, de l'artillerie, Les personnes des casernes, des hôpitaux ou de bouche ainsi marquées, trouvées en possession de sont trouvées en la possession de quelqu'un qui n'est pas un munitions revendeur de munitions navales, ou un regrattier de vieux marquées, doivent proumétaux, et qui n'est pas au service de Sa Majesté, et si le ver qu'elles prévenu, étant traduit ou assigné devant deux juges de paix, ont été obtenues légaleun recorder, magistrat stipendiaire ou magistrat de police, ment. ou la cour de la cité d'Halifax, ne démontre pas d'une ma- [30-31 v., c. nière satisfaisante aux juges de paix, au recorder ou magistrat, 119, art. 12, c. ou à la cour, que ces munitions sont légalement venues en sa possession, il sera passible, sur conviction sommaire, d'une amende de vingt-cinq piastres au plus; et si le prévenu démontre d'une manière satisfaisante aux juges de paix, au recorder, magistrat stipendiaire ou de police, ou à la cour, qu'il a obtenu légalement la possession de ces munitions, les juges de paix, le recorder, le magistrat ou la cour pourront, à leur discrétion, selon que les témoignages donnés ou les circonstances l'exigeront, assigner devant eux tout indi- Le possesseur vidu entre les mains duquel ees munitions paraîtront avoir autérieur peut être cité. passé; et si l'individu qui en a en la possession ne démontre pas aux juges de paix, au recorder, au magistrat stipendiaire ou de police, ou à la cour, qu'elles sont légalement venues en sa possession, il sera passible, sur conviction sommaire d'en avoir en la possession, d'une amende de vingt-cinq piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou sans travaux forcés. 32-33 V., c. 26, art. 8.

10. Pour les fins du présent acte, des munitions seront Cequi constiréputées être en la possession ou garde d'une personne, si tuera la possession. elles les a sciemment en la possession ou garde d'autrui, [32 V., c. 12, ou dans quelque maison, bâtiment, logis, appartement, art. 8; 38-39 champ ou lieu vague ou enclos, occupé par elle-même ou V.c. 25, art. non, que ces munitions soient ainsi possédées pour son pro-

pre usage ou bénéfice, ou pour l'usage ou bénéfice d'autrui. 32-33 V., c. 26, art. 9.

Défense de chercher des munitions art; 7: 38-39 V., c. 25, art. 8.]

11. Nul ne devra, sans une permission donnée par écrit par l'Amirauté ou quelque personne à ce autorisée par munitions près des vais- l'Amirauté, pêcher au moyen de grappins, ou draguer ou seaux de S. M. rechercher de toute autre manière des munitions dans la mer ou dans les eaux où se fait sentir la marée, ou dans les eaux intérieures, dans un rayon de cent verges de tout vaisseau appartenant à Sa Majesté ou à son service, ou de tout mouillage affecté à ces vaisseaux, ou de tout mouillage appartenant à Sa Majesté, ou des quais ou bassins, ou des chantiers d'approvisionnements, ou des manufactures à vapeur de Sa Majesté. 32-33 V., c. 26, art. 10.

Punition des contraventions. [32 V., c. 12, art. 7; 38-39 V., c. 25, art.

12. Quiconque enfreindra les dispositions de l'article précédent sera passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, ou un recorder, magistrat stipendiaire ou de police, ou la cour de la cité d'Halifax, d'une amende de vingt-cinq piastres au plus, ou d'un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou sans travaux forcés. c. 26, art. 11.

Qui est autorisé à poursnivre. [27-28 V. c. 91, art. 15.]

13. Nul autre que le commandant des troupes de terre ou de mer, en Canada, ou quelque personne par lui autorisée, ne pourra instituer ou continuer, en vertu du présent acte, aucune poursuite ou procédure pour contravention à 32-33 V., c. 26, art. 12. ses dispositions.

Procédure sation auto-[32 V., c. 12, art. 12; 38-39

V., c. 25, art 16.]

14. Rien de contenu au présent acte n'aura l'effet d'empar voie de nise en accu- pêcher qui que ce soit d'être mis en accusation en vertu du présent acte ou autrement, pour toute infraction poursuivable par voie d'acte d'accusation déclarée punissable sur conviction sommaire par le présent acte, ni d'empêcher qui que ce soit d'être passible, en vertu de tout autre acte, ou autrement, de toute autre amende ou peine plus fortes que celles prescrites par le présent acte à l'égard de toute infraction; mais nul ne sera puni deux fois pour la même infrac-32-33 V., c. 26, art. 13.

Preuve sous le présent acte.

15. Dans toutes poursuites intentées sous l'autorité du présent acte, la preuve qu'un soldat, matelot ou marin était au service actif de Sa Majesté fera foi primâ facie que son engagement, inscription ou enrôlement a eu lieu d'une manière régulière. 32-33 V., c. 26, art. 15.

Emprisonnement sous l'autorité du présent acte.

16. Tout individu condamné à l'emprisonnement sous l'autorité du présent acte, par-devant la cour de la cité d'Halifax, pourra, à la discrétion de la cour, être incarcéré dans la prison de la cité aux travaux forcés, au lieu de l'être dans la prison du comté. 32-33 V., c. 26, art. 16.

2073

ANNEXE.

Marques affectées à l'usage de Sa Majesté pour les munitions de la marine, de l'armée, de l'artillerie, des casernes, des hôpitaux et de bouche.

MUNITIONS.	MARQUES.
Cordage de chanvre et de fil métallique.	Fils de laine blancs, noirs ou de couleur, mêlés au chan- vre et au fil métallique, respectivement.
Toile à voile, vareuses, hamacs et sacs de marins	Une ligne bleue allant en ser- pentant.
Etamine.	Un double gallon dans la chaîne.
Chandelles.	Fils de coton bleus ou rouges dans chaque mèche, ou mèches de coton rouge.
Bois de construction, métaux et autres munitions non-énumérées.	Une flèche large, avec ou sans

32-33 V., c. 26, annexe.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 171.

A.D. 1886. Acte concernant la protection des effets des matelots de la marine.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

Définitions.

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente,—

"Amirauté."

(a.) L'expression "Amirauté" signifie le lord grand amiral du Royaume-Uni, ou les commissaires chargés de remplir la

fonction de lord grand amiral;

"Matelot."
[32-33 V., c. 57, art. 3.]

(b.) L'expression "matelot" signifie tout individu qui n'est pas un officier nommé par commission, ni un sous-officier ou officier subalterne, et qui est dans la marine ou appartient à la marine de Sa Majesté, et dont le nom est porté au livre de bord d'un vaisseau de Sa Majesté en activité de service, et tout individu, n'étant pas officier comme susdit, dont le nom est porté au livre de bord d'un bâtiment loué pour le service de Sa Majesté, et qui, en vertu de quelque acte du parlement du Royaume-Uni alors en vigueur pour la discipline de la marine royale, est soumis aux dispositions de cet acte;

"Effets de "matelot."

(c.) L'expression "effets de matelot" signifie les hardes, vêtements, médailles et choses nécessaires ou ordinairement considérées comme nécessaires aux marins à bord des navires, qui appartiennent à un matelot. 33 V., c. 31, art. 2.

Acheter ou vendre des effets de matelot.

[32-33 V., c. 57, art. 4.]

2. Quiconque retiendra des effets de matelot, ou les achètera, prendra en échange ou en gage, ou les recevra d'un matelot ou de quelqu'un agissant pour lui, ou sollicitera ou induira un matelot, ou sera employé par un matelot, à vendre, échanger ou mettre en gage des effets de matelot, sera, s'il ne prouve qu'en agissant ainsi il ignorait que ces effets appartenaient à un matelot, ou que celui avec qui il a fait marché était un matelot, ou agissait pour un matelot, ou s'il ne prouve que ces effets ont été vendus par ordre de l'Amirauté ou du commandant en chef, passible, sur conviction sommaire, d'une amende de cent piastres au plus; et, s'il est convaincu de récidive, il sera passible de la même amende, ou, à la discrétion du juge ou des juges de paix, d'un emprisonnement de six mois au plus, avec ou sans travail forcé. 33 V., c. 31, art. 3.

Amende.

3. Si des effets de matelot sont trouvés en la possession Avoir possesson en la garde d'une personne, et qu'elle soit traduite ou de matelots assignée devant un juge de paix (et le présent acte autorise sans pouvoir à la traduire et assigner ainsi), et si le juge de paix a des compte. raisons de croire que les effets ainsi trouvés ont été volés, ou [32-33 V., c. qu'ils ont été détenus, achetés, pris en échange ou en gage, 57, art. 5.] on autrement reçus en contravention aux dispositions du présent acte,—dans ce cas, si cette personne n'établit à la satisfaction du juge de paix qu'elle est devenue possesseur de ces effets légalement et sans contrevenir au présent acte, elle sera passible, sur conviction sommaire devant un juge ou des juges de paix, d'une amende de vingt-cinq piastres Amende. au plus; et pour les fins du présent article, les effets d'un Ce qui sera matelot seront censés être en la possession ou sous la garde de réputé avoir toute personne qui en aura sciemment la possession ou la possession. garde par un tiers, ou qui les aura dans une maison, un bâtiment, logis, appartement, champ ou lieu vague ou enclos, occupé ou non par elle, et soit qu'elle les ait ainsi pour son propre usage et bénéfice ou pour l'usage et bénéfice d'autrui. 33 V., c. 31, art. 4.

4. Rien dans le présent acte n'aura l'effet d'empêcher qui poursuite par que ce soit d'être mis en accusation en vertu du présent acte, voie de mise en accusation ou autrement, pour toute infraction poursuivable par voie en vertu du d'acte d'accusation, déclarée punissable sur conviction som- présent ou de maire par le présent acte, ni n'empêchera qui que ce soit acte. d'être passible, en vertu de tout autre acte, ou autrement, de [32-33 V., c. toute autre amende ou peine plus fortes que celles imposées 54, art. 7.] par le présent acte à l'égard de toute infraction; mais nul ne sera puni deux fois pour la même infraction. c. 31, art. 7.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 172.

A.D. 1886.

Acte concernant la cruauté envers les animaux.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :

Définition. "Bestiaux."

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, l'expression "bestiaux" comprend les chevaux, mulets, ânes, porcs, moutons ou chèvres, aussi bien que les bêtes à cornes ou les animaux de l'espèce bovine, quels que soient l'âge ou le sexe de ces animaux, et qu'ils soient châtrés ou non, et sous quelque nom technologique ou populaire qu'ils soient connus, et il s'applique à un seul animal aussi bien qu'à plusieurs. 32-33 V., c. 27, art. 10;—38 V., c. 42, art. 1.

CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX.

Cruauté envers les animaux, comment punie.
[12-13 V., c. 92, art. 2-3.]

2. Quiconque bat, attache, maltraite, malmène, surmène ou tourmente inutilement, cruellement ou sans nécessité, des bestiaux, des volailles, un chien ou un animal ou oiseau domestique,—ou, en conduisant quelque bétail ou tout autre animal, est la cause, par sa négligence ou ses mauvais traitements, que le bétail ou autre animal sous ses soins commet des dommages ou dégâts,—ou encourage de quelque manière que ce soit, aide ou assiste à un combat ou an harcellement de taureaux, d'ours, de blaireaux, de chiens, de coqs ou de toute autre espèce d'animaux, qu'ils soient domestiques ou à l'état sauvage, est passible, sur conviction par voie sommaire devant deux juges de paix, d'une amende de cinquante piastres au plus, ou d'un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou sans travaux forcés, ou des deux peines 43 V., c. 38, art. 2. à la fois.

Arène pour les batailles de coqs.

3. Quiconque construit, fait, entretient ou garde une arène pour les combats de coqs sur des lieux lui appartenant ou occupés par lui, ou permet qu'il soit construit, fait, entretenu ou gardé une pareille arène sur des lieux lui appartenant ou occupés par lui, est passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, d'une amende de cinquante piastres au plus, ou d'un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou sans travaux forcés, ou des deux peines à la fois.

Confiscation?

2. Tout coq trouvé dans une pareille arène, ou sur les lieux où se trouve cette arène, sera confisqué et vendu au profit de

la municipalité dans laquelle l'arène sera située. 43 V., c. 38, art. 3.

4. S'il est commis quelqu'une de ces infractions, tout Arrestation constable ou autre agent de la paix, ou le propriétaire du nants. bétail, animal ou volaille, pourra, s'il est témoin de l'infrac-[12-13 V., c. tion, ou sur la plainte de toute autre personne (laquelle 92, art. 13.] déclinera son nom et indiquera le lieu de son domicile au constable ou agent de la paix), appréhender et arrêter, et, sans autre mandat, conduire sur-le-champ le délinquant devant tout juge de paix dans le ressort duquel l'infraction a été commise, pour subir tel jugement que de droit. 32-33 V., c. 27, art. 4.

5. Si quelque personne arrêtée pour quelqu'une de Si le contreces infractions refuse de décliner son nom et d'indiquer le venant refuse de décliner lien de son domicile au juge de paix devant lequel elle com- son nom. paraît, elle sera immédiatement commise à la garde d'un constable ou autre agent de la paix, et par lui conduite dans la prison commune ou autre lieu de détention du district. comté ou lieu dans les limites duquel l'infraction a été commise, ou dans lequel le délinquant a été arrêté, pour y être détenue pendant un mois au plus, ou jusqu'à ce qu'elle ait fait connaître son nom et le lieu de son domicile au juge de paix. 32-33 V., c. 27, art. 5.

6. Nulle poursuite pour quelqu'une de ces infractions ne Prescription sera intentée que dans les trois mois après que l'infraction des poursuites. aura été commise. 32-33 V., c. 27, art. 6.

[12-13 V., c.

7. Toute amende recouvrée à l'égard de quelqu'une de ces Emploi des infractions sera répartie de la manière suivante, savoir : une amendes. moitié en sera remise à la corporation de la cité, ville, village, [12-13 V., c. 92, art. 21.] township, paroisse ou lieu où l'infraction a été commise, et l'autre moitié, avec tous les frais, à la personne qui aura dénoncé et poursuivi l'infraction, ou à toute autre personne, selon que les juges de paix le jugeront à propos. 32-33 V., c. 27, art. 8.

TRANSPORT DES BESTIAUX.

8. Aucune compagnie de chemin de fer, dans les limites Les bestiaux du Canada, dont le chemin fait partie d'une ligne de chemin transportés de fer sur laquelle des bestiaux sont transportés d'une pro- seront débarvince à une autre, ou des Etats-Unis à une province ou à soigner à certravers une province, ou d'aucun lieu dans une province à tains interun autre lieu dans la même province,—ni le propriétaire ou patron d'aucun navire transportant des bestiaux d'une province à une autre province, ou d'un lieu à un autre dans les limites d'une même province, ou des Etats-Unis à travers ou dans aucune province,-ne pourront les tenir enfermés dans aucun wagon on navire de quelque description que ce soit, pendant plus de vingt-huit heures consécutives, sans les faire débarquer pour leur donner à boire et à manger et

Exception.

les laisser reposer, pendant au moins eing heures consécutives, à moins qu'ils n'en soient empêchés par les éléments ou autres causes de force majeure, on par quelque délai nécessaire ou retard forcé dans le croisement des trains.

Comment sera compté le temps.

2. Dans la computation du temps de leur détention, la période durant laquelle les bestiaux auront été ainsi tenus enfermés sans repos, eau et nourriture, sur tout chemin de fer ou navire duquel ils auront été reçus, soit aux Etats-Unis, soit en Canada, sera comptée.

Exception s'ils ont l'espace et la nourriture nécessaires.

3. Les dispositions précédentes au sujet du débarquement des bestiaux ne s'appliqueront pas lorsque des bestiaux seront transportés dans des wagons ou navires dans lesquels ils auront un espace convenable et les moyens de se reposer, et où ils seront nourris et abreuvés. 38 V., c. 42, art. 2, et 5, partie.

Les animaux seront nourris et abreuvés aux frais du propriétaire.

9. Les bestiaux ainsi débarqués seront convenablement nourris, abreuvés et soignés, pendant le repos, par leur propriétaire ou la personne qui les aura sous ses charges, et à défaut par eux de ce faire, ils le seront par la compagnie du chemin de fer ou par le propriétaire ou le patron du navire sur lequel ils sont transportés, et ce, aux dépens du propriétaire ou de la personne qui les a sous ses charges; et la compagnie, le propriétaire ou patron aura un gage sur les bestiaux pour la nourriture, les soins et la garde fournis, et ne sera nullement responsable de la détention de ces bestiaux. 38 V., c. 42, art. 3.

Les wagons seront nettoyés.

10. Lorsque des bestiaux seront débarqués des wagons pour être nourris, abreuvés et reposés, la compagnie du chemin de fer ayant alors la charge de ces wagons devra, excepté en temps de gelée, en nettoyer les planchers et les couvrir d'une litière convenable de sciure de bois ou de sable propre avant de les rembarquer. 38 V., c. 42, art. 4.

Amenda pour contraven-

11. Toute compagnie de chemin de fer ou tout propriétion à l'art. 8. taire ou patron d'un navire ayant à bord des bestiaux comme susdit, qui manquera sciemment et volontairement de se conformer aux dispositions de l'article huit du présent acte, encourra, pour chaque défaut de se conformer à ces dispositions, une amende de cent piastres au plus. art. 5, partie.

Un constable pourra entrer sur les terrains ou navires.

12. Tout agent de la paix ou constable pourra en tout temps entrer sur tous terrains ou dépendances où il y a quelques motifs raisonnables de croire que quelque wagon, plate-forme ou voiture à l'égard duquel une compagnie ou personne ne s'est pas conformée aux prescriptions des quatre articles précédents, peut se trouver, ou entrer sur tout navire à l'égard duquel il a des motifs raisonnables de supposer qu'une compagnie ou personne a ainsi manqué de s'y conformer en quelque occasion que ce soit.

2079

2. Quiconque refusera d'admettre cet agent de la paix ou Amende pour constable sera passible, sur conviction sommaire, d'une refus d'admission. amende de cinq piastres à vingt piastres, avec dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trente jours au plus. 38 V., c. 42, art. 6, 7 et 8.

13. Toute amende recouvrable en vertu des deux articles Emploi des précédents appartiendra à la Couronne pour les besoins amendes et publics du Canada; mais nulle procédure en recouvrement des poursuide cette amende ne sera instituée que dans le délai d'un tes. mois à compter du jour où l'infraction aura été commise. 38 V., c. 42, art. 10.

GÉNÉRAL.

14. Rien dans le présent acte n'enlèvera ou ne restreindra Droit d'action aucun recours par action que peut avoir qui que ce soit pour domma-ges réservé. contre le délinquant ou son patron. 32-33 V., c. 27. art. 3, [12-13 V., c. partie; -38 V., c. 42, art. 9, partie. 92, art. 4.]

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 173.

Acte concernant les menaces, l'intimidation et autres A.D. 1886. infractions.

> A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

MENACES.

Lettres demandant de l'argent, etc., ſ24-25 V., c. 96, art. 44.]

1. Quiconque envoie, remet ou fait circuler, ou fait recevoir, directement ou indirectement, quelque lettre ou écrit avec menaces. dont il connaît le contenu, exigeant d'une personne, par menaces et sans cause raisonnable ou probable, quelque propriété, effet, argent, valeur, garantie ou autre chose de valeur, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à per-32-33 V., c. 21, art. 43.

Demander de ou violence. [24-25 V., c. 96, art. 45.]

2. Quiconque exige de quelque personne, avec menaces l'argent, etc., avec menaces ou violence, quelque propriété, effet, argent, valeur, garantie ou autre chose de valeur, avec l'intention de le voler, est coupable de félonie et passible de deux ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 21, art. 44.

Lettres menaçant d'accuser d'un cri-

[24-25 V., c, 96, art. 46.]

3. Quiconque envoie, remet ou fait circuler, ou fait recevoir, directement ou indirectement, quelque lettre ou écrit dont il connaît le contenu, accusant ou menaçant d'accuser ou de faire accuser quelque personne d'un crime punissable, par la loi, de mort ou d'un emprisonnement de pas moins de sept ans, ou d'une attaque (assault) avec intention de commettre un viol, ou d'une tentative de viol, on de quelqu'un des crimes infamants ci-dessous définis, dans le but ou l'intention, dans aucun de ces cas, d'extorquer ou de soutirer de quelque personne, au moyen de cette lettre ou de cet écrit, quelque propriété, effet, argent, valeur, garantie ou autre chose de valeur, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité.

Définition des mots "crime infamant.'

2. Les crimes de sodomie ou de bestialité, et toute attaque avec intention de commettre ces crimes, et toute tentative de commettre ces crimes, et toute sollicitation, persuasion, promesse ou menace faite à quelqu'un pour l'induire à commettre ou à permettre ces crimes, seront réputés crimes infamants dans le sens du présent acte

3. Le fait de se dessaisir d'une pareille lettre afin qu'elle Ce qui consti-parvienne ou à la suite duquel elle parvient entre les mains tue l'envoi de pareille letde la personne à qui elle est destinée, sera réputé un envoi tre. de cette lettre. 32-33 V., c. 21, art. 45.

4. Quiconque accuse ou menace d'accuser, soit la personne Accusation à qui cette accusation ou cette menace est faite, soit toute autre d'accuser personne, de l'un des crimes infamants ou autres en dernier d'un crime. lieu mentionnés, dans le but et l'intention, dans aucun des [24-25 V., e. cas en dernier lieu mentionnés, d'extorquer ou soutirer de 96, art. 47.] la personne ainsi accusée, ou menacée d'être accusée, ou de toute autre personne, quelque propriété, effet, argent, valeur, garantie, ou autre chose de valeur, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 21, art 46.

- 5. Quiconque, avec l'intention de frauder on léser quel- Forcer quelque autre personne, par quelque violence ou contrainte qu'un par meillégale, ou par menace de violence ou contrainte, ou en lence à signer accusant ou menaçant d'accuser quelque personne de trahi-un acte, etc. son, félonie ou crime infamant tel que ci-haut défini, force [24-25 V., c. 96, art 48.] ou induit une personne à souserire, faire, accepter, endosser, altérer ou détruire en tout ou en partie quelque valeur, ou à écrire, empreindre ou apposer son nom, ou le nom de quelque autre personne ou d'une compagnie, raison sociale ou association, ou le sceau de quelque corporation, compagnie ou société, sur quelque papier ou parchemin, afin qu'il puisse ensuite être converti en valeur, ou qu'il puisse servir ou être employé ou traité comme valeur, est coupable de félonie et passible d'emprisonnement à perpétuité. 32-33 V., c. 21, art. 47.

6. Il est indifférent que les menaces ci-haut mentionnées Il n'importe portent que la violence doit être faite, le tort causé ou l'accu- pas par qui les menaces sation portée, par l'auteur de ces menaces ou toute autre doivent être personne. 32-33 V, c. 21, art. 48.

mises à exèention.

7. Quiconque envoie, remet ou fait circuler malicieuse-[24-25 V.; c. ment, on fait directement on indirectement recevoir quelque lettre on écrit, dont il connaît le confenu, menaçant de fuer tres menaçant ou assassiner quelqu'un, est coupable de félonie et passible de meurtre. de dix ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 20, art. 15.

[24-25 V., c. 100, art. 16.]

S. Quiconque envoie, remet on fait circuler, on fait rece-Envoide letvoir, directement ou indirectement, quelque lettre on écrit, tres menagant d'incendier dont il connaît le contenu, menagant d'incendier ou détruire ou détruire une maison, grange on autre bâtiment, ou une meule de une maison, grain, de foin ou de paille, ou d'autres produits agricoles, ou [24-25 V., c. du grain, du foin on de la paille, ou d'autres produits agri- 97, art. 50.1 coles, dans ou sous quelque bâtiment, ou sur un navire ou vaisseau, ou de tuer, mutiler, blesser, empoisonner ou estropier quelque bétail, est coupable de félonie et passible de dix ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 22, art. 58.

INTIMIDATION.

Attaque à la suite de coalition. [24-25 V., c.

100, art. 41.7

9. Quiconque, à la suite de quelque coalition ou conspiration illégale pour faire élever le taux des gages, ou de quelque coalition ou conspiration illégale à l'égard de quelque métier, négoce ou industrie, ou à l'égard de quelque personne qui y est concernée ou employée, assaillit illégalement quelqu'un,—ou, à la suite de pareille coalition ou conspiration, use de violence ou de menaces de violence envers quelqu'un, dans le but de le détourner ou l'empêcher de travailler ou d'être employé à ce métier, négoce ou industrie, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 20, art. 42.

Attaque avec intention d'empêcher la vente de produits, etc. [24-25 V., c. 100, art. 39.]

IC. Quiconque se porte à des voies de fait ou à des actes de violence contre quelqu'un, ou le menace de violence, avec l'intention de le détourner ou de l'empêcher d'acheter, vendre ou autrement disposer de blé ou autre grain, fleur, farine, malt ou pommes de terre, ou autres produits ou effets, sur un marché ou en tout autre endroit,—ou se porte à des voies de fait contre quelqu'un, ou use de violence ou de menaces envers quelqu'un ayant la charge ou la garde de quelque blé ou autre grain, fleur, farine, malt ou pommes de terre, en allant ou revenant de toute cité, ville, marché ou autre endroit, avec l'intention d'en arrêter le transport, est passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, d'un emprisonnement de trois mois au plus, aux travaux forcés. 32-33 V., c. 20, art. 40.

Voies de fait sur des matelots, etc. [24-25 V., c. 100, art 40.] 41. Quiconque, illégalement et par violence, empêche ou détourne un matelot, arrimeur, charpentier de navire ou autre individu, travaillant ordinairement à bord d'un navire ou vaisseau, d'y travailler ou d'exercer son métier, sa profession ou son occupation légitime,—ou le bat, ou se porte à des actes de violence envers lui, avec l'intention de le détourner ou l'empêcher de travailler ou d'exercer son métier, sa profession ou son occupation, est passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, d'un emprisonnement de trois mois au plus, aux travaux forcés. 32-33 V., c. 20, art. 41.

Certains actes contraires à la liberté individuelle. [38-39 V., c. 86, art. 7.]

12. Tout individu qui, injustement et sans autorisation légale, dans le but de forcer un autre individu à s'abstenir de faire quoi que ce soit qu'il a légalement le droit de faire, ou à faire quoi que ce soit qu'il peut légalement s'abstenir de faire,—

Violence.

(a.) Use de violence envers cet autre individu, ou sa femme ou ses enfants, ou endommage sa propriété;

Intimidation.

(b.) Intimide cet autre individu, ou sa femme ou ses enfants, par menaces de violence envers lui, elle ou eux, ou de dommages à sa propriété;

Suivre quelqu'un. (c.) Suit avec persistance cet autre individu de place en place:

(d.) Cache des outils, vêtements ou autres effets possédés Cacher des ou employés par cet autre individu, ou lui enlève les moyens effets. ou l'empêche d'en faire usage;

(e.) Suit cet autre individu en compagnie d'une ou plu-Suivre avec sieurs autres personnes, d'une manière turbulente, sur une tumulte.

rue ou un chemin; ou-

(f.) Epie ou surveille la maison ou autre lieu où cet autre Epier une individu réside ou dans lequel il travaille ou poursuit son maison, etc.

industrie, ou dans lequel il se trouve,—

Est passible, sur conviction sommaire devant deux juges Amende. de paix, ou à la suite d'une mise en accusation, d'une amende de cent piastres au plus, ou d'un emprisonnement de trois mois au plus.

2. Aller dans une maison ou autre lieu comme susdit, ou "Epier une auprès, ou s'en approcher, dans le but seulement d'obtenir "maison" défini. ou de communiquer des renseignements, ne sera pas censé épier ou surveiller cette maison ou autre lieu dans le sens

du présent article.

3. Tout individu prévenu de quelqu'une de ces infrac- Si le prévenu tions pourra, en comparaissant devant les juges de paix, refuse de su-bir son procès déclarer qu'il s'objecte à être jugé par eux pour cette infrac-devant les tion, et sur cette déclaration ces juges de paix ne lui feront juges de paix. pas subir son procès, mais pourront disposer de la cause, à [38-39 V., c. tous égards, comme si le prévenu était accusé d'un délit 86, art. 9.] tous égards, comme si le prévenu était accusé d'un délit poursuivable par voie de mise en accusation et non pas d'un délit punissable sur conviction sommaire, et le prévenu pourra être poursuivi en conséquence par voie de mise en

4. Il suffira de décrire l'infraction dans les termes du pré-Description sent article; et toute exception, condition, excuse ou restric del'infraction tion, qu'elle accompagne ou non la description de l'in-l'exception, fraction, pourra être prouvée par le défendeur, mais il etc. ne sera pas nécessaire qu'elle soit spécifiée dans la plainte ou dénonciation, et si elle est ainsi spécifiée et réfutée, aucune preuve de la matière ainsi spécifiée et réfutée ne sera exigée de la part du dénonciateur ou poursuivant.

5. Nul individu qui est un patron, ou le père, le fils ou Personnes qui le frère d'un patron engagé dans la manufacture, le métier ne pourront agir comme ou l'industrie particulière au sujet de laquelle il sera allégué magistrats. qu'une contravention au présent article a été commise, ne pourra agir comme magistrat ou juge de paix, dans aucun cas de plainte ou dénonciation prévu par le présent article, ou comme membre d'une cour autorisée à entendre un appel en pareil cas. 35 V., c. 31, art. 2, partie, et 4;—39 V., c. 37, art. 2 et 3.

13. Dans le présent article, l'expression "coalition ou- "Coalition vrière" signifie une coalition entre patrons ou ouvriers, ou "ouvrière" définie. entre d'autres personnes, pour régler ou changer les relations entre tous individus, qu'ils soient patrons ou ouvriers, ou la conduite de tout patron ou ouvrier à l'égard de ses affaires ou de son emploi, ou à l'égard d'un contrat d'emploi

"Acte" défini.

ou de service; et l'expression "acte" comprend un manquement, une violation ou une omission.

Poursuites pour conspiration. 2. Nulle poursuite pour conspiration à l'effet de faire quelque acte ou de faire faire quelque acte pour les fins d'une coalition ouvrière, ne pourra être maintenue contre qui que ce soit, à moins que cet acte ne soit une infraction punissable en vertu d'un statut. 39 V., c. 37, art. 4.

Empêcher des enchères sur des terres publiques.

14. Tout individu qui, avant ou au moment de la vente publique de terres des sauvages, ou de terres publiques du Canada ou de quelque province du Canada, par intimidation, coalition ou manœuvre déloyale, détourne ou empêche, ou tente de détourner ou empêcher quelqu'un de mettre enchère sur des terres ainsi offertes en vente, ou de les acheter, est coupable de délit et passible d'une amende de quatre cents piastres au plus, ou d'un emprisonnement de deux ans, ou des deux peines à la fois. 23 V. (Can.), c. 2, art. 33;—43 V., c. 28, art. 55.

VIOLATIONS CRIMINELLES DE CONTRATS.

Violer un contrat mettant la vie ou la propriété en danger. [38-39 V., c. 86, art. 5.] 15. Tout individu qui,—

(a.) De propos délibéré et malicieusement, viole un contrat passé par lui, sachant ou ayant juste raison de croire que les conséquences probables de son acte, soit en agissant seul, soit en se coalisant avec d'autres, seront de mettre en danger la vie de son semblable, ou d'infliger des lésions corporelles graves, ou d'exposer des propriétés de valeur, soit immobilières, soit mobilières, à une ruine totale ou à de graves dommages;

Ou arrêter l'approvisionnement du gaz ou de l'eau. [38-39 V., c. 86, art. 4.]

(b.) Ayant passé quelque contrat avec une corporation ou autorité municipale, ou avec une compagnie qui s'est obligée, est convenue ou s'est chargée d'approvisionner quelque cité ou localité, ou partie de cité ou localité, de gaz ou d'eau, de propos délibéré et malicieusement viole ce contrat, sachant ou ayant juste raison de croire que les conséquences probables de son acte, soit en agissant seul, soit en se coalisant avec d'autres, seront de priver les habitants de cette cité ou localité, ou partie de cité ou localité, totalement ou en grande partie, de leur approvisionnement de gaz ou d'eau; ou—

Ou entraver la circulation sur un chemin de fer, etc.

(c.) Ayant passé quelque contrat avec une compagnie de chemin de fer qui s'est obligée, est convenue ou s'est chargée de transporter les malles de Sa Majesté, ou des voyageurs, ou des marchandises,—ou avec Sa Majesté, ou toute autre personne agissant au nom de Sa Majesté, à l'égard d'un chemin de fer de l'Etat sur lequel les malles de Sa Majesté, ou des voyageurs, ou des marchandises, sont transportés,—de propos délibéré et malicieusement viole ce contrat, sachant ou ayant juste raison de croire que les conséquences probables de son acte, soit en agissant seul, soit en se coalisant avec d'autres, seront de retarder ou d'empêcher le service d'une locomotive, d'un tender ou d'un convoi ou wagon de marchandises ou de voyageurs sur ce chemin de fer,—

2085

1886.

Est passible, sur conviction sommaire devant deux juges Punition. de paix, ou à la suite d'un acte d'accusation, d'une amende de cent piastres au plus, ou d'un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou sans travaux forcés. 40 V., c. 35, art. 2.

- 16. Toute corporation ou autorité municipale, ou toute Violation de compagnie qui, s'étant obligée ou étant convenue, ou s'étant une corporachargée d'approvisionner quelque cité ou localité, ou partie de tion municicité ou localité, de gaz ou d'eau, de propos délibéré et malicieu- pale. sement viole un contrat passé par cette corporation ou autorité municipale, ou par cette compagnie, sachant ou ayant juste raison de croire que les conséquences probables de son acte seront de priver les habitants de cette cité ou localité, ou partie de cité ou localité, totalement ou en grande partie, de leur approvisionnement de gaz ou d'eau, est passible d'une amende de cent piastres au plus. 40 V., c. 35, art. 3. partie.
- 17. Toute compagnie de chemin de fer qui, s'étant obligée Ou une comou étant convenue, ou s'étant chargée de transporter les pagnie de chemin de fer. malles de Sa Majesté, ou des voyageurs, ou des marchandises, de propos délibéré et malicieusement viole un contrat passé par cette compagnie de chemin de fer, sachant ou ayant juste raison de croire que les conséquences probables de son acte seront de retarder ou d'empêcher le service d'une locomotive, d'un tender, ou d'un convoi ou wagon de marchandises ou de voyageurs sur ce chemin de fer, sera passible d'une amende de cent piastres au plus. 40 V., c. 35, art. 3, partie.

18. Toute punition décrétée par les trois articles précé- Pas nécessaidents contre ceux qui commettent malicieusement quelque re que la mainfraction y exprimée, sera également appliquée et imposée, tre quelqu'un que l'infraction soit commise par malice contre la personne, le normalier. la corporation, l'autorité ou la compagnie avec laquelle le contrat a été passé, ou autrement. 40 V., c. 35, art. 4.

19. Chacune de ces corporations ou autorités munici- Certaines corpales, ou compagnies, fera afficher aux usines à gaz, aux porations feront afficher bureaux de l'aqueduc ou aux stations du chemin de fer ces disposisuivant le cas, appartenant à cette corporation, autorité ou tions. compagnie, un exemplaire imprimé du présent article et des [38-39 V., c. 86, art. 4.] quatre articles précédents, dans quelque endroit bien en vue, où le public pourra commodément les lire; et chaque fois que cet exemplaire sera effacé, déchiré ou détruit, elle le fera remplacer par un autre avec toute diligence raisonnable.

2. Toute corporation on autorité municipale, ou compa-Amende pour gnie, qui négligera de se conformer aux dispositions du défaut. présent article relativement à cet exemplaire comme susdit, sera passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres par jour, tant que durera cette négligence; et toute per-chirer les conne qui, illégalement, déchirera, effacera ou recouvrira un pies.

exemplaire ainsi affiché, sera passible, sur conviction sommaire, d'une amende de dix piastres au plus. 40 V., c. 35, art. 7

FRAUDES À L'ÉGARD DES CONTRATS ET AFFAIRES AVEC LE GOUVERNEMENT.

Don ou offre pour obtenir une entreprise de l'Etat.

20. Tout individu qui fait quelque offre, proposition, don, prèt, promesse, convention, paiement ou présent, directement ou indirectement, à un fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada, ou d'une province du Canada, dans le but d'induire ce fonctionnaire ou cet employé à favoriser par son influence, soit l'obtention ou l'exécution d'un contrat avec ce gouvernement, soit le paiement du prix stipulé au contrat; et—

Accepter ce don ou cette offre. Tout fonctionnaire ou employé de ce gouvernement qui accepte ou convient d'accepter quelque offre, proposition, don, prêt, promesse, convention, paiement ou présent de ce genre,—

Punition.

Est coupable de délit et passible d'une amende de cent piastres à mille piastres, et d'un emprisonnement d'un mois à un an, et, à défaut de paiement de l'amende, d'un autre emprisonnement de six mois au plus. 46 V., c. 32, art. 1.

Donner ou offrir de l'argent au soumissionnaire pour obtenir le contrat.

21. Dans le cas d'entreprises offertes par le gouvernement du Canada ou le gouvernement de quelque province du Canada ou en son nom, par voie de soumissions, quiconque, directement ou indirectement, par lui-même ou par l'entremise de toute autre personne de sa part, dans l'intention d'obtenir l'entreprise pour lui-même ou pour d'autres, propose ou fait quelque don, prêt, offre, promesse ou convention, ou offre ou donne une considération ou compensation quelconque à quelqu'un des soumissionnaires, ou à quelque fonctionnaire ou employé de ce gouvernement; et—

Agréer cette offre. Tout individu qui offre, et tout fonctionnaire ou employé de ce gouvernement qui accepte ou convient d'accepter un don, prêt, offre, promesse, convention, considération ou compensation quelconque,—

Punition.

Est coupable de délit et passible d'une amende de cent piastres à mille piastres, et d'un emprisonnement d'un mois à un an, et, à défaut de paiement de l'amende, d'un autre emprisonnement de six mois au plus. 46 V., c. 32, art. 2.

Employés publics recevant de l'argent, etc., pour favoriser quelqu'un.

22. Tout fonctionnaire public ou employé salarié du gouvernement du Canada ou du gouvernement de quelque province du Canada, qui agréera, directement ou indirectement, quelque promesse, offre, don, prêt, compensation ou considération quelconque, soit en argent ou autrement, de qui que ce soit, pour aider ou favoriser frauduleusement quelque individu dans une transaction d'affaire concernant ce gouvernement, ou pour l'y aider ou l'y favoriser contrairement aux devoirs de sa position spéciale en sa qualité de fonction-

naire ou employé du gouvernement, est coupable de délit et passible d'une amende de deux mille piastres au plus, et sera en outre inhabile à occuper aucun emploi public pendant l'espace de cinq ans; et quiconque fait cet offre est passible des mêmes peines. 46 V., c. 32, art. 3.

- 23. Tout individu convaincu de quelque infraction aux Incapacité du dispositions des trois articles précèdents sera inhabile à délinquant. entreprendre ou exécuter aucune entreprise pour aucun des dits gouvernements. 46 V., c. 32, art. 4.
- 24. Aucune poursuite en vertu des quatre articles précé-Prescription dents ne sera intentée que dans les deux ans après que l'in-des poursuifraction aura été commise. 46 V., c. 32, art. 5.

INFRACTION VOLONTAIRE DES STATUTS.

25. Toute infraction volontaire d'un acte du parlement Infraction des du Canada, ou de la législature d'une province du Canada, statuts. qui n'est pas autrement qualifiée, est un délit et sera punis-

sable en conséquence.

2. Lorsqu'une infraction volontaire d'un acte est qualifiée Punition. sous un nom ou comme étant d'un genre particuliers, celui qui s'en rendra coupable sera, sur conviction, punissable de la manière dont cette infraction est punissable d'après la loi. 31 V., c. 1, art. 7, § 20 et 21;—31 V., c. 71, art. 3.

CONSPIRATIONS-FRAUDES.

- 26. Quiconque est convaincu de fraude, ou d'escroquerie, Fraude ou ou de conspiration, est passible, lorsqu'aucune peine spéciale escroquerie. n'est décrétée par aucun statut, de sept ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 29, art. 86.
- 27. Quiconque détruit, altère, mutile ou falsifie quel- Détruire des qu'un de ses livres, papiers, écrits ou valeurs, ou fait ou livres, etc., pour frauder consent à ce qu'il soit fait quelque fausse ou frauduleuse ses créanciers. écriture dans quelque livre de compte au autre document, avec l'intention de frauder ses créanciers, ou l'un ou plusieurs d'entre eux, est coupable de délit et passible de six mois d'emprisonnement. S. R. H.-C., c. 26, art. 19.

28. Quiconque fait ou fait faire quelque don, transport, Se défaire de cession, vente, transfert ou abandon de ses terres, héritages, propriétés pour frauder biens ou effets, ou enlève, cache ou se défait de ses biens, ses créaneffets, meubles ou propriétés d'aucune espèce, avec l'inten-ciers. tion de frauder ses créanciers ou quelqu'un d'entre eux, et [32-33 V., c. quiconque receit quelque partie de cos biens, menthes en inc. 62, art. 13] quiconque reçoit quelque partie de ces biens, meubles ou immeubles, avec la même intention, est coupable de délit et passible d'une amende de huit cents piastres au plus et d'un an d'emprisonnement. S. R. II.-C., c. 26, art. 20.

PRÉVARICATION DES OFFICIERS DE JUSTICE.

Méfaits des shérifs et autres.

Chap. 173.

29. Quiconque, étant shérif, adjoint de shérif, coroner, éliseur, huissier, constable ou autre officier de justice chargé de l'exécution d'un bref, mandat ou ordonnance de cour, se rend volontairement coupable de prévarication lors de son exécution, ou fait volontairement, et sans le consentement de la personne en faveur de qui le bref, le mandat ou l'ordonnance a été émis, un faux rapport à son sujet, est coupable de délit et passible d'amende et d'emprisonnement, à la discrétion du tribunal. 27-28 V. (Can.), c. 28, art. 31, partie.

CORRUPTION DES JURÉS.

Corruption des jurés.
[6 G. IV, c. 50, art. 61.]

30. Quiconque corrompt ou tente de corrompre ou influencer un juré, et tout juré qui se laisse corrompre ou influencer, est passible, sur mise en accusation, d'amende et d'emprisonnement. S. R. H.-C., c. 31, art. 166.

ACTIONS QUI TAM-QUÉBEC.

Discontinuation des actions qui tam. **31.** Tout poursuivant particulier, dans la province de Québec, qui, étant demandeur dans une action qui tam, discontinue ou suspend cette action sans la permission ou l'ordre de la Couronne, est coupable de délit. 27-28 V., (Can.), c. 43, art. 2, partie.

OTTAWA : Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 174.

Acte concernant la procédure en matières criminelles, A.D. 1886.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

TITRE ABRÉGÉ.

1. Le présent acte peut être cité sous le titre : Acte de Titre abrégé. procédure criminelle.

DÉFINITIONS.

2. Dans le présent acte et dans tout autre acte du parle-Définitionsment contenant quelque disposition relative à la loi criminelle, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente,—

(a.) Les expressions "tout acte" ou "tout autre acte" "Tout acte." comprennent tout acte passé ou qui le sera par le parlement "Tout autre du Canada, ou tout acte passé par la législature de la cidevant province du Canada, ou passé ou qui le sera par la législature de toute province du Canada, ou passé par la législature de toute province formant actuellement partie du Canada, avant qu'elle n'en fît partie;

(b.) L'expression "juge de paix " comprend deux juges "Juge de de paix ou plus, si deux juges de paix ou plus agissent ou "paix." ont juridiction, ainsi que toute personne revêtue de l'autorité de deux juges de paix; et un seul juge de paix peut agir, à moins qu'il ne soit spécialement prescrit autrement;

(c.) L'expression "acte d'accusation" (indictment) com- "Acte d'ac- prend la plainte, l'enquête et la dénonciation du grand "cusation.' jury (presentment), aussi bien que la mise en accusation, [14-15 V., c. et aussi toute défense, réplique on autre plaidoierie, et toute pièce de procédure (record) s'y rattachant;

(d.) Les expressions "rapport de l'acte d'accusation" ou "Rapport de "acte d'accusation fondé" (finding) comprend également "l'acte d'accusation." la tenue d'une enquête, la production d'une plainte et la présentation d'une dénonciation par le grand jury;

(e.) L'expression "propriété" comprend les marchandises, "Propriété." biens et effets mobiliers, deniers, valeurs, et tous autres objets ou choses d'une nature mobilière ou immobilière, sur ou à l'égard desquels une infraction peut être commise;

123

"District. " comté ou " lien.

" Division " territo-" riale."

"Cour des " cas de la "Couronne " réservés."

(f.) L'expression "district, comté ou lieu" comprend toute division de quelqu'une des provinces du Canada pour des objets relatifs à l'administration de la justice en matières criminelles;

(g.) L'expression "division territoriale" signifie un comté, une union de comtés, un township, une cité, ville, paroisse ou autre division ou circonscription judiciaire à laquelle le contexte s'applique;

(h.) L'expression "la cour des cas de la Couronne réservés"

signific et comprend—

(1.) Dans la province d'Ontario, toute division de la Haute cour de Justice d'Ontario:

(2.) Dans la province de Québec, la cour du Banc de la

Reine siégeant en appel;

(3.) Dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique, la cour Suprême de chacune de ces provinces respectivement;

(4.) Dans la province de l'île du Prince-Edouard, la cour

Suprême de judicature de cette province;

(5.) Dans la province du Manitoba, la cour de Sa Majesté

du Banc de la Reine du Manitoba, et—

(6.) Dans les territoires du Nord-Ouest, la cour Suprême des territoires du Nord-Ouest. 32-33 V., c. 29, art. 1, partie; -c. 30, art. 65; -46 V., c. 10, art. 5, partie; -49 V., c. 25, art. 14; —S. R. B.-C., c. 77, art. 57, partie; —S. R. N.-E., (3e série), c. 171, art. 99, partie;—1 S. R. N.-B., c. 159, art. 22, partie.

JURIDICTION.

Pouvoirs des cours supérieures.

3. Toute cour supérieure de juridiction criminelle pourra juger les trahisons, félonies et autres crimes ou délits poursuivables par voie de mise en accusation. 34 V., c. 14, art. 2;—37 V., c. 42, art. 5;—40 V., c. 4, art. 4, partie.

Certaines tains crimes. art. 1.]

4. Nulle cour de sessions générales ou trimestrielles, ou cours ne juge-ront pas cer- cour de recorder, et nulle cour autre qu'une cour supérieure avant juridiction criminelle, n'aura le pouvoir de juger les [5-6 V., c. 38, cas de trahison ou les crimes entraînant la peine capitale, ni les cas de libelle. 32-33 V., c. 29, art. 12.

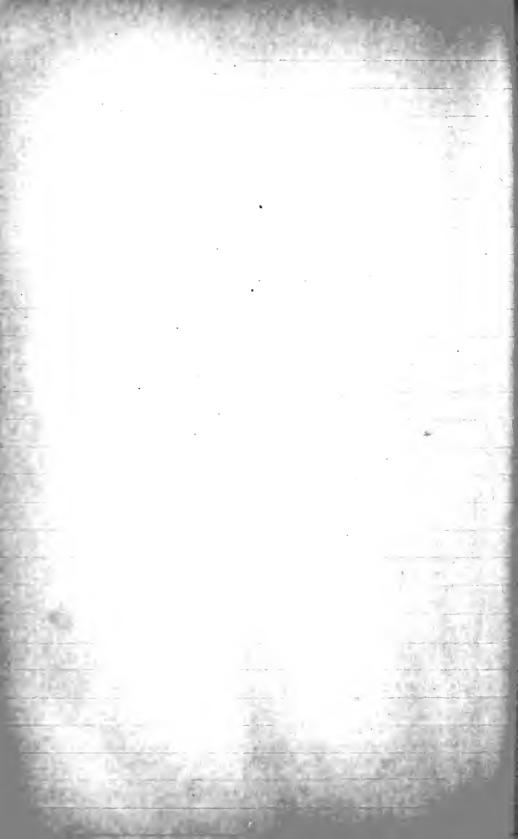
Les juges de paix ne jugeront pas les crimes d'explosion.

5. Ni les juges de paix agissant dans et pour un district, comté, division, cité ou lieu, ni le juge des sessions de la paix, ni le recorder d'aucune cité, ne pourront, dans aucune des sessions de la paix ou à aucun ajournement de ces sessions, faire le procès de qui que ce soit pour contravention aux dispositions des articles vingt et un, vingt-deux ou vingt-trois de l'Acte concernant les crimes et délits contre les 32-33 V., c. 20, art. 48.

Certains dílits ne seront pas jugės par les cours de sessions. [24-25 V., c. 96, art. 87.]

6. Aucune cour des sessions générales ou trimestrielles de la paix ne pourra juger aucune infraction des dispositions des articles soixante à soixante-seize, tous deux inclusivement, de l'Acte du larcin. 32-33 V., c. 21, art. 92.





181

7. Le juge des sessions de la paix pour la cité de Québec, Certains male juge des sessions de la paix pour la cité de Montréal, et gistrats pourtout magistrat de police, magistrat de district ou magistrat seuls. stipendiaire nommé pour une division territoriale, et tout magistrat autorisé, par la loi de la province dans laquelle il agit, à accomplir des actes qui doivent d'ordinaire être accomplis par deux juges de paix ou plus, pourront faire seuls ce que deux juges de paix ou plus sont autorisés à faire en vertu du présent acte; et les diverses formules annexées au présent acte pourront être modifiées, en tant qu'il est nécessaire, pour les rendre applicables aux cas en question. 32-33 V., c. 30, art. 59;—et c. 36, art. 8.

LIEU OU LFS INFRACTIONS SONT COMMISES ET LEUR JUGEMENT.

8. Lorsqu'une infraction punissable par les lois du Ca-Infractions nada aura été commise dans le ressort de l'Amirauté d'Angle-commises dans la juriterre, elle pourra être recherchée, jugée, déterminée et punie diction de de la même manière que toute infraction commise dans le l'Amirauté. ressort de toute cour devant laquelle le délinquant sera tra[12-13 V., c.
96, art 1.] duit. 32-33 V., c. 29, art. 136.

9. Si une personne, ayant été félonieusement frappée, Si la mort empoisonnée, ou autrement blessée, en mer ou en quelque seulement ou en quelque la cause de la endroit hors du Canada, meurt de ce coup, empoisonnement mort a lieu en ou blessure, en Canada,—ou si, ayant été félonieusement Canada. frappée, empoisonnée ou autrement blessée en quelque en- [24-25 V., c. 100] art. 10.] droit du Canada, elle meurt de ce coup, empoisonnement ou blessure; en mer ou en quelque endroit hors du Canada, —toute infraction commise en pareil cas, soit qu'elle constitue un meurtre ou un homicide non-prémédité, ou une complicité de meurtre ou d'homicide non-prémédité, pourra être recherchée, jugée, déterminée et punie dans le district, comté ou lieu, en Canada, dans lequel la mort, le coup, l'empoisonnement ou la blessure aura eu lieu, de la même manière, à tous égards, que si cette infraction eût été entièrement commise dans ce district, comté ou lieu. 32-33 V., c. 20, art. 9.

10. Si une félonie ou un délit est commis sur les limites Infractions de deux ou plusieurs districts, comtés ou lieux, ou dans un commises sur les limites do rayon d'un mille de ces limites, ou dans une localité que deux disl'on ne peut avec certitude déclarer appartenir à l'un de ^{tricts, etc.} deux ou plusieurs districts, comtés ou lieux, ou si une félonie [7 G. IV, c. 64, art. 12.] on un délit est commencé dans un district, comté ou lieu, et consommé dans un autre, la félonie ou le délit pourra être recherché, poursuivi, jugé, déterminé et puni dans l'un de ces districts, comtés ou lieux, de la même manière que s'il y eût été effectivement et entièrement commis. 32-33 V., c. 29, art. 8.

Infractions commises sur ou propriétés en transit. [7 G. IV. c.

64, art. 13.]

11. S'il est commis une félonie ou un délit sur une percommises sur sonne, ou sur ou à l'égard de toute chose placée sur ou dans un carrosse, wagon, charrette ou autre voiture servant à quelque voyage, ou sur une personne ou sur et à l'égard d'une chose quelconque à bord d'un navire, bateau ou train de bois naviguant sur une rivière, un canal ou des eaux intérieures navigables, la félonie ou le délit pourra être recherché, poursuivi, jugé, déterminé et puni dans tout district, comté ou lieu sur aucune partie duquel ce carrosse, · wagon, charrette, voiture ou navire, bateau ou train de bois aura passé dans le cours du voyage durant lequel cette félonie ou ce délit a été commis, de la même manière que s'il eût réellement été commis dans ce district, comté ou lieu. 32-33 V., c. 29, art. 9.

Infractions commises sur les chemins. qui divisent deux districts. [7 G. IV, c. 64, art. 13.]

12. Lorsque le côté, le centre, le bord ou toute autre partie d'une grande route ou d'une rivière, d'un canal ou d'eaux rivières, etc., navigables, forme la limite de deux districts, comtés ou lieux, les félonies ou délits mentionnés dans les deux articles précédents pourront être recherchés, poursuivis, jugés, déterminés et punis dans l'un ou l'autre de ces districts, comtés ou lieux, sur ou près la limite d'aucune partie duquel ce carrosse, wagon, charrette, voiture, navire, bateau ou train de bois aura passé dans la cour du voyage durant lequel la félonie ou le délit a été commis, de la même manière que s'il eût été effectivement commis dans ce district, comté ou lieu. 32-33 V., c. 29, art. 10.

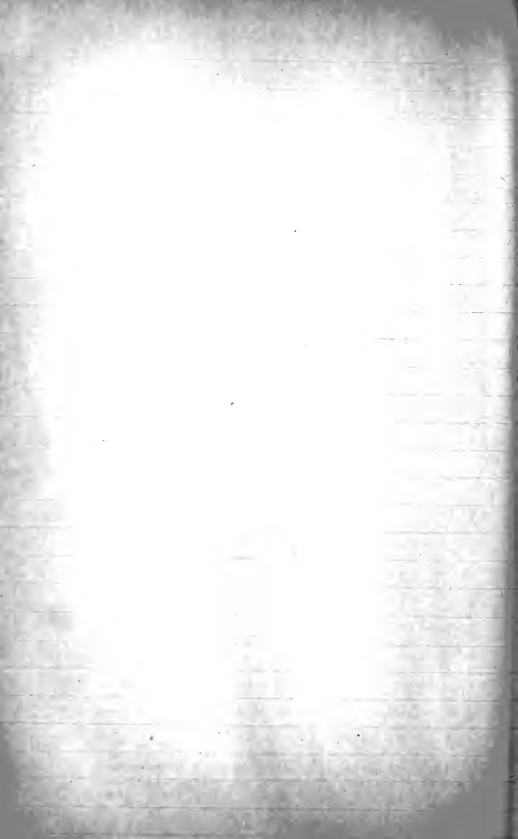
Lieu du procès après la dissolution d'une union de comtés sera où l'ordonnera la cour.

13. Si, lors de la dissolution d'une union de comtés, quelque plainte, dénonciation, accusation ou autre procédure criminelle, dans laquelle la venue est fixée dans un comté de l'union, est pendante, la cour devant laquelle la plainte, la dénonciation on l'accusation sera pendante, on un juge autorisé à y décerner des ordres, pourra, du consentement des parties, on après avoir entendu les parties sur affidavit, ordonner que la venue soit transférée au nouveau comté, et que le dossier et les pièces soient transmis aux officiers qu'il appartient de ce comté,—et dans le cas où un acte d'accusation aura été déclaré fondé dans une cour de juridiction criminelle, tout juge d'une cour supérieure pourra décerner

S'il n'est pas donné d'ordre spécial.

- Où se fera le procès des infractions par acte d'accusation.
- 2. Si ce changement n'est pas ordonné, toutes ces plaintes, dénonciations, accusations et autres procédures auront lieu et seront jugées et décidées dans le plus ancien comté.
- 3. Toute personne prévenue d'une infraction poursuivable par voie de mise en accusation, qui, à l'époque de la désunion poursuivables d'un comté moins ancien, sera incarcérée préventivement dans la prison du comté le plus ancien, ou qui sera sous cautionnement ou obligation de comparaître pour subir son procès devant une cour quelconque dans le comté le plus ancien, et contre laquelle l'accusation n'aura pas été déclarée fondée avant cette désunion, sera traduite, jugée et con-2094





Chap. 174.

damnée dans le comté le plus ancien, a moins qu'un juge d'une cour supérieure n'ordonne que la procédure ait lieu dans le comté le moins ancien, auquel cas le prisonnier ou le cautionnement, selon le cas, sera transporté à ce dernier comté, et la procédure y aura lieu; et si dans ce cas il est allégué que l'infraction a été commise dans un autre comté que celui dans lequel les procédures ont lieu, la venue pourra être fixée dans le comté qu'il appartiendra, le désignant comme "ci-devant l'un des comtés unis de 29-30 V. (Can.), e. 51, art. 52, 53 et 55.

14. Tout crime et délit commis dans quelque partie où auront du territoire non-organisé de la province d'Ontario, y com-lieu les procès pris les lacs, rivières et nappes d'ean' qui s'y trouvent, non territoires compris dans les limites d'un comté organisé, ou dans un non-organise de la limite district judiciaire provisoire, pourront être portés dans l'acte d'accusation comme ayant été commis, et pourront être recherchés, jugés et punis, dans tout comté de cette province ; et ce crime on délit sera du ressort de toute cour ayant juridiction sur les crimes ou délits de même nature commis dans les limites de ce comté, devant laquelle cour ce crime ou délit peut être poursuivi; et cette cour procédera alors au procès, jugement et exécution ou autre punition qu'entraînera ce crime ou délit, de la même manière que si ce crime ou délit eût été commis dans le comté où le procès aura lieu.

2. Lorsqu'un district judiciaire provisoire on un nouveau Et s'il est forcomté sera formé et établi dans quelqu'un de ces territoires mé de nounon-organisés, tous les crimes et délits commis dans les tricts judilimites de ce district judiciaire provisoire ou nouveau comté ciaires ou comtés. seront recherchés, jugés et punis dans ses limites, de la même manière que ces crimes ou délits auraient été recherchés, jugés et punis si le présent article n'eût pas été passé.

3. Tout individu accusé ou convaincu de quelque crime Les coupables ou délit dans un district provisoire pourra être incarcéré dans peuveut être toute prison commune de la province d'Onfario; et le constable dans toute ou autre officier judiciaire qui aura la garde de cet individu prison d'Onet sera chargé de le conduire à cette prison commune pourra passer par tout comté de cette province avec l'individu confié à sa garde; et le geôlier de la prison commune de tout comté de la province où il sera jugé nécessaire d'incarcérer l'individu ainsi conduit sous garde à travers ce comté, le recevra et gardera en sûreté dans cette prison commune pendant un temps raisonnable ou jugé nécessaire; et le geôlier de toute prison commune dans la dite province à qui cet indvidu sera remis comme susdit, le recevra et tiendra sous bonne garde dans cette prison commune jusqu'à ce qu'il soit élargi par l'opération de la loi, ou admis à caution dans les cas où le cautionnement est permis par la loi. 28. R. H.-C., c. 128, art. 100, 101 et 105.

15. Lorsqu'il sera commis quelque infraction dans le Emprisonnedistrict de Gaspé, le prévenu, s'il est préventivement incar-ment et pro-2095

district de Gaspé.

céré, pourra l'être dans la prison commune du comté dans lequel l'infraction a été commise, ou pourra être censé en loi l'avoir été; et s'il subit son procès devant la cour du Banc de la Reine, il le subira lorsque cette cour siégera dans le comté où se trouve la prison où il aura été incarcéré, et si, après son procès, il est emprisonné dans une prison commune, ce sera dans celle du comté où il aura subi son procès. S. R. B.-C., c. 80, art. 6.

Où aura lieu fractions. [24-25 V., c. 96, art. 70, c. 100, art. 57.]

16. Tonte personne accusée de parjure, de bigamie ou de le procès pour quelque infraction prévue aux articles cinquante-trois, cinquante-quatre et cinquante-cinq de l'Acte du larcin, pourra être recherchée, poursuivic, jugée et punie dans le district, le comté ou l'endroit où l'infraction aura été commise, ou dans lequel elle sera arrêtée ou incarcérée. 32-33 V., c. 20, art. 58, partie;—c. 21, art. 72, partie;—et c. 23, art. 8;—33 V., c. 26, art. 1, partie.

Où se fera le procès des complices. [24-25 V., c. 94, art. 7.]

de poursuite.

17. L'infraction commise par tout complice d'une félonie, avant ou après le fait, pourra être recherchée, poursuivie. jugée et punie par toute cour ayant juridiction sur le principale félonie ou sur toutes félonies commises dans les limites d'un district, comté ou lieu où aura été commis l'acte qui cons-Pas de secon-titue sa complicité; mais quiconque aura déjà subi son procès, soit comme complice avant ou après le fait, soit comme l'auteur d'une félonie, ne pourra plus ensuite être poursuivi pour le même fait. 31 V., c. 72, art. 8;—33 V., c. 17, art. 2.

Lieu du pro-[24-25 V., c. 98, art. 41.]

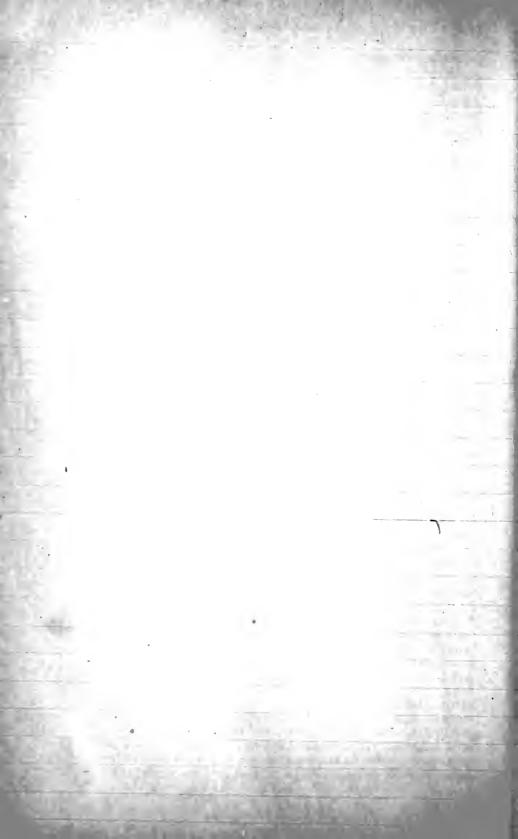
18. Quiconque commet une infraction prévue par l'Acte cès jour faux. concernant le fanx, ou commet un faux, ou altère un document quelconque, on offre, émet, emploie ou met en circulation un document quelconque, sachant qu'il est faux ou altéré, soit que l'infraction soit punissable par voie de mise en accusation, en droit commun on en vertu d'un statut, pourra être recherché, mis en accusation, jugé et puni dans ce district, comté ou lieu où il est arrêté ou est détenu, tout comme si cette infraction eût été réellement commise dans ce district, comté ou lieu; et tout complice, soit avant, soit après le fait, si ce fait est qualifié félonie, et tout individu aidant, encourageant ou conseillant la commission de l'infraction, si elle est qualifiée délit, pourront être recherchés, mis en accusation, jugés et punis dans tout district, comté ou lieu où i's seront arrêtés ou détenus, de la même manière à tous égards que si leur infraction et celle du principal coupable eussent été commises dans ce district, comté ou lieu. 32-33 V., c. 19, art. 48.

Et pour complicité.

Lieu du proces pour enlevement.

19. Tout individu prévenu d'infraction aux dispositions de l'article quarante-six de l'Acte concernant les crimes et délits contre les personnes, pourra être jugé, soit dans le district, comté ou lieu où l'infraction aura été commise, soit dans tout district, comté ou lieu dans lequel ou à travers lequel la 2096





personne enlevée ou séquestrée aura été conduite ou transportée pendant qu'elle était ainsi séquestrée; mais nulle Pas de seconpersonne qui aura subi son procès légalement pour cette de poursuite. infraction ne pourra ensuite être mise en accusation ou jugée pour le même fait. 32-33 V., c. 20, art. 71.

20. Quiconque recèlera quelque effet, argent, valeur ou Lieu du proautre propriété quelconque, sachant qu'il a été félonieusement cès pour revolé, ou illégalement pris, reçu, obtenu, converti ou employé, [24-25 V., c. qu'il soit accusé comme complice de la félonie après le fait 96, art. 96.1 ou comme l'auteur de la félonie ou d'un délit seulement, pourra être recherché, mis en accusation, jugé et puni dans tout comté, district ou lieu dans lequel il a ou a eu cette propriété en sa possession, ou dans tout comté, district ou lieu dans lequel l'auteur de la félonie ou du délit pourra légalement subir son procès, de la même manière que le recéleur peut être recherché, mis en accusation, jugé et puni dans le comté, district ou lieu où il a réellement recélé cette propriété. 32-33 V., c. 21, art. 105.

21. Quiconque apportera en Canada, ou y aura en sa Lieu du propossession, quelque propriété volée, détournée, convertie cès pour importation ou obtenue par fraude ou faux prétextes dans un autre pays, d'objets vode telle manière que le vol, le détournement, la conversion lés, etc. ou l'obtention de cette propriété par les mêmes moyens en Canada constituerait, d'après les lois du Canada, une félonie ou un délit, pourra être jugé et condamné dans tout district, comté ou lieu en Canada dans lequel il apportera cette propriété ou l'aura en sa possession. 32-33 V., c. 21, art. 112, partie.

22. Quiconque aura en sa possession, dans quelque partie Si des objets du Canada que ce soit, quelque effet mobilier, argent, valeur quelque part ou autre propriété quelconque qu'il aura volée ou de toute et sont trou-autre manière félonieusement ou illégalement soustraite ou vés ailleurs en Canada. obtenue au moyen de quelque infraction prévue par l'Acte [24-25 V., c. du larcin, dans quelque autre partie du Canada, pourra être 96, art. 114. 1 recherché, mis en accusation, jugé et puni pour larcin ou vol dans cette partie du Canada où il aura ainsi cette propriété, de la même manière que s'il l'eût réellement volée ou soustraite ou obtenue dans cette partie; et si quelqu'un, dans quelque partie du Canada que ce soit, recèle ou a quelque effet mobilier, argent, valeur ou autre propriété quelconque qui a été volée ou de toute autre manière félonieusement ou illégalement soustraite ou obtenue dans quelque autre partie du Canada, sachant que cette propriété a été volée ou ainsi félonieusement ou illégalement soustraite ou obtenue, il pourra être recherché, mis en accusation, jugé et puni pour ce fait dans la partie du Canada où il recèle ou a cette propriété, de la même manière que si elle eût été primitivement volée ou soustraite ou obtenue dans cette partie. 32-33 V., e. 21, art. 121.

Lieu du procès pour circulation de fausse monnaie, etc. [24-25 V., c. 99, art. 28.1

23. Si quelqu'un offre, émet ou met en circulation de la monnaie fausse ou contrefaite dans une province du Canada, ou dans un district, comté ou lieu de cette province, et de plus offre, émet ou met en circulation d'autre monnaie fausse ou contrefaite dans quelque autre province, district, comté ou lieu, soit le même jour où il l'a offerte, émise ou mise en circulation comme susdit, soit dans l'espace des dix jours qui suivront immédiatement,—ou si deux personnes ou plus, agissant de concert dans différentes provinces ou différents districts, comtés ou lieux de ces provinces, commettent quelque contravention à l'Acte concernant les infractions relatives aux monnaies, chacun de ces délinquants pourra être recherché, mis en accusation, jugé et puni, et l'infraction pourra être alléguée comme avant été commise dans aucune de ces provinces, districts, comtés ou lieux, de la même manière, sous tous les rapports, que si l'infraction avait été de fait et entièrement commise dans une seule province, district, comté ou lieu. 32-33 V., c. 18, art. 29.

ARRESTATION DES DÉLINQUANTS.

Arrestation sans mandat par un officier en certains Cas.

[24-25 V., c. 97, art. 61.]

24. Quiconque est surpris en flagrant délit d'une infraction poursuivable par voie d'acte d'accusation ou sur procédures sommaires, peut être arrêté sur-le-champ, sans mandat, par tout constable ou agent de la paix, ou par le propriétaire de la chose pour ou à l'égard de laquelle l'infraction est commise, ou par son serviteur ou toute autre personne autorisée par ce propriétaire, et sera aussitôt traduit devant quelque juge de paix du voisinage, pour être traité suivant 32-33 V., c. 22, art. 69;—et c. 29, art. 2.

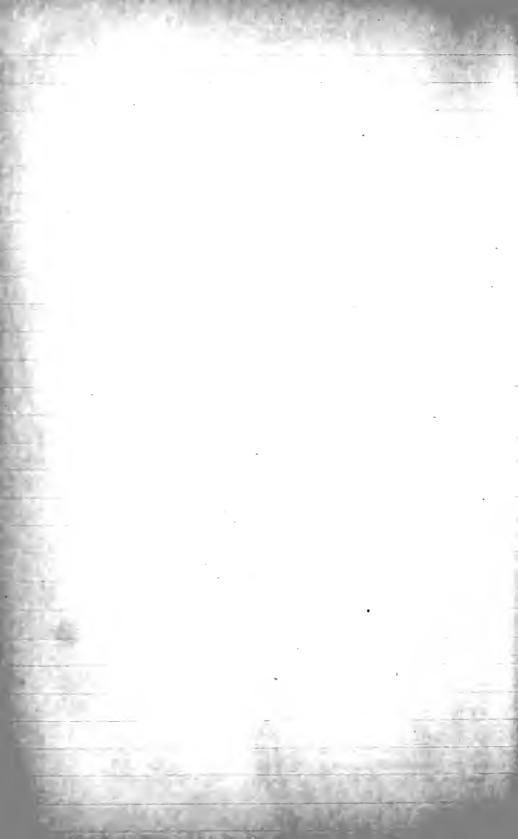
Et par des particuliers. [24-25 V , c. 96, art. 103.1

25. Tout individu pris en flagrant délit d'une infraction poursuivable par voie d'acte d'accusation ou sur procédures sommaires, en vertu de l'Acte du larcin ou de l'Acte concernant la protection des effets des matelots de la marine, pourra être immédiatement appréhendé au corps, sans mandat, par toute personne, et traduite sur-le-champ avec le corps du délit, s'il y en a, à l'égard duquel l'infraction a été commise, devant quelque juge de paix du voisinage, pour être traité suivant la loi. 32-33 V., c. 21, art. 117, partie;—33 V., c. 31, art. 5, parlie.

Et par ceux à qui des effets volés sont offerts. [24-25 V., c.

26. Si celui à qui des effets sont offerts en vente ou en gage, on sont livrés, a un motif raisonnable de soupçonner qu'une infraction a été commise à l'égard de ces effets, il pourra, et, s'il est en son pouvoir, il devra arrêter et con-96, art. 103.] duire aussitôt devant un juge de paix la personne qui les offre, ainsi que les effets, pour qu'il en soit ordonné conformément à la loi. 32-33 V., c. 21, art. 117, partie ;—et c. 29, art. 3;—33 V., c. 31, art. 5, partie.





27. Qui que ce soit peut arrêter toute personne trouvée, Arrestation la nuit, en flagrant délit d'une infraction poursuivable par sur flagrant délit, la nuit, voie d'acte d'accusation ; et il la conduira ou livrera à quel- [14-15 V., c. que constable ou autre personne, afin qu'elle soit traduite 19, art. 11.] aussitôt que faire se pourra devant un juge de paix, pour être traitée conformément à la loi. 32-33 V., c. 29, art. 4.

28. Tout constable ou agent de la paix peut arrêter, sans Arrestation mandat, toute personne qu'il trouvera couchée ou rôdant sur sans mandat d'autres une grande route, dans une cour ou autre lieu pendant la cas. nuit, et qu'il aura bonne raison de soupçonner avoir com-[24-25 V., c. mis ou être sur le point de commettre quelque félonie, et 97, art. 104, détenir cette personne jusqu'à ce qu'elle puisse être conduite c. 100, art. devant un juge de paix pour être traitée suivant la loi.

2. Nulle personne ainsi arrêtée ne sera détenue après Détention du l'heure de midi du jour suivant, sans être traduite devant prisonnier limitée. un juge de paix. 32-33 V., c. 29, art. 5 et 6.

29. Qui que ce soit peut arrêter quiconque sera pris en Arrestation flagrant délit d'une infraction poursuivable par voie d'acte des faux mond'accusation en vertu de l'Acte concernant les infractions rela- [24-25 V., c. tives aux monnaies, et le conduire ou le livrer entre les mains 55, art. 31.] de quelque agent de la paix, constable ou agent de police, afin qu'il soit traduit aussitôt que faire se pourra devant un juge de paix pour être traité conformément à la loi. 32-33 V., c. 18, art. 33.

COMPARUTION DU PRÉVENU.

30. Lorsqu'une plainte ou accusation (A) est faite devant Mandat d'arrêt et d'amerét et d'ameret et d' un juge de paix pour une division territoriale du Canada, ner par un portant que quelqu'un a commis, ou est soupçonné avoir jugé de paix. commis un acte de trahison, ou quelque félonie, délit ou [11-12 V., c. infraction criminelle poursuivable par voie d'acte d'accusa-42, art. 1.] tion, dans le ressort de ce juge de paix,—ou qu'une personne qui s'est rendue coupable, ou est soupçonnée s'être rendue coupable de ce crime ou délit hors du ressort de ce juge de paix, est ou réside ou est soupçonnée se trouver ou résider dans le ressort de ce juge de paix,—si le prévenu ou celui contre qui plainte est portée n'est pas déjà arrêté, ce juge de paix pourra émettre son mandat (B) pour le faire arrêter et conduire devant lui ou tout autre juge de paix de la même division territoriale. 32-33 V., e. 30, art. 1.

31. Le juge de paix devant qui la plainte ou l'accusation Assignation est portée pourra, s'il le juge à propos, au lieu d'émettre en lieu. premier lieu un mandat pour l'arrestation de la personne [11-12 V., c. inculpée ou accusée, lui adresser une assignation (C) lui 42, art. 1.] enjoignant de comparaître devant lui aux temps et lieu y mentionnés, ou devant tout autre juge de paix de la même division territoriale qui s'y trouvera alors,—et si, après signification de l'assignation en la manière ci-dessous prescrite,

restation s'il

Mandat d'ar- le prévenu fait défaut et ne comparaît pas aux temps et lieu restation's il y est désobéi, fixes en obéissance à cette assignation, ce juge de paix, ou tout autre juge de paix de la même division territoriale. pourra lancer un mandat d'arrestation (D) contre le prévenu, et le faire conduire devant lui, ou devant tout autre juge de paix de la même division territoriale, pour qu'il réponde à la plainte ou accusation et soit ultérieurement traité selon la loi; mais tout juge de paix pourra, s'il le croit opportun, lancer le mandat indiqué à l'article précédent, en tout temps avant ou après le temps fixé dans l'assignation pour la comparution du prévenu. 32-33 V., c. 30, art. 2.

Proviso.

Crimes ou délits commis en mer, etc. [11-12 V., c. 42, art. 2.]

32. Lorsqu'un crime ou délit poursuivable par voie d'acte d'accusation est commis en pleine mer ou dans une anse, un port, une rade ou autre lieu, sur lequel l'Amirauté d'Angleterre a ou réclame juridiction, et lorsqu'un crime ou délit est commis sur terre au delà des mers, pour lequel un acte d'accusation peut être formulé ou le délinquant arrêté en Canada, tout juge de paix pour une division territoriale dans laquelle la personne accusée d'avoir commis, ou soupconnée avoir commis ce crime ou délit, se trouvera ou sera soupconnée se trouver, pourra émettre un mandat d'arrestation (D 2) contre cette personne, afin qu'elle soit traitée selon qu'il sera prescrit par ce mandat et par le présent acte. 32-33 V, c. 30, art. 3.

Mandat d'arrestation sur acte d'accufondé.

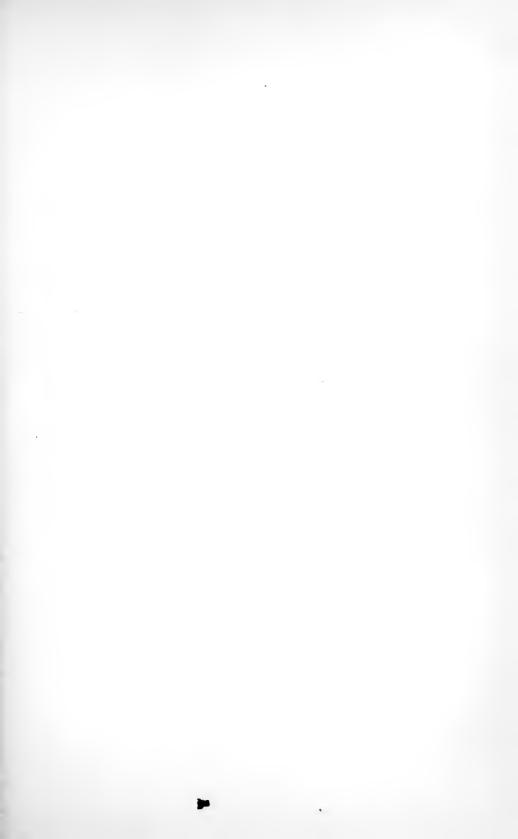
[11-12 V., c. 42, art. 3.]

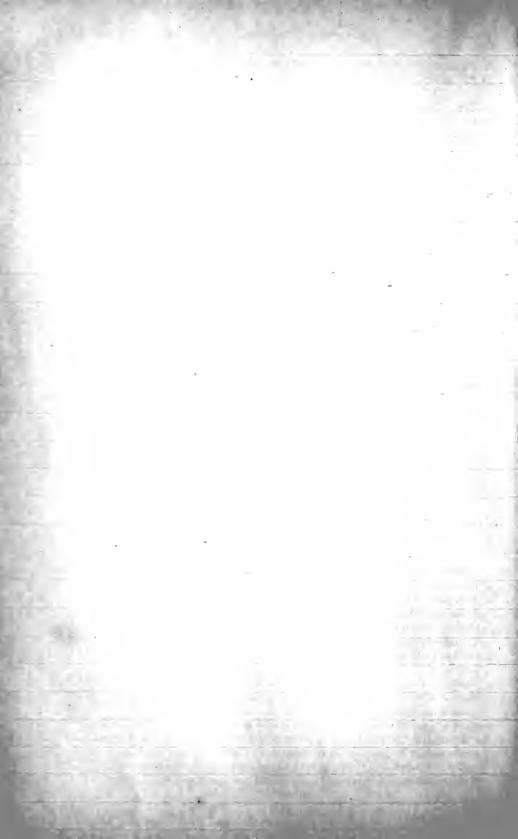
33. Si un acte d'accusation est déclaré fondé par les grands jurés dans une cour de juridiction criminelle contre sation déclaré une personne alors en liberté, soit que cette personne ait ou non fourni caution de comparaître pour répondre à cette accusation, et si cette personne n'a pas comparu et répondu à l'acte d'accusation, celui qui agit comme greffier de la Couronne ou greffier en chef de la cour sera tenu, en tout temps après la fin de la session ou des séances de la cour où l'acte d'accusation a été déclaré fondé, d'accorder sur demande, au poursuivant ou à toute autre personne en son nom, et sur paiement d'un honoraire de vingt centins, un certificat (E) constatant que l'acte d'accusation a été déclaré fondé; et sur production de ce certificat devant tout juge de paix de la division territoriale où, ainsi qu'allégué dans l'acte d'accusation, le crime ou délit a été commis, ou dans laquelle le prévenu réside, ou est soupçonné ou supposé résider ou se trouver, ce juge de paix émettra son mandat (F) pour le faire arrêter et traduire devant lui, ou devant tout autre juge de paix de la même division territoriale, pour qu'il soit traité selon la loi. 32-33 V., c. 30, art. 4.

Incarcération ou cautionnement.

[11-12 V., c. 42, art. 3.]

31. Si le prévenu est alors arrêté et traduit devant le juge de paix, et s'il est prouvé sous serment ou par affirmation que le prévenu est la personne qui est accusée et nommée dans l'acte d'accusation, le juge de paix devra, sans autre interrogatoire ou examen, le faire incarcérer (G) ou l'admettre





Chap. 174.

1886.

à caution comme il est ci-dessous mentionné. 32-33 V., c. 30, art. 5.

35. Si le prévenu est détenu dans une prison pour toute Si l'accusé autre infraction que celle portée dans l'acte d'accusation. est déjà en prison. lors de la demande et de la production du certificat devant [11-12 V., c. le juge de paix, celui-ci, sur preuve faite sous serment ou 42, art. 3.] par affirmation que le prévenu et le détenu sont une seule et même personne, pourra émettre son mandat (H) adressé au geôlier ou gardien de la prison où le prévenu est détenu, lui enjoignant de le détenir jusqu'à ce qu'il soit libéré en vertu d'un bref d'habeas corpus ou par ordre d'une cour compétente, pour être jugé sur cet acte d'accusation, ou jusqu'à ce qu'il soit élargi ou acquitté suivant le cours de la loi. 32-33 V., c. 30, art. 6.

36. Rien de ce qui précède n'empêchera l'émission ou Mandat de l'exécution de mandats émis séance tenante (bench warrants) cour émis séance tenanpar toute cour de juridiction compétente lorsqu'elle jugera te. à propos d'ordonner l'émission de pareils mandats. 32-33 V., c. 30, art. 7.

37. Tout juge de paix pourra délivrer ou lancer un man- Un mandat dat comme susdit, ou un mandat de perquisition, le dimanche peut être déou tout autre jour de fête légale, de même que tout autre manche. jour. 32-33 V., c. 30, art. 8.

[11-12 V., c. 42, art. 4.]

38. Si une plainte ou accusation pour un crime ou délit Dénonciation poursnivable par voie d'acte d'accusation est portée devant sous serment pour obtenir un juge de paix, et si l'on veut qu'il soit lancé en premier un mandat. lieu un mandat d'amener contre le prévenu, le juge de paix [11-12 V., c. exigera qu'une plainte et accusation (A) par écrit, attestée 42, art. 81 sous serment ou par l'affirmation du dénonciateur ou de quelque témoin à cet effet, soit produite devant lui. 32-33 V., c. 30, art. 9.

39. Si l'on veut faire émettre une assignation au lieu Et pour une d'un mandat en premier lieu, la plainte et accusation sera aussi par écrit et attestée sous serment ou affirmation comme susdit, sauf lorsqu'il est spécialement prescrit par quelque acte ou loi que cette plainte et accusation pourra se faire de vive voix seulement, et sans qu'il soit besoin d'un serment ou d'une affirmation à l'appui. 32-33 V., c. 30, art. 10.

40. Le juge de paix qui recevra une plainte et accusation Sur plainte comme susdit, pourra, s'il le juge à propos, émettre une assi-tion, une assignation ou un mandat, comme il est ci-dessus prescrit, pour gnation ou faire comparaître le prévenu devant lui, en la manière qui y peuvent être sera prescrite; et chaque assignation (C) sera adressée à la décernés. personne ainsi accusée dans la plainte, et indiquera succinc- [11-12 V., c. tement les motifs de la plainte, et sommera la personne à 42, art. 9.] laquelle elle est adressée de comparaître aux temps et lieu y

49 VICT.

Chap. 174.

mentionnés devant le juge de paix par qui l'assignation est émise, on devant tout autre juge de paix de la même division territoriale qui sera alors présent, afin qu'elle réponde à cerre accusation et soit ultérieurement traitée selon la loi. 32-33 V., c. 30, art. 13.

Signification de l'assignation. [11-12 V, c.

•42, art. 9.]

41. Toute assignation de ce genre sera signifiée par un constable ou tout autre agent de la paix à celui à qui elle est adressée, en la lui livrant personnellement, ou, si elle ne peut lui être remise, en la laissant pour lui entre les mains de quelqu'un à son dernier domicile ou à son domicile ordi-32-33 V., c. 30, art. 14.

Les agents [11-12 V., c. 42, art. 9.1

42. Le constable ou autre agent de la paix qui signifiera prouveront la l'assignation comparaîtra aux temps et lieu, et devant le juge de paix désignés dans cette assignation, pour déposer, si besoin en est, que la signification en a été-faite. c. 30, art. 15.

Si l'assigné ne comparaît pas, mandat d'arrestation sera lancé. [11-12 V., c.

42, art. 9.]

43. Si la personne ainsi assignée ne comparaît pas devant le juge de paix, aux temps et lieu indiqués dans l'assignation, en obéissance à l'assignation, le juge de paix pourra lancer un mandat d'arrestation (D) contre la personne ainsi assignée, et la faire conduire devant lui ou devant tout autre juge de paix de la même division territoriale, pour qu'elle réponde à la plainte et accusation et soit ultérieurement traitée selon la loi 32-33 V., c. 30, art. 16.

A qui sera adressé le mandat. [11-12 V., c. 42, art. 10.7

44. Tout mandat d'arrestation (B) lancé par un juge de paix contre une personne accusée d'un crime ou délit poursuivable par voie d'acte d'accusation, sera sous les seing et sceau du juge de paix par qui il est lancé, et pourra être adressé à tous et chacun des constables ou autres agents de la paix de la division territoriale dans laquelle il doit être mis à exécution, ou au constable et à tous autres constables ou agents de la paix de la division territoriale du ressort de ce juge de paix, ou généralement à tous les constables ou agents de la paix de la division territoriale mentionnée en dernier lieu; et ce mandat indiquera succinctement le crime ou délit pour lequel il est lancé, ainsi que le nom ou la désignation du delinquant ; et il enjoindra à celui ou ceux à qui il sera adressé d'arrêter le délinquant et de le conduire devant le juge de paix par qui le mandat a été lancé, ou devant tout autre juge de paix de la même division territoriale, pour qu'il réponde à l'accusation portée dans la plainte et soit ultérieurement traité selon la loi. 32-33 V., c. 30, art. 17.

Ce qu'il relatera.

Sceau et son effet.

45. Si dans un mandat ou autre instrument ou document émis en aucun temps par un juge de paix dans une province du Canada, il est énoncé qu'il est émis sous les seing et sceau du juge de paix qui l'a signé, ce sceau sera présumé avoir été apposé par lui, et l'absence de ce sceau n'invalidera pas

-2102

l'instrument, ou bien le juge de paix pourra en tout temps ensuite apposer ce sceau avec le même effet que s'il eût été apposé au moment même où l'instrument a été signé. 32-33 V., c. 36, art. 4, partie.

- 46. Il ne sera pas nécessaire que le mandat soit rappor-Durée du table à une époque précise et déterminée, mais il aura pleine mandat. force et vigueur jusqu'à ce qu'il soit exécuté. 32-33 V., [11-12 V., c. 42, art. 10.] c. 30, art. 18.
- 47. Tout mandat pourra être mis à exécution par l'arres- Exécution du tation du délinquant en tout lieu de la division territoriale mandat. du ressort du juge de paix par qui il est lancé, ou, dans le [11-12 V., c. dans le 42, art. 10.1] cas de nouvelles démarches, en tout lieu de la division territoriale voisine, et dans les sept milles qui avoisinent les confins de la première division territoriale, sans qu'il soit nécessaire de faire viser le mandat, ainsi que ci-dessous mentionné. 32-33 V., c. 30, art. 19.

48. Si un mandat est adressé à tous constables ou autres 0ù il pourra agents de la paix de la division territoriale du ressort du être exécuté juge de paix, tout constable ou agent de la paix de cette 12, art. 10.1 division territoriale pourra mettre ce mandat à exécution en tout lieu soumis à la juridiction du juge de paix qui a lancé le mandat, de la même manière que si ce mandat était adressé spécialement et nommément à ce constable, et bien que le lieu dans lequel le mandat est mis à exécution ne soit pas celui pour lequel il est nommé constable ou agent de la paix. 32-33 V., c. 30, art. 20.

49. Si la personne contre laquelle un mandat est émis ne Visa des manpeut être trouvée dans le ressort du juge de paix par lequel dats. il est lancé, ou si elle s'évade, ou est supposée ou soupçonnée [11-12 V., c. 42, art. 11] être, en tout endroit du Canada, en dehors du ressort du juge de paix qui a lancé le mandat, tout juge de paix dans le ressort duquel cette personne s'est ainsi réfugiée, ou dans lequel elle se trouve ou est soupçonnée être ou se trouver, sur preuve seulement, faite sous serment ou affirmation, que l'écriture est celle du juge de paix par qui il est lancé, et sans aucun cautionnement quelconque, pourra apposer son visa (I) au mandat, sous son seing, autorisant l'exécution de ce mandat dans le ressort du juge de paix qui l'a visé; et ce visa du mandat suffira pour autoriser la personne Effet du visa chargée de son exécution, ainsi que toutes personnes auxquelles il était adressé dans le principe, et tous constables et autres agents de la paix de la division territoriale où ce mandat a été ainsi visé, à le mettre à exécution dans cette autre division territoriale, et à conduire la personne contre laquelle le mandat est lancé devant le juge de paix qui le premier a lancé ce mandat, ou devant quelque autre juge de paix de la même division territoriale, ou devant tout juge de paix de la division territoriale où il appert que l'infraction relatée dans le mandat a été commise. 32-33 V., c. 30, art. 23.

Procédures après l'arrestation. [11-12 V, c. 42, art. 11.]

50. Si le poursuivant ou l'un des témoins à charge se trouve alors dans la division territoriale où la personne a été ainsi arrêtée, le constable ou les autres personnes qui l'ont ainsi arrêtée pourront, s'ils en reçoivent l'ordre du juge de paix qui a ainsi visé le mandat, la conduire devant le juge de paix qui a ainsi visé le mandat, ou devant tout autre juge de paix de la même division territoriale ou lieu; et làdessus, ce juge de paix pourra recevoir les dépositions du poursuivant ou des témoins et procéder à tous égards en la manière ci-dessous prescrite au sujet des personnes accusées devant un juge de paix de toute infraction prétendue avoir été commise dans une division territoriale autre que celle dans laquelle cette personne a été arrêtée. 32-33 V., c. 30, art. 24.

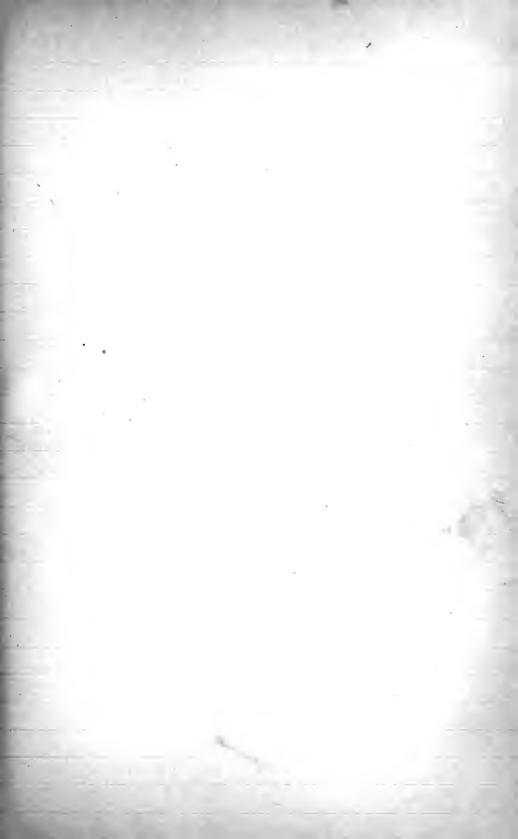
MANDATS DE PERQUISITION ET PERQUISITIONS.

Mandats de perquisition en certains cas. 51. Si un témoin digne de foi prouve sous serment (K), devant un juge de paix, qu'il y a un motif raisonnable de soupçonner que des effets à l'égard desquels il a été commis un larcin ou une félonie sont dans quelque maison d'habitation, bâtiment, jardin, cour, clos attenant à une maison, ou autre lieu, le juge de paix pourra émettre un mandat (K 2) ordonnant de rechercher ces effets dans cette maison d'habitation, jardin, cour, clos ou autre lieu, et si ces effets y sont trouvés en tout ou en partie, de les produire, ainsi que la personne alors en possession de la maison ou autre lieu, devant le juge de paix qui aura décerné le mandat, ou quelque autre juge de paix pour la même division territoriale. 32-33 V., c. 30, art. 12.

Et dans d'autres cas. [24-25 V., c. 96, art. 103]

devant un juge de paix qu'il y a cause raisonnable de soupconner qu'une personne a en sa possession ou chez elle quelque propriété quelconque, sur laquelle ou à l'égard de laquelle il a été commis quelque infraction poursuivable soit par voie d'acte d'accusation, soit sur procédures sommaires, en vertu de l'Acte du larcin ou de l'Acte concernant la protection des effets des matelots de la marine, le juge de paix pourra décerner un mandat de perquisition à l'égard de cette propriété comme dans le cas d'effets volés. 32-33 V., c. 21, art. 117, partie;—33 V., c. 31, art. 5, partie.

Recherche d'or, d'argent, quartz, etc. 53. Sur plainte portée par écrit devant un juge de paix du comté, district ou lieu par une personne intéressée dans un placer, déclarant que l'or extrait des mines, ou du quartz aurifère, ou de l'argent extrait des mines ou non ouvré, ou du minerai d'argent, est illégalement déposé quelque part ou en la possession de quelque personne en contravention à la loi, ce juge de paix pourra lancer un mandat de perquisition générale comme dans le cas d'effets volés, comprenant toutes les localités et toutes les personnes nommées dans la plainte;





et si la perquisition fait découvrir de l'or ou du quartz auri- Or les de resfère, ou de l'argent, ou du minerai d'argent ainsi illégalement titution. déposé ou possédé, le juge de paix rendra tel ordre qu'il croira juste pour le faire restituer au propriétaire légitime.

193

2. La décision du juge de paix sera sujette à appel comme Appel à cerdans les cas ordinaires de condamnations sommaires; mais taines conditions. avant que l'appel ne soit autorisé, l'appelant devra donner caution, en la manière voulue par la loi dans le cas d'appel de condamnations sommaires, jusqu'à concurrence de la valeur de l'or ou des autres objets en question, de poursuivre l'appel à la prochaine session de la cour qui aura juridiction sur l'affaire et de payer les frais d'appel si la décision est rendue contre lui, et, si c'est le défendeur qui appelle, de payer l'amende que la cour pourra imposer, avec les dépens. 32-33 V., c. 21, art. 33 et 34.

54. Si quelque constable on autre agent de la paix a un Recherche motif raisonnable de soupçonner que quelque pièce de bois du bois illégalement décarré, mât, espar, bois en grume ou autre bois à œuvrer, aptenu. partenant à quelque fabricant de bois de construction, ou à quelque propriétaire de bois de construction, et portant la marque de commerce enregistrée de ce fabricant ou propriétaire, est gardé ou détenu dans quelque scierie, chantier de scierie, estacade flottante ou radeau, hors la connaissance et sans le consentement du propriétaire, ce constable ou agent de la paix pourra y entrer ou y aller, et y faire des recherches ou perquisitions, dans le but de s'assurer si cette pièce de bois carré, ce mât, espar, bois en grume ou autre bois à œuvrer y est détenu hors la connaissance et sans le consentement du propriétaire. 38 V., c. 40, art. 1, partie.

55. S'il est démontré, sur dénonciation faite sous serment Recherche ou affirmation devant un juge de paix, qu'il y a cause raison- d'objets pro-nable de croire qu'une personne a en sa garde ou possession, trefaçon. sans autorisation ou excuse légitime, quelque billet fédéral ou [24-25 V., c. provincial, ou quelque billet ou lettre de change d'une banque 98, art. 46.] on corporation, compagnie on personne agissant comme banquier, on quelque forme, moule ou instrument pour fabriquer du papier en imitation du papier employé pour ces billets on lettres de change, on du papier de cette nature, ou quelque planche, bois, pierre ou autres matériaux sur lesquels se trouvent des mots, formes, emblêmes ou caractères de nature à produire ou destinés à produire l'impression d'un pareil billet ou lettre de change, en tout ou en partie, ou des outils, instruments ou matériaux employés ou destinés à être employés dans les opérations susdites, ou quelque effet, valeur, document on acte contrefait, ou quelque mécanisme, forme, moule, planche, dé, sceau, papier ou autre matière ou chose employée ou destinée à être employée dans la contrefaçon d'un effet, valeur, document ou acte quelconque, le juge de paix pourra, s'il le croit à propos, décerner un mandat de perquisition à cet égard ; et si ces

Chap. 174.

Peuvent être détruits.

matériaux sont trouvés à la suite de la perquisition, il sera loisible de les saisir et transporter devant quelque juge de paix du district, comté ou lieu, pour qu'il en dispose conformément à la loi; et les matières et chos s ainsi saisies. comme il est dit ci-haut, seront, par ordre de la cour devant laquelle le délinquant subira son procès, ou, s'il n'y a pas de procès, par ordre d'un juge de paix, oblitérées et détruites, ou il en sera disposé de toute autre manière que la cour ou le juge de paix prescrira. 32-33 V., e. 19, art. 53.

La fausse sera saisie. [24-25 V., c. 99, art 27,]

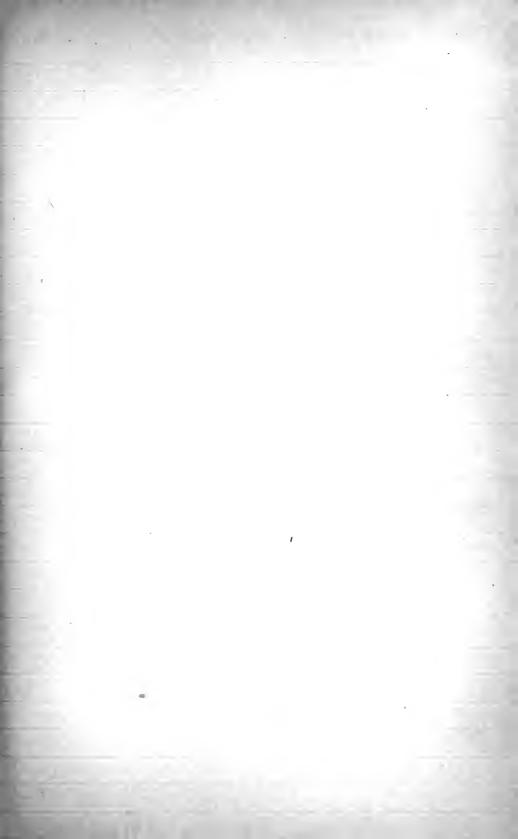
56. Si l'on trouve ou découvre, en quelque lieu que ce monnaie, etc., soit, ou en la garde ou possession d'une personne qui l'aura sans autorisation ou excuse légitime, de la monnaie fausse ou contrefaite ressemblant ou en apparence destinée à ressembler à de la monnaie d'or, d'argent ou de cuivre ayant cours légal, ou à la monnaie d'un prince, Etat ou pays étrangers, ou à passer pour telle, ou quelque instrument, machine ou outil propre et destiné à contrefaire ces monnaies, ou des limailles ou rognur s, ou de l'or ou de l'argent en lingot, ou de l'or ou de l'argent en poudre, en solution ou autrement, provenant de la dégradation ou de l'affaiblissement de monnaies d'or ou d'argent ayant cours, la personne qui aura ainsi trouvé ou découvert ces articles les saisira et les portera sur-le-champ devant un juge de paix.

Recherche de fausse monnaie et outils

2. S'il est établi à la satisfaction d'un juge de paix, par le serment d'un témoin digne de foi, qu'il y a un motif raisonde faussaires, nable de soupçonner que quelqu'un a pris part à la contrefacon de monnaies d'or, d'argent ou de cuivre ayant cours légal, ou de toute monnaie étrangère ou autre mentionnée dans l'Acte concernant les infractions relatives à la monnaie, ou qu'il a en sa garde ou possession de la monnaie fausse ou contrefaite, ou quelque instrument, machine ou outil propre à faire ou à contrefaire de la monnaie, ou toute autre machine employée ou destinée à faire ou à contrefaire de la monnaie, ou des limailles, rognures ou lingots, ou de l'or ou de l'argent en poudre, en solution ou autrement, tout juge de paix pourra, par mandat sous son seing, ordonner que tout local en la possession, occupation ou sous le contrôle de la personne ainsi soupçonnée, soit visité de jour ou de nuit,-et si, lors de cette visite, on découvre de parcille monnaie fausse ou contrefaite, ou quelque instrument, machine ou outil, ou des limailles, rognures ou lingots, ou de l'or ou de l'argent en poudre ou en solution, ou autrement, il pourra ordonner qu'ils soient saisis et portés sur-lechamp devant un juge de paix.

Ce qui en sera

3. Lorsque de la monnaie fausse ou contrefaite, ou quelque instrument, machine ou outil, ou des limailles, rognures ou lingots, ou de l'or ou argent en poudre, en solution ou autrement, auront été saisis et portés devant un juge de paix, celui-ci pourra, s'il le juge nécessaire, les faire mettre en sûreté afin qu'ils puissent servir de pièces de conviction contre tonte personne poursuivie pour contravention à l'acte 2106





susmentionné,—et cette monnaie fausse ou contrefaite, et tous les instruments, machines et outils propres et destinés à faire ou à contrefaire de la monnaie, et toutes les limailles. rognures et lingots, et l'or et l'argent en poudre, en solution ou autrement, après qu'ils auront ainsi servi de pièces de conviction, ou après avoir été saisis s'ils ne doivent pas être produits en cour, seront immédiatement défigurés ou détruits par ordre de la cour, ou il en sera autrement disposé selon que la cour l'ordonnera. 32-35 V., c. 18, art. 27.

PROCÉDURE SUR COMPARUTION.

- 57. La salle ou l'édifice dans lequel le juge de paix fait Le lieu de l'instruction et reçoit la déclaration ne sera pas considéré l'instruction n'est pas pucomme une cour publique; et le juge de paix pourra ordon-blic. ner que personne n'aura accès à cette salle ou cet édifice, ou [11-12 V., c. n'y demeurera sans son consentement ou sa permission, s'il 42, art. 19.] croit mieux servir les fins de la justice en agissant ainsi. 32-33 V., c. 30, art. 35.
- 58. Nulle objection ne sera produite ou admise contre la Les informasommation, la dénonciation, la plainte ou le mandat, soit à lités n'invalila forme ou au fond, à raison d'aucun vice ou informalité, documents. ou à raison d'aucune divergence entre quelqu'une de ces [11-12 V., c. pièces et la preuve produite à charge devant le juge de paix 42, art. 8-9 et qui aura reçu les dépositions des témoins. 32-33 V., c. 30, art. 11 et 21.
- 59. S'il appert au juge de paix que le prévenu a été si la divertrompé ou induit en erreur par quelque divergence de cette gence est imnature dans l'assignation ou le mandat, il pourra, à la cause peut demande du prévenu, ajourner l'instruction à un jour ulté-être remise. rieur, et dans l'intervalle renvoyer le prévenu en prison, [11-12 V., c. ou l'admettre à caution, ainsi que ci-dessous mentionné. 10.] 32-33 V., c. 30, art. 22.
- 60. S'il appert à un juge de paix, d'après le serment ou Pouvoir d'asl'affirmation d'une personne digne de foi, qu'un individu signe des téquelconque en Canada est en mesure de fournir quelque (11-12 V., c. preuve essentielle à l'appui de la poursuite, et qu'il n'est 42 act. 16.] pas disposé à comparaître volontairement comme témoin aux temps et lieu fixés pour interroger les témoins à charg. ce juge de paix enverra une assignation (L) à cet individu, lui enjoignant de comparaître aux temps et lieu qu'il y fixera, devant lui ou devant tout autre juge de paix de la même division territoriale qui s'y trouvera alors, pour rend se témoignage de ce qu'il sait au sujet de l'accusation portes contre le prévenu. 32-33 V., c. 30, art. 25.

61. Si la personne ainsi assignée refuse ou néglige a Mandat d'acomparaître aux temps et lieu fixés dans l'assignation, et mener si lo remoin déson'apporte aucune excuse valable de sa conduite, alors (sur beit.

[11-12 V., c. 42, art. 16.] preuve sous serment ou par affirmation que l'assignation lui a été signifiée personnellement ou a été remise à quelque personne pour elle à son dernier domicile ou à son domicile ordinaire), le juge de paix devant lequel cette personne devait comparaître pourra lancer un mandat d'amener (L 2) pour la contraindre à comparaître aux temps et lieu y indiqués, devant lui ou devant tout autre juge de paix de la même division territoriale qui s'y trouvera, afin qu'elle rende témoignage; et ce mandat pourra, si besoin est, être visé, ainsi que ci-dessus mentionné, afin qu'il puisse être exécuté en dehors du ressort du juge de paix qui l'aura lancé. 32-33 V., c. 30, art. 26.

Mandat en premier lieu en certains [11-12 V., c. 42, art. 16.]

62. Si le juge de paix est convaincu, sur preuve sous serment ou par affirmation, qu'il est probable que la personne ne comparaîtra pas pour rendre témoignage, à moins qu'elle n'y soit contrainte, il pourra, au lieu de l'assigner, lancer de suite son mandat d'amener (L 3), lequel, s'il est besoin, pourra être visé comme susdit. 32-33 V., c. 30, art. 27.

Incarrération du témoin qui refuse de déposer. [11-12 V., c. 42, art. 16.]

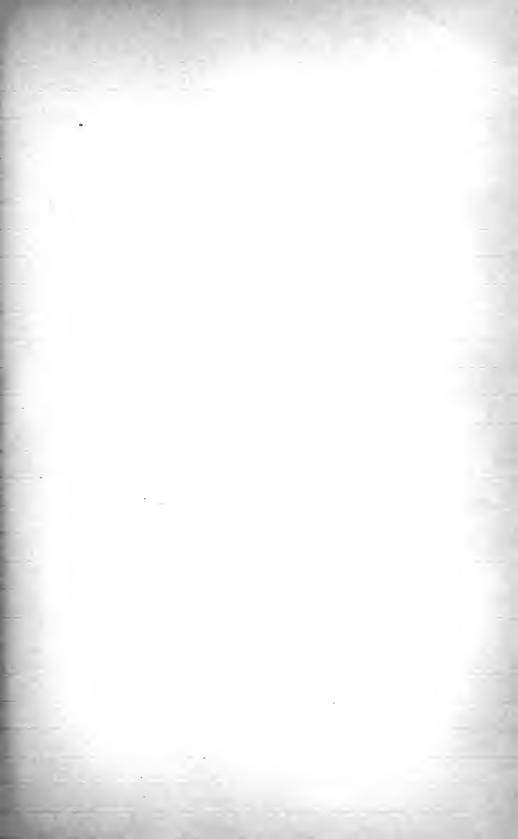
63. Si, lors de la comparution de la personne assignée, soit en obéissance à l'assignation, soit en vertu d'un mandat d'amener, cette personne refuse de répondre sous serment ou par affirmation, ou de prêter serment ou de faire une affirmation, ou si, après avoir prêté le serment ou fait l'affirmation, elle refuse de répondre aux questions qui lui seront alors posées au sujet de la plainte, sans donner une excuse valable de ce refus, tout juge de paix alors présent et ayant juridiction pourra, par un mandat de dépôt (L 4), faire conduire le récalcitrant dans la prison commune ou autre lieu de détention de la division territoriale où le récalcitrant se trouvera alors, pour être détenu et emprisonné pendant dix jours au plus, à moins qu'il ne consente dans l'intervalle à être inter-32-33 V., c. 30, rogé et à répondre au sujet de la plainte. art. 28

Le prévenu peut être renvoyé à une ce par mandat. [11-12 V.. c. 42, art. 21]

64. Si, par suite de l'absence de témoins, ou pour toute autre cause raisonnable, il devient nécessaire ou convenable autre audien- de différer l'interrogatoire ou les dépositions ultérieures des témoins pour un temps, le juge de paix devant qui le prévenu comparait ou est traduit pourra, par un mandat de dépôt (M), de temps à autre renvoyer le prévenu dans la prison commune de la division territoriale pour laquelle ce juge de paix agira alors, pendant un temps qui lui paraîtra raisonnable, n'excédant pas huit jours francs à la fois. c. 30, art. 41.

On pendant [11-12 V., c. 42, art. 21.1

65. Si le dépôt du prévenu ne doit pas excéder trois trois jours sur jours francs, le juge de paix pourra enjoindre de vive voix ordre verbal. au constable, ou à toute autre personne à la garde de laquelle le prévenu sera confié, ou à tout autre constable ou personne nommée par lui à cet effet, de continuer à détenir le prévenu sous sa garde, et de le conduire devant le même ou tout





autre jugo de paix siégeant alors, au temps fixé pour continuer l'interrogatoire. 32-33 V., c. 30, art. 42.

- 66. Tout juge de paix pourra ordonner que le prévenu Le prévenu soit conduit devant lui ou devant tout autre juge de paix de peut être rala même division territoriale, en tout temps avant l'expira-plus tôt. tion du terme pour lequel le prévenu a été renvoyé en prison; [11-12 V. c.; et le geôlier où l'officier à la garde duquel il aura été confié 42, art. 21.] sera tenu d'obéir à cet ordre. 32-33 V., c. 30, art. 43.
- 67. An lieu de détenir le prévenu sous garde pendant la Admission à période pour laquelle il a été ainsi renvoyé en prison, tout cantion. juge de paix devant lequel il comparaîtra on sera conduit [11-12 V., c. pourre, ordenner sen élemisgement et le prémier au de la prémier de la pourra ordonner son élargissement, si le prévenu souscrit une obligation (M 2, 3), avec ou sans cautions, à la discrétion du juge de paix, portant que le prévenu comparaîtra aux temps et lieu fixés pour continuer l'interrogatoire. 32-33 V., c. 30, art. 44.
- 68. Si le prévenu ne comparaît pas ensuite aux temps et Si le prévenu lieu mentionnés dans l'obligation, le juge de paix, ou tout fait défaut. autre juge de paix alors présent, après avoir certifié (M 4) [11-42 V., c. 42, art. 21.] au verso de l'obligation que le prévenu n'a pas comparu, pourra transmettre l'obligation au greffier de la cour où le prévenu doit subir son procès, ou à tout autre officier désigné par la loi, pour qu'il soit procédé contre lui comme sur toute autre obligation; et ce certificat fera foi primâ facie de la non-comparution du prévenu. 32-33 V., c. 30, art. 45.

69. Lorsqu'une personne comparaîtra ou sera traduite Interrogatoidevant un juge de paix pour une infraction poursuivable redestemoins en présence par voie d'acte d'accusation, soit qu'elle ait été commise en du prévenu. Canada ou en pleine mer, ou sur terre au delà des mers, et [11-12 V., c. soit que cette personne comparaisse volontairement en vertu 42, art. 17.] d'une assignation, ou qu'elle ait été arrêtée sur ou sans mandat, ou qu'elle soit détenne pour la même ou toute autre infraction, le juge de paix, avant d'envoyer le prévenu en prison, ou de l'admettre à caution, recevra en présence du prévenu,—qui aura la faculté de poser des questions aux témoins à charge,—les dépositions (N), faites sous serment ou sur affirmation, de ceux qui ont eu connaissance des faits et circonstances de l'affaire, et les conchera par écrit; et ces dépositions seront lues aux témoins ainsi interrogés et signées par eux respectivement, ainsi que par le juge de paix qui les aura reçues; et le juge de paix devant qui les témoins Les témoins seront interrogés leur fera prêter, avant de les interroger, mentés. le serment ou l'affirmation d'usage. 32-33 V., c. 30, art. 29, et 30, partie.

70. L'interrogatoire de tous les témoins à charge terminé, Après l'enle juge de paix, ou l'un des juges de paix par ou devant lequel quête, les dé-positions se-2109

198

ront lues au prévenu et il sera mis sur ses gardes. [11-12 V., c. 42, art. 18.]

l'interrogatoire aura été ainsi complété, lira ou fera lire au prévenu, sans requérir la présence des témoins, les dépositions reçues contre lui, et lui adressera ces paroles ou d'autres de la même teneur : " Ayant entendu les témoignages, dési-" rez-vous dire quelque chose en réponse à l'accusation? " Vous n'êtes pas obligé de rien dire, à moins que vous ne " le veuillez bien ; mais tout ce que vous direz sera pris par " écrit et pourra servir de preuve contre vous lors de votre " procès ; " et ce que le prévenu dira alors sera pris par écrit (O) et signé par le juge de paix, après lecture faite, et sera conservé avec les dépositions des témoins et transmis avec elles, ainsi que ci-dessous mentionné. 32-33 V., c. 30, art. 31.

Explications à donner au prévenu. [11-12 V., c. 42, art. 18.]

71. Le juge de paix déclarera au prévenu et lui fera clairement entendre, avant qu'il ne fasse aucune déclaration. qu'il n'a rien à attendre des promesses, ni rien à craindre des menaces qu'on aurait pu lui faire pour l'engager à avouer ou confesser sa culpabilité, mais que tout ce qu'il dira alors pourra servir de preuve contre lui lors de son procès, nonobstant ces promesses ou menaces. 32-33 V., c. 30. art. 32.

L'aveu du prévenu sera admis en preuve. [11-12 V., c. 42, art. 18.7

72. Rien de contenu au présent acte n'empêchera le poursuivant d'offrir en témoignage toute confession, aveu ou autre déclaration du prévenu faite en aucun temps et qui, d'après la loi, serait admissible et regardée comme preuve contre lui. 32-33 V., c. 30, art. 33.

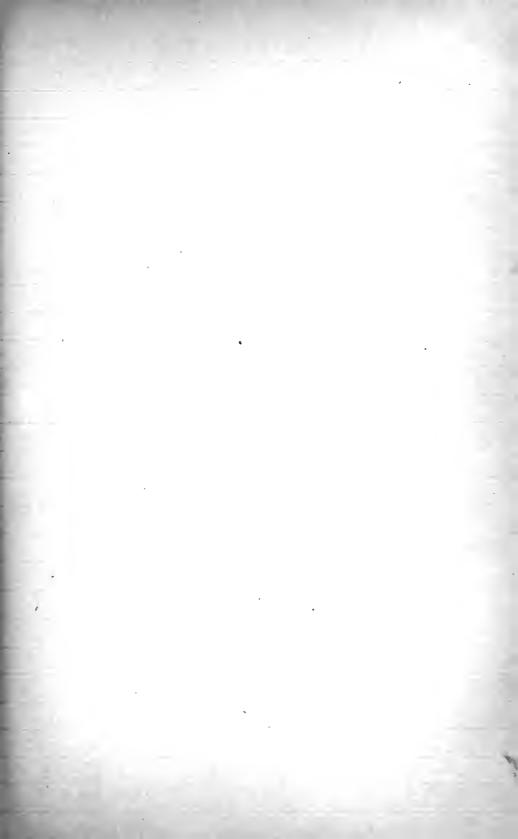
Libération du prévenu si la suffisante.

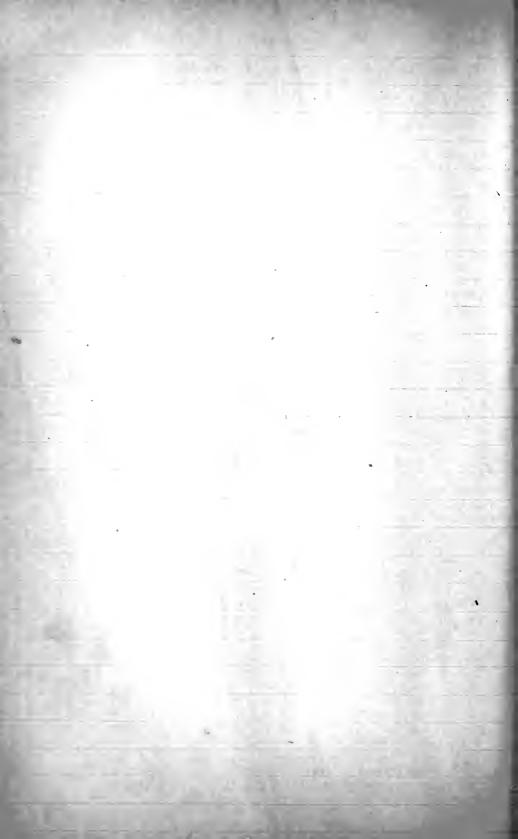
[11-12 V., c. 42, art. 25.7

Admission à caution.

en certains CHS.

73. Lorsque toute la preuve à charge aura été entendue, preuve est in. si le juge de paix est d'avis qu'elle n'est pas suffisante pour l'autoriser à faire subir un procès au prévenu pour une infraction poursuivable par voie d'acte d'accusation, il ordonnera sur-le-champ que le prévenu soit élargi, s'il est en état d'arrestation, en ce qui concerne la plainte en question; mais si le juge de paix est d'opinion, au contraire, que la preuve est suffisante pour faire subir un procès au prévenu pour une infraction poursuivable par voie d'acte d'accusation, bien qu'il n'y ait pas une présomption de culpabilité assez forte pour l'engager à incarcérer l'accusé sans l'admettre à caution, ou si l'infraction dont il est accusé est un délit, ce juge de paix l'admettra à caution, ainsi que ci-dessons pres-Incarcération crit; mais si l'infraction est une félonie, et si la preuve est telle qu'il y ait une forte présomption de culpabilité, le juge de paix, par son mandat de dépôt (P), enverra le prévenu dans la prison commune de la division territoriale dans laquelle il peut, en vertu de la loi, être détenu, ou si c'est une infraction poursuivable par voie d'acte d'accusation commise en pleine mer, ou sur terre au delà des mers, il l'enverra dans la prison commune de la division territoriale dans laquelle ce juge de paix a juridiction, pour y être détenu jusqu'à ce qu'il en soit élargi suivant le cours régulier de la loi ; mais dans les cas de délit, le juge de paix qui





aura fait incarcérer le prévenu en attendant son procès Cautionnepourra, en tout temps avant le premier jour de la session de l'incarcéra-la cour où il doit subir son procès. L'admettre à caution tion prévencomme susdit, ou pourra inscrire au yerso du mandat de tive dépôt le montant du cautionnement exigé, et dans ce cas tout juge de paix de la même division t rritoriale pourra admettre ce prévenu à caution, pour le montant indiqué, en tout temps avant le dit premier jour de la session de la cour. 32-33 V., c. 30, art. 56.

74. En tout temps après l'interrogatoire terminé, et avant Copie des déla première séance de la cour où un prévenu ainsi détenu ou positions au admis à caution doit subir son procès, le prévenu pourra [11-12 V., c. et aura droit d'obtenir de l'officier ou de la personne qui en a 42, art. 27.] la garde, copie des dépositions en vertu desquelles il a été incarcéré ou admis à caution, sur paiement d'une somme raisonnable, n'excédant pas cinq centins par chaque folio de cent mots. 32-33 V., c. 30, art. 58.

ENGAGEMENT DE POURSUIVRE OU RENDRE TÉMOIGNAGE.

75. Le juge de paix devant lequel un témoin sera inter-Obligation du rogé pourra lier par une obligation (Q) le poursuivant et poursuivant et des téchaque témoin (sauf les femmes mariées et les mineurs, moins. qui devront fournir des cautions pour leur comparution, [11-12 V., c. si le juge de paix le croit à propos,) à comparaître à la pro-42, art. 20.] chaine cour de juridiction criminelle compétente devant laquelle le prévenu doit subir son procès, pour alors et là poursuivre, ou poursuivre et rendre témoignage, ou rendre témoignage contre le prévenu, selon le cas; et cette obligation spécifiera particulièrement le domicile et la qualité ou l'état civil de chaque personne qui la souscrira. 32-33 V., c. 30, art. 36.

76. L'obligation, une fois dûment souscrit par celui qui L'obligation la consentira, sera signée par le juge de paix devant qui elle sera signée par le juge de sera souscrite, et un avis (Q 2), signé par le juge de paix, en paix. sera souscrite, et un avis (v. 2), signe par qui se sera ainsi [11-12 v., c. sera en même temps donné à la personne qui se sera ainsi [11-12 v., c. 42, art. 20.] obligée. 32-33 V., c. 30, art. 37.

77. Les diverses obligations ainsi souscrites, ainsi que la Envoi du dosplainte écrite s'il y en a, les dépositions, la déclaration du sier à la cour prévenu et le cautionnement, s'il en est, seront remis par lieu le procès. le juge de paix, ou il les fera remettre, à l'officier qu'il [14-12 v., c. appartient de la cour où le procès doit avoir lieu, soit avant, 42\art. 20.] soit le premier jour des séances de cette cour, ou en tout autre temps qui sera fixé et désigné par le juge, le juge de paix ou la personne qui doit présider la cour ou au procès. 32-33 V., c. 30, art. 38.

78. Si un témoin refuse de souscrire une obligation, le Incarcération juge de paix pourra, par un mandat (R), le faire conduire dans des témoins

2111

[11-12 V., c. 42, art. 20.]

la prison commune de la division territoriale où le prévenu doit subir son procès, pour y être emprisonné et détenu jusqu'après le procès du prévenu, à moins que dans l'intervalle ce témoin ne souscrive l'obligation requise devant quelque juge de paix de la division territoriale dans laquelle cette prison est située. 32-33 V., c. 30, art. 39.

Mise en liberté du témoin si le prévenu est libéré. [11-12 V., c. 42, art 20.] 79. Si ensuite, faute de preuves suffisantes à cet égard, ou pour toute autre cause que ce soit, le juge de paix devant lequel le prévenu a été conduit ne le fait pas incarcérer préventivement, ou ne le met pas sous caution pour l'infraction dont il est accusé, ce juge de paix, ou tout autre juge de paix de la même division territoriale, par un ordre (R 2) à cet effet, pourra ordonner et enjoindre au gardien de la prison où le témoin est ainsi détenu, d'élargir ce témoin; et, sur ce, le gardien le remettra immédiatement en liberté. 32-33 V., c. 30, art. 40.

Procédures à l'égard de certaines infractions.

[22-23 V., c. 17, art 1-2.]

275

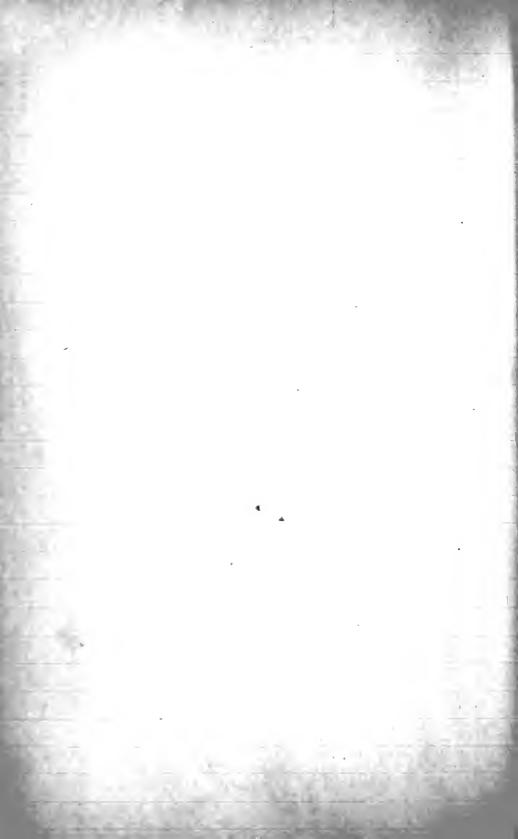
80. S'il est porté, devant un juge paix, quelque accusation ou plainte qu'une personne a commis, dans son ressort, quelqu'un des crimes ou délits suivants, savoir : parjure, subornation de parjure, conspiration, obtention de deniers ou autres propriétés sous de faux prétextes, prise ou garde de possession avec violence, nuisance, tenue d'une maison de jeu, tenue d'une maison de désordre, ou attentat à la pudeur, et si ce juge de paix refuse de faire emprisonner le prévenu ou de l'admettre à caution pour qu'il subisse son procès, alors, si le poursuivant veut formuler une accusation à l'égard de ce crime ou délit, le juge de paix fera souscrire une obligation au poursuivant à l'effet qu'il poursuivra l'accusation ou la plainte, et il transmettra le cautionnement, la plainte et les dépositions, s'il en est, à l'officier qu'il appartient, de la même manière que ce juge de paix l'aurait fait s'il eût fait incarcérer le prévenu en attendant son procès. c. 29, art. 29;—40 V., c. 26, art. 2.

ADMISSION À CAUTION.

Deux juges de paix peuvent admettre à caution en certains cas. [11-12 V., c. 42, art. 23.]

81. Lorsqu'une personne comparaît devant un juge de paix, sous accusation de félonie ou soupçon de félonie, autre qu'une trahison ou félonie punissable de mort, ou une félonie aux termes de l'Acte concernant la trahison et autres crimes contre l'autorité de la Reine, et que les témoignages produits sont suffisants, aux yeux de ce juge de paix, pour renvoyer le prévenu aux assises, mais ne fournissent pas une présomption de culpabilité assez forte pour autoriser sa détention préventive, ce juge de paix, conjointement avec quelque autre juge de paix, pourra admettre le prévenu à caution, s'il trouve et fournit une caution ou des cautions qui, de l'avis des deux juges de paix, seront suffisantes pour garantir sa comparution aux temps et lieu auxquels il devra subir son procès,—et, sur ce, les deux juges de paix prendront les obli-





gations-(S et S 2) du prévenu et de ses cautions, portant que le prévenu comparaîtra aux temps et lieu fixés pour le procès, et qu'il se livrera alors, subira son procès et ne quittera pas la cour sans permission; et si l'infraction commise, ou soup- Et un seul connée avoir été commise, est un délit, tout juge de paix juge de paix devant lequel comparaîtra le prévenu pourra l'admettre à des délit. caution en la manière susdite; et ce juge de paix pourra, à sa discrétion, exiger que les cautions justifient sous ser-ment de leur solvabilité, et il pourra leur faire prêter ce serment; et faute par le prévenu de donner un cautionnement suffisant, le juge de paix pourra l'envoyer en prison pour y être détenu jusqu'à ce qu'il en soit élargi conformément à la loi. 32-33 V., c. 30, art. 52.

82. Dans tous les cas de félonie ou de soupçon de félonie Les juges autres que les cas de trahison ou de félonie punissables de mettre le prémort, ou de félonie aux termes de l'Acte concernant la trahison venu à cauet autres crimes contre l'antorité de la Reine, et dans tous les cas tion. de délit, lorsque le prévenu est préventivement envoyé en prison, ainsi que par le présent prescrit, tout juge d'une cour supérieure ou de comté ayant juridiction dans le district ou comté dans les limites duquel le prévenu est détenu, pourra à sa discrétion, sur demande à lui faite à cet effet, ordonner que le prévenu soit admis à caution en par lui souscrivant une obligation, avec cautions suffisantes, devant deux juges de paix pour le montant prescrit par le juge; et sur ce, ces juges de paix émettront un mandat d'élargissement (S 3), ainsi que ci-dessous prescrit, et y annexeront l'ordre du juge enjoignant d'admettre le prévenu à caution. 32-33 V., c. 30, art. 53.

83. Nul juge de cour de comté on juge de paix n'admettra Ordre du juge à caution aucune personne accusée de trahison on de félonie certains cas. punissable de mort, ou de félonie aux termes de l'Acte voncer- [11-12 V., c. nant la trahison et antres crimes contre l'autorité de la Reine, et 42, art. 23.] cette personne ne pourra être admise à caution que par ordre d'une cour supérieure de juridiction criminelle dans la province où le prévenu est incarcéré, ou de l'un des juges de cette cour, ou, dans la province de Québec, par ordre d'un juge de la cour du Banc de la Reine ou de la cour Supérieure; et rien dans le présent acte n'empêchera ces cours ou juges d'admettre à caution toute personne accusée de félonie ou de délit lorsqu'ils jugeront à propos de le faire. 32-33 V... e. 30, art. 54.

84. Lorsqu'un ou des juges de paix admettront à caution Ordredujuge une personne qui se trouve alors en prison sous accusation de pour la libél'infraction pour laquelle elle sera ainsi admise à caution, ce sonnier. ou ces juges de paix adresseront ou feront remettre au gar- [11-12 V., c. dien de la prison un mandat d'élargissement (8 3), sous leurs 42, art. 24.] seings et sceaux, ordonnant au gardien d'élargir la personne ainsi admise à caution, si elle n'est pas détenue pour quelque

autre infraction; et sur réception de ce mandat d'élargissement, le gardien sera tenu d'y obéir sur-le-champ. 32-33 V., c. 30, art. 55.

INCARCÉRATION DU PRÉVENU.

Translation des prisouniers à la pri-[11-12 V., e. 42, art. 26.]

\$5. Le constable ou les constables ou autre personne à qui un mandat de dépôt est adressé en vertu du présent acte ou de tout autre acte ou loi, conduiront le prévenu dans la prison indiquée dans le mandat et le remettront, en même temps que le mandat, entre les mains du gardien de la prison, lequel donnera au constable ou autre personne qui remettra ainsi le prévenu à sa garde, un reçu de la personne du prévenu (T), énoncant dans quel état et condition il était lorsqu'il a été ainsi livré à sa garde. 32-33 V., c. 30, art. 57.

PROCÉDURE SI LE PRÉVENU EST ARRÊTÉ DANS UN DISTRICT AUTRE QUE CELUI OU L'INFRACTION A ÉTÉ COMMISE.

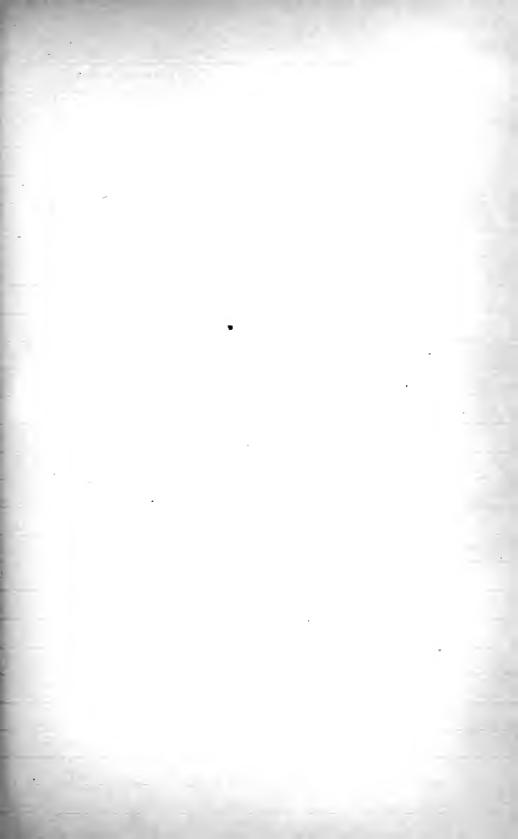
Si un prévenu est arrêté dans une diêtre emprîsonné dans une autre. [11-12 V., c. 42, art 22]

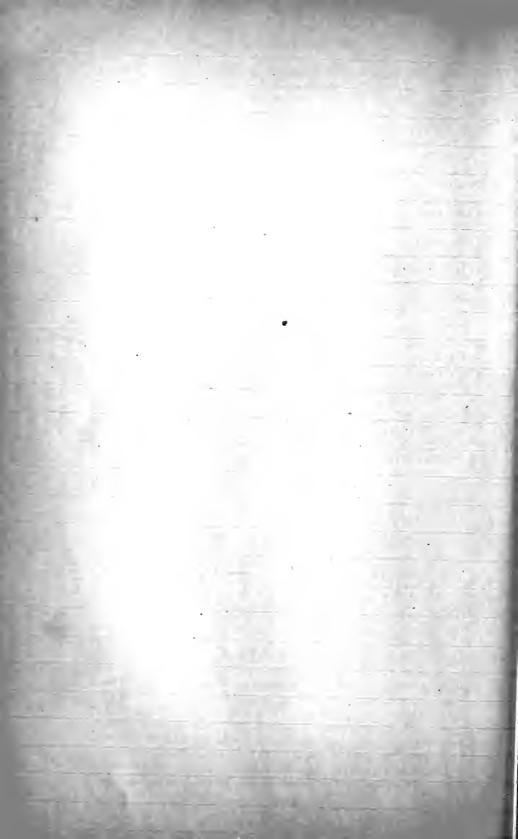
86. Lorsqu'une personne comparaîtra ou sera conduite devant un juge de paix de la division territoriale du ressort vision, il peut de ce juge de paix, et sera accusée d'une infraction que l'on prétendra avoir été commise par elle dans une division territoriale, en Canada, hors du ressort de ce juge de paix, ce juge de paix devra interroger les témoins et recevoir les témoignages à charge offerts devant lui dans son ressort; et si, à son avis, les témoignages constituent une preuve suffisante de l'accusation portée contre le prévenu, le juge de paix le fera incarcérer dans la prison commune de la division territoriale où l'on prétendra que l'infraction a été commise, ou l'admettra à caution comme il est ci-dessus mentionné, et fera souscrire des obligations au poursuivant (s'il a comparu devant lui) et aux témoins, ainsi que ci-dessus prescrit. 32-33 V., c. 30, art. 46.

Si la preuve n'est pas ju-gée suffisante, le prévenu peut être renvoyé dans la division oh l'infraction a été commise.

[11-12 V., c. 42, art. 22.]

87. Si les témoignages et la preuve ne sont pas, aux yeux du juge de paix, suffisants pour faire subir un procès au prévenu pour l'infraction dont il est accusé, le juge de paix fera souscrire aux témoins qu'il aura interrogés des obligations par lesquelles ils s'engageront à rendre témoignage, ainsi que ci-dessus mentionné; et ce juge de paix ordonnera par un mandat (U) que le prévenu soit conduit devant un juge de paix de la division territoriale où l'on prétendra que l'infraction a été commise, et remettra en même temps l'accusation et la plainte, ainsi que les dépositions et les obligations qu'il aura reçues, au constable chargé de l'exécution du mandat en dernier lieu mentionné, pour être par lui remis au juge de paix devant lequel il aura conduit le prévenu en obéissance à ce mandat ; et ces dépositions et obligations scront censées avoir été reçues dans l'affaire, et seront traitées à toutes fins et intentions comme si elles eussent été reçues par le juge de paix en dernier lieu mentionné, et seront transmises,





avec les dépositions et obligations reçues par ce dernier à Transmission l'égard de l'accusation portée contre le prévenu, au greffier du dossier du dossier l'égard de l'accusation portée contre le prévenu, au greffier dans ce cas. ou à l'officier compétent de la cour où le prévenu doit subir son procès, en la manière et au temps mentionnés au présent, que le prévenu soit préventivement incarcéré ou qu'il soit admis à caution. 32-33 V., c. 30, art. 47.

88. Si le prévenu est conduit devant le juge de paix en Frais du dernier lieu susdit, en vertu du mandat en dernier lieu constable conduisant le mentionné, le constable ou toute autre personne à qui le prévenu. mandat est adressé, et qui aura conduit le prévenu devant [11-12 V., c. le juge de paix en dernier mentionné, aura droit, en pro-42, art. 22.] duisant la personne du prévenu devant ce juge de paix, et le remettant et livrant à la garde de la personne que le juge de paix nommera ou désignera à cet effet, de se faire payer les dépenses et frais qu'il aura faits pour conduire le prévenu devant le juge de paix. 32-33 V., c. 30, art. 48.

89. Lorsque le constable remettra au juge de paix le Certificat du mandat, la plainte, s'il y en a, les dépositions et les obliga- juge de paix au constable. tions, et prouvera sous serment ou affirmation l'écriture du juge de paix qui les aura signés, le juge de paix devant qui le prévenu sera conduit donnera alors au constable un reçu ou certificat (U 2) constatant qu'il a reçu de lui la personne du prévenu, ainsi que le mandat, la plainte, s'il y en a, les dépositions et obligations, et qu'il a prouvé devant eux, sous serment ou affirmation, l'écriture du juge de paix par lequel le mandat a été émis. 32-33 V., c. 30, art. 49.

90. Sur production de ce reçu ou certificat à l'officier Paiement du chargé de payer ces frais, le constable aura droit de se faire constable. rembourser les dépenses et frais raisonnables qu'il aura faits [11-12 V., c. pour conduire le prévant dans catta entre division torrei 42, art. 22.] pour conduire le prévenu dans cette autre division territoriale et pour en revenir. 32-33 V., c. 30, art. 50.

91. Si le juge de paix ne fait pas préventivement incar-Nullité des cérer le prévenu ou ne l'admet pas à caution, les obligations en certains souscrites par-devant le juge de paix en premier lieu men-cas. tionné seront nulles et non avenues. 32-33 V., c. 30, art. 51. [11-12 V. c. 42, art. 22.]

DEVOIRS DES CORONERS ET JUGES DE PAIX.

92. Dans toute enquête conduite par lui, à la suite de Devoirs du laquelle une personne est mise en accusation pour homicide coroner dans non-prémédité ou meurtre, ou comme complice de meurtre meurtre, etc. avant le fait, le coroner conchera par écrit en présence de l'ac-17 G. IV. c. cusé, s'il est arrêté, les preuves données au jury par-devant 64, art. 4.] lui, ou telle partie de la preuve qui est essentielle, donnant à l'accusé pleine liberté d'interroger contradictoirement les témoins; et il pourra faire souscrire par quiconque connaît ou déclare quelque chose d'important au sujet de l'homicide nonprémédité ou du meurtre, ou de la complicité de meurtre, une

sier à la cour compétente.

obligation par laquelle il s'engagera à comparaître à la prochaine cour d'assises, ou à toute autre cour où doit se faire le procès, pour y poursuivre alors le prévenu ou rendre Envoi du dos-témoignage contre lui ; et tout coroner attestera et signera les témoignages, ainsi que les obligations et l'enquête conduite par lui, et les remettra à l'officier compétent de la cour, au temps et en la manière prescrits à l'article soixante-dixsept du présent acte. 32-33 V., c. 30, art. 60.

Si le prévenu demande d'être admis à *caution.

93. Lorsque quelqu'un sera mis en état d'arrestation préventive par un juge de paix, ou par un coroner, il sera permis au prisonnier, à son conseil, procureur ou agent, de signifier à ce juge de paix ou coroner qu'il s'adressera, aussitôt que son avocat pourra être entendu, à une cour supérieure de la province où le prévenu est détenu, ou à l'un des juges de cette cour, ou à un juge de la cour de comté, s'il entend s'adresser à ce juge en vertu de l'article quatrevingt-deux du présent acte, aux fins d'obtenir un ordre enjoignant au juge de paix ou coroner de la division territoriale où il est détenu d'admettre le prévenu à caution; et sur ce, le juge de paix ou le coroner qui l'aura fait incarcérer transmettra, le plus tôt possible, au bureau du greffier de la Couronne ou du premier greffier de la cour, ou du greffier de la cour de comté, ou autre officier qu'il appartient, selon le cas, une copie certifiée, scellée sous ses seing et sceau, des accusations, interrogatoires et témoignages concernant le crime ou délit dont le prisonnier est accusé, avec une copie du mandat d'incarcération ainsi que de l'enquête, s'il y en a; et le paquet contenant toutes ces choses sera remis à celui qui en fera la demande pour le transmettre, et portera à l'extérieur une attestation qu'il contient les renseignements relatifs à l'affaire en question. 32-33 V., c. 30, art. 61.

Transmission du dossier.

> 94. Sur demande ainsi adressée à une cour ou un juge, comme il est dit au précédent article, le même ordre sera décerné, quant au cautionnement ou à l'incarcération ultérieure du prévenu, que si sa personne était produite en vertu d'un bref d'habeas corpus. 32-33 V., c. 30, art. 62.

pour habeas corpus.

Ordre de la cour comme

Punition des juges de paix et coroners désobéis-

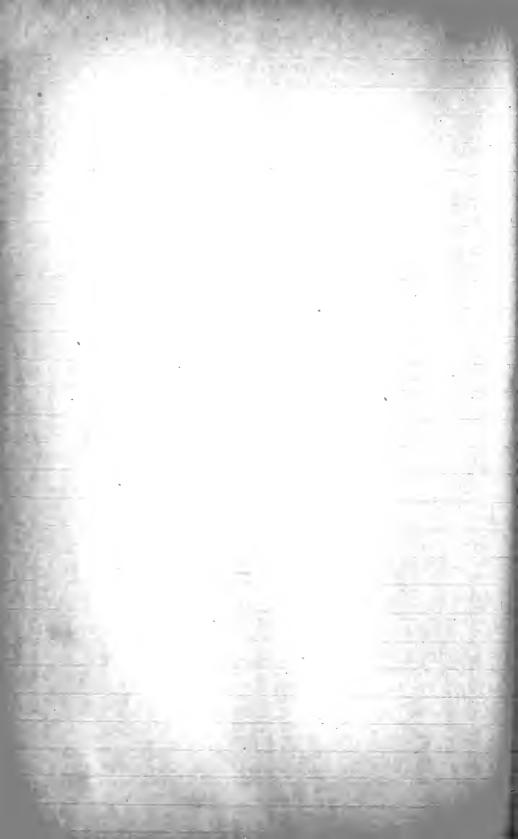
[7 G., IV, c. 64, art. 5.]

95. Si un juge de paix ou coroner commet quelque négligence on contravention dans l'accomplissement des devoirs prescrits par les trois précédents articles, suivant leurs véritables sens et intention, la cour à l'officier de laquelle les interrogatoires, dénonciations, témoignages, cautionnements, obligations ou enquêtes auraient dû être remis, après examen et sur preuve de l'infraction, imposera d'une manière sommaire telle amende contre le juge de paix ou coroner qu'elle jugera à propos. 32-33 V., c. 30, art. 63.

Application пегз.

96. Les dispositions du présent acte relatives aux juges de cet acte a tons juges de de paix et coroners, s'appliqueront non-seulement aux juges paix et coro- de paix et coroners des districts et comtés en général, mais 2116





aussi à ceux de toutes les autres divisions et circonscrip- [7 G. IV, c. tions territoriales. 32-33 V., c. 30, art. 64.

TRANSLATION DES PRISONNIERS.

97. Le Gouverneur en conseil, ou le lieutenant-gouver- Translation neur en conseil de toute province, pourra, s'il juge à propos des prisonniers si la pride le faire parce que la prison d'un comté ou district n'est son n'est pas pas assez sûre ou est impropre, pour toute autre cause, à la sûre. détention des prisonniers, ordonner que tout individu accusé [28-29 V, c. de trahison ou de félonie qui se trouve dans cette prison, ou contre lequel il a été lancé un mandat d'arrestation, soit transféré à toute prison d'un autre comté ou district dans la même province, qui sera désignée dans l'ordre, pour y être détenu jusqu'à ce qu'il soit élargi suivant le cours de la loi, ou transféré pour subir son procès à la prison du comté ou Ordre de translation. district où le procès doit avoir lieu; et une copie de cet ordre, certifiée par le greffier du Conseil privé de la Reine en Canada, ou par le greffier du Conseil exécutif, ou par toute personne faisant les fonctions de greffier du Conseil privé ou du Conseil exécutif, sera une autorisation suffisante pour les shérifs et geôliers des comtés ou districts respectivement désignés dans cet ordre, de livrer et de recevoir la personne désignée dans cet ordre. 31 V., c. 74, art. 1;— 47 V., c. 44, art. 1 et 2, parties.

98. Le Gouverneur en conseil, ou un lieutenant-gouver- Ordre peut neur en conseil, pourra, par cet ordre, prescrire au shérif sous être donné au shérif d'opéla garde duquel sera alors la personne à transférer, de con-rer la transladuire cette personne à la prison du comté ou district où elle tion. doit être incarcérée, et au shérif ou au geôlier de ce comté ou [28-29 V , c. 126, art. 65.] district de recevoir cette personne, et de la détenir jusqu'à ce qu'elle soit libérée suivant le cours de la loi, ou transférée à un autre comté ou district pour subir son procès. 31 V., e. 74, art. 2;—47 V., c. 44, art. 1 et 2, parties.

99. Si le grand jury du comté ou district d'où le pré-Envoi de l'acvenu aura été transféré déclare ensuite que l'acte d'accusa- cusé devant la conr comtion portée contre lui pour trahison ou félonie est fondé, la pétente. .cour à laquelle aura été présentée cette déclaration pourra ordonner que l'accusé soit transféré de la prison où il est incarcéré à la prison du comté ou district où siégera la cour, pour qu'il subisse son procès dans ce comté on district. 31 V., c. 74, art. 3;—47 V., c. 44, art. 2, partie.

100. Le Gouverneur en conseil, ou un lieutenant-gou-Si la peine de verneur en conseil pourra donner un ordre, ainsi qu'il est mort ou d'emprisonnement ci-dessus prescrit, à l'égard d'une personne condamnée à a été prononl'emprisonnement ou à la mort,—et dans ce dernier cas, le cée. shérif dans la prison duquel le prisonnier sera transféré devra se conformer à cet ordre ou à tout ordre en conseil subséquent, pour le renvoi du prisonnier à la garde du

shérif chargé de l'exécution de la sentence. 47 V., c. 44,

Si l'accusation est portée contre une încarcérée. [30-31 V, c 35, art. 10.]

101. Lorsqu'un acte d'accusation sera rapporté contre une personne et que cette personne sera détenue dans un personne dejà pénitencier ou dans quelque prison dans le ressort de la cour, en vertu d'un mandat d'incarcération ou d'une sentence pour quelque autre crime ou délit, la cour pourra, par ordre écrit, enjoindre au préfet du pénitencier ou au gardien de la prison d'amener cette personne pour qu'elle soit mise en jugement (arraigned) sur cet acte d'accusation, sans qu'il soit besoin d'un bref d'habeas corpus; et le préfet ou le gardien devra se conformer à l'ordre ainsi décerné. c. 23, art. 14.

CHANGEMENT DE LIEU DU PROCÈS.

Changement de venue en certains cas.

102. Lorsqu'il paraîtra au tribunal ou au juge ci-dessous mentionnés qu'il est préférable, pour les fins de la justice, que le procès d'une personne accusée de félonie ou de délit ait lieu dans quelque autre district, comté ou lieu que celui où le crime ou délit est supposé avoir été commis, ou dans lequel elle serait d'ailleurs jugée, le tribunal devant lequel cette personne doit être mise on est passible d'être mise en accusation pourra, à quelqu'une de ses sessions ou séances, et tout juge pouvant tenir cette cour ou y siéger pourra, en tout autre temps, ordonner, avant ou après la présentation de l'acte d'accusation, que le procès se fasse dans quelque autre district, comté ou lieu dans la même province, dési-Paiement des gné par la cour ou le juge dans cet ordre; mais cet ordre sera décerné aux conditions que le tribunal ou le juge croira à propos quant au paiement de tout surcroît de dépenses causé par là à l'accusé.

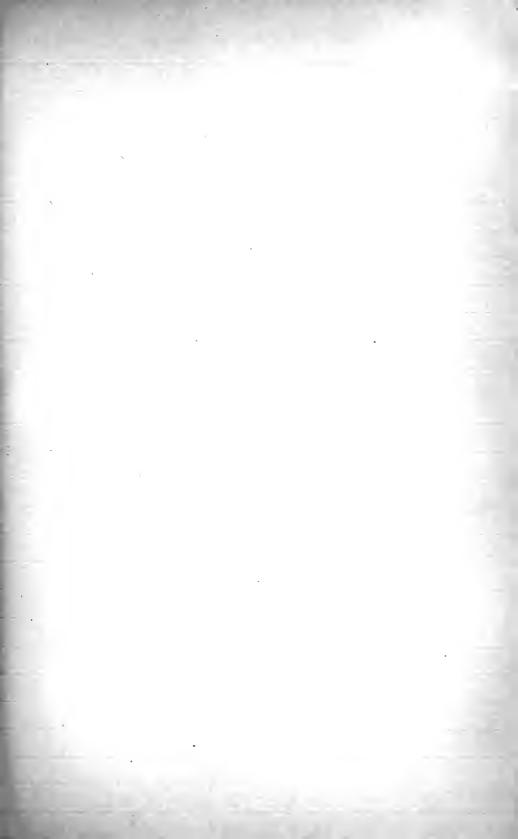
dépenses.

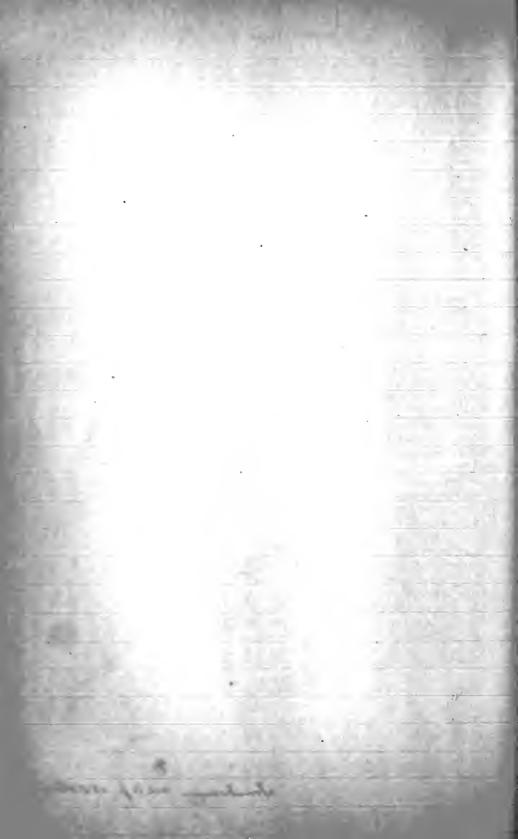
Transmission du dossier à la cour compétente.

2. Immédiatement après que cet ordre aura été décerné par le tribunal ou le juge, l'acte d'accusation, s'il a été trouvé fondé contre le prisonnier, et toutes les enquêtes, plaintes, dépositions, cautionnements et autres documents quelconques relatifs à la poursuite dirigée contre lui, seront transmis par l'officier qui en a la garde à l'officier compétent du tribunal dans la localité où le procès doit avoir lieu, et toutes les procédures dans la cause seront instituées, ou, si elles sont déjà commencées, seront continuées dans ce district, comté ou lieu comme si la cause y eût pris naissance ou comme si le crime ou délit y cût été commis.

Translation du prisonnier.

3. L'ordre du tribunal ou du juge, décerné sous l'autorité du présent article, sera une autorisation et une justification suffisantes à tous shérifs, geôliers et agents de la paix, de transférer, traiter et recevoir le prisonnier conformément à la teneur de cet ordre ; et le shérif pourra charger et autoriser tout constable de transférer le prisonnier à la prison du district, comté ou lieu où le procès doit avoir lieu.





4. Toute obligation qui aura été souscrite à l'effet de pour- Validité des suivre quelque personne, et toute obligation souscrite par un a l'endroit témoin à l'effet de rendre témoignage, ou par toute autre du procès. personne à l'égard de quelque crime ou délit, seront, si l'ordre mentionné au présent article est décerné, obligatoires pour toutes les personnes tenues par ces obligations de remplir les conditions y mentionnées au sujet du procès, à l'endroit fixé pour ce procès, de la même manière que si ces obligations eussent été tout d'abord consenties à l'effet de remplir ces conditions à l'endroit en dernier lieu mentionné; pourvu Proviso: avis qu'un avis par écrit ait été signifié aux personnes décrites aux obligés. et liées par ces obligations, soit personnellement, soit en le laissant à leur domicile y désigné, les notifiant de comparaître devant le tribunal au lieu où doit se faire le procès. 32-33 V., c. 29, art. 11.

ACTES D'ACCUSATION.

103. Il ne sera pas nécessaire qu'aucun acte d'accusa- Pas nécessaition, pièce de procédure ou document relatif à une affaire re que l'acte d'accusation criminelle, soit écrit sur parchemin. 32-33 V., c. 29, art. 13. soit sur par-

104. Il ne sera pas nécessaire d'indiquer un lieu de pro- Pas nécessaicès dans le corps de l'acte d'accusation; mais le district, re de mentionner la venue comté ou lieu indiqué à la marge sera considéré comme étant dans l'acte l'endroit du procès pour tous les faits consignés dans le corps d'accusation. de l'acte d'accusation; et si une désignation de lieu est né- [14-15 V., c. 100, art. 23.] cessaire, cette désignation de lieu sera faite dans le corps de l'acte d'accusation. 32-33 V., c. 29, art. 15.

105. L'abolition du privilège du clergé n'empêchera pas Effet de l'abod'insérer dans un acte d'accusation tous les chefs d'accusation du privilège du tion qu'on y aurait pu insérer avant cette abolition. 32-33 V., clergé. c. 29, art. 16.

[7-8 G. IV, c. 28, art. 6.]

106. Un nombre quelconque de faits, actes ou circons- Un acte d'actances à l'occasion desquels des projets, complots, machina-tions, trames ou intentions, ou aucune de ces choses, auront sieurs chefs. été exprimés, émis ou formulés, pourront être portés à la [11-12 v., c. charge du prévenu à l'égard de toute félonie prévue par 12, art. 5.1 l'Acte concernant la trahison et autres crimes contre l'autorité de la Reine, 31 V., c. 69, art. 7.

107. Dans tout acte d'accusation pour parjure, ou pour Formule d'acavoir illicitement, illégalement, faussement, fraudulense-cusation, de parjure. ment, dans le but de tromper, malicieusement ou par cor- [14-15 V2 c. ruption, prêté, fait, signé ou souscrit quelque serment, affirma- 100, art. 20.] tion, déclaration, affidavit, déposition, plainte, réponse, avis, certificat on autre écrit, il suffira d'indiquer la substance de l'infraction portée à la charge du prévenu, et par quelle cour ou devant qui le serment, affirmation, déclaration, affidavit, déposition, plainte, réponse, avis, certificat ou autre écrit, a

2119 Varshereau vol 11 p. 155 + Seir-

été prêté. fait, signé ou souscrit, sans énoncer la plainte, réponse, dénonciation, acte d'accusation, la déclaration ou aucune partie d'une procédure quelconque, soit en droit, soit en équité, et sans alléguer la commission ou autorisation de la cour ou de la personne devant laquelle l'infraction a été commise. 32-33 V., e. 23, art. 9.

Et pour subornation de parjure. [14-15 V , c. 100, art. 21.]

108. Dans tout acte d'accusation pour subornation de parjure, ou pour marché ou contrat entaché de corruption avec une personne quelconque pour l'engager à commettre un parjure volontaire et prémédité, ou pour inciter, engager ou porter quelque personne à prêter, faire, signer ou souscrire, volontairement, faussement, frauduleusement, dans le but de tromper, malicieusement ou par corruption, quelque serment, affirmation, déclaration, affidavit, déposition, plainte, réponse, avis, certificat ou autre écrit, il suffira, lorsque ce parjure on autre infraction a été réellement commis, d'alléguer le crime ou délit de la personne qui a de fait commis ce parjure, ou autre infraction, de la manière ci-dessus mentionnée, et alléguer ensuite que le défendeur a illégalement, volontairement et par corruption fait faire et commettre cette infraction à cette personne en la manière et la forme ci-haut indiquées; et lorsque le parjure ou autre infraction comme ci-haut n'aura pas été réellement commis, il suffira d'alléguer la substance du crime ou délit dont le défendeur est accusé, sans alléguer ou déclarer aucune des matières ou choses qu'il est ci-dessus considéré inutile d'alléguer on déclarer dans le cas de parjure volontaire et prémédité. 32-33 V., c. 23, art. 10.

Et pour meurtre ou homicide non-prémédité. [24-25 V., c. 100, art. 6.]

109. Dans tout acte d'accusation pour meurtre ou pour homicide non-prémédité, ou pour complicité de meurtre ou d'homicide non-prémédité, il ne sera pas nécessaire d'énoncer la manière dont la mort a été causée, mais il suffira, dans tout acte d'accusation pour meurtre, d'énoncer que le prévenu a félonieusement, volontairement et avec malice préméditée, tué et assassiné le défunt; et il suffira, dans tout acte d'accusation pour homicide non-prémédité, d'énoncer que le prévenu a félonieusement tué et causé la mort du défunt; et il suffira, dant tout acte d'accusation de complicité de meurtre ou d'homicide non-prémédité, d'accuser le principal du meurtre ou de l'homicide non-prémédité, selon le cas, de la manière ci-haut mentionnée, et d'accuser ensuite le prévenu de complicité, de la manière jusqu'ici usitée et accoutumée, ou prescrite par la loi. 32-33 V., c. 20, art. 6.

Pour vol de documents, etc. [24-25 V., c. 96, art. 28.]

destruction, annulation, mutilation ou dissimulation, dans un but frauduleux, de la totalité ou de partie d'un titre de propriété foncière, il suffira d'alléguer que ce titre constitue ou contient la preuve du titre, ou de partie du titre, ou de quelque sujet lié au titre de la personne ou de l'une des personnes ayant un intérêt acquis ou éventuel, légal ou équi-





table, dans la propriété à laquelle il se rapporte, et de mentionner cette propriété ou quelque partie de cette propriété. 32-33 V., c. 21, art. 16, partie.

111. Un nombre quelconque de faits distincts de détour- Plusieurs nement, ou d'application ou emploi frauduleux, n'excédant actes de dé-tournement, pas trois, commis par le prévenu contre Sa Majesté, ou contre etc., peuvent une même municipalité, ou un même maître ou patron, dans dans une l'espace de six mois à compter du premier au dernier de ces même accusaactes, pourront être portés dans l'acte d'accusation; et si l'in-tion. fraction a rapport à des deniers ou valeurs, il suffira d'alléguer [24-25 V., c. que le détournement, ou l'application ou emploi franduleux 96, art. 71.] que le détournement, ou l'application ou emploi frauduleux, a eu lieu à l'égard de deniers, sans spécifier aucune monnaie ou valeur particulière; et cette allégation, en ce qui concerne la description de la propriété, sera maintenue s'il est prouvé que le délinquant a détourné, appliqué ou employé frauduleusement quelque somme, bien que l'espèce particulière des monnaies ou valeurs dont se composait la somme ne soit pas prouvée, ou s'il est prouvé qu'il a détourné ou frauduleusement appliqué ou employé quelque pièce de monnaie ou quelque valeur, ou quelque partie de sa valeur, bien que cette pièce de monnaie ou valeur lui ait été livrée afin que certaine partie de sa valeur soit remise à la personne qui l'a livrée ou à quelque autre personne, et que cette partie ait été remise en conséquence. 32-33 V., c. 21, art. 73.

112. Dans tout acte d'accusation pour obtention ou Formule d'actentative d'obtention de quelque propriété sous de faux pré-textes, il suffira d'alléguer que le prévenu a commis l'acte fets sous faux avec intention de frauder, sans alléguer l'intention de frauder prétextes. aucune personne en particulier, et sans alléguer la propriété [24-25 V., c. 16, art. 88.] de l'effet mobilier, de l'argent ou de la valeur; et lors du procès du prévenu, il ne sera pas nécessaire de prouver qu'il ait en l'intention de frauder quelque personne en particulier, mais il suffira de prouver que le prévenu a commis l'acte dont il est accusé avec l'intention de frauder. 32-33 V., c. 21, art. 93, partie.

113. Il ne sera pas nécessaire d'alléguer dans un acte Pas nécessaid'accusation porté contre quelqu'un pour avoir mensongère-re d'allèguer ment et de propos délibéré prétende et de propos de la control de ment et de propos délibéré prétendu ou affirmé qu'il a mis frauder en et envoyé, ou fait mettre et envoyer, dans une lettre expédiée certains cas. par la voie de la poste, des deniers, valeurs ou objets, ni de pronver au procès que la chose a été faite dans l'intention de frauder quelqu'un. 32-33 V., c. 21, art. 96, partie.

114. Dans tout acte d'accusation pour avoir fabriqué, Formule d'acaltéré, offert, employé ou mis en circulation quelque écrit faux, etc. ou instrument, s'il est nécessaire d'alléguer l'intention de [24-25 V., c. frauder, il suffira d'alléguer que le prévenu a agi avec inten- 98, art. 44.] tion de frauder, sans alléguer l'intention de frauder personne en particulier; et lors du procès du prévenu, il ne sera pas

Chap. 174.

nécessaire de prouver l'intention de frauder quelqu'un en particulier, mais il suffira de prouver que l'accusé a commis l'acte incriminé avec l'intention de frauder. 32-33 V., c. 19, art. 51.

Et d'achat ou vente de fausse monnaie, etc.

[24-25 V., c. 99, art. 6.]

115. Dans tout acte d'accusation porté contre quelqu'un pour avoir acheté, vendu, reçu, payé ou mis en circulation, ou avoir offert d'acheter, vendre, recevoir, payer ou mettre en circulation, sans autorisation ou excuse légitime, de la monnaie fausse ou contrefaite, ressemblant ou paraissant destinée à ressembler à de la monnaie d'or ou d'argent ayant cours, ou à passer pour telle, à ou pour une valeur moindre que celle qu'elle représente ou était en apparence destinée à représenter, il suffira d'alléguer que le prévenu a acheté, vendu, reçu, payé ou mis en circulation, ou offert d'acheter, vendre, recevoir, payer ou mettre en circulation de la monnaie fansse ou contrefaite, à ou pour une valeur moindre que celle qu'elle représente, ou qu'elle était en apparence destinée à représenter, sans alléguer à et pour quelle valeur elle a été achetée, vendue, reçue, payée ou mise en circulation, ou que l'on a offert de l'acheter, vendre, recevoir, payer ou mettre en circulation. 32-33 V., c. 18, art. 6, partie.

Et de dommages malicieux aux propriétés. [24-25 V.. c. 97, art. 60-]

116. Il suffira, dans tout acte d'accusation pour contravention à l'Acte concernant les dommages malicieux à la propriété, lorsqu'il est nécessaire d'alléguer une intention de léser ou frauder, d'alléguer que le prévenu a commis l'acte incriminé avec l'intention de léser ou frauder, selon le cas, sans alléguer l'intention de léser ou frauder quelqu'un en particulier; et lors du procès du prévenu, il ne sera pas nécessaire de prouver une intention de léser ou frauder quelqu'un en particulier, mais il suffira de prouver que le prévenu a commis l'acte incriminé avec l'intention de léser ou frauder, selon le cas. 32-33 V., c. 22, art. 68.

Dans les accusations relatives aux— Eglises, etc. [24-25 V., c. 96, art. 31.] 117. Dans tout acte d'accusation pour crime ou délit commis dans, sur ou à l'égard de—

(a.) Toute église, chapelle ou lieu de culte religieux, ou de choses faites en métal posées dans une place publique ou une rue, ou dans un endroit dédié à l'usage du public, ou comme embellissement ou ornement public, ou dans un cimetière,

Edifices publics.
[7 G. IV, c. 64, art. 15.]
Travaux publics.

(b.) Tout grand chemin, pont, palais de justice, prison, pénitencier, infirmerie, asile ou autre édifice public,

(c.) Tout chemin de fer, canal, écluse, digue ou autre ouvrage public construit ou entretenu, en tout ou en partie, aux frais du Canada, ou d'aucune province du Canada, ou d'aucune municipalité, comté, paroisse ou township, ou autre de ses subdivisions,

Matériaux de construction.

(d.) Tous matériaux ou effets quelconques étant la propriété ou fournis aux frais du Canada, ou d'aucune province du Canada, ou d'aucune municipalité ou autre de ses subdi-





visions, servant à construire, refaire ou réparer tout grand chemin ou pont, ou tout palais de justice ou autre semblable édifice, chemin de fer, canal, écluse, digue ou autre ouvrage public comme susdit, ou devant servir pour ces travaux ou

pour tous autres objets,

(e.) Tout ou partie d'un dossier, bref, rapport, affirmation, Dossiers des obligation, cautionnement, cognovit actionem, déclaration, cours, etc. requête, réponse, décret, liste de jurés, pièce de procédure, 16, art. 30.1 interrogatoire, déposition, affidavit, ordre, ordonnance ou mandat de procuration, ou de tout document original que ce soit, appartenant à une cour de justice, ou ayant trait à toute cause ou affaire commencée, pendante ou terminée dans cette cour, ou de tout document original relatif à quelque affaire du ressort d'une charge ou d'un emploi sous Sa Majesté et déposé dans un bureau de quelque cour de justice, ou dans quelque bureau du gouvernement ou bureau public,

(f.) Tout ou partie d'un testament, codieille ou autre acte Testaments.

de dernières volontés, ou—

(g.) Tout bref d'élection, rapport d'un bref d'élection, en-Documents denture, cahier de votation, liste électorale, certificat, affi- électoraux. davit, rapport, document ou pièce, fait, préparé ou dressé conformément à toute loi concernant les élections provinciales, municipales ou civiques,—

Il ne sera pas nécessaire d'alléguer qu'aucune de ces pro- Pas nécessaipriétés, instruments ou articles appartient à quelqu'un en re de dire à qui ils apparparticulier. 32-33 V., c. 21, art. 17, partie, 18, partie, 20, tiennent. partie;—et c. 29, art. 19;—29-30 V. (Can.), c. 51, art. 188,

vartie.

143

188. Si, dans un acte d'accusation pour crime ou délit, il Dans le cas est nécessaire d'alléguer qu'une chose quelconque, mobilière d'associés, etc., il suffit ou immobilière, appartient à quelqu'un, et si cette chose est d'en nommer la propriété ou est en la possession de plus d'une personne, un. que ces personnes soient associées pour le fait de commerce, 64, art. 14.] co-détenteurs, propriétaires indivis ou détenteurs en commun, il suffira d'indiquer l'une de ces personnes, et d'alléguer que la chose appartient à la personne ainsi nommée et à une autre ou d'autres, selon le cas, 32-33 V., c. 29, art. 17.

119. Si, dans un acte d'accusation pour crime ou délit, il Dans le cas est nécessaire d'indiquer, pour un objet quelconque, des de co-détenassociés, co-détenteurs, propriétaires indivis ou détenteurs [7 G. IV, c. en commun, il suffira de le faire en la manière susdite; et 64, art. 14.] la présente disposition et celle énoncée dans le précédent article s'étendront à toutes compagnies à fonds social et à tous administrateurs ou fidéicommissaires. 32-33 V., c. 29, art. 18.

120. Dans tout acte d'accusation pour crime ou délit com- La propriété mis à l'égard de quelque maison, bâtiment, barrière, machine, des chemins, lampe, planche, pierre, poteau, clôture ou autre chose faite être attribuée ou placée par des syndies ou commissaires en vertu de tout saires. acte en vigueur en Canada, ou en quelqu'une de ses pro- [7 G. IV, c.

211

vinces, pour construire un chemin à barrières, ou aux dépendances s'y rattachant, ou à l'égard des matériaux, outils ou instruments destinés à construire, changer ou réparer un chemin à barrières, il suffira d'alléguer que ces choses appartiennent aux syndies ou commissaires du chemin, sans spécifier 32-33 V., c. 29, les noms des syndies ou commissaires. art, 20.

Dans-le cas de propriétés publiques. [7'G. IV, c. 64, art. 16]

121. Dans tout acte d'accusation pour crime ou délit commis à l'égard de quelque édifice, ou de biens ou effets, ou de toute autre propriété mobilière ou immobilière en la possession ou sous la surveillance, garde ou administration de quelque officier public ou commissaire, ou de quelque officier ou commissaire de comté, paroisse, township ou municipalité, il suffira d'alléguer que cette propriété appartient à l'officier ou au commissaire en la possession ou sous la surveillance, garde ou administration duquel elle se trouve, et il ne sera pas nécessaire d'indiquer les noms de ces officiers ou commissaires. 32-33 V., c. 29, art. 21.

Propriétés corporation.

122. Toute propriété mobilière ou immobilière placée en régies par une vertu de la loi sous l'administration, le contrôle ou la garde d'une corporation, sera, en ce qui concerne tout acte d'accusation ou toute procédure à instituer contre une personne pour un délit commis sur cette propriété ou à son égard, réputée être la propriété de cette corporation. 32-33 V., c. 29, art. 22.

Dans le cas de vol d'huîtres, etc. [14-15 V., c. 100, art. 26.1

123. Dans tout acte d'accusation porté contre quelqu'un pour vol d'huîtres ou de semis d'huîtres sur un banc, un parc ou dans une pêcherie d'huîtres, il suffira de désigner nominativement ou autrement le banc, le parc ou la pêcherie à l'égard duquel ou de laquelle l'infraction aura été commise, sans alléguer qu'il est sis et situé dans un comté, district ou autre division locale en particulier. 32-33 V., c. 21, art. 14, partie.

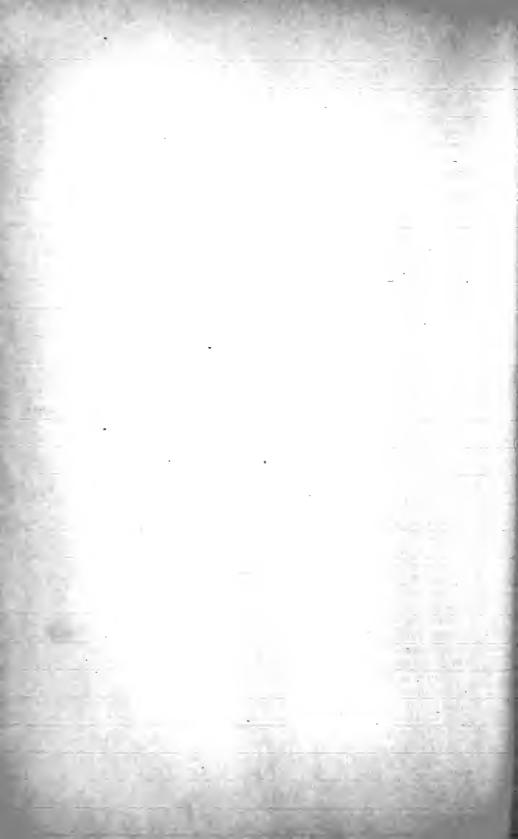
Dans le cas de vol' de minéraux, etc.

124. Dans tout acte d'accusation porté pour quelque infraction mentionnée aux articles vingt-cinq à vingt-neuf, inclusivement, de l'Acte du larcin, il suffira d'attribuer la propriété du corps du délit à Sa Majesté, ou à quelque personne ou corporation, par différents chefs énoncés dans l'acte d'accusation ; et toute divergence, dans le dernier cas, entre l'énoncé de l'acte d'accusation et la preuve produite, pourra être amendée lors du procès; et si l'on ne prouve point quel est le propriétaire, l'acte d'accusation pourra être amendé en attribuant à Sa Majesté la propriété du corps du délit. 32-33 V., c. 21, art. 36.

Dans le cas de vol de timbres, etc.

125. Dans tout acte d'accusation porté contre quelqu'un pour infraction commise à l'égard de quelque carte-poste, timbre-poste ou autre timbre ou estampille, émis ou préparé pour être émis par autorisation du parlement du Canada ou de la





législature de quelque province du Canada, pour le paiement d'un honoraire, droit ou taxe quelconque, la propriété pourra en être attribuée à la personne en la possession de laquelle, comme en étant le propriétaire, il se trouvait lorsque l'infraction a été commise, ou à Sa Majesté s'il n'était pas alors émis ou s'il se trouvait en la possession de quelque employé ou agent du gouvernement du Canada ou de la province sous l'autorité de la législature de laquelle il a été émis ou préparé pour être émis. 35 V., c. 33, art. 1, partie.

126. Dans tous les cas de larcin, de détournement, on Détourned'application ou emploi frauduleux d'effets, deniers ou va- ment par des officiers puleurs mentionnés dans les articles cinquante-trois, cinquante-blics. quatre et cinquante-cinq de l'Acte du larcin, la propriété du [24-25 V., c. corps du délit pourra, dans le mandat d'incarcération lancé 96, art. 70.] par le juge de paix devant lequel le délinquant sera accusé, et dans l'acte d'accusation porté contre lui, être attribué à Sa Majesté ou à la municipalité, suivant le cas. 32-33 V., c. 21, art. 72, partie.

127. Un acte d'accusation rédigé selon la formule ordi-Formule d'acnaire prescrite pour une accusation de larcin pourra être vol par des porté contre tout individu qui aura volé quelque effet mobi- locataires, lier loué pour son usage dans ou avec une maison ou une etc. chambre garnie, et dans tous les cas de vol de choses fixées [24-25 V., c. à demeure et ainsi louées pour l'usage du locataire, l'acte d'accusation pourra être rédigé dans la même forme que si le délinquant n'était pas un locataire de la maison ou chambre garnie, et dans l'un ou l'autre cas la propriété du corps du délit pourra être attribuée au propriétaire ou locateur. 32-33 V., c. 21, art. 75, partie.

128. Nul acte d'accusation ne sera présumé insuffisant pour L'omission de la raison qu'il n'y serait pas allégué certains faits qu'il est dans l'accusainutile de prouver, ni en conséquence de l'omission des mots tion ne sera-"tel qu'il appert dans le dossier," ou "tel qu'il appert pas fatale. d'après le dossier," ou des mots "avec force et armes," ou 114-15 V., c. des mots "contre la paix," ou en conséquence de l'insertion des mots "contre la forme du statut" au lieu des mots " contre la forme des statuts," ou rice rersâ,—ou de l'omission de ces mots, ou parce que la qualité de la personne mentionnée dans l'acte d'accusation n'y serait pas énoncée, ou à raison de ce qu'elle le serait imparfaitement, ou parce qu'une personne mentionnée dans l'acte d'accusation serait désignée sous son titre officiel ou autre au lieu de l'être sous son nom propre, ou qu'on aurait omis d'indiquer dans l'acte d'accusation le temps où l'infraction a été commise dans les cas où le temps ne constitue pas une partie essentielle de l'infraction, ou qu'on aurait indiqué le temps d'une manière imparfaite, ou qu'on aurait allégué que l'infraction a été commise un jour subséquent à celui où l'accusation a été déclarée fondée, ou un jour impossible, on un jour qui

n'est jamais arrivé, ou pour manque de venue exacte ou parfaite, ou pour manque de conclusion convenable ou formelle, ou parce que la qualité de quelque prévenu n'y serait pas éuoncée, ou parce qu'elle le serait imparfaitement, ou parce que la valeur ou le prix d'une chose, ou le montant du dommage, du tort ou du dégât n'y seraient pas allégués, dans tous les cas où la valeur ou le prix, ou le montant du dommage, du tort ou du dégât ne constitue pas une partie essentielle de l'infraction. 32-33 V., c. 29, art. 23.

Description de l'argent ou des billets de banque.

.100, art. 18.]

129. Lorsqu'il est nécessaire, dans un acte d'accusation, de faire une allégation relativement à quelque argent ou billet de banque, ou billet fédéral ou provincial, il suffira de désigner cet argent ou ce billet simplement comme argent, sans alléguer spécialement, en tant qu'il s'agit de désigner l'objet, aucune monnaie ou billet en particulier; et cette allégation sera établie par la preuve d'un montant quelconque de monnaie ou de billets, bien que l'espèce particulière de monnaie dont ce montant est composé, ou la nature particulière des billets, ne soit pas prouvée. 32-33 V., c. 29, art. 25.

Description des instruments eu général.
[14-15 V., c.

100, art. 7.]

130. Lorsqu'il est nécessaire, dans un acte d'accusation, de faire quelque allégation relativement à quelque document, soit qu'il se compose en totalité ou en partie d'écriture, d'impression ou de chiffres, il suffira de désigner ce document sous le nom ou la désignation sous lequel il est généralement connu, ou d'après sa teneur, sans produire aucune copie ou fac-similé de la totalité ou de partie de cet instrument. 32-33 V., c. 29, art. 24.

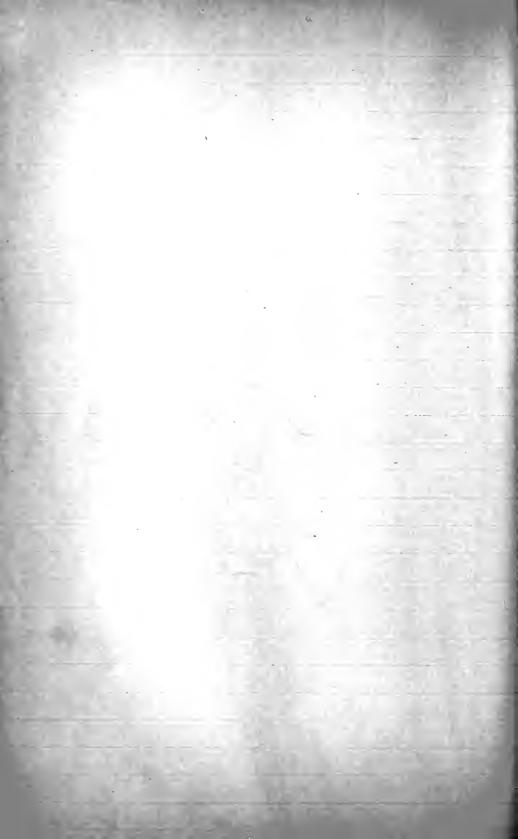
Description d'instruments de faussaire. [14-15 V., c. 100, art. 5; 24-25 V., c. 98, art. 42.]

131. Dans tout acte d'accusation pour avoir fabriqué, altéré, offert, émis, employé ou mis en circulation un acte, timbre, marque ou chose quelconque, il suffira de le désigner sous le nom ou la désignation qu'il porte d'ordinaire, ou d'après sa teneur, sans qu'il soit nécessaire d'en produire de copie ou fac-similé, ou de le décrire autrement, non plus que sa valeur. 32-33 V., c. 19, art. 49.

Et pour gravure illégale. [24-25 V., c. 98, art. 43.]

132. Dans tout acte d'accusation pour avoir gravé ou fait, en tout ou en partie, quelque instrument, document ou chose quelconque, ou pour avoir employé ou avoir gardé ou possédé illégalement quelque planche ou autres matériaux sur lesquels la totalité ou partie d'un instrument, document ou chose quelconque a été gravée ou faite, ou pour avoir gardé ou possédé illégalement quelque papier sur lequel la totalité ou partie de tout instrument, document ou chose quelconque a été faite ou imprimée, il suffira de décrire cet instrument, document ou chose sous le nom ou la désignation qu'il porte d'ordinaire, sans produire de copie ou fac-similé de la totalité ou de partie de cet instrument, document ou chose. 32-33 V., c. 19, art. 50.





133. Un nombre quelconque de complices d'une félonie, Accusation devenus complices en différents temps, pourront être accusés de plusieurs complices ende la félonie même, par un même acte d'accusation, et subir semble. leur procès ensemble, bien que le principal coupable ne soit [24-25 V., c. pas compris dans cet acte d'accusation, ou ne soit pas arrêté, 94, art. 6.] ou ne puisse être traduit en justice. 31 V., c. 72, art. 7, partie.

134. Il pourra être inséré plusieurs chefs dans un même Trois larcins acte d'accusation contre une même personne pour tout dans une seule accusation. nombre d'actes distincts de vol, n'excédant pas trois, commis [24-25 V., c. par elle contre le même individu, dans le cours de six mois 96, art. 5.] à compter du premier au dernier de ces actes, et l'on pourra procéder à l'instruction de tous ou d'aucun de ces chefs d'accusation. 32-33 V., c. 21, art. 5.

135. Dans tout acte d'accusation contenant une accusa-Accusation tion de vol félonieux de quelque propriété, l'on pourra y de vol et de ajouter un ou plusieurs chefs d'accusation pour recel félo-[24-25 V., c. nieux de cette propriété, ou de quelque partie de cette pro- 96, art. 92.] priété, sachant qu'elle avait été volée; et dans tout acte d'accusation pour recel félonieux de quelque propriété, sachant qu'elle a été volée, l'on pourra ajouter un chef d'accusation pour l'avoir félonieusement volée. 32-33 V., c. 21, art. 101, partie.

136. Quiconque recèle des effets, deniers, valeurs, ou toute Accusation autre propriété dont le vol, la soustraction, l'extorsion, l'ob-du recéleur. tention, le détournement et l'emploi de toute autre manière 124-25 V., c. constitue une félonie, soit en droit commun, soit en vertu d'un statut, sachant qu'ils ont été félonieusement volés, soustraits, extorqués, obtenus, détournés ou employés, peut être accusé et convaincu, soit comme complice après le fait, soit d'une félonie principale, et dans ce dernier cas, soit que le principal coupable ait été ou non antérieurement convaincu, soit qu'il puisse ou ne puisse pas être traduit en justice; mais celui qui aura subi un procès pour recel, comme susdit, ne pourra pas être poursuivi une seconde fois pour le même fait. 32-33 V., c. 21, art. 100, partie.

137. Tout recéleur pourra, si l'infraction est qualifiée Sile vol consdélit, être mis en accusation et jugé pour délit, soit que le titue un délit. principal coupable ait ou n'ait pas été convainen du délit, $\frac{[24-25 \text{ V.}, \text{ c.}}{96, \text{ art. 95.}]}$ et soit qu'il puisse ou ne puisse pas être traduit en justice. 32-33 V., c. 21, art. 104, partie.

138. Un nombre quelconque de recéleurs en différents Plusieurs retemps d'objets ou de partie d'objets ainsi volés, soustraits, vent être acextorqués, obtenus, détournés ou autrement employés au cusés ensemmême moment, pourront être accusés de félonie principale dans un même acte d'accusation, et pourront être jugés con94, art. 6, c. jointement, nonobstant que le principal coupable ne soit pas 96, art. 93.]

compris dans le même acte d'accusation, ou ne soit pas arrêté ou ne puisse être traduit en justice. 31 V., c. 72, art. 7, partie; 32-33 V., c. 21, art. 102.

Accusation de récidives. [24-25 V., c. 96, art. 116. c. 99, art. 37.]

139. Dans tout acte d'accusation pour un crime ou délit poursuivable par voie d'acte d'accusation commis après une condamnation ou des condamnations antérieures pour quelque félonie ou délit, ou pour une infraction ou des infractions punissables sur conviction sommaire (et pour lesquelles une peine plus grave peut être infligée pour cette raison), il suffira, après avoir énoncé le crime ou délit subséquent, de déclarer que le délinquant a été en certain temps et lieu, ou en certains temps et lieux, convaincu de félonie ou de délit, ou d'une infraction ou d'infractions punissables sur conviction sommaire, selon le cas, et d'énoncer le fond et l'effet seulement, omettant la partie formelle de l'acte d'accusation et de la condamnation, ou de la conviction sommaire, selon le cas, pour la félonie, le délit, l'infraction ou les infractions antérieures, sans autrement les décrire. 32-33 V., c. 29, art. 26, partie.

MESURES PRÉLIMINAIRES QUANT À CERTAINS ACTES D'ACCUSATION.

Accusation de certaines infractions. [22-23 V., c. 17, art. 1.

140. Nul acte d'accusation pour aucun des crimes ou délits suivants, savoir : le parjure, la subornation de parjure, la conspiration, l'obtention de deniers ou autres propriétés. sous de faux prétextes, la prise ou garde de possession par violence, la nuisance, la tenue d'une maison de jeu, la tenue d'une maison de désordre, on l'attentat à la pudeur, ne sera présenté à un grand jury, ou rapporté par un grand jury, à moins que le poursuivant ou autre qui porte cette accusation ne se soit engagé par obligation à poursuivre le prévenu ou à témoigner contre lui, ou à moins que le prévenu n'ait été mis en prison ou sous garde, ou n'ait souscrit une obligation par laquelle il se sera engagé à comparaître pour répondre à l'accusation qui devra être formulée contre lui pour ce crime ou délit, ou à moins que l'acte d'accusation ne soit formulé par l'ordre du procureur général ou du solliciteur général pour la province ou par l'ordre ou du consentement d'un tribunal ou d'un juge compétent pour donner cet ordre ou prendre connaissance du crime ou délit.

Plusieurs. ble.

2. Rien dans le présent acte n'empêchera la dénonciation sation ensem au grand jury ou le rapport d'un grand jury sur un acte d'accusation contenant un ou des chefs d'accusation au sujet de quelqu'un des crimes ou délits susdits, si ce ou ces chefs d'accusation sont tels qu'ils peuvent actuellement être légalement joints au reste de l'acte d'accusation, et si ce ou ces chefs sont fondés (dans l'opinion de la cour devant laquelle l'acte d'accusation est porté) sur les faits établis lors de l'enquête préliminaire ou par la preuve produite dans une déposition faite devant un juge de paix, en présence de

a more muner our renais-3 octobes 1888. defair motion qu'il me soit pennis de retirer le plaisoyer de non compable" ringestre le 1 a Oct. 1888an soir afin de soulever un vioyen préliminair C. a. I que l'accusé n'avait par souscit un obligation par laquele "il se rera rugage" à comparathe four reporter à l'accusation qu'era for mulie contre lui pour ce crime ou d'élit " sect. 140 Kill I. accorde la mosion à l'effet de retire lepla Soyer de non Compable " shdeflaider. 3 oct 1898 à 2 h. P.M. Gill I. décise que le cantionment focisi ne contenait par l'accuse Sion qui deven the formulie contre l'accusé

3 . · . la personne accusée ou qui doit l'être par cet acte d'accusation, et transmis ou remis à cette cour conformément à la loi. 32-33 V., c. 29, art. 28;—40 V., e. 26, art. 1 et 2.

PLAIDOIRIES.

141. Nul accusé n'aura de droit la faculté de faire ajourner L'accusé n'a ou renvoyer l'instruction d'une accusation portée contre lui pas droit à un devant une cour, ou d'obtenir du délai pour plaider ou répondre à l'accusation ; mais si la cour devant laquelle une per- La cour peut sonne est ainsi mise en accusation, sur la requête de cette remettre le dernière ou autrement, est d'opinion qu'il devrait lui être procès. accordé un plus long délai pour plaider ou répondre, ou pour [60 G. III, et accordé un plus long délai pour plaider ou répondre, ou pour [60 G. IV, c. 4, préparer sa défense, ou autrement, la cour pourra accorder ce art. 1-2; nouveau délai pour plaider ou répondre, ou pourra ajourner la 100, art. 27.] réception du plaidoyer ou de la réponse et le procès, ou, selon le cas, le procès de l'accusé, à une des séances ultérieures de la cour, ou aux prochaines ou toutes subséquentes sessions de la cour, et aux conditions, quant au cautionnement ou autrement, qu'elle jugera à propos,—et pourra, dans le cas d'ajournement à une autre session ou séance, proroger les obligations du poursuivant et des témoins en conséquence, auquel cas le poursuivant et les témoins seront tenus de comparaître pour poursuivre et rendre témoignage à cette session ou séance subséquente, sans souscrire de nouvelles obligations à cet effet. 32-33 V., c. 29, art. 30.

217

142. Nul acte d'accusation ne sera renvové sur une excep- L'accusation tion dilatoire fondée sur une erreur de nom, sur l'absence ne sera pas renvoyée sur de mention des qualités, ou sur ce que de fausses qualités exception disont attribuées à la personne présentant cette exception ; mais latoire. si la cour est satisfaite, par affidavit ou autrement, de la [7 G. IV. c. vérité des allégations de cette expention alle endeuners cour vérité des allégations de cette exception, elle ordonnera surle-champ que l'acte d'accusation soit amendé conformément à la vérité, interpellera l'accusé de répondre à l'accusation, et procédera comme si cette exception dilatoire n'eût pas été faite. 32-33 V., c. 29, art. 31.

143. Toute objection à un acte d'accusation pour défaut Quand l'obde forme apparent sera faite par une exception ou motion être faite. pour annuler cet acte d'accusation, avant que le défendeur ait fait son plaidoyer, et non après; et la cour devant laquelle Amendement cette objection est présentée pourra, si elle le juge nécessaire, [14-15 V., c. ordonner que l'acte d'accusation soit amendé immédiatement sur ce point par un officier de la cour ou autre personne, et le procès se continuera ensuite comme si l'informalité n'eût jamais existé ; et nulle motion pour arrêt de jugement ne sera reçue à raison de quelque défectuosité dans l'acte d'accusation dont on aurait pu se prévaloir par exception ou qui aurait pu être amendée sous l'autorité du présent acte. 32-33 V., c. 29, art. 32.

Effet du plaidoyer de "non-coupa-

28, art. 1]

141. Si une personne mise en jugement sur acte d'accusation, pour un crime ou délit poursuivable par voie d'acte d'accusation, répond par une défense de "non-coupable," [7-8 G. IV, c. elle sera censée, par cette défense, et sans autre formalité, s'en être rapportée à la justice du pays pour son procès; et la cour pourra ordonner en la manière usitée l'assignation d'un jury pour faire le procès de cette personne en conséquence. 32-33 V., c. 29, art. 33.

La cour peut ordonner un plaidoyer de 'non-coupa-" ble."

[7-8 G. IV, c.

28, art. 2.]

145. Si quelqu'un, mis en jugement sur acte d'accusation pour un crime ou délit poursuivable par voie d'acte d'accusation, refuse de répondre par malice, ou s'obstine à ne pas répondre directement à l'acte d'accusation, la cour pourra ordonner à l'officier qu'il appartient d'enregistrer la défense de "non-coupable" au nom de l'accusé; et cette défense ainsi enregistrée aura la même force et le même effet que si elle eût été faite par l'accusé lui-même. 32-33 V., c. 29, art. 34,

Défense d'autrefois condamné ou acquitté. [14-15 V., c. 100, art. 28.]

146. Dans toute défense dite "autrefois condamné," ou "autrefois acquitté," il suffira au défendeur de déclarer qu'il a été légalement convaincu ou acquitté, selon le cas, du crime ou du délit porté à sa charge dans l'acte d'accusation, 32-33 V., c. 29, art. 35.

Le plaidover de mort civile ne sera pas admis. 28, art. 4.

147. Nul plaidoyer alléguant un arrêt de mort civile (attainder) ne sera reçu comme fin de non-recevoir en réponse à un acte d'accusation, à moins que cet arrêt n'ait été [7-8 G. IV, c. prononcé pour le même crime que celui porté dans l'acte d'accusation. 32-33 V., c. 29, art. 36.

LIBELLE.

Défense dans les cas de libelle. [6-7 V., c. 96, art. 6.]

148. Tout individu accusé d'avoir publié un libelle diffamatoire peut opposer comme moyen de défense que la chose diffamatoire était vraie, et qu'il était de l'intérêt public qu'elle fût publiée, et le poursuivant pourra répondre à cette défense d'une manière générale, en la niant complètement. 37 V., c. 38, art. 5 et 6, parties.

Pas d'enquête sur la vérité du libelle. art. 6.

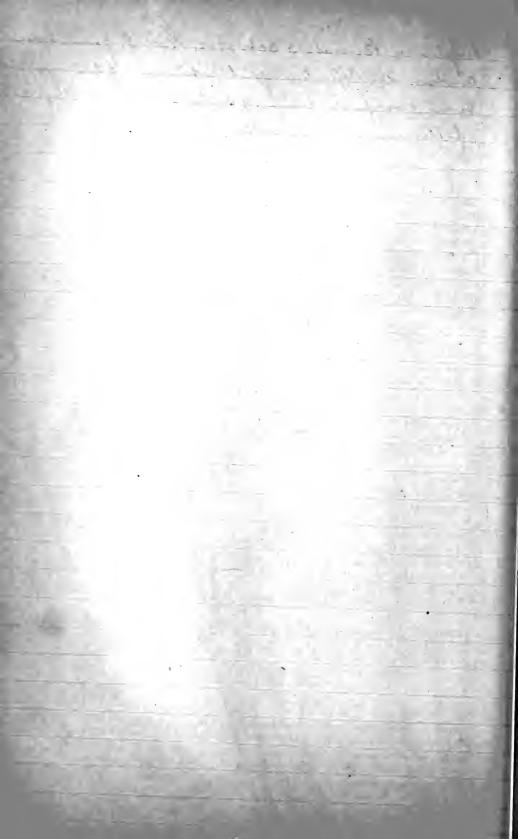
149. Sans ce plaidoyer, on ne pourra s'enquérir en aucun cas de la vérité des faits incriminés comme diffamatoires, [6-7 V., c 96, qui seront articulés dans l'accusation ou la plainte, ni s'enquérir de la raison d'intérêt public en justification de la publication de ces faits. 37 V., c. 38, art. 7.

Effet du plaidoyer de justification.

art. 6.]

150. Si, après ce plaidoyer, le défendeur est convaincu sur l'accusation ou la plainte, la cour, en prononçant sa sen-[6-7 V., c. 96, tence, pourra prendre en considération la circonstance de l'aggravation ou de l'atténuation du délit qui résultera de ce plaidoyer, ainsi que de la preuve donnée pour l'établir ou le combattre. 37 V., c. 38, art. 8.

Regina a Brunet- 3 Oct- 1888. Rill 9. permet senmotion der Verfeurkens geril retire som plaisoyer de non compalle pour y substituer une défeure fiéleminaire- vide notes f. 256 + 257



- 151. Outre ce plaidoyer de justification, le défendeur Plaidoyer de pourra plaider qu'il n'est pas coupable, et ce plaidoyer spé-non-coupacial ne portera préjudice ou atteinte à aucun des moyens de [6-7 V., c. 96, défense que le défendeur aurait autrement pu invoquer en art. 6.] plaidant non-coupable. 37 V., c. 38, art. 9.
- 152. Dans l'instruction d'une accusation ou plainte contre Procédures une personne prévenue d'avoir fait ou publié un libelle sur accusa-tion de libelle. diffamatoire, cette personne ayant plaidé qu'elle n'est pas [32 G. III, c. coupable, le jury assermenté pour décider la contestation 60, art. 1, 2.3 pourra rendre un verdict général de culpabilité ou de non- et 4.] culpabilité sur l'ensemble de la matière du procès; et il ne sera pas requis et il ne lui sera pas donné instruction par le tribunal ou le juge devant lequel s'instruira l'accusation ou la plainte, de déclarer coupable le défendeur sur la simple preuve du fait de la publication par lui de l'écrit incriminé comme constituant un libelle diffamatoire, et de la signification attribuée à cet écrit dans l'accusation ou la plainte; mais le tribunal ou le juge devant lequel le procès aura lieu devra, selon sa discrétion, donner au jury son opinion et ses instructions sur la matière de la contestation, comme dans les autres affaires criminelles; et le jury pourra, s'il le croit convenable, rendre un verdict spécial sur cette matière; et le défendeur pourra, s'il est déclaré coupable, demander l'arrêt du jugement en se fondant sur les mêmes moyens qu'il eût pu invoquer et en procédant de la même manière qu'il eût pu le faire avant la sanction du présent acte. 37 V., c. 38, art. 4.

153. Si l'accusation ou la plainte pour la publication Le jugement d'un libelle diffamatoire est portée par une partie civile, et frais. si jugement est rendu contre le défendeur, il sera tenu de [6-7 V., c. 96, payer au plaignant les frais occasionnés à celui-ci par cette art. 8.] accusation ou plainte; mais si le jugement est rendu en faveur du défendeur, il aura droit de recouvrer du plaignant les frais qu'il aura faits à raison de l'accusation ou plainte ; et les frais à recouvrer par le plaignant ou le défendeur seront taxés par la cour, le juge ou l'officier compétent de la cour devant laquelle aura eu lieu le procès. 37 V., c. 38, art. 12.

154. Les frais mentionnés dans le précédent article pour-Paiement des ront être recouvrés soit par mandat de saisie-exécution dé-frais. cerné par la cour, soit par action ou poursuite comme pour une dette ordinaire. 37 V., c. 38, art. 13.

CORPORATIONS.

155. Toute corporation contre laquelle un acte d'accusa- Corporations tion pour un délit sera déclaré fondé dans une cour de juri- mises en acdiction criminelle, comparaîtra par procureur devant la cour où cet acte d'accusation sera formulé, et plaidera ou produira une exception à l'accusation. 46 V., c. 34, art. 1.

Pas de certic-

156. Nul bref de certiorari ne sera nécessaire pour évoquer un pareil acte d'accusation à une cour supérieure dans le but de contraindre la défenderesse à se défendre; et il ne sera pas nécessaire, non plus, d'émettre aucun bref de distringus ou autre bref pour contraindre la défenderesse à comparaître et se défendre contre l'accusation. 46 V., c. 34, art. 2

Avis à signifier à la corporation. 157. Le poursuivant, lorsqu'une pareille accusation aura été portée contre une corporation, ou le greffier de la cour lorsque l'acte d'accusation sera fondé sur la dénonciation du grand jury, pourra en faire signifier avis au maire ou principal officier de cette corporation, ou à son greffier ou secrétaire, en énonçant la nature et teneur de l'accusation, et que, à moins que cette corporation ne comparaisse et se défende dans les deux jours après signification de cet avis, la cour fera enregistrer pour la défenderesse une défense de noncoupable, et que l'instruction de la cause aura lieu de la même manière que si la défenderesse eût comparu et se fût défendue. 46 V., c. 34, art. 3.

Si la corporation ne comparaît pas.

158. Si cette corporation ne comparaît pas devant la cour où l'acte d'accusation a été porté et ne présente pas de défense ou d'exception dans le délai spécifié dans le dit avis, le juge présidant la cour, sur preuve à lui fournie par affidavit de la signification régulière de l'avis, pourra ordonner au greffier ou autre officier compétent de la cour d'inscrire une défense de "non-coupable" au nom de cette corporation; et cette défense aura la même force et le même effet que si la corporation eût comparu par son procureur et fait cette défense. 46 V., c. 34, art. 4.

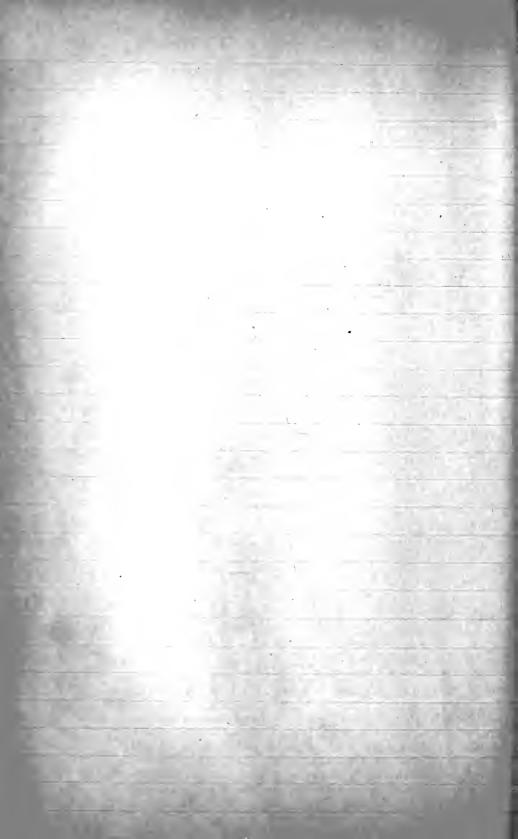
Le procès peut avoir lieu en son absence. 159. La cour pourra—que cette corporation comparaisse et se défende contre l'accusation, ou qu'une défense de "non-coupable" soit enregistrée par la cour—procéder à l'instruction de l'accusation en l'absence de la défenderesse, tout comme si la corporation eût comparu et se fût défenduc, et, s'il y a conviction, elle pourra prononcer le jugement et prendre les autres mesures subséquentes pour le faire exécuter qui peuvent s'appliquer aux convictions contre des corporations. 46 V., c. 34, art. 5.

JURÉS ET RÉCUSATIONS.

Qui peut étre juré.

160. Tout individu ayant les qualités voulues et assigné comme grand juré ou petit juré, conformément aux lois alors en vigueur dans quelqu'une des provinces du Canada, est et sera réputée habile à servir comme grand ou petit juré dans les causes criminelles dans cette province, que ces lois fussent en vigueur ou aient été ou soient décrétées par la législature de la province avant ou après que cette province fit partie du Canada, mais sauf toujours toute disposition





prescrite dans tous actes du parlement du Canada, et en tant que ces lois ne sont pas incompatibles avec aucun de ces actes. 32-33 V., c. 29, art. 44;—46 V., c. 10, art. 3.

161. Nul aubain n'aura le droit d'être jugé par un jury Jury de mediede medietate lingua, mais il sera jugé comme s'il était sujet tate lingua. de naissance. 32-33 V., c. 29, art. 39 ;—44 V., c. 13, art. 8. [33-34 V., c. 14, art. 5.]

162. Tout quaker ou autre personne à laquelle la loi Certains jurés permet d'affirmer au lieu de prêter serment dans les causes peuvent faire civiles, ou qui déclare solennellement que la prestation du tion. serment est illicite, d'après ses croyances religieuses, et qui [30-31 V., c. est assigné comme grand ou petit juré dans une cause cri- 35, art. 8.] minelle, pourra, au lieu de prêter serment en la forme usitée, faire une affirmation solennelle commençant par les mots: "Je, A. B., affirme solennellement, sincèrement et conformément à la vérité," et il pourra alors servir comme juré comme s'il eût été assermenté, et sa déclaration ou affirmation aura le même effet qu'un serment prêté au même effet; et dans toute pièce ou procédure relative à la cause, il pourra être énoncé que les jurés ont prêté le serment ou fait l'affirmation; et dans tout acte d'accusation, les mots "déclarent sous leur serment," seront censés comprendre l'affirmation de tout juré qui aura affirmé au lieu de prêter serment. 32-33 V., c. 29, art. 43.

une affirma-

163. Si une personne, mise en jugement pour trahison Récusations on félonie, récuse péremptoirement plus de vingt personnes par le prévenu. assignées comme jurés dans le cas d'un acte d'accusation [6 G. IV, c. pour trahison ou félonie punissable de mort, ou douze dans 50, art. 20; le cas d'un acte d'accusation pour toute autre félonie, ou 7-8 G. IV, c. 28, art. 3.] quatre dans le cas d'un acte d'accusation pour délit, toute récusation péremptoire au delà du nombre ainsi autorisé dans ces cas respectivement, sera nulle ; et le procès du prévenu se continuera comme si la récusation n'eût pas été faite; mais rien de contenu au présent n'aura l'effet d'empêcher la récusation d'un nombre quelconque de jurés pour cause. 32-33 V., c. 29, art. 37.

164. Dans tous procès criminels, quatre jurés pourront Récusations être péremptoirement récusés par la Couronne; mais cette par la Coudisposition ne préjudiciera pas au droit de la Couronne de faire mettre de côté tout juré jusqu'à ce que la liste soit épuisée, ou de récuser un nombre quelconque de jurés pour cause. 32-33 V., c. 29, art. 38.

165. Le droit de la Couronne de faire mettre de côté tout Droit de la juré jusqu'à ce que la liste soit épuisée, ne sera point exercé Conronne dans les cas dans l'instruction d'une accusation ou plainte portée par une de libelle. partie civile pour la publication d'un libelle diffamatoire. 37 V., c. 38, art. 11.

Jurés anglais et français dans Québec.

166. Dans ceux des districts de la province de Québec où le shérif est tenu par la loi de dresser une liste de petits jurés composée moitié de personnes parlant la langue anglaise, et moitié de personnes parlant la langue française, il devra, dans son rapport, distinguer séparément les jurés qu'il désigne comme parlant la langue anglaise, de ceux qu'il désigne comme parlant la langue française, respectivement; et les noms des jurés ainsi assignés seront appelés alternativement sur ces listes.

Comment se feront les récusations dans ce cas.

2. Lorsqu'une personne accusée de trahison ou de félonie demandera à subir son procès devant un jury composé moitié de personnes versées dans la langue de la défense, le nombre de récusations péremptoires auquel elle aura droit sera partagé de manière qu'elle n'ait le droit de récuser péremptoirement que la moitié de ce nombre parmi les jurés de langue anglaise, et la moitié parmi les jurés de langue française.

Application

3. Le présent article ne s'applique qu'à la province de de cet article. Québec. 32-33 V., c. 29, art. 40.

Jurés mixtes dans le Manitoba.

167. Lorsqu'une personne mise en jugement devant la cour du Banc de la Reine pour le Manitoba demandera un jury composé pour moitié au moins de personnes versées dans la langue de la défense, si c'est la langue anglaise ou la langue française, elle sera jugée par un jury composé, pour moitié au moins, des personnes dont les noms se trouveront les premiers à la suite les uns des autres sur la liste générale des jurés, et qui, comparaissant et n'étant point légalement récusées, seront, dans l'opinion de la cour, trouvées versées dans la langue de la défense.

Si la liste est épnisée.

2. Lorsque, dans ce cas, par suite de récusations ou pour toute autre cause, le nombre des personnes versées dans la langue de la défense sera insuffisant, la cour remettra le procès à un autre jour, et le shérif suppléera à l'insuffisance en assignant pour le jour ainsi fixé tel nombre supplémentaire que la cour ordonnera, de jurés versés dans la langue de la défense et dont les noms se trouveront inscrits après les premiers à la suite les uns des autres sur la liste des petits jurés.

Comment se feront les récusations dans ce cas.

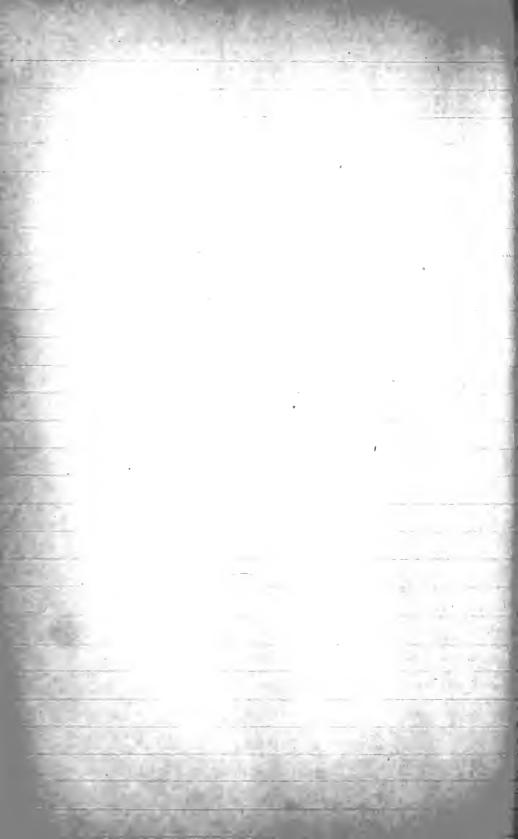
3. Lorsqu'une personne accusée de trahison ou de félonie demandera à subir son procès devant un jury composé pour moitié de personnes versées dans la langue de la défense, le nombre de récusations péremptoires auxquelles elle aura droit sera partagé de manière qu'elle n'ait le droit de récuser péremptoirement que la moitié de ce nombre parmi les jurés de langue anglaise, et la moitié parmi les jurés de langue française.

Application de cet article. 4. Le présent article ne s'applique qu'à la province du 34 V., c. 14, art. 3, 4 et 5.

Jarés suppléants. [6 G. IV, c. 50, art. 37.]

168. Lorsque, dans une cause criminelle, la liste des jurés sera épuisée par suite des récusations ou du défaut des jurés 2134





223

qui ne comparaîtront pas ou ne répondront pas quand ils seront appelés, et que pour cette raison l'on ne pourra former un jury complet pour l'instruction de la cause, alors, sur demande faite au nom de la Couronne, la cour pourra, à sa discrétion, ordonner au shérif ou autre officier compétent d'assigner sans délai le nombre de personnes du district, comté ou lieu, qu'elles soient inscrites sur le rôle des jurés ou autrement habiles à agir comme jurés ou non, que la cour jugera nécessaire et préscrira afin d'avoir un

jury complet.

2. Ce shérif ou officier assignera sur-le-champ, verbalement Convocation ou par écrit, le nombre de personnes qu'il sera ainsi requis de ces jurés. d'assigner, et ajoutera leurs noms à la liste générale des jurés désignés comme devant servir dans cette cour, et, sauf le droit de la Couronne et de l'accusé, respectivement, quant à la récusation ou à l'ordre de faire mettre de côté quelque juré, les personnes dont les noms seront ainsi ajoutés à la liste seront, qu'elles aient les qualités voulues ou non, réputées habiles à servir comme jurés dans la cause, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'un jury complet ait été formé, et le procès aura alors lieu tout comme si ces jurés eussent été dès l'origine dûment et régulièrement portés sur la liste; et si, avant que cet ordre ait été donné, une personne ou des personnes ont été assermentées ou admises sur le jury sans être récusées, elles pourront être retenues sur le jury, ou le jury pourra être renvoyé, selon que la cour l'ordonnera.

3. Chaque personne ainsi assignée comme juré devra immé-Punition des diatement comparaître et se conformer à l'ordre d'assigna-récalcitrants, tion, et si elle fait défaut elle pourra être punie comme un juré assigné de la manière ordinaire; mais les jurés en dernier lieu ainsi assignés ne seront ajoutés à la liste que pour cette cause seulement. 32-33 V., c. 29, art. 41.

169. Dans toutes les causes criminelles, si le fait incri-Les jurés peuminé n'est pas qualifié félonie, la cour pourra à sa discrétion rer. et suivant ses instructions quant aux conditions, au mode à suivre et au temps, permettre aux jurés de se séparer temporairement pendant le cours du procès. 32-33 V., c. 29, art. 57.

170. Rien dans le présent acte ne modifiera ni n'amoin-Pouvoirs des drira le pouvoir ou l'autorité conféré à toute cour ou à tout cons sauvejuge lors de la mise en vigueur du présent acte, ni la pratique ou les formalités à l'égard des procès par jury, de l'assignation des jurés (jury process), des jurys ou des jurés, sauf seulement dans le cas où ce pouvoir ou cette autorité est expressément modifié par le présent acte ou incompatible avec ses dispositions. 32-33 V., c. 29, art. 42.

VISITE DES LIEUX.

171. Lorsqu'il paraîtra à une cour de juridiction crimi- Visite des nelle ou à l'un de ses juges qu'il est nécessaire et convenable hors du comté

où a lieu le procès. [6 G. IV. c. 50, art. 23.]

que les jurés, ou quelques-uns des jurés qui doivent juger les faits de la cause, visitent les lieux dont il s'agit afin qu'ils puissent mieux comprendre les témoignages donnés lors de l'instruction de la cause, que ces lieux soient situés dans le comté ou les comtés-unis où a lieu le procès, ou, en dehors de ce comté ou de ces comtés-unis, dans tout autre comté, cette cour ou ce juge pourra décerner une ordonnance d'après la formule ordinaire,—et, si la cour ou le juge le croit à propos, exigeant aussi de la personne demandant l'examen des lieux qu'elle dépose entre les mains du shérif du comté ou des comtés-unis où a lieu le procès, une somme d'argent désignée dans l'ordonnance, pour le paiement des frais de la visite des lieux. 29-30 V. (Can.), c. 46, art. 1.

Ordonnance. Dépôt par celui qui de-

mande la visite.

Devoirs des sherifs, etc.

172. Tous les devoirs et toutes les obligations actuellement imposés aux différents shérifs et autres personnes quand les lieux à visiter sont situés dans le comté ou les comtés-unis où a lieu le procès, seront imposés et attribués à ces shérifs et autres personnes quand les lieux à examiner sont situés hors du comté ou des comtés-unis où a lieu le 29-30 V. (Can.), c. 46, art. 2. procès.

ASSERMENTATION DES TÉMOINS DEVANT LE GRAND JURY.

Assermentation des témoins. [19-20 V., c. 54, art. 2.] Comment assermentés.

[19-20 V., c. 54, art. 1 et

3.

173. Il ne sera pas nécessaire que qui que ce soit prête serment en pleine audience afin de lui permettre de témoigner devant un grand jury. S. R. H.-C., c. 109, art. 1.

174. Le chef du grand jury, ou tout autre membre du jury qui agira alors au nom du chef dans l'interrogatoire des témoins, pourra faire prêter serment à toute personne qui, dans les circonstances ci-après mentionnées, comparaîtra devant ce grand jury pour donner un témoignage à l'appui d'un acte d'accusation; et chacune de ces personnes pourra être assermentée et interrogée sous la foi du serment par le grand jury au sujet des matières en question. S. R. H.-C., c. 109, art. 2, et 6, partie;—S. R. B.-C., c. 105, art. 2.

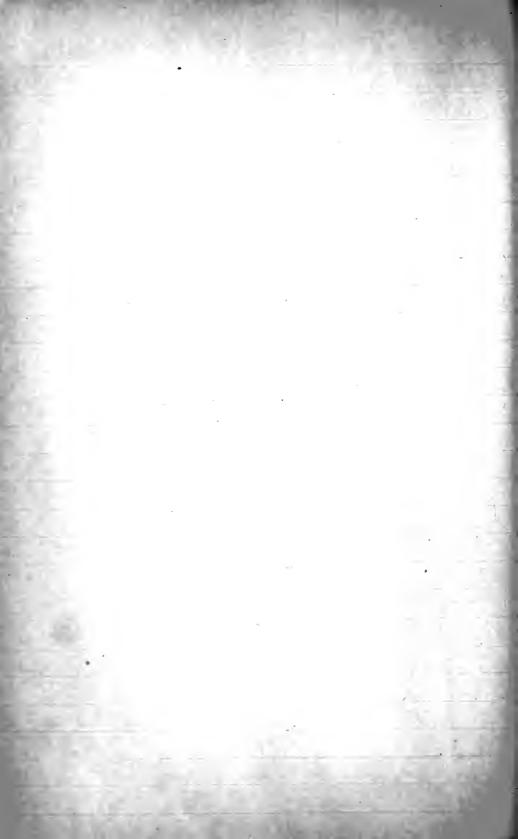
Inscription du nom des témoins sur l'acte d'accusation. [19-20, V., c. 54, art. 1.]

175. Le nom de tout témoin interrogé, ou que l'on aura l'intention d'interroger, sera inscrit au verso de l'acte d'accusation; et le chef du grand jury, ou tout juré agissant ainsi pour lui, mettra son paraphe en regard du nom de chaque témoin qu'il aura assermenté et interrogé au sujet de cet acte d'accusation. S. R. H.-C., c. 109, art. 3.

Qui peut être examiné par le grand jury.

176. Le nom de chaque témoin que l'on voudra faire entendre au sujet d'un acte d'accusation sera soumis au grand jury par l'officier poursuivant au nom de la Couronne, et nuls autres ne scront interrogés par ou devant le grand jury, sauf sur l'ordre écrit du juge siégeant. c. 109, art. 4.





177. Rien dans le présent acte n'affectera les honoraires Honoraires. payables en vertu de la loi à tout officier de justice pour [19-20 V., c. l'assermentation des témoins, mais ces honoraires seront 54, art. 1.] payables comme si les témoins eussent été assermentés en pleine audience. S. R. H.-C., c. 109, art. 5.

PROCÈS.

178. Quiconque subit son procès pour un crime ou délit Liberté de la poursuivable par voie d'acte d'accounter, les plaidoyers à charge, à faire une réponse et défense l'ébounter, pleine et entière, par l'intermédiaire d'un conseil versé en 20 G. II, c. 20 99 V e 29. art. 45, partie. poursuivable par voie d'acte d'accusation, sera reçu, après défense.

225

179. Lors du procès, les adresses au jury seront réglées Règlement comme il suit : le conseil pour la poursuite, si le défendeur des débats. ou son conseil n'annonce pas, à la clôture de la cause de la [28 V., c. 18, art. 2.] part de la poursuite, son intention d'offrir des témoignages, aura la faculté de s'adresser au jury une deuxième fois à la clôture de la cause, afin de résumer les témoignages; et le défendeur ou son conseil pourra alors exposer sa cause et aussi résumer les témoignages, s'il en est offert de la part de la défense; et le droit de répliquer sera conforme à la pra-Proviso. tique suivie dans les cours en Angleterre; mais le droit de répliquer sera toujours accordé au procureur général ou solliciteur général, on à tout conseil de la Reine représentant la Couronne. 32-33 V., c. 29, art. 45, partie.

180. Quiconque subit son procès aura le droit, lors du Inspection procès, de consulter gratuitement toutes dépositions ou copies des déposides dépositions failes contre lui, et rapportées en la cour prévenu. saisie de l'affaire. 32-33 V., c. 29, art. 46.

[6-7 Guil. IV,

181. Toute personne mise en accusation pour quelque Copie de crime ou délit aura, avant d'être mise en jugement, droit à l'acte d'accuune copie de l'acte d'accusation, movennant paiement au venu. greffier de la somme de dix centins par folio, si la cour est d'avis que cette copie peut se faire sans retarder le procès, mais non autrement. 32-33 V., c. 29, art. 47.

182. Toute personne mise en accusation aura droit à une Et aussi copie des dépositions rapportées en cour, moyennant paie-des dépositions, ment de dix centins par folio, pourvu que, si la demande [11-12 V., c. n'en est pas faite avant l'ouverture des assises, séances ou 42, art. 27.] sessions, la cour soit d'avis que la chose peut se faire sans retarder le procès, mais non autrement ; la cour pourra, cependant, si elle le juge à propos, ajourner le procès à raison de ce que l'accusé n'aurait pas en antérieurement copie des dépositions. 32-33 V., c. 29, art. 48.

183. Si, lors du procès d'une personne accusée de félonie Verdict et ou délit, il appert au jury, d'après la preuve, que le défendeur punition si n'a pas consommé l'acte dont il est accusé, mais qu'il n'est

sommée [14-15 V., c. 100, art. 9.]

n'est pas con- coupable que d'une tentative de le commettre, cette personne n'aura pas pour cela droit d'être acquittée, mais le jury pourra déclarer par son verdict que le défendeur n'est pas coupable de la félonie ou du délit dont il est accusé, mais qu'il est coupable d'une tentative de le commettre ; et sur ce, cette personne sera punie de la même manière que si elle eût été convaincue sur accusation d'avoir tenté de commettre la félonie ou le délit particulier porté dans l'acte d'accusation; et nulle personne qui aura subi son procès ainsi que mentionné en dernier lieu, ne pourra ensuite être poursuivie pour avoir commis ou tenté de commettre la félonie ou le délit pour lequel elle a ainsi subi un procès. 32-33 V., c. 29, art. 49.

L'accusé de délit trouvé coupable de félonie ne sera pas acquitté. [14-15 V., c. 100, art. 12.]

184. Si, lors du procès d'une personne pour un délit quelconque, il appert que les faits prouvés, tout en couvrant ce délit, constituent, suivant la loi, une félonie, cette personne n'aura pas pour ce motif droit d'être acquittée de ce délit, à moins que la cour devant laquelle le procès a lieu ne juge à propos, dans sa discrétion, de décharger le jury de l'obligation de rendre un verdict dans ce procès, et d'ordonner que cette personne soit mise en accusation pour félonie; et, dans ce cas, cette personne pourra être traitée à tous égards comme si elle n'eût pas été mise en jugement pour ce délit; et la personne qui subit son procès pour ce délit, si elle en est convaincue, ne pourra pas ensuite être poursuivie pour félonie à raison des mêmes faits. 32-33 V., c. 29, art. 50.

Pas de seconde poursuite en certains cas.

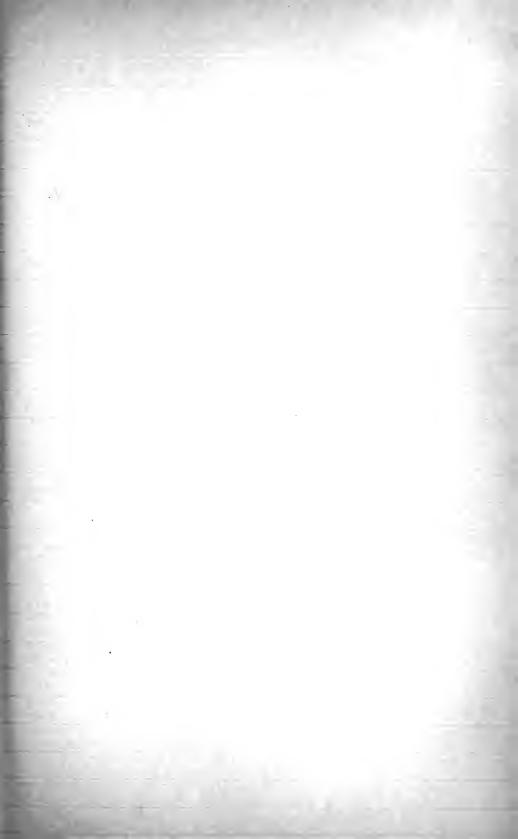
185. Nul ne subira de procès ni ne sera poursuivi pour tentative de commettre une félonie ou un délit, s'il a déjà subi un procès pour avoir commis le même crime ou délit. 32-33 V., c. 29, art. 52.

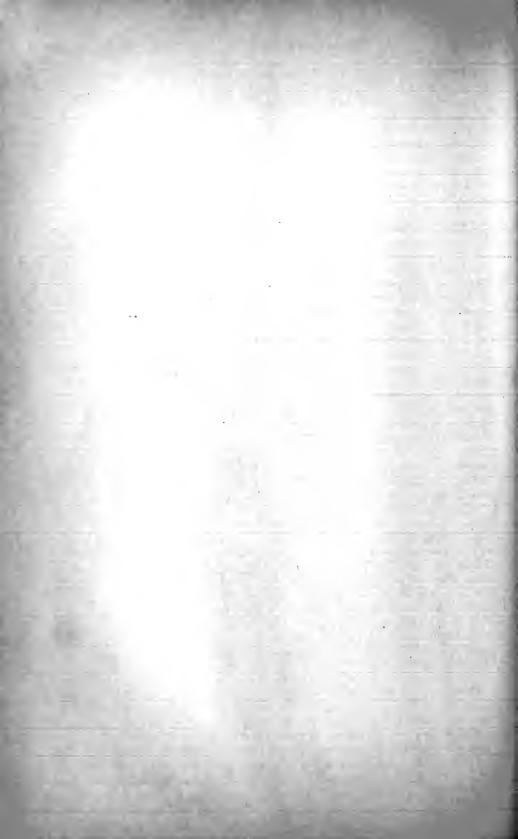
Accusation de félonie valide, même si les faits constituent une trahison. [11-12 V., c. 12, art. 7.1

186. Si les faits ou circonstances allégués dans un acte d'accusation pour félonie prévue par l'Acte concernant la trahison et autres crimes contre l'autorité de la Reine, équivalent en loi à la trahison, l'acte d'accusation ne sera pas pour cela réputé nul, erroné ou défectueux; et si les faits ou circonstances dont la preuve a été établie lors du procès de toute personne mise en accusation pour félonie en vertu du dit acte équivalent en loi à la trahison, cette personne n'aura pas, pour cela, le droit d'être acquittée de la félonie; mais nulle personne ayant subi son procès pour félonie ne pourra ensuite être poursuivie pour trahison sur les mêmes faits. 31 V., c. 69, art. 8.

Pas de recherche des biens du prévenu. 28. art. 5.]

187. Lorsqu'une personne est accusée de trahison ou de félonie, le jury convoqué pour le procès ne sera pas tenu de [7-8 G. IV, c. s'enquérir si elle a des biens, propriétés ou effets, ni si elle a pris la fuite à cause de cette trahison ou félonie. c. 29, art. 53.





188. Si une personne subit un procès sur accusation de Sur accusameurtre d'un enfant et en est acquittée, le jury, par le ver- tion de meurdict duquel cette personne est acquittée, pourra déclarer, si fant, le verce fait ressort des témoignages, que l'enfant était récemdict peut être
pour suppresment né, et que cette personne a, en faisant secrètement dission de part. paraître l'enfant on le cadavre de l'enfant, cherché à en [24-25 V., c. cacher la naissance, et alors la cour pourra prononcer sen- 100, art. 60.] tence comme si cette personne avait été convaincue sur une accusation de suppression de part. 32-33 V., c. 20, art. 61, partie.

189. Si, lors de l'instruction de toute accusation de félo-Sur accusanie, excepté dans le cas de meurtre ou d'homicide non-pré-tion de félo-médité, l'acte d'accusation allègue que le prévenu a blessé peutêtre pour quelqu'un ou lui a fait une lésion corporelle grave, avec l'in-lésion corpo-relle grave. tention d'estropier ou défigurer quelqu'un, ou de le rendre [14-15 V., c. invalide, ou de lui faire des lésions corporelles graves, ou 18, art. 5.] avec l'intention de résister à l'arrestation ou d'empêcher l'arrestation ou la détention légale de quelqu'un, et s'il est établi à la satisfaction du jury que le prévenu l'a blessé ou lui a fait une lésion corporelle grave, ainsi qu'énoncé dans l'acte d'accusation, mais n'est pas convaincu qu'il est coupable de la félonie dont il est accusé, le jury pourra l'acquitter de la félonie et déclarer le prévenu coupable d'avoir illégalement et malicieusement blessé ou fait quelque lésion corporelle grave, et le prévenu sera passible de trois ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 20, art. 19, partie.

190. Si, lors du procès d'une personne prévenue d'avoir Sur accusaillégalement et malicieusement administré, ou fait prendre tion d'empoison ou administrer du poison, ou quelque autre substance des-verdiet peut! tructive ou nuisible, à quelque autre personne, de manière à être pour démettre la vie de cette personne en danger on de lui faire par lit. là une lésion corporelle grave, le jury n'est pas convaincu 100, art. 23, qu'elle est coupable de cette félonie, mais est convaincu 24 et 25.] qu'elle est coupable du délit d'avoir illégalement et malicieusement administré ou fait prendre ou administrer à cette personne quelque poison ou autre chose destructive ou nuisible, dans le but de lui faire tort, l'affliger ou l'incommoder, le jury pourra acquitter le prévenu de la félonie et le déclarer coupable du délit, et il sera alors puni de la même manière que s'il eût été convainen sur accusation de ce délit. 32-33 V., c. 20, art. 24.

191. Si, lors du procès d'une personne pour une félonie Verdict de quelconque, le crime qui lui est imputé comprend aussi des sur accusavoies de fait contre la personne, bien que ces voies de fait tion de félone soient pas imputées en propres termes, le jury pourra nie. l'acquitter de la félonie dont elle est accusée et rendre un [7 Guil. IV., c. 85, verdiet de coupable de voies de fait, si la preuve justifie ce art. 11.] verdict; et le coupable sera passible de cinq ans d'emprisonnement. 32-33 V., c. 29, art. 51.

Sur accusation de vol avec violence, verdict peut être pour attaque avec intention de vol.

[24-25 V., c. 96, art. 41.]

192. Si, lors du procès d'un prévenu sur accusation de vol avec violence, il appert au jury, d'après la preuve, que l'accusé n'a pas commis le crime de vol avec violence (robbery), mais qu'il a commis une attaque avec intention de vol, l'accusé n'aura pas pour cette raison droit d'être acquitté, mais le jury pourra déclarer qu'il est coupable d'attaque avec intention de vol; et, sur ce, l'accusé sera passible d'être puni de la même manière que s'il eût été convaincu sur acte d'accusation pour avoir félonieusement assailli avec intention de vol; et nulle personne avant subi un procès tel qu'en dernier lieu mentionné ne sera ensuite passible d'être poursuivie pour attaque avec intention de commettre le vol pour lequel elle aura subi ce procès. 32-33 V., e. 21, art. 40.

Sur accusation d'effraction nocturne. verdict peutêtre pour effraction diurne.

193. Si quelqu'un est mis en accusation pour effraction nocturne (burglary), s'il est prouvé, lors du procès, que l'effraction et l'introduction (entering) ont eu lieu de jour, et si aucune effraction de sortie ne paraît avoir été faite de nuit, ou s'il est donteux que l'effraction et l'introduction ou l'effraction de sortie ont en lieu de jour ou de nuit, l'accusé sera acquitté du crime d'effraction nocturne, mais pourra être convaincu du crime d'effraction et introduction diurne dans une maison d'habitation avec l'intention d'y commettre une félonie. 32-33 V., c. 21, art. 57.

La preuve d'effraction nocturne n'est pas une défense sur accusation d'effraction dinrue.

peut être

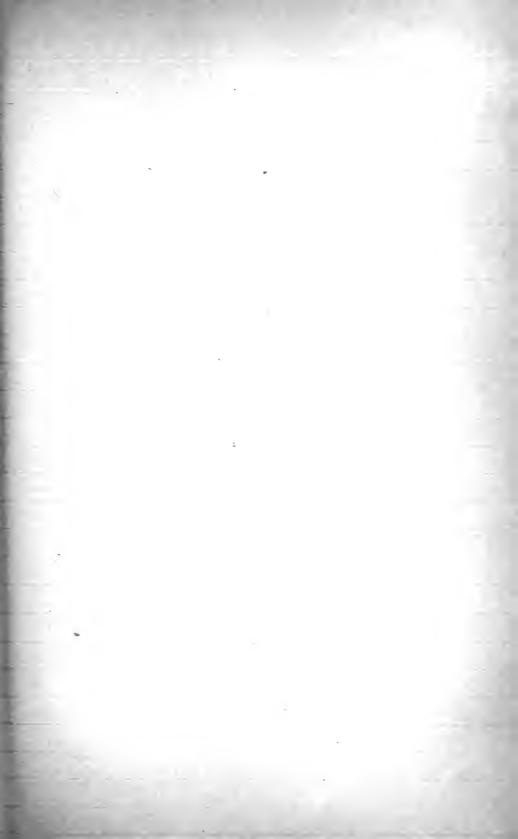
poursuivi

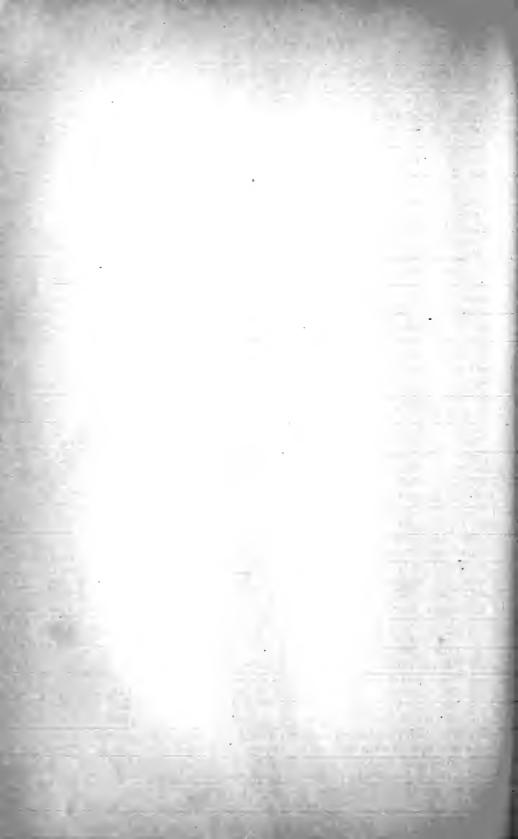
pour effrac-

194. Nul individu accusé d'effraction et introduction dans une maison d'habitation, église, chapelle, temple ou autre lieu consacré au culte public, ou dans aucun bâtiment situé dans l'enceinte de ces lieux, une maison d'école, magasin, boutique, entrepôt ou comptoir, avec l'intention d'y commettre une félonie, ne pourra établir, par voie de défense, que l'effraction et l'introduction constituent en loi le crime d'effraction nocturne; mais le délinquant ne sera pas ensuite poursuivi pour effraction nocturne sur les mêmes faits; Le délinquant néanmoins, la cour devant laquelle aura lieu le procès pourra, sur requête de la personne conduisant la poursuite, ordonner l'acquittement, pour la raison que l'infraction tion nocturne: prouvée constitue une effraction nocturne; et si un acquittement a lieu pour cette raison, et que le jury le mentionne dans son verdict, cette raison sera enregistrée en même temps que le verdict, et cet acquittement ne pourra pas ensuite être opposé comme fin de non-recevoir ou défense sur une mise en accusation pour cette effraction nocturne. 32-33 V., c. 21, art. 58.

Sur accusation de détournement, verdict pent être pour larcm, et vice versa. [24-25 V., c. 96, art. 72.]

195. Si, lors du procès d'une personne accusée de détournement ou d'application ou emploi frauduleux d'effets mobiliers, deniers ou valeurs, il est prouvé qu'elle a pris la propriété en question de telle manière que le fait constitue en loi un larcin, elle n'aura pas pour cette raison droit d'être acquittée, mais le jury pourra acquitter le prévenu du dé-2140





tournement, ou de l'application ou emploi frauduleux, et le déclarer coupable de simple larcin ou de larcin comme commis, serviteur ou personne employée pour les fins ou en qualité de commis ou serviteur, ou comme personne employée au service public, selon le cas ; et, sur ce, l'accusé sera passible d'être puni de la même manière que s'il eût été convaincu sur une accusation de larcin ; et si, lors du procès d'une personne accusée de larcin, il est prouvé qu'elle a pris la propriété en question de telle manière que le fait constitue en loi un détournement, ou une application ou emploi frauduleux comme susdit, elle n'aura pas pour cette raison droit d'être acquittée, mais le jury pourra l'acquitter du délit de larcin et la déclarer coupable de détournement, ou d'application ou emploi frauduleux, selon le cas,—et alors l'accusé sera passible d'être puni de la même manière que s'il eût été convaincu sur une accusation de détournement, ou d'application ou emploi frauduleux; et nulle personne ainsi poursuivie pour détournement, application ou emploi frauduleux, ou pour larcin comme susdit, ne sera passible d'être ensuite poursuivie pour larcin, application ou emploi frauduleux, ou pour détournement, sur les mêmes faits. 32-33 V., c. 21, art. 74.

196. Si, lors du procès d'une personne accusée d'avoir Un accusé obtenu d'une autre personne, au moyen de faux prétextes, d'escroquerie des effets mobiliers, deniers ou valeurs, avec l'intention de acquitté parfrauder, il est prouvé qu'elle a obtenu la propriété en ques- ce que le détion de manière à constituer en loi un larcin, elle n'aura pas un larcin. pour cette raison droit d'être acquittée de ce délit ; et nulle [24-25 V.. c. personne ayant subi un procès pour ce délit ne pourra être ^{96, art. 88.}] ensuite poursuivie pour larcin sur les mêmes faits. 32-33 V., e. 21, art, 93, partie.

197. Si, lors du procès d'une personne pour délit en vertu Et de même de quelqu'un des articles soixante à soixante-seize, inclusi- fraude par un vement, de l'Acte du larcin, il appert que le délit prouvé agent. constitue un larcin, elle n'aura pas pour cette raison droit d'être acquittée du délit dont elle aura été accusée. 32-33 V., c. 21, art. 92, partie.

198. Si, lors du procès de quelque personne pour larcin, Sur accusail appert que la propriété prise a été frauduleusement obtenue tion de larcin, verdict pent par cette personne sous des circonstances telles que l'acte ne être pour esconstitue pas un larcin, cette personne n'aura pas pour cette croquerie. raison droit d'être acquittée, mais le jury pourra acquitter l'accusé du larcin, et le déclarer coupable d'avoir obtenu cette propriété sous de faux prétextes avec l'intention de frauder, si les témoignages prouvent que tel a été le cas,—et sur ce, l'accusé sera puni de la même manière que s'il eût été convaincu sur accusation d'avoir obtenu une propriété sous de faux prétextes; et nulle personne ayant ainsi subi un procès pour larcin, comme susdit, ne sera ensuite pour-

49 VICT.

Chap. 174.

suivie pour obtention de propriété sous de faux prétextes sur les mêmes faits. 32-33 V., c. 21, art. 99.

Si l'accusation de volcontient un [24-25 V., c. 96, art. 92.]

Si plusieurs personnes ensemble.

199. Si un acte d'accusation contenant des chefs d'accusation de vol félonieux de quelque propriété, et aussi de recel chef de recel. félonieux de cette propriété, en tout ou en partie, sachant qu'elle a été volée, a été formulé contre quelqu'un et déclaré fondé, le poursuivant ne sera pas mis à son choix, mais le jury pourra rendre un verdict de culpabilité, soit pour le vol de la propriété, soit pour son recel, en tout ou en partie, sachant qu'elle avait été volée; et si cette accusation a été personnes sont accusées portée et maintenue contre deux ou un plus grand nombre de personnes, le jury pourra déclarer toutes ces personnes, ou aucunes d'elles, coupables du vol ou du recel de cette propriété, en tout ou en partie, sachant qu'elle avait été volée, ou déclarer l'une ou plusieurs de ces personnes coupables du vol de cette propriété, et l'autre on les autres coupables de son recel, en tout ou en partie, sachant qu'elle avait été 32-33 V., c. 21, art. 101, partie.

Verdict sur accusation de

[24-25 V., c. 96, art. 94.]

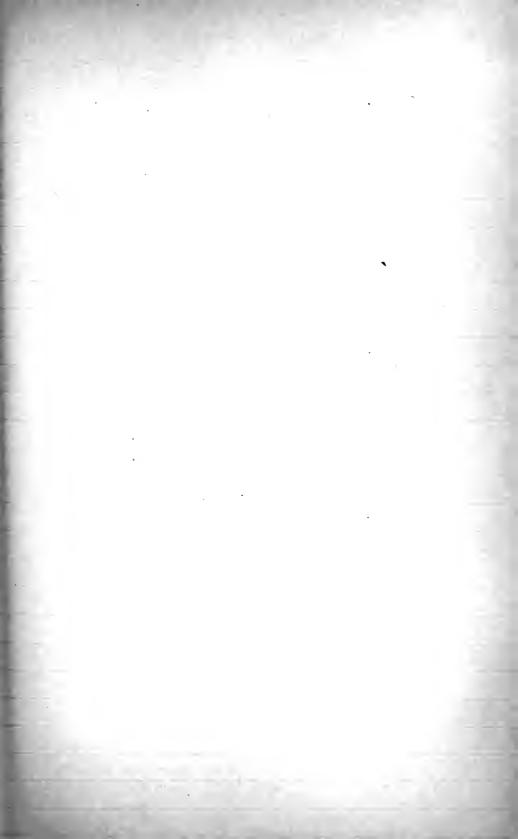
200. Si, lors du procès de deux personnes ou plus accurecel par plu- sées d'avoir conjointement recélé quelque propriété, il est sieurs person- prouvé qu'une ou plusieurs de ces personnes ont séparément recélé quelque partie de cette propriété, le jury pourra déclarer coupables, sur cet acte d'accusation, celles d'entre elles qui seront convaincues d'avoir recélé quelque partie de 32-33 V., c. 21, art. 103. cette propriété.

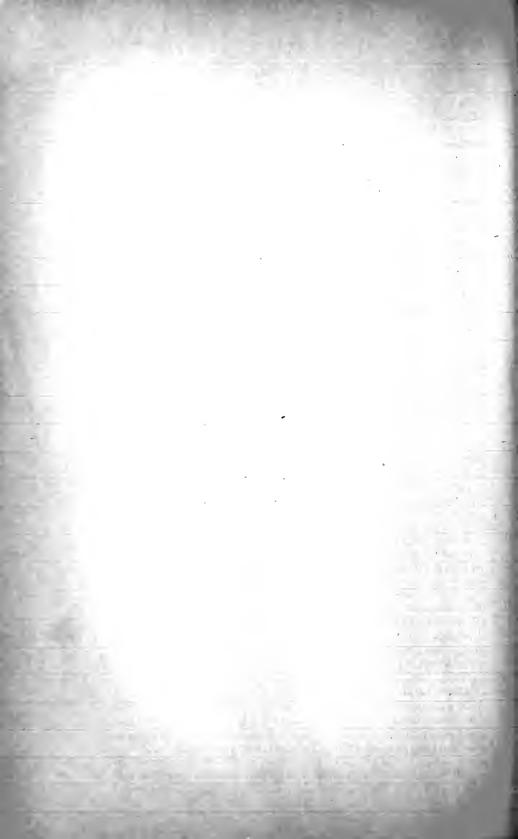
Sur accusation de larcin, verdict appropriation frauduleuse.

201. Si, lors du procès de quelque personne pour larcin, détournement ou obtention de propriété sous de faux prépeut être pour textes, le jury est d'opinion que cette personne n'est pas coupable du délit dont elle est accusée, mais qu'elle est coupable d'un délit prévu par l'article quatre-vingt-cinq de l'Acte du larcin, il pourra la déclarer coupable de ce dernier délit, et elle sera passible d'être punie comme il est prescrit par le dit article, et comme si elle eût été convaincue sur une accusation portée sous son empire. 32-33 V., c. 21, art. 110, partie.

Si plusieurs larcins sont prouvés. [24-25 V., c. 96, art. 6.]

202. Si, lors de l'instruction d'un acte d'accusation pour larcin, il appert que la propriété qu'on allègue avoir été volée en une seule et même fois l'a été en différents temps, le poursuivant ou le conseil pour la poursuite ne sera pas pour cela obligé de déclarer sur quel chef il désire procéder, à moins qu'il n'apparaisse que le vol a été commis à plus de trois reprises, ou qu'il s'est écoulé plus de six mois entre la première et la dernière de ces reprises; et dans l'un ou l'autre des cas en dernier lieu mentionnés, le poursuivant ou le conseil de la poursuite sera tenu de déclarer sur quels chefs il entend procéder, pourvu qu'ils n'excèdent pas trois des différentes reprises qui paraîtront avoir eu lieu dans le cours des six mois écoulés entre la première et la dernière de ces 32-33 V., c. 21, art. 6. reprises.





203. Lorsque des procédures seront instituées contre Possession quelqu'un pour avoir recélé des effets, les sachant volés, ou d'effets volés antérieurepour avoir en sa possession des effets volés, preuve pourra ment à une être faite à toute phase des procédures qu'il a été trouvé en accusation de la possession de l'individu d'autres effets volés durant la [34-35 V., c. période antérieure de douze mois, et cette preuve pourra 112, art. 19.] être prise en considération dans le but de prouver que cet individu savait que les effets au sujet desquels les procédures ont été instituées contre lui avaient été volés; mais un avis Avis au préde pas moins de trois jours sera donné par écrit, à l'individu venu. accusé, que l'on se propose de faire la preuve que ces autres effets volés durant la période antérieure de douze mois ont été trouvés en sa possession,—et cet avis spécifiera la nature ou la description de ces effets et la personne de qui ils ont été volés. 40 V., c. 26, art. 3.

204. Lorsque des procédures seront instituées contre Preuve de quelqu'un pour avoir recélé des effets, les sachant volés, ou condamua-tion antérieupour avoir en sa possession des effets volés, et que preuve re pour frauaura été faite que les effets volés ont été trouvés en sa posses-de sion,—si cet individu a, dans les cinq années immédiatement [34-35 V., c. 112, art. 19.] précédentes, été condamné pour quelque délit impliquant fraude ou malhonnêteté, la preuve de cette condamnation antérieure pourra être faite à toute phase des procédures et pourra être prise en considération dans le but de prouver que l'individu accusé savait que les effets prouvés avoir été en sa possession avaient été volés; mais un avis de pas moins Avis au préde trois jours sera donné par écrit à l'accusé que l'on se pro-venu. pose de faire la preuve de cette condamnation antérieure; et Pas besoin il ne sera pas nécessaire, pour les fins du présent article, de d'imputer la condamnamentionner dans l'acte d'accusation le fait de la condamna-tion antérieution antérieure de l'individu ainsi accusé. 40 V., c. 26, re. art. 4.

205. Lors du procès d'une personne accusée d'un crime Différence de ou délit à l'égard du cours monétaire ou de la monnaie, ou date etc., eu prévu par l'Acte concernant les infractions relatives aux mon- naie fausse et naies, nulle différence entre la date ou millésime ou la réelle n'est légende que porte la monnaie légale décrite dans l'acte son d'acquitd'accusation, et la date, le millésime ou la légende que porte tement. la monnaie fausse ou contrefaite pour ressember à cette monnaie légale, ou destinée à passer pour telle, on marquée sur un dé, planche, presse, outil ou instrument employé, fait ou inventé dans le but de contrefaire ou imiter cette monnaie légale ou propre à le faire, ne sera considérée comme raison ou cause juste ou légitime d'acquitter l'accusé de l'infraction qui lui est imputée; et il suffira, dans tous les cas, de prouver par la ressemblance générale de la monnaie contrefaite avec la monnaie ayant cours l'intention de la faire passer pour telle. 32-33 V., c. 18, art. 31.

206. Si, lors du procès d'une personne pour quelque félo- sur accusanie prévue par l'article neuf de l'Acte concernant les émentes, tion de des-

bâtiments. verdict peut être pour dégâts. [24-25 V., c. 97, art. 11 et 12.]

les attroupements illégaux et les infractions à la paix, le jury n'est pas convaincu que cette personne est coupable de cette félonie, mais est convainen qu'elle est coupable d'un délit mentionné dans l'article dix du dit acte, il pourra l'en déclarer coupable, et elle pourra ètre punie en conséquence. 32-33 V., c. 22, art. 16, partie.

Procédures dans les cas de récidives.

Preuve des condamnations antérieures. [24-25 V., c. 96, art. 116, c. 99, art. 37.]

207. Les procédures sur un acte d'accusation de crime ou délit après une ou des condamnations antérieures, seront comme il suit, savoir : Le délinquant sera, en premier lieu, mis en jugement seulement sur le chef d'accusation qui lui impute la récidive, et s'il plaide non-coupable, ou si la cour ordonne d'inscrire un plaidoyer de non-coupable en son nom, le jury recevra instruction, en premier lieu, de s'enquérir de cette récidive seulement, et s'il le déclare coupable, ou si, sur sa mise en jugement, il plaide coupable, il lui sera alors, mais pas avant, demandé s'il a déjà été antérieurement condamné comme il est allégué dans l'acte d'accusation, et s'il répond qu'il a été ainsi antérieurement condamné, la cour pourra passer jugement en conséquence mais s'il nie avoir été ainsi antérieurement condamné, ou s'il refuse de répondre par malice, ou s'il refuse de répondre directement à la question, le jury recevra instruction de s'enquérir de l'existence de cette condamnation ou de ces condamnations antérieures,—et dans ce cas il ne sera pas nécessaire d'assermenter de nouveau le jury, mais le serment déjà prêté par les jurés sera pour toutes fins et inten-Si le prévenu tions réputé s'étendre à cette dernière enquête; et si, lors du procès d'une personne pour une récidive, cette personne donne des preuves de sa moralité, le poursuivant pourra, en réponse, faire la preuve de la condamnation de cette personne pour le ou les crimes on délits antérieurs, avant que le verdict de culpabilité ne soit rendu, et le jury s'enquerra de l'existence de cette condamnation ou de ces condamnations antérieures en même temps qu'il s'enquerra de la récidive. 32-33 V., c. 29, art. 26, partie.

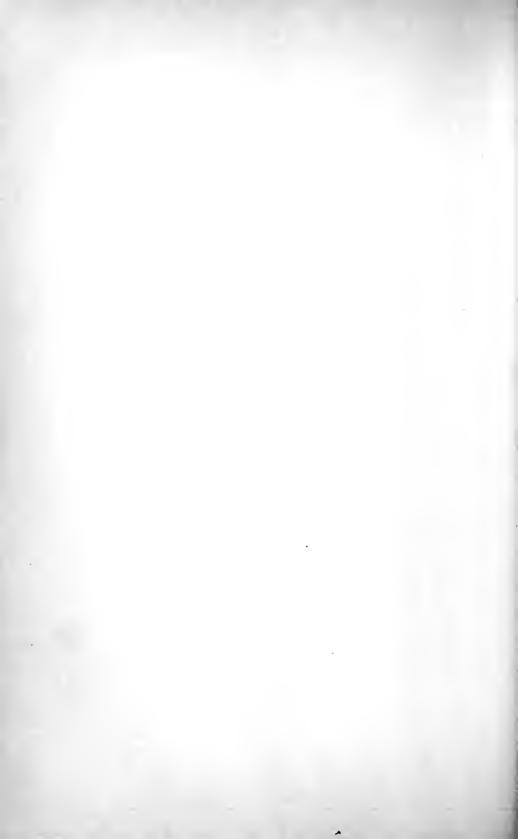
cherche à prouver sa moralité.

Séquestration des documents.

La cour jeut ordonner la

208. Lorsqu'un instrument fabriqué ou frauduleusement ordonner la séquestration altéré aura été admis en preuve, la cour ou le juge, ou la de documents, personne qui l'aura admis, pourra, à la requête de la personne contre laquelle il aura été admis en preuve, ordonner qu'il soit séquestré et confié à la garde de quelque officier de la cour ou de quelque autre personne, pendant l'espace de temps et aux conditions que la cour, le juge ou la personne qui l'aura admis jugera convenables. 32-33 V., c. 19, art. 36.





Destruction des monnaies contrefaites.

209. S'il est produit devant une cour de la monnaie La fansse fausse ou contrefaite, la cour ordonnera qu'elle soit coupée détruite. en morceaux, séance tenante, ou en présence d'un juge de paix, et ensuite remise au propriétaire légitime ou à quelque autre pour lui si le propriétaire la réclame. 32-33 V., c. 18, art. 28.

Témoins et preure.

210. Tout témoin dûment assigné par subpæna à compa-Les témoins raître et rendre témoignage dans une poursuite criminelle obéir. devant tout tribunal de juridiction criminelle, sera tenu de comparaître et d'y rester durant tout le cours du procès. 39 V., e. 36, art. 1.

211. S'il est prouvé, à la satisfaction du juge, qu'un sub-Le juge peut pæna a été signifié à un témoin qui fait défaut de compale témoin réraître, ou ne reste pas au procès, et que la présence de ce calcitrant. témoin est esssentielle aux fins de la justice, le juge pourra, par son mandat, faire arrêter ce témoin et le faire amener de suite devant lui pour rendre témoignage et répondre de sa désobéissance au subpæna; et ce témoin pourra être détenu, sur ce mandat, devant le juge ou dans la prison commune, afin d'assurer sa présence comme témoin, ou, à la discrétion du juge, il pourra être élargi en souscrivant une obligation personnelle, avec ou sans cautions, portant pour condition qu'il comparaîtra pour rendre témoignage et répondre de sa faute en ne comparaissant pas ou ne restant pas au procès; et le juge pourra, d'une manière sommaire, examiner l'accu- Punition du sation portée contre le témoin et en disposer; et s'il en est témoin. trouvé coupable, il sera passible d'une amende de cent piastres au plus, ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de quatre-vingt-dix jours au plus, ou des deux peines à la fois. 39 V., c. 36, art. 2.

212. Si, dans une affaire criminelle qui doit être portée Témoinen par voie d'acte d'accusation devant une cour de juridiction de la juridiction de criminelle, durant les sessions ou séances de cette cour en la cour. toute partie du Canada, un témoin réside en quelque partie [45 G. III. c. du Canada non comprise dans le ressort ordinaire de la cour ⁹², art. 3.] qui doit prendre connaissance de l'affaire, cette cour pourra adresser un bref de subpæna à ce témoin de la même manière que s'il résidait dans les limites de son ressort ; et si le Punition pour témoin n'obéit pas à ce bref de subpæna, la cour qui l'aura au subpæna. émis pourra procéder contre le témoin, pour mépris de cour ou autrement, ou l'obliger, par un cautionnement, à comparaître aux jours et temps nécessaires; et, à défaut de comparaître, elle pourra déclarer le cautionnement du témoin forfait, et en faire poursuivre et recouvrer le montant en justice, tout comme si le témoin eût résidé dans les limites de son ressort. 32-33 V., c. 29, art. 59.

Témoin dans un penitencier ou une prison. [16-17 V., e. 30, art. 9.]

213. Si la présence d'une personne détenue dans un pénitencier, on dans quelque prison du Canada, ou dans les limites d'une prison, est requise dans une cour de juridiction criminelle à l'égard de quelque affaire devant y être portée par acte d'accusation, la cour devant laquelle la présence du prisonnier est requise, et tout juge de cette cour ou d'une cour supérieure, ou d'une cour de comté, pourra, avant ou pendant la session ou séance à laquelle la comparution de cette personne est requise, ordonner au préfet du pénitencier. ou au shérif, geôlier ou à toute autre personne ayant la garde du prisonnier, de le livrer entre les mains de la personne nommée dans le dit ordre pour le recevoir ; et, sur ce, cette personne conduira au temps fixé dans l'ordre le prisonnier au lieu où il doit comparaître, pour là se conformer et obéir à tel ordre ultérieur que la cour donnera. 32-33 V., c. 29, art. 60.

Qui peut être admis comme témoin. art. 1.]

214. Nulle personne offerte comme témoin ne sera, à raison de prétendue incapacité résultant de quelque crime ou inté-[6-7 v., c. 85, rêt, empêchée de rendre témoignage, lors de l'instruction d'une affaire criminelle, ou dans toute procédure relative ou incidente à cette affaire. 32-33 V., c. 29, art. 62;—et c. 19, c. 54, partie.

Un intéressé ou condamné peut être témoin. art. 1.]

215. Chaque personne ainsi offerte comme témoin sera admise et pourra être contrainte à rendre témoignage sur serment ou affirmation solennelle, dans les cas où l'affirma-[6-7 V., c. 85, tion est permise, bien qu'elle ait ou puisse avoir quelque intérêt dans l'affaire en question, ou dans l'issue du procès dans lequel elle est offerte comme témoin, ou de toute procédure relative ou incidente à l'affaire, et bien que la personne ainsi offerte comme témoin ait été antérieurement convaincue de quelque crime ou délit. 32-33 V., c. 29, art. 63.

Témoignage du défendeur accusé de

216. Lors du procès, par voie sommaire ou autrement, de toute personne prévenue de simples voies de fait (common voies de fait. assault) on de coups et blessures (assault and battery), sur plainte, dénonciation ou mise en accusation, le prévenu sera témoin compétent pour la poursuite ou pour lui-même.

Et de la femme ou du mari.

2. A tout tel procès, la femme ou le mari de la personne accusée sera témoin compétent à décharge.

Si un autre crime est imputé, mais non prouvé.

3. Si l'accusation porte un autre crime, et que la cour ayant le pouvoir d'en connaître estime, après avoir ouï la preuve produite par la poursuite, que le seul fait qui lui paraisse établi est un fait de simples voies de fait ou de coups et blessures, le prévenu sera témoin compétent pour la poursuite ou pour lui-même; et sa femme, ou le mari, si c'est la femme qui est accusée, sera témoin compétent à décharge, pour le fait de simples voies de fait ou de coups et blessures.

Application de cet article.

4. Sauf tel qu'il est mentionné dans le paragraphe immédiatement précédent, le présent article ne s'appliquera pas lorsque l'objet de la dénonciation ou de la mise en accusation sera un crime autre que de simples voies de fait ou des coups et blessures. 43 V., c. 37, art. 2.

14 oct - 1896 du ce gruge der dem partier



217. Rien dans le présent acte ne rendra, sauf dans le Dans d'autres cas prévu au précédent article, aucune personne qui, dans etc., ne peut une poursuite criminelle, est prévenue d'un crime ou délit témoigner. poursuivable par voie de mise en accusation, ou d'une infrac-[14-15 V., c. tion punissable sur conviction sommaire, compétente ou con-99, art. 3.] traignable à rendre témoignage pour ou contre elle-même, ou ne rendra qui que ce soit contraignable à répondre à aucune question qui tendrait à l'incriminer; et rien de contenu au présent ne rendra un mari compétent ou contraignable à témoigner pour ou contre sa femme, ou une femme compétente ou contraignable à rendre témoignage pour ou contre son mari dans une poursuite criminelle. S. R. H.-C., e. 32, art. 18;—S. R. N.-E. (3e série), c. 135, art. 44. partie;—19 V., (N.-B.), c. 41, art. 2, partie;—16 V. (I. P.-E.), c. 12, art. 13,

218. Le témoignage de toute personne intéressée ou sup- Sur une acposée intéressée à l'égard de tout titre, instrument écrit ou cusation de faux, le téautre chose apportée en preuve lors de l'instruction d'un moignage de acte d'accusation ou d'une plainte portée contre qui que ce l'intéressé doit être corsoit pour un crime ou délit punissable en vertu de l'Acte roboré. concernant le faux, ne sera pas suffisant pour justifier une conviction d'aucun des crimes ou délits susdits, à moins qu'il ne soit corroboré par d'autres preuves légales à l'appui de la poursuite. 32-33 V., c. 19, art. 54, partie.

219. Tout quaker ou autre individu à qui la loi permet Certaines d'affirmer au lieu de prêter serment dans les causes civiles, personnes personnes d'affirmer au lieu de prêter serment dans les causes civiles, peuvent affirou qui déclare solennellement que la prestation du serment mer. est illicite, d'après sa croyance religieuse, et qui est requis [3-4 Guill. de rendre témoignage dans une cause criminelle, aura, au [V, c. 49, art. 1; lieu de prêter serment en la manière usitée, la faculté de 1-2 V., c. 77; faire une affirmation ou déclaration solennelle commençant 24-25 V., c. par les mots suivants, savoir : "Je (A. B.), déclare et affirme solennellement, sincèrement et conformément à la vérité; et cette assirmation ou déclaration aura la même force et le même effet que si ce quaker ou autre individu eût prêté serment en la manière usitée. 32-33 V., c. 29, art. 61.

220. Chaque fois que l'on démontrera, à l'instance de la Le témoigna-Couronne ou du prévenu ou défendeur, à la satisfaction ge d'un mala-de peut être d'un juge d'une cour supérieure ou d'un juge d'une cour de pris par comcomté ayant juridiction criminelle, qu'une personne dan-mission. gereusement malade et qui, dans l'opinion d'un médecin [30-31 V., c. pratiquant licencié, ne relèvera probablement pas de cette maladie, est en mesure de donner et consent à donner quelque renseignement essentiel au sujet de quelque crime ou délit poursuivable par voie d'acte d'accusation, ou au sujet de quelque personne prévenue de quelque crime ou délit de cette nature, ce juge pourra, par ordonnance signée de sa main, nommer un commissaire pour prendre par écrit la déposition, sous serment ou affirmation, de la personne malade.

Sera transmis à la cour.

2. Ce commissaire prendra cette déposition et la signera, et y ajoutera les noms des personnes présentes, s'il y en a, lorsqu'elle sera prise; et si cette déposition a trait à quelque crime ou délit poursuivable par voie d'acte d'accusation, pour lequel le prévenu est préventivement détenu ou a fourni caution pour sa comparution au procès, il la transmettra, avec les dits ajoutés, à l'officier compétent de la cour devant laquelle doit avoir lieu le procès du prévenu ainsi détenu ou admis à caution; et dans tout autre cas il la transmettra au greffier de la paix du comté, de la division ou de la cité où il aura pris cette déposition, et ce greffier de la paix la conservera et déposera dans les archives, et, sur l'ordre de la cour ou d'un juge, la transmettra à l'officier compétent de la cour dans laquelle elle devra servir de preuve.

La déclaraposant est mort on ne peut comparaitre.

3. Si ensuite, lors du procès du prévenu ou de l'instruction peut etre reçue si le dé-tion du crime ou délit auquel a trait cette déposition, il est prouvé que la personne qui l'a faite est morte, ou s'il est prouvé qu'il n'y a aucune probabilité raisonnable que cette personne soit jamais en état d'assister au procès pour y rendre témoignage, cette déposition pourra, sur la production de l'ordonnance du juge nommant ce commissaire enquêteur, être lue comme témoignage à charge ou à décharge de l'accusé, sans plus ample preuve de son authenticité que l'apparente signature du commissaire par ou devant lequel elle paraîtra avoir été prise, et s'il est prouvé à la satisfaction de la cour qu'avis raisonnable de l'intention de prendre cette déposition a été signifié à la personne (qu'elle soit poursuivante ou accusée) contre laquelle on se proposera de la lire comme preuve, et que cette personne, ou son conseil ou procureur, a eu ou aurait pu avoir, si elle eût voulu y assister, toute liberté de faire subir un contre-interrogatoire à la personne qui l'a faite. 43 V., c. 35, art. 1, et 3, partie.

Le prisonnier peut assister à la déposi-

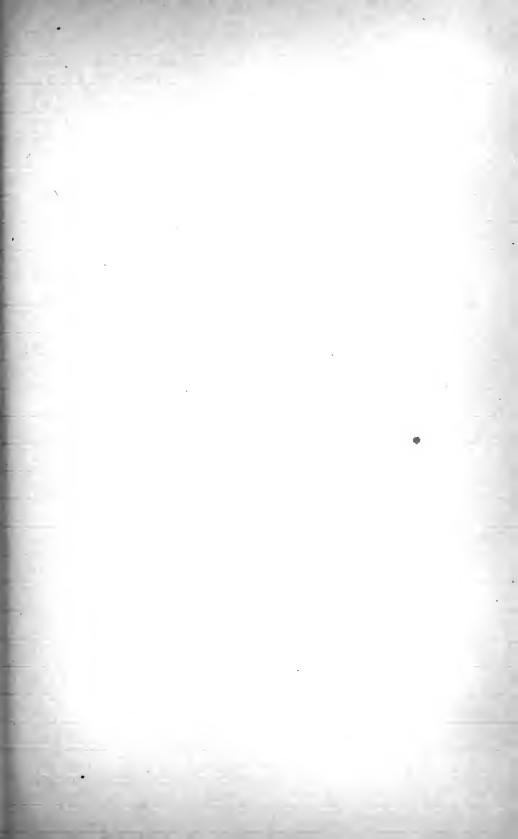
[30-31 V., c. 35, art. 7.]

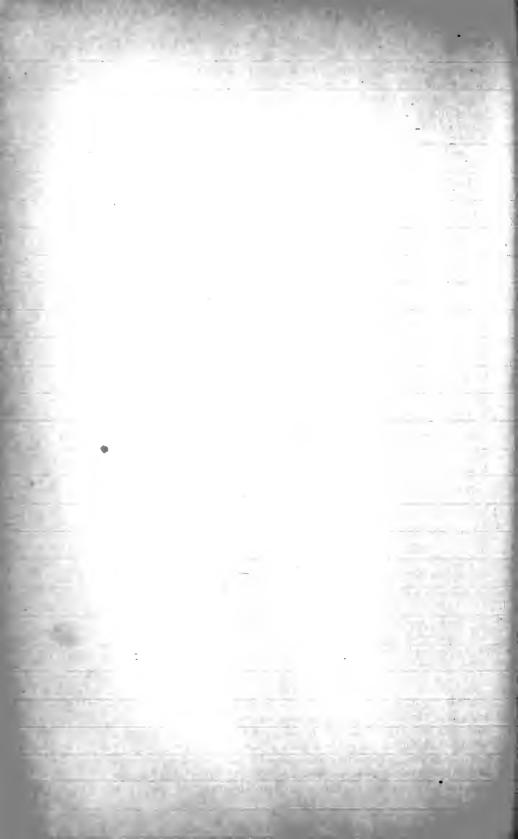
221. Lorsqu'un prisonnier en état d'arrestation aura reçu signification ou avis de l'intention de prendre quelque déposition ainsi que ci-dessus mentionné, le juge qui aura nommé le commissaire pourra, par un ordre écrit, ordonner an geólier ayant la garde du prisonnier de le conduire à l'endroit désigné dans cet avis, afin qu'il soit présent à la déposition ; et ce geólier y conduira le prisonnier en conséquence, et les frais de ce transport seront payés à même les fonds affectés aux autres dépenses de la prison d'où le prisonnier aura été conduit. 43 V., c. 35, art. 2, et 3, partie.

Usage des dépositions des personnes dé-

[11-12 V., c. 42, art. 17.]

222. Si, lors du procès d'un prévenu, il est prouvé, sur le serment ou par l'affirmation d'un témoin digne de foi, cédées ou ab- qu'une personne dont la déposition a été reçue par un juge de paix lors de l'enquête préliminaire ou autre au sujet de l'accusation, est décédée, ou est malade au point de ne pouvoir voyager, ou est absente du Canada, et s'il est aussi prouvé que cette déposition a été reçue en présence du prévenu, et qu'il a eu pleine liberté, lui ou son conseil ou pro-





cureur, de contre-interroger le témoin, alors, s'il appert que la déposition a été signée par le juge de paix par ou devant lequel elle est censée avoir été reçue, elle sera lue comme témoignage dans la poursuite, sans preuve ultérieure, à moins qu'il ne soit prouvé que cette déposition n'a pas de fait été signée par le juge de paix paraissant l'avoir signée. 32-33 V., c. 30, art. 30, partie.

223. La déclaration faite par le prévenu devant le juge de La déclarapaix pourra, s'il est nécessaire, être offerte en témoignage tion du prévenu peut sercontre l'accusé, lors de son procès, sans autre preuve de vir de preuve cette déclaration, à moins qu'il ne soit prouvé que le juge contre lui. de paix qui est censé l'avoir signée ne l'a pas de fait signée. [11-12 V., c. 42, art. 18.] 32-33 V., c. 30, art. 34.

224. Les dépositions prises lors de l'enquête prélimi- Une déposinaire ou autre, au sujet d'une accusation portée contre quelsujet d'une
que personne, pourront être lues comme témoignages lors de accusation la poursuite intentée contre elle pour tout autre crime ou peut servir délit quelconque, sur la même preuve et de la même ma-autre. nière, à tous égards, qu'elles peuvent être légalement lues lors de l'instruction du crime ou délit dont cette personne était accusée lorsque ces dépositions ont été reçues. 32-33 V., c. 29, art. 58.

225. Un certificat contenant le fond et l'effet seulement, Un certificat omettant la partie formelle de l'acte d'accusation et du pro- du procès où il a été comcès pour toute félonie ou délit, apparemment signé par le mis un pargreffier de la cour ou autre officier préposé à la garde des jure, fait preuve que le archives de la cour où l'acte d'accusation a été jugé, ou procès a eu parmi lesquelles l'acte d'accusation a été déposé, ou par lieu. l'adjoint de ce greffier ou autre officier, sera, lors de l'ins- [1445 V., c. 100] art. 22.1 truction d'un acte d'accusation pour parjure ou subornation de parjure, une preuve suffisante de l'acte d'accusation pour cette félonie ou ce délit, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ni la qualité officielle de la personne qui paraît l'avoir signé. 32-33 V., c. 23, art. 11.

226. Lorsque, à l'instruction d'un crime ou délit, il sera Preuve de la nécessaire de prouver la connaissance charnelle, il ne sera connaissance pas nécessaire de prouver qu'il y a eu émission réelle de [24-25 V., c. semence pour constituer une connaissance charnelle, mais la 100. art. 63.] connaissance charnelle sera réputée consommée sur preuve d'un degré quelconque d'introduction seulement. 32-33 V., c. 20, art. 65.

227. Le procès de toute femme accusée du meurtre d'un Preuve dans enfant né de son sein, du sexe masculin ou féminin, qui, le cas d'inétant né vivant, aurait été bâtard en vertu de la loi, sera conduit et régi d'après les règles de preuve et de présomption qui sont, en vertu de la loi, suivies et appliquées à l'égard des autres procès pour meurtre. 32-33 V., c. 20, art. 62.

Preuve de la propriété des bois de cons-

228. Dans toute poursuite, procédure ou procès pour une infraction prévue par l'article quatre-vingt-sept de l'Acte du truction, etc. larcin, une marque de bois dûment enregistrée en vertu des dispositions de l'Acte relatif aux marques apposées sur les bois de construction, sur toute pièce de bois carré, mât, espar, bois en grume ou autre bois à œuvrer, sera une preuve primâ facie que cette pièce de bois carré, mât, espar, bois en grume ou autre bois à œuvrer appartient au propriétaire de la marque ainsi enregistrée; et la possession, par tout délinquant ou par d'antres personnes à son service on le représentant, de toute pièce de bois carré, mât, espar, bois en grume ou autre bois à œuvrer ainsi marqué, obligera dans tous les cas la personne accusée de l'infraction de prouver que cette pièce de bois, mât, espar, bois en grume et autre bois à œuvrer, est venu par des voies légitimes en sa possession ou en la possession de toute autre personne à son service ou la représentant, comme susdit. 38 V., c. 40, art. 1, partie.

Preuve de possession légale retombe sur l'accusé.

Preuve de la fausseté de la monnaie.

[24-25 V., c. 99, art. 29.]

229. Lorsque, lors du procès d'une personne, il faudra établir qu'une pièce de monnaie produite en témoignage contre cette personne est fausse ou contrefaite, il ne sera pas nécessaire de prouver qu'elle est fausse ou contrefaite par le témoignage d'un monnayeur ou autre officier de la monnaie de Sa Majesté, ou autre personne employée à faire de la monnaie légale dans les possessions de Sa Majesté ou ailleurs, et ce, que la monnaie contrefaite soit de la monnaie ayant cours légal ou de la monnaie d'un prince, Etat ou pays étrangers n'ayant pas cours en Canada, mais il suffira de prouver qu'elle est fausse ou contrefaite par le témoignage de tout autre témoin digne de foi. 32-33 V., c. 18, art. 30.

Un certificat de condamnation en fera foi.

[24-25 V., e. 96, art. 116, c. 99, art. 37.]

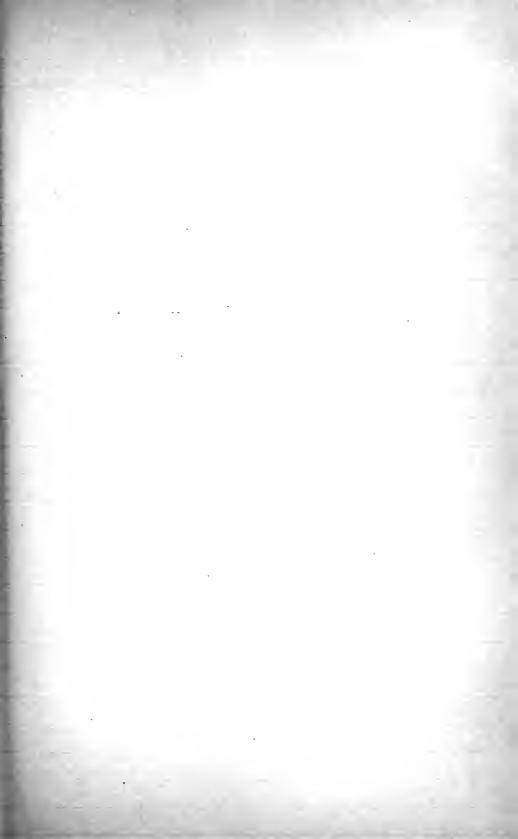
230. Un certificat contenant le fond et l'effet seulement, omettant la partie formelle de tout acte d'accusation et condamnation pour félonie ou délit antérieur, ou une copie de la conviction sommaire, apparemment signé par le greffier de la cour ou autre officier préposé à la garde des archives de la cour devant laquelle le délinquant a été condamné une première fois, ou à laquelle la conviction sommaire a été renvoyée, ou par l'adjoint de ce gressier ou officier, sera, sur preuve de l'identité de la personne du délinquant, une preuve suffisante de la première condamnation, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ni la qualité officielle de la personne qui paraît l'avoir signée. 32-33 V., c. 29, art. 26, partie.

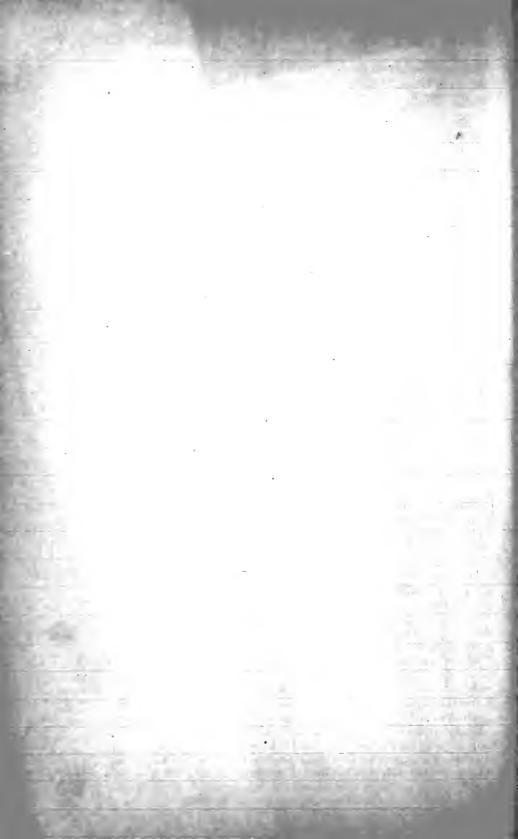
La preuve de la condamnation d'un témoin peut être faite, s'il la nie.

[17-18 V., c 125, art. 25; 28 V., c. 18, art. 6]

231. Un témoin pourra être interrogé sur la question de savoir s'il a été condamné pour félonie ou délit, et lorsqu'il sera ainsi interrogé, s'il nie le fait ou refuse de répondre, la partie adverse pourra prouver la condamnation, et un certificat, tel que prescrit par le précédent article, sera, sur preuve de l'identité du témoin comme étant la personne ainsi condamnée, un témoignage suffisant de sa condamnation, sans

2150





qu'il soit besoin de prouver la signature ou la qualité officielle de la personne paraissant avoir signé le certificat. 32-33 V., c. 29, art. 65.

232. Il ne sera pas nécessaire de prouver, par le témoin Quand le téqui l'a attesté, l'authenticité d'aucun instrument qu'il n'est moin attes-tant peut ne pas nécessaire d'attester pour en établir la vanoire, mais lédinstrument pourra être prouvé par admission ou autrement, lédinstrument par admission ou autrement, lédinstrument pour le ledinstrument par admission ou autrement, lédinstrument par le ledinstrument par le ledi pas nécessaire d'attester pour en établir la validité, mais cet pas étre appe-

233. Il sera permis de faire comparer par témoins une Comparaison écriture contestée avec toute écriture dont l'authenticité aura d'écritures en cas de faux. été établie à la satisfaction de la cour; et ces écritures, ainsi [17-18 V., c. que les dépositions des témoins à cet égard, pourront être 125, art. 27; soumises à la cour et au jury comme preuve de l'authenticité 28 V., c. 18, art. 8.] ou autrement de l'écriture contestée. 32-33 V., c. 29, art. 67.

234. La partie produisant un témoin n'aura pas la faculté Jusqu'à quel d'attaquer sa crédibilité par une preuve générale de mau-point une par-tie peut dé-vaise réputation, mais si le témoin était, de l'avis de la cour, créditer son défavorable à la partie en question, cette dernière pourra le témoin. réfuter par d'autres témoignages, ou, avec la permission de 125, art. 22; la cour, pourra prouver que le témoin a en d'autres occasions 28 V. c. 18, fait une déclaration incompatible avec sa présente déposi- art. 3.] tion; mais avant de pouvoir faire cette dernière preuve, les circonstances dans lesquelles a été faite la prétendue déclaration seront exposées au témoin de manière à désigner l'occasion en particulier, et il lui sera demandé s'il a fait ou non cette déclaration. 32-33 V., c. 29, art. 68.

235. Lors de tout procès, un témoin pourra être interrogé Contre-intercontradictoirement au sujet des déclarations antérieures qu'il rogatoire au sujet de dé-aura faites par écrit, ou qui auront été prises par écrit, relative- clarations par ment au sujet de la cause, sans lui exhiber cet écrit; mais écrit. si l'on entend mettre le témoin en contradiction avec lui- [17-18 V., c. même en moren de cet (ceit l'en deure expert de faire et l'25, art. 24; même au moyen de cet écrit, l'on devra, avant de faire cette 28 v., c. 18, preuve contradictoire, appeler son attention sur les parties art. 5.] de l'écrit qui doivent servir à le mettre ainsi en contradiction; et le juge pourra en tout temps, au cours du procès, exiger la production de l'écrit dans le but de l'examiner et en faire, dans la poursuite de la cause, tel usage qu'il croira à propos; mais la déposition du témoin comportant avoir été Proviso; prise devant un juge de paix lors de l'instruction prélimi- prenve de la déposition du naire, et avoir été signée par le témoin et le juge de paix, témoin. confiée à la garde de l'officier qu'il appartient et par lui produite, sera présumée primâ facie avoir été signée par le témoin. 32-33 V., c. 29, art. 64;—40 V., c. 26, art. 5

236. Si un témoin contradictoirement interrogé au sujet Preuve de ded'une déclaration antérieure faite par lui relativement à la contradictoicause et incompatible avec sa présente déposition, n'admet respar un tè-

[17-18 V., c. 125, art. 23; 28 V., c. 18, art. 4.]

pas clairement qu'il a fait cette déclaration, il sera permis de prouver qu'il l'a réellement faite; mais avant de pouvoir faire cette preuve, les circonstances dans lesquelles a été faite la prétendue déclaration seront exposées au témoin de manière à désigner l'occasion en particulier, et il lui sera demandé s'il a fait ou non cette déclaration. 32-33 V., c. 29, art. 69.

DIVERGENCES—DOSSIERS.

Divergences, rigées. [11-12 V., c. 46, art. 4.]

237. Si, dans l'acte d'accusation à raison duquel un procomment cor- cès est pendant dans une cour de juridiction criminelle en Canada, il se trouve quelque divergence entre la matière écrite ou imprimée produite comme preuve, et la citation ou énonciation à cet égard, la cour pourra enjoindre à un officier de la cour d'amender de suite l'acte d'accusation, en ce qui concerne cette divergence; et, ces changements faits, le procès continuera de la même manière sous tous rapports, tant à l'égard de l'accusation de parjure qui peut être portée contre les témoins, qu'autrement, tout comme si la divergence n'eût jamais existé. 32-33 V., c. 29, art. 70.

La cour peut sation.

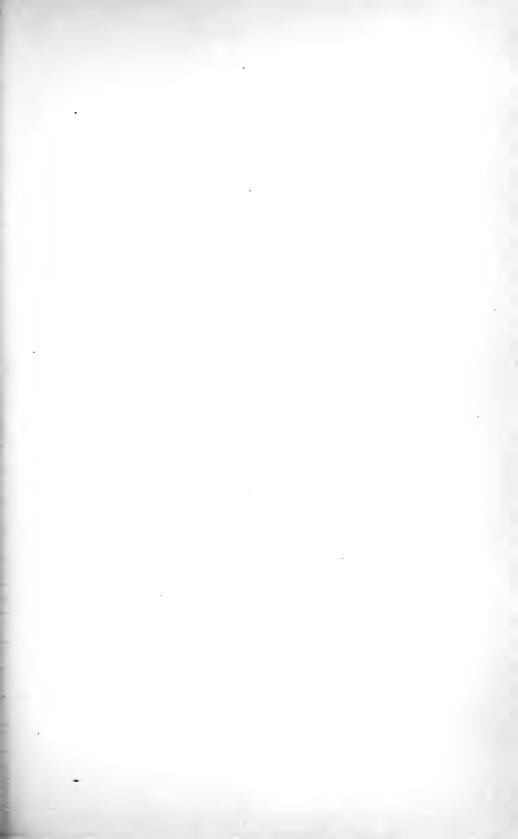
14-15 V., c. 100, art. 1.7

Et imposer des conditions.

238. Lorsque, dans un procès sur acte d'accusation pour faire amender félonie ou délit, il paraîtra qu'il y a divergence entre l'énoncé contenu dans l'acte d'accusation et la preuve à charge, quant aux noms, dates, lieux ou autres matières ou circonstances y mentionnées qui ne sont pas essentielles au fond de la cause, et dont l'inexactitude ne peut porter préjudice à la personne qui subit le procès dans sa défense au fond, la cour devant laquelle le procès a lieu pourra ordonner que l'acte d'accusation soit amendé conformément à la preuve, par un officier de la cour ou toute autre personne,—tant la partie de l'acte d'accusation où se trouve la divergence que toute autre partie qu'il peut devenir nécessaire d'amender,—aux conditions qu'il plaira à la cour d'imposer, quant à l'ajournement du procès pour être jugé par le même ou tout autre jury; et si le procès est ajourné, la cour pourra proroger les obligations souscrites par le poursuivant et les témoins, et celles du défendeur et de ses cautions, s'il en est,-auquel cas ils seront respectivement tenus de comparaître aux temps et lieu auxquels le procès sera ajourné, sans souscrire de nouvelles obligations, et tout comme si ces temps et lieu cussent été mentionnés, dans les obligations prorogées, comme étant ceux auxquels ils étaient respectivement tenus de comparaître. 32-33 V., c. 29, art. 71.

Continuation du procès dement. [14-15 V., c. 100, art. 1.]

239. Après cet amendement, le procès se continuera, lorsun proces après l'amen- qu'il sera continué, de la même manière et avec les mêmes conséquences, quant aux poursuites auxquelles peuvent être exposés les témoins pour parjure, ou autrement, que si cette divergence n'eût jamais eu lieu. art. 72.





240. En pareil cas, l'ordre pour l'amendement sera inscrit L'ordre d'aau dossier, et tous autres rôles et pièces de procédure y mendement sera enregisrelatifs seront amendés en conséquence par l'officier qu'il tré. appartient, et déposés avec l'acte d'accusation parmi les [14-15 V.. c. 100, art. 1.] archives de la cour. 32-33 V., c. 29, art. 73.

241. Lorsque le procès aura lieu devant un second jury, Procès dela Couronne et le défendeur auront respectivement droit de vant un second jury. récuser le même nombre de jurés qu'ils auraient pu récuser [14-15 V., c. lors de la formation du premier jury. 32-33 V., c. 29, art. 74. 100, art. 1.]

242. Tout verdict et jugement rendus après un amende-Verdict valide ment ainsi fait auront la même force et effet, à tous égards, après l'amendement. que si l'acte d'accusation eût été dressé originairement [14-15 V., c. dans la même forme qu'il aura après l'amendement fait. 100, art. 2.7 32-33 V., c. 29, art. 75.

243. S'il devient nécessaire de préparer un dossier formel Dossier fordans le cas où un amendement a été fait comme susdit, ce mel comment dressé. dossier sera préparé dans la forme où se trouvait l'acte d'ac-[14-15 V., c. cusation après l'amendement fait, sans alléguer la circons-100, art. 3.] tance que cet amendement a été fait. 32-33 V., c. 29, art. 76.

244. En faisant la grosse ou le dossier d'une condamna- Grosse de la tion ou d'un acquittement sur acte d'accusation, il suffira condamnade copier l'acte d'accusation et la défense présentée, sans l'acquitteen-tête ou titre formel quelconque; et l'énoncé de la mise ment. en jugement et des procédures subséquentes sera inscrit de la même manière qu'avant la sanction du présent acte, sauf tels changements dans la forme de cette grosse qui seront prescrits de temps à autre par toutes règles établies par les cours supérieures de juridiction criminelle respectivement,—lesquelles règles s'appliqueront aussi aux cours inférieures de juridiction criminelle qui y seront désignées. 32-33 V., c. 29, art. 77.

INFORMALITÉS CORRIGÉES APRÈS VERDICT RENDU.

245. Nul jugement rendu sur acte d'accusation pour Certaines félonie ou délit, soit après verdict ou mise hors la loi, soit par omissions ne vicient pas le confession, défaut ou autrement, ne sera arrêté ou infirmé jugement, etc. fante d'avoir allégué certaines matières qu'il n'est pas essen- [7 G. IV, c. tiel de prouver; ni à raison de ce que les mots "tel qu'il 64, art. 20] paraît par le dossier," ou les mots "avec force et armes," ou ceux "contre la paix " en auront été omis; ni à raison de ce que les mots "contre la forme du statut" y auront été insérés au lieu de ceux "contre la forme des statuts," ou vice versâ, ni à raison de l'omission de ces mots on de mots au même effet; ni à raison de ce que la personne mentionnée dans l'acte d'accusation aura été désignée sous un nom d'office ou autre titre, au lieu de l'être sous son nom propre; ni à raison de l'omission des qualités ou d'imperfection dans

l'énoncé des qualités du défendeur ou autre ; ni à raison de ce que le temps où le crime ou le délit a été commis n'aura pas été exprimé, si ce temps n'est pas essentiel pour constituer l'infraction; ni à raison de ce que le temps n'aura pas été correctement précisé; ni à raison de ce qu'il aura été allégué que le crime ou le délit a été commis un jour subséquent à celui où l'acte d'accusation a été déclaré fondé ou que la plainte a été présentée, ou un jour impossible, ou un jour qui n'a jamais existé; ni à raison de ce que la valeur ou le prix d'une chose, ou le montant du dommage, tort ou dégât n'aura pas été énoncé, si cette valeur, ce prix, dommage, tort ou dégât n'est pas essentiel à l'infraction, ni à raison d'aucun défaut dans la désignation de la venue, s'il paraît par l'acte d'accusation que la cour avait juridiction quant au crime ou délit. 32-33 V., c. 29, art. 78.

Certaines informalités n'invalident pas le juge-

ment. [7 G. IV, c. 64, art. 21.]

246. Nul jugement, après verdict rendu sur l'acte d'accusation pour félonie ou délit, ne sera arrêté dans son effet ni infirmé par manque de similiter; ni à raison de ce que l'ordre d'assigner le jury n'a pas été donné à l'officier compétent par suite d'insuffisante suggestion; ni à raison d'aucune erreur de nom ou de désignation de l'officier qui fait le rapport, ou d'aucun des jurés ; ni à raison de ce qu'une personne aura servi sur le jury, bien qu'elle n'eût pas été mise au nombre des jurés sur le rapport du shérif ou autre officier; et si l'infraction imputée à charge est une infraction créée par un statut, ou si elle entraîne une aggravation de peine en vertu de quelque statut, l'acte d'accusation après verdict sera réputé suffisant, s'il désigne l'infraction dans les termes du statut qui l'a créée, ou qui en prescrit la punition, bien qu'ils soient énoncés sous une forme disjonctive ou qu'ils paraissent comprendre plus d'une in-32-33 V., c. 29, art. 79. fraction, ou autrement.

Le verdict ne peut être attaqué à cause de certaines omissions relati-

247. Nulle omission dans l'observation des prescriptions contenues dans un acte à l'égard de la compétence, du choix, du ballotage ou de la répartition des jurés, ou dans la préparation du registre des jurés, le choix de la liste des jurés, ves aux jurés. l'appel du corps du jury d'après ces listes, ou la convocation de jurys spéciaux, ne constituera un motif suffisant pour attaquer un verdict en nullité, ou ne sera admise comme erreur dans aucun bref d'erreur ou d'appel que l'on voudra prendre contre un jugement rendu dans une cause criminelle. S. R. H.-C., c. 31, art. 139,

FRAIS.

Frais sur condamnation

[24-25 V., c. 100, art. 74.]

248. Lorsque quelqu'un est, sur un acte d'accusation, pour voies de convaincu de voies de fait, accompagnées ou non de coups et blessures, ou de coups ou blessures, il pourra, si la cour le juge à propos, en sus de toute condamnation que le tribunal croira convenable d'infliger pour le délit, être con-





damné à payer au plaignant les frais et dépens réels et nécessaires de poursuite, et telle indemnité modérée, pour perte de temps, que la cour, par affidavit ou autre enquête et examen, constatera être raisonnable; et à moins que les sommes ainsi adjugées ne soient payées, le délinquant sera passible d'un emprisonnement de trois mois au plus, en sus du terme d'incarcération, s'il en est, auquel il aura été condamné pour l'infraction. 32-33 V., c. 20, art. 78.

249. La cour pourra, par un mandat écrit, ordonner que Recouvrela somme ainsi adjugée soit prélevée par saisie et vente des ment des frais. biens et effets du délinquant et payée au poursuivant, et que [24-25 V., c. le surplus, s'il y en a, provenant de cette vente, soit remis au 100, art. 75.] propriétaire; et si cette somme est ainsi prélevée. le délinquant sera remis en liberté. 32-33 V., c. 20, art. 79.

RESTITUTION DES EFFETS VOLÉS.

250. Si une personne qui a commis quelque félonie ou Restitution délit en volant, soustrayant, obtenant, extorquant, détour-des effets vonant, s'appropriant, convertissant ou employant, ou recélant damnation. sciemment quelque effet, argent, valeur ou autre propriété [24-25 V., c. quelconque, est mise en accusation pour ce crime ou délit, 96, art. 100.] par le propriétaire de la propriété ou en son nom, ou par son exécuteur testamentaire ou administrateur, et qu'elle en soit trouvée coupable, la propriété sera restituée au propriétaire

ou à son représentant.

2. Dans chacun de ces cas, la cour devant laquelle le pré-Bref de restivenu sera traduit pour cette félonie ou ce délit pourra lancer, tution. au besoin, des brefs de restitution de cette propriété, ou en ordonner la restitution d'une manière sommaire ; et la cour Restitution pourra aussi, si elle le juge à propos, ordonner la restitution dans d'autres de la propriété enlevée au poursuivant ou à tout témoin pour la poursuite, à l'aide de cette félonie ou de ce délit, bien que le prévenu n'en soit pas trouvé coupable, si le jury déclare (comme il peut le faire) que la propriété appartient à ce poursuivant ou témoin, et qu'il en a été illégalement privé par cette félonie ou ce délit.

3. S'il appert, avant qu'aucun bref ou ordre ne soit lancé, Quant aux que quelque valeur a été bonâ side payée ou acquittée par estets négoquelque personne tenue au paiement de cette valeur, ou, si c'est un effet négociable, qu'il a été bonâ fide pris ou reçu par transport ou tradition, par quelque personne, pour une juste et valable considération, sans avoir reçu avis ou sans avoir une cause raisonnable de soupçonner que cette valeur avait été, au moyen de quelque félonie ou délit, volée, soustraite, obtenue, extorquée, détournée, convertie ou employée, la cour ne lancera pas de bref ou ordre de restitution à l'égard de cette valeur.

4. Rien dans le présent article ne s'appliquera au cas de Ne s'applique poursuite d'un administrateur, banquier, marchand, pro-pas à certains délinquants. cureur, facteur, courtier ou autre agent à qui aura été con-

49 VICT.

244

Chap. 174.

fiée la possession d'effets ou titres de propriété d'effets mobiliers, pour aucun délit prévu par l'Acte du larcin. e. 21, art. 113.

Restitution eu certains cas sur l'argent du prisonnier. [30-31 V., c. 35, art. 9.]

251. Lorsqu'un prisonnier a été condamné, sommairement on autrement, pour quelque larcin ou autre infraction, y compris le vol ou l'obtention illégale de quelque propriété, s'il appert à la cour, d'après les témoignages, que le prisonnier a vendu cette propriété ou partie de cette propriété à quelque personne qui ignorait qu'elle eût été volée ou illégalement obtenue, et que de l'argent a été enlevé au prisonnier lors de son arrestation, la cour pourra, à la demande de l'acquéreur et sur restitution de la chose à son propriétaire, ordonner que, sur l'argent ainsi enlevé au prisonnier, une somme n'excédant pas le montant du produit de la vente soit remise à l'acquéreur. 32-33 V., c. 21, art. 114.

PRISONNIERS ATTEINTS D'ALIÉNATION MENTALE.

Si le jury acquitte le prévenu pour cause d'aliénation mentale, il doit le le verdiet. f39-40 G. III, c. 94, art. 1; 3-4 V., c. 54,

art. 3.1

252. Si, lors du procès d'une personne accusée, soit de trahison, de félonie ou de délit, il est prouvé qu'elle était aliénée lorsqu'elle a commis le fait incriminé, et que cette personne soit acquittée, le jury sera requis de déclarer spéciadéclarer dans lement si elle était alors aliénée, et si elle a été par lui acquittée à raison de ce qu'elle était ainsi aliénée; et s'il déclare qu'elle était aliénée lorsque le crime ou le délit a été commis, la cour saisie de l'affaire ordonnera que cette personne soit strictement gardée dans le lieu et de la manière que la cour jugera à propos, jusqu'à ce que le bon plaisir du lieutenant-gouverneur soit connu. 32-33 V., c. 29, art. 99.

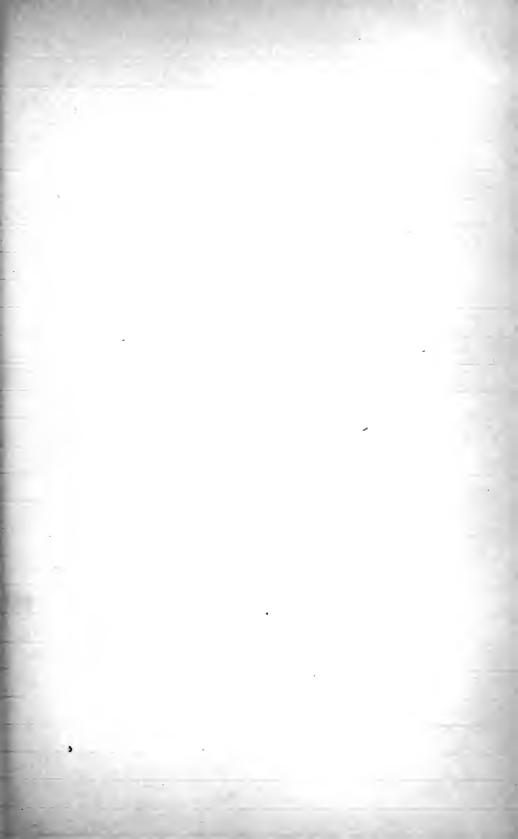
Le prévenu pourra être mis sous c. 94, art. 1; 3-4 V., c 54, art. 3.] Le lieut .- gouverneur peut le faire interner dans d'autres cas. [39-40 G. 1II, c. 94, art. 1; 3-4 V., c. 54, art. 3.]

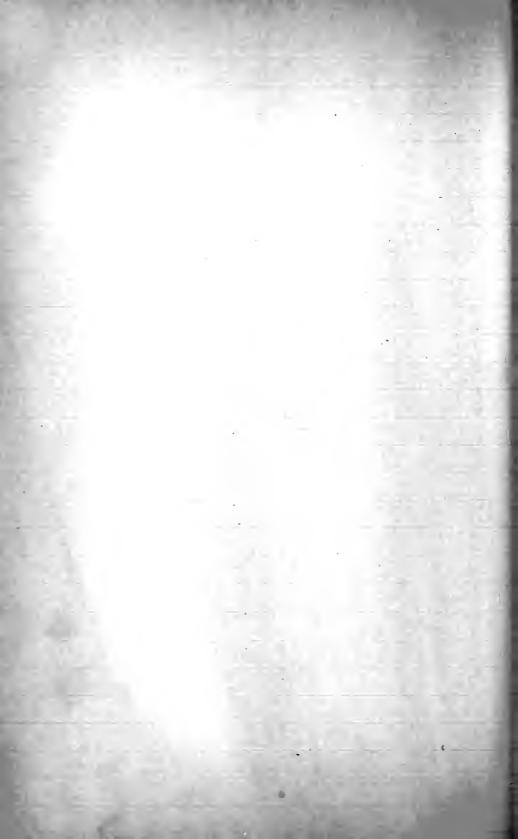
253. Là-dessus, le lieutenant-gouverneur de la province où le cas surgit pourra ordonner de détenir cette personne, durant son bon plaisir, dans le lieu et de la manière qu'il garde. durant son bon pallet, [39-40 G. III, jugera convenables. 32-33 V., c. 29, art. 100.

> 254. Si, avant la sanction du présent acte, soit avant, soit après le premier jour de juillet mil huit cent soixantesept, une personne a été acquittée de ce crime ou délit pour cause d'aliénation mentale lors de la commission du fait, et a été détenue comme dangereuse pour la sûreté publique, par ordre de la cour devant laquelle elle a subi son procès, et qu'elle soit encore détenue, le lieutenant-gouverneur pourra également ordonner que cette personne soit détenue durant bon plaisir, 32-33 V., c. 29, art. 101;—40 V., c. 26, art. 7.

Si un accusé est déclaré aliéné, il pourra être mis sous garde. c. 94, art. 2.]

255. Si la personne accusée est aliénée, et si lors de sa mise en jugement elle est trouvée telle par un jury légalement assigné à cette fin, en sorte qu'elle ne puisse subir son procès,—ou si, lors du procès, le jury trouve que la personne [39-40 G. III, ainsi accusée est aliénée, la cour devant laquelle elle est





mise en accusation ou subit son procès pourra ordonner que ce verdict soit enregistré, et que cette personne soit strictement détenue jusqu'à ce que le bon plaisir du lieutenantgouverneur soit connu. 32-33 V., c. 29, art. 102.

256. Si une personne accusée d'un crime ou délit est Ou s'il est sur amenée devant une cour pour être élargie fante de poursuite, le point d'être et si elle paraît effectivement atteinte d'aliénation mentale, de poursuite. la cour ordonnera qu'un jury soit assigné pour constater [39-40 G. III, l'état mental de cette personne; et si le jury assigné c. 94, art. 2. j trouve qu'elle est aliénée, la cour ordonnera qu'elle soit strictement détenue dans le lieu et de la manière qu'elle jugera convenables, jusqu'à ce que le bon plaisir du lieutenant-gouverneur soit connu. 32-33 V., c. 29, art. 103.

257. Si l'aliénation mentale est constatée, le lieutenant-Le lieut.-gougouverneur pourra ordonner que la personne ainsi aliénée verneur peut soit détenue, durant bon plaisir, dans le lieu et de la manière ner. qu'il jugera à propos. 32-33 V., c. 29, art. 104.

[39-40 G. III, c. 94, art. 2.1

258. Le lieutenant-gouverneur, sur telle preuve qu'il Internement jugera suffisante de l'état d'aliénation mentale de toute per- du prisonnier aliéné. sonne emprisonnée pour un crime ou délit, ou en état d'ar-[27-28 V., c. restation préventive sous accusation d'un crime ou délit, 29, art. 2.1 ou incarcérée pour n'avoir pu fournir un cautionnement de bonne conduite ou de garder la paix, jugé suffisant par le lieutenant-gouverneur, pourra ordonner qu'elle soit transférée en un lieu sûr ; et la personne atteinte d'aliénation sera détenue en ce lieu, ou en tel autre lieu sûr où le lieutenant-gouverneur ordonnera au besoin de la placer, jusqu'à ce que sa guérison entière ou partielle soit attestée par certificat, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur, qui pourra alors ordonner son renvoi en prison, si elle est encore passible d'emprisonnement, ou, dans le cas contraire, sa mise en liberté. 36 V., c. 51, art. 1.

CAS DE LA COURONNE RÉSERVÉS.

259. Tout tribunal devant lequel une personne sera Certaines trouvée coupable sur accusation de trahison, de félonie ou de questions de delit, ainsi que tout juge, dans le sens de l'Acte des procès être réservées. expéditifs, qui présidera au procès de toute personne fait sous [11-12 V., c. l'empire du dit acte, pourra, à sa discrétion, réserver toute 78, art. 1.] question de droit soulevée au cours du procès pour la soumettre à la considération des juges de la cour des cas de la Couronne réservés, et pourra alors surseoir à l'exécution de la sentence prononcée contre le coupable, ou surseoir au jugement, jusqu'à ce que la question ait été prise en considération et décidée; et dans l'un ou l'autre cas le tribunal Incarcération devant lequel l'accusé aura été trouvé coupable pourra soit ou admission à caution le renvoyer en prison, soit l'admettre à cantion, avec une ou dans ce cas. deux cautions solvables, pour le montant que le tribunal

jugera à propos,—l'obligation portant pour condition que l'accusé comparaîtra à telle époque que fixera le tribunal, pour recevoir sa sentence ou la subir, selon le cas. 38 V., c. 45, art. 1;-46 V., c. 10, art. 5, partie;-49 V., c. 47, art. 1;-S. R. H.-C., c. 112, art. 1;—S. R. B.-C., c. 77, art. 57;—S. R. N.-E. (3e série), c. 171, art. 99, partie;—1 S. R. N.-B., c. 159, art. 22, partie.

Le juge préparera et signera un mémoire. [11-12 V., e. 78, art. 2.] Transmission à la cour.

260. Le juge ou le président du tribunal devant lequel l'accusé sera trouvé coupable devra alors, dans un mémoire signé par le juge ou président, exposer toute question de droit ainsi réservée, ainsi que les circonstances spéciales qui y ont donné lieu; et ce mémoire sera transmis par ce juge ou président à la cour des cas de la Couronne réservés, le ou avant le dernier jour de la première semaine de la session de ce tribunal qui suivra l'époque à laquelle aura eu lieu le procès. S. R. H.-C., c. 112, art. 2;—S. R. B.-C., c. 77, art. 58, partie; -S. R. N.-E. (3e série), c. 171, art. 100; -1 S. R. N.-B., c. 159, art. 23, partie.

Procédures par la cour à laquelle le mémoire sera soumis.

[11-12 V., c. 78, art. 2.]

261. Les juges de la cour des cas de la Couronne réservés ouïront et décideront définitivement la question, et infirmeront, confirmeront ou réformeront tout jugement prononcé au procès où cette question aura surgi, ou casseront ce jugement, ou ordonneront d'inscrire au dossier que, à leur avis, la personne déclarée coupable n'aurait pas dû l'être, ou suspendront le jugement, ou, si le jugement n'a pas été prononcé, ordonneront que jugement soit rendu sur la question à une session ultérieure du tribunal devant lequel l'accusé aura été déclaré coupable, ou rendront telle autre ordonnance que prescrira la justice. S. R. H.-C., c. 112, art. 3;— S. R. B.-C., c. 77, art. 58, partie;—S. R. N.-E, (3e série), c. 171, art. 101;—1 S. R. N.-B., c. 159, art. 23, partie.

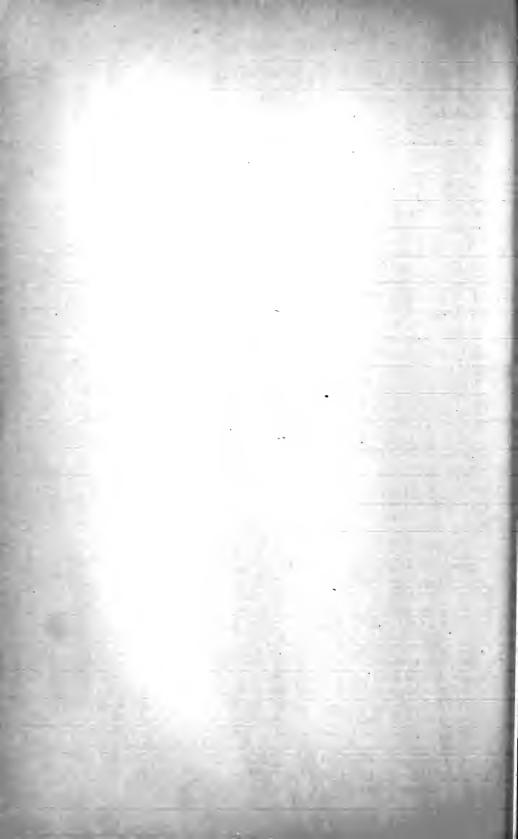
Attestation du jugement ou de l'ordonnance. [11-12 V., c. 78, art. 2.

certificat.

ficat.

262. Le jugement et l'ordonnance de ces juges seront attestés sous la signature du juge en chef, président ou doyen des juges de la cour des cas de la Couronne réservés, et transmis au greffier du tribunal devant lequel l'accusé aura été déclaré coupable, lequel les inscrira sur le dossier primi-Inscription et tif, dans les formes voulues, et un certificat de cette inscription, signé par le greffier, suivant la formule, autant que possible, ou à l'effet de la formule de la troisième annexe du présent acte, en y faisant les modifications nécessaires pour l'adapter aux circonstances du cas, sera délivré ou transmis par lui au shérif ou au geólier sous la garde duquel se trouve Effet du certi- la personne déclarée coupable; et ce certificat sera une autorisation suffisante au shérif ou geólier, et à toutes autres personnes, d'exécuter le jugement ainsi certifié avoir été affirmé ou réformé, et la sentence prononcée sera alors exécutée en conformité de ce jugement, ou si le jugement a été infirmé, annulé ou suspendu, la personne déclarée coupable sera remise en liberté, et le tribunal qui l'aura déclarée coupable 2158





devra, à sa prochaine session, annuler son cautionnement s'il en a été fourni; ou si le tribunal qui l'aura déclarée coupable reçoit l'ordre de rendre jugement, ce tribunal rendra ce jugement à sa prochaine session. 46 V., c. 10, art. 5, partie; -S. R. H.-C., c. 112, art. 4; -S. R B.-C., c. 77, art. 59;—S. R. N.-E. (3e série), c. 171, art. 102;—1 S. R. N.-B., c. 159, art. 23, partie.

263. Le jugement des juges de la cour des cas de la Prononcé du Couronne réservés sera rendu séance tenante, après avoir jugement. entendu les conseils ou les parties, si le poursuivant ou la [11-12 V., c. and parties] entendu les conseils ou les parties, si le poursuivant ou la [11-12 V., c. and parties] entendu les conseils ou les parties, si le poursuivant ou la [11-12 V., c. and parties] entendu les conseils ou les parties, si le poursuivant ou la [11-12 V., c. and parties] entendu les conseils ou les parties, si le poursuivant ou la [11-12 V., c. and parties] entendu les conseils ou les parties, si le poursuivant ou la [11-12 V., c. and parties] entendu les conseils ou les parties, si le poursuivant ou la [11-12 V., c. and parties] entendu les conseils ou les parties, si le poursuivant ou la [11-12 V., c. and parties] entendu les conseils ou les parties, si le poursuivant ou la [11-12 V., c. and parties] entendu les conseils ou les parties entendu les conseils entendu l personne trouvée coupable jugent à propos de débattre la cause, de la même manière que sont rendus les autres jugements de cette cour; mais aucun avis, comparution ou autre forme de procédure, sauf ceux que les juges trouveront à propos de prescrire, ne seront nécessaires. S. R. H.-C., c. 112, art. 5;—S. R. B.-C., c. 77, art. 60;—S. R. N.-E. (3e série). c. 171, art. 103.

264. Les juges de la cour des cas de la Couronne réservés Le mémoire pourront, lorsque quelque question aura ainsi été réservée peut être ren-pour leur décision, renvoyer le mémoire ou le certificat pour amendement. être amendé, et sur ce, il sera amendé en conséquence, et [11-12 v., c. jugement pourra être rendu après qu'il aura été amendé. 78, art. 4.1 S. R. H.-C., c. 112, art. 6;—S. R. B.-C., c. 77, art. 61;—1 S. R. N.-B., c. 159, art. 24.

POURVOI EN REVISION.

265. Les brefs de pourvoi en revision pour cause d'erreur Brefs de pourseront faits au nom de la Reine, et ils seront vérifiés et rap-voi en reviportables suivant la pratique de la cour qui les émettra, et, ment attestés. dans la province de Québec, ils auront l'effet de suspendre l'exécution de la sentence de la cour inférieure. S. R. H.-C., c. 113, art. 16, partie;—S. R. B.-C., c. 77, art. 56, partie.

266. Nulle demande en revision pour cause d'erreur ne Sur quoi sera autorisée en matière criminelle, à moins qu'elle ne soit seront fondés basée sur quelque question de droit basée sur quelque question de droit qui n'aura pu être réservée ou que le juge présidant au procès aura refusé de réserver à la considération de la cour ayant juridiction en pareil cas. 32-33 V., c. 29, art. 80, partie.

267. Lorsqu'une demande en revision aura été faite en Procedure de matière criminelle, contre un jugement, un acte d'accusation, la cour de revision. une plainte, une dénonciation, une mise en jugement ou [11-12 V., c. une instruction préliminaire, si la cour de revision (court of 78, art. 5.) error) annule le jugement, elle pourra, soit rendre le jugement qui aurait dû être prononcé, soit renvoyer le dossier à la cour inférieure, afin que celle-ci prononce le jugement convenable sur cette accusation, plainte, dénonciation, mise en jugement ou instruction. S. R. H.-C., c. 113, art. 17;— S. R. B.-C., c. 77, art. 62;—1 S. R. N.-B., c. 160, art. 1.

248

NOUVEAUX PROCÈS.

Quand un nouveau procès pourra être accordé ou refusé.

268. Il ne sera pas accordé de nouveau procès en matière criminelle à moins que la condamnation ne soit déclarée illégale pour une cause qui rend le premier procès nul, en sorte qu'il n'y a pas eu de procès légal dans l'affaire; mais il pourra être accordé un nouveau procès dans les cas de délit où, d'après la loi, un nouveau procès peut maintenant être accordé, et rien de contenu au présent n'empêchera la cour Suprême d'accorder un nouveau procès dans les cas prévus par l'Ate des cours Suprême et de l'Echiquier. 32-33 V., e. 29, art. 80, partie.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Le juge, dans décision.

269. Tout juge en exercice, juge en retraite ou conseil de la Ontario, peut Reine appelé à présider quelque séance de la dite Haute cour réserver sa de Justice d'Ontario, pourra réserver à un jour ultérieur sa décision finale sur des questions soulevées au cours des débats; et sa décision, en quelque temps qu'il l'a donne, sera réputée avoir été donnée au moment du procès. 46 V., c. 10, art. 1.

Pratique et

270. La pratique et la procédure à suivre dans les causes procedure dans les affaires criminelles qui s'instruiront devant la Haute cour res cruminel- de Justice, seront les mêmes que celles que l'on suivait dans les cas semblables avant son institution. 46 V., c. 10, art. 2.

Qui peut être chargé de tenir les assises.

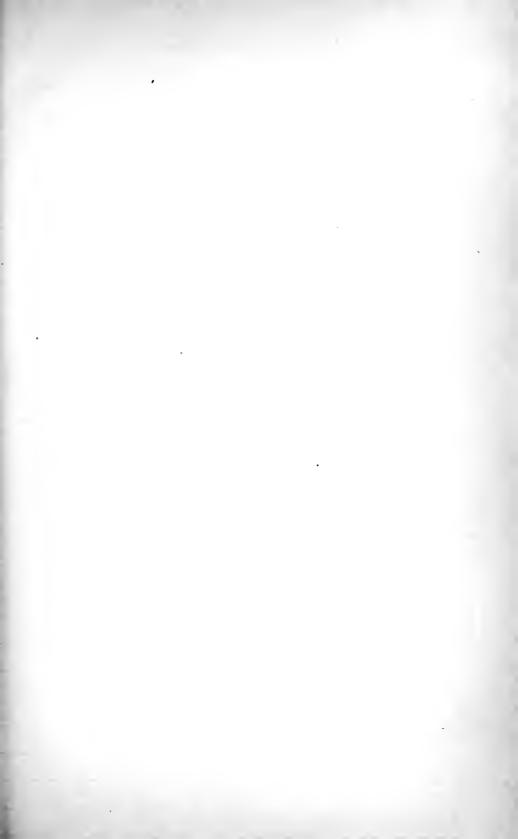
271. Si une commission générale pour la tenue d'une cour d'assises et de nisi prius, d'oyer et terminer ou d'évacuation des prisons, dans quelque comté ou district de la province d'Ontario, est émise par le Gouverneur général, elle devra contenir les noms des juges de la cour Suprême de Judicature d'Ontario, et pourra contenir aussi les noms des juges de toute cour de comté d'Ontario, et de tout conseil de Sa Majesté versé en loi nommé pour la province du Haut-Canada ou la province d'Ontario; et si une pareille commission est émise pour un district judiciaire provisoire, elle pourra contenir le nom du juge de la cour de district du dit · district.

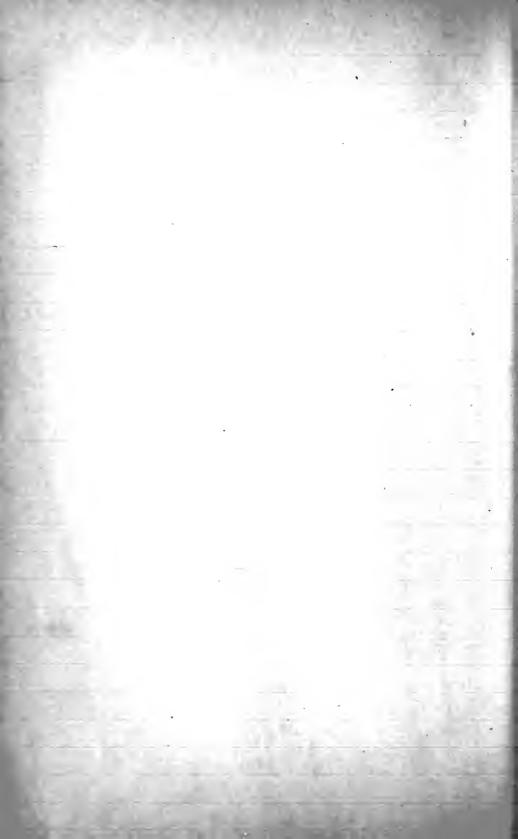
Qui présidera.

2. Les cours susmentionnées seront présidées par l'un des juges de la dite cour Suprême, ou, en leur absence, par l'un des dits juges de cour de comté ou des dits conseils, ou, dans un district provisoire, par le juge de la cour de ce district. 46 V., c. 10, art. 4.

La cour ne sera pas tenue de faire évacuer la prigon.

272. Il ne sera pas nécessaire qu'aucune cour de sessions générales dans la province d'Ontario fasse évacuer la prison de tous les détenus qui s'y trouveront sur accusation, de simple larcin, mais la cour pourra laisser l'instruction de ces causes à la prochaine cour d'oyer et terminer et d'évacuation des prisons, si, à raison de la difficulté ou de l'im-





Chap. 174.

portance de l'affaire, ou pour toute autre cause, il lui paraît à propos de le faire. S. R. H.-C., c. 17, art. 8.

273. Si quelque personne est poursuivie dans l'une des Un accusé de divisions de la Haute cour de Justice d'Ontario au sujet de délit ne peut quelque délit, par dénonciation ou plainte faite devant cette mettre le procour, ou par acte d'accusation porté ou renvoyé devant cès. elle, et y comparaît pendant sa session, en personne, ou, dans [60 G. III, et le cas d'une corporation, par procureur, pour répondre à la art. 1.] plainte ou à l'accusation, le défendeur, en en étant accusé, ne pourra obtenir de sursis à la session suivante, mais présentera sa défense ou son exception dans les quatre jours de sa comparution, et, à défaut par lui de présenter sa défense ou son exception dans les quatre jours susdits, jugement pourra être inscrit contre ce défendeur par défaut. S. R. H.-C., c. 108, art. 1.

274. Si le défendeur comparaît par procureur pour ré- Il peut être pondre à la plainte ou à l'accusation, il ne pourra obtenir appelé à plai-de sureis à la session guivante mais il ne pourra obtenir der de suite. de sursis à la session suivante, mais il pourra être de suite [60 G. III, et rendu et signifié une ordonnance le requérant de produire 1 G IV, c. 4, sa défense, et il pourra être contraint de la présenter, sans art. 1-2.] quoi jugement pourra être rendu contre lui par défaut, de la même manière que la chose aurait pu être faite autrefois dans les cas où le défendeur avait comparu par procureur pour répondre à la plainte ou à l'accusation à une session antérieure; mais la cour, ou aucun de ses juges, si cause On peut lui suffisante à cet effet est démontrée, pourra accorder un nou- accorder du délai. veau délai au défendeur pour produire sa défense ou son exception à la plainte ou à l'accusation. S. R. H.-C., c. 108, art. 2.

275. Si une personne accusée de délit à la poursuite du Si le prévenu procureur général d'Ontario dans la cour susdite n'est pas n'est pas tra-duit dans les mise en jugement dans les douze mois après qu'elle aura 12 mois. produit un plaidoyer de non-coupable, la cour où la pour- [60 G. III, et suite sera pendante, sur requête présentée au nom du défen- 1 G. IV, c. 4, deur—requête dont avis préalable de vingt jours devra être donné au procureur général—pourra rendre une ordonnance autorisant le défendeur à provoquer l'instruction de l'affaire; et sur ce, le défendeur pourra provoquer cette instruction en conséquence, à moins qu'il ne soit inscrit un nolle prosequi. S. R. H.-C., c. 108, art. 4.

276. Dans la province de la Nouvelle-Ecosse, une liste Liste des des causes criminelles sera soumise au grand jury, par le causes criminelles pour le greffier de la Couronne, à chaque session de la cour, accompagnée des dépositions prises dans chaque cause et des noms dans la N.-E. des différents témoins, et les actes d'accusation ne seront pas dressés, sauf à Halifax, avant que le grand jury ne l'ordonne. S. R. N.-E. (3e série), c. 123, art. 17.

Quand la sentence peut être prononcée dans la N.-E.

277. Un juge de la cour Suprême de la Nouvelle-Ecosse pourra condamner les criminels déclarés coupables tous les jours durant les séances de la cour à Halifax, de même que durant le terme. S. R. N.-E. (3e série), c. 171, art. 75.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les formules de l'anneve seront suffisantes.

mentionnées.

278. Les diverses formules contenues dans les annexes du présent acte, ou toutes autres formules de même teneur, seront bonnes, valides et suffisantes en loi; et les formules d'actes d'accusation contenues dans la seconde annexe pourront être employées, et elles suffiront pour les crimes Quant aux in- ou délits auxquels elles se rapportent respectivement; et fractions non pour les crimes ou délits non mentionnés dans la même annexe, les mêmes formules serviront de guide quant à la manière dont les crimes ou délits devront être allégués, afin d'éviter toute superfluité et tout verbiage, et l'allégation de choses qu'il n'est pas nécessaire de prouver; et l'acte d'accusation sera valide si, de l'avis de la cour, le prévenu ne doit pas éprouver de tort du fait qu'il est réputé tel, et si le crime ou le délit que l'on a l'intention d'y formuler peut être compris d'après la formule employée. 32-33 V., c. 29, art. 27;—et c. 30, art. 66.

Lois de l'ar mée et de la marine non affectées.

279. Rien dans le présent acte ne dérogera aux lois qui régissent les forces de terre ou de mer de Sa Majesté, ou ne les modifiera. 32-33 V., c. 29, art. 137.

PREMIERE ANNEXE.

Laurehot 1.198 - (A.)

[11-12 V., c. 42, annexe.] DÉNONCIATION ET PLAINTE POUR- UN CRIME OU DÉLIT POURSULVABLE PAR VOIE D'ACTE D'ACCUSATION.

Canada. rovince de , district (ou comté, comtés-unis, ou Province de suivant le cas) de

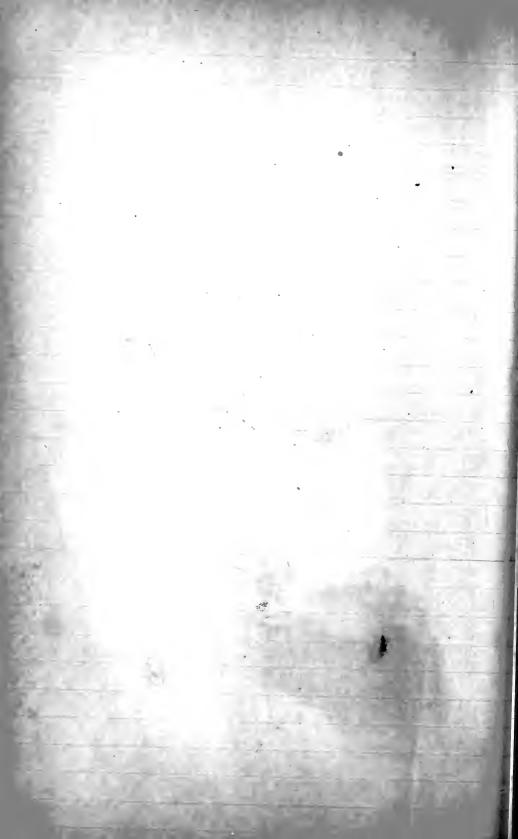
Dénonciation et plainte de C. D., de (bourgeois), jour de en l'année par le soussigné,

juge de paix dans et pour le district (ou comté, ou suivant le cas,) de , lequel déclare que (etc., indiquez l'infraction).

Assermenté (ou affirmé) devant (moi) les jour et an cidessus en premier lieu mentionnés, à

J. S.





(B.)

MANDAT D'ARRESTATION CONTRE UNE PERSONNE ACCUSÉE D'UN CRIME OU DÉLIT POURSUIVABLE PAR VOIE D'ACTE D'ACCUSATION.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

ATTENDU que A. B., de (journalier) a aujourd'hui été accusé sous serment devant le soussigné juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de , d'avoir, le , à , (etc., indiquez succinctement l'infraction) :

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement le dit A. B., et de le conduire devant (moi) ou quelque autre juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , pour qu'il réponde à la dite accusation et soit ultérieurement traité selon la loi.

Donné sous (mes) seing et sceau, ce jour de , à dans le district (comté, etc.,) susdit.

J. S. [L. s.]

(C.)

ASSIGNATION ADRESSÉE À UNE PERSONNE ACCUSÉE D'UN CRIME OU DÉLIT POURSUIVABLE PAR VOIE D'ACTE D'ACCUSATION.

Canada.
Province de , , district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de

A A. B., de

(journalier):

Attendu que vous avez été aujourd'hui accusé devant le soussigné, juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , d'avoir, le à

(etc., indiquez succinctement l'infraction) :

252

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'être et comparaître devant (moi) le heures de (l'avant) midi, à , ou devant tels autres juge ou juges de paix du même district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de qui seront alors présents, pour répondre à la dite accusation et être ultérieurement traité selon la loi. Ce à quoi vous ne devez manquer.

Donné sous (mes) seing et sceau, ce jour de en l'année , à

dans le district (ou comté, etc.,) susdit.

J. S. [L. s.]

(D.)

MANDAT D'AMENER POUR CAUSE DE DÉSOBÉISSANCE À L'AS-SIGNATION.

Canada. rovince de district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) Province de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le

cas,) de

ATTENDU que le jour de (courant ou dernier,) , a été accusé devant (moi ou nous) soussigné—(ou nommez le ou les juges de paix, suivant le cas,) juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-, d'avoir (etc., comme dans unis, ou suivant le cas,) de l'assignation); et attendu que (je ou lui, le dit juge de paix, ou nous ou eux, les dits juges de paix,) adressé (mon, notre, son ou leur) assignation au dit A. B., lui enjoignant, au nom de Sa Majesté d'être et comparaître devant (moi) le heures de (l'avant) midi, à

, ou devant tels autres juge ou juges de paix qui seront alors présents, pour qu'il réponde à la dite accusation et soit ultérieurement traité selon la loi; et attendu que le dit A. B. a négligé d'être et comparaître aux temps et lieu fixés dans et par la dite assignation, bien qu'il soit prouvé sous serment devant (moi) que la dite assignation a été dûment signifiée au dit A. B.:—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement le dit A. B., et de le conduire devant (moi), ou quelque autre juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou sui-





vant le cas,) de , pour qu'il réponde à la dite accusation et soit ultérieurement traité selon la loi.

Donné sous (mes) seing et sceau, ce en l'année, à , dans le district (ou comté, etc.,) de susdit.

J. S. [L. s.]

(D 2)

MANDAT D'ARRESTATION CONTRE UNE PERSONNE ACCUSÉE D'UN CRIME OU DÉLIT POURSUIVABLE PAR VOIE D'ACTE D'ACCUSATION, COMMIS EN MER OU À L'ÉTRANGER.

Pour les infractions commises en haute mer, le mandat peut être le même que dans les cas ordinaires, mais en décrivant l'infraction comme ayant été commise "en haute mer, en dehors des limites d'aucun district ou comté du Canada, et dans la juridiction de l'Amirauté d'Angleterre."

Pour les infractions commises à l'étranger pour lesquelles le délinquant peut être mis en accusation en Canada, le mandat peut aussi être le même que dans les cas ordinaires, mais en décrivant l'infraction comme ayant été commise " sur terre hors du Canada, savoir : à , dans le royaume de , (ou à dans l'Ile de dans les Antilles, ou à dans les Indes Orientales," ou selon le cas).

(E.)

CERTIFICAT CONSTATANT QUE L'ACTE D'ACCUSATION A ÉTÉ TROUVÉ FONDÉ.

Je certifie par le présent qu'à une cour (d'oyer et terminer, ou d'évacuation générale des prisons, ou des sessions générales de la paix), tenue dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de à dans le dit district (comté, etc..) le un acte d'accusation a été trouvé fondé par le grand jury contre A. B., désigné dans le dit acte d'accusation sous le nom de A. B., ci-devant de (journalier), pour avoir (etc., indiquez succinctement l'infraction), et que le dit A. B. n'a pas comparu ou n'a

pas répondu au dit acte d'accusation.

Daté ce

jour de

, en l'année

Z. X. Greffier.

Greffier de la Couronne, (on député-greffier de la Couronne) du district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas); ou Greffier de la paix dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas).

(F.)

MANDAT D'ARRESTATION CONTRE UNE PERSONNE MISE EN ACCUSATION.

Canada.
Province de ,, district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cus,) de

Attendu que J. D., greffier de la Couronne de la cour), (ou E. G., député-greffier de la Couronne, ou greffier de la paix, suivant le cas,) dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , a dûment certifié

que (etc., citez le certificat):

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement et de conduire le dit A. B. devant (moi), ou quelque autre juge ou juges de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas), pour être ultérieurement traité selon la loi.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de , en l'année , à dans le

district (ou comté, etc.,) susdit.

J. S. [L. s.] J.P.

(G.)

MANDAT DE DÉPÔT D'UNE PERSONNE MISE EN ACCUSATION.

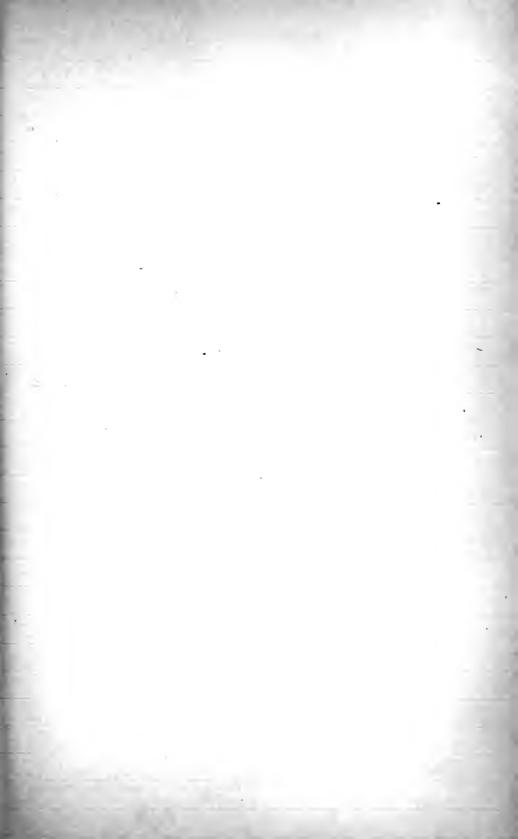
Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, on suivant le cas,)
de

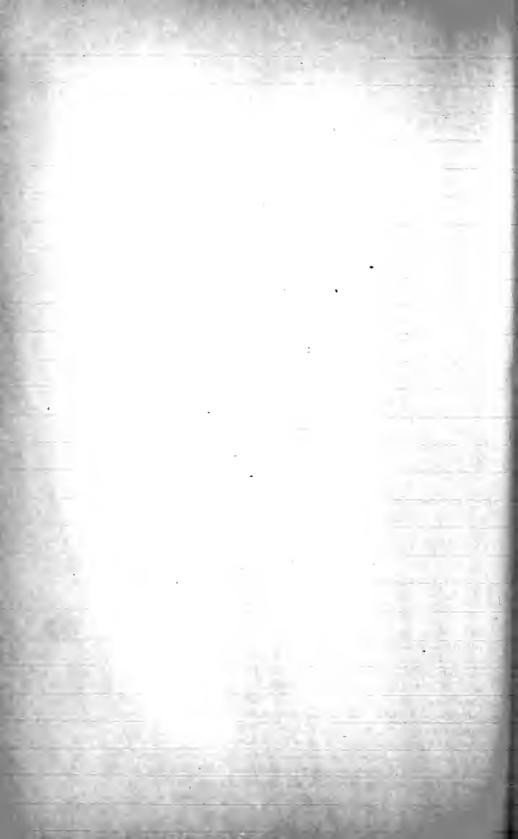
A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district (ou comté, etc.,) de , et au gardien de la prison commune, à , dans le dit district (comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de :

Attendu que par un mandat, sous les seing et sceau de , juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , en date du jour de , alléguant qu'il a été

certifié par J. D. (etc., comme dans le certificat),

le dit juge de paix a enjoint, au nom de Sa Majesté, à tous les constables, ou aucun d'eux, d'arrêter immédiatement le





dit A. B., et de le conduire devant (lui), le dit juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , ou devant quelque autre juge ou juges de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) pour être ultérieurement traité selon la loi; et attendu que le dit A. B. a été arrêté en vertu du dit mandat, et qu'étant maintenant devant (moi,) il est prouvé sous serment devant (moi) que le dit A. B. est la même personne que celle qui est nommée et accusée par dans le dit acte d'accusation:

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, à vous les dits constables et officiers de paix, ou aucun de vous, de conduire immédiatement le dit A. B. à la prison commune à , dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , et là, de le livrer au gardien de la dite prison, à qui vous remettrez le présent ordre; et (je) vous enjoins, à vous le dit gardien, de recevoir le dit A. B. sous votre garde, dans la dite prison commune, et de l'y détenir jusqu'à son élargissement suivant le cours de la loi.

Donné sous mes seing et sceau ce jour de , en l'année , à

dans le district (ou comté, etc.) susdit.

 $\operatorname*{J. S.}_{J. P.}[\text{l. s.}]$

(H.)

MANDAT POUR DÉTENIR UNE PERSONNE MISE EN ACCUSATION ET QUI EST DÉJA DÉTENUE POUR UNE AUTRE . INFRACTION.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

Au gardien de la prison commune à , dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

Attendu que J D, greffier de la Couronne de (nom de la cour, ou député greffier de la Couronne, ou greffier de la paix) dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , a certifié que (etc., citez le certificat); et attendu que (je suis) informé que le dit A. B. est sous votre garde dans la dite prison commune à susdit, accusé de quelque délit ou autre chose; et attendu qu'il est maintenant prouvé sous serment devant (moi) que le dit A. B., ainsi accusé comme susdit, et le dit A. B. qui est sous votre garde, sont une seule et même personne:

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de détenir le dit A. B. sous votre garde dans la dite prison commune, jusqu'à ce que, en vertu d'un bref d'habeas corpus, il en sorte pour subir son procès sur le dit acte d'accusation, ou jusqu'à ce qu'il soit mis hors de votre garde de toute autre manière, suivant le cours de la loi.

Donné sous (mes) seing et sceau, ce en l'année , à district (ou comté, etc.,) susdit. jour de • dans le

J. S. [L S.] J. P.

(I.)

VISA D'UN MANDAT. 191

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

Attendu qu'il a été prouvé aujourd'hui, sous serment, devant moi, juge de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , que le nom de J. S., souscrit au présent mandat, est de la propre écriture du juge de paix y mentionné :

A ces causes, j'autorise par les présentes W. T., qui m'a apporté ce mandat, et tous autres auxquels ce mandat a été d'abord adressé, ou par qui il peut être légalement mis à exécution, et aussi tous constables et autres officiers de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , de le mettre à exécution dans le dit district

(ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) indiqué en dernier lieu.

Donné sous mon seing, ce , jour de en l'année , à dans le district (ou comté, etc.,) susdit.

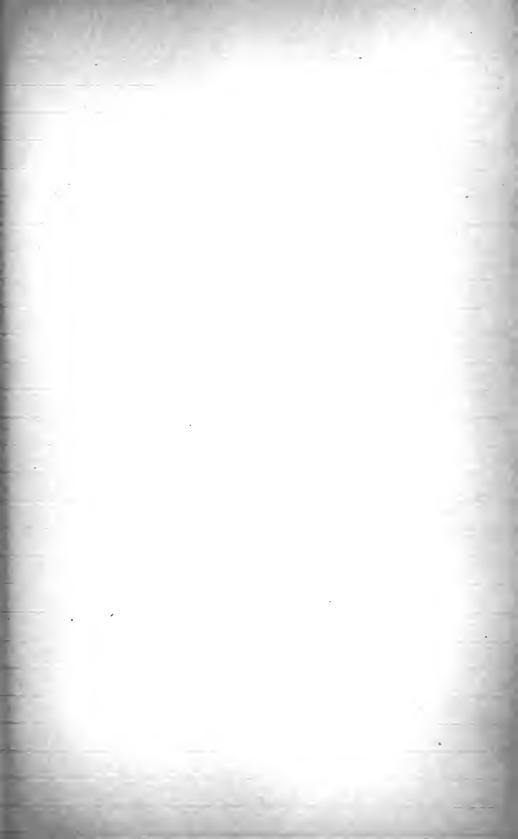
J. L.

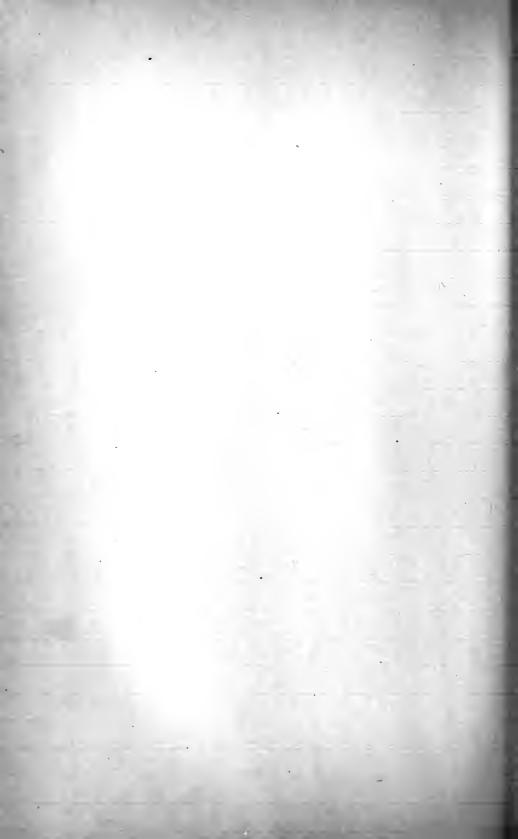
20 Sept- 1888. Phisson 12 Region Reginne Brunst- Kill J. 3 Octobs 1858-" S'aite parateriels - je croinin qu'il entacce trop loir avec le 4este du Statut- (Sorunger) Chap. 74.0.107 ou donne ici la substance de l'Offense. anglais + Français Cestrum migulante's on peut fair der citation. se n'est par une inigularité que l'anpourrait amequer- 2' je maintenair l'inscetement 25 au 1= och oupent lamenter -Le mot far comption estomin. C'est plus grave. Il fant qu'il lefanse aux termes delaloi. Le dunt commen au fair - Kunele on crimer-définit le l'ajure. abcommen lave la l'en objection deprait itu manitemm si jatan affeli a jugutapre le droit comme auglaire Lion processes le Statut chap-154. - p. 42andi State Revise's - wilfully roungthy - 3's car -Comply se renevatie. Ce sout des mote sacramer tek pour moi. C'est la substance qu'il fant, ou in dique seulement, a'la sect, 107 ou donne, du in diention generalor p. 20%, auti. Section amender celà. C'extlaine à la diseré. tion der Greger beleinent gion repent fair un car usani. Le crois que non. Ce serait permetter unamendement sur le fonde min de l'accessations Tene plais completer l'instabennet grashed. benende de retier le plaitoyende non compable au plaiter Con nevert pou componin à la Rect 140 du chap. 1/4 - pour ex rims ou déliter Il avait le choir defermin un controum 1~ afin dempar æller en priman --La loi pennet de retier leplandoyade non con Lei le renouvellement de Contionement n'enerspar un - Ce viert parle names contament-Il deva se preienser fun allow souproier -Il n'est question d'offense que sur le dos-Ce nest par la formule dela loi - Il sig estpar quistion de l'afferere - Cest un procédie qui nest por se vilen - = Som ce crime on delit - Le I. Lung ne pouvait s'ruquini den alte asusation. La com supoura rapunta Comainere Ule tombe à l'eau-Cesture protection quon accorde à tantaccusi- Grashed-m Re Downie XI. S. M. Octoby 1808. Com Supreme -That are indictment for perfury with the attorney General's man signed by his representative that by himself is not in compliance with the

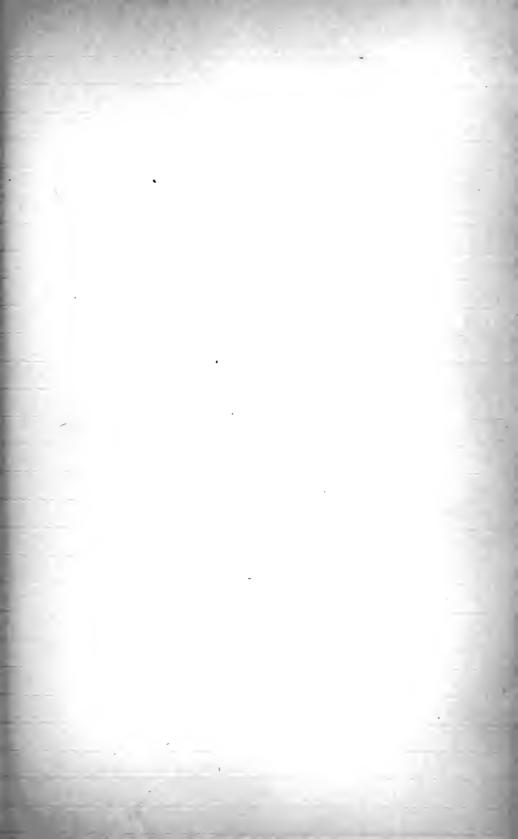
a. B. Commisse Tessier, Cross S. S. april 26. 1808-X1 R. 2. 358,

- Ouge - Octobs 1888 - -La Keins 10. Combron - Subietement Lancing an a Bailer Cyr. dit an Juge quil s'appair sur art-85 den chap. 184 p. 98. Se prétende que l'accusation Hombe ever chap. 164, art. 4-p. 78-anti- Belanger J. det gru l'Insietement tombe sous chap. 164. 419 Wet sec. 4. p. 78 aute - Non compable! un Donze Octobs 1888. un La Rein on Sos. Canthin. Obtention I'm coat rounde fans préteater. Belanger J. Les fans présente n'estpar promé. S. Dit à Baker que con onde 9. B. Prignet lui Sevait-+ quil le pairait him - preuve de la C. nisceffisante - chan ge p. J. hu consequence & - non compable - 25 février 1893-Celestin de Valley fiers acuir un liberté sur buj Heben Conferes, he Committement one contenant l'inomes d'acromes offenesse Juge Relangor un - 1th Man 1893-Daoust assure d'avin surpoisonne la vache de aut. Reunita Ste-Barbe to Suillet 1892 ortrewogé par Shouter J. K. après ruquit priliminais à thenting don de want la Com du Midela Reins. Ce jour, il refuse de removaler con contivement se lives an chief + demande proces raperitif - (vide infra 12192. Le Shing restific M. Langfret M. de D. le ruins soir Daoust downs courties demant Mr. & spirice fisi any man - 1843. Il est acquitte' -

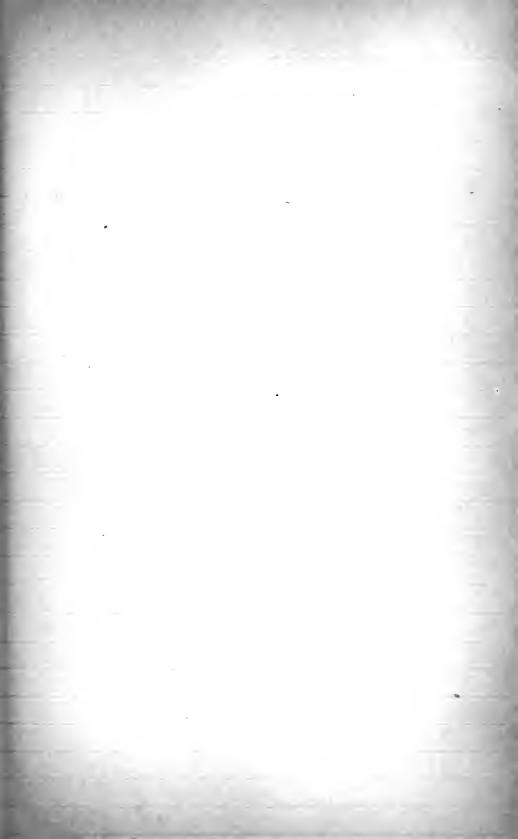
A silver Cyr. Dir. Sug. Co. a Com me - Le bro mi t in 1.1.1 1 r. r. r. a d .3 4 . 1

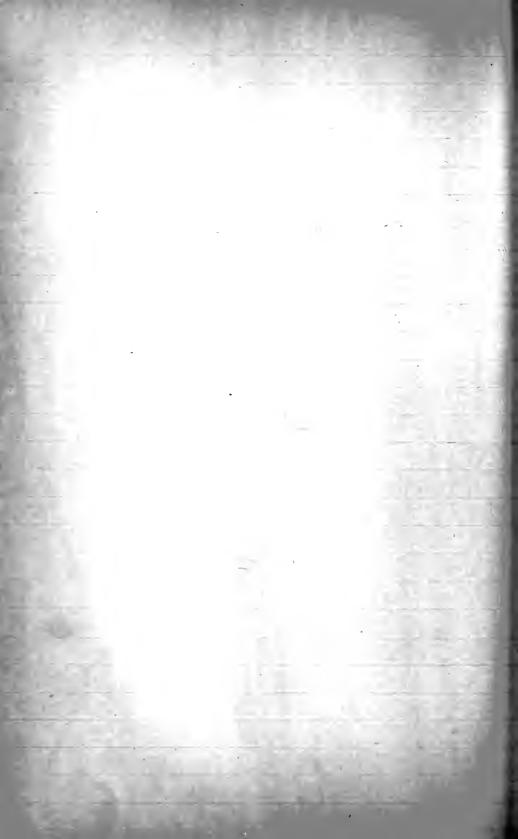












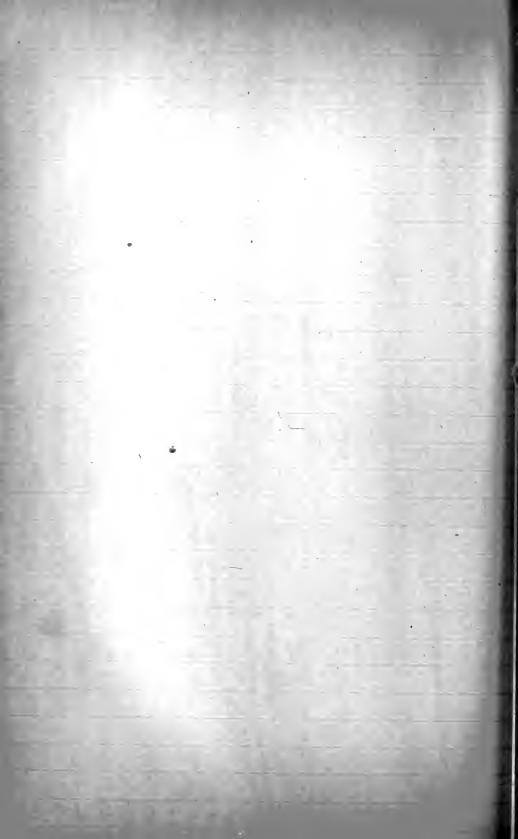




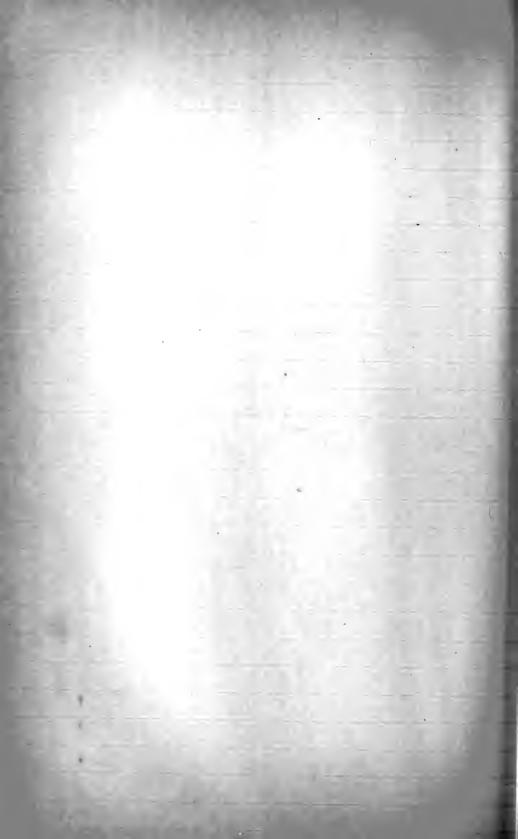




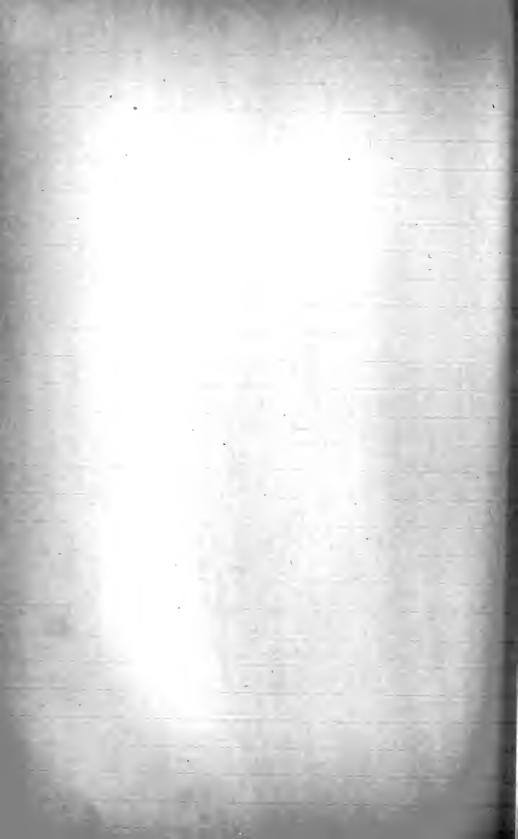




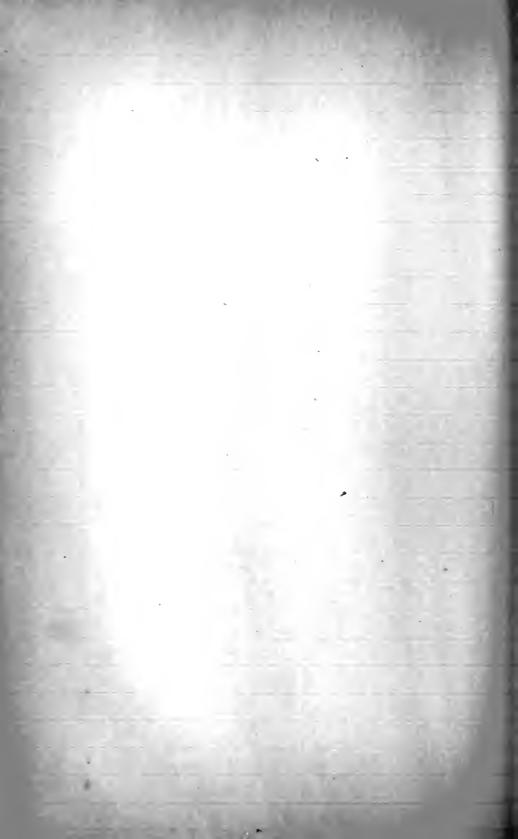
















(K.)

DÉNONCIATION À L'EFFET D'OBTENIR UN MANDAT DE PERQUISITION.

Canada. Province de , district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

, dans le dit Dénonciation de A. B., de $_{
m de}$ district (ou comté, etc.,) (bourgeois,) reçue ce , devant moi , en l'année jour de W. S., écuyer, juge de paix dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de lequel dit que, le jour de (insérez la description des effets volés) appartenant au déposant, ont été félonieusement volés, pris et enlevés de (l'habitation, etc.,) du déposant, à (township, etc.,) susdit, par quelque personne ou personnes inconnues (ou nommez les personnes), et qu'il a de bonnes raisons de soupçonner et soupconne effectivement que ces articles et effets, en tout ou en partie, sont cachés dans (l'habitation, etc.,) de C. D., de

dans le dit district (ou comté, etc.), (ici ajoutez les causes de soupçon, quelles qu'elles soient); Pour quoi, le dit déposant demande qu'il lui soit accordé un mandat pour faire des perquisitions dans (l'habitation, etc.,) du dit C. D., comme susdit, pour les dits effets et articles ainsi félonieusement

volés, pris et enlevés comme susdit.

Assermenté (ou affirmé) devant moi les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, dans le dit district (ou comté, etc.), de

W. S.

(K 2.)

MANDAT DE PERQUISITION.

Canada. Province de , district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,)

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

Attendu que A. B., de de dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) a aujourd'hui juré devant moi, soussigné,

216917

de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cus,) de que le jour de

(copiez la plainte jusqu'à la mention du lieu où les effets

sont supposés être cachés):

A ces causes, les présentes sont pour vous autoriser et vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, à tous et chacun de vous, avec l'assistance nécessaire, d'entrer de jour dans la dite (habitation, etc.,) du dit et là, de faire avec soin la recherche de ces articles et effets; et, s'ils sont trouvés en tout ou en partie, à la suite de la dite recherche, de les apporter et de conduire le dit C. D. devant moi ou quelque autre juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de pour qu'il en soit disposé selon la loi.

Donné sous mes seing et scean à dans le dit district (comté, etc.,) ce jour de en

l'année

W. S. [L. S.]

(L.)

ASSIGNATION, D'UN TÉMOIN.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A E. F., de , (journalier):

Attendu qu'une plainte a été portée devant le soussigné, juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , à l'effet que A. B. (etc., comme dans l'assignation ou le mandat contre l'accusé), et qu'il a été déclaré sous (serment) devant moi que vous êtes probablement en état de rendre un témoignage essentiel à l'appui de la (poursuite):

A ces causes, ces présentes sont pour vous enjoindre d'être et de comparaître devant moi, le heures de (l'avant) midi, à , ou devant tel autre ou tels autres juges de paix du dit district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de qui seront alors présents, pour rendre témoignage de ce que vous savez au sujet de la dite plainte ainsi portée contre le dit A. B., comme susdit. Ce à quoi vous ne devez manquer.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de , en l'année , à , dans le district (comté, etc.,) susdit.

J. S. [L. s.]

(L 2.)

MANDAT D'AMENER CONTRE UN TÉMOIN POUR CAUSE DE DÉSOBÉISSANCE A UNE ASSIGNATION.

Canada,
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous les constables ou autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , ou aucun d'eux:

Attendu qu'une plainte a été portée devant , juge de paix dans et pour le dit district (comté, etc.,) de à l'effet que A. B. (etc., comme dans l'assignation); et qu'il (m'a) été déclaré sous (serment) que E. F., de *(journalier)*, était probablement en état de rendre un témoignage essentiel à l'appui de la (poursuite), (j'ai) dûment adressé une assignation au dit E. F., lui enjoignant d'être et comparaître devant (moi) le ou devant tel autre ou tels autres juges de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui seraient alors présents, aux fins de rendre témoignage au sujet de la dite plainte ainsi portée contre le dit A. B., comme susdit; et attendu qu'il a été dûment prouvé aujourd'hui sous serment devant (moi) que la dite assignation a été dûment signifiée au dit E. F.; et attendu que le dit E. F. a négligé de comparaître aux temps et lieu fixés dans la dite assignation, et qu'il n'offre pas d'excuse légitime de sa négligence:

A ces causes, ces présentes sont pour vous enjoindre de conduire et amener devant (moi) le dit E. F., le à heures de (l'avant) midi, à , ou devant tel autre ou tels autres juges de paix du dit district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) qui seront alors présents, pour rendre témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite plainte ainsi

portée contre le dit A. B., comme susdit.

Donné sous (mes) seing et sceau, ce jour de en l'année , à , dans le district (ou comté, etc.,) susdit.

J. S. (L. s.)

(L 3.)

MANDAT D'AMENER CONTRE UN TÉMOIN EN PREMIER LIEU.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cus.)
de

A tous les constables ou officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cus,) de , ou aucun d'eux:

173

Attendu qu'une plainte a été portée devant le soussigné, juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , à l'effet que (etc., comme dans l'assignation), et qu'il a été déclaré devant (moi) sous serment que E. F., de , (journalier), est probablement en état de rendre un témoignage essentiel à l'appui de la (poursuite), et qu'il est probable que le dit E. F. ne se présentera pas pour donner son témoignage à moins d'y être contraint:

A ces causes, ces présentes sont pour vous enjoindre de conduire et amener devant (moi) le dit E. F., le , à heures de (l'avant) midi, à , ou devant tel autre ou tels autres juges de paix du même district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui seront alors présents, pour rendre témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite

plainte ainsi portée contre le dit A. B., comme susdit.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de
, en l'année à , , dans le district (ou comté, etc.,) susdit.

J. S. [L. s.]

(L 4.)

MANDAT D'INCARCÉRATION CONTRE UN TÉMOIN QUI REFUSE DE PRÊTER SERMENT OU DE RENDRE TÉMOIGNAGE.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous les constables ou autres officiers de paix du district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , ou aucun d'eux, et au gardien de la prison commune, à dans le district (comté, comtés-unis, ou suivant le cas,)

de :

Attendu que A. B. a dernièrement été accusé devant juge de paix dans et pour le district (ou comté, comtés unis, ou suivant le cas,) de , d'avoir (etc., comme dans l'assignation); et vu qu'il a été représenté sous serment devant (moi) que E. F., de , était probablement en état de rendre un témoignage essentiel à l'appui de la (poursuite), (j'ai) dûment adressé une assignation au dit E. F., lui enjoignant d'être et comparaître devant moi, le , à , ou devant tel autre ou tels autres juges de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui seraient alors présents, aux fins de rendre témoignage de ce qu'il savait au sujet de la dite plainte ainsi portée contre le dit A. B., comme susdit ; et attendu que le dit E. F., comparaissant mainte-

nant devant (moi,) (ou qui a été conduit devant (moi) en vertu d'un mandat d'amener pour rendre témoignage comme susdit), étant requis de prêter serment ou de faire une affirmation comme témoin en cette affaire, refuse maintenant de le faire (ou qu'étant dûment assermenté comme témoin, il refuse maintenant de répondre à certaines questions qui lui sont maintenant posées à cet égard, et plus particulièrement à la suivante:

sans donner aucune excuse légitime de ce refus :

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre. à vous les dits constables ou officiers de paix, ou à aucun de vous, d'arrêter le dit E. F. et de le conduire à la prison commune à , dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas), et là, de le livrer au gardien de la dite prison, à qui vous remettrez cet ordre ; et (j'enjoins) par le présent, à vous, le dit gardien de la dite prison commune, de recevoir le dit E. F. sous votre garde dans la dite prison commune, et de l'y détenir pendant l'espace de jours pour son dit mépris, à moins que, dans l'intervalle, il ne consente à être interrogé et à répondre à cet égard ; et pour ce faire, les présentes vous seront une autorisation suffisante.

Donné sous (mes) seing et sceau, ce jour de , en l'année , à , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L. s.]

(M.)

MANDAT DE DÉPÔT D'UN PRÉVENU.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous les constables ou officiers de paix, ou aucun d'eux dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de et au gardien de la (prison commune ou maison d'arrêt,) à , dans le dit district (ou comté, etc.,) de

Attendu que A. B. a été anjourd'hui accusé devant le soussigné, juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de d'avoir, (etc., comme dans le mandat d'arestation,) et qu'il (me) paraît nécessaire de renvoyer le dit A. B. en prison:

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, à vous les dits constables ou officiers de paix, de conduire immédiatement le dit A. B. à la (prison commune ou maison d'arrêt) à , dans le dit district, (ou comté, etc.,) et là, de le livrer au gardien de la dite (prison,

etc.), ensemble avec cet ordre; et je vous enjoins par les présentes. à vous le dit gardien, de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite (prison commune ou maison d'arrêt) et là de le détenir jusqu'au jour de (courant), et je vous enjoins de le conduire alors à , à heures de (l'avant) midi du même jour, devant (moi) ou devant tel autre ou tels autres juges de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui seront alors présents, pour qu'il réponde de nouveau à la dite accusation et soit ultérieurement traité selon la loi, à moins que dans l'intervalle vous ne receviez quelque ordre contraire.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de , en l'année , à , dans le

district (ou comté, etc.,) susdit.

J. S. (L. s.)

(M 2.)

CAUTIONNEMENT AU LIEU DU RENVOI DU PRÉVENU EN PRI-SON, LORSQUE L'INTORROGATOIRE EST AJOURNÉ.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

jour de Sachez que le , en l'année , A. B., de (journalier,) L. M., de (épicier,) et N. O., de (boucher), ont personnellement comparu devant moi juge de paix pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas), et ont reconnu devoir chacun à Notre Souveraine dame la Reine, ses héritiers et successeurs, les diverses sommes suivantes, savoir : le dit A. B., la somme de , chacun, en bon L. M. et N. O., la somme de argent ayant cours légal en Canada, prélevables sur leurs biens meubles et immeubles respectivement, au profit de notre dite dame la Reine, ses héritiers et successeurs, si lui, le dit A. B., fait défaut de remplir la condition inscrite au verso (ou au bas) des présentes.

Fait et reconnu devant moi, les jour et an ci-dessus en

premier lieu mentionnés, à

J. S.

CONDITION.

La condition du cautionnement ci-joint (ou ci-dessus) est comme suit, savoir : vu que A. B., qui s'est obligé par le dit cautionnement, a été aujourd'hui (ou le dernier) accusé devant moi d'avoir (etc., vomme dans le mandat) ; et

263

vu que l'interrogatoire des témoins en cette poursuite a été jour de ajourné jusqu'au (courant); or donc, si le dit A. B. comparaît devant moi, le dit (courant), à heures de (l'avant) midi, ou devant tel autre ou tels autres juges de paix pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui seront alors présents, aux fins de répondre (de nouveau) à la dite accusation, et être ultérieurement traité selon la loi, alors le dit cautionnement sera nul; autrement, il aura pleine force et geffet.

(M 3.)

AVIS DU CAUTIONNEMENT À DONNER AU PRÉVENU ET À SES CAUTIONS.

Canada. Province de , , district (ou comté, comtés- unis, ou suivant le cas,)

Soyez notifié que vous, A. B., de , vous vous êtes obligé en la somme de , et vos cautions, L. M. et N. O., en la somme de chacun, à l'effet que chacun, à l'effet que vous, le dit A. B., comparaîtriez devant moi, J. S., juge de paix pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de jour de heures de (l'avant) midi, à , ou devant tel autre ou tels autres juges de paix du même district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui se trouveront alors présents, aux fins de répondre (de nouveau) à l'accusation portée contre vous par C. D., et être ultérieurement traité selon la loi; or, à moins que vous, A. B., ne comparaissiez personnellement, les sommes que vous et vos cautions avez reconnu devoir par le dit cautionnement, seront immédiatement prélevées sur vos biens et sur ceux de vos cautions.

Daté ce jour de en l'année

J. S.

(M 4.)

CERTIFICAT DE NON-COMPARUTION QUI SERA INSCRIT AU VERSO DU CAUTIONNEMENT.

Je certifie par le présent que le dit A. B. n'a pas comparu aux temps et lieu indiqués dans la condition ci-dessus mentionnée, et qu'il a fait défaut; à raison de quoi le cautionnement ci-joint est confisqué.

J. S.,

(N.)

DÉPOSITIONS DES TÉMOINS.

Canada. Province de district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,)

Interrogatoire de C. D., de , (cultivateur), et de E. F., de , (journalier), pris sous (serment) ce jour de , en l'année dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit, devant le soussigné, juge de paix pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) en présence et à portée de l'ouïe de A. B., accusé aujourd'hui devant (moi), d'avoir, lui, le dit A. B., le désignez l'infraction de la même manière que dans un mandat d'emprisonnement).

Le déposant C. D. déclare sous (serment) comme suit : (etc., reproduisez la déposition du témoin aussi exactement que possible, et employez à peu près les mêmes expressions; et la déposition achevée, faites-la lui signer).

Et le déposant E. F. déclare sous (serment) comme suit :

(etc.)

Les dépositions ci-dessus de C. D. et E. F. ont été reçues et attestées sous (serment) devant moi, à , les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés.

J. S.

(O.)

DÉCLARATION DU PRÉVENU.

Canada. Province de , district (ou comté, comtés-nnis, ou suivant le cas,) de

A. B. est accusé devant le soussigné, de paix pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) ce jour de en l'année d'avoir, le dit A. B., le , (etc., comme dans l'en-tête des dépositions); et la dite accusation étant lue au dit A.B., et les témoins à charge C. D. et E. F. étant interrogés séparément en sa présence, j'ai adressé la parole au dit A. B. comme suit : " Ayant entendu les témoignages, dési-" rez-vous dire quelque chose en réponse à l'accusation?

"Vous n'êtes pas obligé de rien dire, à moins que vous ne "le vouliez bien; mais tout ce que vous direz sera pris par "écrit et pourra servir de preuve contre vous lors de votre "procès." A quoi le dit A. B. a répondu comme suit: (Ici consignez tout ce que dira le prisonnier, et autant que possible en employant ses propres paroles. Faites-le signer, s'il y consent.)

A. B. ×

265

Reçu devant moi, à , les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés.

La preun, fait elevant l'inequat pulier n'es es teun, a consation de Courson mainter aut fruit fair son artis d'accusation st procéder un nerte D'inne soction toute aute que celle qui a fait l'off, t de l'anance preliminaire.

(P.)

MANDAT DE DÉPÔT.

Canada.
Province de , district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , et au gardien de la prison commune du district (ou comté, etc.,) à , dans le dit district (ou comté, etc.,) de

Attendu que A. B. a, ce jour, été accusé sous serment devant (moi) J. S., juge de paix dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , par C. D., de , (cultivateur), et autres, d'avoir (etc., indiquez

succinctement l'infraction):

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables ou autres officiers de paix, ou à aucun de vous, d'arrêter le dit A. B. et de le conduire à la prison commune à susdit, et là, de le livrer entre les mains du gardien de la dite prison commune, avec le présent ordre. Et je vous enjoins par les présentes, à vous le dit gardien de la dite prison commune, de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite prison commune, et de l'y détenir jusqu'à son élargissement suivant le cours de la loi.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année , à dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L. S.]

(Q.)

OBLIGATION A L'EFFET DE POURSUIVRE OU DE RENDRE TÉMOIGNAGE.

Canada.
Province de , district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de

jour de Sachez que ce en l'année , C. D., de , dans le , dans le (township) de , dans le dit district (ou comté, etc.,) de (cultivateur,) est personnellement comparu devant moi, juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de a reconnu devoir à Notre Souveraine dame la Reine, ses héritiers et successeurs, la somme de argent du cours légal du Canada, à prendre et percevoir sur ses biens et effets, terres et tènements, pour l'usage de Notre dite Souveraine dame la Reine, ses héritiers et successeurs, si lui, le dit C. D., fait défaut de remplir les conditions inscrites au verso (ou au bas) des présentes.

Fait et consenti devant moi, les jour et an ci-dessus en

premier lieu mentionnés.

J. S.

CONDITION DE POURSUIVRE.

L'obligation ci-jointe (ou ci-dessus) est à la condition suivante, savoir : que le nommé A. B. ayant été aujourd'hui accusé devant moi, J. S., juge de paix y mentionné, d'avoir (etc., comme dans l'en-tête des dépositions) : or donc, si le dit C. D. comparaît à la prochaine cour d'oyer et terminer (ou d'évacuation générale des prisons, ou à la prochaine cour des sessions générales ou trimestrielles de la paix), qui sera tenue dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de *, et là, présente ou fait présenter un acte d'accusation pour l'infraction susdite contre le dit A. B., et poursuit là et alors l'acte d'accusation, en ce cas la dite obligation deviendra nulle; antrement elle aura pleine force et effet.

CONDITION DE POURSUIVRE ET DE RENDRE TÉMOIGNAGE.

(Comme ta dernière formule jusqu'à l'astérisque*, et continuez comme suit :) "et là, présente ou fait présenter un acte d'accusation contre le dit A. B. pour l'infraction susdite, et poursuit l'acte d'accusation et rend témoignage à ce sujet, tant devant les jurés qui s'enquerront alors de l'infraction, que devant les jurés qui seront assignés pour faire le procès du dit A. B., alors la dite obligation sera nulle; autrement elle aura pleine force et effet."

CONDITION DE RENDRE TÉMOIGNAGE.

(Même formule que l'avant-dernière, jusqu'à l'astérisque*, et continuez ensuite ainsi): "et là, rend témoignage de tout ce qu'il sait au sujet d'un acte d'accusation qui sera là et alors présenté contre le dit A. B. pour l'infraction susdite, tant devant les jurés qui s'enquerront de la dite infraction, que devant les jurés qui seront assignés pour faire le procès du dit A. B., si le dit acte d'accusation est trouvé fondé, alors la dite obligation sera nulle; autrement elle aura pleine force et effet."

(Q 2.)

AVIS DE L'OBLIGATION A DONNER AU POURSUIVANT ET A SES TÉMOINS.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

Soyez notifié que vous, C. D., de , vous êtes obligé en une somme de , à l'effet de comparaître à la prochaine cour d'oyer et terminer et d'évacuation générale des prisons (ou à la prochaine cour des sessions générales de la paix), dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , qui sera tenue à

, dans le dit district (comté, etc.,) et là et alors, de (poursuivre et) rendre témoignage contre A. B.; et faute par vous de comparaître là et alors pour (poursuivre et) rendre témoignage en conséquence, la somme portée dans l'obligation sera prélevée par la saisie et vente de vos biens et effets.

Daté ce

jour de

en l'année

J. S.

(R.)

ORDRE D'EMPRISONNEMENT D'UN TÉMOIN POUR REFUS DE SOUSCRIRE L'OBLIGATION.

Canada.
Province de , , district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

A tous les constables ou autres officiers de paix du dit district (on comté, etc.,) de , ou aueun d'eux, et au gardien de la prison commune du dit district (on comté, etc., ou selon le cas,) à dans le dit district (comté, etc., ou selon le cas,) de

Attendu que A. B. a été dernièrement accusé devant le soussigné (nom du juge de paix), juge de paix dans et pour

le dit district (on comté, etc.,) de d'avoir (etc., comme dans l'assignation adressée au témoin), et qu'il a été déclaré sous serment devant (moi) que E. F., de , était probablement un témoin essentiel pour la poursuite, (j'ai) adressé (mon) assignation au dit E. F., lui enjoignant d'être et de comparaître devant (moi) le

, à , ou devant tel autre ou tels autres juges de paix qui seraient alors présents, aux fins de rendre témoignage de ce qu'il savait au sujet de la dite accusation portée contre le dit A. B., comme susdit; et attendu que le dit E. F. a comparu devant (moi) (ou a été conduit devant (moi) en vertu d'un mandat d'amener à cet effet pour rendre témoignage comme susdit), et qu'étant interrogé par (moi) au sujet de l'accusation et requis par (moi) de souscrire une obligation à l'effet de rendre témoignage contre le dit A. B., il refuse maintenant de ce faire:

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables ou officiers de paix, ou aucun de vous, d'arrêter le dit E. F. et de le conduire à la prison com-, dans le district (ou comté, etc.,) susdit, et là, de le livrer au dit gardien, auquel vous remettrez aussi cet ordre; et je vous enjoins par le présent, à vous le gardien de la dite prison commune, de recevoir le dit E. F. sous votre garde dans la dite prison commune, et de l'y détenir jusqu'après le procès du dit A. B. pour l'infraction susdite, à moins que dans l'intervalle le dit E. F. ne souscrive une obligation comme susdit, pour la somme de quelque juge de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) avec la condition ordinaire de comparaftre à la prochaine cour (d'oyer et terminer, ou d'évacuation générale des prisons, ou des sessions générales de la paix), qui sera tenue dans et pour le dit district (ou comté, comtés unis, ou suivant le cus,) de et là rendre témoignage devant les grands jurés sur tout acte d'accusation qui sera là et alors présenté contre le dit A. B. pour l'infraction susdite, et aussi pour rendre témoignage au procès du dit A. B. pour la dite infraction, si l'acte d'accusation est déclaré fondé contre lui.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de , en l'année , à , dans le district (ou comté, etc.,) susdit.

J. S. [L. s.]

(R 2.)

ORDRE POUR L'ÉLARGISSEMENT D'UN TÉMOIN.

Canada.
Province de , , district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de

Au gardien de la prison commune à , dans le dit district (ou comté, etc.,) de

Attendu que par (mon) ordre en date du

(courant), portant que A. B. a été dernièrejour de ment accusé devant (moi) d'une certaine infraction y mentionnée, et que E. F. étant comparu devant (moi) et ayant été interrogé comme témoin à charge, a refusé de souscrire une obligation à l'effet de rendre témoignage contre le dit A. B., et que j'ai en conséquence commis le dit E. F. à votre garde en vertu du dit ordre, et vous ai enjoint de le détenir jusqu'après le procès du dit A. B. pour la dite infraction, à moins que, dans l'intervalle, il ne consentit à souscrire une obligation comme susdit; et attendu qu'à défaut de preuve suffisante contre le dit A. B., le dit A. B. n'a pas été incarcéré ou tenu de donner caution à raison de la dite infraction, mais qu'au contraire il a été depuis remis en liberté, et qu'il n'est pas nécessaire que le dit E. F. soit détenu plus longtemps sous votre garde:

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous le dit gardien, d'élargir le dit E. F., en ce qui concerne le dit ordre d'emprisonnement, et de le remettre en liberté.

Donné sous mes seing et sceau, ce en l'année , à dans le district (ou comté, etc.,) susdit.

J. S., [L. S.] J.P.

(S.)

CAUTIONNEMENT.

Canada.
Province de ,)
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

jour de Sachez que le , en l'année , (journalier), L. M., de , A. B., de (épicier), et N. O., de (boucher), ont personnellement comparu devant (nous), soussignés, (deux) juges de paix pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou selon le cas,) et ont chacun reconnu devoir à Notre Souveraine dame la Reine, ses héritiers et successeurs, les diverses sommes suivantes, savoir: le dit A. B., la somme de et les dits L. M. et N. O., la somme de , chacun, en bon argent avant cours légal en Canada, lesquelles dites sommes seront prélevées sur leurs biens meubles et immeubles respectivement, pour l'usage de Notre dite Souveraine dame la Reine, ses héritiers et successeurs, si lui, le dit A. B., fait défaut de remplir la condition inscrite au verso (ou au bas) des présentes.

Fait et signé devant nous les jour et an ci-dessus en

premier lieu mentionnés, à

J. S. J. N.

CONDITION.

La condition du cautionnement ci-joint (ou ci-dessus) est comme suit, savoir: Vu que le dit A. B. a été aujourd'hui accusé devant (nous), les juges de paix y mentionnés, d'avoir (etc., comme dans le mundat); or donc, si le dit A. B. comparaît à la prochaine cour d'oyer et terminer (ou d'évacution générale des prisons, ou cour des sessions générales ou trimestrielles de la paix) qui se tiendra dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , et là, se livre lui-même à la garde du gardien de la (prison commune ou maison d'arrêt) du lieu, et s'il plaide à l'acte d'accusation que le grand jury pourra trouver fondé contre lui concernant la dite accusation, et s'il subit son procès et ne quitte pas la dite cour sans permission, alors le dit cautionnement sera nul; autrement, il aura pleine force et effet.

(S 2.)

AVIS DU CAUTIONNEMENT À DONNER AU PRÉVENU ET À SES CAUTIONS.

Soyez notifié que vous, A. B., de , vous êtes obligé en la somme de , et vos cautions (L. M. et N. O.) en la somme de , et vos cautions (L. M. et N. O.) en la somme de , chacun, à l'effet que vous, A. B., comparaîtrez (etc., comme dans la condition du cautionnement) et ne quitterez pas la dite cour sans permission ; et que si vous, le dit A. B., ne comparaissiez personnellement, et si vous ne plaidiez et ne subissiez votre procès en conséquence, le montant porté au cautionnement que vous et vos cautions avez donné sera immédiatement prélevé sur vos biens et effets et ceux de vos cautions.

Daté ce jour de , en l'année

J. S., J. P.

(S 3.)

MANDAT D'ÉLARGISSEMENT SUR CAUTIONNEMENT DONNÉ POUR UN PRÉVENU DÉJÀ EMPRISONNÉ.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

Au gardien de la prison commune du district (ou comté, comtés-unis, ou selon le cas,) de , à dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas).

Attendu que A. B., ci-devant de , (journalier), a devant (nous), (deux) juges de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , signé une obligation et fourni des cautions suffisantes pour sa compărution à la prochaine cour d'oyer et terminer (ou d'évacuation générale des prisons, ou cour des sessions générales ou trimestrielles de la paix), qui sera tenue dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , aux fins de répondre à Notre Souveraine dame la Reine, pour avoir (comme dans le mandat d'emprisonnement), pour laquelle infraction il a été arrêté et envoyé dans votre dite prison commune:

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'élargir immédiatement le dit A. B., s'il est encore sous votre garde dans la dite prison commune pour la dite infraction, mais pour nulle autre.

Donné sous nos seings et sceaux, ce jour de dans le district en l'année

(ou comté, etc.,) susdit.

J. S. [L. s.] J. N. [L. s.]

(T.)

REÇU DU GEOLIER DONNÉ AU CONSTABLE CONSTATANT LA RÉCEPTION DU PRISONNIER.

Je certifie par le présent que j'ai reçu de W. T., constable du district (ou comté, etc.,) de , la personne de A. B., en même temps qu'un mandat sous les seing et sceau de J. S., écuyer, juge de paix pour le district (ou comté, comtés unis, ou suivant le cas,) de et que le dit A.B. était sobre (ou suivant le cas) lorsqu'il a été commis à ma garde.

> P. K. Gardien de la prison commune du dit district (ou comté, etc.)

(U.)

MANDAT POUR FAIRE CONDUIRE LE PRÉVENU DEVANT UN JUGE DE PAIX DU COMTÉ DANS LEQUEL L'INFRACTION A ÉTÉ COMMISE.

Canada. Province de district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,)

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

Attendu que A. B., de , (journalier), a aujourjuge de paix dans d'hui été accusé devant (moi), et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , d'avoir (etc., comme dans le mandat d'arrestion); et attendu que (j'ai) reçu la déposition de C. D., témoin interrogé par (moi) sur la dite accusation, mais vu que (je suis) informé que les principaux témoins pour prouver la dite infraction contre le dit A. B. résident dans le

district (ou comté, comtes-unis, ou suivant le cas,) de

, où l'on prétend que la dite infraction a été commise: A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de conduire et transporter le dit A. B. dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou selon le cas,) de et là, de le conduire devant quelque juge ou juges de paix de ce district (ou comté, countés-unis, ou suivant le cas,) et dans ou près du (township de) où l'on prétend que l'infraction a été commise, aux fins de répondre ultérieurment à la dite accusation devant lui ou eux, et être ultérieurement traité selon la loi; et (je) vous enjoins de plus de remettre la plainte à ce sujet aux dits juge ou juges de paix, ainsi que la dite déposition de C. D., qui sont maintenant remises entre vos mains à cette fin, en même temps que le présent mandat.

Donné sous (mes) seing et sceau, ce jour de , en l'année , à dans le district (ou

comté, etc.,) susdit.

J. S. [L. s.]

(Ü 2.)

REÇU QUI SERA DONNÉ AU CONSTABLE PAR LE JUGE DE PAIX DU COMTÉ DANS LEQUEL L'INFRACTION A ÉTÉ COMMISE.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

Je, J. P., juge de paix dans et pour le district (ou comté, etc.,) de , certifie par le présent que W. T., constable, (ou officier de paix) du district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas) de jour de , en l'année , a, ce en obéissance au mandat de J. S., écuyer, juge de paix dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cus,) , amené devant moi un nommé A. B., accusé devant le dit J. S. d'avoir (etc., indiquez succinctement l'infraction), et l'a commis à la garde de par mon ordre, pour répondre à la dite accusation et être ultérieurement traité selon la loi; et qu'il m'a aussi remis le dit mandat, ensemble avec la plainte (s'il y en a) ainsi que la déposition de C. D. (et de) mentionnées dans le dit mandat, et qu'il a prouvé sous serment devant moi la signature du dit J. S. au bas du dit mandat.

Daté les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, dans le dit district (ou comté, etc.,) de

J. P.

SECONDE ANNEXE.

FORMULES D'ACTES D'ACCUSATION.

Meurtre.

Comté (ou district) de , Les jurés de Notre Souvesavoir : 7 raine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de , en l'année , à , dans le comté (ou district) de a félonieusement, volontairement et de malice préméditée, tué et assassiné le nommé C. D.

Homicide non-prémédité.

Comté (ou district) de , Même formule que la dersavoir : nière, omettant "volontairement et de malice prémédité»," ainsi que les mots "et assassiné."

Lésion corporelle.

Comté (ou district) de , Les jurés de Notre Souvesavoir : 5 raine dame la Reine déclarent sous leur serment que J. B., le jour de à , a félonieusement administré (ou fait prendre) à A. B. du poison (on autre substance destructive), causant par là une lésion corporelle au dit A. B., avec l'intention de tuer le dit A. B. (ou C. D.)

Viol.

Comté (ou district) de , Les jurés de Notre Souvesavoir : raine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de à , a félonieusement ravi et connu charnellement, par violence et contre sa volonté, C. D., femme (ou fille) âgée de plus de (douze) ans.

Simple larcin.

Comté (ou district) de , \ Les jurés de Notre Souvesavoir : raine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de à , a félonieusement volé (une montre d'or) appartenant à C. D.

Vol avec violence.

Comté (ou district) de savoir : , } Les jurés de Notre Souverent sous leur serment que A. B., le jour de à , a félonieusement commis un vol sur la personne de C. D., et au moment de ce vol, ou immé-2186 diatement avant ou après (si tel est le cas), a causé des lésions corporelles graves au dit C. D., (ou à quelque personne, la nommant.)

Effraction nocturne.

Comté (ou district) de , Les jurés de Notre Souvesavoir : Traine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de

à , a félonieusement fait effraction dans la maison d'habitation de C. D., durant la nuit, pour y commettre une félonie (ou selon le cas).

Vol d'argent.

Comté (ou district) de , Les jurés de Notre Souvesavoir : \ raine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de \(\hat{a} \) . a félonieusement volé une certaine somme d'argent, savoir : au montant de piastres, appartenant \(\hat{a} \) C. D. (ou selon le cas).

Détournement.

Comté (ou district) de savoir : , Les jurés de Notre Souve-savoir : , raine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de , étant serviteur (ou commis) alors employé comme tel par le nommé C. D., a, alors et là, reçu en sa qualité susdite une certaine somme d'argent, savoir : au montant de pour et au compte du dit C. D., et a félonieusement détourné la dite somme d'argent.

Faux prétextes.

Crime ou délit contre une maison d'habitation.

Comté (on district) de savoir : , Les jurés de Notre Souve-savoir : , raine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de à , a félonieusement et malicieusement mis le feu à la maison d'habitation de C. D., le dit C. D. (on quelque autre personne, la nommant, on si elle est inconnue, quelque personne) s'y trouvant.

Comté (ou district) de

Dommages malicieux à la propriété.

Comté (on district) de savoir : , } Les jurés de Notre Souve-savoir : , } raine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de à , a félonieusement et malicieusement mis le feu ou cherché à mettre le feu à un certain édifice ou construction, savoir : (maison, grange ou pont, selon le cas,) appartenant à C. D. (ou selon le cas).

Faux.

Comté (ou district) de , Les jurés de Notre Souvesavoir: 5 raine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de à , a félonieusement contrefait (ou émis, le sachant contrefait,) un certain (billet à ordre, etc.), (ou clandestinement et sans le consentement du propriétaire, a fait une altération dans un certain instrument par écrit) dans l'intention de frauder (ou selon le cas).

Faux monnayage.

Comté (ou district) de savoir : , Les jurés de Notre Souve-savoir : , raine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de à , a félonieusement contrefait une pièce d'or du Royaume-Uni, appelée un souverain, ayant cours légal en Canada, avec l'intention de frauder, (ou a eu en sa possession une contrefaçon d'une pièce d'or du Royaume-Uni, appelée un souverain, ayant cours légal en Canada, la sachant contrefaite, et avec l'intention de frauder en la mettant en circulation).

Parjure !

, l Les jurés de Notre Souve-

savoir: ; raine dame la Reine déclarent sous leur serment que ci-devant, savoir: aux (assises) tenues pour le comté (ou district) de jour de , en l'année devant (l'un des juges de Notre Souveraine dame la Reine), une certaine contestation entre le nommé E. F. et le nommé G. H., dans une action sur contrat, a éte plaidée; que lors du procès, A. B. a comparu comme témoin pour et de la part du dit E. F., et a été là et alors dûment (assermenté) par-devant le dit , et qu'il a alors et là sous son (serment) susdit, faussement, volontairement et par corruption, deposé et juré en substance et à l'effet suivant, savoir : (" qu'il a vu le dit G. H. dûment souscrire l'acte sur lequel l'action était fondée,") tandis que de fait le dit A. B. n'a pas vu le dit G. H. souscrire le dit acte, et que le dit acte n'a pas été souscrit par le dit G. H., en conséquence de quoi le dit A. B. s'est rendu coupable d'un parjure volontaire et prémédité.

Subornation de parjure.

Comté (ou district) de , Même formule que la dersavoir : \() nière et à la fin ajoutez : \)
Et les jurés déclarent de plus qu'avant la commission du dit parjure par le dit A. B., savoir : le jour de \(\frac{\dagger}{a} \), C. D. a, illégalement, volontairement et par corruption, induit et engagé le dit A. B. à faire et commettre le dit parjure en la manière et forme susdites.

Délits contre la paix publique.

Comté (ou district) de , Les jurés de Notre Sousavoir: () veraine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de à , conjointement avec (deux), ou un plus grand nombre de personnes, se sont attroupés d'une manière turbulente et tumultueuse et ont troublé la paix publique, et avec violence ont démoli, abattu ou détruit (ou tenté ou commencé de démolir, etc.,) un certain bâtiment ou construction appartenant à C. D.

Délits contre l'administration de la justice.

Comté (ou district) de , Les jurés de Notre Sousavoir: \(\) veraine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de \(\) à , a, par corruption, pris ou reçu des deniers sous prétexte de faire remettre à C. D. un effet mobilier (ou des deniers, etc..) savoir: un cheval (ou einq piastres, ou un billet, ou une voiture,) qui avait été volé (ou selon le cas).

Bigamie ou contraventions à la loi concernant la célébration du mariage

Comté (ou district) de , Les jurés de Notre Sousavoir :) veraine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le jour de à , étant alors marié, a félonieusement épousé C. D., la vie durant de l'épouse du dit A. B.,—(ou n'étant pas dûment autorisé, a célébré le mariage ou assisté à la célébration du mariage entre C. D. et E. F.,—ou, étant dûment autorisé à marier, a célébré le mariage entre C. D. et E. F. avant la publication des bans selon que le prescrit la loi, ou sans un permis à l'effet de célébrer ce mariage sous les seing et s cau du Gouverneur).

Délits relatifs à l'armée.

Délits contre la moralité et la décence publiques.

Comté (ou district) de Les jurés de Notre Sousavoir: \(\) veraine dame la Reine déclarent sous leur serment que A. B., le , a tenu une maison jour de , à (ou des chambres) de jeu, ou de prostitution, ou de désordre.

Formule générale.

, l Les jurés de Notre Souve-Comté (ou district) de raine dame la Reine déclasavoir: rent sous leur serment que A. B., le jour de a (ici décrivez l'infraction dans les termes indiqués par la loi, ou énoncez les faits qui constituent l'infraction imputée, et si l'infraction constitue une félonie, dites que l'acte a été commis félonieusement).

TROISIEME ANNEXE.

Attendu que (désignez la session de la cour où l'accusé a été trouvé coupable), tenue pour le comté (ou comtés-unis, etc.,) le jour de 18 , devant : A. B., ci-devant de , ayant été trouvé coupable de félonie, et jugement ayant été prononcé en conséquence à l'effet que (exposez la substance du jugement), la cour devant laquelle il a subi son procès a réservé une certaine question de droit à la considération des juges de la cour (nom de la cour) et qu'il a été en conséquence sursis à l'exécution dans l'intervalle (selon le cas): le présent est pour certifier que les juges de la cour (nom de la cour) s'étant réunis à (ou selon le cas), il a été considéré par les juges alors

présents que le jugement susdit devrait être annulé, et qu'une inscription devrait être faite sur le dossier à l'effet que le dit A. B. n'aurait pas dû, de l'avis des dits juges, avoir été convaincu de la félonie susdite; et vous êtes par le présent requis d'élargir immédiatement le dit A. B. de votre garde.

(Signé) E. r.

Greffier de (ou selon le cas).

Au shérif de

et au geólier de

et à tous autres que les présentes concerneront.

32-33 V., c. 29, annexe A;—c. 30, annexe;—S. R. H.-C., c. 112, annexe;—S. R. B.-C., c. 77, annexe A;—S. R. N.-E. (3e série), c. 171, annexe; -1 S R. N.-B., titre XL et annexe, formule U.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine. 2190



CHAPITRE 175,

Acte à l'effet d'accélérer les procès, dans les provinces A.D. 1886. d'Ontario, de Québec et du Manitoba, pour certains crimes et délits.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

1. Le présent acte peut être cité sous le titre : Acte des Titre abrégé. procès expéditifs. 42 V., c. 44, art. 1.

2. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définitions. une interprétation différente,—

(a.) L'expression "juge" signifie et comprend,— "Juge."

(1.) Dans la province d'Ontario, tout juge d'une cour de Dans Ontario. comté, juge puiné ou juge suppléant, autorisé à agir comme président des sessions générales de la paix, et aussi le juge du district provisoire d'Algoma autorisé à agir comme président des sessions générales de la paix;

(2.) Dans la province de Québec, dans tout district où il y Dans Québec. a un juge des sessions, ce juge des sessions, et dans tout district où il n'y a pas de juge des sessions, mais où il se trouve un magistrat de district, ce magistrat de district, et dans tout district où il n'y a ni juge des sessions ni magis-

trat de district, le shérif du district;

(3.) Dans la province du Manitoba, le juge en chef, ou un Dans le Manijuge puiné de la cour du Banc de la Reine, ou un juge de toba. comté:

(b.) L'expression "cour des sessions générales de la paix" "Cour des signifie et comprend,—

(1.) Dans la province de Québec, tout tribunal faisant alors "la paix." les fonctions d'une cour de sessions générales de la paix;

(2.) Dans la province du Manitoba, la cour du Banc de la Reine et les cours des juges de cours de comté siégeant au criminel:

(c.) Les expressions "avocat de comté" ou "greffier de la "Avocat de paix" comprennent, dans la province du Manitoba, tout "comté" ou député-greffier de la paix, procureur de la Couronne, le pro-"la paix." tonotaire de la cour du Banc de la Reine, et tout député-protonotaire de cette cour. 32-33 V., c. 35, art. 8;—37 V., c. 41, art. 1;—42 V., c. 44, art. 9;—47 V., c. 41, art. 1.

2191

Application de cet acte.

3. Le présent acte ne s'applique qu'aux provinces d'Ontario, de Québec et du Manitoba. 32-33 V., c. 35, art. 9 ;— 38 V., c. 54, art. 1.

Cour d'archi-

4. Le juge siégeant à un procès fait sous l'empire du présent acte est constitué en cour d'archives, pour toutes les fins de ce procès et des procédures en dépendant ou y rela-Comment dé-tives, et cette cour sera désignée, dans les provinces d'Ontario et du Manitoba, sous le nom de "La cour criminelle du juge de comté " du comté, de l'union de comtés ou du district judiciaire où elle se tiendra.

Dépôt des dossiers.

signée.

2. Les pièces de procédure seront déposées parmi les archives de la cour des sessions générales de la paix, comme le sont les actes d'accusation, et feront partie de ces archives. 32-33 V., c. 35, art. 5;—42 V., c. 44, art. 2.

Proces sommaire de certains délinquants.

Toute personne préventivement incarcérée sur accusation d'avoir commis quelque infraction pour laquelle elle peut subir son procès devant une cour des sessions générales de la paix, pourra, de son propre consentement, dont inscription sera alors faite au dossier, et conformément aux dispositions du présent acte, subir son procès hors des sessions. que la cour devant laquelle, en l'absence de ce consentement, cette personne subirait son procès pour l'infraction qui lui est imputée, ou le grand jury de cette cour, soient ou ne soient pas alors en session, et, si elle est trouvée coupable, elle pourra être condamnée par le juge. e. 35, art. 1;—38 V., c. 45, art. 2.

Devoir da shérif.

6. Tout shérif devra, dans les vingt-quatre heures après qu'un accusé comme ci-haut sera préventivement incarcéré en attendant son procès, informer le juge par écrit que ce prévenu est ainsi incarcéré, relatant son nom et la nature de l'accusation portée contre lui, sur quoi le juge fera comparaître le prévenu devant lui sous le plus court délai possible. 32-33 V., c. 35, art. 2.

Ce que dira le juge au prisonnier.

- 7. Le juge, après avoir pris communication des dépositions à la suite desquelles le prévenu a été incarcéré, lui exposera :-
 - (a.) Qu'il est accusé de l'infraction, dont il lui expliquera
- (b.) Qu'il peut, à son choix, subir son procès immédiatement devant ce juge sans l'intervention d'un jury, ou qu'il peut attendre pour subir son procès jusqu'aux prochaines séances de la cour des sessions générales de la paix, ou d'une cour d'over et terminer, ou, dans la province de Québec, de toute cour de juridiction criminelle.

Si le prévenu objecte-ou consent.

2. Si le prévenu demande un procès par jury, le juge le renverra en prison; mais s'il consent à subir son procès devant le juge sans l'intervention d'un jury, l'avocat de comté ou le greffier de la paix fera la grosse des procédures

d'après l'une des formules, autant que possible, A ou B de l'annexe du présent acte ; et si, après avoir été interpellé au S'il plaide sujet de l'accusation, le prévenu plaide "coupable," ce plai-coupable. doyer sera consigné au dossier, et le juge prononcera telle sentence que de droit contre le prévenu, laquelle sentence aura la même force et le même effet que si elle eût été prononcée à une cour des sessions générales de la paix. 32-33 V., c. 35, art. 3.

S. Si un prévenu, sur deux ou plus accusés de la même Si plusieurs infraction, demande un procès par jury, et que l'autre on les personnes sont accusées autres consentent à subir leur procès devant le juge sans un de la même jury, le juge pourra, à sa discrétion, renvoyer les prévenus infractiou. en prison pour subir leur procès à tous égards comme si le présent acte n'eût pas été passé. 38 V., c. 45, art. 3.

9. Si, en vertu de l'Acte des procès sommaires ou de l'Acte Effet du choix des jeunes délinquants, il a été demandé à un prévenu de dire d'un procès s'il désire être jugé par le magistrat ou les juges de paix, par jury. selon le cas, ou subir son procès devant un jury, et s'il a opté pour un procès devant un jury, et si ce choix est énoncé dans le mandat de dépôt en attendant le procès, le shéril et le juge ne seront pas tenus de suivre les procédures prescrites par le présent acte. 38 V., c. 47, art. 6, partie.

10. Si, lors du procès, fait en vertu de l'Acte des procès Si le magissommaires ou de l'Acte des jeunes délinquants, d'une personne trat décide de ne pas faire le accusée d'une infraction jugeable en vertu du présent acte, procès. le magistrat ou les juges de paix décident de ne pas lui faire un procès sommaire, mais de renvoyer le prévenu en prison pour attendre son procès, ce prévenu pourra ensuite, de son consentement, être jugé sous l'empire du présent acte. 32-33 V., c. 33, art. 5, partie;—38 V., c. 47, art. 7, partie.

11. Si le prévenu, après avoir été ainsi interpellé et avoir Si le prévenu consenti à être jugé comme ci-haut, plaide "non-coupable," plaide non-coupable. le juge fixera son procès à un jour rapproché, ou au même jour, et l'avocat de comté ou le greffier de la paix assignera pour le jour du procès les témoins nommés dans les dépositions, ou ceux d'entre eux et tous autres qu'il jugera nécessaire pour prouver l'accusation; et si le prisonnier est prêt, Procès, conle juge lui fera subir son procès et prononcera sentence damnation ou acquittement. contre lui, s'il est trouvé coupable, ainsi que mentionné ci-haut; mais s'il n'est pas trouvé coupable, le juge le fera immédiatement élargir quant à ce chef d'accusation. 32-33 V., c. 35, art. 4.

12. L'avocat de comté ou le greffier de la paix pourra, du Ledélinquant consentement du juge, porter contre le prévenu une ou des pourra être accusations pour toute ou toutes infractions à l'égard des- tres infracquelles il pourrait subir son procès devant une cour des ses-sions générales de la paix, autres que l'infraction ou les il aété incar-

infractions pour laquelle ou lesquelles il a été incarcéré en attendant son procès, bien que cette accusation ou ces accusations ne paraissent pas ou ne soient pas mentionnées dans les dépositions à la suite desquelles le prévenu a été ainsi incarcéré. 42 V., c., 44, art 3.

Pouvoir du jnge dans les causes portées devant lni

13. Le juge aura, dans toute cause portée devant lui, le même pouvoir d'acquitter on de déclarer coupable, ou de déclarer coupable de toute autre infraction que celle dont le prévenu est accusé, qu'aurait un jury si le prévenu subissait son procès à une session de la cour des sessions générales de la paix, et pourra rendre tout verdict qui, lors d'un procès à une session de la cour des sessions générales de la paix, peut être rendu par un jury. 42 V., c. 44, art. 4.

Le juge peut admettre à caution le opte pour un procès sans jury.

14. Si un prévenu opte pour un procès devant le juge sans l'intervention d'un jury, le juge pourra, à sa discrétion, prisonnier qui l'admettre à caution pour sa comparution lors du procès, et proroger le cautionnement de temps à autre si la cour est ajournée ou pour toute autre raison; et ce cautionnement pourra être fourni et parfait devant le greffier de la paix séance tenante. 42 V., c. 44, art. 5.

On s'il opte pour un proces par jury.

15. Si un prévenu opte pour un procès par jury, le juge pourra, au lieu de le renvoyer en prison, l'admettre à caution pour sa comparution lors du procès à telle époque et à tel endroit, et devant telle cour qu'il prescrira, et ce cautionnement pourra être fourni et parfait devant le greffier de la paix séance tenante. 42 V., c. 44, art. 6.

Ajournement du procès.

16. Le juge pourra ajourner le procès de temps à autre jusqu'à ce qu'il soit définitivement terminé. 42 V., c. 44, art. 7.

Ponvoir d'amender.

17. Le juge aura tous les pouvoirs de rectification qu'aurait la cour des sessions générales de la paix si le procès avait lien devant cette cour. 42 V., c. 44, art. 8.

Comparation des témoins.

18. Tout témoin à charge ou à décharge, dûment assigné ou requis par subpæna de comparaître et rendre témoignage devant le juge présidant au procès, au jour fixé pour le procès, sera tenu de comparaître et d'être présent pendant tout le procès, et s'il fait défaut il sera réputé coupable de mépris de cour, et pourra être poursuivi en conséquence. 32-33 V., c. 35, art. 6.

Procedure contre les témoins négligeant de comparaitre apres citation.

19. Sur preuve, établie à la satisfaction du juge, que le subpæna a été signifié à un témoin faisant défaut de comparaître devant lui comme le lui enjoignait le subpæna, et après que ce juge se sera convaincu que la comparution de ce témoin devant lui est indispensable aux fins de la justice, il pourra, par son mandat, faire arrêter ce témoin et le faire

amener immédiatement devant lui pour rendre témoignage ainsi que requis par le subpæna, et pour répondre de sa désobéissance à cet égard; et ce témoin pourra être détenu sur ce mandat devant le juge ou dans la prison commune, dans le but de le contraindre à comparaître comme témoin; ou, à Le témoin la discrétion du juge, ce témoin pourra être élargi en sous-peut être admis à caution. crivant une obligation, avec ou sans cautions, à l'effet qu'il comparaîtra pour rendre témoignage ainsi qu'il y sera mentionné, et répondre de son défaut de comparaître comne le lui enjoignait le subpana, comme pour mépris de cour; et le Punition pour juge pourra instruire et décider sommairement l'accusation mépris de de mépris de cour imputée au témoin, qui, s'il en est trouvé coupable, pourra être condamné à l'amende ou à l'emprisonnement, ou aux deux peines à la fois,—l'amende ne devant pas excéder cent piastres, et l'emprisonnement devant avoir lieu dans la prison commune, avec ou sans travaux forcés, et ne pas excéder quatre-vingt-dix jours.

2. Ce mandat pourra être dressé d'après la formule C, et Formule de la condamnation pour mépris de cour d'après la formule D de mandat et de condamna-l'annexe du présent acte, et ils conféreront aux personnes et tion. aux officiers y désignés comme devant agir l'autorité d'accomplir les choses qui leur y sont respectivement ordonnées. 32-33 V., c. 35, art. 7.

ANNEXE.

FORMULE A.

Formule de la grosse des procédures quand le prisonnier plaide non coupable.

Province de Qu'il soit notoire que A. B., incarcomté (ou district) { céré en attendant son procès dans la de , savoir : } prison du dit comté (ou district). sur accusation d'avoir, le jour de félonieusement volé, etc., (une rache appartenant à C. D., ou selon le cas, énonçant brièvement le délit), avant été traduit devant moi (désignation du juge), le 18 , et interpellé par moi pour savoir s'il jour de consentait à subir son procès devant moi sans l'intervention d'un jury, a consenti à être ainsi jugé; et que le 18 , le dit A. B., étant de nouveau traduit devant moi pour subir son procès et se déclarant prêt, a été interpellé sur la dite accusation et a plaidé "non-coupable," et après avoir entendu les témoins, tant à charge qu'à décharge du prévenu (ou selon le cas), je le déclare coupable de l'infraction qui lui est imputée comme ci-haut, et je le condamne en conséquence à (ici insérez la sentence autorisée par la loi et que le juge croit à propos de prononcer) (ou je le déclare non coupable de l'infraction qui lui est imputée et l'élargis en conséquence).

Donné sous mon seing à dans le comté (ou district) de , ce jour de 18.

(Signature) O. K., Juge.

FORMULE B.

Formule de la grosse des procédures quand le prisonnier plaide coupable.

Province de Qu'il soit notoire que A. B., incarcéré Province de , , Qu'il soit notoire que A. D., mearcere comté (ou district dans la prison du dit comté (ou dis-, savoir:) trict) sur accusation d'avoir, le dejour de 18, félonieusement volé, etc., (une vache appartenant à C. D., ou selon le cas, énonçant brièvement le délit), ayant été traduit devant moi (désignation $du\ juge$), le jour de 18, et interpellé par moi pour savoir s'il consentait à subir son procès devant moi sans l'intervention d'un jury, a consenti à être ainsi jugé; et que le dit A. B. étant ensuite interpellé sur la dite accusation, et ayant plaidé "coupable," je le condamne en conséquence à (ici insérez la sentence autorisée par la loi et que le juge croit à propos de prononcer).

Donné sous mon seing ce jour de

18 .

(Signature) O. K., Juge.

FORMULE C.

Mandat d'ameuer contre un témoin.

(L.S.) CANADA.
Province de comté (on district, selon)

A tous et chacun les constables ou autres officiers de paix dans le dit comté (ou district, ou selon le cas,) de

Attendu qu'il m'a été démontré que E. F., dans le dit comté (ou district, ou selon le cas,) était vraisemblablement en état de rendre un témoignage essentiel pour la poursuite (ou la défense, selon le cas,) lors d'une instruction d'une certaine (tel que larcin, ou selon le cas,) accusation de portée contre A. B., et que le dit E. F. a été dûment assigné par subpæna (ou s'est obligé par cautionnement) à compajour de 18 , à , dans le dit comté (ou district, ou selon le cus,) à heures (de l'avantmidi ou de l'après-midi, selou le cas,) devant moi, aux fins de rendre témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite accusation contre le dit E. F.;

Et attendu qu'il m'a été, ce jour, prouvé sous serment que le dit subpæna a été dûment signifié au dit E. F. (ou que le dit E. F. s'est dûment obligé par cautionnement à comparaître devant moi, selon le cas); et attendu que le dit E. F. a négligé de comparaître lors de l'instruction et au lieu fixé, et qu'aucune excuse légitime n'a été offerte pour justifier cette négligence: A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre d'arrêter le dit E. F., et de le conduire et amener immédiatement devant moi, afin qu'il rende témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite accusation contre le dit A. B., et qu'il réponde aussi de son mépris de cour à la suite de cette négligence.

Donné sous mon seing, ce

jour de

en l'année 18

(Signature)

O. K., Juge.

FORMULE D.

Formule de condamnation pour mépris de cour.

Qu'il soit notoire que le jour de , en l'année 18 (L.S.) CANADA. Province de (dans le comté (ou district, ou selon comté (ou district de le cas,) de E. F. a été trouvé savoir: coupable devant moi de n'avoir pas, le dit E. F., comparu devant moi pour rendre témoignage lors de l'instruction d'une certaine accusation portée contre A. B., pour (larcin, ou selon le cas,) bien qu'il ait été dûment assigné par subpana (ou qu'il se soit obligé par cautionnement) à comparaître et rendre témoignage à ce sujet (selon le cas), mais qu'il a en cela fait défaut, et qu'il ne m'a pas offert d'excuse suffisante pour se justifier de ce défaut, je condamne le dit E. F., pour sa dite offense, à être incarcéré dans la prison commune du comté (ou district) de pendant à y être tenu aux travaux forcés ; (et si une amende doit également être imposée, ajoutez) et je condamne aussi le dit E. F. à paver sur-le-champ à Sa Majesté, et pour son usage, une amende de piastres, laquelle amende, à défaut de paiement, sera prélevée avec les frais de perception par la saisie et vente des biens et effets du dit E. F. (ou si une amende seulement est imposée, il faut omettre la partie relative à l'incarcération).

Donné sous mon seing, à dans le dit comté (ou disles jour et an en premier lieu mentionnés. trict) de

> (Signature) O. K.,

Juge.

32-33 V., c. 35, annexes A, B, C et D.



CHAPITRE 176.

A.D. 1886. Acte concernant l'administration sommaire de la justice criminelle.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

Titre abrégé. Le présent acte peut être cité sous le titre: Acte des procès sommaires.

Définitions.

2. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente,—

" Magistrat." Ontario, Québec et

Manitoba.

(a.) L'expression "magistrat" signifie et comprend,—

(1.) Dans les provinces d'Ontario, de Québec et du Manitoba, tout recorder, juge d'une cour de comté étant juge de paix. commissaire de police, juge des sessions de la paix, magistrat de police, magistrat de district ou autre fonctionnaire ou tribunal revêtu par l'autorité législative compétente du pouvoir d'accomplir seul les actes qui doivent être d'ordinaire accomplis par deux juges de paix ou plus, et agissant dans la circonscription territoriale de son ressort;

Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Branswick. (2.) Dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, tout recorder, tout juge d'une cour de comté, magistrat stipendiaire ou magistrat de police agissant dans la circonscription territoriale de son ressort, et tout commissaire de police et tout fonctionnaire, tribunal ou toute personne revêtue par l'autorité législative compétente du pouvoir d'accomplir seuls les actes qui doivent être d'ordinaire accomplis par deux juges de paix ou plus;

He du Prince Edouard, C.-B. et Kéwatin.

(3.) Dans les provinces de l'Île du Prince-Edouard et de la Colombie-Britannique, et dans le district de Kéwatin, deux juges de paix siégeant ensemble, et tout fonctionnaire ou tribunal revêtu des pouvoirs de deux juges de paix;

Dans les territoires du Nord-Ouest. (4.) Dans les territoires du Nord-Ouest, tout juge de la cour Suprême des dits territoires, ou deux juges de paix siégeant ensemble, et tout fonctionnaire ou tribunal ayant les pouvoirs de deux juges de paix;

"Prison com"mune ou
"autre lieu
"de déten"tion."

⁽b.) L'expression "prison commune ou autre lieu de détention" comprend, lorsqu'il s'agit d'un contrevenant dont l'âge, à la date de sa condamnation, n'excède pas seize ans, de l'avis du magistrat, toute prison de réforme établie pour la détention des jeunes délinquants dans la province où a lieu 2199

la condamnation, et à laquelle, aux termes de la loi de cette

province, le contrevenant peut être envoyé;

(c.) L'expression "propriété" s'entend de tout ce qui est "Propriété." compris sous ce mot ou sous celui de "valeurs," tel qu'il est défini dans l'Acte du larcin, et s'il s'agit de "valeurs," le montant en sera calculé en la manière prescrite dans le dit 32-33 V., e. 32, art. 1 et 33;—37 V., c. 39, art. 3;— 37 V., c. 40, art. 1; -39 V., c. 21, annexe, partie; -40 V., c. 4, annexe, partie;—47 V., c. 42, art. 1, partie;—49 V.. c. 25, art. 30.

3. Si une personne est accusée devant un magistrat,—

(a.) D'avoir commis un simple larcin, ou un larcin sur la lits spécifiés. personne, ou d'avoir détourné ou obtenu des deniers ou Larcin, etc. effets sous de faux prétextes, ou d'avoir félonieusement recélé [18-19 V., c. 126, art. 1.] des effets volés, lorsque la valeur de la propriété que l'on prétend avoir été volée, détournée, obtenue ou recélée n'excède pas, au jugement du magistrat, la somme de dix pias-

(b) D'avoir tenté de commettre un larcin sur la personne, Tentative de

ou un simple larcin; ou—

(c.) D'avoir commis des voies de fait graves, en infligeant Voies de fait illégalement et malicieusement à autrui, avec ou sans arme graves.

ou instrument, quelque lésion corporelle grave, ou en le blessant illégalement et malicieusement; ou—

(d.) D'avoir assailli une fille ou femme, ou un garçon dont Voies de fait l'âge, de l'avis du magistrat, n'excède pas quatorze ans, et sur une fille ou femme ou que cette attaque soit de nature, aux yeux du magistrat, à enfant. ne pouvoir être suffisamment punie par une conviction sommaire devant lui en vertu de tout autre acte, et ne constitue pas, selon lui, s'il s'agit d'une fille ou femme, une attaque avec intention de viol; ou—

(e.) D'avoir assailli, empêché, molesté ou entravé un ma-Attaque sur gistrat, huissier, constable, ou un préposé des douanes ou un magistrat, de l'accise, ou tout autre officier dans l'accomplissement légal de ses devoirs, ou avec intention d'en empêcher l'exé-

cution; ou—

(f.) De tenir, habiter ou fréquenter habituellement une Maison de démaison de désordre, maison mal famée ou lieu de débauche; sordre. ou-

(g.) D'avoir employé ou permis sciemment que quelque Local pour partie d'un local sous son contrôle soit employée dans le but paris ou vend'inscrire ou enregistrer des paris ou gageures, ou de vendre quelque poule, ou-

Gardé, exposé ou employé, ou permis sciemment de garder, exposer ou employer, dans quelque partie d'un local sous son contrôle, quelque invention ou appareil destiné à inscrire ou enregistrer un pari ou une gageure, ou la vente d'une poule, ou—

S'être fait le gardien ou dépositaire de quelques deniers, effets ou choses de valeur déposés comme enjeux, pariés ou

engagés; ou-

Avoir inscrit ou enregistré quelque pari ou gageure, ou vendu quelque poule,—

sur le résultat de quelque élection politique ou municipale, ou de quelque course, ou de quelque épreuve ou lutte d'habileté, de force ou de pouvoir d'endurer entre hommes ou bêtes,—

Procès sommaire.

Le magistrat pourra, sauf les dispositions ci-dessous prescrites, entendre et décider l'accusation d'une manière sommaire. 32-33 V., c. 32, art. 2;—40 V., c. 31, art. 3.

Juridiction absolue du magistrat en certains cas.

4. Dans le cas où une personne est accusée de tenir, habiter ou fréquenter habituellement une maison de désordre, maison mal famée ou lieu de débauche dans la circonscription de police d'une cité en Canada, la juridiction du magistrat sera absolue et ne sera pas subordonnée au consentement de l'accusé d'être jugé par le magistrat, et il ne lui sera pas demandé s'il consent à être ainsi jugé ou non; et le présent acte ne dérogera en quoi que ce soit à la juridiction sommaire absolue conférée, en aucun cas, à un ou des juges de paix par tout autre acte. 32-33 V., c. 32, art: 15.

Et quant à certaines personnes.

5. La juridiction du magistrat sera absolue à l'égard de tout matelot ou marin ne se trouvant que passagèrement en Canada, et n'y ayant pas de domicile permanent, accusé, soit dans la cité de Québec, telle que délimitée pour les fins de l'ordonnance de police, soit dans la cité de Montréal, telle que pareillement délimitée, ou dans tout autre port de mer, cité ou ville en Canada, où il existe un pareil magistrat, d'y avoir commis quelqu'un des délits ci-dessus mentionnés, et aussi à l'égard de toute autre personne accusée d'un délit de cette nature sur la plainte d'un tel matelot ou marin dont le témoignage est essentiel à la preuve du délit; et cette juridiction ne sera pas subordonnée au consentement du prévenu d'être jugé par le magistrat, et il ne lui sera pas demandé s'il consent à être ainsi jugé ou non. c. 32, art. 16.

Et dans tous les cas en certaines parties du Canada.

6. Dans les provinces de l'Île du Prince-Edouard et de la Colombie-Britannique, ainsi que dans le district de Kéwatin, la juridiction du magistrat, sous l'empire du présent acte, sera absolue sans le consentement du prévenu. 39 V., c. 21, annexe, partie;—40 V., c. 4, annexe, partie;—47 V., c. 42, art. 1, partie

Proces devant un magistrat, dans Ontario, nu lieu de la conr des sessions générales, du consculement du prévenu.

7. Si quelque personne est accusée, dans la province d'Ontario, devant un magistrat de police ou stipendiaire dans un comté, district ou comté provisoire de cette province, d'avoir commis un délit pour lequel elle peut subir son procès devant une cour de sessions générales de la paix, ou si quelque personne est préventivement incarcérée dans le comté, le district ou le comté provisoire, en vertu du mandat d'un juge de paix, sur accusation de s'être rendue cou-2201

pable de ce délit, elle pourra, de son propre consentement, subir son procès devant ce magistrat, et pourra, si elle est trouvée coupable, être condamnée par le magistrat à la même peine dont elle eût été passible si elle eût subi son procès devant la cour des sessions de la paix. 38 V., c. 47, art. 1 et 2.

8. Si le magistrat devant lequel une personne est accusée Il sera decomme ci-haut entend juger l'affaire d'une manière sommaire mandé au prévenu s'il conen vertu des dispositions du présent acte, il devra, après sent à être s'être assuré de la nature et de la portée de l'accusation, jugé sommaimais avant l'examen formel des témoins à charge, et avant [18-19 V., c. de demander à l'accusé de faire sa déclaration, s'il désire en 126, art. 2; faire une, lui expliquer la substance de l'accusation portée 42-43 V., c. contre lui, et (si l'accusation n'est pas de nature à être jugée sommairement sans le consentement de l'accusé) il lui adressera alors ces paroles, ou des mots au même effet : "Consentez-vous à ce que l'accusation portée contre vous soit jugée par moi, ou désirez-vous qu'elle soit jugée par un jury devant la cour (nommant la cour devant laquelle elle pourrait être le plus tôt jugée)?" et si l'accusé consent à ce que l'accusation soit S'il y conjugée et décidée d'une manière sommaire comme ci-haut, ou sent ou si la si le pouvoir du magistrat au sujet de l'instruction de cette est absolue. accusation n'est pas subordonné au consentement de l'accusé, le magistrat couchera l'accusation par écrit, lui en fera lecture et lui demandera s'il est coupable ou non du délit dont il est accusé. 32-33 V., c. 32, art. 3.

9. Si l'accusé répond qu'il est coupable, le magistrat pro-S'il s'avoue noncera contre lui telle sentence que de droit au sujet de ce coupable ou délit, sauf les dispositions du présent acte ; mais si l'accusé [18-19 V., c. dit qu'il n'est pas coupable, le magistrat interrogera alors 126, art. 2.1 les témoins à charge; et l'examen terminé, le magistrat lui demandera s'il a quelque défense à faire à cette accusation, et s'il dit qu'il a une défense, le magistrat entendra cette S'il a une dédéfense et procédera alors à juger l'affaire d'une manière fense. sommaire. 32-33 V., c. 32, art. 4.

10. Dans toute accusation de larcin ou de recel félonieux Sentence s'il d'effets volés, on de tentative de larcin sur la personne, ou coupable de de simple larcin, portée en vertu des paragraphes (a) ou (b) larcin. de l'article trois du présent acte, si, après avoir entendu [18-19 V., c. toute l'affaire du côté de la poursuite et de la défense, le magistrat trouve que l'accusation est prouvée, il condamnera l'accusé à l'incarcération dans la prison commune on autre lieu de détention, pour y être détenu, avec ou sans travaux forcés, pendant six mois au plus. 32-33 V., c. 32, art. 5.

11. Dans toute cause jugée d'une manière sommaire en Condamnavertu des paragraphes (c), (d), (e), (f) ou (g) de l'article trois certains de du présent acte, si le magistrat trouve que l'accusation est lisprouvée, il pourra condamner l'accusé et le faire incarcérer

Chap. 176.

Prélèvement de l'amende. dans la prison commune ou autre lieu de détention, pour y être détenu avec ou sans travaux forcés pendant six mois au plus, ou le condamner à payer une amende n'excédant pas, avec les frais, la somme de cent piastres, ou à une amende et à un emprisonnement n'excédant pas la somme et la période susdites ; et cette amende pourra être prélevée par mandat de saisie-exécution sous les seing et sceau du magistrat, ou la personne convaincue pourra, indépendamment de tout autre emprisonnement en vertu de la même conviction, être condamnée à l'incarcération dans la prison commune ou autre lieu de détention pendant une autre période de pas plus de six mois, à moins que l'amende ne soit plus tôt payée. 32-33 V., c. 32, art. 17.

Si le magistrat croit que cidée sommairement.

[18-19 V., c. 126, art. 3; 42-43 V., c. 49, art. 13.]

12. Si une personne est accusée devant un magistrat de simple larcin, ou d'avoir obtenu quelque propriété sous de nature à pou- faux prétextes, ou d'avoir détourné ou félonieusement recélé voir être dé- des effets volée ou d'avoir détourné ou félonieusement recélé des effets volés, ou d'avoir commis un larcin sur la personne, ou un larcin comme commis ou serviteur, si la valeur de la propriété volée, obtenue, détournée ou recélée excède dix piastres, et si la preuve à charge est, à son avis, suffisante pour faire subir à l'accusé un procès pour le délit qui lui est imputé, le magistrat, si le cas lui paraît être un de ceux qui peuvent être jugés par voie sommaire, et qui peuvent être suffisamment punis en vertu des pouvoirs conférés par le présent acte, couchera l'accusation par écrit, en donnera lecture à l'accusé, et, à moins qu'il ne soit une des personnes qui peuvent être jugées sommairement sans qu'il soit besoin de leur consentement, lui soumettra la question mentionnée à l'article huit, et lui expliquera qu'il n'est pas obligé de, plaider ou de répondre devant le magistrat, mais que s'il ne plaide ou ne répond pas devant lui, il sera emprisonné pour subir son procès suivant le cours ordinaire de la loi. 32-33 V., c. 32, art. 10.

Si le prévenu consent et plaide coupa-

[18-19 V., c. 126, art. 3.]

13. Si le prévenu consent à être jugé par le magistrat, ce dernier lui demandera alors s'il est coupable ou non; et si le prévenu répond qu'il est coupable, le magistrat ordonnera qu'un plaidoyer de coupable soit inscrit à la procédure, le déclarera coupable du délit, et le fera incarcérer dans la prison commune ou autre lieu de détention, pour y être détenu avec ou sans travaux forcés pendant douze mois au plus. 32-33 V., c. 32, art. 11, partie.

Si le prévenu ne consent pas, ou si le magistrat croit qu'il doit être jugé autrement. [18-19 V., c. 126, art. 1.]

14. Si, lorsque son consentement est nécessaire, le prévenu ne consent pas à ce que l'affaire soit entendue et décidée par le magistrat, ou s'il appert au magistrat que le délit, à raison d'une condamnation antérieure du prévenu, ou pour toute autre cause, doit être poursuivi par voie d'acte d'accusation, et non pas décidé par voie sommaire, le magistrat pourra, avant que le prévenu n'ait présenté sa défense, décider de ne pas procéder par voie sommaire et 2203

291

disposera de l'affaire à tous égards comme si le présent acte n'eût pas été passé; mais une condamnation antérieure n'empêchera pas le magistrat de juger l'affaire d'une manière sommaire s'il le croit à propos. 32-33 V., c. 32, art. 8; -38 V., c. 47, art. 7, partie.

- 15. Si, lorsque son consentement est nécessaire, le pré-Le choix du venu n'y consent pas, mais déclare vouloir être jugé devant prévenu sera mentionné un jury, le magistrat énoncera dans son mandat de dépôt le dans le manfait que le prévenu a fait ce choix. 38 V., c. 47, art. 6, dat. partie.
- 16. Dans toute procédure sommaire en vertu du présent Défense pleiacte, il sera permis à l'accusé de faire une défense pleine et ne et entière. entière, et de faire interroger et contre-interroger tous les [18-19 V., c. 126, art. 4.1] témoins par conseil ou avocat. 32-33 V., c. 32, art. 12.
- 17. Toute cour tenue par un magistrat pour les fins du Cour publiprésent acte sera une cour publique ; et un avis écrit ou im- que. primé du jour et de l'heure fixés pour tenir cette cour sera [18-19 V., c. 126, art. 9.] affiché ou apposé par le greffier de la cour, en dehors de quelque partie apparente de l'édifice ou de l'endroit où elle se tiendra. 32-33 V., 32, art. 26.
- 18. Le magistrat devant lequel une personne quelconque Pouvoir d'asest accusée en vertu du présent acte, pourra assigner toute signer des tépersonne à comparaître comme témoin lors de l'instruction de la cause, aux temps et lieu fixés dans l'assignation; et le magistrat pourra faire souscrire une obligation à toute personne qu'il jugera nécessaire d'interroger au sujet de l'accusation, par laquelle elle s'engagera à comparaître aux temps et lieu par lui fixés, et à rendre témoignage lors de l'instruction de l'accusation; et si la personne ainsi assignée ou obligée néglige ou refuse de comparaître conformément à l'assignation ou à l'obligation, et si, sur preuve préalable du fait qu'elle a été dûment assignée ainsi que cidessous mentionné, ou qu'elle s'est obligée comme susdit, le magistrat devant qui cette personne aurait dû comparaître pourra émettre un mandat pour la contraindre à comparaitre comme témoin. 32-33 V., c. 32, art. 13.

19. Toute assignation émise en vertu du présent acte Signification pourra être signifiée en en remettant copie à la personne assi- de l'assignagnée, ou à quelqu'un au domicile ordinaire de cette personne; et toute personne ainsi citée par écrit, sous le seing d'un magistrat, de comparaître et rendre témoignage comme susdit, sera censée avoir été dûment assignée. 32-33 V., c. 32, art. 14.

20. Si le magistrat trouve que le délit n'est pas prouvé, Délit non il renverra l'accusation, et dressera et donnera au prévenu prouve. un certificat sons son seing constatant le fait du renvoi de 126, art. 1.] l'accusation. 32-33 V., c. 32, art. 6.

Renvoi de 'accusation. [18-19 V., c. 126, art. 1.]

Chap. 176.

21. Si, lors de l'instruction, le magistrat est d'avis qu'il y a des circonstances dans l'affaire qui font qu'il est inexpédient d'infliger une punition, il pourra renvoyer le prévenu sans procéder à sa condamnation. 32-33 V., c. 32, art. 9.

Effet de la condamnation. [18-19 V., c. 126, art. 11; 42-43 V., c. 49, art. 27

(3).]

22. Toute condamnation prononcée en vertu du présent acte aura le même effet qu'une condamnation sur acte d'accusation pour le même délit, sauf que nulle condamnation en vertu du présent acte n'entraînera confiscation au delà de l'amende, s'il en est, imposée en pareil cas. 32-33 V., c. 32, art. 28;—38 V., c. 47, art. 3.

Et du renvoi. [18-19 V., c. 126, art. 12.]

23. Quiconque obtiendra un certificat du renvoi de l'accusation, ou sera condamné en vertu du présent acte, sera exonéré de toutes procédures criminelles ultérieures pour la 32-33 V., c. 32, art. 29;—38 V., c. 47, art. 4. même cause.

Informalités ne vicient pas la condamnation. [18-19 V., c. 126, art. 13.]

24. Nulle conviction, sentence ou procédure en vertu du présent acte ne sera invalidée pour défaut de forme; et aucun mandat d'emprisonnement émis à la suite d'une condamnation ne sera censé nul pour cause d'informalité, s'il y est allégué que le délinquant a été condamné, et s'il y a une bonne et valable conviction à l'appui de cette allégation. 32-33 V., c. 32, art. 30;—38 V., c. 47, art. 5.

17 * 4.50 Transmission de la condamnation à la

I age a source and

cour des sessions de la [19-19 V., c. 126, art. 7.]

25. Le magistrat rendant un jugement en vertu du présent acte transmettra la condamnation, ou un double du certificat du renvoi de l'accusation, avec l'accusation écrite, les dépositions des témoins à charge et à décharge, et la déclaration de l'accusé, à la prochaine cour des sessions / générales ou trimestrielles de la paix, ou à la cour exerçant les fonctions d'une cour de sessions générales ou trimestrielles de la paix pour le district, comté ou lieu, pour y être conservés par l'officier qu'il appartient parmi les archives de la cour. 32-33 V., c. 32, art. 23.

Preuve de la condamnation ou de l'aquittement.

[18-19 V., e. 126, art. 7.]

26. Une copie de la condamnation ou du certificat du renvoi de l'accusation, attestée par l'officier compétent de la cour, ou prouvée être une vraie copie, constituera une preuve suffisante de la condamnation ou du renvoi de l'accusation y mentionnée, dans toute procédure légale que ce 32-33 V., c. 32, art. 24.

Restitution des effets vo-[18-29 V., c. 126, art 8; 42-42 V., c. 49, art. 27 (3).]

27. Le magistrat par qui une personne est condamnée en vertu du présent acte pourra ordonner la restitution de la propriété volée, prise ou obtenue sous de faux prétextes, dans tous les cas où, sans le présent acte, la cour devant laquelle le condamné aurait subi son procès aurait pu légalement en ordonner la restitution. 32-33 V., c. 32, art. 25.

Renvoi de l'accusé devant un ma-Bistrat.

28. Si une personne est accusée devant un ou des juges de paix d'un délit mentionné dans le présent acte, et que le 2205

ou les juges de paix soient d'avis que l'affaire peut être con- [18-19 V.. c. venablement décidée par un magistrat, tel que par le pré-126, art. 5.] sent prescrit, le ou les juges de paix devant lesquels elle est ainsi accusée pourront, s'ils le croient à propos, renvoyer cette personne pour qu'elle subisse un interrogatoire ultérieur devant le magistrat le plus voisin, de la même manière à tous égards qu'un ou des juges de paix peuvent renvoyer tout accusé pour subir son procès à une cour quelconque en vertu de l'Acte de procédure criminelle. 32-33 V., 32, art. 19.

😂 Nuls juges ou juges de paix, dans aucune province, ne Maisnon dans pourront renvoyer qui que ce soit pour subir un interrogatoire une autre proultérieur ou un procès devant un magistrat dans une autre province. 32-33 V., c. 32, art. 20.

30. Quiconque est ainsi renvoyé pour subir un interroga- par qui jugé. toire ultérieur devant un magistrat dans une cité, pourra être interrogé et jugé par tout autre magistrat de la même cité. 32-33 V., c. 32, art. 21.

31. Si une personne élargie, après avoir donné le cau-sile prévenu tionnement que le ou les juges de paix sont autorisés à fait défaut de recevoir en vertu de l'acte en dernier lieu mentionné après en présenter. recevoir en vertu de l'acte en dernier lieu mentionné après [18-19 V., c. le renvoi d'un accusé, à l'effet qu'elle comparaîtra devant un 126, art. 6.1] magistrat, ne comparaît pas ensuite conformément à ce cautionnement, le magistrat devant lequel elle aurait dû comparaître certifiera sous son seing au verso du cautionnement, au greffier de la paix du district, comté ou lieu, ou autre officier compétent, selon le cas, le fait de sa non-comparution, et il sera procédé sur ce cautionnement de la même manière que sur tous autres cautionnements; et ce certificat sera considéré primâ facie comme une preuve du fait de la noncomparation, 32-33 V., c. 32, art. 22.

32. Toute amende imposée en vertu du présent acte sera Emploi des payée et employée comme il suit, savoir :-

(a.) Dans la province d'Ontario, au magistrat qui l'a im- Dans Ontario. posée, ou au greffier de la cour ou greffier de la paix, selon le cas, et sera par lui remise au trésorier du comté pour les fins du comté;

(b.) Dans tout nouveau district de la province de Québec, Dans Québec. au shérif de ce district, comme trésorier du fonds de construction et des jurés de ce district, pour former partie de ce fonds; et si c'est dans tout autre district de cette province, au protonotaire de ce district, pour être employée par lui, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, à tenir la cour du district en réparations, ou ajoutée par lui aux deniers et honoraires par lui perçus pour la construction d'un palais de justice et d'une prison dans ce district, tant que ces honoraires seront prélevés pour payer les frais

de ces édifices : (c.) Dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nou- Dans la N.-E. veau-Brunswick, au trésorier du comté pour les besoins du et le N.-B. comté; etDans l'I. P.- (d.) Dans les provinces de l'Ile du Prince-Edouard, du E., le Man. et Manitoba et de la Colombie-Britannique, au trésorier de la province. 32-33 V., c. 32, art. 32;—40 V., c. 4, art. 8, partie.

Formules de l'annexe peuvent être suivies. [18-19 V., c.

126, art. 1.7

33. La condamnation ou le certificat pourront être dressés suivant celle des formules de l'annexe du présent acte qui sera applicable, ou suivant toute autre formule analogue, et lorsque la nature du cas l'exigera, ces formules pourront être variées en omettant les mots exprimant que le prévenu consent à subir son procès devant le magistrat, et en ajoutant les mots nécessaires indiquant l'amende imposée, s'il y en a, et l'emprisonnement, s'il y en a, dont la personne convaincue sera passible si l'amende n'est pas plus tôt payée. 32-33 V., c. 32, art. 7, art. 11, partie, et 18.

Certaines dispositions non applicables.
[18-19 V., c. 126, art. 17.]

34. Les dispositions de l'Acte de procédure criminelle, sauf tel que mentionné à l'article vingt-huit, et celles de l'Acte des convictions sommaires, ne s'appliqueront à aucune procédure adoptée en vertu du présent acte. 32-33 V., c. 32, art. 27.

Cet acte ne s'appliquera pas aux jeunes délinquants. [18-19 V., c. 126, art. 17.] 35. Rien dans le présent ne dérogera aux dispositions de l'Acte des jeunes délinquants; et le présent acte ne s'appliquera pas aux personnes punissables en vertu du dit acte en ce qui a rapport aux infractions qui peuvent être punies en vertu du dit acte. 32-33 V., c. 32, art. 31.

[18-19 V., c. 126, annexe.]

ANNEXE.

FORMULE A.

CONDAMNATION.

Province de Cité (ou selon le cas) de Savoir:

Sachez que le , jour de , en l'année à , A.B. étant accusé devant moi, soussigné , de la dite (cité) (et consentant à ce que j'instruise l'accusation d'une manière sommaire), a été convaincu devant moi d'avoir, le dit A.B., etc., (indiquez le délit et le temps et le lieu où il a été commis); en conséquence, je condamne le dit A.B., pour ce délit, à être emprisonné dans la (et y être détenu aux travaux forcés) pendant l'espace de

Donné sous mes seing et sceau, les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, à susdit.

J. S. (L. s.)

FORMULE B.

CONDAMNATION SUR AVEU DE CULPABILITÉ.

Province de Cité (ou selon le cas) de , Savoir:

Sachez que le jour de en l'année , à , A. B. ayant été accusé devant moi, soussigné , de la dite (cité), (et consentant à ce que j'instruise l'accusation d'une manière sommaire) d'avoir, le dit A. B., etc., (indiquez le délit et le temps et le lieu où il a été commis), et ayant plaidé coupable à la dite accusation, a été convaincu devant moi de ce délit ; et je condamne le dit A. B., pour son dit délit, à être emprisonné dans la (et y être détenu aux travaux forcés) pendant l'espace de

Donné sous mes seing et sceau, les jour et an ci-dessus

en premier lieu mentionnés, à susdit.

J. S. (L. s.)

FORMULE C.

CERTIFICAT DU RENVOI DE L'ACCUSATION.

Province de Cité (ou selon le cas) de , Savoir:

Je, soussigné, de la cité (ou selon le cas) de certifie que le jour de en l'année à susdit, A. B. ayant été accusé devant moi (et ayant consenti à ce que j'instruise l'accusation d'une manière sommaire) d'avoir, le dit A. B., etc., (indiquez le délit et le temps et le lieu où il est allégué qu'il a été commis), et qu'ayant jugé l'affaire d'une manière sommaire, j'ai renvoyé la dite accusation.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de à susdit.

J. S. (L. s.)

32-33 V., c. 32, annexe.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 177,

A.D. 1886.

Acte concernant les jeunes délinquants.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

Titre abrégé. 1. Le présent acte peut être cité sous le titre: Acte des jeunes délinquants.

Définitions.

2. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente,—

"Deux juges
"de paix."

(a.) Les expressions "deux juges de paix ou plus," ou "les juges de paix," comprennent,—

Dans Ontario et Manitoba.

(1.) Dans les provinces d'Ontario et du Manitoba, tout juge d'une cour de comté étant juge de paix, tout magistrat de police ou magistrat stipendiaire, ou deux juges de paix agissant dans leurs ressorts respectifs;

Dans Québec.

(2.) Dans la province de Québec, deux ou plus de deux juges de paix, le shérif de tout district—excepté ceux de Montréal et de Québec—le député-shérif de Gaspé, tout recorder, juge des sessions de la paix, magistrat de police, magistrat de district ou magistrat stipendiaire, agissant dans leurs ressorts respectifs;

Dans la N.-E., le N.-B., l'Ile du P.-E., la C.-B. et Kéwatin.

(3.) Dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île du Prince-Edouard et de la Colombie-Britannique, et dans le district de Kéwatin, tout fonctionnaire ou tribunal revêtu, par l'autorité législative compétente, du pouvoir d'accomplir les actes qui doivent d'ordinaire être accomplis par deux ou plus de deux juges de paix;

Dans les territoires du Nord-Ouest. 4. Dans les territoires du Nord-Ouest, tout juge de la cour Suprême des dits territoires, ou deux juges de paix siégeant ensemble, et tout fonctionnaire ou tribunal ayant les pouvoirs de deux juges de paix;

"Prison com"mune ou au"tre lieu de
"détention."

(b.) L'expression "prison commune ou autre lieu de détention" comprend toute prison de réforme établie pour la détention des jeunes délinquants dans la province où a lieu la condamnation, et à laquelle, aux termes de la loi de cette province, le contrevenant peut être envoyé. 32-33 V., c. 33, art. 1;—37 V., c. 39, art. 3, partie;—39 V., c. 21, annexe, partie;—40 V., c. 4, annexe, partie;—47 V., c. 42, art. 2, partie;—49 V., c. 25, art. 30.

3. Quiconque est accusé d'avoir commis ou tenté de Procès somcommettre, ou d'avoir aidé, favorisé, conseillé ou facilité la maire des décommission d'un simple larcin, ou d'un délit punissable mineurs de comme simple larcin, et dont l'âge, lorsqu'il a commis ou 16 ans. tenté de commettre ce délit, ne dépasse pas seize ans, dans [10-11 V-, c. l'opinion du juge de paix devant lequel il est conduit ou 13-14 V., c. comparaît, sera, sur conviction du fait, séance tenante, d'a-37, art. 1.] près son propre aveu ou sur preuve établie devant deux juges de paix ou plus, incarcéré dans la prison commune ou autre lieu de détention dans le ressort de ces juges de paix, et y sera détenu avec ou sans travaux forcés pendant trois mois au plus, ou encourra et paiera, à la discrétion de ces juges de paix, une amende de pas plus de vingt piastres, selon que les juges de paix l'ordonneront. 32-33 V., c. 33, art. 2.

4. Si une personne que l'on prétend n'avoir pas plus de Moyen de seize ans est accusée d'un délit mentionné à l'article précé- contraindre le délinquant dent, sur le serment d'un témoin digne de foi, devant un à comparaîjuge de paix, ce dernier pourra lancer une assignation ou un tre. mandat d'amener contre le prévenu, à l'effet qu'il compa- [10-11 V., c. 82, art. 4.] raisse devant deux juges de paix, aux temps et lieu fixés dans l'assignation ou le mandat. 32-33 V., c. 33, art. 7.

5. Tout juge de paix pourra, s'il le juge à propos, ren- Pouvoir de voyer en prison toute personne ainsi accusée devant lui, en surseoir ou d'admettre à attendant qu'elle subisse un examen ultérieur ou son procès, caution. ou la remettre en liberté si elle fournit de bonnes et solvables (10-11 V., c. cautions. 32-33 V., c. 33, art. 8.

6. Chaque caution s'obligera, par une obligation, à faire Condition du comparaître le prévenu devant les mêmes ou un autre ou cautionned'autres juges de paix, pour être interrogé ultérieurement, [10-11 V., c. ou pour subir son procès devant deux juges de paix ou 82, art. 5.] plus, comme susdit, ou pour subir son procès par voie d'acte d'accusation devant la cour compétente de juridiction criminelle, selon le cas. 32-33 V., c. 33, art. 9.

7. Tout cautionnement pourra être prorogé de temps à Prorogation autre, par le ou les juges de paix, à tout autre temps qu'ils ou annulation du caufixeront; et tout cautionnement qui ne sera pas ainsi pro-tionnement. rogé sera annulé sans honoraires ni indemnité, si le pré-[10-11 V., c. venu comparaît suivant les conditions qui y seront portées. 82, art. 5.] 32-33 V., c. 33, art. 10.

S. Les juges de paix devant lesquels une personne est Offre au préaccusée et poursuivie en vertu du présent acte adresseront venu d'un procès somà l'accusé, avant de lui demander s'il a quelque raison à maire. faire valoir pour laquelle il ne devrait pas être condamné, [13-14 V., c. les pareles suivantes ou d'autres au même affet : 37, art. 2.] les paroles suivantes, ou d'autres au même effet :-

" Nous allons entendre ce que yous avez à dire en réponse à l'accusation portée contre vous; mais si vous désirez "être jugé par un jury, vous devez vous opposer mainte-" nant à ce que nous la décidions de suite."

S'il ne consent pas.

Et si cette personne, ou ses père ou mère, ou son tuteur, objecte alors, elle sera traitée comme si le présent acte n'eût pas été passé; mais rien de contenu au présent acte n'empêchera la conviction sommaire de l'accusé, devant un ou plusieurs juges de paix, pour tout délit au sujet duquel il pourrait être ainsi convaincu en vertu de tout autre acte. 32-33 V., c. 33, art. 3.

Les juges de faire a un jury. [10-11 V., c. 82, art. 1.]

9. Si les juges de paix sont d'opinion, avant que l'accusé paix peuvent renvoyer l'af- n'ait présenté sa défense, que l'accusation, à raison des circonstances, est de nature à justifier une poursuite par voie d'acte d'accusation, ou si l'accusé, sommé de répondre à l'accusation, s'oppose à ce que la cause soit sommairement jugée en vertu des dispositions du présent acte, les juges de paix, au lieu de la décider d'une manière sommaire, la traiteront à tous égards comme si le présent acte n'eût pas été passé; et, dans ce dernier cas, ils énonceront dans le mandat de dépôt le fait que le prévenu aura fait ce choix. 32-33 V., c. 33, art. 5, partie; -38 V., c. 47, art. 6, partie.

Citation des témoins. [10-11 V., c 82, art. 7.]

10. Tout juge de paix pourra, par citation, requérir la comparution de toute personne que ce soit, comme témoin lors de l'instruction de toute cause portée devant deux juges de paix en vertu du présent acte, aux temps et lieu fixés dans la citation. 32-33 V., c. 33, art. 11.

Obligation de comparaitre. [10-11 V., c. 82, art. 7.]

11. Tout juge de paix pourra faire souscrire une obligation à quiconque est par lui considéré comme témoin nécessaire à l'égard de l'accusation, à l'effet qu'il comparaîtra aux temps et lieu qui seront par lui fixés et rendra témoignage lors de l'audition de l'affaire. 32-33 V., c. 33, art. 12.

Mandat d'amener en cas de refus. [10-11 V., c. 82, art. 7.]

12. Si la personne ainsi assignée, citée ou obligée néglige ou refuse de comparaître conformément à la citation ou à l'obligation, et s'il est prouvé qu'elle a été dûment assignée ainsi que ci-dessous mentionné, ou qu'elle s'est obligée comme susdit, l'un ou l'autre des juges de paix devant lesquels elle aurait dû comparaître pourra, émettre un mandat d'amener pour contraindre cette personne à comparaître comme témoin. 32-33 V., c. 33, art. 13.

Signification de la citation. [10-11 V., c. 82, art. 8.]

13. Toute citation émise en vertu du présent acte pourra être signifiée en en laissant copie à la personne elle-même, ou en en laissant copie à quelqu'un au domicile ordinaire de cette personne; et toute personne ainsi citée par écrit sous le seing d'un ou de plusieurs juges de paix, de comparattre et rendre témoignage comme susdit, sera censée avoir été dûment assignée. 32-33 V., c. 33, art. 14.

Acquittement en certains CAS. [10-11 V., c. 82, art. I.1

14. Si, à l'audition de l'affaire, les juges de paix trouvent que le délit n'a pas été prouvé, ou qu'il n'est pas expédient d'infliger une punition, ils acquitteront le prévenu ou 2211

l'absoudront,—dans ce dernier cas moyennant cautions pour sa bonne conduite à venir, et dans le premier cas, sans cautions,-et ils dresseront et remettront alors au prévenu un Certificat. certificat suivant la formule A de l'annexe du présent acte, ou au même effet, signé des juges de paix, constatant le fait de l'acquittement ou de l'absolution. 32-33 V., c. 33, art. 4, partie.

15. Tout prévenu qui obtiendra un certificat d'acquitte- Effet du cerment ou d'absolution, ou qui sera condamné, sera exonéré de de dificat d'acquittement ou toute procédure nouvelle ou ultérieure au criminel pour la decondamnamême cause. 32-33 V., c. 33, art. 6.

[10-11 V., c.

16. Les juges de paix devant lesquels une personne est Formule de sommairement convaincue de quelque délit ci-dessus men-condamnationné pourront faire dresser l'arrêt de condamnation d'après la formule B de l'annexe du présent acte, ou en d'autres 82, art. 9.] termes analogues, et la condamnation sera bonne et valable à toutes fins et intentions quelconques. 32-33 V., c. 33, art. 15, partie.

17. Nul arrêt de condamnation ne sera annulé pour infor- La condammalité, ni ne sera évoqué par certiorari ou autrement à une nation ne sera pas invalidée cour d'archives; et nul mandat d'emprisonnement ne sera pour cause vicié à raison d'aucune irrégularité qui pourrait s'y trouver, d'informalité. s'il est allégué que l'accusé a été trouvé coupable et s'il y a [10-11 V., c. 82, art. 10.] une bonne et valable conviction à l'appui de cette alléga-32-33 V., c. 33, art. 16.

18. Les juges de paix devant lesquels une personne est Dépôt de la trouvée coupable en vertu des dispositions du présent acte condamnatransmettront immédiatement les pièces de conviction et les reau du grefcautionnements au greffier de la paix ou autre officier com- fier de paix. pétent des district, cité, comté ou union de comtés où le [10-11 V...c. 82, art. 11.] délit a été commis, pour y être gardés par l'officier qu'il appartient parmi les archives de la cour des sessions générales ou trimestrielles de la paix, ou de toute autre cour exerçant les fonctions d'une cour de sessions générales ou trimestrielles de la paix. 32-33 V., c. 33, art. 17.

19. Chaque greffier de la paix ou autre officier compétent Rapport au transmettra au ministre de l'Agriculture, tous les trois mois, ministre de l'Agriculture, un relevé des noms des personnes, des infractions et des pu-re. nitions mentionnées dans les condamnations, avec tous autres détails qui seront requis de temps à autre. 32-33 V., c. 33, art. 18.

20. Nul arrêt de condamnation rendu en vertu du pré-Pas de consent acte n'entraînera de confiscation à part l'amende impo-fiscation, mais restitusée par cet arrêt, mais chaque fois qu'une personne sera tion des effets trouvée coupable en vertu du présent acte, le juge de paix volés. présidant au procès pourra ordonner la restitution des effets [10-11 V.; c. au sujet desquels le délit aura été commis, à leur propriétaire ou à ses représentants. 32-33 V., c. 33, art. 19.

Ou paiement de leur va-[10-11 V., c. 82, art. 12.]

21. Si ces effets ne sont pas alors produits, les juges de paix, soit qu'ils infligent une punition ou non, pourront en rechercher et constater la valeur monétaire, et ordonner à la personne condamnée de payer au légitime propriétaire, telle somme d'argent, soit en un seul paiement, soit par versements, et aux époques qu'ils jugeront à propos. 32-33 V., e. 33, art. 20.

Recouvrement de cette valeur. [10-11 V., c. S2, art. 12.]

22. La personne ainsi condamnée à payer cette somme pourra être poursuivie pour son recouvrement comme pour toute autre dette, dans toute cour ayant juridiction jusqu'à concurrence de ce montant, avec dépens, suivant la pratique de la cour. 32-33 V., c. 33, art. 21.

Reconvrement des amendes imposées. [10-11 V., c. 82, art. 13]

23. Si des juges de paix condamnent un délinquant à payer une amende en vertu du présent acte, et que cette amende ne soit pas aussitôt payée, ils pourront, s'ils le croient à propos, fixer un jour ultérieur pour le paiement de cette amende et ordonner que le délinquant soit détenu en lieu sûr jusqu'au jour ainsi fixé, à moins qu'il ne donne caution, à la satisfaction des juges de paix, de comparaître ce jour-là; et les juges de paix pourront, à leur discrétion, exiger et recevoir ce cautionnement sous forme d'obligation ou autrement. 32-33 V., c. 33, art. 22.

Emprisonnede paiement. [10-11 V., c. 82, art. 13.]

24. Si, au jour ainsi fixé, cette amende n'est pas payée, ment à défaut les même juges de paix ou tous autres juges de paix pourront, par un mandat revêtu de leurs seings et sceaux, faire incarcérer le délinquant dans la prison commune ou autre lieu de détention dans leur ressort, où il sera détenu pendant trois mois au plus à compter du jour de la sentence. 32-33 V., c. 33, art. 23.

Frais de poursuite, comment payes. [10-11 V., c. 82, art. 14.]

25. Les juges de paix devant lesquels une personne est poursuivie ou subit son procès pour une infraction de leur ressort, en vertu du présent acte, pourront ordonner, à leur discrétion, sur la demande du poursuivant ou de toute autre personne qui comparaît sur cautionnement ou assignation aux fins de poursuivre ou de rendre témoignage contre l'accusé, qu'il soit payé au poursuivant et aux témoins à charge, telle somme qui leur paraîtra raisonnable et suffisante pour les rembourser des dépenses qu'ils auront faites pour comparaître et donner autrement suite à l'accusation, et pour les indemniser de leur dérangement et de la perte de leur temps; et ils pourront aussi ordonner que les constables et autres agents de la paix soient payés pour l'arrestation et la détention de l'accusé. 32-33 V., c. 33, art. 24.

Meme s'il n'y a pas conviction.

[10-11 V., c. 82, art. 14.]

26. Les juges de paix pourront, même si le prévenu n'est pas convaincu, ordonner que tous ou chacun de ces paiements soient opérés, s'ils sont d'opinion que les personnes, ou aucune d'elles, ont agi de bonne foi. 32-33 V., c. 33, art. 25.

27. Toute amende imposée en vertu du présent acte Emploi des sera payée et appliquée comme il suit, savoir:

(a.) Dans la province d'Ontario, aux juges de paix qui \$2, art. 6.1 l'auront imposée, au greffier de la cour de comté, au greffier Dans Ontade la paix ou autre officier compétent, selon le cas, qui la rio. remettra au trésorier du comté pour les fins du comté;

- (b.) Dans tout nouveau district de la province de Québec, Dans Québec. elle sera remise au shérif de ce district comme trésorier du fonds de construction et des jurés pour ce district, et formera partie de ce fonds; et dans tout autre district de la province de Québec, elle sera versée entre les mains du protonotaire de ce district, pour être par lui employée, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, à tenir le palais de justice du district en état de réparations, ou par lui ajoutée aux deniers ou honoraires qu'il perçoit pour la construction d'un palais de justice ou d'une prison dans ce district, tant que ces honoraires seront prélevés pour payer les frais de ces édifices ;
- (c.) Dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nou- Dans la N.-E veau-Brunswick, elle sera remise au trésorier du comté pour et le N.-B. les fins du comté:
- (d.) Dans les provinces de l'Ile du Prince-Edouard, du Dans l'I. P.-Manitoba et de la Colombie-Britannique, elle sera remise au E., Man. et trésorier de la province. 32-33, V., c. 33, art. 26;—40 V., c. 4, art. 8, partie.
- 28. Le montant des frais occasionnés par la comparution Certificat du devant les juges de paix, l'indemnité pour le dérangement montant des frais. et la perte de temps en résultant, la rémunération des cons-tables et autres agents de la paix pour l'arrestation et la 82, art. 14.] détention du délinquant, et la rétribution du poursuivant, des témoins et constables pour comparaître au procès ou à l'interrogatoire du délinquant, seront établis par les juges de paix et certifiés sous leurs seings; mais le montant des frais et dépens qui seront alloués et payés comme susdit dans une poursuite, n'excédera en aucun cas la somme de huit piastres. 32-33 V, c. 33, art. 27.

29. Chaque ordre de paiement en faveur d'un poursui- Par qui les vant ou autre personne, après que le montant en aura été frais seront certifié par les juges de paix qu'il appartient comme susdit, [10-11 V., c. sera immédiatement fait et remis par ces juges de paix ou 82, art. 15.] l'un deux, ou par le greffier de la paix ou autre officier compétent, selon le cas, au poursuivant ou autre personne, sur paiement au greffier ou autre officier de l'honoraire auquel il a légalement droit, et sera tiré sur l'officier auquel les amendes imposées par le présent acte doivent être payées dans le district, la cité, le comté ou l'union de comtés où l'infraction a été commise, ou est censée avoir été commise ; et, à première vue de cet ordre, ce dernier officier sera tenu de le payer sur-le-champ à la personne y dénommée, ou à toute autre personne dûment autorisée à en toucher le paie-

ment, en son nom, sur les deniers par lui reçus en vertu du présent acte, et ce montant lui sera alloué dans les comptes de ces deniers. 32-33 V.,33, art. 28.

L'acte ne s'applique pas à certains délits.

30. Le présent acte ne s'appliquera à aucun délit commis dans les provinces de l'Ile du Prince-Edouard ou de la Colombie-Britannique, ni dans le district de Kéwatin, s'il est punissable d'un emprisonnement de deux ans ou plus; et dans ces provinces et ce district, il ne sera pas nécessaire de transmettre au greffier de la paix ou autre officier compétent aucune obligation souscrite on cautionnement fourni. 39 V., c. 21, annexe, partie;—40 V., c. 4, annexe, partie;— 47 V., c. 42, art. 2, partie.

Pas de condamnation à une réforme dans Onta-

31. Le présent acte n'autorise pas deux juges de paix ou plus à condamner aucun délinquant à l'incarcération dans une prison de réforme dans la province d'Ontario. 43 V., c. 39, art. 15, partie.

ANNEXE.

FORMULE A.

Savoir: Nous. , juges de paix pour le , (ou si c'est un recorder, etc., Je, de de , suivant le cas,) certifions par jour de en l'année le présent que le , dans le dit de M. N. a été conduit devant nous, dits juges de paix (ou moi, dit ,) et accusé du délit suivant, savoir : (énoncez ici brièvement les détails de l'accusation); et que nous, les dits juges de paix (ou moi, le dit), l'avons acquitté (ou absous) de la dite accusation. Donné sous nos seings (ou mon seing) ce

jour de

J. P. (L. S.) J. R. (L. S.) ou S. J. (L. S.)

FORMULE B.

Sachez que le jour de en l'année dans le district de (ou comté, comtés-unis, etc., ou suivant le cas,) A. O. a été convaincu devant nous, 2215

J. P. et J. R., juges de paix pour le dit district (ou cité, etc.,) (ou moi, S. J., recorder, etc., de

ou suivant le cas,) d'avoir, le dit A.O., (indiquez l'infraction et le temps et le lieu où elle a été commise, suivant le cas, mais sans citer la preuve,) et nous, les dits J. P. et J. R. (ou moi, le dit S. J.), condamnons le dit A. O. à raison de ce délit à être emprisonné dans la (ou emprisonné et là tenu aux travaux forcés) pendant dans la une période de (ou nous condamnons, ou je condamne le dit A. Oppour le dit délit à payer une amende (indiquez l'amende imposée), et à défaut du paiement immédiat de la dite somme, à être emprisonné dans la (ou emprisonné dans la

et tenu aux travaux forcés) pendant une période , à moins que cette somme ne soit plus tôt de

payée).

Donné sous nos seings et sceaux (ou mes seing et sceau), les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés.

> J. P. (L. s.) J. R. (L. S.) ou S. J. (L. S.)

32-33 V., c. 33, art. 4 et 15, parties.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 178.

A. D. 1886. Acte concernant les procédures sommaires devant les juges de paix.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

TITRE ABRÉGÉ.

Titre abrégé. 1. Le présent acte peut être cité sous le titre : Acte des convictions sommaires.

DÉFINITIONS.

Définitions.

2. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige

une interprétation différente,—

" Juge de

(a.) L'expression "juge de paix" comprend deux juges de paix ou plus, si deux ou plusieurs juges de paix agissent ou ont juridiction, et aussi un magistrat de police, magistrat stipendiaire, et toute personne revêtue des pouvoirs ou attributions de deux juges de paix ou plus;

" Greffier de

(b.) L'expression "greffier de la paix" comprend l'officier compétent de la cour ayant juridiction d'appel en vertu du présent acte ;

"Circons"cription ter"ritoriale."

(c.) L'expression "circonscription territoriale" signifie tout district, comté, union de comtés, township, cité, ville, paroisse ou autre division ou circonscription judiciaire;

"District" ou "comté." (d.) Les expressions "district" ou "comté" comprennent toute division et circonscription territoriale ou judiciaire dans et pour laquelle se trouve quelque juge, juge de paix, cour des juges de paix, officier ou prison mentionné dans le contexte;

"Prison com"mune" ou
"prison."

(e.) Les expressions "prison commune" ou "prison" signifient tout lieu autre qu'un pénitencier où les personnes accusées d'infractions sont ordinairement renfermées et détenues sous garde. 32-33 V., c. 31, art. 94 et 95;—40 V., c. 27, art. 3;—49 V., c. 49, art. 1.

JURIDICTION.

Application.

3. Le présent acte s'applique,—

Délits punissables sur procédures sommaires.

(a.) A tous les cas où un individu a commis ou est soupçonné avoir commis quelque infraction ou fait quelque chose tombant sous le contrôle législatif du parlement du Canada,

2217

1886.

et qui rend l'inculpé passible, sur conviction par voie som- [11-12 V., c. maire, de l'emprisonnement, de l'amende ou de quelque 43, art. 1']

autre peine;

(b.) A tous les cas où une plainte est portée devant un juge Quand un de paix au sujet de quelque matière ou chose tombant sous ordre de paie-le contrôle législatif du parlement du Canada, et à l'égard être décerné. de laquelle ce juge de paix est autorisé par la loi à ordonner

ou prescrire le paiement de deniers ou autrement;

Sans préjudice d'aucune disposition spéciale décrétée d'ailleurs au sujet de cette infraction, action, matière ou chose. 32-33 V., c. 18, art. 35;—c. 20, art. 80;—c. 21, art. 123; c. 22, art. 75;—c. 27, art. 7;—c. 29, art. 7;—et c. 31, art. 1, partie;—33 V., c. 31, art. 6;—35 V., c. 31, art. 2, partie, et 3;—38 V., c. 42, art. 11;—40 V., c. 35, art. 5;—43 V., c. 38, art. 4;-44 V., c. 30, art 10, partie.

- 4. Chaque plainte ou dénonciation sera entendue, ins- Qui entendra truite, décidée et jugée par un juge de paix ou par deux la plainte. juges de paix ou plus, selon qu'il est prescrit par l'acte ou [11-12 V., c. la loi sur legnel cette plainte ou dénouciation est fondée ou 43, art. 12.] la loi sur lequel cette plainte ou dénonciation est fondée, ou par tout autre acte ou loi en vigneur à cet égard. 32-33 V., c. 31, art. 27.
- 5. S'il n'existe aucune prescription à cet égard dans aucun S'il n'existe acte ou loi, la plainte ou dénonciation pourra être entendue, pas de disposition à cet instruite, décidée et jugée par un des juges de paix de la effet. circonscription territoriale où le sujet de la plainte ou dénon- [11-12 v., c. ciation aura pris naissance. 32-33 V., c. 31, art. 28.
- 6. Tout juge de paix pourra recevoir la dénonciation ou Dans quel cas plainte et lancer une assignation ou un mandat pour con- un seul juge de paix peut traindre tout témoin à comparaître pour l'une ou l'autre agir. partie, et faire tous autres actes et toutes choses nécessaires [11-12 V., c. préliminairement à l'audition, même si, par le statut à cet 43, art. 29.] effet, il est prescrit que la dénonciation ou plainte doit être entendue et décidée par deux juges de paix ou plus. 32-33 V., e. 31, art. 85.
- 7. Après que la cause aura été entendue et décidée, un Après l'audiseul juge de paix pourra lancer tous les mandats de saisie-exécution ou d'emprisonnement en découlant. 32-33 V., 43, art. 29.] c. 31, art. 86. .
- 8. Il ne sera pas nécessaire que le juge de paix qui agira Procédures avant ou après l'audition soit celui ou l'un de ceux par qui après jugela cause a été entendue et décidée. 32-33 V., c. 31, art. 87. [11-12 V., c.

9. S'il est prescrit par un acte ou une loi qu'une dénon-S'il fant deux ciation ou plainte sera entendue et décidée par deux juges juges de paix. de paix ou plus, ou qu'une condamnation sera prononcée ou un ordre émis par deux juges de paix ou plus, ces juges de paix devront être présents et agir ensemble pendant 20

toute la durée de l'audition et de la décision de la cause. 32-33 V., c. 31, art. 88.

Magistrats avant le pouvoir de deux

10. Tout juge des sessions de la paix, recorder, magistrat de police, magistrat de district ou magistrat stipendiaire juges de paix. nommé pour quelque district, comté, cité, bourg, ville, localité ou circonscription territoriale, aura plein pouvoir de faire seul tout ce que deux juges de paix ou plus sont autorisés à faire. 32-33 V., c. 31, art. 91, partie.

PRESCRIPTION DES POURSUITES.

Prescription des poursuites.

[11-12 V., c. 43, artall.] Exceptions.

11. Si aucun délai pour porter la plainte ou faire la dénonciation n'est spécialement fixé par l'acte ou la loi concernant le cas particulier, la plainte sera portée et la dénonciation sera faite dans les trois mois à compter du jour où le fait qui motive la plainte ou dénonciation a eu lieu, sauf dans les territoires du Nord-Ouest et dans cette partie du comté de Saguenay qui s'étend à partir de Portneuf, dans le dit comté, en gagnant l'est jusqu'aux limites du Canada, y compris tontes les îles adjacentes, où le délai pour porter la plainte ou faire la dénonciation sera étendu à douze mois à compter du jour où le sujet de la plainte ou dénonciation aura pris naissance. 32-33 V., c. 31, art. 26;—43 V., c. 25, annexe, partie.

FAUTEURS.

Où les fauêtre poursui-

[11-12 V., c. 43, art. 5.]

12. Tout individu qui aide, encourage, conseille ou proteurs peuvent voque la commission d'une infraction punissable sur procédure sommaire, peut être poursuivi et condamné soit dans la circonscription territoriale on la localité où le principal délinquant peut être jugé et condamné, soit dans celle où le fait d'avoir aidé, encouragé, conseillé ou provoqué la commission de l'infraction a en lien. 32-33 V., c. 31, art. 15, partie.

COMPARUTION DU PRÉVENU.

Si la dénonciation est faite devant un juge de paix, il pent assigner le prévenu. [11-12 V., c.

43, art. 1.]

13. Lorsqu'une dénonciation (A) est faite devant un juge de paix pour une circonscription territoriale du Canada, portant qu'une personne se trouvant alors dans la juridiction de ce juge de paix a commis ou est soupçonnée avoir comims quelque infraction ou acte qui rend cette personne passible, d'après la loi, sur conviction sommaire, d'emprisonnement ou d'amende, on de quelque autre punition ; ou s'il est porté devant un juge de paix une plainte à l'égard de quelque matière au sujet de laquelle il est autorisé par la loi à décerner quelque ordre pour le paiement d'une somme d'argent ou autrement, ce juge de paix pourra adresser une assignation (B) à cette personne, exposant sommairement le sujet de la dénonciation ou plainte, et la sommant de comparaître à certain jour et en un certain lieu, devant lui ou devant tout autre juge de paix de la même circonscription

territoriale qui s'y trouvera, aux fins de répondre à cette dénonciation ou plainte et être ultérieurement traitée selon 32-33 V., e. 31, art. 1, partie.

14. Cette assignation sera signifiée par un constable ou Signification agent de la paix, ou par toute autre personne entre les mains de l'assignade qui elle sera remise, à la personne à qui elle sera adressée, [11-12 V., c. en la lui remettant à elle-même, ou en la laissant à quelqu'un 43, art. 1.7 pour elle, à son dernier domicile on lieu ordinaire de sa résidence. 32-33 V., c. 31, art. 2.

307

15. Le constable, agent de la paix ou autre personne qui Preuve de la aura signifié l'assignation, comparaîtra devant le juge de signification. paix aux temps et lieu indiqués dans l'assignation, pour en [11-12 Vic., c. 43, art. 1.] prouver la signification, s'il est besoin. 32-33 V., c. 31, art. 3.

- 16. Rien de contenu dans le présent acte n'obligera le Cas ex parte. juge de paix à décerner cette assignation, si la demande [11-12 v., c. pour obtenir un ordre peut, suivant la loi, être faite ex ^{43, art. 1.}] parte. 32-33 V., c. 31, art. 4
- 17. Si la personne assignée ne comparaît pas devant le Si l'assigné juge de paix aux temps et lieu indiqués dans l'assignation, ne comparait et s'il est prouvé au juge de paix, sous serment ou par affir-d'arrêt. mation, que l'assignation a été dûment signifiée dans un [11-12 vic. e. temps raisonnable, dans l'opinion du juge de paix, avant 43, art. 2.] celui fixé pour comparaître, le juge de paix pourra, s'il le croit à propos, sur serment ou affirmation fait devant lui, établissant les faits de la dénonciation ou plainte à sa satisfaction, décerner un mandat d'arrêt (C) contre la personne ainsi assignée, et la faire conduire devant lui ou devant tout autre juge de paix de la même circonscription territoriale, pour qu'elle réponde à la dénonciation ou plainte et soit ultérieurement traitée selon la loi. 32-33 V., c. 31, art. 6,

18. Tout juge de paix devant qui une dénonciation de Il peut être cette nature est faite à l'égard d'une infraction punissable sur émis en pre-conviction sommaire, pourra, s'il le croit à propos, sur ser-ment ou affirmation devant lui, établissant les faits de la 43, art. 2.] dénonciation à sa satisfaction, décerner en premier lieu, au lieu d'une assignation, un mandat d'arrêt (D) contre l'inculpé et le faire conduire devant lui ou devant quelque juge de paix de la même circonscription territoriale, pour qu'il réponde à cette dénonciation et soit ultérieurement traité selon la loi ; mais lorsqu'un mandat d'arrêt sera décerné en Copie du premier lieu, le juge de paix en fournira une ou des copies mandat à signifier au préet en fera signifier une copie à chaque personne arrêtée, lors venu. de son arrestation. 32-33 V., c. 31, art. 6, partie.

19. Tout mandat pour l'arrestation d'un prévenu afin de Mandattsous le contraindre à répondre à une dénonciation ou plainte, les seing et 2220201

de paix, à qui adressés.

[11-12 V., c. 43, art. 3.7

seeau du juge sera sous les sceau et seing du juge de paix par qui il sera décerné et pourra être adressé à tous on chacun les constables ou autres agents de la paix de la circonscription territoriale où il devra être mis à exécution, ou à un constable et à tous autres constables ou agents de la paix de la circonscription territoriale dans laquelle le juge de paix qui le décernera aura juridiction, ou généralement à tous les constables on agents de la paix de cette circonscription.

Ce qu'il contiendra.

2. Ce mandat exposera brièvement le sujet de la dénonciation ou plainte sur laquelle il est fondé, nommera ou désignera autrement la personne contre laquelle il est décerné, et enjoindra au constable ou autre agent de la paix à qui il sera adressé d'arrêter le prévenu et de le conduire devant un ou plusieurs juges de paix, suivant le cas, de la même circonscription territoriale, pour qu'il réponde à cette dénonciation ou plainte et soit ultérieurement traité selon la loi. 32-33 V., e. 31, art. 8.

Durée du mandat et

[11-12 V., c. 43, art. 3.]

20. Il ne sera pas nécessaire que ce mandat soit rappormandat et comment exé-table à un jour fixe et déterminé, mais il demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit exécuté; et il pourra l'être par l'arrestation du prévenu en tout lieu de la circonscription territoriale dans laquelle le juge de paix par qui il aura été décerné a juridiction, ou, si l'on est à sa poursuite, en tout lieu de la circonscription territoriale voisine, dans un rayon de sept milles de la limite de la circonscription territoriale en premier lieu mentionnée, sans qu'il soit nécessaire de faire viser ce mandat, ainsi que mentionné ci-dessous. 32-33 V., c. 31, art. 9.

Qui peut exé-cuter le mandat, et où. [11-12 V., c. 43, art. 3.1

21. Si le mandat est adressé à tous les constables ou agents de la paix de la circonscription territoriale dans laquelle le juge de paix par qui il est décerné a juridiction, tout constable ou officier de paix d'une localité située dans les limites de cette juridiction pourra mettre ce mandat à exécution, de la même manière que s'il lui était adressé spécialement sous son propre nom, et nonobstant que le lieu où il doit être mis à exécution ne se trouve pas dans la localité pour laquelle il est nommé constable ou agent de 32-33 V., c. 31, art. 10.

Mandat visé s'il est exéautre juridic-

[11-12 V., c. 42, art. 11, c. 43, art. 3.]

22. Si la personne contre laquelle un mandat d'arrêt est sur est executé dans une décerné ne se trouve pas dans le ressort du juge de paix qui l'a décerné, ou si elle s'enfuit, ou se trouve, ou est supposée ou soupçonnée être quelque part, en Canada, hors de la juridiction de ce juge de paix, tout juge de paix dans le ressort duquel cette personne est ou est soupçonnée être, sur preuve sous serment ou affirmation de l'écriture du juge de paix par qui il a été décerné, pourra y apposer son visa sous son seing autorisant l'exécution du mandat dans les limites de sa juridiction; et ce visa sera une autorisation suffisante pour le porteur du mandat, et tous autres à qui il aura été





primitivement adressé, et pour tous constables ou autres agents de la paix de la circonscription territoriale où le visa aura été apposé, de le mettre à exécution en tout lieu situé dans la juridiction du juge de paix qui l'aura visé, et de conduire le délinquant, aussitôt qu'il sera arrêté, devant le juge de paix qui l'aura décerné primitivement, on devant tout autre juge de paix ayant la même juridiction. 32-33 V., c. 31, art. 11.

DÉNONCIATIONS ET PLAINTES.

23. Il ne sera pas nécessaire qu'aucune plainte au sujet Certaines de laquelle un juge de paix peut décerner un ordre pour le plaintes ne seront pas paiement d'une somme de deniers, ou à tout autre effet, soit par écrit. faite par écrit, à moins que la chose ne soit prescrite par une [11-12 V., c. loi ou un acte spécial en vertu duquel cette plainte est 43, art. 8.] portée. 32-33 V., c. 31, art. 20.

24. Toute plainte au sujet de laquelle un juge de paix Plainte peut est autorisé par la loi à décerner un ordre, et toute dénon- n'être pas faite sous serciation d'une infraction ou d'un acte punissable sur convic-ment. tion sommaire, à moins qu'il ne soit autrement prescrit [11-12 V., c. par le présent ou par quelque loi ou acte spécial, pourra 43, art. 10.] être portée ou faite sans être appuyée d'aucun serment ou d'aucune affirmation. 32-33 V., c. 31, art. 24.

25. Lorsque le juge de paix décernera un mandat en Exception premier lieu, les faits allégués dans la dénonciation seront lorsque le mandat est établis par le serment ou l'affirmation du dénonciateur, ou décerné en par un ou plusieurs témoins à l'appui, avant que ce mandat premier lieu. ne soit décerné. 32-33 V., c. 31, art. 25, partie.

[11-12 V., c. 43, art. 10.]

26. Toute plainte ne se rapportera qu'à une seule matière. La plainte ne et non à deux ou plusieurs matières, et toute dénonciation à se napportera qu'à une seule infraction, et non à deux ou plusieurs infractions; infraction. et toute plainte ou dénouciation pourra être faite ou portée [11-12 V., c. par le plaignant ou dénonciateur en personne, ou par son 43, art. 10.] conseil ou procureur, ou par toute autre personne autorisée à cet effet. 32-33 V., c. 31, art. 25, partie.

27. Dans toute dénonciation ou plainte, ou dans toute Désignation procédure s'y rattachant, où il est nécessaire de désigner à des propriéqui appartient un effet on une chose qui est la propriété ou nant à des en la possession d'associés, co-locataires, co-propriétaires ou associés. possesseurs par indivis, il suffira de nommer une de ces per- [11-12 V., c. sonues et de déclarar que l'effet en la character de la 43, art. 4.] sonnes et de déclarer que l'effet ou la chose appartient à la personne ainsi nommée et à une autre ou à d'autres, suivant le cas.

2. Chaque fois que, dans une dénonciation ou plainte, on Désignation dans une procédure s'y rattachant, il est nécessaire d'indi-des associés. quer, pour quelque objet que ce soit, des associés, co-locataires, co-propriétaires ou possesseurs par indivis, il suffira de les désigner de la manière susdite.

Désignation des proprié-tés d'une corporation municipale.

3. Chaque fois que, dans une dénonciation ou plainte, ou dans une procédure s'y rattachant, il est nécessaire de désigner à qui appartiennent des travaux ou édifices construits, entretenus ou réparés aux frais de la corporation ou des habitants d'une circonscription territoriale ou autre localité, ou les matériaux servant à les construire, changer ou réparer, il suffira de les désigner comme étant la propriété des habitants de cette circonscription territoriale ou localité. 32-33 V., c. 31, art. 14.

Objection missible.

[11-12 V., c. 43, art. 1, 3 et 4.]

Divergence quant au temps.

28. Nulle objection ne sera reçue, soit au fond, soit à la pour defaut de forme, contre une dénonciation, plainte, assignation ou mandat, pour cause d'irrégularité dans le fond ou dans la forme, on de divergence entre la dénonciation, plainte, assignation ou mandat, et la preuve à charge, lors de l'audition de la dénonciation ou plainte.

2. Nulle divergence entre la dénonciation d'une infraction ou de tout autre acte punissable par voie de conviction sommaire, et la preuve à charge, quant au temps où l'on prétend que l'infraction ou l'acte a été commis, ne sera considérée comme fatale, s'il est prouvé que la dénonciation a été faite dans les délais prescrits par la loi.

Divergence quant au lieu.

3. Nulle divergence entre la dénonciation et la preuve à charge, quant au lieu où l'on prétend que l'infraction ou l'acte a été commis, ne sera considérée comme fatale, s'il est prouvé que l'infraction ou l'acte a été commis dans le ressort du juge de paix par qui la dénonciation est entendue et jugée.

Si le prévenu a été trompé le juge de paix peut ajourner.

4. Si cette divergence ou toute autre divergence entre la dénonciation, la plainte, l'assignation ou le mandat, et la preuve à charge, paraît au juge de paix présent et agissant à l'audition, d'une gravité telle que le prévenu ait été par là trompé ou induit en erreur, le juge de paix pourra, aux conditions qu'il jugera convenables, ajourner l'audition à un jour ultérieur. 32-33 V., c. 31, art. 5, 12, partie, 21, et 22, partie.

TÉMOINS.

Assignation des temoins. [11-12 V., c5 43, art. 7.]

29. S'il appert à un juge de paix, par le serment ou l'affirmation d'une personne digne de foi, que quelqu'un dans le ressort de ce juge de paix est dans le cas de pouvoir rendre un témoignage essentiel, soit à charge on à décharge, et ne comparaîtra pas volontairement comme témoin au jour et au lieu fixés pour l'audition de la dénonciation ou plainte, le juge de paix adressera une assignation (E 1) à cette personne, lui enjoignant de comparaître aux jour et lieu indiqués dans l'assignation, devant lui ou devant tout autre juge de paix de cette circonscription territoriale qui sera alors présent, afin de rendre témoignage de ce qu'elle sait relativement à la dénonciation ou plainte. 32-33 V., c. 31, art. 16.





30. Si la personne ainsi assignée néglige ou refuse de Mandat si comparatre aux temps et lieu fixés dans l'assignation, et ne manque de qu'elle n'offre aucune excuse légitime pour justifier cette comparaitre. négligence ou ce refus, le juge de paix devant qui elle aurait [11-12 V, c. dû comparaître pourra—sur preuve sous serment ou par 43, art. 7.] affirmation que l'assignation lui a été signifiée, soit personnellement, soit en la laissant à quelqu'un pour elle à son dernier domicile ou au lieu ordinaire de sa résidencedécerner un mandat d'amener (F 2) et faire conduire cette personne, aux jour et lieu indiqués, devant le juge de paix qui a décerné l'assignation ou tout autre juge de paix de la 🛁 même circonscription territoriale qui sera alors présent, pour Visal. qu'elle rende témoignage; et le mandat pourra, s'il est besoin, être visé, ainsi que mentionné au présent, afin qu'il soit mis à exécution hors du ressort du juge de paix qui l'a décerné. 32-33 V., c. 31, art. 17.

31. Si le juge de paix est convaincu, par preuve sous ser- Mandat en ment ou par affirmation, que cette personne ne comparaîtra premier lieu. probablement pas sans y être contrainte, il pourra, au lieu [11-12 V. c. c. 43, art. 7.] de l'assigner, décerner un mandat d'amener (E 3) en premier lieu, qui pourra être visé comme susdit s'il est nécessaire. 32-33 V., c. 31, art. 18.

32. Si, lors de la comparution de la personne ainsi assi-Emprisonnegnée devant le juge de paix, soit en obéissance à l'assigna- ment des té-moins refution, soit après avoir été conduite devant lui en vertu sant de réd'un mandat d'amener, cette personne refuse d'être inter-pondre. rogée sous serment ou affirmation au sujet de l'accusation, [11-12 V. c., 43, art. 7.] ou refuse de prêter serment ou d'affirmer, ou si, après avoir prêté serment ou fait l'affirmation, elle refuse sans excuse légitime de répondre aux questions qui lui sont posées sur 🛬 l'affaire, tout juge de paix alors présent et ayant juridiction pourra, par un mandat (E 4), incarcérer le récalcitrant dans la prison commune ou autre prison de la circonscription territoriale où il se trouvera alors, et l'y faire détenir pendant dix jours au plus, à moins que, dans l'intervalle, il ne consente à être interrogé et à répondre aux questions qui lui seront posées sur l'affaire. 32-33 V., c. 31, art. 19.

AUDITION.

- 33. La salle ou le local ou siège le juge le paix pour Courpublientendre et juger toute plainte ou dénonciation sera censé que. être une cour publique, accessible au public, eu égard au [11-12 V., c. nombre de personnes qu'elle peut contenir commodément. 32-33 V. c. 31, art. 29.
- 34. La personne contre laquelle la plainte est portée ou Le prévenu la dénonciation faite sera admise à y faire une réponse et peut se dédéfense pleine et entière, et à interroger et contre-interro-[11-12 V., c. ger les témoins par l'entremise d'un conseil ou procureur en 43, art. 12.1 son nom. 32-33 V., c. 31, art. 30.

Avocat du poursuivant. [11-12 V., c. 43, art. 12.]

35. Tout plaignant ou dénonciateur, en pareil cas, aura pleine liberté de conduire la plainte ou dénonciation, et de faire interroger et contre-interroger les témoins par un conseil ou procureur en son nom. 32-33 V., c. 31, art. 31.

Les témoins. seront assermentés. [11-12 V., c.

36. Tout témoin sera interrogé à l'audition sous serment on sur affirmation, et le juge de paix devant lequel comparaît quelque témoin dans le but d'être interrogé aura plein pouvoir de lui faire prêter le serment ou l'affirmation ordi-43, art 15. 32-33 V., c. 31, art. 45, partie.

Les poursuivants sont temoins compé-- y tents en certains cas. tains cas. [11-12 V., c. 3 43, art. 15.] 94

37. Tout dénonciateur qui n'a pas un intérêt pécuniaire dans le résultat de la dénonciation, et tout plaignant, quel que puisse être son intérêt dans le résultat de la plainte, seront témoins compétents à l'appui de la dénonciation ou plainte; et nul dénonciateur ne sera réputé témoin incompétent pour la seule raison qu'il peut être passible des frais. 32-33 V., e. 31, art. 45, partie.

Certains témoignages admis.

8

38. Le témoignage de la personne lésée, et celui de tout habitant du district, comté ou localité où une infraction a été commise, seront admis pour prouver le fait, nonobstant que l'amende encourue à raison de l'infraction soit payable à quelqu'un des fonds publics de ce district, comté ou localité. 32-33 V., c. 31, art. 90.

Si le prévenu fait défaut. [11-12 V., c. 43, art. 2 et 13.] Procédure ex parle, ou mandat et ajournement.

39. Si, aux jour et lieu fixés par l'assignation pour entendre et juger la plainte ou dénonciation, le prévenu ne comparaît pas lorsqu'il est appelé, le constable ou autre personne qui lui a signifié l'assignation déclarera sous serment de quelle manière il la lui a signifiée; et s'il appert à la satisfaction du juge de paix que ce constable ou cette autre personne a régulièrement signifié l'assignation de manière à donner un délai raisonnable avant le temps fixé pour sa comparation, le juge de paix pourra procéder à l'instruction de l'affaire ex parte en l'absence du prévenu, aussi amplement et efficacement, à toutes fins et intentions, que si le prévenu eût comparu personnellement en obéissance à cette assignation; ou si le prévenu ne comparaît pas, le juge de paix pourra, s'il le juge à propos, décerner un mandat d'arrêt en la manière par le présent prescrite, et il ajournera l'audition de la plainte ou dénonciation jusqu'à ce que le prévenu soit arrêté. 32-33 V., c. 31, art. 7 et 32.

Si le prévenu a été arrété. 111-12 V., c. 43, art. 15.]

40. Si le prévenu est arrêté en vertu de ce mandat, il sera conduit devant le juge de paix qui l'aura décerné, ou devant quelque autre juge de paix de la même circonscription territoriale, qui décernera alors un mandat de dépôt (F) enjoignant d'incarcérer le prévenu dans la prison commune ou autre prison, ou, s'il le juge à propos, il le consignera de vive voix à la garde du constable ou autre personne qui l'aura arrêté, ou à quelque autre garde sûre qu'il 2225

jugera convenable, et ordonnera que le prévenu soit conduit devant lui, dans un temps et en un lieu fixés et déterminés, duquel ordre le plaignant ou dénonciateur sera dûment notifié; mais nulle détention en vertu du présent Proviso. article ne s'étendra à plus d'une semaine. 32-33 V., c. 31,

41. Si, aux jour et lieu ainsi fixés. le prévenu comparaît Si le prévenu volontairement en obéissance à l'assignation à lui signifiée comparaît, mais pas le à cet effet, ou s'il est conduit devant le juge de paix en plaighant. vertu d'un mandat, alors, si le plaignant où dénonciateur, [11-12 V., c. après avoir été ainsi dûment notifié, ne comparaît pas en 43, art 13.] personne, ou par son conseil ou procureur, le juge de paix renverra la plainte ou dénonciation, à moins qu'il ne juge utile, pour quelque raison, d'en ajourner l'audition à un jour ultérieur, aux conditions qu'il croira à propos de fixer. 32-33 V., c. 31, art. 34, partie.

42. Si les deux parties comparaissent, soit en personne, Si les deux soit par leurs conseils ou procureurs respectifs, devant le parties comparaissent. juge de paix qui doit entendre et juger la plainte ou dénon-[11-12 V., c. ciation, ce juge de paix procédera à l'audition de l'affaire. 43, art. 13.] 32-33 V., c. 31, art. 36.

43. Si le prévenu est présent à l'audition, on lui expo-Audition de sera la substance de la plainte ou dénonciation, et on lui la plainte. demandera s'il a quelque raison à faire valoir pour laquelle [11-12 V., c. 43, art. 14.] il ne serait pas condamné, ou pour laquelle il ne serait pas décerné un ordre contre lui, suivant le cas. 32-33 V., c. 31, art. 37.

44. Si le prévenu admet que la plainte ou dénonciation Si le prévenu est bien fondée, et qu'il n'assigne aucune raison ou motif admet la plainte, consuffisant pour empêcher qu'il soit condamné, ou qu'un ordre damnation. soit décerné contre lui, suivant le cas, le juge de paix pré-[11-12 V., c. sent à l'audition le condamnera ou décernera un ordre 43, art. 14.] contre lui en conséquence. 32-33 V., c. 31, art. 38.

45. Si le prévenu nie que la plainte ou dénonciation soit S'il ne l'adbien fondée, le juge de paix procédera à entendre le pour-met pas,—ins-suivant ou le plaignant, les témoins et toute autre preuve [11-15 V., c.] à charge ; il entendra aussi le prévenu, les témoins et toute 43, art. 14.] autre preuve à décharge, et aussi les témoins du poursuivant ou plaignant en réplique, si le prévenu a interrogé des témoins ou produit des preuves dans un but autre que celui d'établir sa bonne réputation généralement. 32-33 V., c. 31,

46. Le poursuivant ou plaignant n'aura pas le droit de Réplique défaire d'observations en réplique à la preuve du prévenu, et fendue de part et d'autre. le prévenu n'aura pas le droit de faire d'observations en [11-12 V., c. réplique à la preuve du poursuivant ou plaignant après sa 43, art. 14.1 réplique. - 32-33 V., c. 31, art. 40.

Si la plainte nie une exemption, etc. [11-12 V., c. 43, art. 14.]

47. Si, par la dénonciation ou plainte, on prétend nier quelque exemption, exception, proviso on condition existant dans le statut sur lequel elle est fondé, il ne sera pas nécessaire que le dénonciateur ou plaignant prouve la négation, mais le prévenu pourra prouver l'existence de cette exemption, exception, proviso ou condition dans sa défense, s'il veut s'en prévaloir. 32-33 V., c. 31, art. 44.

Le juge peut ajourner la cause. [11-12 V., c.

43, art. 16.]

18. Le juge de paix pourra, soit avant, soit durant l'audition de la dénonciation ou plainte, ajourner, à sa discrétion, l'audition de l'affaire à un jour et à un lieu qui seront alors fixés et indiqués en la présence et à portée de voix de la partie ou des parties, ou de leurs procureurs ou agents alors présents, respectivement; mais aucun ajournement ne pourra être de plus d'une semaine. 32-33 V., c. 31, art. 46. partie.

Audition de la cause en l'absence du plaignant ou du prévenu. [11-12 V., c.

43, art. 16.]

49. Si, aux jour et lieu fixés pour l'audition ou l'audition ultérieure, l'une des parties ou les deux parties ne comparaissent pas, soit en personne, soit par leurs conseils ou procureurs respectifs, devant le juge de paix ou tout autre juge de paix alors présent, le juge de paix alors présent pourra procéder à l'audition on à l'audition ultérieure, tout comme si la partie ou les parties étaient présentes. 32-33 V., c. 31, art. 47.

Si le poursuivant ne comparait pas. [11-12 V., c. 43, art. 16.]

50. Si le dénonciateur ou plaignant ne comparaît pas, le juge de paix pourra renvoyer la dénonciation avec ou sans dépens, suivant qu'il le croira convenable. 32-33 V., c. 31, art. 48.

Mise en liberté provisoire ou incarcération pendant un ajournement.

13.1

51. Lorsqu'un juge de paix ajournera l'audition d'une affaire, il pourra mettre le prévenu en liberté provisoire ou le faire incarcérer par un mandat de dépôt (G) dans la prison commune ou autre prison, dans la circonscription territoriale pour laquelle ce juge de paix agira, ou le placer sous toute [11-12 V., c. pour laquelle ce Juge de paix agira, ou le piacer sous toute 43, art. 3, 9 et autre garde qu'il jugera convenable; ou il pourra le remettre en liberté en lui faisant souscrire une obligation (H), avec ou sans cautions, à sa discrétion, par laquelle il s'engagera à comparaître aux jour et lieu auxquels l'audition ou l'audition ultérieure est ajournée.

Mandat d'arrét contre un prévenu admis à caution.

2. Si un prévenu admis à caution ou remis en liberté provisoire ne comparait pas au jour fixé dans l'acte de cautionnement ou auquel l'audition on l'audition ultérieure a été ajournée, le juge de paix pourra décerner un mandat d'arrêt contre lui. 32-33 V., c. 31, art. 12, 13, 22, 34 et 46, parties.

Décision de la cause. [11-12 V., c. 43, art. 14.]

52. Les parties et les témoins entendus, le juge de paix examinera l'affaire et, à moins qu'il n'en soit autrement prescrit, la décidera et condamnera le prévenu, ou décernera un ordre contre lui, ou l'acquittera, suivant le cas. 32-33 V., c. 31, art. 41.

Re John Parker - Sept. 13-1888, D. Shanks J. P. après audition dela cause renvie Barker en prison pour 2 jours sur Journant au Révlier un ordre verbal det détérnir



- 53. Si le juge de paix condamne le prévenu ou décerne Minute du un ordre contre lui, il en sera dressé minute ou procès-verbal, jugement. pour lequel il ne sera payé aucun honoraire ; et l'arrêt de 43, art. 14 et condamnation ou l'ordre sera ensuite dressé par le juge de 17.] paix sur parchemin ou papier, sous ses seing et sceau, suivant l'une des formules de condamnation (J 1, 2, 3.) ou d'ordre (K 1, 2, 3,) données à l'annexe du présent acte, qui pourra s'appliquer à l'affaire, ou au même effet. 32-33 V., 31, art. 42, 50 et 51.
- 54. Si plusieurs personnes s'associent pour commettre la Montant même infraction, et que, sur conviction du fait, chacune à payer à la partie lésée, d'elles soit condamnée à payer une amende qui comprenne limité. la valeur de la propriété ou le montant du dommage fait, [24-25 V., c. il ne sera payé à la personne lésée d'autre somme que cette 97, art. 64.] valeur ou ce montant, ainsi que les frais, s'il en est, et le reste des amendes imposées sera employé de la même manière qu'il est prescrit d'employer toute autre amende imposée par un juge de paix. 32-33 V., c. 31, art. 89.

55. Lorsqu'une personne est sommairement convaincue, Libération du devant un juge de paix, de quelque contravention à l'Acte délinquant en certains du larcin, ou à l'Acte concernant les dommages malicieux à la cas. propriété, ou à l'Acte concernant la protection des effets des [24-25 V., c. matelots de la marine, et que ce soit une première conviction, 96, art. 108, c. le juge de paix pourra, s'il le trouve à propos, absoudre le délinquant, à condition qu'il paie à la personne lésée les dommages et frais, ou les uns ou les autres, établis et fixés par le juge de paix. 32-33 V., c. 21, art. 119;—et c. 22, art. 72;—33 V., c. 31, art. 5, partie.

56. S'il renvoie le prévenu des fins de la plainte ou Certificat si dénonciation, le juge de paix, lorsqu'il en sera requis, pourra le plaignant est débonté. décerner une ordonnance de non-lieu (L), et il en délivrera [11-12 V., c. un certificat (M) au prévenu, et ce certificat, chaque fois 43, art. 14.1 qu'il sera produit, et sans autre preuve, sera une fin de nonrecevoir contre toute dénonciation ou plainte subséquente pour les mêmes faits contre la même personne. 32-33 V., c. 31, art. 43.

57. Lorsque pouvoir est donné par quelque acte on loi Signification d'emprisonner une personne, ou de prélever une somme d'ar-au défendeur d'une copie gent sur ses meubles et effets par voie de saisie-exécution de l'ordre, pour cause de désobéissance à un ordre décerné par un juge avantla saisie de paix, copie de la minute de cet ordre sera signifiée au ration. défendeur avant que le mandat d'emprisonnement ou de [11-12 V., c. saisie-exécution soit décerné pour cet objet; et l'ordre ou la 43, art. 17.] minute ne formera pas partie du mandat d'emprisonnement 32-33 V., c. 31, art. 52. ou de saisie-exécution.

FRAIS.

58. Dans tous les cas de condamnation sommaire ou Frais conford'ordres décernés par un juge de paix, ce juge de paix mes au tarif.

010

[11-12 V., e. 43, art 18.]

pourra, à sa discrétion, enjoindre et ordonner dans et par la condamnation ou l'ordre, que le prévenu paie au dénonciateur ou plaignant les frais et dépens que le juge de paix trouvera raisonnables et conformes au tarif d'honoraires établi par la loi dans le cas de procédures devant les juges de paix. 32-33 V., c. 31, art. 53.

Frais adjugés au prévenu si l'est adjuité. 124...c. 43, au 18.]

59. Si le juge de paix, au lieu de passer condamnation ou de décerner un ordre, renvoie le prévenu des fins de la dénonciation ou plainte, il pourra, à sa discrétion, et par son ordonnance de non-lieu, enjoindre et ordonner que le dénonciateur ou plaignant paie au prévenu les frais et dépens que le juge de paix trouvera raisonnables et conformes à la loi. 32-33 V., c. 31, art. 54.

Doivent être mentionnés dans la condamnation, etc. [11-12 V., c.

43, art. 18.]

60. Les sommes ainsi allouées comme frais et dépens seront dans chaque cas spécifiées dans la condamnation ou l'ordre, ou dans l'ordonnance de non-lieu, et elles séront recouvrées de la même manière et en vertu des mêmes mandats que toute amende dont le paiement est ordonné par la condamnation ou l'ordre. 32-33 V., c. 31, art. 55.

Recouvrement par saisie.
[11-12 V., c. 43, art. 18.]

61. S'il n'y a pas d'amende à recouvrer, les dépens seront recouvrés par la saisie et vente des meubles et effets de la partie, et, à défaut de meubles et effets, le défaillant pourra être condamné à l'emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, pendant un mois au plus. 32-33 V., c. 31, art. 56, partie.

MANDATS DE SAISIE ET D'INCARCÉRATION.

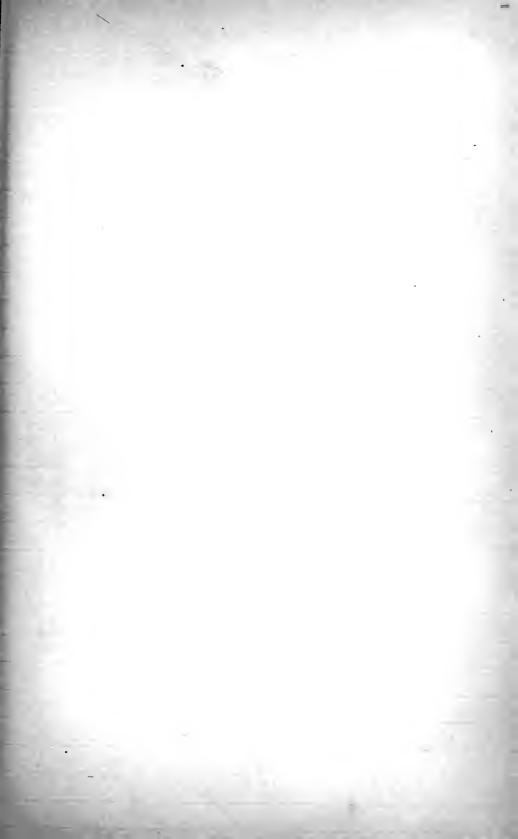
Mandats de saisie dans le cas d'amende. [11-12 V., c. 43, art. 19.]

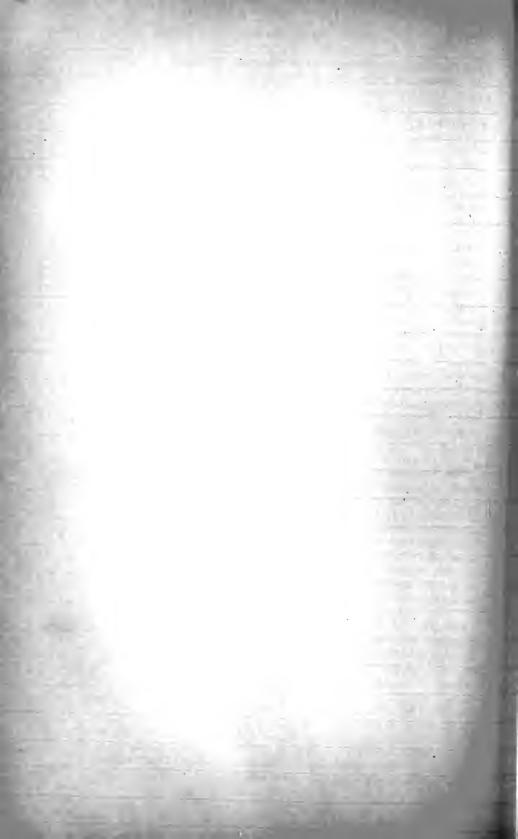
62. Si une partie est condamnée à payer une amende ou des dédommagements, ou si l'ordre décrète le paiement d'une somme d'argent, et que, par l'acte ou la loi qui autorise cette condamnation ou cet ordre, l'amende, le dédommagement ou la somme d'argent doivent être prélevés sur les meubles et effets du défendeur, par voie de saisie et vente,—et si l'acte ou la loi réglant la matière n'établit ou n'indique aucun mode à suivre pour prélever ou réaliser l'amende, le dédommagement ou la somme d'argent, ou pour contraindre à la payer, le juge de paix qui auront prononcé la sentence ou décerné l'ordre, ou tout juge de paix de la même circonscription territoriale, pourra décerner son mandat de saisie-exécution (N 1, N 2) afin de la prélever; et ce mandat sera par écrit sous les seing et sceau du juge de paix qui le décernera. 32-33 V., c. 31, art 57.

S'il n'y a pas d'effets suffisants.

[1'-12 V., c. 43, art. 19]

63. Si, après que le mandat de saisie aura été remis au constable à qui il est adressé pour être mis à exécution, il ne se trouve pas de meubles et effets suffisants dans le ressort du juge de paix qui a décerné le mandat, alors, sur preuve sous serment ou affirmation établissant la signature du juge de paix par qui le mandat est décerné, devant tout autre





juge de paix d'une autre circonscription territoriale, ce dernier inscrira au verso du mandat un visa (N 3) signé de lui, Visa du manautorisant l'exécution de ce mandat dans son ressort, et en dat à exécuter dans un autre vertu de ce mandat et visa, l'amende ou la somme en ressort. question, et les frais, ou la partie de cette amende ou somme qui n'aura pas encore été prélevée ou payée, avec les frais, seront prélevés par le porteur du mandat ou par la personne à qui il a été primitivement adressé, on par tont constable ou autre agent de la paix de la circonscription territoriale en dernier lieu mentionnée, par la saisie et vente des meubles et effets du défendeur qui y seront trouvés. 32-33 V., c. 31, art. 58.

64. Si le juge de paix à qui il est demandé un mandat de Si l'émission saisie est d'avis que l'émission de ce mandat causerait la du mandat doit être ruiruine du défendeur et de sa famille, ou s'il est démontré à neuse pour le ce juge de paix, par la confession du défendeur ou autrement qu'il n'a ni manbles ni effets con les qu'il la confessionnement, qu'il n'a ni meubles ni effets sur lesquels la saisie ment. puisse être exercée, ce juge de paix pourra, s'il le croit à [11-12 V., c. propos, au lieu de décerner un mandat de saisie, emprisonner 43, art. 19.] (O 1, O 2) le défendeur dans la prison commune ou autre prison de sa circonscription territoriale, pour y être détenu, avec ou sans travaux forcés, pendant le même espace de temps et de la même manière que le défendeur pourrait l'être suivant la loi, si un mandat de saisie eût été émis et que l'on n'eût pas trouvé de meubles et effets suffisants pour prélever l'amende ou la somme et les frais. 32-33 V., c. 31, art. 59.

65. Lorsqu'un juge de paix décernera un mandat de Le mandat saisie, il pourra élargir le défendeur, ou ordonner de vive deur peut être voix ou par un mandat d'arrêt que le défendeur soit détenu admis à cauen lieu sûr, jusqu'à ce que le rapport du mandat de saisie tion ou déteait été fait, à moins que le défendeur ne donne des garan-ties suffisantes, soit par un cautionnement ou autrement, à 43, art. 20.1 la satisfaction du juge de paix, qu'il comparaîtra devant lui aux jour et lieu fixés pour le rapport du mandat de saisie, ou devant tout autre juge de paix de la même circonscription territoriale alors présent. 32-33 V., c. 31, art. 60.

66. Si, aux jour et lieu fixés pour le rapport du mandat A défaut d'efde saisie, le constable chargé de le mettre à exécution fait fets suffisants, emprisonneun rapport (N 4) constatant qu'il n'a pas trouvé de meubles ment. ou effets, ou qu'il n'en a pas trouvé assez pour prélever la [11-12 V., c. somme ou les sommes y mentionnées et les frais résultant 43, art. 21] de la saisie, le juge de paix à qui le rapport sera fait pourra décerner un mandat d'emprisonnement (N 5) adressé au même ou à tout autre constable, relatant sommairement la condamnation ou l'ordre, l'émission du mandat de saisie et le rapport fait sur ce mandat, et ordonnant au constable de conduire le défendeur dans la prison commune ou autre prison de la circonscription territoriale pour laquelle le juge

de paix agit alors, et d'y livrer le défendeur au gardien de cette prison, et ordonnant à ce gardien de recevoir le défend ur dans la prison et de l'y détenir, ou l'y détenir aux travaux forcés, en la manière et pendant le temps fixés et déterminés par la loi ou l'acte sur lequel la condamnation ou l'ordre mentionné dans le mandat de saisie est fondé, à moins que la somme ou les sommes dont le paiement a été ordonné, et tous les frais et dépens de la saisie, ainsi que les frais et dépens de l'ordre d'emprisonnement, et de la translation du défendeur à la prison, si le juge de paix croit à propos de l'ordonner ainsi (dont le montant sera constaté et indiqué dans l'ordre d'emprisonnement), ne soient plus tôt payés. 32-33 V., c. 31, art. 62, partie.

Durée de l'emprisonnement limitée. [11-12 V., c. 43, art. 22.]

67. Si le juge de paix est autorisé, par l'acte ou le statut sur lequel la condamnation ou l'ordre est fondé, à décerner un mandat de saisie-exécution pour le prélèvement d'amendes ou d'autres sommes dont le recouvrement aura été obtenu devant lui, par la saisie et vente des biens et effets du défendeur, mais qu'il n'est prescrit aucun autre recours s'il n'y a pas de biens suffisants sur lesquels ces amendes ou autres sommes puissent être prélevées,—et si l'acte ou la loi sur laquelle est fondée la condamnation ou l'ordre ne prescrit aucun recours, et qu'il soit fait rapport, à la suite d'un mandat de saisie-exécution, qu'il ne peut être trouvé de biens et effets du défendeur suffisants pour satisfaire au mandat, le juge de paix à qui ce rapport sera fait, ou tout autre juge de paix de la même circonscription territoriale, pourra, s'il le juge à propos, faire incarcérer le défendeur, par un mandat décerné comme il est dit ci-haut, dans la prison commune ou toute autre prison de la circonscription territoriale dans laquelle agit ce juge de paix, pendant trois 32-33 V., c. 31, art. 62, partie. mois au plus.

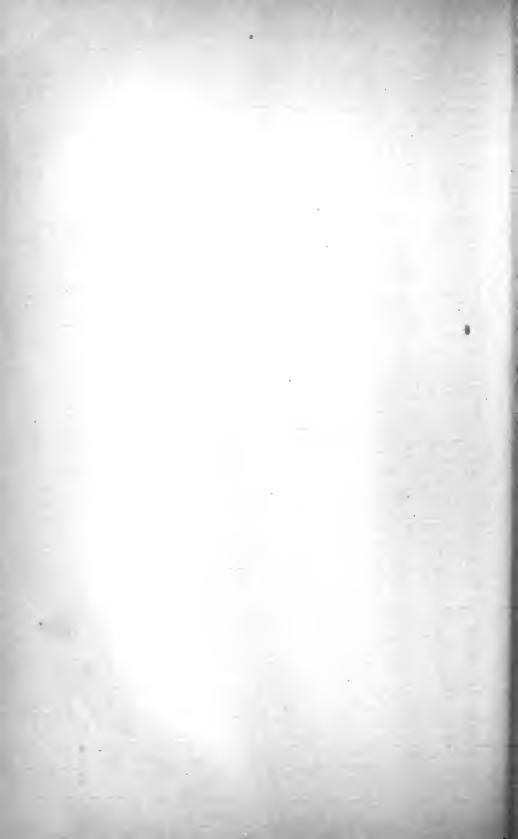
A défaut de paiement de l'amende, emprisonnement.

[24-25 V., c. 96, art. 107, c. 97, art. 65.]

68. Dans chaque cas de condamnation sommaire prononcée en vertu de l'Acte du larcin, de l'Acte concernant les dommages malicieux à la propriété, ou de l'Acte concernant la protection des effets des matelots de la marine, où l'amende imposée par le juge de paix n'est pas payée, soit immédiatement après la condamnation, soit dans le délai que le juge de paix fixera lors de la condamnation, ce juge de paix pourra, à moins que le contraire ne soit spécialement prescrit, faire incarcérer le délinquant dans la prison commune ou autre lieu de détention, pour y être emprisonné seulement, ou pour y être emprisonné et tenu aux travaux forcés, à la discrétion du juge de paix, pendant toute période n'excédant pas deux mois, si le montant de l'amende imposée, avec les frais, n'excède pas vingt-cinq piastres, et pendant toute période n'excédant pas trois mois, si ce montant, avec les frais, excède vingt-cinq piastres, 32-33 V., c. 21, art 118; —et c. 22, art. 71;—33 V., c. 31, art. 5, partie.

2231





69. Lorsqu'un juge de paix, sur dénonciation ou plainte, Emprisonne-condamnera le défendeur à l'emprisonnement, et que le cidive, si le défendeur est déjà détenu pour un autre délit, le mandat prévenu est d'emprisonnement pour l'infraction subséquente sera sur-le-ér. champ délivré au geôlier ou autre officier à qui il est adressé ; [11-12 V., c. et le juge de paix par qui il est décerné pourra, s'il le croit 43, art. 25.] à propos, ordonner et prescrire que l'emprisonnement pour l'infraction subséquente commencera à l'expiration de l'emprisonnement auquel le défendeur a déjà été condamné. 32-33 V., c. 31, art. 63.

70. Si la dénonciation ou plainte est renvoyée avec Si la plainte dépens, la somme accordée à titre de dépens dans l'ordon-est renvoyée, frais recounance de non-lieu pourra être prélevée par la saisie et vente vrables du (P 1) des meubles et effets du dénonciateur ou du plaignant plaignant. en la manière susdite; et à défaut de meubles et effets [11-12 V., c. 43, art. 26.] suffisants, ou de paiement, le dénonciateur ou plaignant pourra être emprisonné (P 2) de la manière susdite, dans la prison commune ou autre prison, pendant un mois au plus, à moins que cette somme, et tous les frais et dépens de la saisie, de l'emprisonnement et de la translation du dénonciateur ou plaignant à la prison (dont le montant sera constaté et indiqué dans le mandat d'emprisonnement) ne soient plus tôt payés. 32-33 V., c. 31, art. 64.

CAUTIONNEMENTS.

71. Si un défendeur fournit des garanties de sa comparu- Si le défention ou est mis en liberté sur cautionnement et ne compa-deur est élarraît pas aux jour et lieu fixés par le cautionnement, le juge tionnement de paix qui aura reçu le cautionnement, ou tout juge de et fait défaut. paix alors présent, inscrira au verso du cautionnement un [11-12 V., c. certificat (Q) constatant la non-comparution du défendeur, 13, 16 et 20.] et il pourra transmettre ce cautionnement à l'officier dans la province chargé par la loi de le recevoir, pour être poursuivi de même que tout autre cautionnement; et ce certificat fera foi prima facie de la non-comparution du défendeur. 32-33 V., c. 31, art. 13, partie, 23, 35, 49 et 61.

72. Lorsqu'un individu qui aura fourni caution aux Aqui seront termes du présent acte manquera de comparaître, conformé remis les cau-tionnements. ment à la condition stipulée au cautionnement, et que son défaut sera certifié par le juge de paix, l'officier compétent auquel le cautionnement et le certificat du défaut devront être transmis, dans la province d'Ontario, sera le greffier de Dans Ontario. la paix du comté dans lequel ce juge de paix agit, et la cour des sessions générales de la paix pour ce comté devra, à sa prochaine session, prononcer la déchéance et confiscation du cautionnement, et le montant pourra en être poursuivi et recouvré de la même manière et aux mêmes conditions que les amendes, confiscations ou déchéances imposées ou prononcées par cette cour; et dans les autres provinces du

Dans les autres provinces.

Canada, l'officier compétent auquel devront être transmis le cautionnement et le certificat sera l'officier auquel ces cautionnements ont jusqu'à ce jour été d'ordinaire transmis en vertu de la loi en vigueur avant la sanction du présent acte, et le montant de ces cautionnements sera poursuivi et recouvré de la même manière que l'a été jusqu'à ce jour le montant des cautionnements de même nature. e. 36, art. 6.

VOIES DE FAIT.

Procédures en cas de voies de fait. [24-25 V., c. 46.]

73. Si quelqu'un assaillit ou porte illégalement des coups à une autre personne, tout juge de paix, sur plainte de la personne ou au nom de la personne lésée le priant de 100, art. 42 et procéder sommairement sur cette plainte, pourra entendre et juger l'affaire.

S'il y a eu tentative de félonie.

2. Si le juge de paix trouve que les voies de fait ou les coups dont on se plaint ont été accompagnés de quelque tentative de commettre une félonie, ou s'il est d'opinion, à raison d'autres circonstances, qu'il y a matière à une poursuite par voie d'acte d'accusation, il s'abstiendra de la juger et agira à tous égards au sujet de l'infraction comme il aurait agi s'il n'était pas autorisé à le juger et décider d'une manière définitive.

Incompétence du juge de paix en certains cas.

3. Aucun juge de paix n'entendra et jugera un cas de voies de fait ou de coups et blessures dans lequel il s'élèvera quelque question relative à des titres de terres, tènements ou héritages, ou à tout intérêt dans ces titres ou en résultant, ou relative à toute banqueroute ou faillite, ou à toute saisie-exécution en vertu d'un ordre d'une cour de justice. 32-33 V., e. 20, art. 43, partie, et 46.

Certificat si la plainte est renvoyée. [24-25 V., c.

100, art. 44.1

74. Si le juge de paix, lors de l'audition d'une accusation de voies de fait ou de coups et blessures qu'il jugera sur le fond, lorsque la plainte a été portée par la personne lésée ou en son nom en vertu de l'article précédent, est d'opinion que l'accusation n'est pas prouvée, ou trouve les voies de fait ou les coups justifiables, ou de si peu de conséquence qu'ils ne méritent aucune punition, et rend en conséquence une ordonnance de non-lieu, il dressera aussitôt un certificat sous son seing établissant le fait du renvoi de la plainte, et délivrera ce certificat à la personne contre laquelle la plainte a été portée. 32-33 V., e. 20, art. 44.

Certificat ou condamnation déclarés fins de nonrecevoir.

[24-25 V., c. 100, art. 45.]

75. Si la personne contre laquelle la plainte a été portée par la personne lésée ou en son nom, obtient ce certificat, ou si, ayant été convaincue du fait, elle paie le montant entier adjugé, ou si elle subit l'emprisonnement, ou l'emprisonnement aux travaux forcés, elle ne pourra plus être poursuivie, soit au civil, soit au criminel, pour la même cause. 32-33 V., c. 20, art. 45.

APPELS.

76. A moins qu'il ne soit autrement prescrit par quelque Appels à céracte spécial en vertu duquel une condamnation est protaines cours. noncée ou un ordre est décerné par un juge de paix, ou à 96, art, 110, c. moins que quelque cour d'appel ayant juridiction dans 97, art. 88; l'affaire ne soit prescrite par un acte de la législature de la 42-4; V., c. l'affaire ne soit prescrite par un acte de la législature de la 42-4; V., c. appendix de la 42-4 province dans laquelle cette condamnation est prononcée ou cet ordre est décerné, quiconque se croira lésé par la condamnation ou l'ordonnance pourra en appeler, dans la province d'Ontario, à la cour des session générales de la paix; dans la province de Québec, à la cour du Banc de la Reine siégeant au criminel; dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba, à la cour de comté du district ou comté où la cause de la dénonciation ou plainte a pris naissance ; dans la province de l'Ile du Prince-Edouard, à la cour Suprême de cette province ; dans la province de la Colombie-Britannique, à la cour de comté ou de district, à sa séance qui se tiendra le plus près de l'endroit où la cause de la dénonciation ou plainte a pris naissance; et dans les territoires du Nord-Ouest, à un juge de la cour Suprême de ces territoires siégeant sans jury; et si quelque autre cour d'appel est établie dans quelque province comme susdit, l'appel sera interjeté à cette cour.

2. Dans les districts de Muskoka et de Parry-Sound, en Dans certains la province d'Ontario, l'appel pourra être interjeté à la cour districts d'Ontario. des sessions générales de la paix pour le comté de Simcoe; dans le comté provisoire d'Haliburton, à la cour des sessions générales de la paix pour le comté de Victoria, dans la dite province; dans le district de la Baie-du-Tonnerre, à la cour des sessions générales de la paix pour le district d'Algoma; et dans le district de Nipissingue, à la cour des sessions générales de la paix pour le comté de Renfrew. 40 V., c. 4, art. 6, partie —et c. 27, art 2, partie ;—47 V., c. 43, art. 1;—48-49 V., c. 51, art. 7, partie

77. A moins qu'il ne soit autrement prescrit par un acte Conditions de spécial, le droit d'appel sera assujéti aux conditions suivantes, Papel. savoir :— [24-25 V., c. 96, art. 110 c.

(a.) Si la condamnation est prononcée ou l'ordre décerné 97, art. 180; plus de quatorze jours avant la session de la cour à laquelle 42-43 V. c. 49. art. 31.] l'appel est porté, cet appel sera entendu à la session suivante de la cour ; mais si la condamnation est prononcée ou l'ordre l'appel. décerné moins de quatorze jours avant la session de cette cour, l'appel sera entendu à la seconde session qui aura lieu immédiatement après la date de la condamnation ou de l'ordre /

(b.) La personne lésée donnera au dénonciateur ou plai- Avis au plaignant, on au juge de paix qui aura prononcé la sente ce, gnant. pour le dénonciateur ou plaignant, un avis par écrit (R) de l'appel, dans les dix jours qui suivront la condamnation du

l%rdre;

L'appelant restera en état d'arrestation ou donners caution.

(c.) La personne lésée devra, ou rester en état d'arrestation jusqu'à la tenue de la cour à laquelle l'appel est porté, ou souscrire une obligation (S) avec deux cautions solvables, devant un juge de paix, portant pour condition qu'elle comparaîtra personnellement devant la cour et poursuivra l'appel, et se soumettra au jugement de la cour, et paiera les frais qui seront adjugés par la cour,—ou si cet appel est d'une condamnation on d'un ordre par lequel elle est seulement condamnée à payer une amende ou une somme d'argent, la personne lésée pourra, bien que l'ordre prescrive l'emprisonnement à défaut de paiement, au lieu de rester en état d'arrestation comme il est dit ci-haut, ou de fournir le dit cautionnement, déposer entre les mains du juge de paix qui aura prononce la condamnation ou décerné l'ordre, une somme d'argent que le juge de paix croira suffisante pour couvrir la somme qu'elle aura été condamnée à payer, avec les frais de la condamnation ou de l'ordre, et les frais de l'appel; et lorsque le cautionnement aura été fourni, ou le dépôt fait, le juge de paix devant lequel le cautionnement est souscrit ou le dépôt fait remettra cette personne en

liberté, si elle est en état d'arrestation;

remboursés an défendeur;

(d.) La cour à laquelle l'appel est ainsi porté l'entendra et décidera, et rendra tel ordre, avec ou sans frais contre l'une ou l'autre partie, y compris les frais de la cour inférieure, qui lui paraîtra convenable; et si l'appel est débouté, ou si la condamnation ou l'ordre est confirmé, elle ordonnera et ment est conadjugera que le délinquant soit puni conformément à la condamnation, ou que le défendeur paie la somme adjugée par la cour inférieure ainsi que les frais adjugés, et décernera, si c'est nécessaire, une ordonnance pour faire exécuter le jugement de la cour; et si, après qu'un dépôt aura été fait comme susdit, la condamnation ou l'ordre est confirmé, la cour pourra ordonner que la somme dont le paiement est adjuge, ainsi que les frals de condamnation ou de l'ordre et les frais de l'appel, soient payés sur les deniers déposés, et que le résidu, s'il en est, soit remboursé au défendeur; et si, après ce dépôt, la condamnation ou l'ordre est infirmé, la cour ordonnera que les deniers déposés soient

S'il est infirmé.

Procédure en

Si le juge-

appel.

firmé.

Pouvoir d'ajourner l'audition.

Note de l'infirmation du jugement.

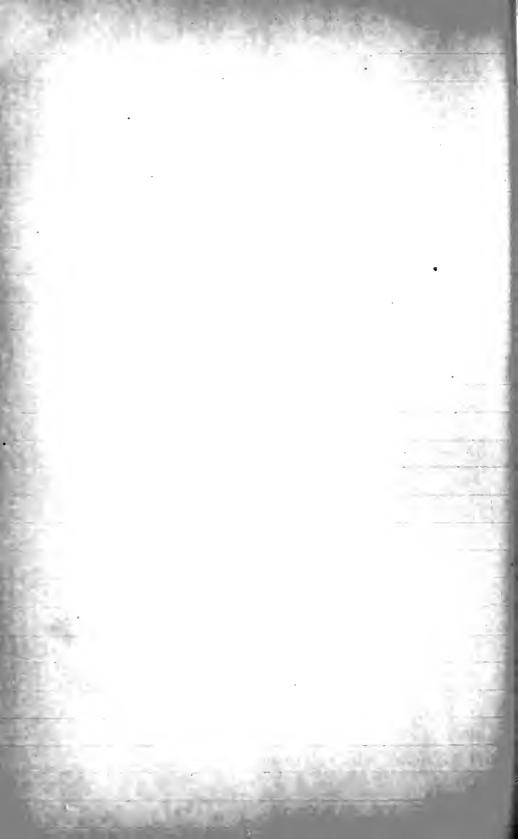
Son effet.

(e) La cour pourra toujours, si c'est nécessaire, par ordonnance inscrite au verso de la condamnation ou de l'ordre, ajourner l'audition de l'appel d'une séance à une autre ou à d'autres léances de la cour ;

(f.) Stune condamnation ou un ordre est infirmé sur appel comme susdit, le greffier de la paix ou autre officier autorisé inscrita immédiatement au verso de la condamnation ou de l'ordre une note à l'effet que cette condamnation ou det ordre a éfé ainsi infirmé; et lorsqu'une copie ou un certificat de colte condamnation ou de cet ordre sera fait, copie de cette vote y sera ajoutée, et sera, après avoir été certifiée sous le seing du greffier de la paix ou de l'officier qui en sera le dépositaire, une preuve suffisante, devant tous les tribunaux

2235





et pour toutes les fins, que la condamnation ou l'ordre a été infirmé. 33 V., c. 27, art. 1, partie; -40 V., c. 4, art. 6, partie;—et c. 27, art. 2, partie;—49 V., c. 49, art. 11 et 12.

78. Lorsqu'un appel aura été interjeté en bonne et due La cour où forme et d'accord avec les prescriptions du présent acte, pel peut cond'une condamnation ou décision sommaire, li cour à la-voquer un quelle l'appel est porté pourra, à la demande de l'appelant jury. ou de l'intimé, assigner un jury pour procéder à l'instruction des faits de la cause, et fera prêter à ce jury un serment dans la forme qui suit:

"Vous ferez bien et fidèlement l'instruction des faits en Serment des "litige dans la cause de A. B. (le dénonciateur) contre C. D. jurés.

" (le défendeur), et rendrez un verdict conforme à la preuve. " Ainsi, Dieu vous soit en aide."

Et la cour, après que le jury aura prononcé son verdict, Jugement. rendra un jugement conforme à la loi; et si un jury n'est pas demandé, la cour instruira la cause et sera juge absolu tant sur les faits que sur le droit au sujet de la condamnation ou décision; et l'une ou l'autre partie à l'appel pourra Preuve. assigner des témoins et produire des preuves, que ces témoins aient été assignés on ces preuves produites lors de l'audition de la cause par le juge de paix, ou non. 32-33 V., c. 31, art. 66;—42 V., c. 44, art. 10.

- 79. Nul jugement ne sera rendu en faveur de l'appelant L'appel ne si l'appel est basé sur une objection à une dénonciation, doit pas être plainte ou assignation, ou à un mandat d'arrêt contre un informalité. défendeur, décerné à la suite de cette dénonciation, plainte ou assignation, pour quelque prétendu défaut au fond ou à la forme, ou pour quelque divergence entre cette dénonciation, plainte, assignation ou mandat et la preuve apportée à l'appui lors de l'audition de cette dénonciation ou plainte, à moins qu'il ne soit prouvé devant la cour qui entendra l'appel que cette objection a été faite devant le juge de paix devant qui la cause a été jugée, et par qui la condamnation, sentence on décision a été prononcée,—ni à moins qu'il ne soit prouvé que, nonobstant qu'il ent été démontré au juge de paix que la personne assignée et comparaissant, ou arrêtée, avait été trompée ou induite en erreur par cette divergence, le juge de paix a refusé d'ajourner l'audition de la cause à un jour ultérieur, ainsi que le prescrit le présent acte. 32-33 V., c. 31, art. 67.
- 80. Dans tout cas d'appel d'une condamnation sommaire Décision sur prononcée ou d'un ordre décerné par un juge de paix, la cour le fond de l'affaire. à laquelle appel est interjeté entendra et décidera l'accusation on plainte sur laquelle cette condamnation aura éte prononcée ou cet ordre aura été décerné, sur le fond même, nonobstant tout défaut de forme ou autre dans la condamnation ou l'ordre ; et si la personne contre laquelle accusation ou plainte est portée est trouvée coupable, la condam-2236

Amendement nation ou l'ordre sera confirmé, et la cour pourra l'amender s'il est nécessaire; et toute condamnation ou ordre ainsi confirmé, ou confirmé et amendé, sera mis à effet de la même manière que les condamnations ou ordres confirmés en appel. 32-33 V., e. 31, art. 68.

Si l'appel est déserté,frais.

Si. La cour à laquelle l'appel est interjeté, sur preuve qu'avis de l'appel à cette cour a été donné à la personne ayant droit de le recevoir, bien que cet appel n'ait pas ensuite été poursuivi ou inscrit, pourra, si l'appel n'a pas été déserté conformément à la loi, à la même séance pour laquelle l'avis a été donné, adjuger à la partie on aux parties recevant cet avis les frais et dépens que la cour croira juste et raisonnable de faire payer par la partie ou les parties donnant l'avis, et ces frais seront recouvrables en la manière prescrite par le présent acte pour le recouvrement des frais en appel de tout ordre ou condamnation. 32-33 V., c. 31, art. 69.

Procédures après l'appel.

82. Si un appel d'une condamnation ou d'un ordre est décidé en faveur des intimés, le juge de paix qui aura prononcé la condamnation ou décerné l'ordre, ou tout autre juge de paix pour la même circonscription territoriale, pourra émettre le mandat de saisie ou d'incarcération en exécution de la condamnation ou de l'ordre, comme si l'appel n'eût pas été interjeté. 32-33 V., c. 31, art. 70.

Nulle condamnation confirmée ne pourra être évoquée par certiorari.

97, art. 69.7

83. Nulle condamnation ou ordre confirmé, ou confirmé et amendé en appel, ne sera infirmé pour cause d'informalité, ni ne sera évoqué par certiorari à aucune cour supérieure; et nul mandat d'emprisonnement ne sera réputé nul pour cause de défectuosité, pourvu qu'il y soit allégué que le [24-25 y., c. cause de delectuosite, pourvu qu'il y soit allegue que le 96, art. 111, c. défendeur a été condamné, et qu'il y ait une bonne et valable conviction à l'appui. 33 V., c. 27, art. 2.

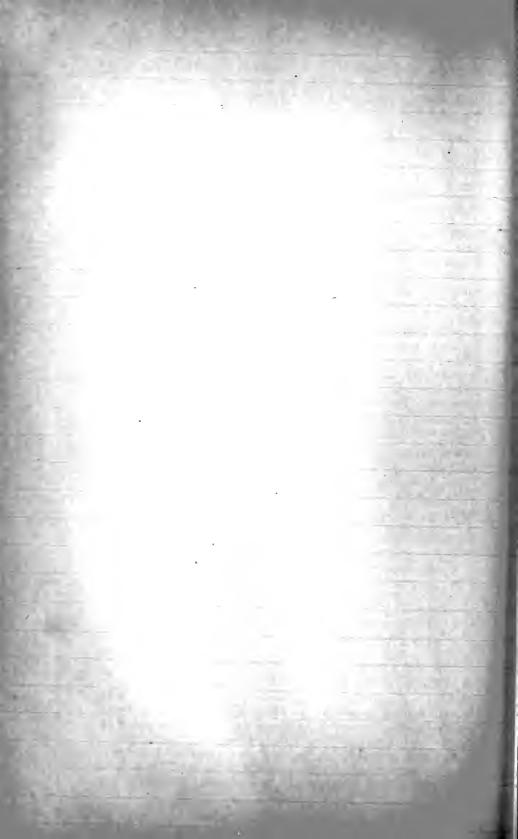
Pas de certiorare quand il y aappel.

84. Il ne sera accordé aucun bref de certiorari, soit en évocation d'une condamnation ou d'un ordre émanant d'un juge de paix, si le défendeur a déjà interjeté un appel de la condamnation ou de l'ordre à une cour à laquelle appel de cette condamnation ou de cet ordre est autorisé par la loi, soit en évocation d'une condamnation prononcée ou d'un ordre rendu à la suite de l'appel. 49 V., c. 49, art. 7.

Le juge prononcant sentence transdamnation.

55. Tout juge de paix devant lequel une personne est convainche sommairement d'une infraction quelconque, mettra la con-transmettra la condamnation à la cour à laquelle appel pent être interjeté en vertu du présent acte, dans et pour le district, 24-25 V., c. omté ou lieu où l'infraction aura été commise, avant l'époque où un appel de cette condamnation peut être entendu, pour où un appel de cette condamnation peut être entendu, pour y être gardée par l'officier qu'il appartient parmi les archives de la cour ; et si l'appel a été interjeté de cette condamnation et qu'une consignation de deniers ait été faite, il trans-2237





mettra les deniers ainsi consignés à la même cour ; mais il Et les fonds sera présumé qu'il n'y a pas eu appel de la condamnation consignés. jusqu'à ce que le contraire soit démontré. 32-33 V., c. 31, art. 72, partie.

S6. Sur tout acte d'accusation ou dénonciation contre Le certificat quelqu'un pour une infraction subséquente, copie de la con-de condamna-tion fera foi. damnation, certifiée conforme par l'officier compétent de la [24-25 V., c. cour, ou qui sera prouvée être une vraie copie, sera une 96, art. 112, c. preuve suffisante de la condamnation antérieure. 32-33 V., 97, art. 70.] c. 31, art. 72, partie.

87. Aucune condamnation prononcée par un juge de Les vices de paix, aucun ordre décerné par lui, ni aucun mandat pour l'exécution de la condamnation ou de l'ordre, ne seront, s'ils sont point les conévoqués par certiorari, réputés invalides, parce qu'ils présen-damnations, etc. teraient quelque irrégularité, vice de forme ou insuffisance; pourvu que la cour ou le juge devant qui la question sera portée, demeure, après avoir lu les dépositions, convaincu que l'infraction commise est de la nature de celle désignée dans la condamnation, l'ordre ou le mandat, et tombe sous la juridiction du juge de paix, et que la peine infligée n'excède point celle légalement applicable à cette infraction; et toute énonciation qui, sous l'empire du présent acte ou autrement, serait suffisante dans la condamnation, le sera également dans une dénonciation, une assignation, un ordre ou un mandat. 49 V., c. 49, art. 2.

SS. Seront censés, entre autres choses, rentrer dans le Portée de cas prévu par l'article précédent:

(a.) L'emploi, dans l'énonciation du jugement ou de tout Enonciation. autre fait ou chose, du temps passé au lieu du temps pré-

(b.) L'imposition d'une peine moindre que celle attachée Punition. par la loi à l'infraction énoncée dans la condamnation ou l'ordre, ou à l'infraction qui, d'après les dépositions, paraîtra avoir été commise;

(c.) L'omission de négation de certaines circonstances dont Omission de l'existence rendrait licite l'acte qui a fait le sujet de la certaines plainte, soit qu'elles soient mentionnées sous forme d'excep- choses. tion ou autrement dans l'artiele même d'après lequel l'infraction a été formulée, ou qu'elles le soient dans un autre

article;

Mais rien dans le présent article ne sera réputé restreindre Proviso. la généralité des termes de l'article précédent. 49 V., c. 49, art. 3.

89. S'il est présenté requête à fin d'infirmation d'une Protection condamnation prononcée par un juge de paix, ou d'un des juges de paix. ordre rendu par lui, pour le motif que ce juge de paix a outrepassé sa juridiction, la cour ou le juge qui recevra la requête pourra prescrire, comme condition de l'infirmation, si bon lui semble, qu'aucune action ne sera formée contre le

Chap. 178.

juge de paix qui a prononcé la condamnation, ni contre l'officier qui a été chargé d'un mandat pour l'exécution de la condamnation ou de l'ordre. 49 V., c. 49, art. 5.

Engagement cautionné à fournir comme garantie de poursuite en cas de certiorari.

90. La cour ayant compétence pour infirmer une condamnation prononcée, un ordre décerné par un juge de paix, ou tout autre procédure faite devant lui, pourra prescrire par un ordre général qu'aucune demande à fin d'infirmation d'une condamnation, d'un ordre ou d'une procédure de ce genre, en cas d'évocation par bref de certiorari, ne sera admise à moins que le défendeur ne justifie qu'il a consenti un engagement valablement cautionné par une ou plusieurs personnes, soit devant un ou plusieurs juges de paix du comté ou lieu dans lequel a été prononcée la condamnation on décerné l'ordre, soit devant un juge ou quelque autre officier de justice, suivant ce qui aura été prescrit par le dit ordre général, ou qu'il a effectué le dépôt qui aura pu être prescrit de la même manière-portant pour condition qu'il donnera suite effectivement au bref de certiorari à ses propres frais et dépens, sans retard volontaire ou simulé, et qu'il paiera à sa partie, s'il lui est enjoint de le faire, dans le cas où la condamnation, l'ordre ou autre procédure serait confirmée, tous ses frais et dépens, taxés suivant le tarif de la cour saisie. 49 V., c. 49, art. 6.

Et pour les frais.

91. L'article deux de l'acte du parlement du Royaume-Uni passé en la cinquième année du règne de Sa Majesté le Roi George Deux, chapitre dix-neuf, ne sera plus applicable en Canada aux condamnations prononcées par les juges de paix, aux ordres décernés par eux et aux procédures faites devant eux; mais l'article précédent du présent acte est substitué au dit article deux, et pour mettre à exécution la condition d'un cautionnement consenti sous l'empire du dit article, on suivra le même mode de procédure que s'il s'agissait d'un cautionnement reçu sous l'empire du dit acte du parlement du Royaume-Uni. 49 V., c. 49, art. 8.

5 Geo. II, c. 19. art. 2, remplacé.

11 sera judiciairement pris connaissance des proclamations ou d'un arrêtés en conseil.

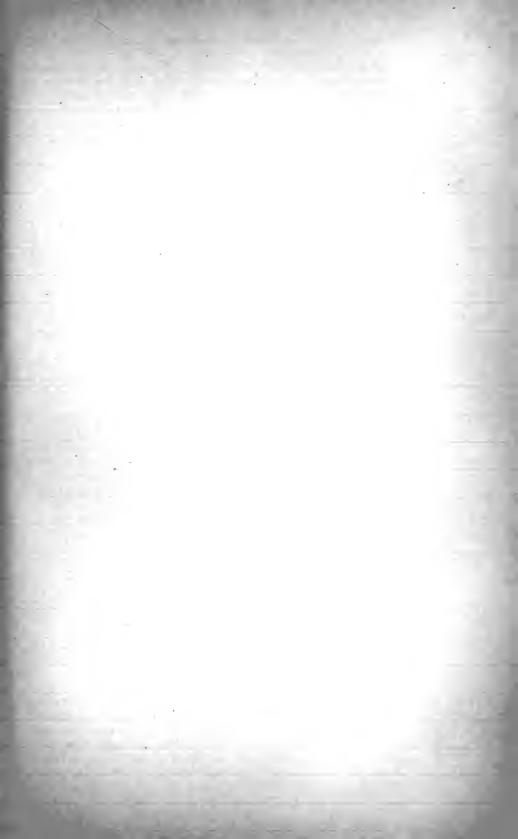
92. Aucun ordre, condamnation ou procédure ne seront infirmés ou annulés, et aucun défendeur ne sera mis en liberté parce qu'on objectera que l'existence d'une proclamacions ou d'un arrêté du Gouverneur en conseil n'a pas été établie; mais il sera judiciairement pris connaissance de cette proclamation ou de cet arrêté du Gouverneur en conseil. 49 V., c. 49, art. 9.

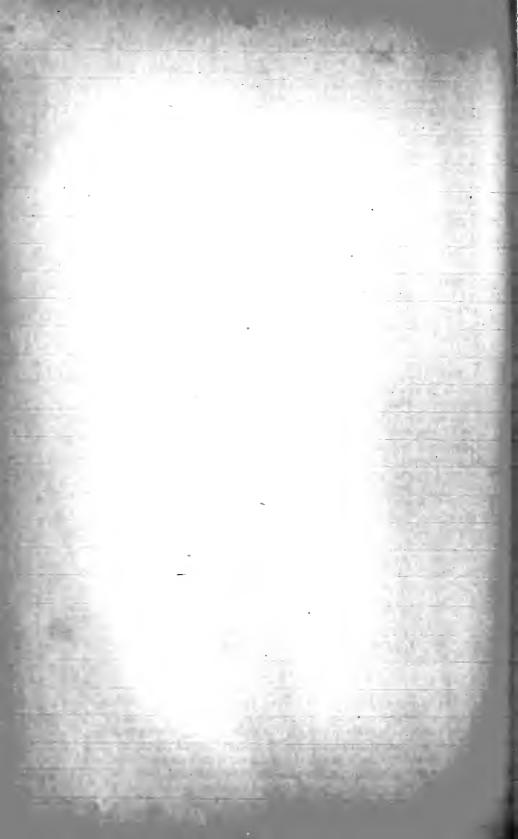
Il sera judiciairement
pris connaissance des proclamations ou
arrêtés en
conseil.

93. Si une demande ou une règle à fin d'infirmer une condamnation, ordre ou autre procédure est refusée ou rejetée, il n'y aura pas lieu de délivrer un bref de procedendo; mais l'ordre de la cour refusant ou rejetant la demande sera, pour le régistraire ou autre officier de cette cour, une suffisante autorisation de renvoyer sur-le-champ la condamnation, l'ordre et les procédures à la cour ou au juge de paix dont

2239

En cas de refus de la demande en infirmation, il n'y aura pas lieu à bref de procedendo.





on a évoqué; et on pourra, en pareil cas, procéder à l'exécution de la condamnation, de l'ordre et des procédures, comme s'il y avait eu délivrance d'un bref de procedendo,—ce qui sera fait sans retard. 49 V., c. 49, art. 10.

94. S'il appert par la condamnation que le défendeur a Effet de la comparu et plaidé, et que l'affaire a été jugée au fond, et que condamna-le défendeur n'a pas interjeté appel de la condamnation lors-n'y a pas apque l'appel est permis, ou, s'il y a en appel, que la condam- pel. nation a été confirmée, cette condamnation ne sera pas ensuite infirmée ou cassée en conséquence d'un défaut de forme quelconque, mais l'interprétation en sera aussi équitable et aussi libérale que le permettra la justice de la cause. 32-33 V., c. 31, art. 73.

95. Si, sur appel, la cour saisie de l'appel ordonne à l'une Frais, à qui ou l'autre partie de payer les frais, cet ordre prescrira que payables. ces frais soient payés au greffier de la paix ou autre officier [11-12 V..c. qu'il appartient de la cour, pour être par lui remis à qui de droit, et indiquera dans quel délai les frais seront payés. 32-33 V., c. 31, art. 74.

96. Si les frais ne sont pas payés dans le délai ainsi fixé, Recouvreet si la personne condamnée à les payer ne s'y est pas ment des frais. obligée par un cautionnement, le greffier de la paix ou son [11-12 V., c. adjoint, sur demande de la personne qui a droit à ces frais, 43, art. 27.] ou de toute autre personne en son nom, et sur paiement de tout honoraire auquel il aura droit, délivrera à la personne qui le demandera un certificat (T) constatant que ces frais n'ont pas été payés; et sur production de ce certificat devant tout juge de paix de la même circonscription territoriale, celui-ci pourra contraindre au paiement de ces frais par un mandat de saisie-exécution (U 1) en la manière susdite; et à Par saisie ou défaut de meubles et effets, il pourra faire incarcérer, par emprisonneun mandat (U 2), la personne contre laquelle le mandat de saisie a été ainsi émis, pendant une période de pas plus de deux mois, à moins que le montant de ces frais, et tous les frais et dépens de la saisie, ainsi que les frais de l'emprisonnement et de la translation de la personne à la prison, si le juge de paix croit à propos de l'ordonner ainsi (frais et dépens dont le montant sera constaté et indiqué dans le mandat d'emprisonnement), ne soient plus tôt payés. 32-33 V., c. 31, art. 75.

OFFRE ET PAIEMENT.

97. Si un mandat de saisie est décerné contre les biens Si le montant d'une personne, et que cette personne paie ou offre de payer de la saisie est offert ou au constable chargé de le mettre à exécution la somme ou payé. les sommes mentionnées dans le mandat, avec le montant [11-12 V., c. des frais de la saisie jusqu'au moment du paiement ou de 43, art. 28.] l'offre, le constable en suspendra l'exécution. 32-33 V., c. 31, art. 83.

49 VICT.

Le paiement peut être fait au gardien de la prison. 111-12 V., c. 43, s. 28.7

Chap. 178.

98. Si une personne est incarcérée pour non-paiement d'une amende ou autre somme, elle pourra payer ou faire payer au gardien de la prison dans laquelle elle est incarcérée la somme indiquée dans le mandat d'incarcération, avec le montant des frais et dépens qui y seront également mentionnés, et le gardien les recevra, après quoi il remettra cette personne en liberté, si elle n'est pas détenue pour quelane autre cause. 32-33 V., c. 31, art. 56, partie, et 84.

RAPPORTS DES CONDAMNATIONS ET DENIERS REÇUS.

Rapports trimestriels à faire par les

99. Tout juge de paix devra faire trimestriellement, le on avant le second mardi de chacun des mois de mars, juin, juges de paix, septembre et décembre, chaque année, au greffier de la paix on autre officier compétent de la cour ayant juridiction d'appel, ainsi que ci-dessus prescrit, un rapport par écrit, portant sa signature, de toutes les condamnations prononcées par lui, et du chiffre et de l'emploi de toutes les sommes de deniers reçues par lui des défendeurs, lequel rapport comprendra toutes les condamnations et autres matières non comprises dans quelque rapport antérieur, et sera selon la formule V de l'annexe du présent acte.

Rapport collectif.

Dans l'Ile du Prince-Edouard.

Dans certaines parties d'Ontario.

2. Si deux juges de paix on plus sont présents et concourrent à la condamnation, ils feront un rapport collectif.

3. Dans la province de l'Île du Prince-Edouard, ce rapport sera transmis au greffier de la cour d'assises du comté où les condamnations auront été prononcées, et sera fait jusqu'au quatorzième jour précédant immédiatement la session de cette cour qui suivra la date de ces condamnations.

4. Chacun de ces rapports sera fait, dans les districts de Muskoka et de Parry-Sound, en la province d'Ontario, au greffier de la paix du comté de Simcoe, en la dite province; dans le comté provisoire d'Haliburton, en la dite province, au greffier de la paix du comté de Victoria, en cette province; dans le district de la Baie-du-Tonnerre, en la dite province, au greffier de la paix du district d'Algoma, en cette province; et dans le district de Nipissingue, en la dite province, au greffier de la paix du comté de Renfrew, en cette province. 32-33 V., c. 31, art. 76, partie;—33 V., c. 27, art. 3;—40 V., c. 4, art. 7;—47 V., c. 43, art. 2;— 49 V., c. 49, art. 13.

Rapport des paiements aubséquemment faits.

100. Tout juge de paix à qui des deniers seront ensuite payés fera un rapport de la perception et de l'application de ces deniers, à la cour ayant juridiction d'appel comme il est ci-dessus prévn, lequel rapport sera déposé par le greffier de la paix parmi les archives de son greffe. 32-33 V., c. 31, art. 77.

Amende imposée aux juges de paix enfreignant

101. Tout juge de paix qui aura prononcé une pareille condamnation ou aura reçu de pareils deniers et qui négligera ou refusera d'en faire rapport, ou qui fera à dessein un





rapport faux, partial ou inexact, ou qui recevra intention-les disposinellement des honoraires plus élevés que ceux qu'il est tions du pré-autorisé par la loi à recevuir encourre un contra du ril est sent acte au autorisé par la loi à recevoir, encourra une amende de quatre- sujet des rapvingts piastres, qui sera recouvrable, avec tous les frais de ports. poursuite, par toute personne qui en poursuivra le recouvrement, par action pour dette ou par dénonciation devant toute cour d'archives dans la province où ce rapport aurait dû être fait ou sera fait.

2. Une moitié de cette amende appartiendra au poursui- Emploi de vant, et l'autre moitié à Sa Majesté pour les besoins publics l'amende. du Canada. 32-33 V., c. 31, art. 78.

102. Toutes poursuites pour amendes encourues en vertu Prescription de l'article précédent devront être intentées dans les six des actions mois après que la cause de l'action aura en lieu, et elles amendes devront être jugées dans le district, comté ou lieu où elles après six mois. auront été encourues; et si le verdict ou le jugement est en faveur du défendeur, ou si le demandeur est débouté de son action (non suit), ou si l'action est discontinuée après contestation liée, ou si, sur exception ou autrement, jugement est rendu contre le demandeur, le défendeur recouvrera les frais Frais. comme entre solliciteur et client, et aura le même recours à cet égard que tout défendeur peut avoir par la loi dans d'autres cas. 32-33 V., c. 31, art. 79.

103. Le greffier de la paix du district ou comté dans lequel Le greffier de ces rapports auront été faits, ou l'officier compétent, autre publier et que le greffier de la paix, auquel ces rapports seront transmis, afficher les fera publier ces rapports dans les sept jours qui suivront rapports ainsi faits. l'ajournement des sessions générales ou trimestrielles suivantes de la paix, ou la session ou séance de toute autre cour comme ci-haut, dans l'un des journaux de ce district ou comté, et s'il n'y en a pas, dans l'un des journaux de l'un des districts ou comtés voisins, et affichera aussi dans le palais de justice de ce district ou comté, ainsi que dans quelque endroit bien en vue du greffe de la paix ou du bureau de l'officier compétent, pour l'information du public, une liste des rapports ainsi faits par les juges de paix, laquelle devra rester ainsi affichée et exposée jusqu'à la fin des sessions générales ou trimestrielles de la paix suivantes, ou de la session ou séance de toute autre cour comme ci-haut; et ce greffier ou officier compétent aura droit, pour chaque liste Honoraires. ainsi préparée et affichée, aux frais de publication et à tout honoraire qui sera fixé par autorité compétente. 32-33 V., c. 31, art. 80.

104. Le greffier de la paix ou autre officier de chaque dis-Copie des raptrict ou comté transmettra, dans les vingt jours qui suivront mise au mila fin de chacune des sessions générales ou trimestrielles de nistre des Fila paix, ou de la session ou séance de toute autre cour comme nances. susdit, au ministre des Finances et Receveur général, une vraie copie de tous les rapports qui auront été ainsi faits dans son district ou comté. 32-33 V., c. 31, art. 81.

Les personsuivre les juges de paix.

105. Rien de contenu dans les six articles précédents penvent pour- n'aura l'effet d'empêcher aucune personne lésée de poursuivre un juge de paix, par voie de mise en accusation, pour toute infraction dont la commission l'aurait exposé à être ainsi poursuivi lors de la mise en vigueur du présent acte. 32-33 V., e. 31, art. 82.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les rapports des juges de paix ne sont

106. Nul rapport paraissant fait par un juge de paix en vertu du présent acte ne sera nul à raison de ce qu'il compas viciés s'ils prendrait par erreur des condamnations prononcées ou des contiennent certaines cho- ordres rendus par lui relativement à des matières tombant sous le contrôle exclusif des législatures provinciales, ou à l'égard desquelles il aura agi sous l'autorité de quelque loi provinciale. 32-33 V., c. 36, art. 7.

Diverses manières d'alléguer la même infraction.

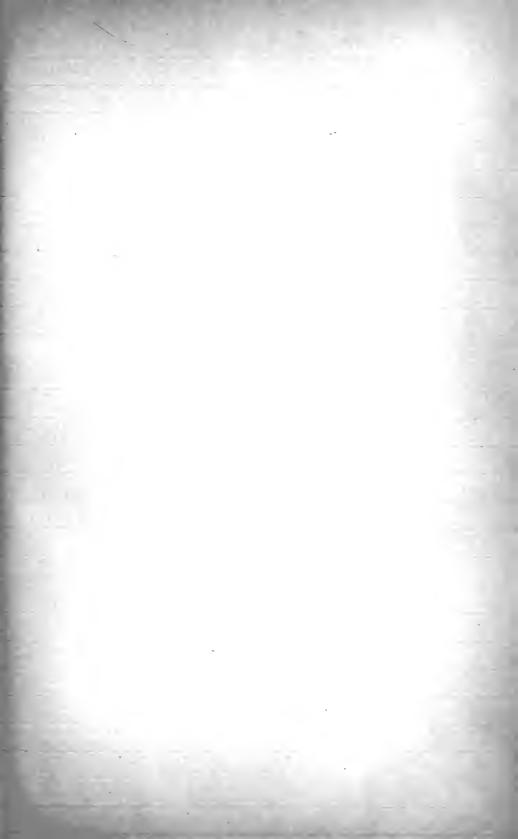
107. Aucune dénonciation, assignation, condamnation, ni aucun ordre ou autre acte de procédure ne seront censés énoncer deux infractions, ni être incertains, parce qu'on y aura représenté l'infraction comme ayant été commise de différentes manières, ou qu'on l'aura rapportée à tel ou tel de plusieurs objets, soit conjonctivement, soit disjonctivement; par exemple, en énonçant une infraction tombant dans le cas de l'article vingt-quatre de l'Acte concernant les dommages malicieux à la propriété, on pourra alléguer que " le défendeur a illégalement et malicieusement coupé, brisé, déraciné ou autrement détruit ou endommagé un arbre, arbrisseau ou arbuste," et il ne sera pas nécessaire de définir plus particulièrement la nature de l'acte, ni de spécifier si l'acte a été commis à l'égard d'un arbre, ou d'un arbrisseau ou d'un arbuste. 49 V., c. 49, art. 4.

Scean des

108. Si, dans une citation, assignation, mandat, document mandats, etc. ou autre instrument décerné ou délivré en aucun temps dans une province du Canada par un juge de paix, il est énoncé qu'il est décerné ou délivré sous les seing et sceau du juge de paix qui le signe, ce sceau sera présumé avoir été apposé par lui, et l'absence de ce sceau n'invalidera pas l'instrument, ou bien le juge de paix pourra en tout temps ensuite apposer ce sceau avec le même effet que s'il eût été apposé au moment même où l'instrument a été signé. c. 36, art. 4, partie.

Pouvoir de maintenir l'ordre, etc.

109. Tout juge des sessions de la paix, magistrat de police, magistrat de district ou magistrat stipendiaire, aura les mêmes pouvoirs et la même autorité pour maintenir l'ordre dans ces cours pendant les séances, et prendra les mêmes moyens pour ce faire, que ceux qui sont maintenant délégués par la loi dans les mêmes cas et pour les mêmes fins à toute cour en Canada, ou à ses juges, pendant ses séances. V., c 31, art. 92.





110. Dans tous les cas de résistance à l'exécution d'une Pouvoir de assignation, d'un mandat de saisie-exécution ou autre ordre punir la résisémis par lui, tout juge des sessions de la paix, magistrat gnifications, de police, magistrat de district ou magistrat stipendiaire, etc. pourra employer, pour le faire exécuter, les moyens prescrits par la loi pour mettre à exécution les ordres des autres cours en pareils cas. 32-33 V., c., 31, art. 93.

111. Les diverses formules contenues à l'annexe du pré-Formules vasent acte, modifiées de manière à répondre à chaque cas par-lables. ticulier, ou des formules analogues, seront réputées bonnes, valables et suffisantes en loi. 32-33 V., c. 31, art. 91, partie,

ANNEXE.

(A.)

FORMULE DE DÉNONCIATION OU DE PLAINTE SOUS SERMENT.

Canada. Province de district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,)

Dénonciation (ou plainte) de C. D., du township de dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant (journalier), (si elle est présentée par un procureur ou agent, dites: "par D. E., son agent ou procureur dûment autorisé à cette fin,") reçue sous serment devant moi, soussigné, juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés unis, ou suivant le cas,) de

à N., dans le dit district (ou comté, comtés unis, ou suirant le cas,) de jour de , en l'année ce , lequel déclare

qu'il a une juste cause de soupçonner et de croire, et qu'il soupçonne et croit en effet que A. B., du (township) de , dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou

suivant le cas,) de , dans le cours des (temps durant lequel la dénonciation ou plainte doit être faite) jour de derniers, savoir: le , an (town-, dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit, a (indiquez ici l'infraction) contrairement à la forme du statut en pareil cas fait et pourvu.

C. D. (on D. E.)

Reçue et assermentée devant moi, les jour et an et au lieu ci-dessus en premier lieu mentionnés.

J. S.

(B.)

ASSIGNATION DU PRÉVENU À LA SUITE D'UNE DÉNONCIATION OU PLAINTE.

Canada. Province de
district (ou comté, comtésunis, (ou suivant le cas,)
de

A A. B., de (journalier):

Attendu qu'une dénonciation a ce jour été faite (ou une plainte a été portée) devant le soussigné, juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, cité, ville, etc., ou suivant le cas,) de , contre vous, pour avoir (indiquez ici succinctement le sujet de la dénonciation ou plainte):—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'être et de comparaître le , à

heures de (l'avant) midi, à , devant moi ou tels juge ou juges de paix du dit district (ou comté, comtés unis, ou suivant le cas,) qui seront alors présents, pour répondre à la dite dénonciation (ou plainte) et être ultérieurement traité selon la loi.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de

en l'année , à dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L. S.]

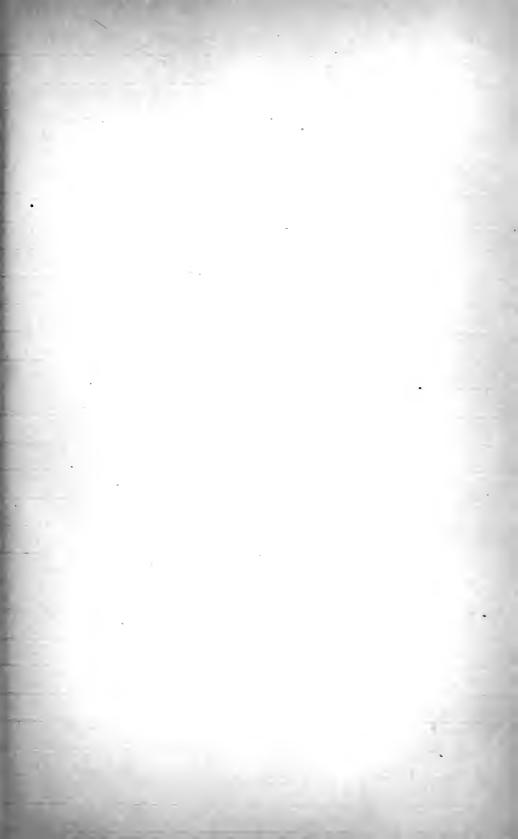
(C.)

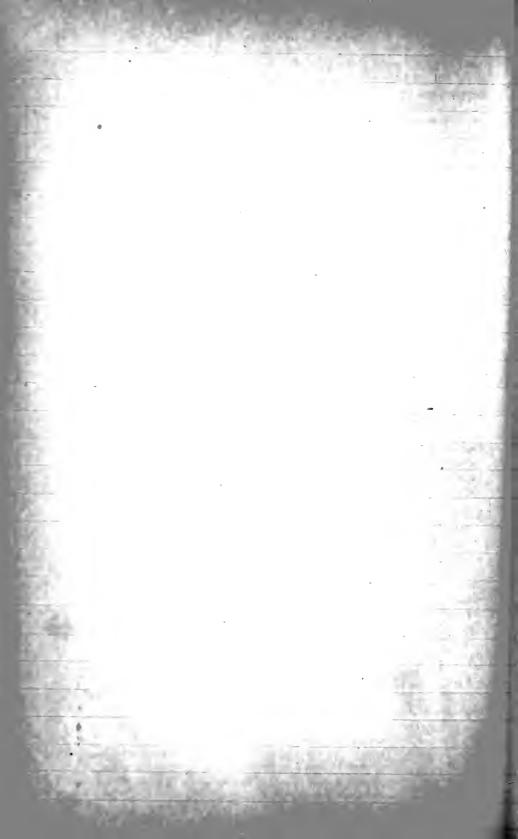
MANDAT D'ARRÊT SI LE PRÉVENU N'OBÉIT PAS À L'ASSIGNATION.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le vas,)
de

A tous et chacun les constables ou autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

Attendu que le dernier, il a été fait une dénonciation (ou une plainte a été portée) devant , juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le vas.) de , contre A. B., pour avoir, le dit A. B., (etc., comme dans l'ussignation); Et attendu que (moi) 2245





le dit juge de paix, j'ai alors adressé une assignation au dit A. B., lui enjoignant, au nom de Sa Majesté, d'être et de comparaître le , à heures de (l'avant) midi, à , devant moi ou tels juge ou juges de paix qui seraient alors présents, pour qu'il réponde à la dite dénonciation (ou plainte) et soit ultérieurement traité selon la loi ; Et attendu que le dit A. B. a négligé de comparaître aux temps et lieu ainsi indiqués dans et par la dite assignation, bien qu'il soit prouvé sous serment devant moi que la dite assignation a été bien et dûment signifiée au dit A. B.:—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement le dit A. B., et de le conduire devant moi ou un ou plusieurs juges de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) afin qu'il réponde à la dite dénonciation (ou plainte)

et soit ultérieurement traité selon la loi.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année , à dans le district (ou comté, comtés unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L. s.]

(D.)

MANDAT D'ARRÊT DÉCERNÉ EN PREMIER LIEU.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous et chacun les constables on autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

Attendu qu'une dénonciation a, ce jour, été faite devant le soussigné , juge de paix dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , contre A. B. (indiquez ici succinctement la substance de la dénonciation), et que la vérité des faits allégués dans la dénonciation est maintenant attestée devant moi sous serment:—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement le dit A. B. et le conduire devant moi ou un ou plusieurs juges de paix dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) afin qu'il réponde à la dite dénonciation et soit ultérieurement traité selon la loi.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année , à , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,)

susdit.

J. S. [L. S.]

(E. 1.)

ASSIGNATION D'UN TÉMOIN.

Canada. Province de district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,)

A E. F., de , dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

Attendu qu'une dénonciation a été faite (ou qu'une plainte a été portée) devant , juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le , portant que (etc., , contre comme dans l'assignation), et qu'il a été déclaré devant moi sous (serment) que vous êtes probablement en état de rendre un témoignage essentiel en faveur du poursuivant (oumplaignant, ou prévenu,) en cette cause :—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre d'être , à heures de (l'avant) et de comparaître le , devant moi ou tels juge ou juges de paix midi, à du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui seront alors présents, pour rendre témoignage de ce que vous connaissez au sujet de la dénonciation (ou plainte.)

Donné sous mes seing et sceau, ce en l'année , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L.s.]

(E. 2.)

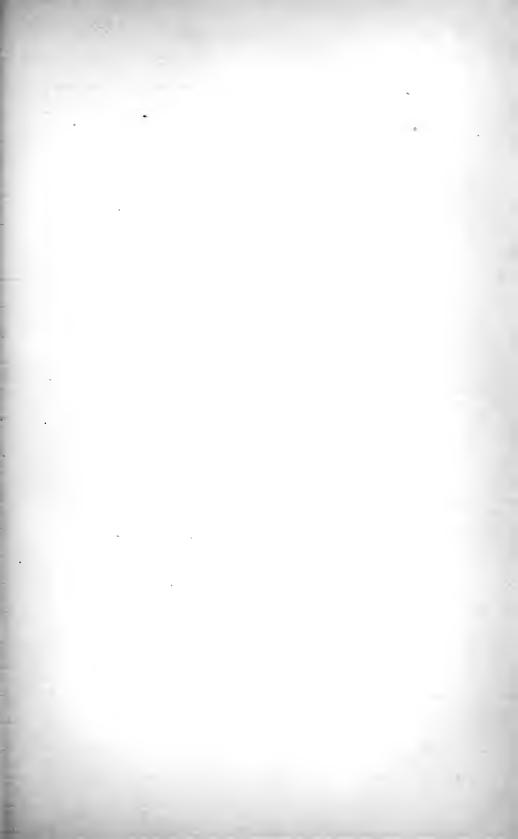
MANDAT D'AMENER CONTRE UN TÉMOIN POUR CAUSE DE DÉSOBÉISSANCE À LA CITATION.

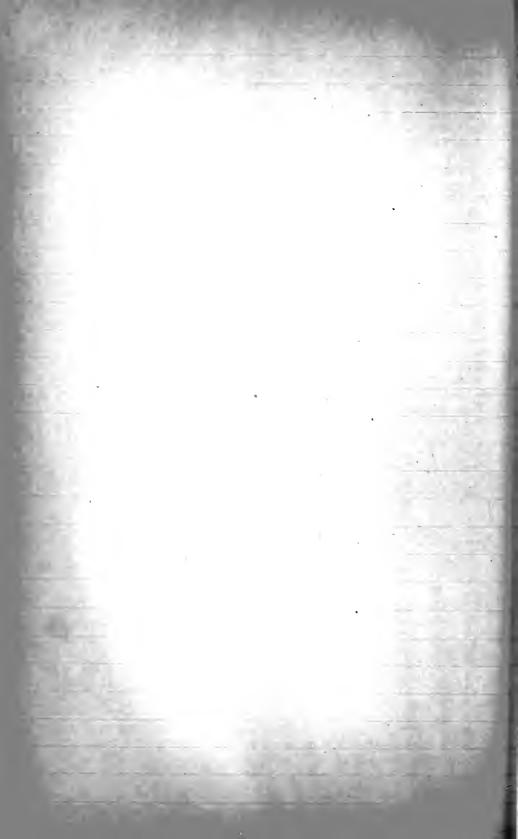
Canada. Province de , district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

A tous et chacun les constables dans le dit district (ou comt cas.) de

Attendu qu'une dénonciation plainte a été portée) devant A tous et chacun les constables et autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le

Attendu qu'une dénonciation a été faite (ou qu'une paix dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas.) de , contre , pour avoir (etc., comme dans l'assignation), et qu'il a été déclaré devant





moi sous (serment) que E. F., de , dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) (journalier), est probablement en état de rendre un témoignage essentiel en faveur du poursuivant (ou selon le cas), j'ai dûment adressé une assignation au dit E. F., lui enjoignant d'être et de comparaître le d'être et de comparaître le , à heures de (l'avant) midi du même jour, à devant moi ou tels juge ou juges de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui seront alors présents, pour qu'il rende témoignage de ce qu'il sait au sujet du dit A. B., ou de la dite dénonciation (ou plainte); Et attendu qu'il a été ce jour prouvé devant moi, sous serment, que la dite assignation a été dûment signifiée au dit E. F.; Et attendu que le dit E. F. a négligé de comparaître aux temps et lieu fixés par la dite assignation, et qu'aucune excuse légitime n'a été offerte pour justifier cette négligence :-

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre d'arrêter le dit E. F., et de le conduire et présenter le , à

heures de midi, à , devant moi ou tels juge ou juges de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui seront alors présents, pour qu'il rende témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite dénonciation (ou plainte).

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de , en l'année , à dans le district (ou

comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L. S.]

(E. 3.)

MANDAT D'AMENER UN TÉMOIN EN PREMIER LIEU.

Canada.
Province de , , district (ou comté, comtésunis, (ou suivant le cas), de

A tous et chaeun les constables ou autres officiers de paix dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

Attendu qu'une dénonciation a été faite (ou qu'une plainte a été portée) devant le soussigné, juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , contre , pour avoir (etc., comme dans l'assignation), et qu'il a été déclaré devant moi, sous serment, que E. F., de (journalier), est probablement en état de rendre un témoignage essentiel en faveur du poursuivant (ou selon le cas) en cette cause, et qu'il est probable que le dit E. F. ne comparaîtra pas pour rendre témoignage sans y être contraint:—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre de conduire et présenter le dit E. F., le à heures de (l'avant) midi, à , devant moi ou tels autres juge ou juges de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas.) qui seront alors présents, pour qu'il rende témoignage de ce qu'il connaît au sujet de la dite dénonciation (ou plainte).

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de dans le district (ou

comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L.s.]

(E. 4.)

MANDAT D'INCARCÉRATION CONTRE UN TÉMOIN QUI REFUSE DE PRÊTER SERMENT OU DE RENDRE TÉMOIGNAGE.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous et chacun les constables ou autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtes-unis, ou suivant le cas,) , et au gardien de la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de Attendu qu'une dénonciation a été faite (ou qu'une plainte a été portée) devant moi, juge de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district (ou comté, comtes-unis, ou suivant le cas,) de , contre , pour avoir (etc., comme dans l'assignation), et que le nommé E. F., maintenant présent devant moi, dit juge de paix, , à comme susdit, le , et requis par moi de prêter serment (ou affirmation) comme témoin en cette cause, refuse maintenant de ce faire (ou étant maintenant dûment assermenté comme témoin au sujet de la dite dénonciation ou plainte, refuse de répondre à certaines questions concernant la dite dénonciation ou plainte qui lui sont maintenant posées, et plus particulièrement à la question suivante : —insérez ici les mots exacts de la question), sans offrir aucune excuse légitime de ce refus :-

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables ou officiers de paix, ou aucun de vous, d'arrêter le dit E. F., et de le conduire sûrement à la prison commune à susdit, et là de le livrer au gardien de la dite prison, avec le présent mandat; Et je vous enjoins par le présent, à vous le gardien de la dite prison commune, de recevoir le dit E. F. sous votre garde dans la

dite prison, et de l'y détenir et garder pour tel mépris pendant l'espace de jours, à moins que dans l'intervalle il ne consente à être interrogé et répondre au sujet de la dite dénonciation (ou plainte); et à cet effet les présentes vous seront une autorisation suffisante.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année , à dans le district (ou comté, suivant le cas,) susdit.

J. S. [L. s.]

(F.)

MANDAT DE DÉPÔT D'UN PRÉVENU APRÈS SON ARRESTATION.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous et chacun les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , et au gardien de la prison commune (ou maison d'arrêt) à :

Attendu qu'une dénonciation a été faite (ou qu'une plainte a été portée) devant , juge de paix dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , contre A. B., pour avoir (etc., comme dans l'assignation ou le mandat); Et attendu que le dit A. B. a été arrêté par et en vertu d'un mandat sur cette dénonciation (ou plainte), et qu'il est maintenant présent devant moi, dit juge de paix:—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables ou officiers de paix, ou aucun de vous, au nom de Sa Majesté, de conduire immédiatement le dit A. B. à la prison commune (ou maison d'arrêt) à et là de le livrer au dit gardien de la dite prison (ou maison d'arrêt) avec le présent mandat; Et je vous enjoins, à vous

dit gardien, de recevoir sous votre garde le dit A. B. dans la dite prison commune (ou maison d'arrêt) et de le détenir et garder en sûreté jusqu'à prochain, le

jour de (courant); et je vous enjoins de le conduire alors et de le présenter à , à heures de midi du même jour, devant moi ou tels juge ou juges de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant te cas,) qui seront alors présents, pour qu'il réponde à la dite dénonciation (on plainte) et soit ultérieurement traité selon la loi.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de , en l'année , à dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas.) susdit.

J. S. [L. S.]

(G.)

MANDAT DE DÉPÔT D'UN PRÉVENU DURANT UN AJOURNEMENT DE L'AUDITION.

Canada.
Province de , , district (on comté, comtés- unis, ou suivant le cas.) de

A tous et chacun les constables et officiers de paix dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de et au gardien de la prison commune (ou maison d'arrêt) à

Attendu que le dernier, une dénonciation a été faite (ou une plainte a été portée) devant juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas.) de , portant que (etc., comme dans l'assignation);

Et attendu que l'audition de l'affaire a été ajournée au jour de (courant), à heures de (l'avant) midi, à , et qu'il est nécessaire que le dit A. B. soit, dans l'intervalle, détenu en lieu sûr :—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous dits constables ou autres officiers de paix, ou à aucun de vous, au nom de Sa Majesté, de conduire immédiatement le dit A. B. à la prison commune (ou maison d'arrêt), à , et là, de le livrer au gardien de la dite prison (ou maison d'arrêt) avec le présent mandat; Et je vous enjoins, à vous dit gardien, de recevoir le dit A. B. sous votre garde en la dite prison commune (ou maison d'arrêt), et de l'y détenir et garder jusqu'au jour de (courant); Et vous êtes requis de conduire alors et représenter le dit A. B. aux temps et lieu auxquels l'audition est ajournée, comme susdit, devant tels juges de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui seront alors présents, pour qu'il réponde à la dite dénonciation (ou plainte) et soit ultérieurement traité selon la loi.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année à , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L. s.]

(H.)

CAUTIONNEMENT POUR LA COMPARUTION DU PRÉVENU LORS-QUE LA CAUSE EST AJOURNÉE OU QU'ELLE N'EST PAS EXPÉDIÉE DE SUITE.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

Sachez que le , A. B., de , (journalier), , (épicier), et O. P., de et L. M., de (bourgeois), sont personnellement comparus devant le sousjuge de paix dans et pour le dit district signé, (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de reconnu devoir à Notre Souveraine dame la Reine, les diverses sommes suivantes, savoir: Le dit A. B. la somme , et les dits L. M. et O. P. la somme de chacun, en bon argent ayant cours légal en Canada, prélevables sur leurs biens meubles et immeubles, terres et tènements, respectivement, pour l'usage de Notre dite Souveraine dame la Reine, ses héritiers et successeurs, si le dit A. B. fait défaut de remplir la condition inscrite au verso des présentes (ou spécifiée ei-dessous).

Fait et reconnu, les jour et an ci-dessus en premier lieu

mentionnés, à devant moi.

J. S. [L. s.]

La condition du cautionnement ci-joint (ou ci-dessus) est comme il suit, savoir:—Si le dit A. B. comparaît personnellement le jour de (courant), à heures de (l'avant) midi, à , devant moi ou tels juges de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou snivant le cas,) qui seront alors présents, afin de répondre à la dénonciation (ou plainte) de C. D. portée contre le dit A. B., et d'être ultérieurement traité selon la loi, alors le dit cautionnement sera nul; autrement il aura pleine force et effet.

AVIS DU CAUTIONNEMENT À DONNER AU PRÉVENU ET À SES CAUTIONS.

Soyez notifiés que vous, A. B., vous êtes obligé en la somme de , et vous, L. M. et O. P., en la somme de chacun, promettant que vous, le dit A.B., comparaîtrez personnellement le , à heures de (l'avant) midi à , devant moi ou tels juges de paix du district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , qui seront alors présents, pour répondre à une certaine dénonciation (on plainte) de la part de C. D., et dont l'audition a été ajournée aux dits temps et lieu, et qu'à moins que vous 225

ne comparaissiez en conséquence, les sommes que vous, A. B., avez, et que vos cautions, L. M. et O. P., ont reconnu devoir par le dit cautionnement, seront immédiatement prélevées contre vous et elles.

Daté ce

jour de

18

J. S. [L. s.]

(J. 1.)

CONDAMNATION À UNE AMENDE PRÉLEVABLE PAR VOIE DE SAISIE-EXÉCUTION, ET EMPRISONNEMENT À DÉFAUT DE MEUBLES ET EFFETS SUFFISANTS.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

jour de Sachez que le , en l'année , dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) A. B. a été convaineu devant le soussigné, , juge de paix pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) d'avoir, le dit A. B. (etc., indiquez l'infraction et le temps et le lieu où elle a été commise); et je condamne le dit A. B., à raison de la dite infraction, à payer la somme de (indiquez l'amende et aussi les dédommagements, s'il en est accordé), laquelle sera prélevée et employée conformément à la loi, et en outre à payer au dit C. D. la somme de pour ses frais en cette cause; Or, si les dites diverses sommes ne sont pas payées immédiatement (ou le ou avant le prochain), * j'ordonne qu'elles soient prélevées par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B., et à défaut de meubles et effets suffisants, * j'ordonne que le dit A. B. soit emprisonné dans la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) à dans le dit district (ou comté, etc.,) pour y être détenu aux travaux forcés (si telle est la sentence), pendant l'espace de

, à moins que les dites diverses sommes et tous les frais et dépens de la dite saisie et vente (et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite prison commune) ne soient plus tôt payés.

Donné sous mes seing et sceau, les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, à , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L. s.]

Chap. 178.

* Ou si l'émission d'un mandat de saisie-exécution doit être ruineuse pour le prévenu et sa famille, ou s'il appert qu'il n'a pas de meubles et effets suffisants pour prélever le montant de la saisie, alors, au lieu des mots qui se trouvent entre les astérisques ** dites:—" Vu qu'il me paraît que l'émission d'un mandat de saisie-exécution en cette cause pourrait être ruineuse pour le dit A. B. et sa famille," (ou "que le dit A. B. n'a pas de meubles et effets suffisants pour prélever les dites sommes par voie de saisie-exécution,") j'ordonne (etc., comme ci-dessus, jusqu'à la fin).

(J. 2.)

CONDAMNATION À L'AMENDE ET EMPRISONNEMENT À DÉFAUT DE PAIEMENT.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

en premier lieu mentionnés, à

jour de 🍆 , en l'année Sachez que le dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) A. B. a été juge de paix pour convaincu devant moi, soussigné, le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) d'avoir, le dit A. B., (etc., indiquez l'infraction et le temps et le lieu où elle a été commise); et je condamne le dit A. B., à raison de la dite infraction, à payer la somme de (indiquez l'amende et les dédommagements, s'il en est accordé), laquelle sera payée et employée conformément à la loi, et aussi à payer au dit C. D. la somme de frais en cette cause; et si les dites diverses sommes ne sont pas immédiatement payées (ou le ou avant le prochain), je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la prison commune du dit district, (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas.) à , dans le dit district (ou comté) , (pour y être détenu aux travaux forcés) pendant , à moins que les dites diverses l'espace de sommes et les frais et dépens de transport du dit A. B. à la dite prison commune ne soient plus tôt payés. Donné sous mes seing et sceau, les jour et an ci-dessus

J. S. [L. 8.]

, dans le district

(ou comtés, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

(J. 3.)

CONDAMNATION SI LA PUNITION EST L'EMPRISONNEMENT, ETC.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésnnis, ou suivant le cas,)
de

Sachez que le jour de , en l'année , dans le dit district, (ou comté, comtésunis, ou suirant le cas,) A. B. a été convaincu devant moi, soussigné, , juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) d'avoir, le dit A. B., (etc., indiquez l'infraction et le temps et le lieu où elle a été commise); et je condamne le dit A. B., à raison de la dite infraction, à être emprisonné dans la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) à

, dans le comté de , (pour y être détenu aux travaux forcés) pendant l'espace de

, et je condamne en outre le dit A. B. à payer au dit C. D. la somme de pour ses frais en cette cause; et si la dite somme adjugée pour les frais n'est pas immédiatement payée (ou le ou avant le prochain), alors * j'ordonne que la dite somme soit prélevée par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B.; et à défaut de meubles et effets suffisants, * je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la dite prison commune (pour y être détenu aux travaux forcés) pendant l'espace de , devant commencer à l'expiration de son dit emprisonnement, à moins que la dite somme adjugée pour les frais ne soit plus tôt payée.

Donné sous mes seing et sceau, les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, à , dans le district (ou

comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L.S.]

^{*} Ou si l'émission du mandat de saisie-exécution doit être ruineuse pour le prévenu et sa famille, ou s'il appert qu'il n'a pas de meubles et effets suffisants pour prélever le montant de la saisie, alors, au lieu des mots qui se trouvent entre les astérisques **, dites:—" Vu qu'il me paraît que l'émission d'un mandat de saisie en cette cause pourrait être ruineuse pour le dit A. B. et sa famille," (ou "que le dit A. B. n'a pas de meubles et effets suffisants pour prélever par voie de saisie la dite somme pour frais,") je condamne, etc.

(K. 1.)

ORDRE DE PRÉLEVER UNE SOMME D'ARGENT PAR VOIE DE SAISIE-EXÉCUTION, ET EMPRISONNEMENT À DÉFAUT DE MEUBLES ET EFFETS SUFFISANTS.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésumis, ou suivant le cas,)
de

Sachez que le , plainte a été portée devant moi, soussigné, , juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas) de

, alléguant que (rapportez les faits qui autorisent le plaignant à obtenir l'ordre, ainsi que le temps et le lieu où ils se sont passés); Et attendu que, ce jour, savoir: , les dites parties ont comparu devant moi, dit juge de paix, (ou le dit C. D. a comparu devant moi, dit juge de paix, mais que le dit A. B., bien que dûment appelé, ne comparaît ni en personne ni par conseil ou procureur, et qu'il est péremptoirement prouvé sous serment, devant moi, que l'assignation en cette cause a été dûment signifiée au dit A. B., lui enjoignant d'être et de comparaître ici ce jour, devant moi ou tels juge ou juges de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui seraient présents, afin de répondre à la dite plainte et d'être ultérieurement traité selon la loi); Et ayant maintenant entendu la dite plainte, je condamne le dit A. B. à payer au dit C. D. la somme de

immédiatement (on le ou avant le prochain, ou suivant que le prescrit l'acte ou la loi), et aussi à payer au dit C. D. la somme de pour ses frais en cette cause; et si les dites diverses sommes ne sont pas immédiatement payées (ou le ou avant le prochain), * j'ordonne par le présent que la dite somme soit prélevée par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B., et à défaut de meubles et effets suffisants, * je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas.) à

, dans le dit district (an comté) de

(pour y être détenu aux travaux forcés) pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes et les frais et dépens de la dite saisie (et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite prison commune) ne soient plus tôt payés.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année , à dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cus,) susdit.

J. S. [L. s.]

*Ou, si l'émission d'un mandat de saisie-exécution doit être ruineuse pour le défendeur et sa famille, ou s'il appert qu'il n'a pas de meubles et effets suffisants pour prélever le montant de la saisie, alors, au lieu des mots qui se trouvent entre les astérisques **, dites:—"Vu qu'il me paraît que l'émission d'un mandat de saisie-exécution serait ruineuse pour le dit A. B. et sa famille," (ou "que le dit A. B. n'a pas de meubles et effets suffisants pour prélever les dites sommes par voie de saisie,") je condamne, etc.

(K. 2.)

ORDRE DE PAYER UNE SOMME D'ARGENT, ET EMPRISONNE-MENT À DÉFAUT DE PAIEMENT.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésquais, ou suivant le cas),
de

Sachez que le , plainte a été portée devant le soussigné, , juge de paix dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , à l'effet que (rapportez les faits qui autorisent le plaignant à obtenir l'ordre, et indiquez le temps et le lieu où ils

se sont passés); Et attendu que ce jour, savoir: le

à , les dites parties ont comparu devant moi, dit juge de paix (ou que le dit C. D. a comparu devant moi, dit juge de paix, mais que le dit A. B., quoique dûment appelé, ne comparaît ni personnellement, ni par conseil ou procureur, et qu'il est maintenant péremptoirement prouvé sous serment, devant moi, que l'assignation en cette cause a été dûment signifiée au dit A. B., lui enjoignant d'être et de comparaître ici, ce jour, devant moi ou tels juge ou juges de paix du dit district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) qui seraient alors présents, afin de répondre à la dite plainte, et d'être ultérieurement traité selon la loi); Et ayant maintenant entendu la dite plainte, je condamne le dit A. B. à payer au dit C. D. la somme de immédiatement (ou le ou ayant le

prochain, ou suivant que le prescrit l'acte ou la loi), et aussi, à payer au dit C. D. la somme de pour ses frais en cette cause; et si les dites diverses sommes ne sont pas immédiatement payées (ou le ou avant le prochain), je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) à dans le dit district (ou comté) de

(pour y être détenu au travaux forcés, si l'acte ou la loi autorise cette peine), pendant l'espace de

à moins que les dites diverses sommes (et les frais et dépens de l'emprisonnement et du transport du dit A. B. à la dite prison commune) ne soient plus tôt payées.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de , dans le district (ou en l'année

comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L.S.]

(K. 3.)

ORDRE POUR TOUT AUTRE OBJET, QUAND LA DÉSOBÉISSANCE À CET ORDRE EST PUNISSABLE PAR L'EMPRISONNEMENT.

Canada. Province de , , district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas), de

, plainte a été portée devant moi, Sachez que le , juge de paix dans et pour le dit district soussigné, (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de alléguant que (rapportez les faits qui autorisent le plaignant à obtenir l'ordre, et indiquez le temps et le lieu où ils se sont passés), et que ce jour, savoir : le les dites parties ont comparu devant moi, dit juge de paix (ou le dit C. D. a comparu devant moi, dit juge de paix, mais que le dit A..B., bien que dûment appelé, ne comparaît ni en personne, ni par conseil ou procureur ; Et attendu qu'il est maintenant péremptoirement prouvé sous serment, devant moi, que l'assignation en cette cause a été dûment signifiée au dit A. B., lui enjoignant d'être et de comparaître ici, ce jour, devant moi ou tels juge ou juges de paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) qui seraient alors présents, pour répondre à la dite plainte et être ultérieurement traité selon la loi); Et ayant maintenant entendu la dite plainte, je condamne le dit A. B. à (ici indiquez ce qui doit être fait); Et si, après signification d'une copie de l'original du présent ordre au dit A. B., soit personnellement, soit en la laissant à son dernier domicile, on au lieu ordinaire de sa résidence, il néglige ou refuse d'y obéir, alors et dans ce cas, je condamne le dit A. B., pour cette désobéissance, à être emprisonné dans la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas), à dans le comté de (pour y être détenu aux travaux forcés, si l'acte ou la loi autorise cette peine), pendant l'espace de , à moins qu'il n'obéisse plus tôt au dit ordre ; Et je condamne aussi le dit A. B. à payer au dit C. D. la somme , pour ses frais en cette cause ; et si la dite somme pour frais n'est pas immédiatement pavée (ou le ou

346

prochain), j'ordonne que la dite somme avant le soit prélevée par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B., et à défaut de meubles et effets suffisants, je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la dite prison commune (pour y être détenu aux travaux forcés) pendant l'espace de , à compter de la fin de son dit emprisonnement, à moins que la dite somme pour frais ne soit plus tôt payée.

Donné sous mes seing et sceau, ce , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou

suivant le cas,) susdit.

J. S. [L. s.]

(L.)

ORDONNANCE DE NON-LIEU SUR UNE DÉNONCIATION OU PLAINTE.

Canada. Province de district (ou comté, comtés-> unis, ou suivant le cas,) \ de

, une dénonciation a été faite (ou Sachez que le plainte a été portée) devant le soussigné, paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , alléguant que comme dans l'assignation adressée au prévenu); Et attendu , (si c'est un que, ce jour, savoir : le , à ajournement, insérez ici: "auquel jour l'audition de cette cause a été dûment ajournée, ce dont le dit C. D. a été régulièrement notifié,") les deux parties ont compara devant moi, afin que je procède à entendre et juger la dite dénonciation (ou plainte,) (ou que le dit A. B. a comparu devant moi, mais que le dit C. D., quoique dûment appelé, ne comparaît pas)— [sur quoi, avant procédé à l'audition de la dite dénonciation (ou plainte), il me paraît évident qu'elle n'est point prouvée, et]—(si le dénonciateur ou plaignant ne comparaît pas, ces mots peuvent être omis),—je déboute en conséquence la dite dénonciation (ou plainte), et je condamne le dit C. D. à payer au , pour les frais dit A. B. la somme de occasionnés pour sa défense en cette cause; et si la dite somme pour frais n'est pas immédiatement payée (ou le ou), j'ordonne que la dite somme soit prélevée par la saisie et vente des meubles et effets du dit C. D., et à défaut de meubles suffisants je condamne le dit C. D. à être emprisonné dans la prison commune du dit district (ou comdans le dit té, comtés-unis, ou suivant le cas), à (pour y être détenu aux travaux forcés), 2259

pendant l'espace de , à moins que la dite somme pour frais, et tous les frais et dépens de la saisie (et de l'emprisonment et du transport du dit C. D. à la dite prison commune) ne soient plus tôt payés.

ous mes seing et sceau, ce jour de , en l'année , à , dans le district Donné sous mes seing et sceau, ce

(ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L. S.]

(M.)

CERTIFICAT DE L'ORDONNANCE DE NON-LIEU.

Je certifie par le présent que la dénonciation (ou plainte) portée par C. D. contre A. B., pour avoir (etc., comme dans l'assignation), a été, ce jour, prise en considération par moi, juge de paix dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou selon le cas), de , et a été par moi déboutée (avec dépens).

Daté ce

jour de , 18

J. S.

(N. 1.)

MANDAT DE SAISIE-EXÉCUTION À LA SUITE D'UNE CONDAM-NATION À L'AMENDE.

Canada. Province de district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

A tous et chacun les constables ou autres officiers de paix dans le dit district (ou comtés, comtés-unis, on suivant le

Attendu que A. B., ci-devant de , (journalier), a, ce jour (ou le dernier), été dûment convaincu devant , juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le d'avoir (indiquez l'infraction comme dans la condamnation), et que le dit A. B. a été condamné, à raison de la dite infraction, à payer (etc., comme dans la condamnation), et à payer aussi au dit C. D. la somme de

, pour ses frais en cette cause; Et attendu qu'il a été ordonné par la dite condamnation que si les dites diverses sommes n'étaient pas payées (immédiatement,) elles seraient prélevées par la saisie et vente des meubles et

effets du dit A. B.; et que le dit A. B. a aussi été condamné, à défaut de meubles et effets suffisants, à être emprisonné dans la prison commune du dit district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) à dans le dit comté de

, (et détenu aux travaux forcés) pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes et tous les frais et dépens de la dite saisie, et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite prison commune, ne fussent plus tôt payés; * Et attendu que le dit A. B., ayant été condamné comme susdit et (maintenant) requis de payer les dites sommes de , et ne les a pas payées, ni aucune partie des dites sommes, mais a en

cela fait défaut:—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de saisir immédiatement les meubles et effets du dit A R: et si dans les

effets du dit A. B.; et si dans les jours qui suivront immédiatement la dite saisie, les dites sommes, ainsi que les frais raisonnables de la saisie et garde des effets ne sont pas payés, alors il vous est enjoint de vendre les dits meubles et effets par vous ainsi saisis, et de remettre les deniers en provenant à moi , (le juge de paix, ou l'un des juges de paix ayant prononcé la sentence), afin qu'ils soient par moi payés et employés suivant que la loi le prescrit, et que le surplus, s'il en est, soit remis au dit A. B. à sa demande; et s'il ne se trouve ni meubles ni effets suffisants, vous me certifierez le fait, afin qu'il soit adopté telles procédures ultérieures que de droit.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année , à , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L.s.]

(N. 2.)

MANDAT DE SAISIE-EXÉCUTION À LA SUITE D'UN ORDRE DE PAYER UNE SOMME D'ARGENT.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésquais, ou suivant le cas,)
de

A tous et chacun les constables ou autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

Attendu que le dernier, plainte a été portée devant , juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas), alléguant que , (etc., comme dans l'ordre), et que depuis,

Chap. 173.

, les dites parties ont savoir, le (comme dans l'ordre), et qu'après comparu devant mûre délibération sur la dite plainte, le dit A. B. a été condamné (à payer au dit C. D. la somme de ou avant le alors prochain), et aussi à payer an dit C. D. la somme de pour ses frais en cette cause; et qu'il a été alors ordonné que si ces diverses sommes n'étaient pas payées le ou avant le dit alors prochain, le montant en serait prélevé par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B.; et qu'il a été ordonné qu'à défaut de meubles et effets suffisants, le dit A. B. serait emprisonné dans la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas), à (et détenu aux travaux forcés) le dit comté de pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes et tous les frais et dépens de la saisie (et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite prison commune,) ne fussent plus tôt payés; * Et attendu que le délai accordé dans et par le dit ordre pour paver les dites diverses et de , est expiré, et sommes de que le dit A. B. n'a pas encore payé les dites sommes, ni aucune partie de ces sommes, et qu'il a en cela fait défaut :-

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de saisir immédiatement les meubles et effets du dit A. B.; et si, dans les jours après la dite saisie, les dites sommes en dernier lieu mentionnées et les frais raisonnables de saisie et de la garde des effets ne sont pas encore payés, alors il vous est enjoint de vendre les meubles et effets par vous ainsi saisis, et de remettre les deniers provenant de cette vente, à moi, (ou à quelque autre des juges de paix qui ont prononcé la sentence, suivant le cas,) afin qu'ils soient par moi (ou lui) payés et employés selon qu'il est prescrit par la loi, et que le surplus, s'il en est, soit remis au dit A. B., à sa demande ; et si, faute de meubles et effets suffisants, la dite saisie ne peut être effectuée, vous me certifierez le fait, afin qu'il soit adopté telles autres procédures ultérieures que de droit.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit

J. S. [L. S.]

(N. 3.)

VISA D'UN MANDAT DE SAISIE.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

Attendu qu'il a été, ce jour, prouvé sous serment devant moi, , juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) que le nom de J. S. au bas du présent mandat, est de l'écriture du juge de paix y mentionné, en conséquence, j'autorise U. T., porteur de ce mandat, et toutes autres personnes auxquelles le présent mandat a été d'abord adressé, ou par lesquelles il peut légalement être mis à exécution, et aussi tous constables et autres officiers de paix, dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , à l'exécuter dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou selon le cas).

Donné sous mon seing, ce jour de

18 .

O. K.

(N. 4.)

RAPPORT D'UN MANDAT DE SAISIE PAR UN CONSTABLE.

Je, W. T., constable de , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , certifie par le présent à J. S., écuyer, juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas), qu'en vertu du présent mandat, j'ai fait avec diligence la recherche des meubles et effets de A. B., mentionné dans le dit mandat, et que je n'en ai pas trouvé une quantité suffisante pour prélever les sommes y spécifiées.

En foi de quoi j'ai signé, ce jour de

18

W. T.

(N. 5.)

MANDAT D'EMPRISONNEMENT À DÉFAUT DE MEUBLES ET EFFETS SUFFISANTS.

Canada.
Province de , , district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de

A tous et chacun les constables et autres officiers de paix dans le district (ou comté, comtés unis, ou suivant le cas), de , et au gardien de la prison commune du dit district (ou comté, comtés unis, ou suivant le cas), de , à dans le dit district (ou comté) de

Attendu (etc., comme dans l'un où l'autre des mandats de saisie qui précèdent, N 1, N 2, jusqu'à l'astérisque ** et alors ce qui suit) : Et attendu que depuis, savoir : le jour de

, en l'année susdite, moi, dit juge de paix, j'ai adressé un mandat à tous et chacun les constables ou autres officiers de paix du district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , leur enjoignant, ou à aucun d'eux, de prélever les dites sommes de , et de , par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B.; Et attendu qu'il appert, tant par le rapport du dit mandat de saisie fait par le constable chargé de le mettre à exécution, qu'autrement, que le dit constable a fait avec diligence la recherche des meubles et effets du dit A. B., mais qu'il n'en a pas trouvé une quantité suffisante pour prélever les sommes ci-dessus mentionnées:—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables ou officiers de paix, ou à aucun de vous, d'arrêter le dit A. B. et de le conduire sûrement à la susdit, et de le livrer au gardien prison commune, à de la dite prison, avec le présent mandat; Et je vous enjoins par le présent, à vous, dit gardien de la dite prison commune, de recevoir le dit A. B. sons votre garde dans la dite prison commune et de l'y détenir (aux travaux forcés) pen-, à moins que les dites diverses dant l'espace de sommes, et tous les frais et dépens de la dite saisie (et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite prison) se montant à la somme de plus tôt payés à vous, dit gardien; et pour ce faire, le présent vous sera une autorité suffisante.

Donné sous mes seing et sceau ce jour de en l'année , à

dans le district (on comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

(O. **1**)

MANDAT D'EMPRISONNEMENT EN PREMIER LIEU À LA SUITE D'UNE CONDAMNATION À L'AMENDE.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous et chacun les constables ou autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de et au gardien de la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , à , dans le dit district (ou comté) de

Attendu que A. B., ci-devant de , (journalier), a été ce jour convaincu devant le soussigné, , juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas), d'avoir (indiquez l'infraction comme dans la condamnation), et que le dit A. B. a été condamné pour cette infraction à payer la somme de , (etc., comme dans la condamnation,) et à payer au dit C. D. la somme de

pour ses frais en cette cause; et qu'il a été aussi ordonné que si les dites diverses sommes n'étaient pas payées (immédiatement), le dit A. B. serait emprisonné dans la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas.) à dans le dit district (ou comté) de

(et détenu aux travaux forcés) pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes (et les frais et dépens de transport du dit A. B. à la dite prison commune) ne fussent plus tôt payées; Et attendu que le délai fixé dans et par la dite condamnation pour payer les dites diverses sommes est expiré, et que le dit A. B. ne les a pas payées, ni aucune partie, mais a en cela fait défaut :—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables ou officiers de paix, ou à aucun de vous, d'arrêter le dit A. B. et de le conduire sûrement à la prison commune, à susdit, et de le livrer au gardien de la dite prison, avec le présent mandat; Et je vous enjoins à vous, dit gardien de la dite prison commune, de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite prison commune, et de l'y détenir (aux travaux forcés) pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes (et les frais et dépens de transport du dit A. B. à la dite prison commune, se montant à une autre somme de) ne soient plus tôt payées à vous, dit gardien; et pour ce faire, le présent vous sera une autorisation suffisante.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année , à , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou selon le cas,) susdit.

J. S. [L. s.]

(0.2.)

MANDAT D'EMPRISONNEMENT EN PREMIER LIEU À LA SUITE D'UN ORDRE DE PAIEMENT.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous et chacun les constables et autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le le cas,) de , et au gardien de la prison commune du district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas.) de à dans le dit district (ou comté) de

Attendu que le dernier, plainte a été portée devant le soussigné, , juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , alléguant que (comme dans l'ordre), et que depuis, savoir : le à les parties ont comparu devant moi, dit juge de paix (ou comme dans l'ordre), et qu'alors, ayant pris en considération la dite plainte, j'ai condamné le dit A. B. à payer au dit C. D. la somme de , le ou ayant le jour de

alors prochain, et aussi à payer au dit C. D. la somme depour ses frais en cette cause; Et attendu que j'ai aussi ordonné par le dit ordre que si les dites diverses sommes n'étaient pas payées le ou avant le alors prochain, le dit A. B. serait emprisonné dedans la prison commune du dit district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas), de le dit comté de (et détenu aux travaux forcés) pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes (et les frais et dépens de transport du dit A. B. à la dite prison commune, selon le cas.) ne fussent plus tôt payées; Et attendu que le délai fixé dans et par le dit ordre pour payer les dites diverses sommes est expiré, et que le dit A. B. ne les a pas payées, ni aucune partie, et qu'il a en cela fait défaut:—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous, dits constables et officiers de paix, on à aucun de vous, d'arrêter le dit A. B. et de le conduire sûrement à la dite prison commune, à susdit, et de le livrer au gardien de la dite prison, avec le présent mandat; Et je vous enjoins, à vous, dit gardien de la dite prison commune, de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite prison commune, et de l'y détenir (aux travaux forcés) pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes (et les frais et dépens de transport du dit A. B. à la dite prison commune, se montant à une autre somme de) ne

354

soient plus tôt payées à vous, dit gardien; et pour ce faire,

le présent vous sera une autorisation suffisante.

jour de Donné sous mes seing et scean, ce , dans le district en l'année (ou comté, comtés-unis, ou selon le cas), susdit.

J. S. [L. s.]

(P 1.)

MANDAT DE SAISIE POUR FRAIS À LA SUITE D'UNE ORDONNANCE DE NON-LIEU.

Canada. Province de district (ou comté, comtés unis, ou suivant le cas,)de

A tous et chacun les constables ou autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

Attendu que le dernier, une dénonciation a été faite (ou plainte a été portée) devant juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-

unis, ou suivant le cas,) de (etc., comme dans l'ordonnance de non-lieu), et que depuis, savoir : le pour être entendues parties ayant comparu devant et jugées, et les diverses preuves produites devant (moi) en cette cause ayant été par (moi) dûment entendues et prises en considération, la dite dénonciation (ou plainte) ne (m'a) pas paru prouvée, et a été déboutée (par moi); Et attendu que (j'ai) condamné le dit C. D., à payer au dit A. B. la somme de pour frais par lui encourus pour sa défense en cette cause ; et que (j'ui) ordonné que si la dite somme pour frais n'était pas payée (immédiatement) la dite somme serait prélevée par la saisie et vente des meubles et effets du dit C. D., et qu'à défaut de meubles et effets suffisants, le dit C. D. serait emprisonné dans la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

, dans le dit district (ou comté) de (et y serait détenu aux travaux forcés) pendant l'espace de à moins que la dite somme pour frais, et tous les frais et dépens de la dite saisie et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite prison commune, ne fussent plus tôt payés ; * Et attendu que le dit C. D., étant requis de payer au dit A. B. les dites sommes pour frais, ne les a pas payées, ni aucune partie, et qu'il a en cela

fait défaut :-

susdit.

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de saisir immédiatement les meubles et jours après la effets du dit C. D., et si, dans les saisie, la somme en dernier lieu mentionnée, ainsi que les frais raisonnables de la saisie, ne sont pas payés, alors vous vendrez les dits meubles et effets par vous ainsi saisis, et remettrez les deniers provenant de la dite vente à (moi, ou au juge de paix qui a décerné l'ordre ou l'ordonnance de nonlieu, suivant le cas), pour être par (moi) payés et employés selon que le prescrit la loi, et le surplus, s'il en est, être remis au dit C. D., à sa demande ; et si, faute de meubles et effets, la dite saisie ne peut s'effectuer, vous (me) certifierez le fait (ou à tout autre juge de paix du même district, ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) afin qu'il soit adopté telles procédures ultérieures que de droit.

Donné sous (mes) seing et sceau, ce jour de dans le district (ou comté, comtés-unis, ou selon les cas,)

J. S. [L. s.]

(P 2.)

MANDAT D'EMPRISONNEMENT A DÉFAUT DE MEUBLES ET EFFETS SUFFISANTS DANS LE DERNIER CAS.

Canada. Province de district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,)

A tous et chacun les constables ou officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cus,) de et au gardien de la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, on suivant le cas,) de

dans le dit district (ou comté) de

Attendu (etc., comme dans la dernière formule jusqu'à l'astérisque, * et alors comme suit) : Et attendu que depuis, savoir : jour de , en l'année susdite, moi, dit juge de paix, j'ai adressé un mandat à tous et chacun les constables ou autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) leur enjoignant, ou à aucun d'eux, de prélever la dite somme de pour frais, par la saisie et vente des meubles et effets du dit C. D.; Et attendu qu'il me paraît, tant par le rapport du dit mandat de saisie fait par le constable (ou officier de paix) chargé de le mettre à exécution, qu'autrement, que le dit constable a fait avec diligence la recherche des meubles et 2268

effets du dit C. D., mais qu'il n'en a pas trouvé une quantité suffisante pour prélever la somme ci-dessus mentionnée :—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous, dits constables et officiers de paix, ou aucun de vous, d'arrêter le dit C. D. et de le conduire sûrement à la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant susdit, et de le livrer au gardien de la dite prison, avec le présent mandat; Et je vous enjoins par le présent, à vous, dit gardien de la dite prison commune, de recevoir le dit C. D. sous votre garde dans la dite prison commune, et l'y détenir (aux travaux forcés) pendant l'espace , à moins que la dite somme, et tous les frais et dépens de la dite saisie (et de l'emprisonnement et transport du dit C. D. à la dite prison commune, se montant à), ne vous soient plus tôt une autre somme de payés à vous, dit gardien; et pour ce faire, le présent vous sera une autorisation suffisante.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année , à , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. S. [L.S.]

(Q.)

CERTIFICAT DE NON-COMPARUTION QUI SERA INSCRIT AU VERSO DU CAUTIONNEMENT DU DÉFENDEUR

Je certifie par le présent que le dit A.B. n'a pas comparu aux temps et lieu mentionnés dans la dite condition, et qu'il a fait défaut, à raison de quoi le montant du cautionnement ci-joint est confisqué.

> J. S. [L. S.] J. P.

(R.)

AVIS D'APPEL D'UN JUGEMENT OU D'UN ORDRE.

A C. D. de, etc., et (noms et qualités des parties auxquelles avis de l'appel doit être signifié).

Je vous donne avis que je, A. B., soussigné, de me propose d'interjeter et poursuivre un appel aux prochames sessions générales de la paix (ou toute autre cour, selon le cas,) qui seront tenues à , dans et pour le distriet (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de d'un certain jugement (ou ordre) daté le ou vers le 2269

jour de courant, et prononcée (ou décerné) par (vous) C. D., écuyer, juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , par lequel jugement (ou ordre) je, le dit A. B., ai été déclaré conpable d'avoir (ou j'ai été condamné à , (indiquez ici l'infraction comme dans le jugement, la dénonciation ou l'assignation, ou le montant à payer, comme dans l'ordre, aussi correctement que possible). Daté ce jour de

A. B.

Chap. 178.

Note.—Si cet avis est donné par plusieurs défendeurs, cu par un procureur, il faut l'adapter au cas particulier.

(S.)

FORMULE DE CAUTIONNEMENT POUR POURSUIVRE L'APPEL.

Sachez que le , A. B., de (journalier), et L. M., de (épicier,) et N. O., de (cultivateur,) ont personnellement comparu devant le soussijuge de paix dans et pour le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , et se sont obligés chacun, envers Notre Souveraine dame la Reine, en les diverses sommes suivantes : le dit A. B. en la somme de , et les dits L. M. et N. O. en la somme de , chacun, en argent avant cours légal en Canada; laquelle somme sera levée et prélevée sur leurs biens meubles et immeubles, respectivement, à l'usage de notre dite dame la Reine, ses héritiers et successeurs, si le dit A. B. ne remplit pas la condition inscrite au verso des présentes (ou ci-dessous écrite).

Fait et reconnu, les jour et an susdits, à

devant moi.

J. S.

Le cautionnement ci-joint (ou ci-dessus) est donné à la condition que si le dit A. B. comparaît personnellement aux (prochaines) sessions générales de la paix (ou autre cour remplissant les fonctions de la cour des sessions générales, selon le cas,) qui se tiendront à jour de prochain, dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas.) de et poursuit un appel d'un certain jugement en date du jour de courant, et prononcé par (moi) dit juge de paix, en vertu duquel il a été déclaré coupable d'avoir, lui, le dit A. B., le jour de

dans le township de dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de (indiquez l'infraction telle qu'énoncée dans le jugement), et se conforme au jugement de la cour qui sera rendu sur le dit appel et paie les frais adjugés par la cour, alors le dit cautionnement sera nul; autrement, il aura pleine force et effet.

FORMULE D'AVIS DU CAUTIONNEMENT QUI SERA DONNÉ AU DÉFENDEUR (APPELANT) ET À SES CAUTIONS.

Soyez informés que vous, A. B., vous vous êtes obligé en , et vous, L. M. et N. O., en la somme , chacun, à la condition suivante, savoir : que de vous, le dit A. B., comparaîtrez personnellement aux prochaines sessions générales de la paix qui auront lieu à , dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) et poursuivrez un appel d'un jugement (ou d'un ordre) en date du jour de (courant). en vertu duquel vous, A. B., avez été déclaré coupable de (on avez reçu ordre, etc.,) (exposez succinctement l'infraction ou la substance de l'ordre), et vous conformerez au jugement de la cour sur le dit appel et paierez les frais adjugés par la cour; et à moins que vous, le dit A. B., ne comparaissiez personnellement et poursuiviez le dit appel, et vous soumettiez au dit jugement et paviez les frais en conséquence, le cautionnement donné par vous sera immédiatement prélevé sur vos biens et effets et ceux de chacun de vous.

Daté ce

jour de

18

(T.)

CERTIFICAT DU GREFFIER DE LA PAIX CONSTATANT QUE LES FRAIS D'UN APPEL NE SONT PAS PAYÉS.

Bureau du greffier de la paix du district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de

(Titre de l'appet.)

Je certifie par le présent qu'à la cour des sessions générales de la paix (ou autre cour remplissant les fonctions de la cour des sessions générales, selon le cus,) tenue à , dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cus), le dernier, appel d'un jugement prononcé (ou d'un ordre décerné) par J. S., écuier, juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cus), a été interjeté par A. B., et a été entendu et décidé par la dite cour ; et que là-dessus la dite cour des sessions générales (ou autre cour, selon le cus,) a ordonné que le dit jugement (ou ordre) serait confirmé (ou

infirmé), et a condamné le dit (appelant) à payer au dit (intimé) la somme de , pour frais par lui faits dans le dit appel, laquelle somme il était tenu en vertu du dit jugement de payer au greffier de la paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas), le ou avant le jour de courant, pour être par ce dernier remise au dit (intimé); et je certifie, de plus, que la dite somme pour frais n'a pas été payée, ni aucune partie, en obéissance au dit ordre.

Daté le

jour de

13

G. H., Greffier de lu paix.

(U 1.)

MANDAT DE SAISIE-EXÉCUTION POUR FRAIS D'APPEL D'UNE CONDAMNATION OU D'UN ORDRE.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous et chacun les constables ou autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

Attendu que (ctc., comme dans les mandats de saisie N 1, N 2, ci-dessus, jusqu'à la fin de la citation de la condamnation ou de l'ordre, et alors comme il snit) :- Et attendu que le dit A. B. a interjeté appel de la dite condamnation (ou du dit ordre) à la cour des sessions générales de la paix (on autre cour remplissant les fonctions de la cour des sessions générales, selon le cas,) du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas.) dans lequel appel le dit A. B. était appelant, et le dit C. D. (on J. S., écuier, le juge de paix qui a prononcé la dite condamnation ou décerné l'ordre) intimé, et que le dit appel a été instruit, entendu et décidé aux dernières sessions générales de la paix (ou autre cour, selon le cus.) du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) tenue à ; et qu'alors la dite cour a ordonné que la dite condamnation (ou ordre) serait confirmée (ou infirmée), et le dit (appetant) condamné à payer au dit (inti-, pour frais par lui faits dans le mé) la somme de dit appel, laquelle somme devait être payée au greffier de la paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suirant le , le cus,) de ou avant le , pour être par lui remise au dit C. 18 jour de D.; Et attendu que le greffier de la paix du dit district (ou

360

comté, comtés-unis, ou suivant le cas), a, le jour de courant, dûment certifié que la dite somme

pour frais n'a pas été payée: *

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de saisir immédiatement les meubles et effets du dit A. B.; et si, dans les jours qui suivront immédiatement la dite saisie, la dite somme en dernier lieu mentionnée, ainsi que les frais et dépens raisonnables de la saisie et de la garde des dits meubles et effets, ne sont pas payés, de vendre les dits meubles et effets par vous ainsi saisis, et de remettre le montant provenant de la vente des dits meubles et effets au greffier de la paix du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

, pour être par lui payé et employé selon que le prescrit la loi ; et si faute de meubles et effets la saisie ne peut s'effectuer, vous me certifierez le fait, ou à tout autre juge de paix du même district, (ou comté, comtés-unis, ou selon le cus.) afin qu'il soit adopté telles procédures ultérieures

que de droit à cet égard.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de , en l'année , à , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou selon le cas,) susdit.

O. K.'[L. S.]

(U 2.)

MANDAT D'EMPRISONNEMENT À DÉFAUT DE MEUBLES ET EFFETS SUFFISANTS DANS LE DERNIER CAS.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous et chacun les constables et autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , et au gardien de la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de à dans le dit (comté) de

Attendu que (etc., comme dans la dernière formule jusqu'à l'astérisque, * et ators comme suit :) Et attendu que depuis, savoir : le jour de , en l'année susdite, moi, le soussigné, j'ai adressé un mandat à tous et chacun les constables ou autres officiers de paix dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , leur enjoignant, ou à chacun d'eux, de prélever la dite somme de

, pour frais, par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B.; Et attendu qu'il me paraît, tant par le rapport du dit mandat de saisie fait par le constable (ou officier de paix) chargé de le mettre à exécution, qu'autrement, que le dit constable a fait avec diligence la recherche des meubles et effets du dit A. B., mais qu'il n'en a pas trouvé une quantité suffisante pour prélever la dite somme ci-dessus mentionnée:—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous dits constables ou officiers de paix, ou à aucun de vous, d'arrêter le dit A. B., et de le conduire sûrement à la prison commune du dit district (ou comté, comtésunis, ou selon le cas,) à susdit, et de le livrer au dit gardien de la dite prison, ainsi que le présent mandat; Et je vous enjoins, à vous dit gardien de la dite prison commune, de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite prison commune, et de l'y détenir (aux travaux forcés) pendant l'espace de , à moins que la dite somme, et tous les frais et dépens de la dite saisie (et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite prison commune, se montant à une autre somme de

), ne soient plus tôt payés à vous, dit gardien ; et pour ce faire, le présent vous sera une autorisation suffisante.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année . à dans le district (ou comté, comtés unis, ou suivant le cas,) susdit.

J. N. [L. S.]

(V.)

Rapport des condamnations prononcées par moi (ou nous, selon le cas,) pendant le trimestre expiré le 18.

Nom du défendeur. Nom du défendeur. Date de la condamnation. Nom du juge de paix pro- nongant la condamna- tion. Montant de l'amende ou des dommages-interêts. Quand ce montant a été payé ou doit l'être au juge de paix. A qui il a été remis par le juge de paix. A qui il a été remis par le juge de paix. E juge de	itant n'a pas été payé, pourquoi l'a pas été, et observations générales.
--	--

A. B., juge de paix qui a prononcé la condamnation,

ou

A. B. et C. D., juges de paix qui ont prononcé la condamnation (selon le cas). 32-33 V., c. 31, art. 76, partie, et annexe, partie;—33 V., c. 27, art. 4.

OTTAWA : Imprimé par Buown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 179.

A.D. 1886.

Acte concernant les cautionnements.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :--

La caution peut faire réintégrer le cautionné en prison.

1. Toute personne qui se sera portée caution pour un individu accusé d'un crime ou délit poursuivable par voie d'acte d'accusation, pourra, sur affidavit énonçant les motifs de sa démarche, accompagné d'une copie certifiée du cautionnement, obtenir d'un juge d'une cour supérieure ou d'une cour de comté ayant juridiction criminelle, un ordre par écrit, sous sa signature, pour faire réintégrer cet individu dans la prison commune du comté où son procès doit avoir lieu. 1 S. R. N.-B., c. 157, art. 1.

Les cautions né.

2. Les cautions pourront, en vertu de cet ordre, arrêter penvent arrê-l'individu cautionné et le remettre, en même temps que l'ordre, au geôlier y dénommé, qui le recevra et l'incarcérera dans cette prison, et qui sera chargé de la garde de cet individu jusqu'à ce qu'il soit élargi par l'opération de la loi. 1 S. R. N.-B., c. 157, art. 2.

Demande d'admission à caution.

3. L'individu réincarcéré pourra s'adresser à un juge d'une cour supérieure, ou, dans les cas où un juge de cour de comté peut admettre à caution, à un juge d'une cour de comté, à l'effet d'être de nouveau admis à caution; et ce juge pourra, après enquête, accueillir ou refuser cette demande, et, s'il l'accueille, prescrire le nombre de cautions et le chiffre de l'obligation qu'il jugera à propos, et son ordonnance sera traitée de la même manière que la première ordonnance de cautionnement, et ainsi de suite chaque fois que les circonstances l'exigeront. 1 S. R. N.-B., c. 157, art. 3.

Inscription, de la réintégration en prison.

4. Sur preuve régulière de cette réintégration et sur un certificat du shérif, attesté par l'affidavit d'un témoin signataire, que cet individu a été ainsi réintégré en prison, un juge de la cour supérieure ou de la cour de comté, selon le cas, ordonnera qu'il soit fait une inscription du fait de cette réintégration sur le cautionnement par l'officier qui en a la garde, Effet de cette et cette inscription annulera le cautionnement, et pourra être plaidée ou alléguée comme étant une décharge de l'obligation souscrite au cautionnement. 1 S. R. N.-B., c. 157, art. 4.

inscription.

5. Les cautions pourront amener l'individu accusé comme Remise du susdit devant la cour où il est tenu de comparaître, pendant cautionné à la qu'elle siège, et, avec l'autorisation de la cour, le remettre en accomplissement du cautionnement, en tout temps avant son procès, et le prévenu sera ensuite renvoyé en prison pour y rester jusqu'à ce qu'il soit élargi par l'opération de la loi ; mais la cour pourra admettre le prévenu à caution de comparaître en tout temps qu'elle jugera à propos. 1 S. R. N.-B., c. 157, art. 5.

6. La mise en jugement ou la conviction de tout individu La mise en accusé et obligé comme susdit, ne déchargera pas le caution- la conviction nement, mais celui-ci restera en vigueur pour assurer la ne libère pas comparution du prévenu au procès ou pour recevoir sa sen-la caution. tence, selon le cas ; et la cour pourra renvoyer le prévenu en prison lors de sa mise en jugement ou de son procès, ou pourra exiger de nouvelles ou d'autres cautions pour assurer sa comparution au procès ou au prononcé de la sentence, selon le cas, nonobstant ce cautionnement; mais ce renvoi en prison sera une libération des cautions. 1 S. R. N.-B., c. 157, art. 6.

7. Rien dans les dispositions précédentes ne limitera ou Autres droits restreindra aucun droit que possède actuellement une cau-nou affectés. tion de prendre et réintégrer en prison tout individu accusé d'un crime ou délit comme susdit, pour laquelle elle se sera portée caution.

8. A moins qu'il ne soit autrement prescrit, toutes les Les amendes, amendes, dédits, sommes pénales et cautionnements confis- etc., seront inscrites sur qués, dont l'emploi tombe sous le contrôle législatif du une liste. parlement du Canada, imposés, convenus, perdus ou confis-[3 G. IV, c. qués devant une cour de juridiction criminelle, seront. dans les vingt et un jours qui suivront l'ajournement de la cour, inscrits et résumés sur une liste par le greffier de la cour, ou. en cas de son décès ou de son absence, par quelque autre personne sous les ordres du juge qui aura présidé cette cour, laquelle liste sera faite en double et signée par le greffier de la cour ou, en eas de son décès ou de son absence, par le juge.

2. Si cette cour est une cour supérieure de juridiction Ou cette liste criminelle, l'un des doubles de cette liste sera déposé entre sera déposée. les mains du greflier, du protonotaire, du régistrateur ou autre fonctionnaire compétent,-

- (a.) Dans la province d'Ontario, d'une subdivision de la Haute cour de Justice,—
- (b.) Dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique, de la cour Suprême de la province,—

(c.) Dans la province de l'He du Prince-Edouard, de la cour Suprême de Judicature de cette province,-

(d.) Dans la province du Manitoba, de la cour du Banc de la Reine de cette province, et(e.) Dans les territoires du Nord-Ouest, de la cour Suprême des dits territoires.—

Quand elle devra être déposée.

Le ou avant le premier jour de la session immédiatement suivante de la cour par ou devant laquelle ces amendes ou confiscations ont été imposées ou prononcées.

Copie au greffier de certaines cours.

3. Si cette cour est une cour de sessions générales de la paix, ou une cour de comté, l'un des doubles de cette liste restera en dépôt au greffe de cette cour. S. R. H.-C., c. 117, art. 1, et 2, partie, 3, et 4, partie;—49 V., c. 25, art. 14.

Duplicata au shérif.

Pouvoir du shérif à ce sujet. [3 G. IV, c. 46, art 2.]

9. L'autre double de cette liste, aussitôt qu'elle aura été dressée, sera envoyé par le greffier de la cour qui l'aura faite, ou, en cas de son décès ou de son absence, par le juge susdit, avec un bref de fieri facias et capias, d'après la formule de l'annexe du présent acte, au shérif du comté où la cour a siégé; et ce bref sera pour le shérif une autorisation suffisante de procéder au recouvrement et prélèvement de ces amendes, dédits, sommes pénales et cautionnements confisqués, sur les biens et effets, terres et tènements des différentes personnes portées sur la liste, et pour appréhender au corps les dites personnes, respectivement, s'il ne se trouve pas assez de biens et effets, terres et tènements pour couvrir les sommes nécessaires; et toute personne ainsi appréhendée sera logée dans la prison commune du comté jusqu'à ce que la somme soit payée ou jusqu'à ce que la cour à laquelle le bref est rapportable ait, si la partie fait valoir des motifs suffisants, ainsi que ci-après mentionné, décerné une ordonnance à cet égard, et jusqu'à ce que les conditions de cette ordonnance aient été parfaitement remplies. S. R. H.-C., c. 117, art. 2, 4, parties, et 5.

Liste des cautionnements confisqués à dresser. [7 G. IV. c. 64, art. 31.]

Ce qu'elle contiendra.

10. Si une personne qui a souscrit une obligation à l'effet de comparaître (ou pour la comparution de laquelle une autre personne s'est portée caution) pour poursuivre ou rendre témoignage dans un cas de félonie ou de délit, ou répondre à une accusation de simples voies de fait, ou à une citation pour garder la paix, fait défaut et ne comparaît pas, l'officier de la cour préposé à cette fin dressera une liste par écrit, indiquant le nom de chaque personne en défaut, et la nature de l'infraction à raison de laquelle cette personne ou sa caution s'était ainsi obligée, ainsi que la résidence, le commerce, la profession ou le métier de cette personne et de sa caution ; et il devra distinguer sur cette liste les principaux obligés des cautions, et déclarer, s'il la connaît, la cause du défaut de comparution de cette personne, et si, par suite de ce défant, les fins de la justice ont été éludées on retardées. S. R. C., c. 99, art. 120.

Sera soumise à un juge. [7 G. IV, c 64, art. 31.] 11. L'officier de la cour devra, avant que le cautionnement ne puisse être confisqué, soumettre cette liste au juge ou à l'un des juges qui auront présidé la cour, ou si la

cour n'était pas présidée par un juge, il la soumettra à deux juges de paix qui auront assisté à la cour, et ce juge ou ces juges de paix examineront cette liste et rendront telle ordonnance au sujet de la confiscation ou du recouvrement par poursuite de la somme pénale du cautionnement, qu'ils croiront juste et à propos, sans préjudice, toutefois, dans la province de Québec, des dispositions ci-après contenues; et nul officier de la cour ne pourra déclarer la confiscation, Pas de confisni poursuivre pour le montant du cautionnement, sans cation sans l'ordre écrit du juge on des juges de paix auxquels la liste juge. aura été respectivement soumise. S. R. C., c. 99, art. 121.

12. Sauf dans le cas de personnes qui ont souscrit une La cour peut obligation par laquelle elles se sont engagées à compa-s'abstenir de confisquer le raître, ou leurs cautions pour elles, pour poursuivre ou cautionnerendre témoignage dans un cas de félonie ou de délit, ou ment en cerpour répondre à une accusation de simples voies de fait, on à une citation pour garder la paix, dans tous les cas de défant de comparution par suite duquel un cautionnement est confisqué, si la cause de l'absence est exposée à la cour devant laquelle la personne cautionnée était tenue de comparaître, la cour, prenant cette cause en considération, et prenant aussi en considération si par le fait de l'absence de cette personne les fins de la justice ont été éludées ou retardées, pourra s'abstenir de déclarer le cautionnement confisqué; et à l'égard de tous les cautionnements confisqués, si le juge qui a présidé la cour est d'avis que l'absence de la personne pour la comparution de laquelle un cautionnement avait été fourni, était due à des circonstances qui rendaient cette absence justifiable, il pourra ordonner que la somme pénale du cautionnement ainsi confisqué ne soit pas prélevée. S. R. H.-C., c. 117, art. 6, partie.

13. Le greffier de la cour devra à cet effet, avant de Note sur la transmettre aucune liste au shérif, accompagnée d'un bret liste par le de fieri facias et capias, ainsi que le prescrit le présent acte, effet. soumettre cette liste au juge qui aura présidé la cour, lequel pourra inscrire sur la liste et le bref une note des sommes pénales et des amendes qu'il croit devoir ordonner de ne pas prélever; et le shérif se conformera à cette note écrite sur la liste et le bref, ou à leur verso, et s'abstiendra en conséquence de prélever aucune de ces sommes pénales ou amendes. S. R. H.-C., c. 117, art. 7.

14. Si le shérif saisit des terres et ténements à la suite Sides terres d'un bref émis en vertu du présent acte, il en annoncera la sont saisies. vente de la même manière qu'il est obligé de le faire avant la vente de terres faite à la suite d'une saisie-exécution dans d'autres cas ; et mulle vente n'aura lieu moins de douze mois après que le bref sera parvenu au shérif. S. R. H.-C., c. 117, art. 8.

Affidavit par le greffier de la cour. [3 G. IV, c. 46, art. 3.]

15. Le greffier de la cour fera et souscrira, au pied de chaque liste faite ainsi que ci-dessus prescrit, un affidavit dans les termes suivants, savoir :-

" Je, A.B. (désigner sa charge), jure que cette liste est cor-" rectement et soigneusement dressée et contrôlée, et que "toutes les amendes, dédits, sommes pénales, obligations, " cautionnements et confiscations qui ont été imposés, perdus, " prononcés ou confisqués, dans ou par la cour y mentionnée, " et qui, de droit et par l'opération de la loi, devraient être " prélevés et payés, sont, au meilleur de ma connaissance et " de mon intelligence, insérés dans cette liste; et que la dite " liste contient et indique aussi toutes les amendes qui m'ont "été payées ou que j'ai reçues, soit en cour, soit autrement, " sans aucune quittance, omission, erreur de nom ou défec-"tuosité volontaires quelconques. Ainsi, Dien me soit en " aide."

Et tout juge de paix du comté est par le présent autorisé à faire prêter ce serment. S. R. H.-C., c. 117, art. 9.

Remise en Iiberté d'un prisonnier. [3 G IV, c. 46, art. 5 }

16. Si quelque personne sur les biens et effets de laquelle un shérif, huissier ou autre officier de justice est autorisé à prélever le montant d'un cautionnement confisqué, fournit caution au shérif ou autre officier de comparaître au jour fixé dans le bref pour qu'il en soit fait rapport, à la cour où ce bref est rapportable, pour se soumettre alors à la décision de cette cour, et aussi de payer le montant du cautionnement confisqué, ou la somme qui doit être payée en remplacement ou à l'acquit de ce montant, ainsi que tous les frais et dépens adjugés et prescrits par la cour, ce shérif ou officier remettra cette personne en liberté; et si cette personne ne comparaît pas conformément à son engagement, la cour pourra sur-le-champ lancer un bref de fieri facias et capias contre la caution ou les cautions de la personne ainsi tenue de comparaître comme susdit. S. R. H.-C., c. 117, art. 10.

Main-levée de la confiscation des cau-

[3 G. IV, c. 46, art. 6.

17. La cour à laquelle est rapportable un bref de fieri facias et capias lancé en vertu du présent acte pourra s'entionnements, quérir des circonstances de l'affaire, et pourra, à sa discrétion, ordonner l'annulation complète du cautionnement confisqué, ou la quittance de la somme d'argent payée ou à payer en remplacement ou à l'acquit du cautionnement, et rendre à ce sujet telle ordonnance qu'elle jugera à propos; et cette ordonnance opérera quittance pour le shérif ou la partie, suivant les circonstances de l'affaire. S. R. H.-C., c. 117, art. 11.

Rapport du bref par le shêrif.

[3 G. IV, c. 46, art. 8.]

Copie de la liste et rapport pour le

18. Le shérif à qui un bref sera adressé en vertu du présent acte en fera rapport le jour auquel il sera rapportable, et notera, au verso de la liste annexée au bref, ce qu'il aura fait pour le mettre à exécution; et ce rapport sera déposé à la cour à laquelle il sera fait. S. R. H.-C., c. 117, art. 12.

19. Une copie de la liste et du rapport, attestée par le greffier de la cour à laquelle le rapport sera fait, sera immé-2279

diatement transmise au ministre des Finances et Receveur ministre des général, accompagnée d'une note, faite sur le rapport même, Finances. de toute somme y mentionnée qui aura été remise par ordre de la cour, en tout ou en partie, ou dont l'abandon aura été autorisé sous l'empire du présent acte. S. R. H.-C., c. 117, art. 13.

20. Le shérif ou autre officier de justice versera sans Paiements délai tous les deniers prélevés par lui en vertu du présent par le shérif. acte, à la caisse du ministre des Finances et Receveur général, ou les remettra à toute autre personne autorisée à les recevoir. S. R. H.-C., c. 117, art. 14.

QUÉBEC.

21. Les dispositions des articles huit et neuf, et de douze Dispositions à dix-neuf, inclusivement, ne s'appliqueront pas à la pro- à la pro- à la province vince de Québec, et les dispositions qui suivent ne s'appli- de Québec. queront qu'à cette province.

22. Lorsque les conditions d'un cautionnement légale- Les cautionment consenti ou souscrit dans une cause. procédure ou nements confisqués dans affaire criminelle, dans la province de Québec, tombant sous les causes crile contrôle législatif du parlement du Canada, n'auront pas minelles seront retirés été remplies, en sorte que la somme pénale y mentionnée est du dossier. devenue confisquée et due à la Couronne, ce cautionnement sera alors enlevé ou retiré de tout dossier ou procédure dans lequel il se trouvera, ou bien un certificat ou une minute de ce cautionnement, sous le sceau de la cour, sera fait d'après les pièces des archives de la cour lorsque le cautionnement aura été donné de vive voix séance tenante.

2. Le cautionnement, le certificat ou la minute, selon le cas, Et transmis à sera transmis par la cour, le recorder, le juge de paix, le la cour supéragistrat ou autre fonctionnaire devant lequel l'obligé, ou le principal obligé quand il y aura une caution ou des cautions, était tenu de comparaître, ou de faire la chose qui, n'étant pas faite, constitue une infraction des conditions de son cautionnement, à la cour supérieure du district dans lequel est compris, pour les fins civiles, l'endroit où le défaut a en lieu, avec le certificat de la cour, du recorder, juge de paix, magistrat ou autre fonctionnaire comme susdit, constatant l'infraction de la condition du cautionnement,—lequel certificat fera foi de l'infraction et de la confiscation de la somme pénale y mentionnée en faveur de la Couronne.

3. Le protonotaire de la cour inscrira au verso de ces Jugement pièces la date de la réception du cautionnement ou de la seramscriten minute et du certificat, et il inscrira jugement en faveur de Couronne. la Couronne contre l'obligé pour la somme pénale mentionnée dans le cautionnement, et une saisie-exécution pourra émaner en conséquence, après le même delai qu'en toutes autres causes, lequel comptera du temps auquel le jugement aura été inscrit par le protonotaire de la cour.

Chap. 179.

Execution emanera sur le fiat du procureur général.

4. Cette saisie-exécution émanera sur le fiat ou præcipe du procureur général ou de toute personne par lui à ce autorisée par écrit ; et la Couronne aura droit aux frais d'exécution et aux frais sur toutes procédures dans la cause, subséquentes à l'exécution, et à tels frais, pour l'inscription du jugement, qui seront fixés par un tarif.

Autres modes de reconvrement mainte-

5. Rien de contenu dans le présent article n'empêchera de recouvrer par poursuite la somme confisquée à raison de l'infraction de tout cautionnement, de la manière prescrite par la loi, si cette somme ne peut, pour quelque raison, être recouvrée de la manière prescrite par le présent article.

Procédure en pareil cas.

6. En pareil cas, la somme perdue par confiscation pour cause d'inexécution de la condition du cautionnement sera reconvrable avec dépens, par action devant toute cour avant juridiction dans les causes civiles à concurrence du même montant, à l'instance du procureur général du Canada, ou de Québec, ou de toute autre personne ou officier autorisé à poursuivre pour la Couronne; et dans toute action de ce genre, la personne qui poursuivra pour la Couronne sera censée dûment autorisée à le faire, et les conditions du cautionnement seront censées n'avoir pas été remplies, et la somme y mentionnée sera censée être en conséquence due à la Couronne, à moins que le défendeur ne prouve le contraire.

Signification du mot " obligé."

7. Dans le présent article, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, l'expression "obligé" comprend tout nombre d'obligés dans le même cautionnement, soit comme principaux, soit comme cautions. S. R. B.-C., c. 106, art. 2,

Les cantionnements transmis anront le même effet que s'ils eussent été pris là où se tient la cour.

23. Lorsqu'une personne aura été arrêtée dans un district pour un crime ou un délit commis dans les limites de la province de Québec, et qu'un juge de paix de ce district aura fait souscrire aux témoins entendus devant lui ou un autre juge de paix, des obligations par lesquelles ils s'engageront à comparaître à la prochaine session de la cour de juridiction criminelle compétente, devant laquelle cette personne devra subir son procès, pour y rendre témoignage dans ce procès, et que ces obligations auront été transmises au greffe de cette cour, la cour pourra procéder sur ces obligations de la même manière que si elles avaient été souscrites dans le district où se tient la cour. S. R. B.-C., c. 106, art. 1.

ANNEXE.

FORMULE.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, etc.

Au shérif de

, Salut :

Il vous est par le présent enjoint de prélever sur les biens et effets, terres et tenements de toutes et chacune les personnes mentionnées dans la liste ou le résumé au présent bref annexés, toutes et chacune les dettes et sommes d'argent portées au débit de chacune de ces personnes séparément, ainsi qu'il y est spécifié; et si quelqu'une de ces différentes dettes ne pouvait être recouvrée, pour la raison qu'il ne pourrait pas être trouvé de biens et effets, terres ou tènements appartenant aux dites personnes, respectivement, alors et dans chacun de ces cas il vous est enjoint d'appréhender le corps de ces personnes et les garder en sûreté dans la prison commune de votre comté, pour y attendre le jugement de notre cour (selon le cas), sur toute raison qu'elles feront valoir, respectivement, ou autrement de rester sous votre garde, comme susdit, jusqu'à ce que cette dette soit acquittée, à moins que quelqu'une de ces personnes ne fournisse caution suffisante, respectivement, pour sa comparution à notre dite cour, le jour auquel le présent est rapportable, ce dont vous serez responsable; et de ce que vous ferez en cette affaire vous nous ferez rapport en notre dite jour de la cour (selon le cas) le session de notre dite cour ; et ayez alors le présent bref.

En foi de quoi, etc.

A. B., Greffier (selon le cas).

S. R. H.-C., c. 117, annexe.

OTTAWA : Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 180.

A.D. 1886.

Acte concernant les amendes et confiscations.

CA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre de Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

Mode de recouvrer les pénalités pécuniaires, lorsqu'il n'est rien prescrit à cet égard.

1. Chaque fois qu'une pénalité pécuniaire ou confiscation est imposée pour contravention à un acte, cette pénalité ou confiscation, s'il n'a pas été prescrit d'autre mode d'en opérer le recouvrement, pourra être recouvrée ou opérée, avec dépens, par action ou procédure civile à la poursuite de la Couronne seulement, ou de tout particulier poursuivant tant au nom de la Couronne qu'en son propre nom, dans la forme voulue en pareil cas par la loi de la province où l'action est intentée, devant toute cour ayant juridiction jusqu'à concurrence du montant de la pénalité dans les cas de simple contrat, sur le témoignage d'un seul témoin digne de foi autre que le demandeur ou la partie intéressée; et s'il n'a pas été établi d'autres dispositions pour l'emploi de la pénalité ou confiscation ainsi recouvrée ou opérée, moitié en appartiendra à la Couronne et moitié au poursuivant, s'il y en a un; et s'il n'y en a pas, la totalité en appartiendra à la Couronne. 31 V., c. 1, art. 7, partie.

Emploi.

Amendes, etc., appar-

Couronne en certains cas.

2. Lorsqu'il n'est rien prescrit par quelque loi du Canada à l'égard de l'emploi de quelque amende, peine pécuniaire tiendront à la ou confiscation imposée pour l'infraction de cette loi, elle appartiendra à la Couronne pour les besoins publics du Canada. 49 V., c. 48, art. 1.

Ou il peut en être disposé autrement par arrêté en conseil.

3. Le Gouverneur en conseil pourra de temps à autre ordonner que toute amende, peine pécuniaire ou confiscation, en tout ou en partie, qui autrement appartiendrait à la Couronne pour les besoins publics du Canada, soit remise à toute autorité provinciale, municipale ou locale, qui supporte en totalité ou en partie les frais d'administration de la loi en vertu de laquelle cette amende, peine pécuniaire ou confiscation est imposée, ou qu'elle soit appliquée de toute autre manière jugée la plus propre à atteindre le but de cette loi et à en assurer la bonne administration. 49 V., c 48, art. 2.

4. Tous droits, amendes, sommes d'argent ou produits de Les droits et confiscations, attribués à la Couronne en vertu de quelque amendes non autrement acte, formeront partie du fonds du revenu consolidé du affectés for-Canada, s'il n'existe pas de dispositions contraires au sujet meront partie de ces deniers; et il en sera rendu compte et autrement dis-revenu conposé en conséquence. 31 V., c. 1, art. 7, partie.

5. Aucune action, poursuite ou dénonciation pour le re-Prescription couvrement d'une amende ou l'opération d'une confiscation des pouren vertu d'un acte quelconque, ne sera portée ou prise, si ce n'est dans les deux ans après que la cause de l'action aura pris naissance ou après que la contravention aura eu lieu, à moins qu'il n'en soit autrement prescrit par l'acte. S. R. H.-C., c. 78, art. 7, partie;—S. R. B.-C., c. 108, art. 1, partie, et 2;-29 V. (N.-E.), c. 12, art. 15, partie;-1 S. R. N.-B., c. 140, art. 2.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 181.

A.D. 1886. Acte concernant les peines, pardons et commutations de sentences.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

PEINES.

La punition n'a lien qu'après conviction. 1. Lorsqu'une personne, pour avoir commis un certain acte, est déclarée coupable de quelque infraction, et est passible de quelque punition en conséquence, il sera entendu que cette personne ne sera réputée coupable de cette infraction et ne sera passible de la peine qu'après avoir été dûment convaincue d'avoir commis cet acte. 32-33 V., c. 29, art. 1, partie.

Degré de la punition à la discrétion de la cour. 2. Lorsqu'il est prescrit que le délinquant sera passible de différents degrés ou genres de peines, la punition à infliger sera, sauf les restrictions contenues dans le dispositif qui la décrète, à la discrétion de la cour ou du tribunal pardevant lequel il aura été trouvé coupable. 32-33 V., c. 29, art. 1, partie.

Si le délinquant peut être puni en vertu de différents actes. 3. Si un délinquant peut être puni en vertu de deux actes ou plus, ou en vertu de deux articles ou plus du même acte, il pourra être jugé et puni sous l'empire de l'un ou l'autre de ces actes ou articles; mais nul ne sera puni deux fois pour le même crime ou délit. 32-33 V., c. 20, art. 40, partie, et 41, partie;—et c. 21, art. 90, partie;—36 V., c. 55, art. 33;—40 V.. c. 35, art. 6.

PEINE CAPITALE.

Conviction ou aveu de culpabilité. 4. Quiconque est mis en accusation comme auteur ou complice d'un fait qualifié crime capital par quelque statut, sera passible de la même peine, qu'il soit convaincu sur verdict ou sur confession. 32-33 V., c. 29, art. 82.

Sentence pour crime de trahison. [54 G. III, c. 146, art. 1.] 5. Dans tous les cas de trahison, la sentence ou le jugement à rendre contre toute personne convaincue et trouvée coupable de ce crime, sera qu'elle soit pendue par le cou jusqu'à ce que mort s'en suive. 31 V., c. 69, art. 4.

6. Lors de toute conviction de meurtre, la cour pronon-Sentence cera la poine de mort, et cette peine pourra être mise à pour meurtre. exécution, et toutes autres procédures en vertu de cette [24-25 V., c. 100, art. 2.] sentence et à son égard pourront être adoptées et prises de la même manière, et la cour devant laquelle la conviction a lieu aura les mêmes pouvoirs, à tous égards, qu'après conviction de toute autre félonie pour laquelle un prisonnier peut être condamné à subir la peine de mort comme félon. 32-33 V., c. 20, art. 2.

7. Si un délinquant est convaince devant une cour de Exécution de juridiction criminelle d'un crime pour lequel il encourt la la sentence de mort dépeine de mort et est condamné à cette peine, la cour en crétée par la ordonnera et décrètera l'exécution contre le délinquant en cour. la manière prescrite par la loi. 32-33 V., 29, art. 106.

8. Lorsqu'un prisonnier est condamné à la peine de mort, Rapport à le juge devant qui le prisonnier aura été convaincu fera juge sans retard un rapport de l'affaire au Secrétaire d'Etat pour l'information du Gouverneur général; et le jour qui sera fixé pour l'exécution de la sentence devra l'être de manière à laisser, dans l'opinion du juge, un intervalle suffisant pour la signification du bon plaisir du Gouverneur avant le dit jour; et si le juge est d'avis que le condamné devrait être Sursis en cerrecommandé à la clémence royale, ou si à raison de ce que quelque point de droit réservé en la cause n'a pas encore été décidé, ou pour toute autre raison, il devient nécessaire de surseoir à l'exécution, il pourra, ainsi que tout autre juge de la même cour, ou pouvant tenir cette cour ou y siéger, ajourner de temps à autre, pendant les sessions ou les vacances, l'exécution de la sentence au delà de l'époque ou des époques fixées pour son exécution, aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour permettre à la Couronne d'examiner l'affaire. 32-33 V., c. 29, art. 107;—36 V., c. 3, art. 1.

9. Toute personne condamnée à mort sera, après juge-Traitement ment, détenue dans quelque lieu sûr à l'intérieur de la des condamprison, et séparée de tous les autres prisonniers; et nulle per- [25 G. II, c. sonne autre que le geôlier et ses serviteurs, et le médecin ou 37, art. 6; chirurgien de la prison, un aumônier ou un ministre de la 28-29 V., c. chirurgien de la prison, un aumônier ou un ministre de la 127, annexe religion, n'aura accès auprès du condamné, sans une auto-61.] risation par écrit du tribunal ou du juge devant lequel le condamné a subi son procès, ou du shérif. 32-33 V., c. 29 art. 108.

10. La sentence de mort portée contre un prisonnier sera Sentence de mise à exécution dans l'enceinte des murs de la prison dans mort mise à laquelle le condamné est détenu à l'époque de l'exécution. dans l'encein-32-33 V., c. 29, art. 109.

11. Le shérif chargé de l'exécution, ainsi que le geolier. Art. 2.]
Le shérif, etc., le médecin on chirurgien de la prison, et ceux des autres y assistera.

Chap. 181.

[31 V., c. 24, officiers de la prison et les personnes dont le shérif requerra la présence, assisteront à l'exécution. 32-33 V., c. 29, art. 110.

Les juges de paix, etc., peuvent y assister. [31'V., c 24, art. 3.

12. Tout juge de paix pour le district, comté ou lieu dans lequel se trouve la prison, ceux des parents du prisonnier et autres personnes que le shérif croira à propos d'admettre dans la prison pour cet objet, et tout membre du clergé qui manifestera le désir d'être présent, pourront aussi assister à l'exécution. 32-33 V., c. 29, art. 111.

Le chirurgien constatera la mort.
[31 V., c. 24, art. 4.]

13. Aussitôt que faire se pourra après exécution de la sentence de mort, le médecin ou chirurgien de la prison fera l'examen du corps du condamné, et constatera le fait de sa mort, et en signera et délivrera un certificat au shérif. 32-33 V., c. 29, art. 112.

Déclaration qui sera signée par le shérif, etc. [31 V., c 24, art. 4.]

14. Le shérif et le geôlier de la prison, les juges de paix et autres personnes présentes, s'il en est, à la demande ou avec la permission du shérif, signeront également une déclaration constatant que la sentence de mort a été bien et dûment exécutée. 32-33 V., c. 29, art. 113.

Les adjoints peuvent agir. [31 V., c. 24, art. 11.] 15. Les devoirs imposés au shérif, au geôlier, au médecin ou chirurgien par les quatre articles précédents, pourront, et devront en leur absence, être accomplis par leurs substituts ou adjoints légaux, ou par tous autres officiers ou personnes agissant d'ordinaire en leur nom, ou conjointement avec eux, dans l'exécution de leurs devoirs. 32-33 V., c. 29, art. 114.

Enquête du coroner.

[31 V., c. 24, art. 5.] 16. Un coroner du district, comté ou lieu dans lequel se trouve la prison où la sentence de mort a été mise à exécution, devra, dans les vingt-quatre heures après l'exécution, tenir une enquête sur le corps du condamné, et le jury, lors de l'enquête, constatera l'identité du corps, ainsi que le fait que la sentence de mort a été bien et dûment exécutée; et le procès-verbal de l'enquête sera fait en double, et l'un des originaux devra être remis au shérif. 32-33 V., c. 29, art. 115.

Incompatibilité comme jurés.
[31 V., c. 24, art 5]

17. Nul officier de la prison ou prisonnier qui y sera interné ne devra en aucun cas agir comme juré lors de l'enquête. 32-33 V., c. 29, art. 116.

Inhumation du corps.
[31 V., c. 24, art. 6.]

18. Le corps de chaque condamné exécuté sera inhumé dans l'enceinte des murs de la prison dans laquelle la sentence de mort aura été mise à exécution, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil, après constatation du fait qu'il n'y a pas, dans l'enceinte des murs de la prison, d'espace suffisant pour l'inhumation des condamnés qui y sont exécutés, ne désigne pour cet objet quelque autre lieu dont on pourra alors faire usage. 32-33 V., c. 29, art. 117.

2287

1886.

19. Quiconque apposera, sciemment et de propos délibéré, Punition du sa signature à quelque faux certificat ou fausse déclaration faux certificat. lorsqu'un certificat ou une déclaration sont exigés au sujet [31 V., c. 24, d'une exécution, sera coupable de délit et passible d'un em- art. 9.] prisonnement de moins de deux ans. 32-33 V., c. 29, art. 120.

20. Chaque certificat et déclaration, ainsi que le double Transmission du procès-verbal de l'enquête prescrit par le présent acte, du certificat devront, dans chaque cas, être transmis par le shérif, avec d'Etat, etc. toute la diligence possible, au Secréraire d'Etat ou à tout [31 V., c. 24, autre fonctionnaire qui sera de temps à autre préposé à cette art. 10.] fin par le Gouverneur en conseil; et des exemplaires imprimés de ces différents documents devront, aussitôt que possible, être affichés et tenus affichés pendant vingt-quatre heures au moins sur ou près l'entrée principale de la prison dans laquelle la sentence de mort a été exécutée. 32-33 V., c. 29, art. 121.

21. L'omission de se conformer à quelqu'une des dis-Légalité des positions précédentes du présent acte n'aura pas l'effet de exécutions. rendre illégale l'exécution de la sentence de mort dans les [31 V., c. 24, cas où cette exécution aurait d'ailleurs été légale. 32-33 V., c. 29, art. 123.

22. Sauf en tant qu'il est autrement prescrit par le pré-Disposition sent acte, la sentence de mort sera mise à exécution tout générale. comme si le présent acte n'eût pas été passé. 32-33 V., c. 29, [31 V., c. 24, art. 16.] art. 124.

EMPRISONNEMENT.

23. Quiconque est convaince d'une infraction non punis- Infractions sable de mort, sera puni de la manière, s'il en est, prescrite non punissa-bles de mort. par le statut ou ayant spécialement rapport à cette infraction. [7-8 G. IV, c. 32-33 V., e. 29, art. 88, partie.

28, art. 8.]

24. Quiconque est convaince d'une félonie pour laquelle Emprisonnenulle peine n'est établie d'une manière spéciale, est passible ment à perd'emprisonnement à perpétuité.

2. Quiconque est convaineu, à la suite d'une mise en Emprisonneaccusation, d'un délit à l'égard duquel aucune peine n'est ment à temps. spécialement prescrite, est passible de cinq ans d'emprisonnement.

3. Quiconque est convaincu, sur procédure sommaire, Punition sur d'une infraction à l'égard de laquelle aucune peine n'est conviction sommaire. spécialement prescrite, est passible d'une amende de vingt [7-8 G. IV, c. piastres an plus, on d'un emprisonnement, avec ou sans 28, art. 8.] travaux forcés, n'excédant pas trois mois, ou des deux peines à la fois. 32-33 V., c. 29, art. 88, partie.

25. Quiconque ayant été convainen d'une félonie n'en-Récidive dans trainant pas la peine de mort, commise après une condamiles consultations.

7-8 G. IV, c. 28, art. 11.]

nation antérieure pour félonie, est passible d'emprisonnement à perpétuité, à moins qu'une autre peine ne soit prescrite par quelque statut pour l'infraction particulière, auquel cas le délinquant sera passible de la peine ainsi imposée, et de nulle autre. 32-33 V., c. 29, art. 83.

Durée de ment à la discrétion de la

[9-10 V., c, 24, art. 1.]

26. Quiconque est passible de l'emprisonnement à perpél'emprisonne-tuité, ou pendant un nombre d'années ou autre terme déterminé, peut être emprisonné pendant un temps moins long; mais nul ne sera emprisonné pendant un temps moins long que l'espace de temps minimum prescrit, s'il en est, pour l'infraction dont il aura été convaincu. 32-33 V., c. 29. art. 89, et 90, partie.

Sentences cumulatives. [7-8 G. IV, c. 28, art. 10.]

27. Lorsqu'un individu est convaincu de plus d'une infraction devant une même cour ou personne, et à la même session, ou lorsqu'un individu qui subit une punition pour une infraction est convaincu d'une autre infraction, la cour ou la personne prononçant la sentence peut, lors de la dernière conviction, ordonner que les condamnations portées contre lui pour ses différentes infractions soient mises à effet l'une après l'autre. 32-33 V., c. 29, art. 92.

Emprisonnement au pénitencier. [16-17 V., c. 99, art. 6.7

Dans une pri-

28. Tout individu condamné à l'emprisonnement à perpétuité, ou pour un nombre d'années non inférieur à deux, sera incarcéré dans le pénitencier de la province où la condamnation sera prononcée.

2. Tout individu condamné à un emprisonnement de son commune. moins de deux ans sera, si nulle autre place n'est formellement exprimée, condamné à être incarcéré dans la prison commune du district, comté ou lieu où la sentence est prononcée, ou, s'il n'y a pas de prison commune, dans la prison commune la plus voisine de cette localité, ou dans quelque prison ou lieu de détention établi par la loi, autre que le pénitencier, dans lequel la sentence d'emprisonnement peut légalement être mise à effet.

Prisonniers condamnés par une cour martiale.

3. Mais tout prisonnier condamné à un emprisonnement d'une durée quelconque par une cour martiale militaire, navale ou de milice, ou par une autorité militaire ou navale, en vertu de l'Acte concernant la Mutinerie (Mutiny Act), peut être condamné à subir son emprisonnement dans un pénitencier.

Travaux forcés au pénitenciei, etc.

4. L'incarcération dans un pénitencier, dans la prison centrale de la province d'Ontario, dans l'institution de réforme Andrew Mercer (d'Ontario) pour les femmes, et dans toute prison de réforme pour les femmes dans la province de Québec, entraîne les travaux forcés, que la sentence le prescrive ou non.

Et ailleurs.

5. L'incarcération dans une prison commune ou dans une prison publique autre que celles ci-dessus en dernier lieu mentionnées, sera subie, à la discrétion de la cour ou de la personne qui prononcera la sentence, avec ou sans travaux forcés, si le délinquant est condamné à la suite d'un acte

d'accusation ou en vertu de l'Acte des procès expéditifs ; et s'il est condamné à la suite de procédures sommaires, elle pourra l'être avec travaux forcés si les travaux forcés font partie de la peine édictée pour l'infraction dont le délinquant aura été convaincu; et si l'incarcération doit avoir lieu avec travaux forcés, la sentence devra le mentionner.

6. La durée de l'emprisonnement subi en vertu de toute Commencesentence commencera, à moins que la sentence ne prescrive ment de l'emprisonneautrement, du jour que la sentence sera prononcée, mais le ment. temps durant lequel le prisonnier sera en liberté sous caution ne sera pas compté comme partie de la durée de l'emprison-

nement auguel il aura été condamné.

7. Tout individu condamné à l'incarcération dans un pé-Prisonniers nitencier, une maison d'arrêt ou de réforme, ou autre prison discipline, publique, sera assujéti aux dispositions des statuts concer- etc. nant ce pénitencier, cette maison d'arrêt ou de réforme, ou autre prison, et à toutes les règles de discipline et aux règlements légalement établis à leur égard. 32-33 V., c. 29, art. 1, partie, 91, 93, 94, partie, 96, partie, et 97;—34 V., c. 30, art. 3, partie;—43 V., c. 39, art. 14, partie;—43 V., c. 40, art. 9, partie;—44 V., c. 32, art. 4;—46 V., c. 37, art. 4.

MAISONS DE RÉFORME.

29. La cour ou la personne devant laquelle un délin-Certains déquant n'ayant pas, selon l'opinion de la cour, plus de seize hiquants pourront être ans au moment du procès, est convaincu, par voie sommaire incarcérés ou autrement, d'une infraction punissable d'emprisonne-ment, pourra, sauf les dispositions de tout acte concernant forme. l'incarcération dans une maison de réforme, condamner ce [29-30 V., c. délinquant à être incarcéré dans toute maison de réforme de 117, art. 14.] la province où il a été trouvé coupable; et cette incarcération tiendra lieu, dans ce cas, de l'emprisonnement au pénitencier ou autre lieu de détention dont le délinquant aurait d'ailleurs été passible en vertu de tout acte ou de toute loi statuant sur la matière; mais dans aucun cas la condamna- Durée de la tion à la détention dans une maison de réforme ne sera prononcée pour moins de deux ans ni plus de cinq ans; et dans tous les cas où la durée de l'emprisonnement est portée par la loi à plus de cinq ans, il sera subi au pénitencier.

2. Quiconque est incarcéré dans une maison de réforme Travail. est tenu d'y faire le travail qui lui est commandé. 38 V., c. 43, art. 1;—43 V., e. 39, art. 1 et 14, parties;—et c. 40,

art. 1 et 9, parties.

FOUET.

30. Lorsque la peine du fouet peut être prononcée contre Fouet. un criminel, la cour pourra le condamner à être fustigé [24-25 V., c. une, deux ou trois fois dans l'enceinte de la prison, sous la c. 97, art. 119, surveillance du médecin de la prison; et le nombre de c. 100, art. coups, ainsi que l'instrument avec lequel ils seront donnés, 70.] seront spécifiés dans la sentence de la cour; et lorsque la Quand il sera chose sera possible, la fustigation n'aura pas lieu moins de infligé.

dix jours avant l'expiration du terme d'emprisonnement auguel le criminel aura été condamné.

Femmes pas fouettées.

2. Les personnes du sexe ne seront pas fustigées, 32-33 V., c. 20, art. 20 et 21, parties;—et c. 29, art. 95;—40 V., c. 26, art. 6.

CAUTIONNEMENT DE GARDER LA PAIX, ET AMENDES.

Cautionnecas de félonie. [24-25 V., c. garder 96, art. 117, c. courue. 97, art. 73, 2. Qr c. 98, art. 51 c. 99, art 38, c. 100, art. 71.7 Et de délit.

ment limité.

31. Quiconque est convaince de félonie peut être requis ment dans les de souscrire une obligation, avec ou sans cautions, de garder la paix, outre toute peine qu'il aura d'ailleurs en-2. Quiconque est convaincu de délit peut, en sus ou au

lieu de toute peine qu'il aura d'ailleurs encourue, être condamné à l'amende et être requis de souscrire une obligation, avec ou sans cautions, à l'effet qu'il gardera la paix et en garantie de sa bonne conduite.

Emprisonne-

3. Personne ne sera emprisonné pendant plus d'un an, en vertu du présent article, pour n'avoir pas trouvé de cautions. 31 V., c. 72, art. 5, partie;—32-33 V., c. 18, art. 34;—c. 19, art. 58;—c. 20, art. 77;—c. 21, art. 122;—et c. 22, art. 74.

Avis au juge si des individus sont emprisonnés pendant deux semaines faute de cautions.

32. Lorsqu'une personne qui aura été requise de souscrire une obligation avec cautions de garder la paix et de se bien conduire, sera, faute de pouvoir fournir ces cautions, restée emprisonnée pendant deux semaines, le shérif, geôlier ou gardien devra donner avis du fait, par écrit, à un juge d'une cour supérieure ou à un juge d'une cour de comté du comté ou district dans lequel la prison ou maison de détention sera située, ou, dans les territoires du Nord-Ouest, à un magistrat stipendiaire; et le juge ou magistrat pourra alors, ou à une époque ultérieure, sur avis donné au plaignant ou autrement, ordonner l'élargissement de cette personne, ou décerner tel autre ordre concernant le nombre des cautions, la somme en laquelle elles s'obligeront, et le temps durant lequel cette personne restera sous cautions, qu'il jugera à propos. 41 V., c. 19, art 1.

Remise en liberté.

> 33. Lorsqu'une amende ou une peine pécuniaire peut être imposée pour une infraction, le chiffre de cette amende ou peine pécuniaire sera, dans les limites prescrites à cet égard, s'il en est prescrit, à la discrétion de la cour ou de la personne qui prononcera la sentence ou déclarera la culpabilité, selon le cas. 32-33 V., c. 29, art. 90, partie.

Amende à la discrétion de la cour.

RÉCLUSION SOLITAIRE.—PILORI.

Réclusion et pilori abolis. [7 Guil. 1V, et 1 V., c. 23.]

34. La peine de la réclusion solitaire ou du pilori ne sera prononcée par aucun tribunal. 32-33 V., c. 29, art. 81.

CONFISCATION.

Pas de confiscation. [9-10 V., c. 62.7

35. Nulle confiscation des effets mobiliers qui ont entrainé ou causé la mort d'un être humain, n'aura lieu en conséquence de cette mort. 32-33 V., c. 29, art. 54. 2291

ARRÊT DE MORT CIVILE.

36. Sauf dans les cas de trahison, ou pour avoir provoqué, Sauf pour tra-aidé ou contribué à commettre ce crime, nul arrêt de mort hison, il n'y aura pas excivile (attainder) n'entraînera l'exhérédation d'un héritier hérédation. ni ne préjudiciera au droit ou titre de qui que ce soit, autre [3-4 Guil. IV, que le droit ou le titre du coupable pendant le cours de sa c. 106, art. vie naturelle seulement. 32-33 V., c. 29, art. 55.

37. Toute personne à qui, après la mort de ce coupable, L'hévitier serait revenu le droit ou titre à des terres, tenements ou pourra entrer héritages, si cet arrêt de mort civile n'eût pas été pro-après la mort noncé, pourra, après le décès du coupable, entrer en pos-du coupable. session de ce droit ou titre. 32-33 V., c. 29, art. 56.

PARDONS.

38. La Couronne pourra étendre la clémence royale à Pardon si la toute personne condamnée à l'emprisonnement en vertu d'un détention est statut, bien qu'elle soit emprisonnée pour non-paiement paiement de de deniers à quelque personne autre que la Couronne. deniers. 32-33 V., c. 29, art. 125.

39. Lorsqu'il plaira à la Couronne d'étendre la clémence Effets du parroyale à un délinquant convaincu d'une félonie punissable don. de mort ou autrement, et de lui accorder, par mandat sous 28, art. 13; le seing manuel royal, contresigné par l'un des principaux 9 G. IV. c. secrétaires d'Etat, ou par mandat sous le seing et le sceau 32, art. 3] des armes du Gouverneur général, un pardon, soit absolu, soit conditionnel, sa mise en liberté dans le cas de pardon absolu, et l'exécution de la condition dans le cas de pardon conditionnel, auront l'effet d'un pardon accordé au délinquant sous le grand sceau, quant à la félonie pour laquelle le pardon aura été accordé; mais nul pardon absolu, nulle Quant aux rémise en liberté en découlant, nul pardon conditionnel, et nulle exécution de la condition y attachée, n'arrêteront ni ne mitigeront, dans aucun de ces cas, la punition à laquelle le déliquant pourrait être autrement légalement condamné, sur conviction subséquente de toute félonie ou infraction autre que celle pour laquelle le pardon a été accordé. 32-33 V., c. 29, art. 126.

COMMUTATION DE SENTENCE.

40. La Couronne peut commuer la peine de mort portée La Couronne contre toute personne convaincue d'un crime capital, en peut comincarcération dans le pénitencier pour la vie ou pour un tence de mort. terme de pas moins de deux ans, ou en incarcération dans toute autre prison ou lieu de détention pour un terme de moins de deux ans, avec ou sans travaux forcés; et un ins- Forme et effet trument revêtu du seing et du sceau des armes du Gouver- de la comm neur général annonçant cette commutation, ou une lettre ou autre instrument sous le seing du Secrétaire d'Etat ou

du sous-secrétaire d'Etat, constituera une autorisation suffi sante à tout juge ou juge de paix ayant juridiction dans cette affaire, on à tont shérif on officier auquel la lettre ou l'instrument est adressé, de donner suite à cette commutation, et d'accomplir toutes choses, décerner tous ordres et donner toutes instructions nécessaires pour placer le condamné sous une autre garde, ou pour le conduire dans toute prison, lieu de détention ou pénitencier, et l'y détenir, conformément aux conditions auxquelles sa sentence aura été commuée. 32-33 V., c. 29, art. 127.

LA SENTENCE SUBIE ÉQUIVAUT À UN PARDON.

Subir la peine equivaut au pardon. [9 G. IV, c. 32, art. 3.]

41. Lorsqu'un délinquant, convaincu d'une infraction non punissable de mort, aura subi la punition à laquelle il a été condamné, ou si cette infraction entraîne la peine de mort et que la sentence ait été commuée, alors, si le délinquant a subi la peine en laquelle sa sentence a été commuée, la punition ainsi subie aura le même effet et les mêmes conséquences qu'un pardon sous le grand sceau, quant à l'infraction dont le délinquant aura été ainsi convaincu; mais rien de contenu au présent, ni la punition ainsi subie, n'empêchera ni ne mitigera la punition à laquelle le délinquant pourrait d'ailleurs être condamné d'après la loi, s'il est subséquemment convaince de toute autre infraction. 32-33 V., c. 29, art. 128.

Proviso.

La peine met fin aux procédures.

42. Lorsqu'une personne convaincue d'une infraction aura payé la somme adjugée, avec les frais, à la suite de cette conviction, ou en aura obtenu remise de la part de la 96, art. 100, c. Couronne, ou aura subi l'emprisonnement auquel elle a été 97, art. 67.] condamnée à défent de reinse de la part de la condamnée à défaut de paiement de cette somme, ou l'emprisonnement prononcé en première instance, ou aura été absoute par un juge de paix dans tout cas où ce juge de paix peut absoudre cette personne, elle sera exempte de toute autre poursuite ou procédure pour la même cause. 32-33 V., c. 21, art. 120;—et c. 22, art. 73.

Prérogative royale sauvegardée. [16-17 V., c. 99, art. 13.]

43. Rien dans le présent acte n'aura ni n'a en quoi que ce soit l'effet de restreindre ou modifier la prérogative royale de clémence possédée par Sa Majesté. 32-33 V., c. 29, art. 129.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Règlements par le Gouverneur an cutions.

41. Le Gouverneur en conseil pourra en tout temps décréter les règles et règlements qui devront être observés sujet des exé- lors de l'exécution de la sentence de mort dans chaque prison, selon qu'il le jugera à propos, tant pour prévenir les abus qui pourraient se commettre lors de ces exécutions, que pour y apporter plus de solennité, et pour faire connaître en dehors des murs de la prison le moment précis où la sentence est mise à exécution. 32-33 V., c. 29, art. 118.

- 45. Ces règles et règlements seront déposés sur les bureaux Ces règledes deux chambres du parlement dans les six semaines après ments seront soumis au avoir été décrétés, ou, si le parlement n'est pas alors en parlement. session, dans les quatorze jours après sa prochaine réunion. 32-33 V., c. 29, art. 119.
- 46. Les formules données à l'annexe du présent acte, Formules à en y apportant les modifications ou additions exigées par suivre. les circonstances, seront usitées pour les fins qui y sont respectivement exprimées et selon le sens des instructions y contenues. 32-33 V., c. 29, art. 122.
- 47. Rien dans le présent acte n'aura l'effet de changer Lois relatives ou modifier aucune des lois relatives au gouvernement des à l'armée et à armées de terre ou de mer de Sa Majesté. 32-33 V., c. 29, modifiées. art. 137.

ANNEXE.

CERTIFICAT DU CHIRURGIEN.

Je, A. B., chirurgien (ou selon le cas) de la (désignez la prison), certifie par le présent que j'ai, ce jour, examiné le corps de C. D., sur lequel sentence de mort a été ce jour exécutée dans la dite prison; et qu'à la suite de cet examen j'ai constaté que le dit C. D. était décédé.

> A. B. (Signé),

Daté ce

jour de

18

DÉCLARATION DU SHÉRIF ET AUTRES.

Nous, soussignés, déclarons par le présent que la sen-tence de mort portée contre C. D. a été ce jour exécutée en la (désignez la prison), en notre présence.

Daté ce

jour de

Signé,

E. F., shérif de——

L. M., juge de paix pour— G. H., geôlier de—

etc., etc., etc.

32-33 V., c. 29, annexe B.

CAUTIONNEMENTS.

PLAINTE PAR LA PARTIE MENACÉE, DANS LE BUT DE FAIRE DONNER CAUTION DE GARDER LA PAIX.

Canada: Province de district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas),

Dénonciation (ou plainte) de C. D., du township de dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) (journalier), (si elle est présentée par un procureur ou agent, dites: "par D. E. son agent (ou procureur) dûment autorisé à cette fin,") reçue sous serment devant juge de paix dans et pour le dit dismoi, soussigné, trict (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de à N., dans le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le jour de cas.) de , lequel déclare que l'année mil huit cent dans le district (ou comté, A. B., du (township) de comtés-unis, ou suivant le cas,) de (courant ou dernier, selon le cas,) menacé jour de le dit C. D., par les mots ou à l'effet suivant, savoir : (répétezles, avec les circonstances dans lesquelles ils ont été employés), et qu'en conséquence des menaces susdites et autres, adressées par le dit A. B. au dit C. D., lui, le dit C. D., craint que le dit A. B. ne se porte contre lui à des actes de violence, et demande que le dit A. B. soit tenu de donner des cautions suffisantes pour le contraindre à garder la paix et à se bien conduire envers lui, le dit C.D.; et le dit C.D. déclare aussi qu'il ne fait pas la dite plainte et qu'il n'exige pas les dites cautions du dit A.B. par animosité ou mauvais vouloir, mais seulement pour mettre sa personne à l'abri de tout acte de violence.

FORMULE DE CAUTIONNEMENT POUR LES SESSIONS.

, a. b., de , (journalier), L. M., (épicier), et N. O., de jour de , en l'année Sachez que le ont personnellement comparu devant (nous) les soussignés, (deux) des juges de paix pour le district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de , et ont respectivement reconnu devoir à Notre Souveraine dame la Reine les diverses sommes suivantes, savoir: le dit A. B. la somme de , et les dits L. M. et N. O. la somme de chacun, en bon argent ayant cours légal en Canada, lesquelles dites sommes seront levées et prélevées sur leurs

biens meubles et immeubles, respectivement, à l'usage de

le dit A. B., ne remplit pas la condition inscrite au verso des présentes (ou ci-dessous écrite).

Fait et reconnu devant nous, les jour et an ci-dessus en

premier lieu mentionnés, à

J. S. J. T.

La condition du cautionnement ci-joint (ou ci-dessus) est comme suit, savoir : Si le dit obligé, A. B. (de, etc.), comparaît aux prochaines sessions générales de la paix (ou autre cour exerçant les fonctions de la cour des sessions générales, ou selon le cas,) qui seront tenues dans et pour le dit distriet (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , pour faire ce qui lui sera alors ordonné par la cour, et si, dans l'intervalle, il garde la paix et tient une bonne conduite envers Sa Majesté et ses fidèles sujets, et spécialement envers C. D. (de, etc.), pendant les prochains, alors le dit cautionnement sera nul; autrement, il aura pleine force et effet.

MANDAT D'EMPRISONNEMENT À DÉFAUT DE CAUTIONS.

Canada.
Province de
district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,)
de

A tous et chacun les constables ou autres officiers de paix dans le district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) et au gardien de la prison commune du dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas), à , dans le dit district (ou comté).

Attendu que le jour de courant, plainte a été portée sous serment devant le soussigné (ou J. L., écuyer,) juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de , par C. D., du (township) de , dans le dit district, (ou comté, ou suivant le cas,) (journalier), portant la dite plainte que A. B., de , le jour de au (township) de susdit, a menacé (etc., suivez la plainte jusqu'à la fin, comme dans la formule ci-dessus, au temps passé, et ajoutez): Et attendu que le dit A. B. a été conduit ce jour, et a comparu devant moi, (ou J. L., écuyer,) juge de paix dans et pour le dit district (ou comté, comtés-unis, ou suivant le cas,) de

aux fins de répondre à la dite plainte; et ayant été
requis par moi de souscrire une obligation personnelle, en
la somme de avec deux bonnes cautions, en la somme
de chacune, tant pour comparaître aux prochaines

sessions générales de la paix (ou autre cour exerçant les fonctions de la cour des sessions générales, ou selon le cas,) qui seront tenues dans et pour le dit district (ou comté, comtésunis, ou suivant le cas,) de , pour faire alors ce qui lui sera ordonné par la cour, que pour garder la paix dans l'intervalle, ou tenir une bonne conduite envers Sa Majesté et ses fidèles sujets, et surtout envers le dit C. D., il a refusé et négligé, et refuse et néglige encore de donner les dites cautions:—

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous et à chacun de vous, d'arrêter le dit A. B. et le conduire sûrement à (la prison commune) à susdit, et de le livrer au gardien de la dite prison, avec le présent mandat; Et je vous ordonne par le présent, à vous, le gardien de la dite (prison commune), de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite (prison commune) et de l'y tenir emprisonné jusqu'aux dites prochaines sessions générales de la paix (on jusqu'aux prochaines séances de la cour exerçant les fonctions de la cour des sessions générales, ou selon le cas), à moins que, dans l'intervalle, il n'offre des cautions suffisantes, tant pour sa comparution aux dites sessions (ou à la dite cour) que pour garder la paix dans l'intervalle comme susdit.

Donné sous mes seing et sceau, ce jour de en l'année à , dans le district (ou comté, comtés-unis, ou selon le cas,) susdit.

J. S. [L. S.]

32-33 V., c. 31, annexe, partie.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 182.

Acte concernant les pénitenciers.

A.D. 1886.

😭 A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:--

- 1. Le présent acte pourra être cité sons le titre : Acte des Titre abrégé. pénitenciers. 46 V., c. 37, art. 81.
- 2. Tous les pénitenciers du Canada, et les prisons, hôpi-Les pénitentaux, asiles et autres établissements publics que le Gouver-ciers, etc., neur en conseil, à quelque époque que ce soit, pourra dési-contrôle du gner à cet effet, par proclamation publiée dans la Gazette du ministre de la Justice. Canada, ainsi que tous prisonniers et autres individus qui y seront enfermés et toutes personnes qui y habiteront, seront sous le contrôle du ministre de la Justice, qui exercera sur ces établissements et ces personnes une autorité administrative complète. 46 V., c. 37, art. 1, partie.

3. Le ministre de la Justice adressera au Gouverneur Rapport angénéral un rapport annuel sur les pénitenciers, prisons et muel par le ministre. autres établissements sous son contrôle, pour être déposé devant les deux chambres du parlement dans les vingt et un jours du commencement de chaque session; et ce rapport présentera la situation de chaque pénitencier, prison ou autre établissement, le montant de ses recettes, celui de ses dépenses et tels autres renseignements qui pourront être jugés nécessaires. 46 V., c. 37, art. 1, partie.

4. Le pénitencier situé près de la cité de Kingston, dans Enumération la province d'Ontario, et appelé le pénitencier de Kingston, et désignation des péniten-—le pénitencier situé à Saint-Vincent-de-Paul, dans la pro-ciers. vince de Québec, et appelé le pénitencier de Saint-Vincentde-Paul,—le pénitencier situé à Dorchester, dans la province du Nouveau-Brunswick, et appelé le pénitencier de Dorchester,—le pénitencier situé dans le comté de Lisgar, dans la province du Manitoba, et appelé le pénitencier du Manitoba,—et le pénitencier situé dans le district de New-Westminster, dans la province de la Colombie-Britannique, et appelé le pénitencier de la Colombie-Britannique, aînsi que tous les terrains en dépendant, respectivement, selon leur contenance et leurs limites actuelles, et tous les bâtiments et propriétés appartenant à ces établissements, sont tous et chacun par le présent acte déclarés pénitenciers du Canada. 46 V., c. 37, art. 2.

Les pénitenciers seront particuliers aux provinces.

5. Le pénitencier de Kingston, pour la province d'Ontario,—le pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul, pour la province de Québec,—le pénitencier de Dorchester, pour les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Ile du Prince-Edouard,—le pénitencier du Manitoba, pour la province du Manitoba, les territoires du Nord-Ouest et le district de Kéwatin,—et le pénitencier de la Colombie-Britannique, pour la province de la Colombie-Britannique, seront entretenus chacun comme prison destinée à recevoir et à réformer les individus légalement reconnus coupables. de crime devant les cours criminelles de la province, du territoire ou du district dont cette institution sera le pénitencier, et condamnés à l'emprisonnement pour la vie ou pour deux ans au moins. 32-33 V., c 29, art. 96, partie;— 46 V., e. 37, art. 3.

Le Gouverneur en conseil pourra créer des pénitenciers, etc.

6. Le Gouverneur en conseil pourra, à toute époque, déclarer, par proclamation publiée dans la Gazette du Canada, qu'un immeuble situé dans le Canada, et dont les limites. seront déterminées avec précision dans la proclamation, est constitué en pénitencier, et doit être réputé tel aux termes. du présent acte; et il pourra, par la même proclamation, déclarer pour quelle partie du Canada est créé ce pénitencier; et pareillement le Gouverneur en conseil, par une proclamation publiée comme il est dit ci-dessus, pourra. déclarer qu'un immeuble constitué en pénitencier par le quatrième article du présent acte ou par toute antre loi, ou par proclamation en vertu du présent article,—cessera, à compter d'un certain jour qui devra être désigné dans la proclamation, d'être un pénitencier, ou d'être un pénitencier pour telle partie du Canada qui sera désignée dans cetteproclamation; et cet immeuble cessera en conséquence d'être un pénitencier, ou d'être un pénitencier pour la partie du Canada indiquée de la sorte. 46 V., c. 37, art. 5.

Certaines choses seront réputées faire partie du pénitencier. 7. Tout pénitencier établi actuellement ou qui sera établi à l'avenir, sous l'empire du présent acte, sera censé comprendre les voitures, wagons, traineaux et autres véhicules affectés aux transports par terre, et les bâtiments, chalans et autres embarcations destinés aux transports par eau, appartenant à ce pénitencier, ou employés à louage ou autrement pour son service,—ainsi que les quais situés soit au pénitencier, soit auprès, et qui, bien que n'étant pas dans les limites mentionnées en la proclamation qui le constitue, serviront aux dits bâtiments et embarcations, lorsque ceuxci seront employés à quelque travail ou service du pénitencier. 46 V., c. 37, art. 6.

Quand les rues, etc., seront cenrées en faire partie. 8. Les rues, routes ou voies publiques quelconques, par lesquelles des condamnés auront à passer en allant à leurs travaux ou en revenant, seront, au moment de leur passage, considérées comme faisant partie de l'immeuble du péni2300

tencier; et toute évasion ou tentative d'évasion, et toute Evasion. délivrance par force ou toute aide donnée à une délivrance par force, dans une rue, route ou voie publique, pendant le passage du condamné, seront réputées avoir en lieu dans les murs de la prison ou dans l'enceinte du pénitencier. 46 V., c. 37, art. 7.

9. L'inspecteur des pénitenciers pourra, avec l'approba- Construction du ministre de la Justice, autoriser le préfet de tout tion de tram-ways. pénitencier à construire des chemins à rails ou tramways, pour établir des communications d'une partie du pénitencier à une autre, et à les faire passer à travers, sur ou par toutes routes ou rues publiques intermédiaires, de manière, cependant, à ne causer que le moins d'inconvénient possible à la circulation des personnes ou des voitures se servant de ces routes ou rues ; mais le préfet du Avis à la pénitencier ne pourra ouvrir le sol dans une route ou rue municipalité. publique, pour construire ces chemins à rails ou tramways conformément à l'autorisation à cet effet de l'inspecteur, qu'après un mois à compter de la signification d'une copie de cette autorisation, certifiée par le dit préfet, à l'agent ou individu chargé du soin ou de la surveillance de cette route ou rue publique, avec un plan indiquant la ligne que devront suivre ces chemins à rails ou tramways. 46 V., c. 37, art. 8.

387

10. La confection et la réparation des édifices et autres Confection et ouvrages, aux pénitenciers, se feront sous le contrôle du réparation des édifices. ministre des Travaux publics. 46 V., c. 37, art. 9.

INSPECTEUR.

11. Le Gouverneur en conseil pourra nommer une per-Nomination sonne capable à l'emploi d'inspecteur de tous les péniten-d'un inspecteur par le ciers et des prisons, hôpitaux, asiles et autres établissements Gouverneur publics qui, à quelque époque que ce soit, seront désignés en conseil. par le Gouverneur en conseil,—lequel inspecteur tiendra sa charge durant bon plaisir, sera un fonctionnaire du ministère de la Justice, et, en sa qualité d'inspecteur, agira comme représentant du ministre de la Justice. 46 V., c. 37, art. 10.

12. L'inspecteur visitera, sous la direction du ministre L'inspecteur de la Justice, tous les pénitenciers, et lui fera son rapport visitera les pénitenciers sur leur état et la manière dont ils sont administrés, ainsi et fera son que sur toutes les propositions des préfets pour l'amélioration rapport. de ces établissements. 46 V., c. 37, art. 11.

13. L'inspecteur tiendra un procès-verbal exact de toutes Il tiendra proles notes d'inspection consignées par lui dans les registres cès-verbul de d'inspection de ces institutions, ainsi que de tous ses actes etc. relativement à celles-ci, et remettra, après chaque visite d'inspection, une copie de ce procès-verbal, sous sa signature, au ministre de la Justice. 46 V., c. 37, art. 12.

Il sera juge de paix.

14. L'inspecteur sera d'office, et sans aucune condition de propriété foncière, juge de paix pour tout district, comté, cité ou ville du Canada; mais il n'aura pouvoir d'agir que dans les matières se rattachant à la loi criminelle du Canada. 46 V., c. 37, art. 13.

L'inspecteur fera des règlements, sauf du Gouverneur en conseil. [28-29 V., c. 126, art. 21.]

15. L'inspecteur, sauf l'approbation du Gouverneur en conseil, établira des règles et règlements pour l'administration, l'approbation la discipline et la police des pénitenciers, pour la détermination des fonctions et la conduite de leurs préfets et de tout autre officier ou de toute classe d'officiers ou serviteurs employés dans ces établissements, et pour le régime alimentaire, l'habillement, l'entretien, l'emploi, l'instruction, la discipline, la correction, la punition et la récompense des condamnés détenus, et pourra, sauf la susdite approbation, les révoquer, changer on modifier au besoin; et ces règles et règlements, après avoir été ainsi approuvés, seront observés par les préfets et par tout autre officier et serviteur, soit interne on externe, des pénitenciers. 46 V., c. 37, art. 14, partie.

Il fera un rapport annuel. Ce que contiendra ce rapport.

16. L'inspecteur présentera au ministre de la Justice, chaque année, le ou avant le premier jour de décembre, un rapport annuel, qui devra contenir un exposé exact et complet de la situation et de l'administration des pénitenciers placés sous son contrôle et sa surveillance et qu'il aura visités pendant l'exercice précédent, avec les propositions qu'il croira nécessaire ou opportun de faire pour leur amélioration; et à ce rapport seront jointes des copies des comptes rendus annuels des officiers des pénitenciers, et de tels états financiers et tableaux statistiques qui pourront être extraits des livres tenus par eux. Ce même rapport comprendra et embrassera en outre les détails suivants:—

Statistiques et propositions.

(a.) Les renseignements statistiques sur chaque pénitencier que contiendront les registres de l'institution, avec les faits venus à la connaissance de l'inspecteur, concernant le fonctionnement de la législation criminelle et du système pénal du Canada, ou toute injustice, tout excès de rigueur auquel il aurait donné lieu, à son avis,—et les propositions que l'inspecteur croira à propos de faire pour l'amélioration ou amendement de cette législation ou de ce système, et pour la prévention des crimes ou la réforme des criminels;

Inventaire, etc., des propriétés.

(b.) Un inventaire et une évaluation de tous les biens mobiliers et immobiliers, appartenant aux pénitenciers respectivement, avec mention distincte de la valeur estimative des diverses espèces de biens;

Recettes et dépenses, dettes et créances.

(c.) Un état indiquant en détail les recettes en argent des pénitenciers et leurs provenances, ainsi que les dépenses ; le compte des différentes sommes dues par les pénitenciers, avec le nom de ceux auxquels elles sont respectivement dues, et le compte des dettes actives, s'il y en a, de chaque 2302

pénitencier, avec mention du montant et de la nature de chaque dette ou créance;

(d.) Une estimation de la dépense des pénitenciers pour Estimation l'exercice suivant, avec distinction des dépenses ordinaires pour l'exercice suivant.

d'avec les dépenses extraordinaires.

2. Les préfets et autres officiers fourniront à l'inspecteur Renseignetous les renseignements nécessaires pour la préparation de ments à four-nir par les son rapport, chaque année, le ou avant le premier jour officiers. d'octobre. 46 V., c. 37, art. 15.

17. Si l'inspecteur trouve, à quelque époque que ce soit, Rapport spéqu'un pénitencier a besoin de réparations, ou qu'il ne pos- cial sur les améliorations sède pas les arrangements hygiéniques nécessaires, ou qu'il ou réparaest devenu impropre à la détention des prisonniers ou n'est tions nécesplus sûr, ou qu'il n'offre pas assez d'espace ou logement pour le nombre de prisonniers détenus, ou assez d'espace, dans ses ateliers et ses cours, pour qu'on puisse employer les prisonniers à des travaux industriels convenables, il en fera rap- Copie au miport aussitôt au ministre de la Justice et fournira en même nistre des Travaux temps une copie de son rapport pour le ministre des Tra-publics. vaux publies. 46 V., c. 37, art. 16.

EXAMENS ET ENQUÊTES.

18. L'inspecteur pourra en tout temps entrer dans les Pouvoir d'enpénitenciers ou autres institutions publiques placées sous trer dans les pénitenciers. son contrôle comme il est dit ci-dessus, s'y tenir, les visiter dans toutes leurs parties, et examiner tous les papiers, documents, pièces justificatives, registres et livres quelconques de ces établissements. 46 V., c. 37, art. 17, partie.

19. L'inspecteur pourra s'enquérir de la conduite soit Enquête sur de tout officier ou serviteur interne ou externe des péniten- la conduite des officiers. ciers ou autres établissements publics comme susdit, soit de toute personne trouvée dans leur enceinte; et dans ce but, Assignation il pourra sommer de comparaître devant lui, par subpæna de témoins, émané de lui, toute personne quelconque, l'interroger sous la foi du serment, qu'il est autorisé à faire prêter, et l'obliger à la production de papiers et écritures ; et si une per-Panition des sonne dûment assignée néglige ou refuse de comparaître, témoins dé-faillants. aux jour et lieu indiqués dans le subpana qui lui aura été légalement signifié, ou refuse de rendre témoignage ou de produire les papiers exigés d'elle, l'inspecteur pourra, par mandat revêtu de son seing, la faire arrêter et emprisonner dans la prison commune de la localité, comme le pourrait une cour en cas de mépris de ses ordres, pour une période de temps qui ne devra pas excéder quatorze jours. 46 V., c. 37, art. 17, partie.

20. Le ministre de la Justice pourra, chaque fois qu'il Le ministre le jugera nécessaire, nommer une ou plusieurs personnes gerquelque pour faire un rapport spécial sur l'état et l'administration personne

autre que l'inspecteur de faire un rapport spécial. d'un pénitencier; et en pareil cas, la personne ou les personnes nommées auront, pour l'exécution du mandat, les pouvoirs conférés à l'inspecteur par les deux articles précédents. 46 V., c. 37, art. 18.

COMPTABLE DES PÉNITENCIERS.

Nomination et fonctions du comptable. 21. Le Gouverneur en conseil pourra nommer comptable des pénitenciers une personne apte et compétente, lequel sera un fonctionnaire du ministère de la Justice, et sera chargé généralement de la direction, inspection et audition des livres, comptes, transactions monétaires et affaires financières des pénitenciers; et il aura tous autres pouvoirs que lui attribuera le Gouverneur en conseil, et remplira les autres devoirs qui lui seront assignés par le ministre de la Justice.

Audition des comptes.

2. Il auditera les comptes des pénitenciers et les transmettra au ministre de la Justice après en avoir dûment certifié l'exactitude; il devra aussi s'enquérir des transactions monétaires et affaires financières des pénitenciers, prisons, hôpitaux, asiles ou autres établissements publics soutenus en tout ou en partie par le Canada.

Pouvoirs du comptables.

3. Il aura, dans l'exercice de ses fonctions, tous les pouvoirs qui sont donnés à l'inspecteur par les articles dix-huit et dix-neuf du présent acte. 46 V., c. 37, art. 19.

PRÉFETS ET AUTRES OFFICIERS.

Nomination des fonctionnaires des pénitenciers. 22. Le Gouverneur en conseil pourra nommer, pour tout pénitencier, un préfet, un sous-préfet, un aumônier protestant, et, au besoin, un assistant-aumônier protestant, un aumônier catholique romain, et, au besoin, un assistant-aumônier catholique romain, un médecin-chirurgien et un comptable, lesquels tiendront leurs emplois durant bon plaisir.

Pouvoirs de l'inspecteur de suspendre ces officiers. 2. L'inspecteur pourra suspendre sommairement, pour inconduite, tout officier susmentionné jusqu'à ce que le ministre de la Justice, qui devra en être immédiatement informé, ait prononcé sur l'affaire; et en attendant que cette décision lui soit communiquée, l'inspecteur pourra faire sortir de l'enceinte de la prison l'officier ainsi suspendu; et l'inspecteur recommandera la démission de tout officier susmentionné qu'il jugera incapable, insuffisant, ou négligent à remplir ses devoirs, ou dont il considérera la présence comme préjudiciable aux intérêts du pénitencier. 46 V., c. 37, art. 20, partie.

Démission peut être recommandée.

Officiers nommés par le ministre de la Justice.

23. Le ministre de la Justice pourra nommer, pour tout pénitencier, un instituteur, une institutrice, un garde-magasin, un économe, un gardien-chef, un mécanicien, une matrone, une aide-matrone, et les matres de métier qui, à toutes époques, seront nécessaires; et ces différents officiers tiendront leurs emplois durant bon plaisir.

6

2. Le préfet pourra suspendre sommairement, pour incon-Pouvoir du duite, tout officier désigné au présent article, jusqu'à la prochaine visite de l'inspecteur, auquel il soumettra alors un rapport circonstancié sur l'affaire, que l'inspecteur décidera comme il le jugera convenable. 46 V., c. 37, art. 21, partie.

24. Le préfet pourra nommer, pour le pénitencier, une Le préfet sous-aide-matrone, un commis et tels et autant de gardiens, peut nommer certains emgardes et autres serviteurs que le ministre aura autorisé à ployés et les nommer pour la protection et surveillance effectives de suspendre ou destituer. l'institution; et pourra suspendre tout tel employé, pour négligence de devoir, pendant le temps qu'il jugera à propos, ou le destituer pour le simple fait d'incapacité, selon son jugement; mais il devra informer immédiatement l'inspecteur de cette suspension ou destitution. 46 V., c. 37, art. 22.

25. Le salaire de tout officier ou employé suspendu par Salaire des l'inspecteur ou par le préfet, sera discontinué pendant la officiers et période de sa suspension; mais le ministre de la Justice pendus. pourra en ordonner le paiement. 46 V., c. 37, art. 23.

26. Le préfet pourra imposer à tout officier ou servi- Le préfet peut teur nommé par le ministre de la Justice ou par lui, pour imposer des tout acte de négligence ou d'incurie dont il se sera rendu cou- cas de néglipable, telle amende raisonnable en argent, n'excédant pas un gence de demois de salaire, que le dit préfet jugera à propos, selon les circonstances, et le ministre de la Justice pourra, en cas pareil, imposer une semblable amende au sous-préfet et au comptable. 46 V., c. 37, art, 24.

27. Le préfet du pénitencier en sera le principal officier Pouvoirs et exécutif; et, à ce titre, il aura en entier l'administration et devoirs du le contrôle exécutifs de toutes ses affaires, sous l'obligation de se conformer aux règles et règlements dûment établis et aux instructions écrites de l'inspecteur, autorisées par le ministre de la Justice ; et, chaque fois qu'il surviendra des cas imprévus et que l'inspecteur ne pourra être facilement consulté, le préfet agira de la manière qu'il croira la plus avantageuse au pénitencier; il sera responsable de la bonne et fidèle gestion de chaque département de l'institution; il résidera au pénitencier, et le combustible et l'éclai- Il résidera au rage lui seront fournis dans la mesure que le Gouverneur pénitencier. en conseil jugera convenable. 46 V., c. 37, art. 25.

28. En cas d'absence ou d'empêchement du préfet, le sous-Absence du préfet exercera tous les pouvoirs et remplira tous les devoirs préfet et du préfet du préfet; et pareillement, en cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet, le gardien-chef exercera toutes les attributions et fonctions de ce dernier. 46 V., c. 37, art. 20. et 21, partie.

Obligation cautionnée à fournir par le prefet, etc.

29. Tout préfet, comptable, garde-magasin, économe et tels autres officiers qui seront, à toute époque, désignés par le Gouverneur en conseil, devront souscrire et fournir, chacun en garantie de sa fidélité dans l'exercice de ses fonctions suivant la loi, une ou plusieurs obligations, de tel montant et avec telle caution ou telles cautions suffisantes, que le Gouverneur en conseil ou le ministre de la Justice approuvera; et ces obligations cautionnées seront déposées au bureau du Secrétaire d'Etat du Canada. art. 27.

Serments d'allègeance et d'office.

30. Le préfet et tous autres officiers et serviteurs employés permanemment dans un pénitencier, devront chacun prêter et signer dans un registre spécial, que le comptable tiendra à son bureau, le serment d'allégeance à Sa Majesté, et un serment d'office dans les termes suivants, savoir:

Formule.

" Je, (A. B.), promets et jure que je remplirai fidèlement, " diligemment et consciencieusement la fonction et les dedans le pénitencier de , au mieux " de ma capacité; et que j'observerai et exécuterai avec soin " tous les règlements de la prison.—Ainsi, Dieu me soit en " aide."

Qui recevra les serments.

2. L'inspecteur ou le préfet sont par le présent autorisés à recevoir ces serments. 46 V., c. 37, art. 28.

Peine portée contre l'inspecteur, etc., fournitures à un pénitencier.

[28-29 V., c. 126, annexe 65.7

31. Tout inspecteur, préfet ou autre officier, ou tout serviteur employé dans un pénitencier, qui, soit en son propre qui feront des nom, soit au nom d'une autre personne, soit par des relations avec une autre personne, procurera ou fournira des matériaux, effets ou provisions pour l'usage d'un pénitencier,—ou qui sera intéressé, directement ou indirectement, dans la fourniture de tels objets, ou dans un contrat y relatif, encourra une amende de cinq cents piastres, laquelle sera recouvrable, avec dépens, par toute personne qui en poursuivra le recouvrement devant une cour compétente. 46 V., c. 37, art. 29.

Lepréfet, etc., ne pourront autre état.

ter des détenus, ni leur vendre.

[28-28 V., c. 126, annexes 64 61 66]

32. Nul préfet, officier ou serviteur, excepté le médecinexercer ancun chirurgien et l'aumônier, ne pourra exercer aucune profession ou état lucratif autre que son emploi de fonctionnaire Ni rien ache- on agent du pénitencier; et nul officier ne pourra rien acheter d'un détenu ni rien vendre à un détenu ou pour lui (hors le cas énoncé en l'article soixante-quatre); ni prendre ou recevoir, pour son usage particulier, ou pour l'usage d'un autre, aucun honoraire, gratification ou émolument d'aucun détenu, visiteur ou autre personne; ni ne devra, sans la permission du ministre, employer aucun détenu à travailler pour lui. 46 V., c. 37, art. 30.

Le Gonverneur en conseil fixera les salaires.

33. Le Gouverneur en conseil pourra fixer, à toute époque, les sommes à payer annuellement au préfet et aux autres officiers et serviteurs de tout pénitencier établi

sous l'autorité des dispositions du présent acte, en égard au nombre des détenus et à la responsabilité qui, par suite, incombe à ces divers employés, au nombre d'années de service, et à la somme de travail exigée de chacun; mais ces salaires ne devront pas excéder les sommes spécifiées en l'annexe du présent acte. 46 V., c. 37, art. 31.

- 34. Le préfet constituera une corporation à lui seul sous Le préfet le nom de "Préfet du pénitencier de (ici la mention du lieu qui est nommé dans le présent acte, par luiou qui aura été nommé dans la proclamation établissant le même. pénitencier); et sous ce nom, lui et ses successeurs auront [5-6 V., c 20, une succession perpétuelle et pourront poursuivre et être V., c. 20, art. poursuivis, plaider et se défendre devant toute cour de Sa 10] Majesté. 46 V., c. 37, art. 32.
- 35. Les affaires et transactions pour le compte du péni- Les affaires tencier, et les contrats pour l'achat des denrées, effets ou seront faites marchandises nécessaires à l'entretien et tenue de l'établissetés mobilières ment, ou pour la vente d'objets préparés ou fabriqués dans possédées en l'établissement, se feront et s'exécuteront au nom de corpo-ration du préfet; et tout bien mobilier du pénitencier sera art. 12; 6-7 possédé sous ce même nom pour Sa Majesté. 46 V., c. 37, V., c. 26, art.

393

36. Les immeubles, ainsi que tous les autres biens de Propriété et chaque pénitencier, seront la propriété de Sa Majesté; mais administra-le préfet et ses successeurs en aurent la grayde et le soin sous le préfet et ses successeurs en auront la garde et le soin sous l'empire des dispositions du présent acte. 46 V., c. 37, art. 34.

37. S'il s'élève quelque différend entre le préfet et une Arbitrage en personne ayant traité avec lui pour le compte du pénitencier, cas de différend entre le ce différend pourra, par ordre de l'inspecteur et du consen- préfet et des 1 tement de la dite personne, être soumis soit à un arbitre fournisseurs. choisi par le préfet et cette personne, soit à trois arbitres, dont l'un sera nommé par le préfet, un autre par l'autre personne, et le troisième par les deux arbitres ainsi choisis; et la décision de l'arbitre, dans le premier cas, ou celle de deux arbitres, dans le second cas, sera finale. 46 V., c. 37, art. 35.

38. Le préfet devra exercer la diligence convenable pour Le préfet retifaire rentrer les sommes dues au pénitencier, et avec aussi rera les cre-peu de frais que possible; et il pourra, sur le rapport de l'inspecteur, approuvé par le Gouverneur en conseil, accepter telle garantie d'un débiteur, en lui accordant du délai, ou telle composition en règlement final, qu'il jugera favorable aux intérêts de l'établissement. 46 V., c. 37, art. 36.

· 39. Tous les livres de comptabilité et autres livres, les mé-Les livres, moires, registres, états, reçus, factures et pièces justificatives, etc., seront la et tous autres dominante de la companie de et tous autres documents et papiers quelconques concernant pénitencier.

Chap. 182.

les affaires du pénitencier, seront la propriété de l'établissement et devront y être conservés; et le préfet devra tenir parmi ces archives une série au moins d'exemplaires de tous les rapports officiels faits au parlement sur le pénitencier; et à cet effet, et aussi afin qu'il puisse distribuer de ces rapports officiels en échange de documents semblables provenant d'institutions pénitentiaires de l'étranger, le greffier de la Chambre des Communes lui fournira cinquante exemplaires de ces rapports imprimés par ordre de la Chambre, aussitôt après leur impression. 46 V., c. 37, art. 37.

Exemplaires des rapports sur le pénitencier fournis au préfet par le greffier des Commu-

Etats mentable.

40. Le préfet et le comptable feront parvenir mensuellesue strans-mis par le pré- ment au comptable des pénitenciers, un état des recettes et fet et le comp- des dépenses pendant le mois précédent, vérifié sous serment dans les termes suivants:—

Formule du zerment.

" Nous , comptable du pénitencier , préfet, et " de , jurons et déclarons que l'état ci-dessus des " recettes et dépenses du dit pénitencier, pendant le mois 18 , est exact et fidèle. ce

" Assermenté devant moi à " jour de

"Inspecteur (ou selon le cas)."

49 VICT.

Serment du garde-magasin.

, garde-magasin du pénitencier de " jure et déclare que les articles mentionnés en l'état ci-dessus " comme avant été achetés pour le dit pénitencier pendant le " mois , ont été dûment reçus. 18

" Assermenté devant moi à

" jour de A. D. 18

"Inspecteur (ou selon le cas)."

Qui fera prêter ces serments.

2. Ces serments pourront être reçus par l'inspecteur ou le comptable des pénitenciers, ou par un juge de paix, un notaire public ou un commissaire autorisé à recevoir les affidavits. 46 V., c. 37, art. 38.

VISITEURS PRIVILÉGIÉS.

Qui aura le privilège de visite.

41. Outre l'inspecteur et les personnes spécialement désignées par le ministre de la Justice, les personnes suivantes pourront à volonté visiter tout pénitencier, savoir :--le Gouverneur général du Canada, les lieutenants-gouverneurs des provinces du Canada, tout membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, tout membre du Conseil exécutif d'une province, tout membre du parlement du Canada ou des législatures provinciales, tout juge de cour d'archives du Canada ou d'une province, et tout conseil de la Reine; mais nul autre n'aura la faculté de pénétrer dans l'enceinte des murs où les prisonniers seront détenus, qu'avec la permission spéciale du préfet et en se conformant aux règlements que l'inspecteur prescrira. 46 V., c. 37, art. 39.

CONDUITE, RÉCEPTION ET TRANSFÈREMENT DES PRI-SONNIERS.

42. Le shérif ou le sous-shérif d'un comté ou district, ou Autorisation tout huissier, constable ou autre agent ou personne agissant pour la transpar son ordre ou par l'ordre d'une cour, ou tout agent sonniers. nommé par le Gouverneur en conseil et attaché au personnel d'un pénitencier pour cet objet, pourra conduire au pénitencier désigné dans la sentence, tout individu condamné à l'emprisonnement ou passible d'emprisonnement dans ce pénitencier, et le livrera au préfet, sans autre mandat qu'une copie de la sentence, extraite du procès-verbal du tribunal qui aura jugé le condamné, et certifiée par un juge ou par le greffier ou l'officier faisant fonctions de greffier de ce tribunal. 46 V., c. 37, art. 40.

43. Toutes les fois qu'une autorité compétente ordonnera Translation de conduire un prisonnier dans un pénitencier, soit d'un d'un pénitenautre pénitencier, soit d'une prison de réforme, soit d'une prison à un prison commune, il devra être délivré au préfet qui recevra penitencier. ce prisonnier, en même temps que tous autres documents [5-6 V., c. 29, nécessaires, un certificat signé par le médecin de l'établis- V., c. 26, art. sement d'où aura été extrait le prisonnier, et contresigné 12.] par le préfet, si le prisonnier a été extrait d'un pénitencier ou d'une prison de réforme, ou par le shérif ou le sousshérif, s'il vient d'une prison commune, attestant que le prisonnier n'a aucune maladie putride, infectieuse ou cutanée, et qu'il est en état d'être transféré. 46 V., c. 37, art. 41.

44. Le préfet recevra dans le pénitencier tout condamné Réception et dont la sentence d'emprisonnement dans ce pénitencier lui détention des prisonniers aura été légalement certifiée, et l'y détiendra sous l'observa- par le préfet. tion des règles et règlements et de la discipline établis, [5-6 V., c. 29, jusqu'à l'expiration de sa peine, ou jusqu'à ce qu'il soit art. 16; 6-7 v., c. 26, art. autrement libéré selon le cours régulier de la loi. 46 V., 14.] c. 37, art. 42.

45. Le Gouverneur général pourra, par mandat sous le Translation seing du Secrétaire d'Etat du Canada, ou de tout autre fonc-par ordre du Gouverneur tionnaire qui sera, de temps à autre, autorisé par le Gouver- en conseil. neur en conseil, ordonner le transfèrement de tout détenu d'un pénitencier dans un autre; et le préfet du pénitencier ayant la garde du détenu dont la translation est ainsi ordonnée, devra, quand il en sera requis, le livrer au constable ou autre agent ou personne exhibant le dit mandat, à qui il remettra en même temps une copie, certifiée par luimême, de la sentence de ce détenu, avec la date de sa condamnation, telles qu'elles lui ont été communiquées lorsqu'il a reçu le détenu en sa garde; et le constable ou autre agent ou personne donnera reçu du prisonnier au préfet; après quoi il devra, avec toute la diligence possible, conduire le détenu et le remettre, avec la copie ainsi certifiée, au préfet

49 VICT.

Chap. 182.

46 V., c. 37, art. 43.

du pénitencier désigné dans le mandat, lequel donnera recu par écrit de tout détenu ainsi placé sous sa garde, au constable on autre agent ou personne pour sa décharge; Détention du et le détenu sera gardé au pénitencier dans lequel il aura condamné. été ainsi conduit, jusqu'à ce qu'il soit transféré à un autre, ou jusqu'à l'expiration de sa sentence, ou jusqu'à ce qu'il soit gracié ou relâché, ou libéré en vertu de quelque loi.

Pouvoirs du shërif ou officier conduisant des prisonniers au penitencier.

46. Le shérif ou autre agent ou personne chargée par l'autorité compétente de conduire un condamné au pénitencier auquel il doit être mené en exécution soit de la sentence d'une cour, soit d'un ordre du Secrétaire d'Etat ou autre fonctionnaire, comme il est dit en l'article précédent, pourra s'assurer de lui et le conduire par tout comté ou district qu'il lui faudra traverser dans toute province du Canada; et jusqu'à ce que le condamné ait été livré au préfet de ce pénitencier, le dit shérif, agent ou personne aura, dans toutes les divisions territoriales ou parties du Canada qu'il lui faudra traverser en conduisant le condamné, la même autorité et le même pouvoir sur lui et à son égard, et pour Main-forte en requérir toute personne de prèter main-forte afin d'empêcher cas d'évasion. l'évasion du détenu, ou afin de le reprendre s'il s'évade, que le shérif de la division territoriale dans laquelle ce détenu a subi son procès, aurait lui-même en le conduisant d'un endroit à un autre de cette division. 46 V., c. 37, art. 44.

Pouvoir de transférer un prisonnier dont la sentence de mort a été commuće, et

47. Lorsque la peine de mort aura été prononcée contre un criminel par un tribunal en Canada, s'il plaît au Gouverneur général de commuer, au nom de Sa Majesté, cette peine en emprisonnement pour la vie ou pour un certain nombre d'années, cette commutation aura le même effet que le ener de la commutation, jugement d'un tribunal compétent condamnant légalement ce criminel à l'emprisonnement pour la vie ou pour tout autre terme; et le shérif, ou autre agent ou personne chargée de la garde du criminel, sur réception d'une lettre du Secrétaire d'Etat ou autre fonctionnaire comme il est dit ci-hant, l'informant de la commutation et lui ordonnant de conduire le criminel dans un pénitencier y désigné,—devra l'y conduire sans délai; et il aura les mêmes droits et pouvoirs en le conduisant que si la translation avait lieu en exécution de la sentence d'un tribunal compétent. c. 37, art. 45.

Ce qui sera pour le préfet une autorisaen pareil cas.

48. Une lettre signée par le Secrétaire d'Etat ou autre fonctionnaire comme il est dit ci-dessus, informant le préfet tion suffisante de la commutation de la peine de mort en une détention à temps ou à vie, et de la durée de la détention à temps en laquelle cette peine a été commuée, sera pour le préfet une autorisation suffisante de recevoir le condamné dans le pénitencier et de l'y traiter comme s'il avait été condamné, par un tribunal compétent, à subir dans ce pénitencier la détention à temps ou à vie mentionnée dans la dite

lettre; et pour la commutation de la peine, ou pour l'autorisation de conduire un prisonnier dans un pénitencier, ou pour sa réception dans un pénitencier et sa détention pendant la période en laquelle aura été commuée la peine, il ne sera pas nécessaire que le préfet reçoive une copie de la grâce. 46 V., c. 37, art. 46.

TRANSFÈREMENT DE JEUNES DÉLINQUANTS D'UNE PRISON DE RÉFORME AU PÉNITENCIER, ET VICE VERSA.

49. Si un jeune délinquant condamné par une autorité Translation compétente à la détention dans une prison de réforme, y des jeunes détenus indevient incorrigible, et que le préfet et l'un des aumôniers corrigibles certifient le fait, le lieutenant-gouverneur de la province où d'une réforme à un pénitensera située la prison de réforme, pourra, par mandat sous sa cier. signature, adressé au préfet de cette prison de réforme et [1-2 V., c. 82, énonçant la sentence ou ordonnance en vertu de laquelle le art. 5-6.] jeune délinquant y a été emprisonné, ainsi que le fait d'incorrigibilité, ordonner que ce jeune délinquant soit transféré à un pénitencier, désigné dans le mandat; et le préfet, ou tout autre officier de la prison, ou toute autre personne autorisée par lui, aura les mêmes pouvoirs, en conduisant ce jeune délinquant au pénitencier, que ceux qui sont ci-dessus conférés au shérif ou autre personne en cas semblables.

2. Le préfet du pénitencier désigné recevra ce jeune Ledélinguant délinquant, et le traitera, pendant le reste de la durée de la sera traité comme s'il peine portée dans la sentence ou ordonnance en vertu de avait été conlaquelle celui-ci aura été condamné à la détention dans la damné au péprison de réforme, comme s'il avait été condamné au pénitencier par une cour compétente; pourvu qu'en même temps Copie de la seutence ou que la personne de ce délinquant, il soit délivré au préfet du ordonnance pénitencier une copie de la sentence ou ordonnance certifiée sera remise. par le préfet de la prison de réforme, ainsi qu'un ordre du lieutenant-gouverneur enjoignant au préfet du pénitencier 🦠 de recevoir ce jeune délinquant. 46 V., c. 37, art. 47.

50. Le Gouverneur général pourra, chaque fois qu'il le Les jeunes jugera convenable, par mandat signé de sa main, faire transdétenus au
pénitencier férer tout détenu dans un pénitencier condamné à un empri- pourront être sonnement de deux ans au moins et qui paraîtrait à l'inspecteur âgé de moins de seize ans et susceptible d'amendement, réforme. à la prison de réforme, s'il y en a une dans la province où ce détenu a été condamné, pour le reste de la durée de sa peine, 46 V., c. 37, art. 48.

TRAITEMENT DES DÉTENUS.

51. Dans le traitement des détenus aux pénitenciers, on Regles généobservera les règles générales suivantes:

(a.) Pendant la durée de son emprisonnement, chaque Costume. détenu sera vetu, aux frais du pénitencier, d'un costume de [28-20 V., c. 126, annexe prison convenable;

(b.) Il recevra une nourriture suffisante et saine ;

21.] Nourriture. [28-29 V., c. 126, annexe

2311

Literie.

(c.) Il aura un lit, un oreiller et des couvertures suffisantes. qu'on changera suivant les saisons;

Réclusion solitaire. [28-29 V., c. 126, art. 17 (5) Travail :-

(d.) Hors les cas de maladie, chaque détenu sera enfermé seul dans une cellule la nuit, et durant le jour aussi, quand il ne sera pas employé. 46 V., c. 37, art. 49.

52. Le travail des détenus pourra être de deux catégories:-

Travail obligatoire. [28-29 V., c 126, art. 19.] Jours de fête. 5-6 V., c. 29, art. 18; [6-7 V., c. 26, art. 16; 28-19 V., c. 126, annexe 36.7 Pour les ca-

(a.) Obligatoire : c'est-à-dire, que chaque détenu, hors les cas de maladie ou autre incapacité, sera constamment tenu au travail forcé, pendant dix heures au moins, non compris les heures de repas et d'école,—tous les jours, excepté les dimanches, le Vendredi-Saint, le jour de Noël, et tous autres jours que le Gouverneur général réservera comme jours de jeûne ou d'actions de grâce, ainsi que ceux où il y aura quelque cessation de travail prescrite par les règles que l'inspecteur aura établies; et le préfet déterminera la nature du travail obligatoire; mais nul détenu catholique romain ne sera contraint de travailler les jours de fête d'obligation de son Eglise, savoir: la Circoncision, l'Epiphanie, l'Annonciation, la Fête-Dieu, la Saint-Pierre et Saint-Paul, la Toussaint, la Conception, l'Ascension on autres fêtes d'obliga-

Travail voloutnire.

tholiques.

(b.) Volontaire: c'est-à-dire que le préfet, s'il le juge à propos, pourra permettre à tout détenu d'une conduite exemplaire, de travailler après les heures réglementaires à tout ouvrage pouvant sans inconvénient se faire dans l'établissement, aux taux de salaire fixés par l'inspecteur; et le prix de ce travail de surcroît pourra être payé à la famille du détenu durant sa réclusion, s'il le désire, ou être porté à son avoir dans les livres de l'institution, pour lui être remis à sa libération, sauf toutefois les règles générales que l'inspecteur établira à ce sujet.

On ne pourra louer le tranus.

2. Les détenus pourront être employés à des travaux vail des déte, industriels ou autres sous le contrôle de la Couronne; mais ils ne seront loués à aucune compagnie ni à aucun particulier. 46 V., c. 37, art. 50.

QUARTIER DES FEMMES.

Les prisonnières seront tenues dans un quartier Féparé. 128-29 V., c. 126, art. 17 (3).]

53. Les femmes seront détenues dans un lieu distinct et séparé de la prison des hommes; elles seront sous la garde et les soins d'une matrone, assistée d'autant d'aides de son sexe que l'inspecteur, à toute époque, ordonnera d'en employer, en se réglant sur le nombre des détenues et sur les genres de travaux qu'elles font. 46 V., c. 37, art. 51.

CELLULES PÉNALES.

On pourra construire des cellules péna-[28-29 V., c. 126, art. 17 (2..]

54. Le Gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le jugera nécessaire, pourra ordonner que l'on construise, dans un pénitencier, telles et toutes cellules pénales qu'il jugera à propos. 46 V., c. 37, art. 52.

2312

REMISE D'UNE PARTIE DE LA PEINE.

55. Dans le but d'encourager les détenus à se bien Récompense conduire et à se montrer diligents et laborieux, et de les en pour bonne conduite. récompenser, l'inspecteur pourra établir des règles et règlements pour la tenue d'un registre exact de la conduite journalière de chaque détenu dans un pénitencier, dans lequel il sera tenu note de son industrie, de sa diligence et de son assiduité dans l'accomplissement de son travail, et de l'exactitude avec laquelle il observe les règlements de la prison, Rémission -en vue de lui permettre, sous le régime de la prison, de partielle des gagner une réduction du temps pour lequel il aura été condamné à l'emprisonnement,—cette réduction ne devant pas excéder cinq jours par mois durant lequel il aura fait preuve d'industrie, de diligence et d'assiduité exemplaires dans l'accomplissement de son travail, et n'aura enfreint aucune des règles de la prison.

2. Lorsqu'un détenu aura mérité et aura à son crédit une Accroisserémission de peine de l'un des nombres de jours ci-après ment des rémissions de mentionnés, il pourra obtenir pour chaque mois subséquent peine. durant lequel il continuera à donner satisfaction par son industrie, sa diligence, son assiduité dans l'accomplissement de son travail, et par sa soumission aux règlements de la prison, un surcroît de rémission d'après les proportions suivantes, savoir:-

(a.) Lorsqu'il aura trente jours de rémission à son crédit, Quand le déon pourra lui accorder sept jours et demi de rémission pour gné 30 jours. chaque mois subséquent;

(b.) Lorsqu'il aura cent vingt jours de rémission à son Quand il en crédit, on pourra lui accorder dix jours de rémission pour aura gagné chaque mois subséquent.

3. Si un détenu est incapable de travailler par maladie ou Rémission en par quelque autre infirmité, qu'il n'aura pas causée lui-cas de malamême intentionnellement, il méritera par sa bonne conduite, chaque mois, la moitié de la rémission de peine qui autrement lui aurait été acquise.

4. Tout détenu qui s'évadera, tentera de s'évader, effec-Perte des rétuera ou tentera un bris de prison, s'échappera par bris de missions en certains cas. sa cellule, ou fera à sa cellule quelque fracture avec l'intention de s'échapper, ou qui assaillira un officier ou serviteur du pénitencier, sera déchu de toute rémission de peine gagnée par lui. 46 V., c. 37, art. 53, et 54, 55 et 56, parties.

INFRACTIONS ET PÉNALITÉS.

56. Tout condamné détenu dans un pénitencier qui se Voies de fait portera à quelque acte de violence sur la personne d'un offi- sur les officier ou serviteur de cet établissement, sera coupable de voies [5-6 V, c. 29, de fait avec circonstances aggravantes et passible d'un em- art. 21; 6-7 prisonnement de deux ans au plus au même pénitencier. V., c. 26, art. 46 V., c. 37, art. 56, partie.

L'inspecteur dressera une liste des infractions. silence.

57. L'inspecteur dressera une liste des fautes contre la discipline sous forme d'avertissement général aux détenus touchant la conduite qu'ils ont à tenir ; et cette liste portera Obligation du spécialement qu'il est interdit à tout détenu de parler à un autre détenu sous aucun prétexte que ce soit, ni à aucun officier, garde ou autre serviteur de l'institution, si ce n'est au sujet de l'ouvrage auquel il est employé, et, en ce cas, le plus brièvement possible et d'une manière respectueuse. Liste affichée. Cette liste sera imprimée, et un exemplaire en sera placé dans chaque cellule du pénitencier. 46 V., c. 37, art. 60.

L'inspecteur fera des règles de discipline. Châtiment corporel.

Enquête.

Certificat du médecin.

Châtiment limité à 60 coups de fouet. [28-29 V., e. 126, annexes 58 et 60.1 Fait de remetritueux, des lettres, etc., à des prison-

38-39.7 Amende.

58. L'inspecteur pourra, sauf l'approbation du ministre de la Justice, établir des règles, qu'il pourra modifier à toute époque, pour la discipline et la correction des condamnés aux pénitenciers, comme il est prévu ci-dessus; mais lorsqu'un détenu sera accusé d'une infraction qui, si elle était prouvée, entraînerait un châtiment corporel, ou la réclusion dans la prison pénale, là où telle prison existe, le préfet fera une enquête sous serment sur les faits, avant d'infliger ce châtiment ou cette réclusion, et dressera un procès-verbal des dépositions entendues par lui, pour le transmettre sans délai à l'inspecteur; et il ne sera pas appliqué de châtiment corporel à moins que le médecin-chirurgien du pénitencier n'ait certifié que l'état physique du prisonnier le rend capable de supporter ce châtiment, et qu'il n'assiste à son infliction; et on ne pourra donner plus de soixante coups de fouet à un prisonnier pour toute infraction de cette nature. 46 V., c. 37, art. 61.

59. Tout officier, garde ou serviteur d'un pénitencier, ou gent, des spi- toute autre personne qui apportera ou emportera, ou tentera d'apporter ou d'emporter, ou qui, en connaissance de cause, permettra qu'on apporte ou emporte, pour les remettre à un détenu ou après les avoir reçus d'un détenu dans le péniten-[5-6 V., c. 29, eier, ou qui apportera à un détenu employé hors des murs de la art. 26; 6-7 prison, soit de l'argent, des vêtements, des provisions, du 24: 28-29 V., tabac, des spiritueux, des lettres, papiers ou autres objets c. 126, art. quelconques, en violation des règles du pénitencier, sera quelconques, en violation des règles du pénitencier, sera, sur conviction de ce fait par voie sommaire, passible d'une amende de cent piastres au plus, ou d'un emprisonnement avec travail forcé de trois mois au plus. 46 V., c. 37, art. 59.

ENTRÉE DANS UN PÉNITENCIER SANS AUTORISATION.

Punition des personnes l'enceinte d'un pénitencier sans autorisation.

60. Quiconque sera trouvé sur les terrains ou dans les personnes trouvées dans édifices, cours, bureaux ou autres dépendances quelconques d'un pénitencier, sans autorisation,—ou quiconque y entrera sans être un officier ou serviteur du pénitencier ou sans avoir l'autorisation du préfet, sera passible, sur conviction de ce fait par voie sommaire, d'une amende de dix piastres au plus pour la première infraction, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement, avec ou sans travail forcé, d'un mois

au plus; et, pour toute récidive, d'une amende n'excédant Récidive. pas cinquante piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement, avec ou sans travail forcé, de trois mois au plus. 46 V., c. 37, art. 62.

61. Quiconque amarrera ou ancrera, ou fera amarrer ou Défense aux ancrer, un radeau, bateau, navire ou embarcation quelcon- de s'approque à moins de trois cents pieds de la rive ou du quai cher à moins bornant les terrains d'un pénitencier, sur un lac, un bras de de 300 pieds des quais ou mer, une baie ou une rivière, sans la permission du préfet, rives bornant les terrains d'un presentations de permission du préfet, rives bornant les terrains de la companie de sur les terrains de la permission du préfet, rives bornant les terrains d'un presentations de sur les des quais ou mer, une baie ou une rivière, sans la permission du préfet, les terrains de la companie de sur les des des quais ou rives bornant les terrains d'un presentation que les des sur les des des quais ou mer, une baie ou une rivière, sans la permission du préfet, les terrains d'un presentation que les des s'approsera passible, sur conviction de ce fait par voie sommaire, les terrains des pénitend'une amende de vingt piastres, et à défaut de paiement de ciers. cette amende et des frais, d'un emprisonnement avec travail forcé, de deux mois au plus; et le montant de l'amende prononcée pourra être prélevé sur le radeau, bateau, navire ou embarcation, quel qu'en soit le propriétaire, ainsi que sur les biens et effets propres du contrevenant. 46 V., c. 37, art. 63.

LIQUEURS SPIRITUEUSES.

62. Il ne pourra être introduit de liqueurs spiritueuses Défense d'inou fermentées dans le pénitencier, pour l'usage d'aucun troduire des officier ou personne autre que le préfet ou le sous-préfet, si vrantes dans ce dernier y réside, ni pour l'usage d'aucun détenu, excepté les pénitenciers. dans les cas prévus par les règlements de l'institution ; et Fait de don-quiconque donnera des liqueurs spiritueuses ou fermentées, ner des boisdu tabac à fumer ou en poudre ou des cigares, sauf les cas sons et du tabac aux pri-prévus par les règlements de l'institution, à quelque détenu, sonniers; ou lui en apportera, encourra une amende de quarante amende. piastres, recouvrable devant toute cour compétente par le [28-29 V. c. préfet, et qui sera portée au crédit du ministre des Finances 126, art. 38.] et Receveur général. 46 V., c. 37, art. 64.

LIBÉRATION DES DÉTENUS.

63. Nul détenu ne sera mis hors d'un pénitencier, à l'ex-Libération piration de sa peine ou autrement, s'il est atteint de quelque des détenus maladie contagieuse ou infectieuse; ni pendant les mois de certains cas. novembre, décembre, janvier, février ou mars, s'il ne le demande, ou s'il est malade de quelque mal aigu ou dangereux ; mais il lui sera permis de rester au pénitencier jusqu'à ce qu'il soit rétabli de cette maladie, ou jusqu'au premier jour d'avril qui suivra l'expiration de sa peine. Mais celui Proviso. qui séjournera dans un pénitencier, pour une cause quelconque, après l'expiration de sa peine, sera soumis à la même discipline et au même contrôle que si sa peine n'était pas encore expirée.

2. Le premier jour d'avril, il sera dressé par ordre des Liste des libbdates de l'expiration des peines, une liste de tous les pri-rés à faire le sonniers dont le poine aura expiré dans les cités de tous les pri-ler d'avril. sonniers dont la peine aura expiré dans les cinq mois précédents, et qui se trouveraient encore dans la prison; et,

Si la sentence expire un dimanche.

[28-29 V., c. 126, art. 41] Vêtements et nir aux libé-

[28-29 V., c. 126, art. 43.]

Argent gagné par eux.

retourne pas au lieu de sa condamnation.

Les objets trouvés sur

le prisonnier

à son entrée lui seront

[28-29 V., c.

126, annexe 3.7

Ils pourront être vendus

si le prison-

nier veut en disposer.

gardés.

suivant cet ordre, ils seront libérés, un le dit premier d'avril et un autre chaque jour après, jusqu'à ce qu'ils le soient tous.

3. Si la peine d'un prisonnier expire un dimanche, il sera élargi le samedi précédent, à moins qu'il ne préfère rester

au pénitencier jusqu'au lundi suivant.

4. Lors de sa libération, par expiration de sa peine ou argent à four- autrement, il sera fourni, aux frais du pénitencier, à tout détenu condamné pour la vie ou pour deux ans au moins, un habillement autre que le costume de prison, ainsi que telle somme d'argent suffisante pour ses frais de route jusqu'au lieu où il avait été condamné, et telle autre somme en sus, n'excédant pas vingt piastres, que le préfet jugera à propos de lui allouer; et s'il reste à son avoir une somme gagnée par son travail hors des heures réglementaires, elle lui sera remise en tels temps et par telles fractions que pres-Si le libéré ne crira le règlement de la prison; mais, si le préfet est d'opinion qu'un détenu, au moment de sa libération, n'a pas bonâ fide l'intention de retourner au lieu où il avait été condamné, mais qu'il a l'intention d'aller à un autre lieu plus rapproché du pénitencier, il sera fourni à ce détenu telle moindre somme d'argent qui, dans l'opinion du préfet, pourra suffire à ses frais de route pour s'y rendre. c. 37, art. 65.

EFFETS DES PRISONNIERS.

64. Tout objet trouvé sur la personne d'un prisonnier à son entrée au pénitencier, et qui aura assez de valeur pour être conservé, lui sera ôté, et la désignation en sera consignée dans un registre tenu à cet effet; et si le prisonnier ne juge pas à propos alors d'en disposer autrement, l'objet sera soigneusement conservé jusqu'au jour de sa libération, pour lui être remis dans l'état où il se trouvera à ce moment; mais le préfet ne sera pas responsable de la détérioration que dans l'intervalle cet objet aura pu subir.

2. Si, lors de son entrée, le prisonnier désire disposer d'objets lui appartenant, et qu'en conséquence il soit disposé de ces objets, mention en sera faite au dit registre sous la signature de l'officier chargé de le tenir et sous celle du prisonnier; et l'argent reçu pour prix de ces objets sera porté au

crédit de ce dernier. 46 V., c. 37, art. 66.

ENQUÊTES DU CORONER.

Enquêtes tenues par le coroner en certain cas. [28-29 V , c. 126, art. 48.]

coroner et du jury.

65. Avenant le décès d'un détenu dans un pénitencier, si l'inspecteur, le préfet, le médecin-chirurgien ou l'aumônier a lien de croire que ce décès est dû à quelque cause extraordinaire, il devra appeler un coroner compétent, pour faire une enquête sur le corps du décédé; et, sur la réquisition d'un ou plusieurs des officiers ci-dessus nommés, le coroner Admission du devra procéder à l'enquête, et, à cette fin, il aura entrée dans la prison, ainsi que le jury et toutes autres personnes dont la présence serait nécessaire. 46 V., c. 37, art. 67.

DÉTENUS DÉCÉDÉS.

66. Le corps de tout détenu décédé dans un pénitencier, Ce qui sera s'il est réclamé par la famille du défunt, lui sera remis pour re. qu'elle l'enlève; mais si elle ne le réclame pas, le corps pourra être livré à un inspecteur d'anatomie dûment nommé en vertu d'un acte autorisant telle nomination, ou au professeur d'anatomie d'un collège dans lequel la science médicale est enseignée; ou, s'il n'est pas ainsi livré, le corps sera enterré décemment, aux frais du pénitencier. 46 V., c. 37, art. 68.

DÉTENUS ALIÉNÉS.

67. Le Gouverneur en conseil pourra ordonner au préfet Quartier des du pénitencier de Kingston d'en réserver une partie pour la alienés au pé-réception le détention et le traitement de pour la mitencier de réception, la détention et le traitement des prisonniers Kingston. aliénés; et, en conséquence, le local ainsi réservé sera employé à cet usage et sera désigné sous le nom de "quartier des aliénés." 46 V., c. 37, art. 69.

68. Si, en quelque temps que ce soit, il apparaît au mé-Rapport du decin du pénitencier qu'un détenu est atteint d'aliénation médecin sur les cas d'insamentale et doit être transféré au quartier des aliénés, il fera nité. son rapport par écrit au préfet; et sur la réception de ce [5-6 V., c; 29, rapport, le préfet transférera immédiatement le détenu au art. 23; 6-7 V., c. 26, art. quartier des aliénés. 46 V., c. 37, art. 70.

21.7

69. Si, avant la fin de la peine de ce détenu, le médecin Si l'aliéné certifie au préfet que ce détenu a recouvré la raison, et est recouvre la en état de sortir du quartier des aliénés, le préfet devra le [5-6 V., c. 29, art. 23; 6-7 retirer de ce quartier. 46 V., c. 37, art. 71.

V., c. 26, art.

70. Si la durée de l'emprisonnement d'un détenu expire Si le prisonpendant sa détention comme aliéné au quartier des aliénés, ne à l'expiraon pourra continuer à l'y garder, en attendant que l'on tion de sa prenne les mesures autorisées par le présent acte; et dans peine. ce cas, le médecin devra certifier sans délai au préfet si cette personne est redevenue saine d'esprit ou non. 46 V., c. 37, art. 72 et 73.

- 71. Si le médecin certifie que la guérison est obtenue, Mise en libercette personne sera immédiatement mise en liberté. 46 V., c. 37, art. 74.
- 72. Si le médecin certifie que cette personne est en état Transfèred'aliénation mentale, le préfet en fera rapport à l'inspec- d'aliénation teur; et le Secrétaire d'Etat communiquera ensuite le fait mentale. au lieutenant-gouverneur de la province dans laquelle cette personne aura été condamnée, afin qu'il la fasse transporter en lieu sûr.

2. Le lieutenant-gouverneur pourra alors ordonner la Lelieutenanttranslation de la dite personne en un lieu sûr dans la pro-gouverneur 2317

donner.

vince : et elle devra, à la suite de cet ordre, être remise à celui qui y sera désigné, pour être transportée au dit lieu; et elle sera placée et retenue là, ou dans tout autre lieu sûr que le lieutenant-gouverneur indiquera ultérieurement, jusqu'à ce qu'il lui paraisse qu'elle est redevenue saine d'esprit; en ce cas le lieutenant-gouverneur pourra ordonner sa sortie; mais si, après la translation de cette personne au dit lieu de sûreté et avant son entière guérison, il juge opportun d'ordonner qu'on la remette à quelqu'un qu'il désignera, l'ordre devra être exécuté. 46 V., c. 37, art. 75 et 76.

Autres pouvoirs du lieutenant-gouverneur.

Cas particulier de trausfèrement dans un lieu de

73. Si le lieutenant-gouverneur de la province dans laquelle aura eu lieu la condamnation d'un îndividu ainsi devenu fou, a fait des arrangements avec le lieutenant-gousûreté en On-verneur de la province d'Ontario pour la sûre détention de semblables aliénés en Ontario, et que le Secrétaire d'Etat ait été avisé de ces arrangements par les lieutenantsgouverneurs des provinces intéressées, le Secrétaire d'Etat devra, à l'égard de cet individu, adresser la communication mentionnée dans l'article précédent au lieutenant-gouverneur d'Ontario, lequel sera revêtu, en pareil cas, de tous les pouvoirs énoncés dans ce même article.

Si le lieutenant-gouverneur ne pourvoit pas au transferement de l'aliéné.

2. Si le lieutenant-gouverneur n'a pas, dans les deux mois de la communication du Secrétaire d'Etat mentionnée en l'article précédent, fait transférer l'aliéné, conformément aux prescriptions de cet article, le Secrétaire d'Etat pourra, sur la recommandation du ministre de la Justice, ordonner de le transférer soit dans la prison où il était détenu en dernier lieu avant son envoi au pénitencier, soit dans toute autre prison de la province où il a été condamné; et, après ce transfèrement, toutes les dispositions de l'article précédent seront applicables au cas de cet aliéné. 46 V., c. 37, art. 77 et 78.

Enquête sur l'état mental d'un prisonnier.

74. S'il s'élève quelque doute au sujet de l'état mental d'un détenu, le ministre de la Justice pourra ordonner qu'il soit fait une enquête et un rapport par un ou plusieurs médecins, conjointement avec le médecin du pénitencier, et à la suite de leur rapport, ordonner toutes les mesures nécessaires pour exécuter les prescriptions du présent acte. 46 V., c. 37, art. 79.

ANNEXE.

Préfet, salaire d'au plus	\$3,000
et d'au moins	" /
Sous-préfet, au plus	1,400
et au moins 600	
Gardien-chef, au plus	900
et au moins 500	
2318	

•	
Aumônier, au plus	1,200
et au moins 400	
Assistant-aumônier, au plus	5 00
et au moins 300	1 000
Médecin-chirurgien, au plus	1,800
et au moins	1 000
Comptable, au plus	1,000
et au moins	200
Instituteur, au plus.	600
et au moins	0.00
Garde-magasin, au plus	900
et au moins	- · · ·
Econome, au plus	700
et au moins	
(Si les emplois d'économe et de garde-ma-	
gasin sont réunis, le salaire pourra être	
celui du garde-magasin.)	
Maître de métier en chef, au plus	1,100
et au moins	1,100
Maître de métier, au plus	750
et au moins	100
	750
	100
Cutt money	900
Mécanicien, au plus	300
et au moins	CEO
Fermier-jardinier, au plus	650
et au moins	600
Gardien, au plus	600
et au moins 400	CAO
Garde, au plus	600
et au moins 350	000
Messager, au plus	600
et au moins 400	400
Conducteur d'attelage, au plus	4 00
et au moins	4
Autres serviteurs (hommes), au plus, par jour	7.50
Matrone, au plus	55 0
et au moins	0.50
Aide-matrone, au plus	3 50
et au moins	
Sous-aide-matrone, au plus	250
et au moins	0.00
Institutrice, au plus	250
et au moins	
46 V., c. 37, annexe A.	

OTTAWA : Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 183.

A.D. 1886. Acte concernant les prisons publiques et de réforme.

> SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:-

Définition. "neur."

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige "Lieutenant- une interprétation différente, l'expression "lieutenant-gouverneur " signifie le lieutenant-gouverneur en conseil.

PARTIE I.

PRISONS PAS SURES.

Le lieut .- gouverneur peut substituer une prison voisine à une prison peu sûre.

2. Le lieutenant-gouverneur de toute province du Canada pourra, par une proclamation publiée dans la gazette officielle de cette province, et aussi dans la Gazette du Canada, déclarer que la prison commune d'un district, comté ou lieu de cette province n'est pas sûre, et désigner la prison d'un district, comté ou lieu voisin comme étant la prison dans laquelle les délinquants dans le district, comté ou lieu en premier lieu mentionné, pourront, à compter d'une date indiquée, être incarcérés ou condamnés à l'incarcération. 40 V., c. 37, art. 1.

Transfert des prisonniers à la prison aubstituée.

3. Le lieutenant-gouverneur pourra, après avoir lancé cette proclamation, et de temps à autre, ordonner au shérif de transférer tels des prisonniers alors détenus dans cette prison peu sûre, que le lieutenant-gouverneur jugera à propos, à la prison ainsi désignée comme il est dit ci-haut; et cet ordre sera une autorisation suffisante pour les shérifs et officiers respectifs de livrer et recevoir, et pour le gardien de la prison en dernier lieu mentionnée, d'y détenir tout tel prisonnier, conformément à l'injonction du mandat ou de la sentence en vertu desquels il aura été incarcéré dans cette prison peu sûre. 40 V., c. 37, art. 4.

Effet de la proclamation quant aux in-dividus qui, autrement, seraient détenus dans la prison peu sure.

4. Tant que cette proclamation restera en vigueur, tout individu qui, autrement, aurait été incarcéré ou condamné à l'incarcération dans la prison commune ainsi déclarée peu sûre, sera incarcéré ou condamné à l'incarcération dans la prison désignée à cet effet dans la proclamation, et les shérifs et officiers respectifs sont autorisés à livrer et recevoir cet individu; et un mandat adressé au geôlier de la prison peu sure sera une autorisation suffisante pour le geôlier de la prison ainsi désignée comme susdit, de détenir dans cette prison l'individu nommé dans ce mandat, suivant l'injonction du mandat, ou jusqu'à ce qu'il en soit retiré ainsi que ci-dessous prescrit. 40 V., c. 37, art. 2.

5. Tout individu ainsi détenu dans la prison désignée Où se fera le dans cette proclamation pourra subir son procès dans le procès des district, comté ou lieu dans la prison duquel il est détenu, transférés. à moins que le juge ou la personne qui présidera le tribunal devant lequel on se proposera de faire subir son procès à cet individu, ou un juge d'une cour ayant juridiction sur l'infraction, en ordonne autrement; et la cour de l'évacuation Pouvoirs de générale des prisons, ou des sessions générales de la paix, ou juges. toute autre cour revêtue des mêmes pouvoirs, tenue dans ce district, comté ou lieu, et tout juge y présidant, auront pouvoir de décerner, à l'égard de tout individu incarcéré à défaut de cautions de bonne conduite, ou de garder la paix, le même ordre que cette cour ou ce juge pourraient décerner si la cour tenait audience dans le district, comté ou lieu où le mandat d'incarcération de cet individu a été décerné. 40 V., c. 37, art. 3.

407

6. Le lieutenant-gouverneur pourra, en tout temps, par Proclamation une proclamation publiée dans la gazette officielle de la pro-révoquant la vince, et dans la Gazette du Canada, déclarer que toute proclamation lancée en vertu de l'article deux du présent acte cessera, à compter d'une date indiquée, d'avoir force et effet; et cette proclamation cessera en conséquence d'avoir force et effet. 40 V., c. 37, art. 5.

7. Le lieutenant-gouverneur pourra, après avoir lancé la Retranstert proclamation en dernier lieu mentionnée, ordonner au shérif des prison-niers en conde transporter tels des prisonniers alors détenus dans la pri-séquence. son ainsi désignée comme susdit, que le lieutenant-gouverneur jugera à propos, à la prison du district, comté ou lieu dans laquelle, n'eût été l'opération des articles précédents, ces prisonniers auraient été incarcérés; et cet ordre sera une autorisation suffisante pour les shérifs et officiers respectifs de livrer et recevoir, et pour le gardien de la prison en dernier lieu mentionnée d'y détenir ces prisonniers, conformément à l'injonction des mandats ou sentences en vertu desquels ils auront été primitivement incarcérés. 40 V., c. 37, art. 6.

EMPLOI DES PRISONNIERS.

8. Le lieutenant-gouverneur de toute province pourra, Le lieut. de temps à autre, faire des règlements dans le but de pré-gouverneur venir les évasions et de maintenir la discipline parmi les peut faire des prisonniers incarcérés dans une prison commune et employés règlements. en dehors de ses murs. 40 V., c. 36, art. 1.

Et autoriser l'emploi des prisonniers hors des prisons.

9. Lorsque ces règlements seront faits, le lieutenantgouverneur pourra, de temps à autre, ordonner et autoriser l'emploi à quelques travaux ou devoirs spéciaux, en dehors de l'enceinte de toute prison commune, de tout prisonnier qui est condamné à l'incarcération avec travail forcé dans cette prison, pour toute infraction aux lois du Canada. 48-49 V., c. 81, art. 1.

Discipline de la prison à observer.

10. Tout prisonnier sera, pendant qu'il sera ainsi employé, assujéti à ces règlements et à tous les règlements et à la discipline de la prison, autant qu'ils pourront être appliqués. 40 V., c. 36, art. 3.

Surveillance.

11. Nul prisonnier ne sera ainsi employé, si ce n'est sous la plus stricte surveillance et garde d'officiers désignés à cet effet. 40 V., c. 36, art. 4.

L'endroit du travail, etc., fait partie de la prison.

12. Toute rue, grande route ou voie publique de toute espèce, que suivront ou traverseront des prisonniers en allant à leur ouvrage ou en en revenant, et tout endroit où ils seront employés, seront, lorsqu'ils serviront à cette fin, considérés comme étant une partie de la prison; et toute évasion ou tentative d'évasion, et toute délivrance ou tentative de délivrance par force, faite sur cette rue, grande route ou voie publique, seront considérées comme si elles eussent été faites dans ou de cette prison. 40 V., c. 36, art. 5.

DISCIPLINE DE LA PRISON.

trois articles vent être étendus à toute province.

13. Si en aucun temps il y a dans quelque province une conditions les prison de nature à rendre possible l'application des trois suivants peu articles qui suivent à cette province, ct si le lieutenantgouverneur établit des règles pour faire tenir note exacte de la conduite quotidienne de chaque prisonnier détenu dans cette prison, consignant sa conduite, son assiduité et sa diligence au travail, et sa fidélité et son exactitude à observer les règlements disciplinaires de la prison, et si cette prison et les règles ainsi établies sont déclarées suffisantes par le Gouverneur en conseil, le Gouverneur en conseil pourra, par proclamation publiée dans la Gazette du Canada, énonçant ces faits et décrivant la prison, déclarer les dits articles en vigueur dans cette province à compter d'un jour qui sera désigné dans cette proclamation. 40 V., c. 39, art. 1 et 5.

Pouvoir du nant un prévenu en certains cas.

14. Tout juge qui condamnera un prévenu à l'emprisonjnge condam- nement dans une prison désignée dans la proclamation mentionnée à l'article précédent, pourra condamner ce prévenu pour un terme n'excédant pas un sixième de plus que le terme maximum actuellement prescrit par la loi pour l'infraction commise; et cette condamnation pourra être mise à exécution dans cette prison, bien qu'elle soit pour un terme de pas plus de deux ans et quatre mois. 40 V., c. 39, art. 2. 2323

15. Tout prévenu condamné à cette prison aura droit de Le détenu s'acquérir l'abréviation d'une partie de l'emprisonnement rir une rémisauquel il aura été condamné n'excédent par s'acquérir une rémisauquel il aura été condamné n'excédent auquel il aura été condamné, n'excédant pas cinq jours par sion de peine. chaque mois durant lequel il aura tenu une conduite exemplaire et aura fait preuve de diligence et d'assiduité au travail, et qu'il n'aura enfreint aucun règlement de la prison; et s'il est incapable de travailler pour cause de maladie, non délibérément provoquée par lui-même, il aura droit, par sa bonne conduite, à une abréviation de pas plus de deux jours et demi par chaque tel mois sur le terme de son incarcération. 40 V., c. 39, art. 3.

16. Tout détenu qui contreviendra aux lois ou enfreindra Perte de la les règlements de la prison, sera, outre toute autre peine à rémission en la guelle il sera aggniéti paggible de pardus que la certains cas. laquelle il sera assujéti, passible de perdre, en tout ou en partie, l'abréviation de peine qu'il aurait gagnée ainsi que ci-dessus mentionné. 40 V., c. 39, art. 4.

PARTIE II.

ONTARIO.

17. Les dispositions des articles dix-huit à quarante-huit, Dispositions inclusivement, qui forment la deuxième partie du présent applicables à acte, ne s'appliquent qu'à la province d'Ontario. 43 V., c. 39, art. 16, partie;—et c. 40, art. 10, partie.

18. Dans cette partie du présent acte, l'expression " cour " Définition. comprend un magistrat de police ou stipendiaire, mais ne "Cour." comprend pas un ou plusieurs juges de paix. 43 V., c. 39, art. 2;—et c. 40, art. 2;—44 V., c. 32, art. 1 et 6, parties.

Prison Centrale

19. Toute cour de la province d'Ontario devant laquelle Détention une personne sera convaincue de quelque infraction aux dans la prison lois du Canada, punissable par l'incarcération dans une prison commune pendant une période de deux mois ou un temps plus long, pourra condamner cette personne à l'emprisonnement dans la prison Centrale de la province d'Ontario, au lieu de la prison commune du comté ou district judiciaire où l'infraction a été commise ou jugée. 44 V., c. 32, art. 6, partie.

20. Toute personne détenue dans quelqu'une des prisons Prisonniers transférés à la prison Centrison de la dite province sous sentence d'emprisonnement pour une infraction quelconque, pourra, sur l'ordre du trale. secrétaire provincial, être transférée de cette prison commune à la prison Centrale et y être emprisonnée pour la partie non expirée du terme pour lequel elle aura été premièrement condamnée ou envoyée à cette prison commune; et cette personne sera emprisonnée dans la prison Centrale pendant le reste de ce terme, à moins qu'elle ne soit dans l'intervalle

dûment élargie on transférée ailleurs, et elle sera assujétie aux règles et règlements de la prison Centrale. 36 V., c. 69,

Translation prisonnement Chap. 183.

21. Cette personne pourra être transférée à la prison Cenmême si l'em-trale, nonobstant que cet emprisonnement ait été, en tout ou est pour non- en partie, imposé à défaut de paiement d'une amende, et que paiement d'une amende. cette personne ait le droit d'être élargie sur paiement de cette

Si l'amende est ensuite payée.

2. Si l'amende est payée après la translation du délinquant, elle le sera à l'officier qu'il appartient de cette prison pour couvrir les frais de translation du délinquant à cette prison, et autrement pour l'usage de la prison; mais rien dans le présent acticle ne préjudiciera au droit d'aucun particulier à l'amende ou à partie de l'amende. 44 V., c. 32, art. 5.

Le préfet gardera les prisonniers.

22. Le préfet de la prison Centrale incarcérera dans cette prison tout délinquant qu'on lui aura légalement certifié avoir été condamné à y être emprisonné, et l'y gardera en le soumettant à toutes les règles et règlements et à la discipline de la prison, jusqu'à l'expiration du terme porté par la sentence, ou jusqu'à l'élargissement du détenu suivant les voies de droit. 36 V., c. 69, art. 3.

Prisonniers employés à travailler de la prison.

23. Le lieutenant-gouverneur pourra en tout temps ordonner ou permettre que des prisonniers détenus ou conhors des murs damnés à l'emprisonnement dans la dite prison, soient employés à quelque travail ou service particulier, en dehors des murs ou au delà de l'enceinte de la prison Centrale; et ces prisonniers, pendant qu'ils seront ainsi employés, seront assujétis à toutes les règles et règlements et à la discipline de la prison, en tant que ces règles, règlements et discipline seront applicables, et à tous autres règlements faits dans le but de prévenir les évasions on pour quelque autre objet, qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur; mais lorsque des prisonniers seront ainsi employés en dehors des murs ou de l'enceinte de la prison, ils seront toujours sous la garde et la surveillance très strictes d'officiers à ce pré-36 V., c. 69, art. 4. posés.

Transfert des prisonniers à mune.

21. Le lieutenant-gouverneur pourra en tout temps, par prisonners a la prison com- mandat signé du secrétaire provincial, ou de tout autre fonctionnaire que le lieutenant-gouverneur autorisera à cette fin, ordonner qu'un délinquant soit transféré de la prison Centrale à la maison de réforme d'Ontario pour les garçons, ou de la prison Centrale à la prison commune du comté dans lequel il aura été condamné, ou à toute autre prison, ou de la dite maison de réforme à la dite prison Centrale. 48-49 V., c. 79, art. 1.

Maison de réforme d'Ontario pour les jeunes gens.

Quels délin-25. Si un jeune garçon qui, lors de son procès, paraîtra quants penvent être en. à la cour être agé de moins de seize ans, est convaincu de 2325

411

quelque infraction au sujet de laquelle une sentence d'em-voyés à la prisonnement pour une période de trois mois ou plus, mais maison de réde moins de cinq ans, peut être prononcée contre un adulte convaincu d'une même infraction, et si la cour devant laquelle ce jeune garçon est trouvé coupable est d'avis que son bien-être matériel et moral exige évidemment qu'il soit envoyé à la maison de réforme d'Ontario pour les jeunes gens, cette cour pourra condamner ce jeune garçon à être incarcéré dans la dite maison de réforme pendant tel temps déterminé que la cour jugera à propos, mais sans qu'il puisse être plus long que le terme d'emprisonnement qui pourrait être infligé à un adulte pour une même infraction, et pourra de plus condamner ce jeune garçon à la détention dans la dite maison de réforme pendant un temps indéfini après l'expiration du temps ainsi déterminé; mais la période totale de Durée de la sa détention dans la maison de réforme n'excédera pas cinq détention. ans à compter du commencement de son incarcération. 43 V., 39, art. 1, partie.

26. Si un jeune garçon paraissant âgé de moins de seize Les délinans est convaince d'une infraction punissable sur conviction quants juges sommairesommaire, et s'il est condamné à la prison et incarcéré dans ment peuvent une prison commune pendant quatorze jours au moins, tout yêtre envoyês en certains juge de l'une des cours supérieures, ou tout juge d'une cour cas. de comté, dans toute cause survenant dans son comté, pourra évoguer la cause devant lui et s'enquérir des faits et de la condamnation; et s'il trouve que le bien-être matériel et moral du jeune garçon l'exige, il pourra, comme punition supplémentaire de l'infraction, condamner ce jeune garçon à être envoyé, soit immédiatement, soit après l'expiration du terme de son incarcération dans cette prison, à la maison de réforme pour y être détenu, afin de lui donner une éducation industrielle et morale, pendant une période indéfinie, n'excédant pas einq ans en tout à compter du commencement de son incarcération dans la prison commune. 43 V., c. 39, art. 3.

27. Tout jeune garçon ainsi condamné sera détenu dans Détention la maison de réforme jusqu'à l'expiration de sa peine, si le me du délinterme en a été fixé, à moins qu'il ne soit plus tôt libéré par quant. autorité compétente ; et il sera ensuite, sauf les dispositions du présent acte et les règlements faits ainsi que ci-après prescrit, détenu dans la maison de réforme pendant une période n'excédant pas cinq ans à compter du commencement de son incarcération, dans le but de faire son éducation industrielle et morale. 43 V., c. 39, art. 4.

28. Une copie de la sentence de la cour, régulièrement lucareération attestée par l'officier qu'il appartient, ou le mandat ou l'ordre quants dans du juge ou autre magistrat qui aura condamné ce jeune la prison jusgarçon à l'incarcération dans la maison de réforme, sera une qu'à ce qu'ils autorisation suffisante pour le shérif, constable ou autre duits à la réofficier qui en recevra l'ordre, verbalement ou autrement, de forme.

conduire ce jeune garçon à la prison commune du comté dans lequel la sentence a été prononcée, et pour le geôlier de cette prison de recevoir et détenir ce jeune garçon, jusqu'à ce que quelque personne légalement autorisée demande qu'il lui soit livré pour le conduire à la maison de réforme. 43 V., c. 39, art. 6.

Si le délinquant est malade.

29. Si un jeune garçon condamné à la détention dans la maison de réforme est dans un état de santé tellement faible qu'il ne pourrait sans danger ou sans inconvénient être transféré à la maison de réforme, il pourra être détenu dans la prison commune ou autre lieu de détention où il se trouvera, jusqu'à ce qu'il soit suffisamment rétabli pour être sans danger et sans inconvénient transféré à la maison de réforme. 43 V., c. 39, art. 7.

S'il est danpeine.

Proviso.

30. Nul jeune garçon ne sera élargi de la maison de gereusemnet malade à l'ex-réforme à l'expiration du terme de son emprisonnement s'il piration de sa est alors atteint de quelque maladie contagieuse ou pestilentielle, ou de quelque maladie aiguë ou dangereuse, mais il lui sera permis de rester dans la maison de réforme jusqu'à ce qu'il soit rétabli; néanmoins, tout jeune garçon restant à la maison de réforme pour quelqu'une de ces causes sera assujéti à la même discipline et au même contrôle que si son emprisonnement n'était pas terminé. art. 13.

Institution de réforme Andrew Mercer (d'Ontaria) pour les femmes.

Dans quels cas les femmes pourront à la maison de réforme.

31. Toute cour de la province d'Ontario devant laquelle une personne du sexe féminin sera convaincue de quelque être envoyées infraction aux lois du Canada, punissable par l'incarcération dans une prison commune pendant une période de deux mois, ou plus longtemps, pourra la condamner à l'incarcération dans la maison de réforme Andrew Mercer (d'Ontario) pour les femmes, au lieu de la prison commune du comté ou district judiciaire dans lequel l'infraction a été commise ou dans lequel le procès a eu lieu. 44 V., c. 32, art. 1, partie.

Transfert des prisonnières a la maison de réforme.

32. Toute délinquante incarcérée de temps à autre dans une prison commune de la dite province, à la suite d'une sentence d'emprisonnement pour quelque infraction aux lois du Canada, pourra, par ordre du secrétaire provincial, être transférée de cette prison commune à cette maison de réforme, pour y être incarcérée durant la partie inexpirée du terme d'emprisonnement auquel cette délinquante aura été originairement condamnée, ou pour lequel elle aura été incarcérée dans la prison commune, et cette délinquante sera alors incarcérée dans cette maison de réforme pendant le reste du dit terme, et sera assujétie à tous les règlements de l'institution. 44 V., c. 32, art. 2.

33. Toute délinquante ainsi condamnée à l'emprisonne-Même si l'emment pourra être transférée à cette maison de réforme, prisonnement nonobstant que cet emprisonnement ait été, en tout ou en non-paiement partie, imposé à défaut du paiement d'une amende, et que d'une amencette délinquante ait le droit d'être libérée sur paiement de cette amende.

2. Si l'amende est payée après la translation de la délin-Sil'amende quante, l'amende sera payée à l'officier qu'il appartient de est ensuite payée. cette maison de réforme pour couvrir les frais de translation de la délinquante à cette institution, et autrement pour l'usage de l'institution; mais rien dans le présent article ne préjudiciera au droit de qui que ce soit à l'amende ou à une partie de l'amende. 42 V., c. 43, art. 3.

34. Lorsqu'une femme sera convaincue, en vertu de l'ar- Durée de l'inticle huit de l'Acte concernant les crimes et délits contre les carcération mœurs et la tranquillité publiques, ou en vertu de l'Acte des cas. procès sommaires, elle pourra être condamnée à la dite maison de réforme pour toute période de moins de deux ans; mais si le terme de l'incarcération dépasse six mois, il ne sera pas imposé d'amende en sus. 44 V., c. 32, art. 3.

35. Tout officier nommé par le lieutenant-gouverneur, ou Translation tout autre officier ou personne agissant sous ses ordres, ou des délinquantes. sous les ordres de la cour ou autre autorité légale, pourra conduire à cette maison de réforme toute délinquante condamnée à y être incarcérée, ou passible de l'être, et la remettre ou livrer à la surintendante ou gardienne de la maison de réforme, sans autre mandat qu'une copie de la sentence extraite des registres de la cour devant laquelle la délinquante a subi son procès, et certifiée conforme par le juge ou le greffier ou greffier suppléant de la cour. 42 V., c. 43, art. 7.

36. La surintendante de la maison de réforme y recevra, La surintentoute délinquante qui y sera conduite avec une attestation dante recevra légale qu'elle a été condamnée à y être incarcérée, et l'y nières. détiendra, en la soumettant aux règles et règlements et à la discipline de l'institution, jusqu'à l'expiration du terme de l'emprisonnement auquel elle aura été condamnée, ou jusqu'à ce qu'elle en soit autrement libérée suivant le cours de la loi. 42 V., e. 43, art. 8.

37. Le lieutenant-gouverneur pourra, en tout temps, par Pouvoir de mandat signé par le secrétaire provincial, ou par tout autre renvoyer les officier autorisé à cet effet par le lieutenant-gouverneur, or- en prisonnières donner le renvoi de cette maison de réforme à la prison commune, ou à toute autre prison dans la province d'Ontario de toute personne transférée à cette maison de réforme en vertu du présent acte. 42 V., c. 43, art. 9.

La surintendante livrera les prisonnières à la personne autorisce.

38. La surintendante de cette maison de réforme, ou le geôlier de toute prison commune, ayant la garde de quelque délinquante dont la translation est ordonnée, devra, sur un ordre à cet effet, remettre et livrer la délinquante au constable ou autre officier ou personne porteur du mandat, ainsi qu'une copie, attestée par la surintendante ou le geôlier, de la sentence et de la date de la condamnation de la délinquante, telle qu'elle lui aura été remise lors de la réception de la délinguante sous sa garde. 42 V., c. 43, art. 10.

Refuge industriel pour les jeunes filles.

Les jeunes filles peuvent être euvoyées au refuge industriel pour certains délits.

39. Si une jeune fille qui, lors de son procès, paraîtra à la cour être àgée de moins de quatorze ans, est convaincue de quelque infraction au sujet de laquelle une sentence d'emprisonnement pour une période d'un mois ou plus, mais de moins de cinq ans, peut être prononcée contre un adulte convaincu d'une même infraction, et si la cour devant laquelle cette jeune fille est trouvée coupable est d'avis que son bienêtre matériel et moral exige évidemment qu'elle soit envoyée au refuge industriel pour les jeunes filles d'Ontario, cette cour pourra condamner cette jeune fille à être incarcérée dans l'institution de réforme Andrew Mercer (d'Ontario) pour les femmes, pendant tel temps déterminé que la cour jugera à propos, mais sans qu'il puisse être plus long que le terme d'emprisonnement qui pourrait être infligé à un adulte pour une même infraction, et pourra de plus condamner cette jeune fille à la détention dans ce refuge industriel pour les jeunes filles pendant un temps indéfini après l'ex-Durée de leur piration du dit temps déterminé; mais la période totale de sa détention dans la maison de réforme et ce refuge industriel n'excédera pas cinq ans à compter du commencement de son incarcération. 43 V., c. 40, art. 1, partie.

détention.

Elles peuvent v être envoyées sur conviction sommaire en

certains cas.

40. Si une jeune fille paraissant âgée de moins de quatorze ans est convaineue d'une infraction punissable sur conviction sommaire, et si elle est condamnée à la prison et incarcérée dans une prison commune pendant quatorze jours au moins, tout juge de l'une des cours supérieures, ou tout juge d'une cour de comté, dans toute cause ayant pris naissance dans son comté, pourra évoquer la cause devant lui et s'enquérir des faits et de la condamnation; et s'il trouve que le bienêtre matériel et moral de la jeune fille l'exige, il pourra, comme punition supplémentaire de l'infraction, condamner cette jeune fille à être envoyée, soit immédiatement, soit après l'expiration du terme de son incarcération dans cette prison, au refuge industriel pour les jeunes filles, pour y être détenue, afin de lui donner une éducation industrielle et morale, pendant une période indéfinie, n'excédant pas cinq ans en tout à compter du commencement de son incarcération dans la prison commune. 43 V., c. 40, art. 3.

41. Toute jeune fille ainsi condamnée sera détenue dans Une jeune la dite institution de réforme pour les femmes jusqu'à l'expicitre gardée ration du terme fixe de son emprisonnement, à moins qu'elle dans l'intérêt de son emprisonnement, à moins qu'elle de son emprisonnement de son emprisonnem ne soit plus tôt libérée par une autorité compétente; et cette de sa réforme. jeune fille sera ensuite, ainsi que toute jeune fille condamnée en vertu de l'article précédent, sauf, dans l'un et l'autre cas, les dispositions ci-dessous établies et les règlements faits en vertu du présent acte, détenue dans le refuge industriel pour les jeunes filles pendant une période n'excédant pas cinq ans à compter du commencement de son incarcération, dans le but de faire son éducation industrielle et morale. 43 V., c. 40, art. 4.

Dispositions générales.

42. Tout shérif on autre individu ayant sous sa garde Détention une personne qui aura été condamnée à la peine de l'empri-temporaire d'un délinsonnement dans la dite prison Centrale ou dans quelqu'une quant dans des institutions de réforme susdites, pourra la retenir dans la une prison commune. prison commune du comté ou du district dans lequel la condamnation aura été prononcée, ou dans tout autre lieu de détention où cette personne se trouvera, jusqu'à ce que quelqu'un légalement autorisé à le faire vienne demander la remise de cette personne pour la transférer à cette prison on à l'une de ces institutions. 38 V., c. 46, art. 1;—42 V., c. 43, art. 4;—43 V., c. 39, art. 5.

43. Si le chirurgien de la prison, ou tout autre officier Un délinde santé agissant en cette qualité, certifie qu'une personne quant trop malade pour condamnée à la prison Centrale ou à la maison de réforme travailler Andrew Mercer (d'Ontario) pour les femmes, est dans un peut être ainsi détenu. état de faiblesse telle qu'elle est incapable de faire le travail forcé, cette personne pourra être gardée dans la prison commune ou autre lieu de détention dans lequel elle se trouvera, jusqu'à ce qu'elle soit suffisamment rétablie pour pouvoir être employée au travail forcé. 38 V., c. 46, art. 2;— 42 V., c. 43, art. 5.

44. On comptera le temps pendant lequel toute personne Le temps de condamnée à la peine de l'emprisonnement dans la prison cette déten-Centrale ou la maison de réforme Andrew Mercer (d'Onta-ra. rio) pour les femmes, aura été en état de détention en vertu des deux articles précédents, en calculant la durée de l'emprisonnement subi par elle dans cette prison ou maison de réforme. 38 V., c. 46, art. 3;—42 V., c. 43, art. 6.

45. Lorsque le terme d'incarcération d'une personne dé-Si le terme tenue dans cette prison, ces maisons de réforme ou de refuge, d'emprison-nement expire prononcé en vertu d'une loi tombant sous le contrôle légis- un dimanche. latif du parlement du Canada, expirera un dimanche, elle sera élargie le samedi précédent, à moins qu'elle ne désire y rester jusqu'au lundi suivant. 36 V., c. 69, art. 6;—42 V., c. 43, art. 11;—43 V., c. 39, art. 12.

49 VICT.

Un jeune délinquant peut être mis en apprentisChap. 183.

46. Si quelque personne respectable et digne de confiance veut se charger d'un jeune garçon incarcéré dans la maison de réforme d'Ontario pour les jeunes gens, lorsque ce jeune garçon aura ses douze ans révolus, ou d'une jeune fille incarcérée dans le refuge industriel pour les jeunes filles, soit comme apprenti dans le métier ou la profession de cette personne, soit comme domestique, et si ce jeune garcon ou cette jeune fille ont été enfermés dans la maison de réforme ou le refuge à la suite d'une sentence ou d'une ordonnance décernée en vertu d'un acte du parlement du Canada, le surintendant de la maison de réforme ou la surintendante du refuge pourront, du consentement et au nom de l'inspecteur des prisons et des établissements de charité publics d'Ontario, engager ce jeune garçon ou cette jeune fille à cette personne pour toute période ne devant pas excéder, sans leur consentement, cinq ans à compter du com-Mise en liberté mencement de leur incarcération; et l'inspecteur ordonnera alors que ce jeune garçon ou cette jeune fille soient libérés de la maison de réforme ou du refuge à titre d'essai, et qu'il ou elle reste en liberté pourvu que sa conduite soit bonne pendant le reste du terme de cinq ans à compter du commencement de son incarcération, et il ou elle sera libérée en conséquence; mais les gages stipulés dans tout acte d'apprentissage fait en vertu du présent article seront payables au jeune garçon ou à la jeune fille ou à quelque autre personne à leur profit.

à l'essai.

Proviso: ses gages seront pour eux.

Sanction du Gouverneur général.

2. Nul jeune garçon et nulle jeune fille ne seront libérés, en vertu du présent article, avant l'expiration du terme d'emprisonnement fixe auguel ils auront été condamnés, sauf sur autorisation du Gouverneur général. 43 V., c. 39, art. 8 et 9:-et c. 40, art. 5 et 6

Règlements au sujet des libérations.

47. Le Gouverneur en conseil pourra établir tels règlements qu'il jugera convenables pour la libération, après l'expiration du terme d'emprisonnement fixe, des prisonniers ou prisonnières détenus dans cette maison de réforme ou ce refuge en vertu d'un acte du parlement du Canada, et cette libération pourra être absolue ou à titre d'essai, et sujette aux conditions qui seront imposées en vertu des dits règlements. 43 V., c. 39, art. 10;—et c. 40, art. 7.

Réinearcération pour infraction des la libération.

48. Le juge de toute cour de comté ou tout magistrat de police pourra, sur preuve satisfaisante qu'un jeune garçon conditions de ou une jeune fille, qui ont été condamnés en vertu des dispopositions d'un acte du parlement du Canada, et qui ont été libérés à titre d'essai, ont violé les conditions de leur libération, ordonner qu'il ou elle soit réintégrée dans la maison de réforme ou de refuge, et alors il ou elle y sera détenue en vertu de sa première condamnation comme s'il n'eût ou si elle n'eût jamais été libérée. 43 V., c. 39, art. 11;—et c. 40, art. 8.

PARTIE III.

QUÉBEC.

Ecoles de réforme pour les jeunes garçons.

- 49. Les dispositions des articles cinquante à soixante, Dispositions inclusivement, formant la troisième partie du présent acte, applicables à ne s'appliquent qu'à la province de Québec. 32-33 V c. 34, art. 10. vartie.
- 50. Tout enfant, apparemment âgé de moins de seize ans, Délinquants qui sera trouvé coupable devant une cour exerçant juridic- de moins de la moins de la paix, vent être enun recorder, un magistrat de district ou un magistrat de voyés aux police, de quelque infraction pour laquelle il serait passible forme. de l'emprisonnement, pourra être condamné à la détention dans une école de réforme certifiée, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, ou bien il pourra être condamné à l'incarcération, en premier lieu, dans la prison commune pendant trois mois au plus, et à être transféré, à l'expiration de sa peine, dans une école de réforme certifiée pour v être détenu pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. 32-33 V., c. 34, art. 2.

- 51. Le lieutenant-gouverneur pourra, en tout temps et à Elargissesa discrétion, ordonner l'élargissement de tout délinquant ment. détenn, à la suite d'une conviction sommaire, dans cette école de réforme. 32-33 V., c. 34, art. 3.
- 52. Le lieutenant-gouverneur pourra en tout temps, sur Transfert des le rapport d'un inspecteur des prisons pour la province de incorrigibles, Québec, ordonner que tout délinquant subissant sa sentence dans une école de réforme certifiée, à la suite d'une condamnation pour félonie, soit transféré comme incorrigible; et en ce cas le délinquant sera incarcéré au pénitencier pour le reste du terme de sa sentence. 32-33 V., c. 34, art. 4.

53. Nul enfant apparemment âgé de moins de seize Détention du ans, arrêté sous accusation d'avoir commis une infraction délinquant non capitale, ne sera préventivement incarcéré dans une procès. prison commune, s'il existe une école de réforme certifiée dans un rayon de trois milles de la prison, mais il sera détenu dans cette école de réforme en attendant son procès; et s'il existe plus d'une école de réforme dans ce rayon, le prévenu sera détenu dans celle de ces écoles dont la direction sera le plus conforme aux croyances religieuses de ses père et mère, ou dans lesquelles il a été élevé. 32-33 V., c. 34, art. 5.

54. Tout délinquant détenu dans une école de réforme cer-Punition des tifiée, qui négligera ou refusera de propos délibéré de se con-la discipline former aux règlements de l'institution, sera, après conviction de ces écoles.

27 2332 sommaire devant un juge de paix ayant juridiction dans la localité ou le district où l'école est située, emprisonné aux travaux forcés pendant trois mois au plus; et à l'expiration du terme de son emprisonnement, il sera, par les directeurs de l'école et à leurs frais, ramené à l'école de laquelle il a été transféré, pour y être détenu durant une période égale au terme non expiré de sa détention à l'époque où il a été envoyé en prison. 32-33 V., c. 34, art. 6.

Maisons de réforme pour les femmes.

Lorsque des prisons de réforme aurout été établies. certaines delinquantes condamnées à y être détenues.

55. Lorsque le lieutenant-gouverneur de la province de Québec aura déclaré, par proclamation publiée dans la gazette officielle de cette province, que des arrangements convenables ont été faits dans quelque district de cette propourront être vince pour la détention, la gouverne et la discipline des condamnées dans quelque édifice séparé ou dans quelque partie séparée de la prison commune de ce district, comme prison de réforme destinée à ces condamnées, et que cet édifice séparé ou cette partie séparée d'une prison commune constituera une prison de réforme pour les fins du présent acte,-alors, si une personne du sexe féminin est trouvée coupable dans la dite province de félonie non-capitale, pour laquelle, sans le présent acte, elle serait d'ailleurs punie par un emprisonnement de pas moins de deux ans, mais de pas plus de sept ans, cette condamnée pourra être punie par l'incarcération dans la prison de réforme des femmes pendant sept ans au plus et cinq ans au moins, et la sentence d'incarcération pourra être prononcée contre elle en conséquence, bien que, d'ailleurs, elle n'aurait pas été passible de l'incarcération au pénitencier pendant un temps aussi long que celui auquel elle peut être incarcérée dans la prison de réforme des femmes. 34 V., c. 30, art. 1.

Et certaines leur propre consentement.

56. Si, après cette proclamation, une personne du sexedeux condam féminin est trouvée coupable de quelque félonie ou délit nations, ou de d'ailleurs punissable par l'emprisonnement, mais non pour un terme aussi long que deux ans, ou d'une infraction prévue à l'article huit de l'Acte concernant les crimes et délits contre les maurs et la tranquillité publiques, alors, à moins qu'il ne soit prouvé qu'elle a été antérieurement trouvée coupable et emprisonnée deux fois ou plus souvent, chaque condamnation se rapportant à quelque félonie, délit ou infraction de la nature ci-dessus énoncée, le juge, recorder, juge des sessions de la paix, commissaire de police, magistrat de district, de police ou stipendiaire, maire, préfet, ou deux juges de paix, ou tout autre fonctionnaire saisi de l'affaire, demandera à cette personne si elle consent, au lieu de l'emprisonnement auquel elle serait d'ailleurs passible, à être condamnée à une incarcération de cinq ans dans la prison de réforme des femmes; et si elle refuse de donner ce consentement, la sentence sera portée contre elle tout comme si le présent acte

n'eût pas été passé, mais si elle donne ce consentement, ou s'il est prouvé qu'elle a été condamnée deux fois comme il est dit ci-hant, le fait sera consigné dans le dossier de la cause, et elle sera condamnée en conséquence à l'incarcération dans la prison de réforme des femmes pour un terme de cinq années. 34 V., c. 30, art. 2.

57. Si, lors du prononcé de la sentence, il existe plus Dans quelle d'une prison de réforme des femmes en cette province, l'in-prison la sencarcération aura lieu dans celle de ces prisons de réforme subie. qui se trouvera dans le même district que l'endroit où la sentence a été prononcée, ou s'il n'existe pas de prison de réforme dans ce district, elle aura lien dans la prison de réforme la plus voisine de cet endroit; mais s'il n'existe pas plus d'une prison de réforme dans la province, l'incarcération aura lieu dans cette prison de réforme ; et dans tous Pouvoir d'y les cas le shérif du district où la sentence a été prononcée, transferer les ou toute personne à ce par lui autorisée, aura, pour transporter la condamnée à la prison de réforme où elle doit être incarcérée, les mêmes pouvoirs que ceux conférés à tout shérif pour transporter un condamné au pénitencier. 34 V., e. 30, art. 3, partie.

58. Chaque prison de réforme des femmes ci-dessus men- Ces prisons tionnée sera une maison de correction et une prison de seront des maisons de réforme publique, dans le sens du sixième paragraphe de correction: l'article quatre-vingt-douze de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et sera assujétie aux lois que la législature de la province décrétera au sujet de son établissement, de son entretien et de son administration. 34 V., c. 30, art. 4.

EMPLOI DES DÉTENUS.

59. Tout shérif ou geôlier de la province de Québec à ce Les détenus autorisé par le lieutenant-gouverneur, ou de la manière des prisons prescrite par tout acte de la législature de la province, et penvent être sauf les règlements que la législature établira ou permettra employésen dehors des d'établir à cet égard, pourra employer aux travaux forcés, en murs. dehors des murs ou de l'enceinte de toute prison, tout détenu qui y est condamné aux travaux forcés, et pourra exercer les mêmes pouvoirs quant à la contrainte et à la discipline, et Pouvoir d'empour empêcher son évasion, pendant que ce détenu sera ainsi pêcher leur employé en dehors des murs ou de l'enceinte, que s'il y était interné, et soit que son travail soit directement utilisé au profit du gouvernement de la province ou à celui d'un entrepreneur auquel ce travail aura été affermé par le gouvernement ou par toute autorité compétente ; et la La sentence sentence portée confre tout détenu, qu'elle ait été prononcée comprend cet avant ou après la sanction du présent acte, sera censée comprendre le travail fait dans les conditions ci-dessus, et le temps qu'un détenu consacrera ainsi à ce travail sera computé comme partie du terme pour lequel il a été condamné à l'incarcération dans cette prison. 34 V., c. 30, art. 5.

Prisons communes.

Les prisons sout des maisons de correction, etc.

Chap. 183.

60. Toute prison commune de cette province est une maison de correction, une prison de réforme et un lieu de détention. 34 V., c. 30, art. 6.

PARTIE IV.

NOUVELLE-ÉCOSSE.

Ecole d'industrie d'Halifax.

Certains délinquants peuvent être condamnés à la détention dans l'école d'industrie d'Halifax.

61. Lorsqu'un jeune garçon qui est protestant et en apparence mineur de seize ans sera convaincu, devant la cour de police de la cité d'Halifax, ou devant le magistrat stipendiaire de la dite cité, d'une infraction que la loi punit de la peine d'emprisonnement, la cour de police ou le magistrat stipendiaire pourra le condamner à une détention dans l'école d'industrie d'Halifax, pendant cinq ans au plus et deux ans au moins, selon que la cour de police ou le magistrat stipendiaire le jugera à propos. 33 V., c. 32, art. 1.

La cité devra pourvoir à leur entretien.

62. Cette sentence ne sera prononcée que si la cité d'Halifax a affecté à l'entretien des jeunes gens qui pourraient être ainsi condamnés, une somme, sur ses deniers, à raison de quarante piastres au moins par année pour chaque dé-33 V., c. 32, art. 2. tenu.

L'école pourra être inspectée.

63. Le maire, les échevins et le magistrat stipendiaire de la cité d'Halifax, ou aucun d'eux, seront admis en tout temps à inspecter l'école d'industrie. 33 V., c, 32, art. 3.

Les enfants seront instruits et apmétiers.

64. Le comité de la dite école d'industrie sera tenu d'enseigner la lecture, l'écriture, et l'arithmétique jusqu'à la règle prendiont des de trois, à tout jeune garçon ainsi condamné et détenu, et, en outre, de lui apprendre celui des métiers ou états enseignés dans l'école que le comité jugera le plus conforme aux aptitudes de cet enfant. 33 V., c. 32, art. 4.

Ecole de réforme d'Halifax pour les jennes gens catholiques.

Certains delinquants penvent être condamnés à l'institution de réforme d'Halifax.

65. Aussitôt que le lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse aura publié une proclamation déclarant qu'une maison de réforme, un orphelinat, une école d'industrie ou un asile pour les jeunes gens catholiques, a été établi dans le comté d'Halifax et est prêt pour la détention des prisonniers, tout jeune garçons catholique romain et en apparence âgé de moins de seize ans, qui sera convaincu devant la . cour de police de la cité d'Halifax, ou devant le magistrat stipendiaire de cette cité, d'une infraction que la loi punit

de l'emprisonnement, avec on sans travail forcé, pourra être condamné par la cour de police ou le magistrat stipendiaire à la détention dans cette institution, qu'elle soit située dans la dite cité ou en quelque autre endroit du comté, pour toute période, n'excédant pas cinq ans, que la cour de police ou le magistrat stipendiaire jugera à propos de prononcer. 47 V., c. 45, art. 1.

66. La direction ou le chef de l'institution pourra, à Le nombre en toute époque, notifier au maire de la cité d'Halifax qu'aucun pourra être limité par le prisonnier, au delà du nombre déjà en état de détention chef de l'insdans l'institution, n'y sera reçu; et après la réception par le titution. maire de cet avis, il ne sera plus prononcé de pareille détention jusqu'à ce que le maire ait été notifié de nouveau par la direction ou le chef que l'institution est en état de recevoir d'autres prisonniers. 47 V., c. 45, art. 2.

67. Tout fonctionnaire nommé par le Gouverneur en L'institution conseil pour inspecter l'institution sera admis en tout temps pourra être à la visiter; et quand et aussi longtemps que cet établissement recevra quelque secours pécuniaire de la cité d'Halifax, la même faculté d'admission sera accordée au maire, aux échevins et au magistrat stipendiaire de la cité, ou à chacun d'eux. 47 V., c. 45, art. 3.

68. La direction de l'institution sera tenue de faire ensei- Les jeunes gner et apprendre à chaque jeune garçon condamné et gens y seront détenu comme il est dit ci-dessus, la lecture, l'écriture et apprendront l'arithmétique, jusqu'à la fin de la proportion simple, et, en des metiers. outre, de lui apprendre celui des métiers ou états enseignés dans le temps à l'institution, que la direction jugera le plus conforme aux aptitudes du jeune détenu. 47 V., c. 45, art. 4.

69. Si un délinquant en état de détention dans l'insti-Les incorritution devient incorrigible, il pourra, sur le certificat du gibles pourfonctionnaire en charge, être transféré dans un pénitencier, envoyés an de la manière prévue par l'Acte des pénitenciers. 47 V., c. 45, pénitencier. art, 5.

70. Si la direction de l'asile est d'avis qu'un jeune gar- Le ministre con ainsi condamné et détenu à l'institution, s'est durant six de la Justice pourra délicon amsi condamne et detenu à l'institution, s'est durant six pourra déli-mois consécutifs comporté de manière à mériter, par sa bonne vrer un perconduite, son application et son assiduité au travail, qu'on mis d'élargisle mette en liberté sans prolonger davantage sa détention à l'asile, et si la cour de police ou le magistrat stipendiaire de la cité d'Halifax recommande, concurremment avec la direction de l'asile, qu'on donne au jeune détenu un permis d'être en liberté,—en ce cas, le ministre de la Justice, ou toute personne par lui commise pour délivrer les permis de cette nature, pourra en délivrer un à ce jeune garçon à l'effet de lui accorder la jouissance de sa liberté dans la province de

la Nouvelle-Ecosse, ou dans telle partie de cette province

qui sera spécifiée au permis.

l'ourra être révoqué ou modifié.

2. Le ministre de la Justice ou la personne commise par lui ainsi qu'il vient d'être dit, pourra révoquer ou modifier ce permis à volonté.

Le ministre fera les règlements.

3. Le ministre de la Justice pourra déterminer, au moyen de tout règlement qu'il jugera convenable, la forme des permis, les conditions à observer pour en jouir et celles de sa déchéance, et la manière de constater si ses conditions sont bien observées.

Contravention au permis.

4. Sur dénonciation, faite sous serment, d'une contravention par le porteur d'un permis à quelqu'une de ses conditions, la cour de police ou le magistrat stipendiaire de la cité d'Halifax pourra décerner un mandat pour l'arrestation du contrevenant en quelque lieu du Canada qu'il se trouve, et le faire amener devant elle ou devant lui; et s'il est reconnu coupable, la cour ou le magistrat le réintégrera dans l'asile pour y compléter la durée de sa première condamnation et y subir telle autre et nouvelle peine de détention, d'un an au plus, que la cour ou le magistrat jugera à propos de lui infliger. 49 V., c. 54, art. 1.

Juridiction de la cour de police, etc., étendue.

71. La juridiction de la cour de police et du magistrat stipendiaire d'Halifax, et celle des agents de police et autres officiers de la dite cour ou du dit magistrat, s'étendront, pour l'application du présent acte, à tout jeune garçon convaincu et condamné comme il est dit ci-dessus, bien qu'il se trouve en un lieu du comté d'Halifax situé hors des limites de la cité d'Halifax. 47 V., c. 45, art. 7.

PARTIE V.

ILE DU PRINCE-EDOUARD.

Maison de réforme.

Certains délinquants penvent être envoyés à la maison de réforme de l'Ile du P.-E.

72. Aussitôt que le lieutenant-gouverneur de la province de l'Île du Prince-Edouard aura publié une proclamation déclarant qu'une maison de réforme pour les jeunes délinquants a été établie et préparée pour l'incarcération des prisonniers, tout enfant paraissant âgé de moins de seize ans qui sera convaincu dans cette province, devant la cour Suprême ou le magistrat stipendiaire, d'une infraction pour laquelle il est, par la loi, passible d'emprisonnement, pourra être condamné par la cour ou le magistrat stipendiaire à la détention dans cette maison de réforme pendant une période de deux ans à cinq ans, selon que la cour ou le magistrat le jugera à propos. 43 V., c. 41, art. 1.

73. Nul enfant, paraissant âgé de moins de seize ans, Et aussi ceux arrêté ensuite sur accusation d'avoir commis dans cette pro- dront leur vince un crime ou délit n'entrainant pas la peine capitale, procès. ne sera détenu, en attendant son procès, dans une prison commune, mais il le sera dans la maison de réforme. 43 V... ·c. 41, art. 2.

74. Si un délinquant détenu dans cette maison de réforme Punition de néglige volontairement de se conformer à ses règlements, il ceux qui en-freindront les pourra, sur conviction sommaire, être incarcéré dans la prison règlements. commune, aux travaux forcés, pendant trois mois au plus, et à l'expiration du terme de son emprisonnement, il sera ramené à la maison de réforme pour y être détenu pendant une période égale à celle qui restait à courir sur la durée de son emprisonnement lorsqu'il a été envoyé en prison. 43 V., c. 41, art. 3.

Translation des prisonniers à la prison du comté de Queen's.

75. La cour Suprême de Judicature de la province de Translation l'Île du Prince-Edouard, ou tout juge de cette cour, pourra, des prisonniers à la prià l'instance du procureur général ou de tout autre officier son du comté de la Couronne en cette province, lorsqu'un prisonnier aura de Queen's. été condamné à un emprisonnement d'une durée quelconque, aux travaux forcés, dans le comté de Prince ou celui de King's, décerner un ordre ou donner des instructions à l'effet de faire transférer ce prisonnier de la prison du comté dans lequel il aura été condamné, à la prison du comté de Queen's, et cet ordre pourra être décerné ou ces instructions données en même temps que le prononcé de la sentence. 17 V. (I. P.-E.), c. 13, art. 1, partie.

76. Lorsque cet ordre aura été décerné ou ces instruc- Le shérif exétions données, le shérif du comté où la condamnation aura dre dre. eu lieu fera transférer le prisonnier, avec toute la célérité possible, à la prison du comté de Queen's, en conformité de cet ordre ou de ces instructions. 17 V. (I. P.-E.), c. 13, art. 1, partie.

77. Lorsque la translation du prisonnier aura en lieu, Juridiction celui-ei sera assujéti à la même autorité et juridiction que sur ces pris'il eût été condamné dans le comté de Queen's. 17 V. (I. P.-E.), c. 13, art. 1, partie.

OTTAWA: Imprime par Buown Chamberlin, Imprimeur de Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 184.

A.D. 1886.

Acte concernant la police du Canada.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

Le Gouverneur peut nommer des commissaires de police.

1. Le Gouverneur en conseil pourra nommer en tout temps, par commission sous le grand sceau, une ou plusieurs personnes compétentes pour exercer les fonctions de commissaire ou commissaires de police en Canada, ou dans une ou plusieurs provinces, ou dans les territoires ou districts du Canada, ou dans un ou plusieurs districts ou comtés de toute province, territoire ou district, ou dans tout district judiciaire temporaire, ou dans tout district judiciaire provisoire d'Ontario. 42 V., c. 37, art. 1.

Agents de police.

Pouvoirs et

devoirs.

2. Le Gouverneur en conseil pourra en tout temps donner ordre et autorisation à tout commissaire de police, en vertu du présent acte, de nommer des personnes compétentes pour faire le service d'agents de police sous les ordres et dans la juridiction de ce commissaire, qui pourra, à son gré, démettre tout agent ainsi nommé; et chaque agent obéira à tous les ordres légaux et sera sous la direction du commissaire, et aura tous les pouvoirs, droits et obligations que la loi confère aux agents de police dûment nommés dans la province, le district ou conté de la province, ou dans le territoire pour lequel ils sont nommés, mais seulement pour la mise à exécution des lois criminelles et autres du Canada. 31 V., c. 73, art. 2.

Pouvoirs des commissaires de police pour la mise a exécution des lois du Canada. 3. Tout commissaire de police aura et exercera dans son ressort, pour l'exécution des lois criminelles et autres du Canada seulement, l'autorité, les pouvoirs, les droits et les privilèges attribués par la loi aux juges de paix généralement, et aura et exercera, dans les limites de sa juridiction en toute province, pour l'objet susmentionné, l'autorité, les pouvoirs, les droits et les privilèges attribués par la loi aux magistrats de police des cités de la même province; et dans les limites de sa juridiction en tout territoire ou district du Canada, il aura et exercera, pour le dit objet, l'autorité, les pouvoirs, les droits et les privilèges attribués par la loi aux magistrats stipendiaires en ce même district ou territoire; et il sera tenu, en toutes choses, sauf dans les cas où le présent acte

en ordonne autrement, de se conformer aux prescriptions des lois de la province, du district ou du territoire où il exercera son autorité, qui seront relatives aux magistrats de police et à la fonction de juge de paix; mais il ne sera pas Il n'est pas nécessaire qu'aucun commissaire de police nommé en vertu nécessaire du présent acta soit propriétaire foncier en coit describiles que le comdu présent acte soit propriétaire foncier ou soit domicilié missaire soit dans la province, le district ou le territoire pour lequel ou propriétaire. une partie duquel il sera nommé. 42 V., c. 37, art. 2.

4. Tout commissaire de police tiendra un procès-verbal Devoirs des des procédures prises par lui et devant lui, et il tiendra les commissaires. comptes, fera les rapports et recueillera les renseignements, dans la circonscription de sa juridiction, et remplira tous autres devoirs, que le Gouverneur lui prescrira ou exigera de temps à autre. 31 V., c. 73, art. 5.

5. Tous les commissaires de police et agents de police Règlements, seront assujétis aux règlements concernant l'ordre, l'admissaire et compte annistration et le service de la police, et recevront la rémuné-nuel au parration ou l'allocation que le Gouverneur en conseil prescrira de temps à autre ; et il sera soumis au parlement, dans les quatorze premiers jours de chaque session, un état du nombre moyen des hommes employés à ce service pendant chaque mois de l'année, et du montant de leur rémunération et frais de route. 31 V., c. 73, art. 6.

6. Tout agent de police qui se rendra conpable de déso-Amende pour béissance, de négigence ou de mauvaise conduite comme d'un agent de tel, sera, sur conviction par voie sommaire devant un police. commissaire de police, un magistrat de police ou un juge de paix, passible d'une amende de quarante piastres au plus, avec dépens, et à défaut de paiement immédiat, d'un emprisonnement dont la durée ne devra pas excéder trois mois, à moins que l'amende et les dépens ne soient plus tôt payés; et il pourra être poursuivi par acte d'accusation pour toute infraction commise par lui comme agent de police; mais il ne pourra pas l'être à la fois par acte d'accusation et en vertu du présent acte pour la même infraction. 31 V., c. 73, art. 3.

7. Tous deniers provenant des amendes ou confiscations Emploi des imposées par un commissaire de police seront, si la loi n'en amendes. dispose autrement, payés au dit commissaire de police, qui en rendra compte et les emploiera ou versera aux époques et en la manière prescrites et entre les mains des personnes de temps à autre désignées par le Gouverneur en conseil. 31 V., c. 73, art. 7.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 185.

Acte concernant les actions contre les personnes adminis-A.D 1886. trant les lois criminelles.

> SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

Prescription des actions et poursuites. [11-12 V., c. 44, art. 8 et 10.7

1. Toute action et poursuite intentées contre une personne, à raison de toute chose apparemment faite en exécution d'un acte du parlement du Canada relatif à la loi criminelle, seront, à moins qu'il n'en soit autrement prescrit, portées et jugées dans le district, comté ou autre circonscription judiciaire où l'acte a été commis, et non ailleurs, et ne pourront être intentées que dans les six mois après que l'acte aura été commis. 31 V., c. 15, art. 7, partie; -32-33 V., c. 29, art. 130.

Avis aux défendeur.]11-12 V., c. 44, art. 9.]

2. Avis par écrit de cette action et de sa cause sera donné au défendeur un mois au moins avant l'institution de l'action. 32-33 V., c. 29, art. 131.

Dénégation générale. f11-12 V., c.

44, art 10.7

3. Dans toute action de cette nature, le défendeur pourra plaider dénégation générale, et donner le présent acte et la matière spéciale en preuve, dans tout procès qui aura lieu en conséquence. 31 V., c. 15, art. 7, partie; 32-33 V., c. 29, art. 132.

S'il est fait offre de réparation suffisante.

- [11-12 V, c. 44, art. 11.]
- 4. Nul demandeur ne recouvrera dans cette action, si l'offre d'une réparation suffisante est faite avant l'institution de l'action, ou si, après l'institution de l'action, une somme suffisante de deniers est consignée en cour par le défendeur ou en son non. 32-33 V., c. 29, art. 133.

Verdict ou deur en certains cas, et de frais. [11-12 V., c. 44, art. 12 et 14]

5. Si cette action ou poursuite est intentée après le délai pour le défen- par le présent fixé à cet effet, ou si elle est intentée ou si la venue est portée dans un autre lieu que celui prescrit cirecouvrement haut, un verdict sera prononcé ou un jugement rendu en faveur du défendeur; ou si le demandeur est débouté ou se désiste de son action après contestation liée, ou si, sur défense en droit ou autrement, jugement est rendu contre le demandeur, le défendeur recouvrera tous ses frais comme entre solliciteur et client, et aura le même recours à cet égard que tout défendeur peut avoir d'après la loi dans 2341

d'autres cas; et même si un verdict ou jugement est rendu en faveur du demandeur sur cette action, le demandeur n'aura pas droit aux frais contre le défendeur, à moins que le juge devant lequel se poursuit l'instruction ne certifie qu'il approuve l'action. 31 V., c. 15, art. 7, partie; -32-33 V., c. 29, art. 134.

6. Rien dans le présent acte n'empêchera l'effet d'aucun Protection acte en vigueur dans une province du Canada, pour la des juges de protection des juges de paix ou autres officiers de justice, contre les actions vexatoires intentées pour des actes apparemment accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. 32-33 V., c. 29, art. 135.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin. Imprimeur des Lois de Sa Très Excellente Majesté la Reine.



CELLICE SE

0-4 1 000 5 4,5A

2.5

The many many that the many of the second that a second th of the speak of the state of the state of the

1 124 75 0 17 6 2335 67

the gar factor of the surface of the surface of the state of the ា ប្រជាជាក្រាក់ ក្រុមប្រហារ ប្រកាស្ត្រ បានការា និង ស្រាប់ ក្រុមប្រ beggt nécessite or opostation outsite l'actions de la company faire production de les parties de la company de la compan uada in de la lavasa, indire de la company d man from the comment of the comment of the comment in Note les enthants in the action of the state of were conducted entraction on the present and the contraction of the co ment contains and the transfer of the contains and the co the street of the supplied of the supplied of the supplied of lien of the xunging of the control of the control of The or many is a first of the state of the s ייסי מון ליפוני לו בי לי בי אין איני אין איני אין אין איני אין איני אין איני אין איני אין איני אין איני אין אי The state of the s

and the number of the state of the programme from the contract of the state of the The most and the manufaction of the large of the large and the large of the large o the same transfer of the state of the state of the state of the state of THE THE PARTY OF T the state of the s man the second of the second o in the second of the second se or error of the first of the appropriate to the more of the THE PARTY OF THE P

From the state of the attender of the deligible of the comthe state of the second section of the second section of the section of the second section of the sectio the root of and of the root of the root of the state of the con-

Protein man et de de de arelles

at a second was a first program of the second second second the state of the manufacture of the state of of a Marineral to Korno job body and of and In the first of the first of the contract of t the factor of the second of th



CHAPITRE 139.

Acte concernant la preuve.

A.D. 1886.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada décrète co et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

- 1. Le présent acte peut être cité sous le titre : Acte de la Titre abrégé. preuve. 44 V., c. 28, art. 6.
- 2. Lorsque, dans une poursuite au criminel, ou une pour- Connaissance suite au civil en matière relevant du parlement du Canada, judiciaire des il sera nécessaire ou opportun de prouver l'existence ou de vinciaux. faire production de quelque statut d'une province du Canada ou de la ci-devant province du Canada, antérieur ou postérieur à la sanction de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, le tribunal ou le juge devant lequel l'affaire sera pendante, entendue ou instruite, prendra judiciairement connaissance de ce statut provincial, comme si c'était un statut de la province même dans laquelle la poursuite a lieu; et tout exemplaire du statut, portant avoir été impri-Exemplaire mé et publié par l'imprimeur autorisé, sera recevable et fait preuve du texte. recu comme preuve du texte devant toute cour compétente pour connaître de cette poursuite. 49 V., c. 50, art. 1.

3. La preuve primâ facie de toute proclamation, de tout Preuve arrêté ou règlement rendu, ou de toute nomination faite par le prima facie des proclama-Gouverneur général ou par le Gouverneur en conseil, ou par tions, etc., du ou sous l'autorité d'un ministre ou chef de département du Gouverneur général, etc. gouvernement du Canada, pourra avoir lieu devant toutes [31-32 V., c. les cours de justice établies par le parlement du Canada, et 37, art. 2.1 dans toutes les procédures judiciaires, soit civiles, soit criminelles, sur lesquelles s'exerce la puissance législative du parlement du Canada, par tous ou chacun des moyens cidessous énoncés, savoir :-

(a.) Par la production d'un exemplaire de la Gazette du Gazette du Canada ou d'un volume des actes du parlement du Canada, Canada, etc. paraissant contenir un avis de la proclamation, de l'arrêté, du règlement ou de la nomination;

(b.) Par la production d'un exemplaire de la proclamation, Exemplaire de l'arrêté, du règlement ou de l'acte de nomination, paraissant l'imprimeur l'imprimeur imprimé par l'imprimeur de la Reine pour le Canada; et- de la Reine.

(c.) S'il s'agit de quelque proclamation, arrêté ou règlement Copie ou émané du Gouverneur général ou du Gouverneur en conseil, extrait certi-fié par autorité compétente.

ou d'une nomination faite par lui, par la production d'une expédition ou d'un extrait paraissant certifié conforme par le greffier, l'assistant-greffier ou le commis faisant office de greffier du Conseil privé de la Reine pour le Canada, et s'il s'agit d'un ordre ou d'un règlement rendu, ou d'une nomination faite par ou sous l'autorité d'un ministre ou chef de département, par la production d'une expédition ou d'un extrait paraissant certifié conforme par le ministre, ou par son député ou la personne faisant office de son député, ou par le secrétaire ou le commis faisant office de secrétaire du département sur lequel préside ce ministre. 44 V., c. 25, art. 90, partie, et 91, et c. 28, art. 1.

Preuve prima facie tions, etc., des lieuteneurs en conseil.

4. La preuve *primâ facie* de toute proclamation, de tout des proclama, arrêté ou règlement rendu, ou de toute nomination faite par le lieutenant-gouverneur ou le lieutenant-gouverneur nants-gouver, en conseil de quelque province, ou par ou sous l'autorité de quelque membre du Conseil exécutif qui est aussi chef d'un département du gouvernement de la province, pourra se faire, dans les cours de justice établies par le parlement du Canada, et dans les procédures judiciaires, soit civiles, soit criminelles, sur lesquelles s'exerce la puissance législative du parlement du Canada, par tous ou chacun des moyens ci-dessous énoncés, savoir:—

Gazette Officielle.

(a.) Par la production d'un exemplaire de la Gazette officielle de la province, paraissant contenir un avis de la proclamation, de l'arrêté, du règlement ou de la nomination;

Exemplaire imprimé par l'imprimeur du gouvernement.

(b.) Par la production d'un exemplaire de la proclamation, de l'arrêté, du règlement ou de l'acte de nomination, paraissant imprimé par l'imprimeur du gouvernement de cette province;

Copie ou extrait certifié par autorité compétente.

(c.) Par la production d'une expédition ou d'un extrait de la proclamation, de l'arrêté, du règlement ou de l'acte de nomination, certifié conforme par le greffier, l'assistantgreffier ou le commis faisant office de greffier du Conseil exécutif, ou par le chef d'un département du gouvernement provincial, ou son député, ou la personne faisant office de son député, selon le cas. 44 V., c. 28, art. 2.

La preuve de l'écriture ne sera pas exigée. [31-32 V., c. 37, art. 2.]

5. Il ne sera exigé ni vérification de l'écriture ni justification de la position officielle de la personne qui aura, conformément au présent acte, certifié conforme une expédition ou un extrait de quelque proclamation, arrêté, règlement ou nomination; et cette expédition ou cet extrait pourra être imprimé ou écrit, ou en partie imprimé et en partie écrit. 44 V., c. 28, art. 3.

La signature du Secrétaire d'Etat fera foi.

6. Tont ordre écrit, signé par le Secrétaire d'Etat du Canada, et comportant être écrit par ordre du Gouverneur général, fera foi comme étant l'ordre du Gouverneur général. 41 V., c. 7, art. 6, partie.

1886

7. Tous exemplaires d'avis, annonces et documents offi- L'exemplaire ciels et autres, imprimés dans la Gazette du Canada, feront dans la Gazette foi de la contra del contra de la contra del contra de la contra de la contra de la contra del foi primâ facie des originaux et de leur contenu. 32-33 V., des originaux. c. 7, art. 4.

8. La copie d'une écriture faite dans un livre de comptes La copie d'étenu dans tout département du gouvernement du Canada, criture dans les registres sera admise devant les cours instituées par le parlement du publics fera Canada, et dans les procédures en justice, civiles et crimi- foi. nelles, en toutes matières dépendant du pouvoir législatif [42 V., c. 11, art. 3, 4.5.] du parlement du Canada, pour servir de preuve primâ facie de cette écriture, ainsi que des faits, opérations et comptes qu'elle constate, s'il est justifié par le serment ou l'affidavit d'un officier de ce département, que le livre, lorsque l'écriture y a été faite, était un des livres ordinaires tenus dans le département, que cette écriture a été faite suivant le cours ordinaire des opérations du service de ce département, et que cette copie y est conforme. 48-49 V., c. 48, art. 1.

9. Les dispositions du présent acte seront censées ajouter Interprétation et non déroger aux pouvoirs que donne, pour la preuve des de cet acte. documents, la législation existante ou le droit commun. 37, art. 6.1 44 V., c. 28, art. 5.

10. Dans toutes les procédures sur lesquelles s'exerce la Application puissance législative du parlement du Canada, les lois de la vinciales repreuve en vigueur dans la province où ces procédures seront latives à la instituées s'appliqueront, sans préjudice des dispositions du preuve. présent acte et de tous autres du parlement du Canada, à ces procédures.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 140.

A.D. 1886. Acte concernant les dépositions se rattachant aux procédures dans les cours hors du Canada.

> S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

Définitions.

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente,—

4 Cour, etc."

(a.) Les expressions "la cour" ou "le tribunal" signifient et comprennent la cour Suprême du Canada et toute cour supérieure dans toute province du Canada;

"Juge."

(b.) L'expression "le juge " signifie et comprend tout juge de la cour Suprême du Canada et tout juge d'une cour supérieure dans toute province du Canada;

44 Cause."

(c.) L'expression "cause" comprend une poursuite intentée contre un criminel. 31 V., c. 76, art. 6, partie;—46 V., c. 35, art. 1, partie.

Ordre peut étre donné d'interroger un témoin en Canada au sujet d'une cause pendante hors du Canada.

[19-20 V., c. 113, art. 1.]

2. Lorsque, sur requête à cette fin, il sera prouvé à une cour ou à un juge qu'un tribunal compétent de toute autre possession de Sa Majesté ou d'un pays étranger, devant lequel est pendante une cause civile, commerciale ou criminelle, désire avoir, dans cette cause, le témoignage de quelque. partie ou témoin qui est dans le ressort de la cour en premier lieu mentionnée, ou de la cour à laquelle appartient le juge susdit, ou de ce juge, cette cour ou ce juge pourra, à sa discrétion, ordonner en conséquence que la partie ou le témoin soit interrogé sous serment, par questions écrites ou autrement, devant toute personne ou personnes dénommées au dit ordre, et pourra assigner, par le même ordre ou un ordre subséquent, cette partie ou ce témoin à comparaître pour rendre témoignage, et lui enjoindre de produire tous écrits ou documents mentionnés dans l'ordre, et tous autres écrits ou documents relatifs à l'affaire dont il s'agira et qui seront en la possession ou sous le contrôle de la partie ou du témoin. 31 V., c. 76, art. 1;—46 V., c. 35, art. 1, partie.

Exécution de cet ordre.

19-20 V., c. 113, art. 1.] 3. Après notification de cet ordre à la partie ou au témoin, ainsi que de l'avis de fixation d'un jour et d'un lieu pour son audition, signé par la personne commise par cet ordre pour entendre son témoignage, ou, si plus d'une personne est commise, signé par une d'elles, et après le paiement ou l'offre

de frais de route égaux à ceux qu'on paie d'ordinaire dans le cas de comparution pendant une instruction, cet ordre pourra être exécuté de la manière dont s'exécuterait un ordre décerné par la cour ou le juge dans une cause pendante devant cette cour ou ce juge. 31 V., c. 76, art. 2.

4. Quiconque sera cité ainsi en témoignage aura droit, Frais des pour ses dépenses et perte de temps, aux frais de route et à témoins. l'indemnité qui sont accordés dans le cas de comparution [19-20 V.. c. 113, art. 4.1] pendant un procès. 31 V., e. 76, art. 3.

5. Toute personne interrogée en vertu d'un ordre décerné Le témoin sous l'empire du présent acte aura le droit de refuser de aura droit de répondre aux questions qui tendraient à l'incriminer, et à pondrecomme toutes autres questions auxquelles peut refuser de répondre à un procès. une partie ou un témoin, selon le cas, dans une cause quel- [19-20 V , c. conque pendante devant la cour par laquelle ou par un juge de laquelle cet ordre aura été décerné; et personne ne sera obligé de produire, en conformité de cet ordre, un écrit ou autre document qu'on ne pourrait l'obliger de produire à l'instruction d'une pareille cause. 31 V., c. 76, art. 4.

6. Toute personne autorisée à recevoir les dépositions de L'examen se parties ou de témoins par un ordre décerné en conformité du fera sous ser-ment. présent acte, pourra recevoir ces dépositions, après avoir fait [19-20 V., c. prêter serment aux parties ou aux témoins, ou leur avoir fait 113, art. 3.1 faire une affirmation, dans les cas où la loi de la province où aura lieu cette audition permettra l'affirmation au lieu du serment; et ce serment sera prêté ou cette affirmation sera faite entre les mains de la personne ainsi autorisée, ou. s'il y en a plus d'une, entre les mains de l'une d'elles. V., c. 76, art. 5, partie.

7. La cour pourra établir des règles et règlements au Des règlesujet de la procédure à suivre, de la preuve à produire à ments peuvent être l'appui d'une requête demandant un ordre pour faire inter-faits par la roger des parties et des témoins sous l'empire du présent cour. acte, et généralement pour la mise à exécution du présent [19-20 V., c. 113, art. 6.] acte; et, en l'absence de tout ordre au sujet de la preuve, les lettres rogatoires de toute cour de justice de toute autre possession de Sa Majesté, ou de tout tribunal étranger, devant lequel une eause civile, commerciale ou criminelle sera pendante, seront reputées et considérées comme une preuve suffisante à l'appui de la requête. 31 V., c. 76, art. 6, partie; -46 V., c. 35, art. 1, partie.

8. Le présent acte ne sera pas interprété de manière à Pouvoirs des affecter le droit de législation de la législature d'aucune législatures locales sauveprovince, nécessaire ou désirable pour donner suite aux gardés. objets prévus par le présent. 31 V., c. 76, art. 7.



CHAPITRE 141.

A.D. 1886.

Acte concernant les serments extrajudiciaires.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:-

Punition pour faire prêter un serment

[5-6 Guil. IV. c. 62, art. 13.7

1. Tout juge de paix ou autre personne qui fait prêter ou permet qu'il soit prêté, entre ses mains ou celles d'une autre sans autorisa- personne, ou qui recoit, fait recevoir ou permet de recevoir quelque serment, affidavit ou affirmation solennelle, au sujet de toute matière ou chose sur laquelle ce juge de paix ou autre personne n'a pas juridiction ou qui n'est pas de son ressort en vertu de quelque loi alors en vigueur, ou qui n'est pas autorisé ou exigé par aucune loi, est coupable de délit et passible d'une amende de cinquante piastres au plus, ou d'un emprisonnement de trois mois au plus. 37 V., c. 37, art. 1, partie, et 2.

Exception à l'égard de certains serments.

2. Rien de contenu au présent acte ne sera censé s'appliquer à aucun serment, allidavit ou affirmation solennelle prété devant un juge de paix dans toute matière ou chose 15-6 Guil. IV, concernant le maintien de la paix ou la poursuite, instrucc.62, art. 13.] tion ou punition de toute infraction, ni à aucun serment, affidavit ou affirmation solennelle exigé ou autorisé par quelque loi du Canada, ou par quelque loi de la province dans laquelle ce serment, affidavit on affirmation solennelle est reçu ou prêté, ou doit être employé, ni à aucun serment, affidavit ou affirmation solemelle exigé par les lois d'un pays étranger pour valider des instruments par écrit destinés à être employés dans ce pays étranger. 37 V., c. 37, art. 1, partie.

Une déclarareque

3. Tout juge, juge de paix, notaire public ou autre foncnelle peut être tionnaire autorisé par la loi à faire prêter un serment, pourra recevoir la déclaration solennelle de toute personne qui la [5-6 Guil IV, fera volontairement devant lui selon la formule de l'annexe c. 62, art. 18.] du présent acte, pour attester l'exécution d'un acte ou instrument par écrit, ou des allégations de fait, ou un compte rendu par écrit. 37 V., c. 37, art. 1, partie.

Devant qui peuvent être faits les affidavits au

4. Tout affidavit, affirmation ou déclaration demandé par une compagnie d'assurance contre l'incendie, sur la vie ou maritime, autorisée par la loi à faire des opérations en 1895

Chap. 141.

Canada, au sujet de quelque perte de propriété ou de vie sujet de assurée par elle, pourra être pris devant tout commissaire autorisé à recevoir des affidavits, ou devant tout juge de paix ou tout notaire public pour une province du Canada; et ces officiers sont par le présent requis de recevoir cet affidavit, affirmation ou déclaration. 32-33 V., c. 23, art. 4.

ANNEXE.

Je, A. B., déclare solennellement que (exposez le fait ou les [5-6 Guil. IV, faits déclarés), et je fais cette déclaration solennelle, la croyant c. 62, annexe.] consciencieusement vraie, et en vertu de l'Acte concernant les serments extrajudiciaires.

37 V., c. 37, annexe.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamrerlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 142.

Acte concernant l'extradition des criminels fugitifs. A.D. 1886.

> SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :--

TITRE ABRÉGÉ.

Titre abrégé. [33-34 V., c. 52, art. 1.]

1. Le présent acte peut être cité sous le titre : Acte d'extradition. 40 V., c. 25, art. 24

DÉFINITIONS.

Définitions.

2. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente,—

"Convention " d'extradi-

(a.) Les expressions "convention d'extradition" ou "convention " signifient un traité, une convention ou un arrangement fait ou conclu par Sa Majesté avec un Etat étranger pour l'extradition des criminels fugitifs, et qui s'applique

133-34 V., c. 52, art. 26.]

" tion."

au Canada;

" Crime en-" trainant "l'extradi-

" tion."

(b.) L'expression "crime entraînant l'extradition" peut signifier tout crime qui, s'il eût été commis en Canada, ou dans la juridiction du Canada, aurait été l'un des crimes mentionnés dans la première annexe du présent acte; et dans l'application du présent acte à l'égard de toute convention d'extradition, elle signifie tout crime décrit dans cette convention, qu'il soit compris dans la dite annexe ou non;

"Conviction."

(c.) Les expressions "conviction" et "convaincu" ne "Convaincu." comprennent pas les cas de condamnation par contumace en vertu d'une loi étrangère; mais l'expression "prévenu" "Prévenu." comprend un individu ainsi condamné;

"Fugitif."

(d.) Les expressions "fugitif" et "criminel fugitif" signifient un individu qui se trouve ou est soupçonné se trouver en Canada, et qui est accusé ou convaincu d'un crime entrainant l'extradition commis dans la juridiction d'un Etat étranger;

" Etat étran-" ger."

(e.) L'expression "Etat étranger" comprend toute colonie, dépendance et partie intégrante d'un Etat étranger; et tout navire d'un pareil Etat sera censé être dans la juridiction de cet Etat et en former partie;

" Mandat."

(f.) L'expression "mandat," dans le cas d'un Etat étranger, comprend tout document judiciaire autorisant l'arrestation d'une personne prévenue ou convaincue de crime;

(g) L'expression "juge" comprend tonte personne auto- "Juge." risée à agir judiciairement dans les matières d'extradition. 40 V., c. 25, art. 1.

APPLICATION DE CET ACTE.

3. Dans le cas de tout Etat étranger avec lequel il exis- Quant aux tera, à l'époque ou après l'époque de la mise en vigueur du conventions existantes. présent acte, une convention d'extradition, le présent acte s'appliquera durant l'existence de cette convention; mais nulle disposition du présent acte incompatible avec aucune des conditions de la convention, n'aura d'effet à l'encontre de la convention; et le présent acte se lira et sera interprété de manière à faciliter l'exécution de la convention.

2. Dans le cas de tout Etat étranger au sujet duquel Quantaux l'application au Royaume-Uni de l'acte du parlement du limitations. restrictions et Royaume-Uni passé en l'année mil huit cent soixante-dix, et exceptions. intitulé: An Act for amending the law relating to the Extra- Acteimpérial, dition of Criminals, est soumise à quelque prescription, condi- 33-34 V., c. 52. tion, restriction on exception, le Gouverneur en conseil pourra rendre l'application du présent acte, en vertu du présent article, conditionnelle à cette prescription, condition, restriction on exception.

3. Le Gouverneur en conseil pourra en tout temps révo- Les arrêtés quer ou modifier, sauf les restrictions du présent acte, tout peuveut être révoques. arrêté rendu par lui en conseil en vertu de ses dispositions ; [33-34 V., c. et toutes les dispositions du présent acte applicables à l'arrêté 52, art. 21.] primitif, devront, autant que faire se pourra, s'appliquer, mutatis mutandis, au nouvel arrêté. 40 V., c. 25, art. 4.

4. Le présent acte, en tant que son application à l'égard Si l'applicad'un Etat étranger dépend d'un arrêté du conseil ou est 1110- tion de cet acte dépend difiée par un arrêté en conseil rendu sous son autorité ou y d'un arrêté en mentionné, s'y appliquera, ou son application sera modifiée, conseil. à compter de l'époque spécifiée dans l'arrêté, ou, s'il n'y est [33-34 V., c.; pas spécifié d'époque, à compter de la date de la publication de l'arrêté dans la Gazette du Canada.

2. Tout arrêté de Sa Majesté en conseil mentionné dans la Publication présent acte, et tout arrêté du Gouverneur en conseil rendu conseil. sous son autorité, et toute convention d'extradition non [33-34V., c. encore publiée dans la Gazette du Canada, seront publiés 52, art. 2.] aussitôt que possible dans la Gazette du Canada et soumis

aux deux chambres du parlement.

3. La publication dans la Gazette du Canada d'une con-Effet de leur vention d'extradition, ou d'un arrêté en conseil, fera foi de publication cette convention ou de cet arrêté et de leur contenu, ainsi Gazette du que de l'application du présent acte conformément et sujet à cet arrêté; et la cour ou le juge prendra judiciairement connaissance de cette convention ou de cet arrêté, sans exiger la preuve de leur authenticité : et ni la validité de l'arrêté, ni l'application du présent acte conformément et sujet au dit arrêté, ne seront révoquées en doute ou contestées. 40 V., c. 25, art. 5.

438

JUGES ET COMMISSAIRES.

Quels juges peuvent agir judiciairement en vertu de cet acte.

5. Tous les juges des cours supérieures et des cours de comté de toute province, et tous les commissaires qui seront de temps à autre nommés à cette fin dans une province par le Gouverneur en conseil sous le grand sceau du Canada, en vertu du présent acte, sont autorisés à agir judiciairement dans les affaires d'extradition, sous l'autorité du présent acte, dans la province; et chacune de ces personnes sera revêtue, pour les fins du présent acte, de tous les pouvoirs et de la juridiction d'un juge ou magistrat de la province.

Pas de pouvoirs d'habeas corpus. 2. Rien dans le présent article ne sera interprété comme conférant à un juge aucune juridiction dans les affaires d'habeas corpus. 40 V., c. 25, art. 8.

EXTRADITION DU CANADA.

Pour quels motifs un mandat peut être décerné. [33-34 V., c.

52, art. 8.]

6. Lorsque le présent acte s'appliquera, un juge pourra lancer son mandat pour l'arrestation d'un fugitif sur un mandat d'arrestation étranger, ou sur une dénonciation ou plainte portée devant lui, sur toute preuve ou après toutes procédures qui, à son avis, et sauf les dispositions du présent acte, justifieraient l'émission de son mandat si le crime dont le fugitif est accusé, ou dont on prétend qu'il a été convaincu, eût été commis au Canada.

Rapport au ministre de la Justice.
[33-34 V., c. 52, art. 8

2 Le juge transmettra aussitôt un rapport du fait qu'il a lancé son mandat, avec copie certifiée des témoignages et du mandat étranger, ou de la dénonciation ou plainte, au ministre de la Justice. 40 V., c. 25, art. 11.

Exécution du mandat. [33-34 V., c. 52, art. 13.]

(2).1

7. Un mandat d'arrestation lancé en vertu du présent acte pourra être exécuté dans toutes les parties du Canada, de la même manière que s'il eût été originairement lancé ou subséquemment visé par un juge de paix ayant juridiction dans le lieu où s'exécutera ce mandat. 40 V., c. 25, art. 10.

L'extradition ne dépend pas de l'époque où le crime a été commis. [32-34 V., c.

52, art. 6.]

8. Tout criminel fugitif d'un Etat étranger, au sujet duquel Etat s'applique le présent acte, sera passible d'être arrêté, incarcéré et extradé de la manière prescrite par le présent acte, soit que le crime ou la conviction qui a motivé son extradition ait été commis ou ait eu lieu avant ou après la date de la convention, ou de la mise en vigueur du présent acte, ou de son application à l'égard de l'Etat étranger, et soit qu'il y ait ou n'y ait pas de juridiction criminelle, dans quelqu'une des cours des possessions de Sa Majesté, sur le fugitif à l'égard de ce crime. 40 V., c. 25, art. 7.

Le fugitif sera amené devant le juge. [33-24 V., c. 52, art. 9.]

9. Le fugitif sera amené devant un juge, qui, sauf les dispositions du présent acte, entendra la cause de la même manière, autant que possible, que si le fugitif était traduit devant un juge de paix sous accusation d'une infraction poursuivable par voie de mise en accusation commise en Canada.

2. Le juge recevra sous serment, ou sous affirmation si Témoignage l'affirmation est permise par la loi, le témoignage de tout à charge. témoin offert pour prouver la vérité de l'accusation ou le fait de la conviction.

3. Le juge recevra également tout témoignage offert pour ou que le prouver que le crime dont le fugitif est accusé, ou dont on traîne pas prétendra qu'il a été convaincu, est un délit d'une nature l'extradition. politique, ou n'est pas, pour quelque autre motif, un crime entrainant l'extradition; ou que les procédures sont adoptées dans le but de le poursuivre ou punir pour un délit d'une nature politique. 40 V., c. 25, art. 12.

10. Les dépositions on déclarations reçues dans un État Dépositions étranger sous serment ou sur affirmation, si l'affirmation est faites à l'étranger. permise par la loi de cet Etat, et les copies de ces dépositions [33-34 V...e. ou déclarations, et les certificats ou les documents judiciaires 52, art. 14.1 étrangers établissant le fait d'une conviction, pourront, s'ils sont régulièrement légalisés, être reçus en preuve dans toutes procédures en vertu du présent acte.

2. Ces pièces seront censées dûment légalisées, si elles le Comment sont de la manière prescrite par la loi alors en vigueur, ou légalisées. de la manière suivante:-

[33-34 V., e. 52, art. 15.]

(a.) Si le mandat porte qu'il a été signé,—ou si le certificat porte qu'il a été attesté,—ou si les dépositions ou déclarations, ou les copies de ces pièces, portent qu'elles ont été certifiées comme pièces originales ou comme étant des copies conformes de ces pièces, —par un juge, magistrat ou fonctionnaire de l'Etat étranger;

(b.) Et si les documents sont attestés sous le serment ou l'affirmation d'un témoin, ou sous le sceau officiel du ministre de la Justice ou de quelque autre ministre de cet Etat étranger, ou d'une colonie, dépendance ou partie constituante de cet Etat,—duquel seeau le juge prendra connaissance judiciaire sans plus amples preuves. 40 V., c. 25, art. 9.

11. Si, dans le cas d'un-fugitif que l'on-prétendra avoir Quelle preuve été convaincu d'un crime entraînant l'extradition, l'on pro-justifiera l'induit des preuves qui, d'après la loi du Canada, sauf les du fugitif. dispositions du présent acte, établissent qu'il a été convaineu [33-34 V., c. de ce crime,—et si, dans le cas d'un fugitif accusé d'un crime 52, art. 10.] entraînant l'extradition, l'on produit des preuves qui, d'après la loi du Canada, sauf les dispositions du présent acte, justifieraient sa mise en accusation si le crime eût été commis au Canada, le juge lancera son mandat pour faire incarcérer le fugitif dans la prison la plus rapprochée, afin qu'il y soit détenu jusqu'à ce qu'il ait été livré à l'Etat étranger ou élargi conformément à la loi; mais autrement le juge ordonnera qu'il soit élargi. 40 V., c. 25, art. 13.

12. Si le juge fait incarcérer un fugitif, il devra, lors de Lejuge cette incarcération,—

49 VICT.

Donner certif. -

Chap. 142.

Et transmetla Justice.

(a.) L'informer qu'il ne sera pas extradé ayant l'expiration taine informa- de quinze jours, et qu'il a le droit de demander un bref d'habeas corpus ; et—

(b.) Transmettre au ministre de la Justice un certificat de tre la preuve cette incarcération, avec copie de la preuve reçue par lui et non déjà transmise, et tel rapport sur l'affaire qu'il jugera à propes. 40 V., c. 25, art. 14.

Par qui la tradition peut être faite. [33-34 V., e.

52, art. 7.]

13. Une demande d'extradition d'un criminel fugitif d'un demande d'ex- Etat étranger qui s'est réfugié ou est soupçonné s'être réfugié an Canada, pourra être faite au ministre de la Justice par toute personne reconnue par lui comme officier consulaire de cet Etat résidant à Ottawa, ou par un ministre de cet Etat communiquant avec le ministre de la Justice par l'intermédiaire du représentant diplomatique de Sa Majesté dans cet Etat; ou si ni l'un ni l'autre de ces moyens ne peut être facilement adopté, alors par tout autre moyen dont il sera convenu par arrangement. 40 V., c. 25, art. 15.

Quand l'extradition n'aura pas lieu. [33-34 V., c 52, art 3 (1).]

14. Nul fugitif ne pourra être extradé en vertu du présent acte, s'il appert—

(a.) Que le crime au sujet duquel des procédures sont instituées en vertu du présent acte présente un caractère

politique; ou—

(b.) Que ces procédures sont adoptées dans le but de le mettre en jugement ou de le punir pour un délit ayant un caractère politique. 40 V., c. 25, art. 6.

Cas où le ministre de la Justice peut refuser l'extradition.

[33-34 V., c. 52, art. 7.]

15. Si le ministre de la Justice décide en aucun temps— (a.) Que le délit au sujet duquel les procédures sont adoptées en vertu du présent acte, est de nature politique; ou-

(b.) Que les procédures sont en réalité adoptées dans le but de poursuivre on punir le fugitif pour un délit d'une nature politique; ou—

(c.) Que l'État étranger n'a pas l'intention de faire une

demande d'extradition :

Il pourra refuser de donner l'ordre de le livrer, et pourra, par un ordre sous ses seing et sceau, annuler tout ordre donné par lui, ou tout mandat lancé par un juge en vertu du présent acte, et ordonner que le fugitif soit relâché et libéré de tout mandat d'incarcération lancé en vertu du présent acte; et le fugitif sera élargi en conséquence. 40 V., c. 25, art. 16;—45 V., c. 20, art. 1.

Délai avant l'extradition. [33-34 V., c. 52, art. 3 (4).] Si le fugitif subit quelque peine en Canada. [33-34 V., c. 52, art. 3

(3).]

16. Un fugitif ne sera pas extradé avant l'expiration de quinze jours à compter de la date de son incarcération pour extradition; ni, s'il est décerné un bref d'habeas corpus, ayant la décision de la cour qui l'aura renvoyé en prison.

2. Un fugitif qui a été accusé de quelque délit dans la juridiction du Canada, n'étant pas le délit pour lequel son extradition est demandée, ou qui subit une peine encourue à la suite d'une condamnation en Canada, ne sera extradé

1901

qu'après qu'il aura été libéré, soit par acquittement, soit par l'expiration de sa peine, soit autrement. 40 V., c. 25, art. 17.

17. Sauf les dispositions du présent acte, le ministre de la Le ministre Justice, sur la demande d'un Etat étranger, pourra ordonner, la remise du sous ses seing et sceau, qu'un fugitif qui aura été incarcéré fugitif à l'ofpour être extradé soit livré à la personne ou aux personnes Etatétranger. qui, à son avis, sont dûment autorisées à le recevoir au nom [33-34 V., c. et de la part de l'Etat étranger, et il sera livré en conséquence. 52, art. 11.]

- 2. Toute personne à qui cet ordre sera adressé pourra Pouvoirs de livrer, et la personne ainsi autorisée pourra recevoir, détenir cet officier. et transporter le fugitif dans la juridiction de l'Etat étranger; et s'il s'évade de la garde de celui à qui il aura été livré sur cet ordre ou en conformité de cet ordre, il pourra être repris de la même manière que toute personne accusée ou convaincue d'un crime contre les lois du Canada peut être reprise après une évasion. 40 V., c. 25, art. 18.
- 18. Tout article trouvé en la possession du fugitif lors de Effets trouvés son arrestation, et qui pourra servir de preuve essentielle du ^{sur le fugitif.} crime dont il est accusé, pourra être livré en même temps que le fugitif lors de son extradition, sans préjudice des droits des tiers à son égard. 40 V., c. 25, art. 19.

19. Si un fugitif n'est pas livré et emmené hors du Canada Le fugitif doit dans la période de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit dans la période de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit dans la période de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit dans la période de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit dans la période de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit dans la période de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit dans la période de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit dans la période de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit dans la période de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit dans la période de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit de deux mois après son incarcération pour hors du Canada Le fugitif doit de deux mois après de la fugitif doit de la fugitif de la fugitif de la fugitif de la fugitif doit de la fugitif de la f extradition, ou, s'il a été décerné un bref d'habeas corpus, da dans un dans les deux mois après la décision de la cour sur ce bref, certain temps. en sus et au delà du temps nécessaire, dans l'un ou l'autre 52, art. 12.] cas, pour le conduire de la prison dans laquelle il a été incarcéré, par la route la plus courte, en dehors du Canada, l'un ou plusieurs des juges des cours supérieures de la province dans laquelle cet individu est emprisonné, autorisés à décerner un bref d'habeas corpus, pourront, sur demande à on peutêtrelui ou eux faite par le fugitif ou en son nom, et sur preuve libéré sur haqu'avis raisonnable de l'intention de faire cette demande a été donné au ministre de la Justice, ordonner que le fugitif soit élargi, à moins que cause suffisante soit prouvée à l'encontre de cet élargissement. 40 V., c. 25, art. 20.

20. Les formules contenues dans la deuxième annexe du Formules présent acte, ou des formules qui s'en rapprocheront autant valides. que les circonstances le permettront, pourront être employées 52, art. 20.] dans les matières auxquelles elles ont rapport, et, lorsqu'on les emploiera, elles seront réputées valides. 40 V., c. 25, art. 21.

EXTRADITION D'UN ÉTAT ÉTRANGER.

21. Une demande d'extradition d'un criminel en fuite du Demande Canada, qui s'est ou est soupconné s'être réfugié dans un d'extradition d'un refugié Etat étranger avec lequel il existe une convention d'extra- du Canada,

comment faite.

dition, pourra être faite par le ministre de la Justice à un officier consulaire de cet Etat résidant à Ottawa, ou au ministre de la Justice ou autre ministre de cet Etat par l'intermédiaire du représentant diplomatique de Sa Majesté dans eet Etat; ou, si ni l'un ni l'autre de ces moyens ne peut être facilement adopté, alors par tout autre moyen dont il sera convenu par arrangement. 40 V., c. 25, art. 22.

Translat on d'un fugitif livrė.

22. Tout individu accusé ou convaincu d'un crime entraînant l'extradition, qui sera livré par un Etat étranger, pourra, en vertu du mandat d'extradition émis dans cet Etat étranger, être ramené au Canada et livré aux autorités compétentes pour être jugé suivant la loi.

Un fugitif être puni contrairement à Г33-34 V., с.

52, art. 19.]

23. Lorsqu'un individu accusé ou convaincu d'un crime livré par un Etat étranger entraînant l'extradition sera livré par un Etat étranger en ne pourra pas vertu de quelque convention d'extradition, cet individu ne pourra pas, jusqu'à ce qu'il soit retourné ou ait eu l'occasion la convention. de retourner dans l'Etat étranger conformément à la convention, être exposé, en contravention à quelqu'une des conditions de la convention, à aucune poursuite ou punition en Canada pour aucun délit commis avant son extradition, au sujet duquel il ne pourrait, en vertu de la convention, être poursuivi. 40 V., c. 25, art. 23.

LISTE DES CRIMES.

Comment la liste des crimes dans l'annexe sera interprétée. [33-34 V., c. 52, 1re

annexe.]

24. La liste des crimes énumérés dans la première annexe du présent acte sera interprétée conformément aux lois existantes en Canada à la date du crime imputé, soit d'après le droit commun, soit d'après un statut fait avant ou après la sanction du présent acte, et comme n'embrassant que les crimes de la nature de ceux énumérés dans la liste qui, en vertu de ces lois, sont des crimes poursuivables par voie de mise en accusation. 40 V., c. 25, deuxième annexe, partie.

PREMIÈRE ANNEXE.

Liste des crimes.

[33-34 V., c. 52, 1re annexe.]

(1.) Meurtre, tentative ou complot de meurtre;

(2.) Homicide non prémédité;

- (3.) Contrefaçon ou altération de monnaie, et mise en circulation de monnaie contrefaite ou altérée;
- (4.) Faux, contrefaçon, ou altération, ou mise en circulation de ce qui est falsifié, contrefait ou altéré;

(5.) Larcin;

- (6.) Détournement :
- (7.) Obtention d'argent, de valeurs ou de marchandises sous de faux prétextes;
 - (8.) Crimes contre la loi de banqueroute ou de faillite;

(9.) Fraude commise par un dépositaire, banquier, agent, facteur, syndic, ou directeur, membre ou officier d'une compagnie, et qualifiée criminelle par un acte alors en vigueur;

(10.) Viol:

(11.) Enlèvement de personne (abduction);

(12.) Vol d'enfant;

(13.) Enlèvement de personne dans l'intention de la priver de quelque droit (kidnapping);

(14.) Emprisonnement illégal;

(15.) Effraction nocturne ou diurne dans une maison d'habitation ou dans un magasin;

(16.) Incendie;

(17.) Vol sur la personne avec violence;

(18.) Menaces par lettres on autrement avec intention d'extorsion;

(19.) Parjure ou subornation de parjure;

(20.) Piraterie suivant la loi municipale ou le droit des gens, commise à bord d'un navire ou contre un navire d'un Etat étranger;

(21.) Saborder ou détruire criminellement un pareil navire en mer, soit sur les hautes mers ou sur les grands lacs de l'Amérique du Nord, ou tentative ou complot à cet effet;

- (22.) Voies de fait à bord d'un pareil navire en mer, soit sur les hautes mers on sur les grands lacs de l'Amérique du Nord, avec intention de tuer ou d'infliger des blessures graves;
- (23.) Révolte ou complot de révolte par deux personnes ou plus à bord d'un pareil navire en mer, soit sur les hautes mers ou sur les grands lacs de l'Amérique du Nord, contre l'autorité du capitaine;
- (24.) Toute infraction prévue par quelqu'un des actes qui suivent, et non comprise dans aucune partie précédente de cette annexe:—
 - (a.) Acte concernant les crimes et délits contre les personnes ;
 - (b.) Acte concernant le larcin;
 - (c.) Acte concernant le faux;
 - (d.) Acte concernant les infractions relatives aux monnaies;
 - (e.) Acte concernant les dommages malicieux à la propriété;
- (25.) Tout crime qui, dans le cas du principal coupable, est compris dans quelque partie précédente de la présente annexe, et pour lequel le fugitif, bien qu'il ne soit pas le principal coupable, est passible d'être poursuivi ou puni comme s'il était le principal auteur du crime. 40 V., c. 25, deuxième annexe, partie.

DEUXIÈME ANNEXE.

FORMULE UNE.

Mandat darrestation.

 $\frac{1}{\text{Savoir}}$;

A tout et chaque constable de

Attendu qu'il a été démontré au soussigné, juge en vertu de l'Acte d'extradition, que ci-devant de est accusé (ou convaincu) du

crime de dans la juridiction de

Le présent est en conséquence pour vous commander, au

nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement le dit

et de l'amener et conduire devant moi, ou devant quelque autre juge en vertu du dit acte, pour être ultérieurement traité selon la loi ; et pour ce, le présent sera votre mandat.

Donné sous mes seing et sceau à jour d

A.D. 18

ce

 \mathbf{en}

ce

FORMULE DEUX.

Mandat d'incarcération.

Savoir:

A l'un des constables de

et au gardien de **à**Rappelez-vous que ce jour d

l'année à à a été amené devant moi

juge en vertu de l'Acte d'extradition,

qui a été arrêté sous l'autorité du dit acte, pour être traité selon la loi; et attendu que j'ai décidé qu'il serait livré conformément au dit acte, par suite de l'accusation (ou conviction) du crime de dans la juridietion de

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous, le dit constable, au nom de Sa Majesté, de conduire immédiatement et livrer le dit

à la garde du gardien de et à vous, le dit gardien, de recevoir le dit

sous votre garde, et de l'y détenir en sûreté jusqu'à ce qu'il en soit élargi suivant les dispositions du dit acte; et pour ce, le présent sera votre mandat.

Donné sous mes seing et sceau à

A. D. 18

FORMULE TROIS.

Ordre du ministre de la Justice pour l'extradition.

Au gardien de

à

et à

Attendu que ci-devant de accusé (ou convaincu) du crime de dans la juridiction de a été remis sous votre garde en votre qualité de gardien de .

à par mandat daté du conformément à l'Acte d'extradition :—

Maintenant, je vous ordonne par les présentes, conformément au dit acte, à vous le dit gardien, de livrer le dit

à la garde du dit

et je vous enjoins, à vous, le dit de recevoir le dit sous votre garde, et de le conduire dans la juridiction du dit et là de le remettre à la garde de la personne ou des personnes (ou de

de le recevoir ;

et pour ce, le présent sera votre mandat.

Donné sous les seing et sceau du soussigné, ministre de la Justice du Canada, ce jour de

A. D. 18

40 V., c. 25, troisième annexe.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 143.

Acte concernant les criminels réfugiés au Canada des A.D. 1886. autres parties des possessions de Sa Majesté.

> SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

TITRE ABRÉGÉ.

1. Le présent acte peut être cité sous le titre: Acte des Titre abrégé. 45 V., c. 21, art. 1. criminels fugitifs.

DÉFINITIONS.

Définitions.

2. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente,—

"Magistrat."

(a.) L'expression "magistrat" signifie tout juge de paix ou toute personne ayant qualité pour décerner un mandat d'arrestation contre la personne accusée d'infraction et pour la renvoyer en jugement;

" Déposi-" tion." "Cour."

(b.) L'expression "déposition" comprend tout affidavit, affirmation ou énonciation faite sous la foi du serment;

(c.) L'expression "cour" signifie: Dans la province d'Ontario, la Haute cour de Justice d'Ontario; dans la province de Québec, la cour Supérieure; dans la province de la Nouvelle-Ecosse, la cour Suprême; dans la province du Nouyeau-Brunswick, la cour Suprême; dans la province de l'Île du Prince-Edouard, la cour Suprême de Judicature; dans la province de la Colombie-Britannique, la cour Suprême; dans la province du Manitoba, la cour de Sa Majesté du Banc de la Reine pour le Manitoba; dans les territoires du Nord-Ouest, un juge de la cour Suprême des territoires du Nord-Ouest; dans le district de Kéwatin, un magistrat stipendiaire, et aussi dans les dits territoires et le dit district, toute cour, tout magistrat ou toute autorité judiciaire que désignera le Gouverneur en conseil, de temps à autre, par proclamation publiée dans la Gazette du Canada. c. 21, art. 16, partie;—49 V., c. 25, art. 30.

APPLICATION DE CET ACTE.

Infractions auxquelles le présent acte est applicable.

3. Le présent acte s'appliquera aux infractions ci-après désignées, savoir : à la trahison et à la piraterie, et à toute infraction qualifiée félonie, délit, crime ou autrement, qui 1907

dans le moment sera punissable, dans la partie des possessions de Sa Majesté où elle aura été commise,—soit par voie de mise en accusation, soit sur dénonciation,-de l'emprisonnement, pendant douze mois ou plus, avec travail forcé, ou de toute peine plus grande; et pour les fins du présent article, l'emprisonnement rigoureux, et toute détention en prison à laquelle sera joint le travail, de quelque nom qu'on appelle cette détention, seront réputés emprisonnement aux travaux forcés.

2. Le présent acte s'appliquera à une infraction, même si, Son applicad'après la législation canadienne, le fait incriminé n'est pas faits qui ne une infraction ou n'en est pas une à laquelle s'applique le sont pas des présent acte; et les dispositions du présent acte, y compris infractions sous la loi ca-celles relatives au mandat d'arrestation provisoire et à l'envoi nadienne. en prison, devront s'interpréter, en pareil cas, comme si le fait incriminé était, en Canada, une infraction à laquelle

elles sont applicables.

3. Le présent acte s'appliquera, autant que sa teneur le Application permettra, à toute personne reconnue coupable par une cour, aux individus dans une partie quelconque des possessions de Sa Majesté, de condamnad'une infraction commise soit dans les possessions de Sa tions. Majesté ou ailleurs, et qui est illégalement en liberté ayant l'expiration de sa peine, de la même manière qu'il s'applique à une personne accusée d'une pareille infraction commise dans la partie des possessions de Sa Majesté où cette personne a été condamnée.

4. Le présent acte s'appliquera aux infractions commises Aux infracavant son entrée en vigueur, de la même manière que si elles tions commises avant l'avaient été depuis cette époque. 45 V., c. 21, art 8, 14 et 15. l'entrée en

REMISE DES FUGITIFS.

4. Lorsqu'un individu accusé d'avoir commis une infrac- Arrestation tion à laquelle le présent acte est applicable, dans une partie et renvoi des quelconque des possessions de Sa Majesté autre que le Canada, réfugiés. aura fui hors de son territoire, si le fugitif, désigné dans le présent acte comme fugitif de cette partie, se trouve en Canada, il pourra être arrêté et renvoyé, de la manière prescrite par le présent acte, dans la partie de ces possessions d'où il se sera enfui.

2. Le fugitif pourra être arrêté en vertu d'un mandat visé Mandat. on d'un mandat provisoire. 45 V., c. 21, art. 2.

5. Lorsqu'un mandat d'arrestation aura été décerné, dans Procédure en quelque partie des possessions de Sa Majesté, contre un fugitif Canada en vertu de mande cette partie qui est ou que l'on suppose être en Canada ou dats lancès en route pour y venir, le Gouverneur général, ou un juge ailleurs. d'une cour, s'il est convaincu que le mandat a été décerné par une personne compétente, pourra le viser de la manière prescrite par le présent acte; et le mandat ainsi visé constituera une autorisation suffisante pour arrêter le fugitif en Canada et le conduire devant un magistrat. 45 V., c. 21, art. 3.

Mandat d'arrêt provisoire. 6. Tout magistrat, en Canada, pourra décerner un mandat d'arrestation provisoire contre un fugitif qui est ou que l'on suppose être en Canada on en route pour y venir, sur une dénonciation et dans des circonstances qui, dans son opinion, justificraient la délivrance d'un mandat si l'infraction dont le fugitif est accusé eût été commise dans le ressort de sa juridiction; et, en conséquence, ce mandat pourra être visé et mis à exécution.

Rapport an Gouverneur.

2. Le magistrat qui aura délivré un mandat d'arrestation provisoire devra immédiatement en adresser un rapport au Gouverneur général, en y joignant la dénonciation on une copie certifiée exacte de cette pièce ; et le Gouverneur pourra, s'il le juge opportun, relaxer la personne arrêtée en vertu du mandat. 45 V., c. 21, art. 4.

Le fugitif sera conduit devant un magistrat.

7. Tout fugitif arrêté sera conduit devant un magistrat, lequel, sauf les dispositions du présent acte, connaîtra de la cause de la même manière, et aura la même juridiction et les mêmes pouvoirs, autant que faire se peut, y compris le pouvoir de renvoyer le prisonnier en prison et celui de le remettre en liberté sous caution, que si ce fugitif était accusé d'une infraction commise dans le ressort de sa juridiction.

Renvoi en prison du fugitif. 2. Si le mandat visé portant l'ordre d'arrêter le fugitif est dûment légalisé, et si l'on fournit, en se conformant aux dispositions du présent acte, des preuves qui donneraient lieu, d'après les lois ordinairement appliquées par le magistrat, à une probable et forte présomption que le fugitif a commis l'infraction mentionnée dans le mandat, et que cette infraction est de celles auxquelles le présent acte est applicable, le magistrat renverra en prison le fugitif pour y attendre sa remise, et adressera immédiatement au Gouverneur général un certificat de l'envoi en prison, avec le rapport qu'il jugera opportun de présenter sur l'affaire.

Rapport au Gouverneur général.

3. Lorsque le magistrat renverra le fugitif en prison, il devra l'informer que sa remise ne sera accordée qu'à l'expiration d'un délai de quinze jours, et qu'il est en droit de demander un bref d'habeas corpus on autre ordre équivalent.

Le magistrat informera le fugitif qu'il a certains droits.

4. Un fugitif arrêté en vertu d'un mandat provisoire pourra être renvoyé à une autre audience, soit une ou plusieurs fois, à tel intervalle raisonnable, d'au plus sept jours d'une audience à l'autre, qui paraîtra nécessaire dans les circonstances pour la production d'un mandat visé. 45 V., c. 21, art. 5.

Renvoi à une autre audience.

Ordre pour la remise du réfugié.

S. A l'expiration du délai de quinze jours à partir de l'envoi en prison d'un fugitif pour y attendre sa remise, ou, si une cour a donné, relativement à ce fugitif, un bref d'habeas corpus ou autre ordre équivalent, après la décision finale de la cour dans l'affaire, le Gouverneur général pourra, s'il trouve juste de le faire, ordonner, par mandat sous sa signature, que le fugitif soit renvoyé dans la partie des pos-

Mandat.

sessions de Sa Majesté d'où il s'est enfui, et, à cet effet, qu'il soit livré aux personnes à qui le mandat est adressé, ou à l'une ou quelques-unes d'entre elles, gardé prisonnier et eonduit à cette partie des possessions de Sa Majesté, pour y être jugé selon les lois locales, comme s'il y avait été arrêté; et ce mandat sera exécuté sans délai, conformément à sa teneur. 45 V., c. 21, art. 6.

9. Si un fugitif qui aura été envoyé en prison, conformé- Elargissement au présent acte, pour y attendre sa remise, n'est pas ment du réfutransféré hors du Canada dans le délai de deux mois à partir mise n'a pas de son envoi en prison, la cour, sur demande faite par ce en lieu dans fugitif ou de sa part, et sur preuve qu'il a été donné, de l'in-délai. tention de présenter cette demande, un avis de durée raisonnable au Gouverneur général, pourra ordonner l'élargissement du fugitif, s'il n'est point produit de raisons suffisantes contre sa mise en liberté. 45 V., c. 21, art. 7.

10. Lorsque l'on fera voir à la cour qu'à raison du peu La cour peut d'importance de l'affaire, ou parce que la demande de la le relaxer si remise du fugitif n'a pas été faite de bonne foi dans l'intérêt de est minime. la justice, ou que pour d'autres raisons la remise de ce fugitif, ou sa remise avant l'expiration d'un certain délai, serait une mesure injuste ou tyrannique, ou une punition trop sévère, eu égard à la distance, aux moyens de communication et à toutes les eirconstances de l'affaire, la cour pourra le relaxer soit absolument, soit sous caution, ou ordonner qu'il ne soit pas remis avant l'expiration du délai énoncé dans l'ordre, ou donner à son égard tout autre ordre qu'elle estimera juste. 45 V., c. 21, art. 9.

11. Un fugitif qui a été accusé de quelque délit dans la Si le fugitif juridiction du Canada, n'étant pas le délit pour lequel son subit quelque extradition est demandée, ou qui subit une peine encourue à Canada. la suite d'une condamnation en Canada, ne sera livré qu'après qu'il aura été libéré, soit par acquittement, soit par l'expiration de sa peine, soit autrement.

12. Lorsque le mandat d'arrestation décerné contre une Des mandats personne accusée d'une infraction aura été visé conformé-de perquisiment aux prescriptions du présent acte en Canada, tout être délivrés. magistrat aura le même pouvoir de délivrer un mandat pour la perquisition des objets qu'on prétendra avoir été volés, ou avoir été pris ou obtenus de quelque autre manière illégale par cette personne, ou constituer le corps du délit, que si les objets eussent été volés, ou pris ou obtenus de toute autre manière illégale, ou l'infraction entièrement commise, dans le ressort de la juridiction de ce magistrat. 45 V., c. 21, art. 10.

13. Tout juge de la cour pourra, soit en temps de session, Exercice des soit en temps de vacation, exercer en chambre les différents ciaires. pouvoirs qui lui sont donnés par le présent acte. 45 V., c. 21, art. 16, partie.

Effet du visa d'un mandat.

14. Le visa d'un mandat, en exécution du présent acte, sera signé par l'autorité qui le visera, et il autorisera toutes et chacune des personnes dénommées au visa et des personnes à qui le mandat était originairement adressé, et aussi tout constable, à mettre à exécution le mandat dans le territoire du Canada en arrêtant l'individu y dénommé, et en le conduisant devant un magistrat en Canada, que ce soit celui nommé au visa ou un autre.

Nonobstant le décès du signataire du visa.

2. Tout mandat, citation, assignation ou ordre, et tout visa fait en vertu du présent acte sur ces pièces, continueront, pour l'application du présent acte, d'être exécutoires, même si le signataire du mandat ou du visa viendrait à mourir ou cesserait de remplir ses fonctions. art. 11.

Comment se fera la remise du réfugié.

15. Lorsque le renvoi d'un fugitif ou prisonnier à quelque partie des possessions de Sa Majesté aura été autorisé en vertu du présent acte, ce fugitif ou prisonnier pourra y être renvoyé par navire enregistré au Canada ou appartenant au gouvernement canadien.

Ordre à un capitaine de navire de le recevoir à son bord.

Proviso.

2. Le Gouverneur général, pourra à cet effet, par le mandat autorisant la remise du fugitif, ordonner au capitaine de tout navire enregistré au Canada, et se dirigeant vers cette partie des possessions de Sa Majesté, de recevoir le fugitif ou prisonnier à son bord, de lui donner, ainsi qu'à la personne qui l'aura sous sa garde, et aux témoins, le passage et la nourriture durant le voyage; mais ce capitaine ne pourra être requis, en pareil cas, de prendre à son bord plus d'un fugitif ou prisonnier par chaque cent tonneaux, ni plus d'un témoin par cinquante tonneaux de registre de son navire.

Mentions à faire au verso du contrat du

navire.

3. Le Gouverneur général fera inscrire au verso du contrat du navire toutes énonciations, par rapport au fugitif ou prisonnier, ou aux témoins embarqués, que le ministre de la Marine et des Pêcheries prescrira au besoin.

Devoir du canation.

4. Le capitaine, à l'arrivée de son navire dans la dite pitaine en arrivant à desti- partie des possessions de Sa Majesté, fera remettre le fugitif ou prisonnier, s'il ne se trouve pas sous la garde de quelqu'un, entre les mains d'un constable, pour être jugé selon la loi.

Amende pour contravention.

5. Tout capitaine de navire qui manquera, après le paiement ou l'offre d'une somme raisonnable pour les dépenses, de se conformer à un ordre donné en exécution du présent article, ou de faire remettre sous bonne garde, ainsi que le prescrit cet article, un fugitif ou prisonnier qui lui aura été confié, sera passible, sur conviction par voie sommaire, d'une amende qui ne pourra excéder deux cents piastres. c. 21, art. 12.

PREUVES.

Dépositions.

16. Un magistrat pourra recevoir des dépositions, pour les fins du présent acte, en l'absence de la personne accusée d'une infraction, tout comme il le pourrait faire si elle était présente et accusée de l'infraction devant lui. 45 V., c. 21, art. 13, partie.

17. Les dépositions, qu'elles soient reçues en l'absence du Admises fugitif ou autrement, ainsi que les copies de ces dépositions, comme preuve. et les certificats officiels ou documents judiciaires relatant les faits, pourront, s'ils sont dûment légalisés, être admis comme pièces probantes dans toute procédure suivie en vertu du présent acte. 45 V., c. 21, art. 13, partie.

18. Les mandats et les dépositions, ainsi que les copies Authenticade ces pièces, les certificats officiels ou documents judiciaires tion des man-dats etautres relatant les faits, seront considérés comme dûment légali- pièces. sés, pour l'application du présent acte, s'ils sont légalisés de la manière prescrite par la loi alors en vigueur, ou s'ils paraissent être revêtus de la signature attestés par la signature d'un juge, magistrat ou fonctionnaire de la partie des possessions de Sa Majesté où ils ont été décernés, reçus ou faits, et si leur authenticité est constatée soit par le serment d'un témoin, soit par le sceau officiel d'un secrétaire d'Etat, ou le sceau public d'une possession britannique, ou le sceau officiel d'un gouverneur d'une possession britannique, d'un secrétaire colonial ou de quelque secrétaire ou ministre ayant l'administration d'un département du gouvernement d'une possession britannique; et tous les tribunaux et magis- Admission de trats prendront judiciairement connaissance de tout sceau ces pièces par mentionné dans le présent article, et admettront comme pièces probantes, sans plus amples preuves, les documents ainsi légalisés. 45 V., c. 21, art. 13, partie.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.

ontois service service

1 M. A.

Fout personation of the season of the season

Le muistre de la company de parlement de parlement affectés à cet etter par le parlement des préfets de pélerme ou sherif remperant auxilies préfet de parlement des tableaux auxilies, et les transmettant de parlement des tableaux auxilies, et que autre somme de rampe entrus de compris duns-cos tábleaux 89 V, c. 18.



CHAPITRE 60.

Acte concernant la statistique criminelle.

A.D. 1886.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat 🗠 et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

- 1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définitions. une interprétation différente, l'expression "juge" comprend tout recorder, magistrat de district, stipendiaire ou autre, et tout autre fonctionnaire présidant une cour ou un tribunal chargé de l'administration de la justice criminelle. 39 V., c. 13, art. 9.
- 2. Le greffier, et s'il n'y a pas de greffier, l'officier qui en Des tableaux remplit les fonctions, et s'il n'y a pas de pareil officier, le de statistique criminelle juge de toute cour administrant la justice criminelle, et le seront faits et préset de tout pénitencier ou maison de résorme, et le shérif transmis par certains soncde tout district, devront, avant la fin d'octobre de chaque tionnaires. année, remplir et transmettre au ministre de l'Agriculture, -ou dans le cas où la branche de la statistique à laquelle s'applique le présent acte, et son enregistrement, seraient confiés par le Gouverneur en conseil à quelque autre ministre, alors à cet autre ministre,—les tableaux qu'ils recevront de temps à autre du dit ministre, pour l'exercice finissant au trentième jour de septembre précédent, relativement, dans le cas du greffier, officier ou juge, aux affaires criminelles du ressort de la cour, et dans le cas du préfet ou shérif, aux prisonniers incarcérés dans le pénitencier, la maison de Jéforme ou la prison. 39 V., c. 13, art. 1,

3. Toute personne tenue de transmettre des tableaux Des livres comme susdit, consignera dans un registre, chaque jour, seront tenus. tous les détails qui doivent figurer dané ces tableaux. 39 V., c. 13, art. 3.

4. Le ministre de l'Agriculture, ou tout autre ministre tel Rémunéraque ci-dessus mentionné, fera payer, à même les deniers qui tion des perseront affectés à cet effet par le parlement, à tout gressier, rempliront officier, préset de résorme ou shérif remplissant les blancs les tableaux. des tableaux susdits, et les transmettant à qui il appartient, la somme d'une piastre, et une autre somme de cinq centins pour chaque cas compris dans ces tableaux. 39 V., c. 13, art. 4, partie.

Certains rapports seront trans-mis

5. Tout officier chargé, en vertu de l'Acte concernant les procédures sommaires devant les juges de paix, de transmettre au ministre des Finances et Receveur général une vraie copie des rapports faits par les juges de paix en vertu du dit acte, transmettra, avant la fin d'octobre de chaque année, au ministre de l'Agriculture, ou à tel autre ministre comme il est dit ei-haut, une vraie copie de tous les rapports de l'exercice finissant au trentième jour de septembre précédent. 39 V., c. 13, art. 2.

Paiement pour ces rapports. 6. Le ministre de l'Agriculture, ou tout autre ministre tel que ci-dessus mentionné, fera payer, à même les deniers qui seront affectés à cet effet par le parlement, à tout officier transmettant les états requis par l'article précédent du présent acte, la somme d'une piastre. 39 V., c. 13, art. 4, partie.

Quant aux prisous et réformes provinciales.

7. Lorsque, dans une province quelconque, il sera établi un système de collection de statistiques relatives aux prisonniers incarcérés dans les prisons ou les maisons de réforme provinciales, le Gouverneur en conseil pourra prendre des arrangements avec le lieutenant-gouverneur en conseil de cette province pour la collection et la transmission, par l'entremise de ce lieutenant-gouverneur, de toute partie des informations qui doivent être comprises dans les tableaux autorisés par le présent acte; et dans le cas d'un pareil arrangement, le ministre de l'Agriculture, ou tout autre ministre comme susdit, pourra faire payer, à même tous deniers affectés par le parlement à cet objet, au trésorier de cette province, au lieu de la faire payer aux shérifs ou préfets, ou autres officiers comme susdit, telle somme dont il sera convenu, n'excédant point les sommes qui seraient d'ailleurs payables pour les mêmes services aux shérifs, préfets ou autres officiers. 39 V., c. 13, art. 4, partie.

Paiement dans ces cas.

S. Quiconque néglige ou refuse de remplir et transmettre un tableau ou de transmettre un rapport exigé par le présent acte, ou qui fait sciemment un tableau ou rapport faux, partial ou inexact, est passible d'une amende de quatrevingts piastres, recouvrable avec dépens par toute personne qui en poursuivra le recouvrement devant toute cour d'archives de la province dans laquelle ce rapport aurait dû être fait, ou a été fait, ou devant la cour de l'Echiquier du Canada; et la moitié en sera payée au poursuivant, et l'autre moitié sera versée à la caisse du ministre des Finances et Receveur général pour les besoins publics du Canada. 39 V.,

Amende
imposée à
ceux qui
négligeront
de se conformer aux dispositions de
cet acte.

Statistique de l'exercice de la prérogative de pardon. c. 13, art. 5.

9. Le Secrétaire d'Etat devra, avant la fin d'octobre de chaque année, faire remplir et transmettre au ministre dé l'Agriculture, ou à tel autre ministre ci-dessus mentionné, les tableaux, pour l'exercice finissant au trentième jour de septembre précédent, relatifs aux cas où la prérogative de

clémence aura été exercée, qu'il recevra du ministre de l'Agriculture, ou de tel autre ministre comme susdit, de temps à autre. 39 V., c. 13, art. 6.

- 10. Tous les tableaux trausmis en vertu du présent acte Formule des devront être faits suivant les formules approuvées de temps tableaux. à autre par le Gouverneur en conseil, et publiées dans la Gazette du Canada. 39 V., c. 13, art. 7.
- 11. Les statistiques recueillies par le ministre de l'Agri-Les statisticulture, ou tel autre ministre ci-haut mentionné, en vertu ques seront du présent acte, seront coordonnées et consignées dans un publiées. registre, et les résultats en seront imprimés et publiés dans un rapport annuel. 39 V., c. 13, art. 8.
- 12. Le présent acte continuera d'avoir force et effet aussi Durée de cet longtemps qu'il n'y sera pat mis fin par proclamation du acte. Gouverneur en conseil, annonçant que des dispositions ont été prises pour recueillir la statistique criminelle conformément aux prescriptions de l'Acte concernant la statistique, et à compter de la publication de cette proclamation, le présent acte cessera d'avoir force et effet. 42 V., c. 21, art. 39, partie.

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine. - NNEXE

ANNEXE.



10

Acte min

ישונינושל פני ינייי

1 . presert manificus patie

2. There le per une interprétable (अ) किंड स्क्राहरू de paux " coope diafre, magistrer des ponvoirs de lle

(6.) Lexpres and range of le rangeler on bureau public it . . vice rablic on a contract département on bound

(c.) L'expression les marations pieces contribution de la contribution e i thut ob to (tree 1 (1, 12) xpre 2 (1, 1)

breas mobiliers, at the profession around

(e) Des manifes en una page e on garde d'une per sonne se elle le ment engagon on garde carrier on dans on went, logis, apparence it charap or sec ver upe par elle-même ou non gue e mi escabe pour son propinasage de bynche en per l'un un benefice d'autrai.

Les marques décrites dans l'annexe du présent ele meq s ! otre appliquées dans ou sur toutes munits us publiquées dans indiquer qu'elles appartiennent ? Sa Maje ti et pentenne

growth - x

FULL Y

7, UC. 11

WW.10

YUGAL

102(1) 2 (TO TO



50-51 VICTORIA.

CHAPITRE 45.

Acte concernant les munitions publiques.

[Sanctionné le 23 juin 1887.]

CA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Préambule. Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

1. Le présent acte peut être cité sous le titre : Acte des Titre abrégé. munitions publiques. [38-39 V., c. 25, art. 1.]

2. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige Définitions.

une interprétation différente.

(a.) Les expressions "deux juges de paix" ou "ces juges "Juges de de paix " comprendront tout recorder, magistrat stipen- "paix." diaire, magistrat de police, ou toute autre personne revêtue

des pouvoirs de deux juges de paix.

(b.) L'expression "département public" comprend l'Ami- "Dêparterauté et le ministère de la Guerre, et aussi tout département "ment puou bureau public du gouvernement du Canada, ou du service public on civil du Canada, ou toute division de pareil département ou bureau.

(c.) L'expression "munitions publiques" comprend toutes "Munitions les munitions placées sous les soins, la surveillance ou le "publiques." contrôle d'un département public tel que défini par le présent, ou de toute personne au service de ce département.

(d.) L'expression "munitions" comprend tous effets et "Munitions."

biens mobiliers, et un seul article de munition.

(e.) Des munitions seront réputées être en la possession 26, act. 2.] ou garde d'une personne, si elle les a sciemment en la possession ou garde d'autrui, ou dans quelque maison, bâti- session de mument, logis, appartement, champ ou lieu vague ou enclos, nitions. possédées pour son propre usage ou bénéfice, ou pour l'usage

ou bénéfice d'autrui.

3. Les marques décrites dans l'annexe du présent acte Marques à pourront être appliquées dans ou sur toutes munitions publi- appliquer sur ques, pour indiquer qu'elles appartiennent à Sa Majesté; et publiques.

138-39 V., c. 25, art. 4.]

tout département public, ainsi que ses entrepreneurs, officiers et ouvriers, pourront appliquer ces marques, on aucune de ces marques, dans ou sur aucune de ces munitions.

Usage illégal de ces marques. [\$8-39 V., c. 25, art. 4.]

4. Quiconque, sans autorisation légitime, dont la preuve lui incombera, applique quelqu'une de ces marques dans ou sur des munitions publiques, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans.

Oblitérer ou cacher illégalement ces marques. [38-39 V., c. 25. art. 5.7

5. Quiconque, avec l'intention de faire disparaître le droit de propriété de Sa Majesté à des munitions publiques, détruit ou efface, en tout ou en partie, quelqu'une de ces marques, est coupable de félonie et passible d'un emprisonnement de moins de deux ans.

Garder ou vendre des munitions ainsi marquées. [30-31 V., c. 119, art. 7.]

6. Quiconque, sans autorisation légitime, dont la preuve lui incombera, reçoit, a en sa possession, garde, vend ou livre des munitions publiques, portant quelques-unes de ces marques, sachant qu'elles les portent, est coupable de délit et passible d'emprisonnement pendant un an au plus.

Connaissance présumée de l'existence de ces marques. [30-31 V., c. 119, art. 8.]

7. Si celui qui est accusé d'un délit du genre en dernier lieu mentionné était, à l'époque à laquelle on prétendra que l'infraction a été commise, au service ou à l'emploi de Sa Majesté, ou un revendeur de munitions navales, ou un regrattier de vieux métaux, il sera présumé connaître l'existence de ces marques dans ou sur les munitions auxquelles l'accusation se rattache, jusqu'à preuve du contraire.

Punition si la valeur des munitions n'excède pas \$25.

- [30-31 V, e 119, art. 9]
- 8. Quiconque est accusé d'un délit du genre en dernier lieu mentionné relativement à des munitions publiques dont la valeur n'excède pas vingt-cinq piastres, est passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, d'une amende de cent piastres au plus, ou d'un emprisonnement de six mois au plus, avec ou sans travaux forcés.

Preuve à faire que les munitions ont été obtenues legalement.

[30-31 V., c. 128, art. 12]

9. Si des munitions publiques, ainsi marquées, sont trouvées en la possession de quelqu'un qui n'est pas un revendeur de munitions navales, ou un regrattier de vieux métaux, et qui n'est pas au service de Sa Majesté, et si le prévenu, étant traduit ou assigné devant deux juges de paix, ne démontre pas d'une manière satisfaisante à ces juges de paix, que ces munitions sont légalement venues en sa possession, il sera passible, sur conviction sommaire, d'une amende de vingt-cinq piastres au plus; et si le prévenu démontre d'une manière satisfaisante à ces juges de paix qu'il a obtenu légalement la possession de ces munitions, les Le possesseur juges de paix pourront, à leur discrétion, selon que les témoignages donnés ou les circonstances l'exigeront, assigner devant eux tout individu entre les mains duquel ces munitions paraîtront avoir passé; et si quelque individu qui en a eu la possesion ne démontre pas à ces juges de paix qu'elles

antérieur peut être cité sont légalement venues en sa possession, il sera passible, sur conviction sommaire d'en avoir eu la possession, d'une amende de vingt-cinq piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou sans travaux forcés.

10. Tout constable ou autre agent de la paix, s'il est Perquisitions député par un département public, pourra, dans la circons-sur les per-cription pour laquelle il est constable ou agent de la paix, [38-39 V., c. arrêter, détenir et fouiller toute personne raisonnablement 25, art. 6.] soupconnée d'avoir ou de transporter en aucune manière des munitions volées ou illicitement obtenues, ou tout navire, bateau ou véhicule sur ou dans lequel il y aura raison de soupçonner que peuvent être trouvées des munitions publiques volées ou illicitement obtenues.

2. Un constable ou agent de la paix sera censé être député Quand l'offisuivant l'intention du présent article, s'il est député par un cier sera réputé autorisé. écrit signé de la personne qui est chef de ce département, ou qui est autorisée à signer des documents au nom de ce département.

11. Nul ne devra, sans une permission donnée par écrit Défense de par l'Amiranté ou quelque personne à ce autorisée par chercher des munitions l'Amirauté, pêcher au moyen de grappins, ou draguer ou près des vaisrechercher de toute autre manière des munitions dans la seaux de S. M, etc. mer ou dans les eaux où se fait sentir la marée, ou dans les [38-39 V., c. eaux intérieures, dans un rayon de cent verges de tout vais-25, art. 8.] seau appartenant à Sa Majesté ou à son service, ou de tout mouillage ou amarrage affecté à ces vaisseaux, ou de tout amarrage appartenant à Sa Majesté, ou des quais ou bassins, ou des chantiers d'approvisionnements, ou des manufactures à vapeur de Sa Majesté.

- 12. Quiconque enfreindra les dispositions de l'article Punition des précédent sera passible, sur conviction sommaire devant deux contraventions. juges de paix, d'une amende de vingt-cinq piastres au plus, [38-30 V., c. ou d'un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou 25, art. 8.] sans travaux forcés.
- 13. Dans toutes poursuites intentées sous l'autorité du Preuve sons présent acte, la preuve qu'un soldat, matelot ou soldat de le présent l'infanterie de marine était au service actif de Şa Majesté fera foi primâ facie que son engagement, inscription ou enrôlement a eu lieu d'une manière régulière.
- 14. Rien de contenu au présent acte n'aura l'effet d'em-Autre recours pêcher qui que ce soit d'être mis en accusation en vertu du présent acte ou autrement, pour toute infraction poursuiva25, art. 16.] ble par voie d'acte d'accusation déclarée punissable sur conviction sommaire par le présent acte, ni d'empêcher qui que ce soit d'être passible, en vertu de tout autre acte ou autrement, de toute autre amende ou peine plus fortes que celles

prescrites par le présent acte, à l'égard de toute infraction; mais nul ne sera puni deux fois pour la même infraction.

Emprisonnement sous l'autorité du présent acte. 15. Tout individu condamné à l'emprisonnement sous l'autorité du présent acte à Halifax, pourra être incarcéré dans la prison de la cité aux travaux forcés, au lieu de l'être dans la prison du comté.

C. 170 des Statuts Revisés, abrogé. 16. Le présent acte sera substitué au chapitre cent soixante-dix des Statuts revisés, intitulé: Acte concernant les munitions de l'armée et de la marine, lequel est par le présent abrogé.

ANNEXE.

Marques affectées à l'usage de Sa Mujesté pour les munitions de la marine, de l'armée, de l'artillerie, des casernes, des hôpitaux et de bouche.

MUNITIONS.	MARQUES.
Cordage de chanvre et de fil métallique.	Fils de laine blancs, noirs ou de couleur, mêlés au chan- vre et au fil métallique, respectivement.
Toile à voile, vareuses, hamacs et sacs de marins. Etamine.	Une ligne bleue allant en serpentant. Un double gallon dans la chaîne.
Chandelles.	Fils de coton bleus ou rouges dans chaque mèche, ou mèches de coton rouge.
Bois de construction, métaux et autres munitions non- énumérées.	Une flèche large avec ou sans

Marques affectées aux munitions appartenant à Sa Majesté du chef de son gouvernement du Cauada.

MUNITIONS.	MARQUES.
Munitions publiques.	Le nom de tout ministère public, ou le mot "Canada," soit seul, soit en combinai- son avec une couronne ou les armes royales.



CHAPITRE 46.

Acte concernant le transport des liqueurs à bord des vaisseaux de Sa Majesté dans les eaux canadiennes.

[Sanctionné le 23 juin 1887.]

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat Préambule. et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :--

1. Tout individu qui, sans avoir préalablement obtenu le Transport on consentement de l'officier commandant le navire ou vais-tentative de transport de seau.-

(a.) Transporte des liqueurs spiritueuses ou fermentées à bord des vais-seaux de S.M.

bord d'un navire ou vaisseau de Sa Majesté;

(b.) S'approche ou rôde autour d'un navire ou vaisseau 69, art. 12.1 de Sa Majesté afin de porter à bord des liqueurs de ce genre;

(c.) Donne ou vend à un homme au service de Sa Majesté, à bord d'un pareil navire ou vaisseau, des liqueurs spiritueuses ou fermentées;

Est coupable de délit (misdemeanor) et passible, sur Punition. conviction sommaire devant deux juges de paix, d'une amende de pas plus de cinquante piastres pour chaque infraction, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas plus d'un mois.

2. Tout officier au service de Sa Majesté, tout officier Arrestation subalterne de la marine royale, et tout sous-officier de l'infandes délintaria de marine pourront de la même manière qu'en quants. terie de marine pourront, de la même manière qu'un agent [16-17 V., c. de la paix, arrêter sans mandat tout individu pris en flagrant 69, art. 12.] délit d'infraction aux dispositions du présent acte.

3. Tout officier au service de Sa Majesté, tout officier Perquisitions subalterne de la marine royale, ou tout sous-officier de l'infan-autorisées. terie de marine, avec ou sans matelots ou personnes sous ses 69, art. 12.] ordres, pourra faire des perquisitions dans toute chaloupe, bateau ou bâtiment qui rôde autour ou s'approche d'un navire de Sa Majesté, ou qui a ainsi rôdé ou s'en est approché, et pourra saisir toute liqueur spiritueuse ou fermentée Saisie des qu'il trouvera à bord de cette chaloupe ou de ce bateau ou liqueurs. bâtiment, et la liqueur ainsi trouvée sera confisquée au profit de la Couronne.

liqueurs à



CHAPITRE 47.

Acte concernant l'oblitération des billets contrefaits et l'usage des imitations de billets.

[Sanctionné le 23 juin 1887.]

Préambule.

S^A Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

Les billets contrefaits et frauduleux seront étampés comme tels. 1. Tout officier chargé de recevoir ou débourser des deniers publics, tout employé des banques faisant des opérations en Canada, et toute personne agissant comme banquier ou employée par un banquier, étampera ou écrira en lettres distinctes l'un des mots "Contrefait" (Counterfeit), "Altéré" (Altered), ou "Mauvais" (Worthless), sur tout billet contrefait ou frauduleux émis sous la forme d'un billet fédéral ou de banque et destiné à circuler comme papier-monnaie, lorsqu'il lui en sera présenté à son bureau d'affaires; et si cet officier ou cette personne étampe ainsi par erreur un bon billet, il devra, sur présentation, le racheter à sa valeur nominale.

Défense d'annoncer sous forme de billets de banque.

2- Tout individu qui dessinera, gravera, imprimera ou de quelque manière fera, exécutera, offrira, émettra, distribuera, fera circuler ou emploiera quelque carte d'affaire ou professionnelle, ou quelque avis, placard, circulaire, affiche ou annonce ayant une ressemblance ou similitude avec quelque billet fédéral ou de banque, ou avec quelque obligation ou effet d'un gouvernement ou d'une banque, sera passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, d'une amende de cent piastres ou de trois mois d'emprisonnement, ou de ces deux peines à la fois.

Punition.



CHAPITRE 48.

Acte modifiant l'Acte concernant les crimes et délits contre les mœurs et la tranquillité publiques.

[Sanctionné le 23 juin 1887.]

A MAJESTÉ, par et avec l'avis et le consentement du Préambule. Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

- 1. L'alinéa (b) de l'article trois du chapitre cent cin-Art. 3 du c. quante-sept des Statuts revisés du Canada, intitulé: Acte 157, S. R. C., concernant les crimes et délits contre les mœurs et la tranquillité publiques, est par le présent modifié par insertion des mots "ou aliénée" après le mot "imbécile," dans la troisième ligne et à la fin du dit alinéa, respectivement.
- 2. L'article quatre du dit chapitre est par le présent Art. 4 abrogé abrogé et remplacé par le suivant :—
- "4. Tout individu âgé de plus de vingt et un ans qui, sous Séduction promesse de mariage, séduit une personne du sexe non sous promesse mariée, âgée de moins de vingt et un ans et de mœurs chastes jusque-là, et a un commerce illicite avec elle, est coupable de délit et passible d'un emprisonnement de deux Punition. ans au plus."

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 49.

Acte modifiant les Statuts revisés, chapitre cent soixantetreize, concernant les menaces, l'intimidation et autres infractions.

[Sanctionné le 23 juin 1887.]

Préambule.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

S. R. C., c. 173, art. 11, abrogé et remplacé.

1. L'article onze des Statuts revisés, chapitre cent soixantetreize, intitulé: Acte concernant les menaces, l'intimidation et autres infractions, est par le présent abrogé et remplacé par le suivant :-

Tenter d'empêcher de trades navires.

"11. Quiconque, illégalement et par violence ou mepecner de tra-vailler à bord naces de violence, empêche ou détourne, ou tente d'empêcher ou détourner un matelot, arrimeur, charpentier de navire, ouvrier de bord ou autre individu employé à travailler à un navire ou à bord d'un navire ou vaisseau, ou occupé à quelque ouvrage se rattachant au chargement ou déchargement de ce navire ou vaisseau, d'y travailler ou d'y exercer quelque métier, profession ou occupation légitime auquel ou à laquelle il est ainsi employé,—on le bat, ou se porte à des actes de violence envers lui, ou le menace de violence, avec l'intention de l'empêcher ou de le détourner de travailler ou d'exercer son métier, sa profession ou son occupation, ou parce qu'il y aurait travaillé ou l'aurait exercé,-est passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, d'un emprisonnement de trois mois au plus, aux travaux forcés."

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 50.

Acte modifiant la loi concernant la procédure en matières criminelles.

[Sanctionné le 23 juin 1887,]

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat Préambule. et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :-

1. L'article deux cent soixante-huit de l'Acte de procédure S. R. C., c. criminelle est par le présent abrogé et remplacé par le 174, art. 268 abrogé et suivant :remplacé.

" APPELS ET NOUVEAUX PROCÈS.

"268. Toute personne convaincue d'une infraction pour- Dans quelles suivable par voie de mise en accusation, ou dont la con-causes criminelles appel viction aura été confirmée devant une cour d'Oyer et pourra être Terminer ou de délivrance générale des prisons, ou devant interjeté. la cour du Banc de la Reine, dans la province de Québec, siégeant au criminel, ou devant toute autre cour supérieure de juridiction criminelle, dont la conviction aura été confirmée par quelque cour de dernier ressort, ou, dans la province de Québec, par la cour du Banc de la Reine siégeant comme cour d'appel, pourra interjeter appel à la cour Suprême de la confirmation de cette conviction ; et la dite Procedures cour décernera à cet égard l'ordre ou ordonnance qui lui sur appel. semblera juste, soit aux fins de confirmer la conviction ou d'accorder un nouveau procès, ou autrement, soit aux fins d'accueillir on refuser cette demande, et rendra toutes autres ordonnances nécessaires pour mettre son ordre ou ordonnance à effet; mais nul appel de cette nature ne sera auto- Pas d'appel risé lorsque la cour qui aura confirmé la conviction aura été en certains unanime à cet effet, ni à moins qu'avis par écrit de l'appel n'ait été signifié au procureur général de la province d'où l'appel sera interjeté, dans les quinze jours après que la conviction aura été confirmée.

"2. A moins que cet appel ne soit inscrit pour audition Quand l'appar l'appelant à la session de la cour Suprème pendant la-pel sera insquelle la conviction aura été confirmée, ou à la session im-dition. médiatement suivante, si la dite cour ne siège pas alors, l'appel sera censé avoir été abandonné, à moins que la cour Suprême n'en ordonne autrement,

Le jugement sera définitif. " 3. Le jugement de la cour Suprême sera, dans tous les

Nouveau procès, quand accordé ou refusé.

cas, définitif.

"4. Sauf tel que ci-dessus prévu, il ne sera pas accordé de nouveau procès en matière criminelle à moins que la conviction ne soit déclarée illégale pour une cause qui rend le premier procès nul, en sorte qu'il n'y a pas eu de procès légal dans l'affaire; mais il pourra être accordé un nouveau procès dans les cas de délit où, d'après la loi, un nouveau procès peut maintenant être accordé.

Pas d'appel à aucune cour du Royaume-Uni.

"5. Nonobstant toute prérogative royale, ou tout ce que contenu dans l'Acte d'interprétation ou l'Acte des cours Suprême et de l'Echiquier, nul appel ne pourra être interjeté, dans aucune cause criminelle, d'aucun jugement ou ordre d'aucune cour du Canada à aucune cour d'appel établie par le parlement de la Grande-Bretagne et d'Irlande à laquelle il peut être ordonné de porter des appels ou pétitions à Sa Majesté en conseil."

Art. 68 et 69 du c. 135 des S.R.C., abrogés.

2. Les articles soixante-huit et soixante-neuf de l'Acte des cours Suprême et de l'Echiquier sont par le présent abrogés.

Entrée en vigueur. 3. Les dispositions précédentes du présent acte n'entreront pas en vigueur avant une date qui sera fixée par le Gouverneur général dans une proclamation à cet effet.

Art. 265 du c. 174, S. R. C., modifié.

4. L'article deux cent soixante-cinq de l'Acte de procédure criminelle est par le présent modifié en en retranchant les mots "dans la province de Québec."

OTTAWA: Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 51.

Acte modifiant "l'Acte des procès expéditifs," chapitre cent soixante-quinze des Statuts revisés.

[Sanctionné le 23 juin 1887.]

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat Préambule. et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :—

1. L'alinéa coté (c) de l'article deux de l'Acte des procès S. R. C., expéditifs est par le présent abrogé et remplacé par le c. 175, art. 2 suivant :—

"(c.) Les expressions 'avocat de comté' ou 'greffier de "Avocat de la paix 'comprennent, dans la province du Manitoba, tout "comté" ou procureur de la Couronne, le protonotaire de la cour du Banc "la paix." de la Reine et tout député-protonotaire de cette cour, tout député-greffier de la paix et le député-greffier de la Couronne et des Plaids pour tout district dans la dite province."

OTTAWA : Imprimé par Brown Chamberlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.



CHAPITRE 52.

Acte modifiant l'Acte des pénitenciers.

[Sanctionné le 23 juin 1887.]

Préambule.

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

Définitions.

1. Dans le présent acte, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente,—

" Officier."

(a.) L'expression "officier" signifie et comprend tout officier ou employé d'aucune des classes mentionnées dans l'annexe du présent acte;

" Maitres de

(b.) L'expression "maîtres de métiers" comprend les boulangers, forgerons, menuisiers, maçons, meuniers, cordonniers, tailleurs de pierre, tailleurs, et autres personnes employées à diriger et instruire les détenus dans un genre de travail quelconque.

S. R. C., c. 182, art. 27, modifié.

2. L'article vingt-sept de l'Acte des pénitenciers est par le présent modifié,—

(a.) En substituant aux mots "il résidera au pénitencier,"

les mots "et il résidera au pénitencier;" et-

(b.) En en retranchant les mots "et le combustible et l'éclairage lui seront fournis dans la mesure que le Gouverneur en conseil jugera convenable."

SALAIRES.

Art. 33 abrogé et remplacé.

3. L'article trente-trois de l'Acte des pénitenciers est par le présent abrogé et remplacé par le suivant :—

Salaires.

" * Le Gouverneur en conseil pourra, dans les limites prescrites par l'annexe du présent acte, fixer les salaires à payer aux officiers des pénitenciers.

Augmenta-

"2. Nul officier ne recevra, de droit, aucune augmentation annuelle de salaire, mais elle pourra lui être accordée si le ministre de la Justice est convaincu qu'il est compétent et fidèle à remplir ses devoirs.

Quand payable. "3. Nulle augmentation annuelle de salaire ne sera payée avant qu'il se soit écoulé au moins un an depuis la date de la nomination de l'officier, ou depuis la dernière augmentation qui lui aura été accordée.

"4 Cette augmentation annuelle ne commencera et ne Quand elle

sera comptée qu'à dater du premier jour de juillet.

" 5. Rien de contenu au présent n'affectera le salaire d'au- Droits sauvecun officier dont le salaire, tel que porté dans le budget de la gardés. session tenue en la cinquantième année du règne de Sa Majesté, excède le salaire maximun prescrit pour sa classe par l'annexe du présent acte, mais le salaire de cet officier ne sera plus augmenté.

"6. Nul officier dont le salaire, tel que porté dans le Pas d'augbudget de la session tenue en la cinquantième année du mentation si règne de Sa Majorté est égal en inférieur en calaire par le maximum règne de Sa Majesté, est égal ou inférieur au salaire maxi- est atteint. mum prescrit pour sa classe dans la dite annexe, et nul officier dorénavant nommé, ne recevront un salaire excédant celui ainsi prescrit par cette annexe."

GRATIFICATIONS.

4. A tout officier—

(a.) Dont la conduite a été bonne et qui a fidèlement Gratification rempli les devoirs de sa charge;

(b.) Qui est forcé de se retirer du service par suite de [28-29 V., c. quelque infirmité mentale ou physique qui le rend impropre 126, art 14.1 à remplir ses devoirs; et—

(c.) Qui n'a pas droit à une pension de retraite en vertu

des règlements en vigueur à ce sujet,—

Il pourra être donné une gratification ou une allocation de Montant. retraite calculée sur le pied d'un demi-mois de salaire pour chaque année de service, jusqu'à cinq ans, et d'un mois de salaire pour chaque année de service au delà de cinq ans, basée sur le salaire que recevait cet officier à l'époque de sa retraite.

5. Cette allocation de retraite pourra être acerne de la Accroissemoitié de la somme qu'elle représentera si l'instrmité qui ment si l'instr-mité résulte oblige cet officier à se retirer du service a été causée par une d'une blesblessure reçue dans l'accomplissement de son devoir, sans sure. qu'il y ait en faute on négligence de sa part, par les mains d'un détenu, ou en empêchant une éyasion ou une délivrance, ou en supprimant une révolte.

6. Si quelque officier meurt au service et laisse une veuve Gratification ou quelque personne qui, pendant sa vie, n'avait que lui à la veuve, pour soutien, il pourra être payé une gratification à cette veuve, s'il en laisse une, et, sinon, à toute personne ou toutes personnes dont cet officier, pendant sa vie, était le soutien, ou à toute personne ou corporation en fidéicommis pour la personne ou les personnes dont il était ainsi le sontien.

2. Nulle gratification de ce genre n'excédera le montant Chiffre de la gratification

du salaire de cet officier-

(a.) Pour les deux mois précédant immédiatement sa mort, s'il avait été nommé par le Gouverneur en conseil;

(b.) Pour les trois mois précédant immédiatement sa mort, s'il avait été nommé par le ministre ou le préfet.

Accroissecas spécifiés.

7. Cette gratification pourra être accrue de la moitié de ment dans les la somme qu'elle représentera si la mort de cet officier est occasionnée par quelque blessure qu'il aura reçue dans l'accomplissement de son devoir, sans qu'il y ait eu faute ou négligence de sa part, par les mains de quelque détenu, ou en empêchant une évasion ou une délivrance, ou en supprimant une révolte.

REVENANTS-BONS.

Revenants. bons.

8. Nul revenant-bon ne sera accordé à aucun officier,

excepté comme il suit :-

Logement et terrain.

(a.) Tout officier pourra, durant le bon plaisir du ministre de la Justice, occuper gratuitement toute maison ou tout logement, avec les terrains en dépendant, formant partie des

propriétés du pénitencier;

Travail des détenus.

(b.) Les terrains ou jardins attachés à la résidence ou au logement du préfet ou du sous-préfet pourront être tenus en ordre et cultivés par les détenus, mais d'ailleurs aucun détenu ne sera employé à tenir en ordre ou cultiver aucun terrain occupé par un officier;

Uniforme.

(c.) Il pourra être alloné à tout officier qui doit porter un uniforme, tel uniforme que prescrira le Gouverneur en conseil.

RÈGLEMENTS.

Règlements au sujet des-

9. Le Gouverneur en conseil pourra, sauf les dispositions de l'Acte des pénitenciers et du présent acte, de temps à autre faire des règlements au sujet-

salaires; Gratifica(a.) Des salaires des officiers;

tions; Logement et (b.) Des gratifications et allocations de retraite;

(c.) De l'occupation par les officiers de maisons, logements ou terrains qui forment partie de la propriété du pénitencier;

terrains; Uniformes;

(d.) Des uniformes des officiers;

Vente d'effets

(e.) De la vente aux officiers d'effets ou articles fabriqués aux officiers; dans les ateliers du pénitencier ou récoltés sur la propriété du pénitencier;

Et généralement.

(f.) De toute chose se rattachant à l'établissement, l'entretien et l'administration des pénitenciers.

Annexe abrogée et remplacée.

10. L'annexe de l'Acte des pénitenciers est par le présent abrogée et remplacée par la suivante:

ANNEXE.

PÉNITENCIER DE KINGSTON.

	De la date de la nomina- tion,	Par des augmenta- tions annuelles an de cinquante piastres, à		Par des augmenta- tions annuelles de trente piastres, à
Préfet	2,600	3,000		
Sous-préfet	1,200	1,500		
Aumôniers	1,000	1,200		
Médecin-chirurgien				
Comptable		1,200		
Commis du préfet			500	800
Garde-magasin				900
Econome				900
Gardien-chef			700	900
Gardien de l'infirmerie			500	800
Instituteur				700
Mécanicien				1,000
Maîtres de métiers				700
Gardiens			500	600
Gardes				500
Messager				500
Chauffeur				500
Charretiers				.400
Matrone			400	600
Aide-matrone			200	400
TIME MANIONE			200	400
	1	i	1	1

PÉNITENCIER DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL.

Préfet		2,800		
Sous-préfet	1,200	1,500		
Aumôuiers	1,000	1,200		
Médecin-chirurgien	1,000	1,400		·
Comptable	800	1,100		
Commis du préfet			500	750
Garde-magasin			600	900
Econome			600	800
Gardien-chef			700	900
Gardien de l'infirmerie		l	500	750
Instituteur	·		500	700
Mécanicien			750	900
Maîtres de métiers			600	700
Gardieus			500	600
Gardes			400	500
Messager			4(11)	500
Charretiers			300	400

PÉNITENCIER DE DORCHESTER.

Préfet	2,000	2,400		
Sous-préfet		1,400		
Sons-préfet et gardien-chef lorsque ces	,			
emplois sont remplis par le même	1,200	1,500		
Aumôniers	500	600		
Médecin-chirurgien	1,000	1,200		
Comptable		1,000		
Guide-magasin			600	800
Econome				800
Garde-magasin et économe, lorsque ces				
emplois sont remplis par le même		.,	800	1,000
Gardien-chef			700	800
Gardien de l'infirmerie			500	700
lustituteur				600

PÉNITENCIER DE DORCHESTER—Fin.

	De la date de la nomina- tion,	Par des augmenta- tions annuelles de einquante piastres, à	de la nomina- tion,	Par des augmenta- tions annuelles de trente piastres, à
Mécanicien			750 600 600 500 400 400 300	900 750 700 600 500 500 400

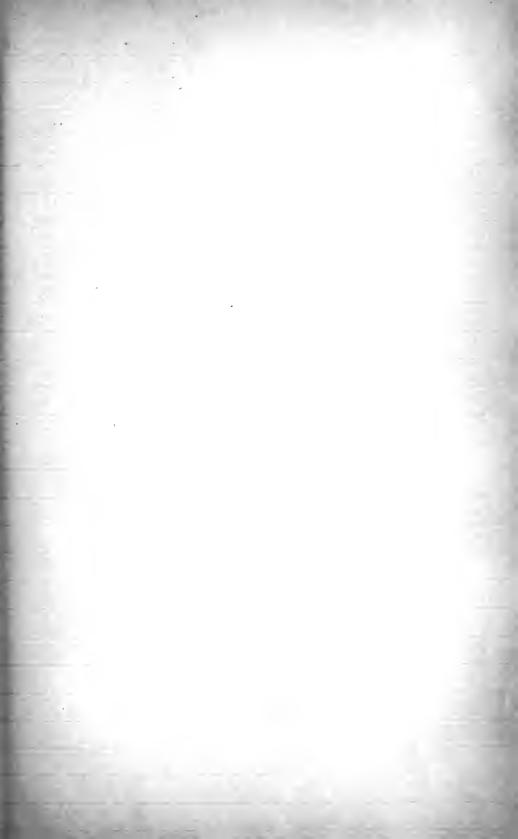
PÉNITENCIER DU MANITOBA.

Préfet		2,400		
Sous-préfet et gardien-chef	900	1,200		
Aumoniers	500			
Médecin-chirurgien				
Comptable et garde-magasin	800	1,100		
Econome				800
Gardien de l'infirmerie et institutear				900
Mécanicien				1,000
Maîtres de métiers				700
Gardes				600
Messager			500	600
			i	

PÉNITENCIER DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE.

Préfet Sous-préfet et gardien-chef Aumoniers	900 500	1,200 600		
Médecin-chirurgien Comptable, garde-magasin et institu- teur Econome Maîtres de métiers	800	1,000	600	
Martres de meters. Gardiens et gardes. Messager Charretier			500 500	600 600 600

OTTAWA : Imprimé par Brown Champerlin, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.

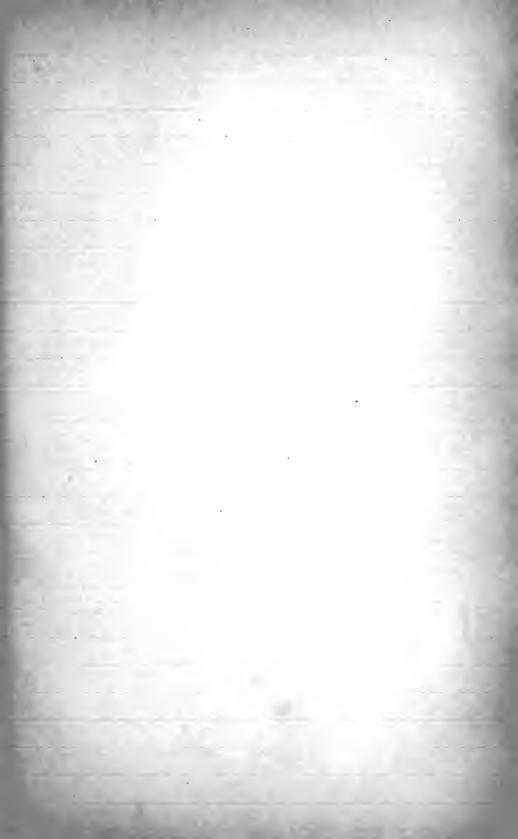




INDEX.

ABANDONNER-		ACTE D'ACCUSATION—Suite	
Un enfant de moins de deux ans, délit	66	Tenue d'une maison de jeu	216
ACCEPTATION-		Formules d'actes d'accusation pour-	
	110	Achat ou vente de fausse monnaie, etc	210
D'une lettre de change, fabriquer une	113	Bigamie ou contravention à la loi concer-	
De présents, etc., pour obtenir une entre-	150	nant la célébration du mariage	277
prise de l'Etat	176	Crimes ou délits au sujet des églises, édi-	
ACTE D'ACCUSATION—		fices ou travaux publics, matériaux de	
Accusation de plusieurs complices en-		construction, etc	210
semble	215	Crime on délit contre une maison d'habi-	210
De vol et de recel	215	tation	0.75
	413		275
Du recéleur—et si le vol constitue uu	0.15	Délits contre l'administration de la jus-	07:
délit	215	tire	27 i
De plusieurs recéleurs ensemble	215	Délits contre la moralité et la décence	
De trois larcins à la fois	215	publiques	278
De récidives	215	Délits contre la paix publique	277
Obligation de poursuivre à signer par le		Délits relatifs à l'armée	277
témoin	216	Détournements, etc209,	
Contre une corporation - procédures sur	219	Par des officiers publics	212
Bref de certi rari pas nécessaire pour		Dommages malicieux à la propriété210,	276
évoquer la cause devant une cour supé-		Dossiers des cours, testaments, docu-	
rieure	220	ments électoraux	211
Avis à signifier au maire, etc	220	Effraction nocturne	275
Contre un prisonnier transféré dans un		Faux209,	276
autre district	205	Faux monnayage	276
Ou incarcéré pour un autre crime	206	Faux prétextes	275
Copie en sera donnée au prévenu	225	Lésion corporelle	274
Dans le cas d'associés ou co-détenteurs,		Meurtre et homicide non prémédité208,	274
il suffit d'en nommer un	211	Obtention d'effets sous faux prétextes	209
De libelle, procédures sur	219	Parjure 207,	276
Dénonciation au grand jury dans un	216	Prétendre faussement avoir envoyé des	
Description de l'argent ou des billets de		valeurs dans une lettre	209
banque	214	Récidives	216
Des instruments en général	214	Simple larcin	274
Des instruments de faussaire	214	Subornation de parjure208,	277
Ou pour gravure illégale	214	Viol	274
Divergence entre la citation et la preuve,		Vol d'argent	275
comment corrigée	240	Vol avec violence	274
Engagement préliminaire de poursuivre ou		Vol de documents	208
témoigner, dans les cas de-		Vol d'huitres ou de semis d'huîtres	211
Attentat à la pudeur,		Vol de minéraux, etc	211
Conspiration,		Vol de timbres, cartes-poste, etc	211
Nuisance,		Vol et recel	215
Obtention de deniers, etc., sous faux pré-		Vol par des locataires	213
		Formule générale	278
textes,		Ne sera pas renvoyé sur exception dilatoire.	217
Parjure,		Objection, quand elle doit être faite	217
Prise ou garde de possession par vio-		Omission de certains mots n'est pas fatale.	213
lence,		Pas nécessaire que les actes d'accusation	413
Subornation de parjure,		soient sur parchemin	207
Tenue d'une maison de désordre,		soient sur patenemin	mU (

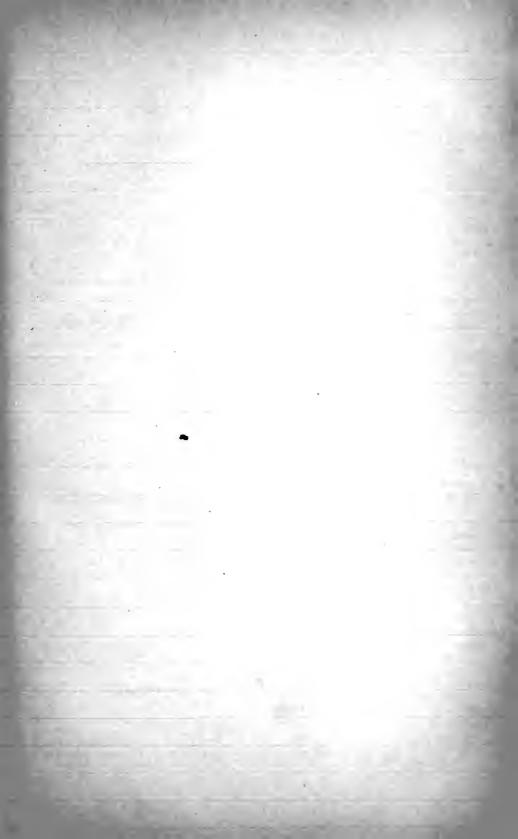
ACTE D'ACCUSATION-Suite. N'y d'y mentionner la venue	207	ADMISSION— , Voir Aveu.	0
Ni d'allèguer l'intention de fraude en		AFFIDAVIT —	
certains cas	209		
Peut contenir plusieurs chefs	207	Dans les affaires d'assurance, qui peut le	434
Peut être amendé	217	recevoir	434
Et être mis conforme à la preuve	240	Dans les affaires extrajudiciaires	404
Pour félonie, valide même si les faits cons-		Du greffier de la cour sur la liste des cau-	366
tituent une trahison	226	tionnementsFabriquer un	116
Pour effraction nocturne, après acquitte-		Faux en dehors de la province où il doit	110
ment pour effraction diurne	228	servir	43
Pour recel par plusieurs personnes-ver-		Jurer faussement dans un	42
dict à la snite d'un	230		
Privilège du clergé-Effet de son abolition		AFFIRMATION—	
au sujet d'un	207	Comprise dans le mot "serment," dans les	
Propriété des chemins, etc , à qui attribuée		statuts	5
dans un	211	Par un quaker, etc., assigné comme jury	221
Et des propriétés publiques	212	Ou comme témoin	235
Ou régies par une corporation	212	Solennelle, dans les affaires extrajudi-	425
Si l'accusation de vol contient un chef de		ciaires—formule	435
recel	230	Voir Affidavit.	
Signification de l'expression dans l'Acte	170	AGENT—	
de procédure criminelle	179	D'une personne vendant des liqueurs près	
Et de "Rapport de l'acte d'accusation"	179	des travaux publics, après proclama-	
ACTE D'INTERPRETATION -		tion, coupable au même degré que le	
Voir Interprétation des statuts.		principal	32
ACTES NOTARIES—	115	Larcin par un9	0-92
Fabrication d'	113	AGRESSIONS ET ATTAQUES-	
Comment ils peuvent être cités	9	Voir Crimes et délits contre les per-	
ACTES PROVINCIAUX—		sonnes	69
Prenve des	429	ALIENES—	
Voir Acte concernant la preuve	429		
ACTION-		Dispositions concernant les détenus dans un pénitencier	403
Contre un officier public agissaut en vertu		Procédures lors du procès d'un prisonnier	100
de l'Acte concernant le maintien de la		aliéné	244
paix dans le voisinage des travaux pu-			
blics, limitée à six mois	36	AMENDES ET CONFISCATIONS—Acte	370
En vertu de l'Acte concernant le maintien		· concernant les	310
de la paix dans le voisinage des travaux		ronne en certains cas	370
publics, ne sera pas déboutée pour in-		Forment partie du fonds consolidé	371
formalité	35	Il peut en être disposé autrement	370
Pour liqueurs vendues près des travaux pu-		Prescription des poursuites pour amendes	0.0
blies après proclamation, ne sera pas		ou confiscations	371
maintenne	34	Pénalités pécuniaires—Mode de recouvre-	0.1
ACTION QUI TAM—		ment des	370
Discontinuation d'une, déclarée délit	178	Partage entre le poursuivant et la Cou-	
ACTIONS CONTRE LES PERSONNES		ronne	370
ADMINISTRANT LES LOIS CRIMI-	400	AMENDEMENT—	
NELLES-Acte concernant les	42 6	D'un acte d'accusation23	1 020
Avis au défendeur	426		1-202
Dénégation générale	426	AMIRAUTE—	
Offre de réparation suffisante	426	D'Angleterre—Infractions commises dans	101
Prescription des actions et poursuites	426	sa juridiction	181
Protection des juges de paix, etc	427	Voir Munitions de l'armée et de la	1.00
Verdict ou jugement pour le défendeur en		marine	160
certains cas, et recouvrement des frais	426	Voir Munitions publiques	ADII.

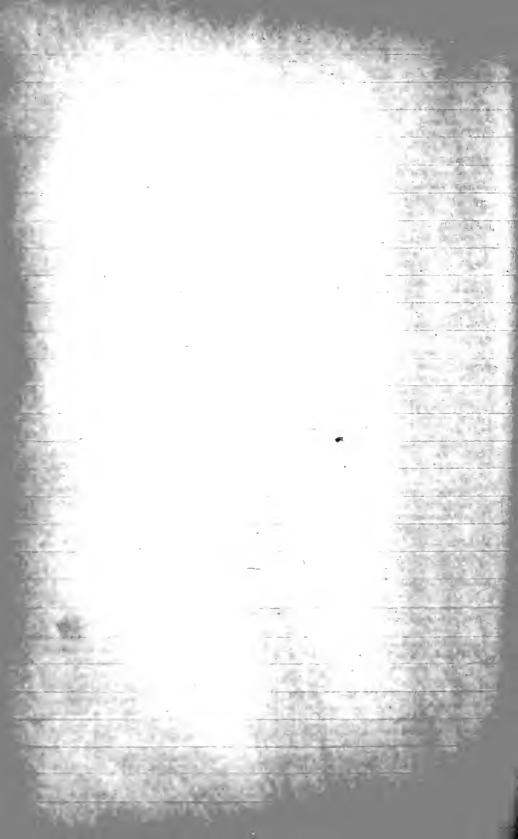




	1		
ANIMAUX—		ARMES—	
	166	Défense d'en porter près des travaux pu-	
Voir Cruanté envers les animaux.		blics, après proclamation	30
	52	Et de s'assembler illégalement pour en	
Voler des78-	-79	apprendre l'usage	18
Voir Larcin.		En acheter des soldats ou déserteurs est un	
ANNONCE -]	délit	157
Sous forme de billets de banque, défendue. Ann.	. 8	Ou d'un matelot ou soldat de la marine	157
De loteries, amende pour56,	57	ARMES A FEU ET AUTRES- Acte concer	
De récompense pour restitution d'effets vo-		nant l'usage abusif des	21
lés	99	Armes dangerenses - Punitions pour en	
APPEL—		porter	22
Au Conseil privé, pas autorisé dans les	1	Exception quant aux soldats, etc	22
causes criminellesAnn.	12	Couteaux à gaine-Défense d'en porter	
Dans un procès criminel, peut être réservé 2	45	dans les ports de mer	22
De la décision d'un juge de paix sur accu-		Exception	22
sation de dépôt illégal de quartz auri-		Confiscatiou	22
	93	Couteaux-poignards, etc.—Port ou vente	
D'une conviction sommaire par un juge de		de	21
	21	Diriger une arme à feu contre quelqu'un	21
Voir Convictions sommaires.		Pistolets on fusils à vent-Les porteurs	
Sur conviction d'infraction poursuivable		penvent être tenus de garder la paix	21
par voie de mise en accusation Ann.	11	En avoir lors d'une arrestation, etc	21
•	· ·	Ou avec l'intention de blesser quel-	
APPRENTI-		qu'un	21
,	66	Amende et emprisonnement	21
11	16	Poursuites—Prescription des	22
ARBITRAGE—	- 1	roursuites—Frescription des	22
En cas de contestation an sujet des appro-		ARMES GARDEES DANS UN BUT DAN-	
visionnements d'un pénitencier 39	93	GEREUX-Acte concernant la saisie	
ARBRES—		des	2
Et produits végétaux-Dommages aux 1-	45	"Armé."—Ce que comporte cette expres-	
Voir Dommages malicieux à la pro-		sion	23
priété.		Armes gardées dans un but illicite peuvent	
Voler, ou abattre, etc., avec intention de		être saisies	23
vol	81	Et les personnes qui les ont peuvent être	
Voir Larcin.		arrêtées	23
ARMEE—		Arrestation pour port d'arme illégal	2-
Officier ou soldat correspondant avec l'en-	- i	Admission à caution	2-
•	14	Demandes en restitution d'armes saisies,	
	58	comment décidées	23
		Juridiction concurrente des juges de paix.	24
ARMEE ET MARINE—Acte concernant		Prescription des poursuites	24
	57	Suspension de cet acte par proclamation	24
	57	Et remise en vigueur ensuite	2.
	57	A DOTTOM A MICAN	
	.58	ARRESTATION—	
Et des personnes soupçonnées de dé-		De ceux qui s'exercent illégalement au ma-	18
***************************************	58	niement des armes	10
	57	Des personnes en possession d'armes dan-	0.
	59	gereuses	23
	57	Et des porteurs de ces armes	2-
Interrogatoire des témoins sur le point de		Ou qui portent illégalement des armes	0.1
Tarana and Francisco	.58	près des travaux publics	31
Mandat nécessaire pour la recherche des	_	Des personnes qui se préparent à un combat	40
	.58	de boxeurs	40
	58	Des personnes trouvées dans une maison	
Peut se faire sous l'acte impérial 1	.58	de jeu	5:

ARRESTATION—Suite		ASSOCIES—Suite.	
On qui jouent sur les voies de transport		Et dans une dénonciation ou plainte	309
publiques	59	Vol par des	89
Des personnes qui troublent les assemblées		Voir Co-propriétaires.	
religieuses	47	ASSUREURS—	
Des témoins refusant d'obéir à un subpana	233	Incendier ou faire naufrager un navire au	
Des vagabonds et libertins, etc	51	préjudice des	153
D'uu cautionné par sa caution	262	ATTROUPEMENTS TUMULTUEUX—	
D'un témoin défaillant, en vertu de l'Acte		Voir Emeutes, etc., 17.	
concernant les explosifs	27	AUBAIN-	
En Canada, pour crimes commis dans la		N'a pas droit à un jury de medietate linguæ.	221
juridiction de l'Amirauté d'Angleterre.	188	Second mariage d'un, hors du Canada,	
ARRESTATION DES DELINQUANTS-		n'est pas bigamie	62
Des criminels réfugiés	447	AU PRESENT, OU DANS LE PRESENT-	
Des faux monayeurs	187	Ces expressions, dans un article de loi,	
Des vagabonds, libertins, desœuvres et de-		s'appliquent à l'acte entier	3
bauchés	51	AUTREFOIS ACQUITTE OU CONDAMNE-	_
En certains cas par un officier ou autre		Formule du plaidoyer de	218
personne, sans mandat	186	AVEU—	
En certains autres, par toute personne	187	D'un crime capital, n'amoindrit pas la puni-	
Evadés d'un pénitencier ou d'une prison de		tion	372
réforme	44	D'un prévenn peut être admis en preuve	198
Mandat d'arrestation, comment dressé, etc.	190	Dans un procès sommaire	283
Par une personne à qui on offre de vendre		AVORTEMENT—	
des effets volés	186	Administrer des drogues, etc., pour le pro-	
Pour cruauté envers les animaux	167	curer	75
Pris en flagrant délit, la nuit	187	Fournir des drogues on des instruments	
Qui torment des attroupements illégaux	18	dans le même but	7
Ou s'assemblent pour s'exercer au ma-	10	En faire usage	75
niement des armes	18		
Soupçonnés de désertion de l'armée ou de	150	BAGARRES— Definition et punition des	20
la marine	158 188	Voir Emeutes.	20
Transportant des liqueurs à bord des vais-	100		
seaux de S.M. en CanadaAnn	7	BANQUE—	
	•	Fabriquer un mandat de procuration pour	10
ART—		le transfert d'actions Fabriquer un transfert d'action de banque	10
Distribution d'objets d'art parmi les mem-	67	Faire du papier avec le nom d'une	11
bres d'une société, n'est pas un délit	57	Voir Billets de banque.	11.
Dommages aux œuvres artistiques, délit La partie lésée n'est pas privée de son	151	Fausses écritures dans les livres de	10
recours civil	152	Employé de, falsifiant un certificat de di-	
	104	vidende	10
ASSAUTS-		Doit étamper les billets fauxAnn.	
Voir Voies de fait, et Crimes et délits		Et racheter les bons billets ainsi étam-	
contre les personnes, 69.		pésAnn.	
ASSEMBLEE ILLEGALE-		Vol ou détournement par un	9
Définition et punition	19	Se faire passer pour le propriétaire d'ac-	
Voir Emeutes.		tions da	10
ASSEMBLEES PUBLIQUES-		BANQUEROUTE -	
Maintien de la paix aux	37	Frauder des créanciers par	17
Veir Paix aux assemblées publiques.		-	
ASSISES-		BANQUIER—	^
Dans Ontario—Qui peut tenir et présider les	248	Fraude par un	9
ASSOCIES—		confiés	9
Description de la propriété possédée par		Ou des effets mobiliers, valeurs, etc	9
des, dans un act: d'accusation	211	Vendant frauduleusement la propriété	3
,	- 1 1	The state of the s	





	T I		
BANQUIER—Suite		BILLETS LE BANQUE—Suite	
d'autrui	91	Contrefaits, seront étampés comme tels An	n. 8
Punition	91	Fabrication de papier pour	103
Peut recevoir des deniers dus sur des		Avoir ou vendre de ce papier	109
valeurs	91	Ou y faire paraître des marques distinc-	
Et disposer des valeurs sur lesquelles il		tives	110
a un gage	91	Faire des moules pour imiter le papier	
BAPTEMES—		d'une banque	111
	117	Graver ou avoir des planches pour impri-	
BARATERIE —		mer des	109
Voir Dommages malicieux à la pro-		Graver des mots on lettres ressemblant	
priété	152	aux	109
-		Seront décrits comme argent dans un acte	
BATTERIE —		d'accusation	214
Procédure dans les cas de coups et bles- sures	234	BLESSURES-	
Dans le voisinage d'une assemblée publi-	204	Ou lésions corporelles graves	64-6
que	37	BOIS-	
•	3.	De service trouvé à la dérive-S'appro-	
BATARD—		prier du, etc	98
La mère, ou le père putatif, ne peuvent être	_,	Mettre le feu par négligence à du	143
poursuivis pour en prendre possession	71	Ou malicieusement	143
Preuve dans le cas d'infanticide d'un	237	Illégalement détenu-Recherche du	193
BESTIALITE—		Preuve de la propriété du	238
Voir Mœurs, 48.		Preuve de la possession légale retombe	
BESTIAUX-		sur l'accusé	238
Transport des	167	BOXEURS—	
Voir Cruauté envers les animaux.		Voir Combats de boxeurs.	
Tuer on mutiler des	152		
Voler des 78	3, 79	BREF— Prévarication d'un officier de justice chargé	
BIGAMIE—	•	de l'exécution d'un	178
Définition de la	62		110
Exceptions	62	BRIS DE MAISON—	
Absence de sept ans	62	Voir Effraction.	
Divorce	62	CACHER—	
Mariage antérieur annulé	62	Des titres, e'c., par un vendeur de terrain	
Mariage hors du Canada par un aubain	62	ou un emprunteur sur hypothèque	100
Punition de la	62	La naissance d'un enfant	72
Veir Mariage.	0.5	CANADA—	
· ·		Statuts du, comment interprétés	1
BILLETS—		Agression étrangère contre le-Procès par	
De chemin de fer ou bateau à vapeur-Vol		une cour martiale pour	10
de	8	Apporter des effets volés à l'étranger	.00
BILLETS CONFREFAITS — Acte concer-		Lieu du procès pour ce délit	185
nant l'oblitération des, et l'usage des		Combat de boxeurs en-Procédures dans les	
imitations de billetsAn	ın. 8	cas dc	4(
Annonces sous forme de billets de banque,		Personne quittant le, pour aller se battre.	.39
défendues	8	Contrefaire des billets fédéraux	100
Punition pour contravention	8	Faire ou avoir des planches ou moules	
Billets fédéraux ou de banque contrefaits,		pour contrefaire les billets du	111
seront étampés comme tels par les		Contrefaire le grand sceau du	
banques	8	Extradition des criminels étrangers réfu-	
Si un bon billet est ainsi étampé, il scra		giés au	43
racheté	8	Et des criminels canadiens refugiés à	
BILLETS DE BANQUE -		l'étranger	44
Achat ou possession de faux	109	Et de ceux d'autres possessions britanni-	
Annonces sous forme de, défenduesAr	n. 8	ques	44
Contrefaçon de	109	Fabriquer des effets publics du	10

CANADA-Suite.		CAUTION—Suite.	
Fabriquer des pièces comportant avoir été		D'une personne accusée de port d'armes	
faites à l'étranger	119	dangereuses	24
Ou des lettres de change payables à		Ou de port d'armes illégal près des	
l'étranger	119	travaux publics	3
Importer de la monnaie contrefaite en	134	D'un jeune délinquant	297
Ou en exporter du	134	En attendant la décision de questions	
Introduire de la fausse monnaie en	136	réservées	245
Personne blessée hors du, et mourant au,-		Formule de cautionnement	270
procédures	181	Avis du cautionnement	27
Police du—Acte concernant la	424	Ordre du juge nécessaire en certains cas.	20
Porter des liqueurs à bord des vaisseaux de		Par deux juges de paix dans les cas de	000
Sa Majesté auAı	ın. 7	félonies non capitales	200
Procès sommaire des matelots temporaire-	900	Et par un juge de paix dans les cas de	90.1
ment en	288	délits	201
Saisie, séquestration ou enlèvement de per- sonnes en	71	Par les juges des cours	20.
Se faire passer pour le propriétaire d'effets	11	Pendant un ajournement en vertu de l'Acte des convictions sommaires	314
publics du	105	Formule du cautionnement	339
CANAL—	100	Formule de l'avis	333
Détruire les berges ou murs d'un canal divi-		Procédure sur défaut de comparution du	000
sant deux districts-procès dans l'un		prévenu	197
ou l'autre	182	Sur ajournement d'une audition prélimi-	
Propriété d'un, à qui attribuée dans un		naire devant un juge de paix	197
acte d'accusation	210	Formule du cautionnement	262
CAS DE LA COURONNE—		Avis du cautionnement	263
Certaines questions de droit, dans les affai-		Sur incarcération après l'audition préli-	
res criminelles, peuvent être réservées	245	minaire	198
lucarcération ou cautionnement du pré-		Sur mandat de saisie, jusqu'à ce que rap-	
venu dans ce cas	245	port soit fait	317
Confirmation, infirmation ou réserve du ju-		Peut faire réintégrer le cautionné en prison	362
gement	246	Procédure-	
Attestation et exécution du jugement	246	Dans un procès sommaire, si le prévenu	
Mémoire à dresser et à transmettre par le		admis à caution ne comparaît pas	293
juge à la cour	246	Même chose en vertu de l'Acte des con-	
Procédure de la cour sur ce mémoire	246	victions sommaires	319
Peut être renvoyé au juge pour amende-	0.40	Certificat de non-comparution	356
ment	246	La personne admise à caution a droit à	100
CAUSES CRIMINELLES -		copie des dépositions	199
Procédures dans les	179	Mandat d'élargissement après cautionne- ment	201
Veir Procédure en matières criminelle CAUTION —	es.	Formule de	271
Admission à—		Ponvoir des juges au sujet des caution-	
Après incarcération par le coroner on		nements.	201
un juge de paix, par un juge sur de-		Si un prévenu incarcéré faute de caution	
mande	204	est trouvé aliéné	245
Ordre de la cour comme sur hubeas	204	Signification de l'expression dans un acte	5
corpus	204	CAUTIONNEMENT—	
Après incarcération préventive avant le	201	Signification de l'expression dans un acte	5
premier jour de la cour	199	CAUTIONNEMENTS - Acte concernant les.	362
Certificat de non comparution à inscrire		Amendes, sommes pénales, etc., seront ins-	
en vertu da cautionnement	197	crites sur une liste	363
Formule du certificat	263	Où elle sera déposée, et quand	363
Dans les cas de parjure	43	Copie aux greffiers de certaines cours	364
D'un défendeur en vertn de l'Acte des		Affidavit du greffier de la cour	366
procès expéditifs	282	Duplicata de la liste au shérif	364
Et d'un témoin	282	Pouvoir du shérif à ce sujet	364

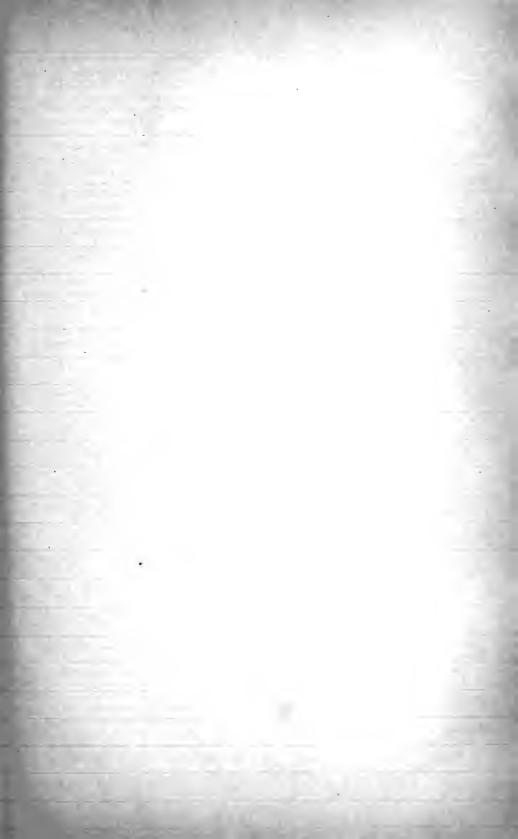
Cautions pour la Paix - Lanctoth. 198 pour formule deplainte - p. 134 - procédures - Rainte - p. 250. Warrant 251 - Avis du Shirif au Guge - 15 jours après run prisonnement pendant 2 sermainer faute de Cautions p. 3292 - Rec. 33 - 32.

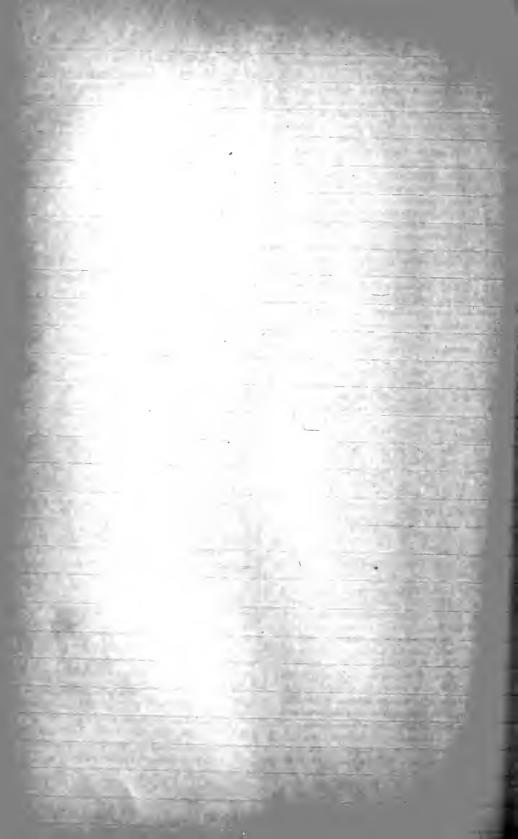
1888 - Sept. 20 - Sherif Laberge fait raffortan Luge que Bohn Parker extempuronné en vertu de 49 lies 1886. Chap. 181 - 5.32 - Arle Guge ordonne de donne avis au Plaignant fils de Parker dryon au le Causions lui revont offerte avec leur vou

ila 100 1 1 1 1 1 1 1 1 *1 -Comment of the same

CAUTIONNEMENTS—Suite.		CAUTIONNEMENS—Suite.	
Annexe-Formule de saisie-exécution	369	Et des brefs de fieri facias	36
Cautionnements confisqués, liste à dresser.	364	Rapport à faire par le	360
Ce qu'elle contiendra	364	Terres saisies-Vente par le shérif des	26.
Affidavit du greffier de la cour	366	Dans quel délai après la réception du	
La liste scra soumise à un juge	364	bref	36
Note sur la liste par le juge, et son		CERTIFICAT—	
effet	365	A un témoin dévoilant tous les faits dans	
Main-levée des confiscations	366	une poursuite pour jeu illicite	£ :
Pas de confiscation sans l'ordre du juge	365	Autorisé par acte du parlement-Contre-	
La cour peut s'abstenir de les confis-	303	façon d'un	11
	205	Constatant que les frais d'appel n'ont pas	
quer en certains cas	365	été payés	32
Rapport au ministre des Finances	366	Formule	35
Remise des fonds au ministre des Finances	367	D'acquittement d'un jeune délinquant	29
Cautions, peuvent arrêter le cautionné	362	Formule	30
Et le faire réintégrer en prison	362	De condamnation antérieure, fera foi 238	
Inscription de la réintégration et son			32
effet	362	De renvoi de plainte pour voies de fait	32
Demande de nouvelle admission à cau-		Est une fin de non-recevoir	32
tion	362	Des cautioneements confisqués, dans Qué-	0.0
Remise du cantionné à la conr	363	ber, fait foi	36
Ne sont pas libérées par la mise en juge-		D'un délit nou prouvé, par un magistrat	29
ment ou la conviction du cautionné.	36 3	Ou du renvoi de l'accusation	29
Autres droits des cautions non affectés.	363	Formule	29.
Fieri facias et capias-Bref de, contre les		D'infirmation d'un jugement ou ordre	32
cautions	3 66	Du jugement ou de l'ordonnance de la cour	
Annulation du cautionnement	366	des cas de la Couronne réservés	24
Rapport du bref par le shérif	3 66	Du montant des frais du procès d'un jeune	
Liste des cautionnements confisqués à		délinquant	30
dresser	364	En verta de l'Acte des convictions som-	
Et des amendes, dédits, etc	363	maires	31
Affidavit à y apposer par le gressier de la		Formule	34
cour	36 6	Par le chirurgien, lors d'une exécution	
Copie à transmettre au ministre des		capitale	37.
Finances	366	Formule	38
Québec-Dispositions applicables à la pro-		Sera envoyé au Secrétaire d'Etat	375
vince de	367	Punition s'il signe un faux certificat	373
Cautionnements conssqués retirés du	501	Pour prouver qu'un procès pour parjure a	
dossier et transmis à la cour supérieure	367	eu lieu	237
Jugement inscrit en faveur de la Cou-	301	CERTIFICAT DE MARIAGE—	
	207	Fabrication de	11'
ronne	367	CERTIORARI —	
Exécution sur fiat du procureur géné-	200	Bref de, ne sera pas accordé si le défendeur	
ral	368	a dějá interjeté appel	32
Autres modes de recouvrement main-	0.00	Condamnation ou ordre confirmé en appel	
tenns	368	ne sera pas évoqué par, à une cour	
Procédure en pareil cas	368	supérieure	32-
Signification du mot "obligé"	368	Pas nécessaire pour évoquer une poursuite	-
Les cautionnements transmis d'un autre		criminelle contre une corporation à	
district auront le même effet que s'ils		une cour supérieure	220
eussent été pris là où la cour se tient.	36 8		
Remise en liberté d'un prisonnier sur cau-		CHEMINS A BARRIERE—	
tionnement	366	Dans un acte d'accusation pour dominage	
Saisie-exécution—Formule de	369	aux, la propriété peut en être attribuée	911
Souscrire un cautionnement au nom d'au-		aux commissaires	211
trui	116	CHEMINS DE FER—	
Shérif-Devoir du, au sujet des ventes de		Contrefaçon de billets de	114
terres saisies	365	Foir Faux.	

CHEMIN DE FER-Suite.		COMMUTATION DE SENTENCES—	
Dominages aux	150	La Couronne peut commuer la sentence de	
Voir Dommages malicieux à la pro- priété.		Forme et effet de la commutation	379 379
Jeter quelque chose sur une voiture de	67	Voir Peines et pardons.	
Placer des obstacles sur un, ou enlever les		COMPARUTION—	
lisses	67	D'un prévenu devant un juge de paix, par	
Transport des bestiaux par	167	contrainte	187
Voir Cruauté envers les animaux.		Et d'un témoin	19 5
CHEQUE—		Voir Procédure criminelle.	
Oblitérer ou altérer le nom d'un banquier		D'un prévenu dans une affaire qui peut	202
sur un	112	être jugée sommairement Et d'un témoin	306 310
CHLOROFORME-		Voir Convictions sommaires.	310
Administrer du, avec intention de com-			7.0
mettre un crime ou délit	65	COMPLICES—Acte concernant les	12
COALITION OUVRIERE—		De meurtre après le fait – punition	63 172
Voir Menaces, etc., 173.		D'un crime capital—punition Lieu du procès des, généralement	184
COLOMBIE-BRITANNIQUE-		Lieu du procès des, dans les cas de faux	184
Amendes imposées sur procès sommaire, à		Plusieurs peuvent être accusés ensemble	215
qui versées	294	Délits-	
Et celles imposées aux jeunes délin-		Aider, encourager, conseiller on faire	
quants	301	commettre un délit; punition comme	
Appel d'une conviction sommaire dans la,		principal coupable	13
à quelle cour interjeté	321	Félonies-	
Définitions des expressions—		Complices après le fait	12
"Magistrat," dans l'Acte des procès	003	Complices avant le fait	12
sommaires	286	Conseiller, aider ou ordonner-punition	
"Deux juges de paix ou plus," dans	200	pour	12
l'Acte des jeunes délinquants	296	Poursuite et conviction des complices	12
Dispositions de l'Acte du larcin applica- bles seulement à la	101	Principal an second degré	12
Loi criminelle d'Angleterre appliquée à la.	11	Poursuite du complice après la convic-	13
	••	Punition des complices après le fait	13
COMBATS DE BOXEURS-Acte concer-		Infractions punissables sur conviction som-	10
nant les	39	maire	13
Combat projeté—Arrestation, cautionne-		•	-
ment et emprisonnement des combat-	40	CONDAMNATION—	232
tants	40 40	Antérieure d'un prévenu	202
Le shérif peut l'empécher	41	s'il la nie	238
Définition—" Combat de boxeurs"	39	D'un jeune délinquant—Effet du certificat	
Juges, revêtus des pouvoirs des juges de	00	de	299
paix	41	Sera déposée au bureau du greffier de la	
Punitions-Pour porter un défi	39	paix	299
De ceux qui quittent le Canada pour aller		N'entraîne pas confiscation	290
se battre	39	Pas invalidée pour informalité	299
Des fauteurs du combat	39	Formule de	302
Des pugilistes	39	Grosse de la, ou de l'acquittement, com-	
Témoin-Qui pourra l'être dans les pour-		ment dressée	241
snites	40	Pour certains délits sur procès sommaire	289
COMMERCE ILLICITE—		Formule de	29-
Avec une fille de mœurs chastes avant	48	Effet de la	29
Voir Mours.		Pas invalidée pour informalité	29
		Sera transmise à la cour des sessions de	
COMMIS-		la paix	29: 29:
Détournement ou vol par des	88	Preuve de la Pour séduction, exige plus d'un témoin	49
Falsifiant un certificat de dividende, etc	106	Four seduction, exige plus d an temoin	-21

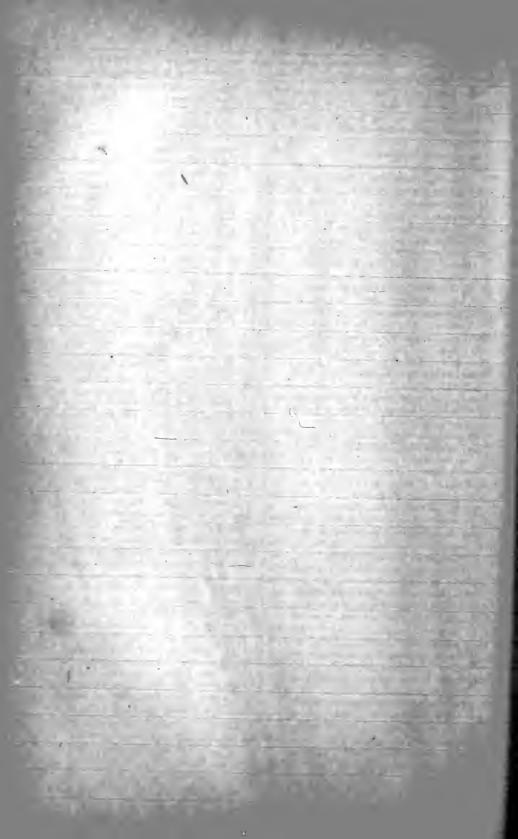




CONDAMNATION—Sui'e.		CONVICTIONS SOMMAIRES—Suite.	
Et aussi pour mariage feint	61	C-Mandat d'arrêt si le prévenu n'obéit	
Restitution des objets volés après	299	pas	332
Et voir Convictions sommaires.		D-Mandat d'arrêt décerné en premier	
CONFISCATIONS—		lieu	333
Des substances explosives saisies en vertu	~ =	E 1—Assignation d'un témoin	334
d'un mandat de perquisttion	27	E 2-Mandat d'amener si le témoin n'o-	004
Des armes saisies dans le voisinage de tra-	20	béit pas	334
vaux publics après proclamation	30	E 3—Mandat d'amener en premier lieu	335
Et de celles saisies en vertu d'un mandat	31	E 4—Mandat d'incarcération pour refus de prêter serment ou témoigner	336
de perquisition	31	F-Mandat de dépôt d'un prévenu après	000
Des liqueurs saisies dans le voisinage de	01	arrestation	337
travaux publics	3 3	G-Mandat de dépôt d'un prévenu du-	00.
Destruction de ces liqueurs	33	rant un ajournement de l'audition	338
Pas de confiscation de choses causant la		H-Cautionnement du prévenu	339
mort d'une personne	378	J 1-Condamnation à une amende pré-	
Et voir Amendes et confiscations, 370.		levable par voie de saisic-exécution,	
CONNAISSANCE CHARNELLE—		et emprisonnement à défaut de	
Attirer une mineure dans une maison mal-		meubles et effets suffisants	340
famée pour	48	J 2—Condamnation à l'amende et empri-	
L'induire à la fréquenter	48	sonnement à défaut de paiement	341
D'une femme idiote ou imbécile	48	J 3—Condamnation à l'emprisonnement.	342
D'une femme ou fille aliénéeAnn.	9	K 1—Ordre de prélever une somme d'ar-	
D'une fille mineure de dix ans	70	gent par voie de saisie-exécution, et	
On agée de dix à douze ans	70	ordre d'emprisonnement à défaut de meubles et effets suffisants	343
Tentative de, sur une mineure de douze ans.	70	K 2—Ordre de prélever une somme d'ar-	040
Ce qui sera une preuve suffisante lors du	237	gent par voie de saisie-exécution, et	
procès	231	emprisonnement à défaut de paic-	
CONSEIL—	225	ment	344
Adresses au jury, comment réglées Liberté de défense d'un p évenu par	225	K 3-Ordre pour tout autre objet, si la	
Et dans les procès sommaires	311	désobéissance est punissable par	
Peut agir pour un prévenu devant les juges	0	l'emprisonnement	345
de paix	312	L-Ordonnance de non-lien sur dénon-	
CONSEIL PRIVE—		ciation ou plainte	346
D'Angleterre—Appel au, aboli dans les		M-Certificat de l'ordonnance de non-	
causes criminellesAnn.	12	lieu	347
CONSPIRATION—		N 1-Mandat de saisie-exécution à la	217
Dans le but d'intimider un corps législatif.	15	suite d'une amende	347
Punition	16	suite d'un ordre de payer une somme	
Coalition ouvrière ou	173	d'argent	348
Poursuite pour	174	N 3-Visa d'un mandat de saisie	350
Punition	177	N 4—Rapport d'un mandat de saisie par	
CONTRAT—		un constable	350
Avec le gouvernement, fraude à l'égard		N 5-Mandat d'emprisonnement à défant	
d'un	176	de menbles et effets suffisants	351
Avec un facteur ou agent à qui il est con-		O 1-Mandat d'emprisonnement en pre-	
fié des effets	92	mier lieu à la suite d'une amende	352
Et voir Menaces, etc., 174.		O 2-Mandat d'emprisonnement en pre-	
CONVICTIONS SOMMAIRES—Actes des	304	mier lieu à la suite d'un ordre de	25.5
Allegation d'une infraction-Diverses ma-		paiement	353
nière de la faire	330	P 1—Mandat de suisie pour frais à la suite d'une ordonnance de non-lien	354
Aunexe—Formules	331		004
A—Dénonciation ou plainte	331	P 2—Mandat d'emprisonnement à dé- faut de membles et effets suffisants	355
B-Assignation du prévenu	332	lant de mennies et enets sumsants	555

CONVICTIONS SOMMAIRES—Suite.		CONVICTIONS SOMMAIRES—Suite.	
Q-Certificat de non-comparution sur		Assignation-Voir Comparation du pré-	
le cautionnement du défendeur	356	ven 11	30€
R-Avis d'appel d'un jugement ou ordre	356	Des témoins	310
S-Cautionnement pour poursuivre l'ap-		Audition—Se fera en cour publique	311
rel	357	Absolution du délinquant en certains	
T-Certificat du greffier de la paix que		cas et à certaines conditions	315
les frais d'appel ne sont pas payés	358	Assermentation des témoins	312
U 1-Mandat de saisie-exécution pour		Avocat du poursuivant	312
frais d'appel	359	Certificat au prévenu si le plaignant est	
U 2-Mandat d'emp.isonnement à défaut		débouté	318
de meubles et effets suffisants	360	Copie de l'ordre du juge à signifier au	
V-Rapport des condamnations par les		défendeur avant la saisie on l'incarcé-	
juges de paix	361	ration	315
Appels à certaines cours	321	Décision de la cause après audition	314
Dans certains districts d'Ontario	321	Droit de défense du prévenu	311
Acte 5 Geo. 2, c. 2, art. 2, remplacé	326	Le juge de paix peut ajourner la cause	314
Appelant, restera en prison ou fournira		Ou procéder en l'absence des parties	314
caution.	322	Libération provisoire ou incarcération du	
Certificat de condamnation fait foi	325	prévenu pendant un ajournement	314
Condamnation confirmée ne peut être		S'il ne comparaît pas ensuite, mandat	
évoquée par certiorari	324	d'arrêt	314
Ni quand il y a appel	324	Minute du jugement	315
Conditions de l'appel	321	Montant à payer à la partie lésée, limité	315
Quand il se fera	321	Poursuivant, peut être témoin	315
Avis à donner au plaignant	321	Ainsi que la personne lésée, etc	313
Décision sur le fond de l'affaire	323	Réplique defendue de part et d'autre	313
Amendement	324	Si la plainte nie une exemption—preuve	314
Effet de la condamnation en l'absence	044	Si le poursuivant ne comparaît pas—ren-	
d'appel	327	voi	314
Engagement cautionné de donner suite	021	Si 1 prévenu fait défaut—procédure ex	
au certiora-i	326	parte, ou mandat d'amener et ajour-	
Et pour le paiement des frais	326	nement	313
Frais, à qui payables	327	S il a été arrêté-mandat de dépôt	312
Recouvrement par saisie ou emprison-	021	S il comparait, mais pas le plaignant—	
nement	327	ajournement	313
La cour d'appel peut convoquer un jury.	323	Si les deux parties comparaissent—au-	
Pas d'appel pour informalité	323	dition	313
Pas de bref de pr cedendo si une demande	323	Cautionnements	319
en infirmation est refusée	326	A qui seront remis les	319
Procédure en appel	322	Poursuite si l'obligé fait défaut	313
Si le jugement est confirmé ou in-	344	Comparation du prévenu	306
firmé	200	Assignation sur dénonciation	306
Note de l'infirmation du jugement et	322	Signification et preuve	307
• 0	200	Peut être refusée si la demande peut	
son effet.	322	être faite ex parte	307
Ajournement de l'audition	322	Mandat d'arrêt si l'assigné ne comparaît	
Procédures après l'appel	324	pas	307
Proclamations et arrêtés en conseil	000	A qui adressé et ce qu'il contiendra	307
feront foi	326	Copie au prévenu	307
Protection des juges de paix prononçant		Durée et exécution du	308
une condamnation	325	Peut être émis en premier lieu	307
Si l'appel est déserté—frais	324	Vice du c'il est exécuté dens une entre	J1/ E
Transmission du jugement du juge de	004	Visa du, s'il est exécuté dans une autre	308
paix à la cour	324	juridiction	500
Et des fonds consignés	325	Définitions—	30
Vices de forme n'invalident pas une con-		"Circonscription territoriale ''	30-
damnation, etc	325	" District" ou " comté "	30.



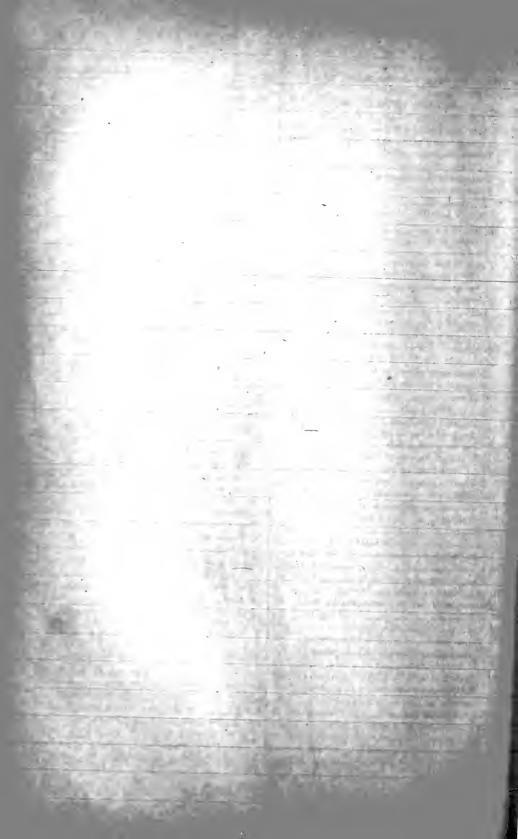


INDEX.

CONVICTIONS SOMMAIRES-Suite.		CONVICTIONS SOMMAIRES—Suite.	
	304	Cautionnement ou détention après émis-	
"Juge de paix"	304		317
"Prison commune" ou "prison"	304	A défaut d'effets suffisants-emprisonne-	
Délits punissables sur procédures som-		ment.	317
maires	304	Daire de l'emprison	318
Dénonciations et plaintes	309	Dans le cas d'amende-saisie	316
Denonciations et plaintes	000	Dans le ressort d'un autre juge de paix	
Désignation des propriétés appartenant à	309	-visa	316
des associés dans les	310	Si le mandat doit être ruineux-empri-	
Ou d'une corporation municipale	309	sonnement	317
Et des associés	500	Emprisonnement pour récidive si le pré-	
Ne se rapporteront qu'à une seule infrac-	309	venu est déjà incareéré	319
tion	500	Frais reconvrables du plaignant si la	
Objections pour défaut de forme, etc.,	310	plainte est renvoyée	319
non admissibles	510	Offre de paiement d'une saisie	327
Divergence quant au temps et au lieu,	310	Paiement peut être fait au gardien de la	4
si elle n'est pas essentielle	310	prison	328
Si le prévenu a été trompé par une di-	310	Ordre dans les cours, comment maintenu.	330
vergence—ajournement	310	Poursuites contre les juges de paix, quand	
Pas par écrit ni sous serment en certains	309	autorisées	330
Cas	300	Prescription des	306
Excepté si le mandat est décerné en pre-	309	Exceptions	306
mier lieu	306	Rapports à faire par les juges de paix	323
Fanteurs de délits, où poursuivis	300	Des condamnations et amendes	328
Formules à suivre—Voir Annexe.	331	Des paiements subséquemment faits	328
Suffisantes en loi	316	Amende pour infraction	323
Frais, adjugés au prévenu s'il est acquitté.	316	Prescription des actions	329
Doivent être mentionnés dans le juge-	216	Copie au ministre des Finances	329
ment	316	Ne sont pas viciés s'ils contiennent cer-	
Et conformes au tarif	315	taines erreurs	330
Recouvrables du plaignant, si la plainte	210	Publication des rapports par le greffier	
est renvoyée	319	de la paix	329
Recouvrement par saisie-execution	316	Honoraires du greffier	329
Greffiers de la paix, doivent afficher les	200	Résistance aux significations, etc-Puni-	
rapports des juges de paix	329	tion de la	331
Et les transmettre au ministre des Fi-	000	Saisie-Paiement du montant d'une	327
nances	329	Sceaux des mandats, etc	330
Juges de paix-Dans quels cas un seul	20-	Témoins - Assignation des	310
peut agir	305	Emprisonnement pour refus de répondre	311
Peuvent lancer tous les mandats	305	Mandat d'amener sur refus de comparaitre	311
S'il en faut plus d'un	315	Ou en premier lieu	311
Protection des	325	Poursuivants peuvent être témoins	312
Poursnites contre les, quand autorisées	330	Seront assermentes	31.
Juridiction-A quels délits s'applique l'acte	304	Témoignages admissibles	31:
Plaintes devant un ou deux juges de	20.5	Titre abrégé	304
paix	305	Voice de fait Procédures en cas de	320
Dans quels cas un seul pent agir	305	S'il v a en tentative de félonie	350
Et après ou avant l'audition de la cause	305	T teamer la in m de naiv en cer-	
S'il fant deux juges de paix	305	tains cas	320
Magistrats revêtus des pouvoirs de deux	200	Certificat si la plainte est renvoyée	320
juges de paix	300	Certificat on condamnation declares	
Mandat d'arrêt—Voir Comparution du pre-	•	fins de non-recevoir lors d'une se-	
venu et Annexe.	311	condunan quito	32
Contre les témoins			
Mandats de saisie et d'incarcération	310	CO-PROPRIETAIRES— Cachant de l'or ou de l'argent trouvé dans	
A défant de paiement d'une amende-		1	8
emprisonnement	318	ine mine	0

CO-PROPRIETAIRES—Suite.		COURS ETRANGERES—	
Comment décrits dans un acte d'accusa-		Dépositions se rattachant aux procédures	
tion	211	dans les	432
Peuvent se partager une propriété par la		Voir Dépositions, etc.	
voie du sort	57	COURSE-	
Propriété des, comment décrite	211	Inscrire des gageures ou vendre des poules	
Et dans les dénonciations ou plaintes	309	sur une, est un délit	58
CORONER—		Ne s'applique pas aux enjeux déposés	
Coupable de prévarication	178	pour une course légule	58
Punitien	178	COUR SUPERIEURE —	
		Peut juger les trahisons, félonies et autres	
CORPORATION— Directeurs d'une, s'appropriant ses pro-		crimes et délits	180
priétés	93	Signification de l'expression dans un acte,	
On qui rendent des comptes infidèles	93	relativement aux différent-s provinces.	5
Ou détruisent les livres, etc., de la	94	COUTEAUX A GAINE—	
Ou publient des comptes ou états faux	94	Défense d'en porter dans les ports de mer	22
Dispositions du statut à afficher par cer-		Punition et exceptions	22
taines corporations	175	Voir Armes à feu.	
Fabriquer un transfert d'action d'une	105	COUTEAU-POIGNARD—	
Ou un mandat de procuration	105	Punition pour porter un	21
Se faire passer pour actionnaire d'une	105		
Le préfet d'un pénitencier constitue une	393	CRIMES ET DELITS CONTRE LES	
Mise en accusation - Procédure à suivre	219	MOEURS, etc.— Voir Mœurs, 48.	
Comparaîtra par procureur	219	CRIMES ET DELITS CONTRE LES PER-	
Certiorari pas nécessaire pour évoquer la	222	SONNES - Acte concernant les	63
cause à une cour supérieure	220	Actes causant une lésion corporelle ou un	
Avis de l'accusation à lui signifier	220	danger de mort	64
Sur défaut de comparution, la cour peut ordonner d'inscrire une défense de		Administrer du chloroforme	65
"non-coupable"	220	Ou du poison de façon à mettre la vie	6 5
Le procès peut avoir lieu en son absence.	220	Ou dans le but de léser, etc	65
Municipale—Description des propriétés		Blessures faites avec ou sans armes	65
d'une, dans un acte d'accusation	310	Par une course de chevaux	68
Pouvoirs d'une, en vertu des mots du statut		Causer une explosion ou jeter du fluide	
qui la constitue	7	corrosif, etc	66
Propriétés sous le contrôle d'une, à qui		Ou une lésion corporelle par négli-	
attribuée dans un acte d'accusation		gence	69
contre quelqu'un	212	Délaisser des enfants	66
Violation criminelle d'un contrat par une	175	Endommager un édifice avec intention	
Ou à son détriment	174	de meurtre	6.1
CORPS CONSTITUE—		Jeter quelque chose sur une voiture de	
Directeurs s'appropriant les biens d'un	93	chemin de fer	67
Faire du papier portant le nom d'un	111	Laisser dans la glace un trou non pro-	
Poursuites contre un	219	tégé	68
Et voir Corporations.		Ou une excavation	68
CORRUPTION DES JURES—		Nouvelle offense si l'infraction se con-	69
Voir Menaces, 178.		S'il y a perte de vie, homicide non-pré-	
		médité	69
COUPS ET BLESSURES— Dans le voisinage d'une assemblée publi-		Mettre le feu à un navire avec intention	
que	36	de meurtre	64
Procédure dans les cas de	234	Mettre la vie d'un enfant en danger	
		faute de nourriture	6
COURONNE—		La femme peut témoigner contre son	
La, signification de l'expression dans les		mari	
statuts	3	Mettre en danger la vie des voyageurs	6





CRIMES ET DELITS CONTRE LES PER- SONNES—Suite.		CRIMES ET DELITS CONTRE LES PER- SONNES—Suite.	
Placer des obstacles sur un chemin de		Vol d'enfants et recel d'enfant volé	71
fer ou enlever les lisses	67	Punition	71
Placer des matières explosives près d'un		La mère ou le père d'uu enfant illégitime	
édifice ou navire	6 6	ne peuvent être poursuivis	71
Tendre des fusils à ressort ou les laisser		CRIMES ET DELITS DANS ONTARIO,	
tendus	67	QUEBEC ET MANITOBA-Acte à	
Tentative d'empoisonnement	64	l'effet d'accélérer les procès pour cer-	
Tenter d'étouffer pour commettre un		tains-Voir Procès expéditifs, 279.	
crime	65	CRIMINELS DES POSSESSIONS DE SA	
Ou de mutiler, estropier, etc	64	MAJESTE REFUGIES AU CANADA.	446
Agressions	69	Application de l'acte, à quelles infrac-	
Attaque avec intention de crime ou		tions	446
délit	69	Et à quels individus	447
Voies de fait simples	69	Définitions—	
Accompagnées de lésions corporelles	69	"Cour"	446
Sur un agent de la paix, etc	69	"Déposition "	446
Avortement	72	"Magistrat"	446
Administrer des drogues, etc	72	Dépositions admises comme preuve	451
Fournir des drogues ou des instruments	72	Légalisation des	451
Cacher la naissance d'un enfant	72	Fugitif des possessions de Sa Majesté	447
Définition-" Arme chargée."	63	Arrestation et renvoi du	447
Enlèvement et déflorement de femmes	70	Conduit devant un magistrat	443
Attaque avec intention de viol	70	Et renvoyé en prison	443
Attentats à la pudeur	70	Sera informé de ses droits	418
Commerce charnel avec unc fille mineure		Ordre de le remettre	413
de dix ans	70	Elargissement s'il n'est pas emmené	
De dix à douze ans	70	dans un certain délai	449
D'une femme contre son gré	70	S'il subit une peine en Canada, ne sera	
Par un motif de lucre	70	pas livré alors	449
D'une mineure de 21 ans	70	Translation du	450
Le délinquant ne peut avoir ses biens	70	Libération du fugitif si l'infraction est	
D'une fille mineure de 16 ans	70	minime	449
Enlèvemement de personnes (kidnapping)	71	Ou s'il n'est pas livré sous deux mois	449
L'absence de résistance n'est pas une		Mandat d'arrêt visé	447
défense	72	Effet du visa d'un	450
Homicide	63	Pour la remisc du réfugié	448
Excusable	63	Provisoire	448
Non-prémédité	63	Rapport au Gouverneur	443
Lésions corporelles	64	Mandats de perquisition	449
Tenter de mutiler, estropier, etc	64	Légalisation des	451
Au moyen de la poudre, ctc	66	Pouvoirs des juges, comment exercés	449
Meurtre-Complet et provocation	63	Preuves, dépositions, etc	450
Punition	63	Admission par les cours	451
Complice après le fait	63	Remise du fugitif, comment elle se fera	450
Tentatives de	64	Ordre à un capitaine de navire de le	
Endommager un édifice avec intention		recevoir	450
tion de	64	Devoir du capitaine en arrivant à des-	
Mettre le feu à un navire	64	tination	450
Empoisonnement, etc	64	Amende pour désobéissance	450
Autres tentatives	64	Titre abrégé-" Acte des criminels fugi-	
Suppression de part	72	tifs''	446
Trabison au second degré	64	CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX-	
Viol	64	Acte concernant la	166
Attaque avec intention de	70	Action pour dommages	169
Voies de fait	69	Amendes-Emploi des167.	169

CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX-Sui	te.	DENONCIATION—Suite.	
Arène pour les batailles de coqs	166	Pour délit—	
Confiscation	166	Dans Ontario, l'accusé ne peut pas faire	
Bestiaux—Trausport des	167	remettre le procès	249
Seront débarques pour être soignes par		Mais préseutera sa défense sous quatre	
intervalles	167	jours	249
Exceptions	168	Procédure s'il comparaît	249
Calcul du temps	168	Sous l'Acte des convictions sommaires-	
Amende pour contravention	168	Qui entendra la plainte	, 305
Seront nourris et abreuvés aux frais du		Désignation des propriétés appartenant	
propriétaire	168	à des associés dans la	309
Et les wagons seront nettoyés	168	Ou d'une corporation municipale	310
Combats de taureaux, d'ours, etc	166	Et des associés	309
Punitions	166	Formule de	33
· Constable, peut entrer sur les terrains ou	100	Ne se rapporteront qu'à une seule infrac-	200
navires	168 169	tion	309
Contrevenants—Arrestation des	167	Objections pour défaut de forme, etc.,	21/
S'ils refusent de décliner leur nom	167	non admissibles	310 310
Cruauté envers les animaux, comment	101	Divergence quant au temps et au lieu	310
punie	166	Si le prévenu a été trompé par une diver- gence-ajournement	310
Definition—" Bestiaux"	166	Pas par écrit ni sous serment en certains	310
Poursuites-Prescription des167	, 169	Cas	309
Droit d'action pour dommages réservé	169	Excepté si le mandat est décerné en	000
DEBATS JUDICIAIRES—		premier lieu	309
Dans les procès criminels, comment réglés.	225	Procédure devant le juge de paix en	000
DECLARATION-		recevant une	306
D'un prévenu peut servir de preuve contre			nn. 3
Iui	237	Voir Munitions publiques.	
DEFI—		DEPOSITAIRE—	
De se battre	39	S'appropriant les effets qui lui out été con-	
Voir Combats de boxeurs.		fiés7	8, 93
DEFINITIONS—Voir sous les différents titres		Pas de poursuite sans le consentement	
des chapitres.		du procureur général	9
DEFLOREMENT—		DEPOSITION-	
Voir Crimes et délits contre les per-		Au sujet d'un criminel fugitif, admise	
sonnes, 70.		comme preuve	451
DELAISSEMENT—	00	D'un témoin, comment prouvée	239
D'un enfant de moins de deux ans, délit	66	D'une personne dangereusement malade,	
DELITS CONTRE LA RELIGION— Voir Religion, 47.		comment prise	233
DELIVRANCE DE PRISONNIERS	- 44	Doit être transmise à la cour	236
Voir Evasions et délivrances.		Peut être reçue si le déposant est mort	236
DENONCIATION-		Le prisonnier peut y assister	236
Pour crime ou délit poursuivable par voie		Faite à l'étranger pour extradition, com-	
d'acte d'accusation-Formule de	250	ment légalisée	439
Pour un mandat d'arrêt, doit être faite		Prévenu a droit à une copie des dépositions	199
sous serment	189	Prise au sujet d'une accusation, peut servir	0
Et pour une assignation au lieu d'un		pour une autre	23
mandat	189	Usage des dépositions des personnes décé-	
Nulle objection ne sera admise pour in-		dées ou absentes	23
formalité dans la	195	DEPOSITIONS SE RATTACHANT AUX	
Si la divergence est importante, la cause		PROCEDURES DANS LES COURS	
peut être remise	195	HORS DU CANADA-Acte concer-	
Procédure par le juge de paix en rece-		nant les	43
vant une	189	Définitions-	
Pour obtenir un mapdat de perquisition—		"Cause"	43:
Formule de	257		





DEPOSITIONS SE RATTACHANT AUX		DOMMAGES MALICIEUX A LA PRO-	
PROCEDURES DANS LES COURS		PRIETE—Suite.	
HORS DU CANADA—Suite.		Endommager des arbres au montant de	
"Juge"	432	25 cts	146
Ordre d'interroger un témoin au sujet		Mettre le feu aux récoltes ou meules de	•
d'une cause pendante hors du Canada.	432	céréales	145
Exécution de cet ordre	433	Tentative	145
Pouvoirs des législatures locales sauve-		Récidives14	6-47
gardés	433	Chemins de fer—Dommages aux	150
Règlements, peuvent être faits par la cour.	433	Enlever les rails, déranger les aiguilles	
Témoins - Dépenses et indemnités	433	ou les lumières	150
Examen sous serment	433	Entraver la construction ou l'usage des	150
Peuvent refuser de répondre comme à un		Obstruer, faire dérailler ou détruire les	
procès	433	locomotives ou voitures	150
DESERTEURS -		Clôtures-Dommages aux	147
Arrestation des	158	Récidive	147
Engager un soldat ou un matelot à déser-	100	Définition—" Bétail "	141
ter	157	Dégâts sur les propriétés	155
Cacher ou assister un déscrteur	157	Aux arbres, arbustes, etc	156
	101	Exception si c'est en chassant ou pê-	
DETOURNEMENT -		chant	155
Apporter en Canada des effets détournés à		Indemnité à payer pour	155
l'étranger	99	Documents d'élection, etc-Détruire ou	
Par des commis ou serviteurs	88	mutiler des	154
Par des employés de banque	90	Dommages malicieux s'élevant à plus de \$20	155
Par des'employés publics	88	Et de moins de \$20	155
Par des officiers de sociétés non légale-		Indemnité à la personne lésée	155
ment constituées	94	Exception	155
Plusieurs actes de détournement peuvent		Estacades, radeaux, etc.—Dommages aux	154
être portés dans une même accusation.	209	Briser un barrage, une digue, glissoire,	104
Formule d'acte d'accusation	275	etc	154
DIVERGENCES—		Embarrasser ou boucher un chenal	154
Entre l'accusation et la preuve	240	Formule d'accusation pour dommages ma-	151
Voir Procédure dans les causes cri-		licienx	276
minelles		Incendie—Dommages par	141
Entre la dénonciation et la preuve	309	Céréales	145
Voir Convictions sommaires			143
DOCUMENTS—		De forêt, bois, etc., par négligence Malicieusement	143
Séquestration de, par ordre d'un tribunal	232		
	202	Edifice public ou autre	142 142
DOMMAGES MALICIEUX A LA PRO-	1.43	Effets dans un édifice	141
PRIETE-Acte concernant les	141	Eglise, chapelle, etc	
Barrières de péage—Dommages aux	150	Gare de chemin de fer	141
Bâtiments-Dommages par des locataires		Maison habitée	141
aux	141	Manufacture, bâtiments de ferme, etc	141
Bestiaux et animaux—Dommages aux	152	Récoltes	145
Tenter d'empoisonner des	152	Tentatives d'incendie	142
Tuer ou mutiler des	152	Vaisseaux, chantiers, etc., de S. M	142
Bornes territoriales-Dommages aux	154	Levées de la mer et des rivières—Dom-	1.10
Enlever les marques d'arpenteurs, etc	154	ninges aux	148
Exception pour les arpenteurs	155	Détruire les levées, remparts, aboiteaux.	
Céréales, arbres, etc.—Dommages aux	145	etc	148
Détruire du houblon, des vignes, etc	145	Enlever des pilotis, etc., ou obstruer la	* **
Desarbres dans un parc, etc., valant		navigation	149
plus de \$5	145	Locataires—Dommages aux bâtiments par	
Ailleurs, valant plus de \$20	146	des	114
Des arbres ou légumes dans un jardin	146	Malice préméditée-Pas nécessaire qu'il y	
Des végétaux croissant nilleurs	146	ait	156

xvi INDEX.

DOMMAGES MALICIEUX A LA PRO-		ECOLE DE REFORME—	
PRIETE—Saite.		Evasion d'une	45
Matières explosives-Dommages au moyen		Transfert des jeunes délinquants à et	
de	143	de l'	397
A une maison habitée	143	Voir Pénitenciers et Prisons	
Tentative de détruire un édifice avec des	143		
Mines et puits d'huile-Dommages aux	147	ECRITURE—	
Endommager des machines, etc., servant		Ce que ce mot comprend dans un acte	4
à l'exploitation des	148	Comparaison dans les cas de faux	239
En empêcher le fouctionnemeut	148	EFFETS DES MATELOTS DE LA MA-	
Jeter de l'eau ou des déblais dans les	147	RINE-Acte concernant la protec-	
Exception	148	tion des	170
Mettre le feu aux	147	Définitions—	
Tentative	147	"Amirauté"	170
Navires, etc.—Dommages aux	152	"Effets de matelot"	170
Amarrer un bateau à des bouées, etc	154	" Matelot "	170
Exhiber de fausses lumières ou faire de	• • •	Effets de matelot-Acheter ou vendre des.	170
faux signaux	153	Amende	170
Enlever des lumières, bouées ou an-	150	En avoir possession sans pouvoir en	
crages	153	rendre compte	171
Incendier, démarrer ou détruire un na-	150	Amende	17
vire	152	Ce qui sera réputé avoir possession	17
Au préjudice du propriétaire ou des	110	Poursuite par voie de mise en accusation	171
assureurs	153	EFFETS VOLES—	
Tentatives	153	Restitution des	243
Placer de la poudre près d'un navire pour	150	Voir Recel.	
l'endommager	153		
L'endommager autrement que par le	159	EFFRACTIONS DE NUIT ET DE JOUR-	
feu ou la poudre Œuvres artistiques—Dommages aux	153	Dans un bâtiment ne faisant pas partie	
Dans un musée, une église, etc	151 151	d'une maison	86
Statues ou monuments publics	152	Dans une église, chapelle, etc., pour y	٠.
Recours civil	152	commettre une félonie	85
Ponts et viaducs—Dommages aux	149	Dans une maison, etc., avec intention de	0.0
Possesseurs de la propriété endommagée—	140	félonie	86
Responsabilité des	156	Dans une maison, etc., et y commettre une	0.0
Produits industriels et machines—Dom-	150	félonie	8
mages aux	144	Définition de l'effraction nocturne	8
Détruire des effets en voie de fabrication	144	Entrer dans une maison, la nuit, avec	0.
Ou des instruments aratoires ou ma-	1.11	intention de félonie Etre armé ou déguisé avec l'intention de	86
chines	144	faire une effraction	8:
Quais, écluses, égoûts, canaux, etcDé-		Punition des effractions	8
truire ou endommager des	148	Procédure—	0(
Télégraphes, téléphones, etcDommages		Sur accusation d'effraction nocturne,	
aux	151	verdict pent être pour effraction diurne	228
Tentatives	151	La preuve d'effraction nocturne n'est pas	230
Vivlers-Dommages aux	149	une défense sur accusation d'effraction	
Démolir la digue d'un étang ou empoi-		diurne	228
sonner le poisson	149	Le délinquant peut alors être poursuivi	
DOSSIERS-		pour effraction nocturne	228
Fabrication de	114	Formule d'accusation	275
Voir Faux		Formule d accusation	21.
ECCLESIASTIQUE -		EGLISE—	
Assaillir ou entraver un	46	Détruire des œuvres d'art dans une	15
Ou l'arrêter pendant l'exercice de ses	-10	Effraction dans une	80
devoirs	46	Emcutiers démolissant une	13
Punition	46	Mettre le feu à une	14





INDEX.

EMEUTES, ATTROUPEMENTS TUMUL-		EVASIONS ET DELIVRANCES—Suite.	
TUEUX ET INFRACTIONS A LA		Délivrance félonieuse d'un prisonier	44
PAIX—Acte concernant les	17	D'une détention légale	44
Assemblées illégales- Punition des	19	D'un pénitencier	44
Attroupements illégaux-Le shérif peut		Elargissement illégal d'un prisonnier	45
disperser les	17	Evasion d'une détention légale	44
Formule de proclamation	17	Aider ou conseiller une	4.5
Arrestation des émeutiers	18	Héberger un prisonnier évadé	45
Pas de responsabilité s'il en est tué	18	Punition	45
La résistance est une félonie	17	D'un pénitencier par effraction	44
Punition et prescription des poursuites.	17	Pendant le travail	44
Emeutiers détruisant une église, etc	19	Pendant la translation	4.
Endommageant des édifices, machines,		D'une prison ou école de réforme	45
etc	19	Punition des prisonniers qui s'évadent	46
Punition	19	Gardien de pénitencier favorisant une éva-	
Exercice des armes sans autorisation	18	sion	44
Dispersion et arrestation	18	EXECUTIONS CAPITALES—	
Punition des instructeurs	18	Voir sous Peines, pardons et commu-	
Et de ceux qui s'exercent	18	tations, 372.	
Prescription des poursuites	19	EXPLOSIFS—	
Tumulte, émeutes, bagarres-Punition	20	Voir Substances explosives.	
EMPOISONNEMENT—		EXTRADITION DES CRIMINELS FUGI-	
Administrer du poison de façon à mettre la		TIFS-Acte concernant l'	436
vie en danger	65	Annexe-Liste des crimes entraînant l'ex-	100
Dans le but de léser ou incommoder	65	tradition	442
Tenter de le faire, avec intention de		Mandat d'arrestation	414
meurtre	64	Mandat d'incarcération	444
EMPRISONNEMENT—		Ordre d'extradition	439
Saisir de force ou séquestrer une personne		Application de l'acte	437
sans autorisation légale, félonie	71	Aux conventions existantes	437
ENFANT—		Limitations, restrictions et exceptions	437
Cacher la naissance d'un	72	Si elle dépend d'un arrêté en conseil	437
Délaisser un enfant âgé de moins de deux		Promulgation des arrêtés	437
ans	66	Effet de leur promulgation	437
Mettre la vie d'un enfant en danger faute		Crimes entraînant l'extradition	441
de nourriture	66	Liste de ces crimes, première annexe	441
Preuve lors du procès pour meurtre d'un		Définitions—	44.
bâtard	2 37	"Crime entrainant l'extradition"	436
ENLEVEMENT—		"Convainen"	436
D'une femme contre son gré	71	"Convention d'extradition"	
D'une femme par un motif de lucre	71	" Conviction "	
D'une fille mineure 21 ans	70	"Etat étranger "	436
D'une fille mineure de seize ans	71	"Fugitif"	430
Et voir Crimes et délits contre les		" Juge "	43
personnes.		"Mandat"	430
EPIER UNE MAISON—		Dépositions faites à l'étranger seront	40.
Définition de ce délit	173	admises	430
ESTACADE—			430
Détacher une estacade	154	Comment légalisées Effets trouvés sur le fugitif, seront livrés	
Ou y mettre le feu	143		
ETATS-UNIS—		Extradition du Canada	435
Signification de l'expression dans un acte.	3		438
ETOUFFER—	-	Par qui la demande peut être faite Quand elle n'aura pas lieu	440
Tentative, dans le but de commettre un			440
crime ou délit	65	Cas où elle peut être refusée	440
EVASIONS ET DELIVRANCES—Acte con-	00	Délai avant l'extradition	440
cernant les		Extradition d'un Etat étranger	441
2	•1-1	Demande, comment faite	441

xviii INDEX.

EXTRADITION DES CRIMINELS FUGI-		FAUX—Suite.	
TIFS—Suite.		Billets de banque-Contrefaçon de	109
Le fugitif ne peut être puni pour un		Acheter ou avoir de faux	100
autre crime	442	Fabriquer du papier ou graver des plan-	
Translation du fugitif livré	442	ches pour	109
Fugitif, sera amené devant un juge	438	Avoir ou vendre de ce papier	109
Doit être emmené hors du Canada dans		Ou y faire paraître certaines marques.	110
un certain temps	441	Faire ou avoir des moules pour papier	
Effets trouvés sur le	441	de banque.,	111
Information qui lui sera donnée par le		Exception pour le papier servant aux	
juge	440	lettres de change, etc	110
Ne sera pas livré pour crime politique	440	Billets de chemin de fer, etc—Fabriquer	111
Peut être libéré sur habeas corpus	441	des	11-
Preuves qui justifierout son incarcéra-		Billets fédéraux—Fabriquer des	109
tion	439	Avoir ou vendre du papier pour les	100
Remis à l'officier d'un Etat étranger	441	Ou y faire paraître les marques dis-	100
S'il subit quelque peine en Canada	440	tinctives des	110
Juges et commissaires qui peuvent agir	438	Graver des planches pour imprimer des	110
Pas de pouvoirs d'habeas corpus	438	Ou des mots en imitation de	
Mandat d'extradition, pour quels motifs		1	111
décerné	438	Billets à ordre, lettres de change—Papier	110
Exécution du	438	pour lesFabriquer des	
Rapport au ministre de la Justice	438	En faire ou accepter pour un autre	113
Titre abrėgė	436		115
Et voir Criminels refugiés au Canada, 446		sans autorisation.	113
		Cautionnement — Souscrire un, au nom	114
FACTEURS—		d'un autre	116
Fraude par des	90	Certificat de dividende—Falsification par	100
Obtenant des avances sur les titres de leurs		un employé public	106
commettants	91	Débentures—Fabrication de	114
Quand ils seront réputés avoir reçu des		Définition-" Province du Canada"	103
effets en dépôt	92	Avoir en sa garde ou possession	103
FAUTEUR—		Ce qui constitue un faux	103
D'un combat de boxeurs	39	Documents ou écrits—Fabrication de	118
D'un faux, lieu du procès du	184	Ecrit qui peut être légalement un testa-	110
De délits poursuivables par acte d'accusa-		ment, une lettre de change, etc	118
tion	13	Pièces comportant avoir été faites à l'é-	
D'infractions punissables sur procédures		tranger	119
sommaires	13	Lettre de change parable à l'étranger	119
De la célébration d'un mariage feint	61	Dossiers, pièces de procédure, etc	114
De facteurs obtenant des avances sur les		Fausse copie ou faux certificat de	114
titres de leurs commettants	91	Fabrication de	114
De propriétaires vendant des marchandises		Ou d'actes constituant une preuve	115
sur lesquelles il a été fait des avances	96	Effets publics, etc—Fabriquer des	107
D'un individu fabriquant en Canada des		Avoir du papier servant aux	108
pièces comportant avoir été faites à		Ou en faire en imitation de celui des.	107
l'étranger	119	Ou des planches pour l'impression des.	107
Ou des lettres de change, etc., payables à		Faux—Ce qui constitue un	103
l'étranger	119	Punissable plus sévèrement en vertu	
Où aura lieu la poursuite des infractions	***	d'un autre acte	120
punissables sur procédures sommaires.	306	Comment puni dans ce cas	120
S'il est mineur de seize ans	296	Fonds publics, fausse inscription dans les	
		livres des	106
FAUX-Acte concernant le	103	Transfert frauduleux de	106
Actes notariés, registres d'actes, etc	115	Grand sceau, etc-Contrefaçon du	103
Fabrication ou émission	115	Cachet privé de Sa Mujesté ou du Gou-	
Actions-Tenter de vendre des	105	verneur	104
Ou de recevoir des dividendes	105	Signature du Gouverneur, etc	104



~ 234

FAUX-Suite.		FAUX—Suite.	
Juge de paix—Fabriquer un ordre de	116	Se faire passer pour le propriétaire d'ac-	
Contrefaire le nom d'un	116	tions	105
Lettres de change-Contrefaire des	109	FAUX PRETEXTES—	
De l'étranger	111	Mesures préliminaires au sujet de l'acte	
Graver des planches pour contrefaire des	112	d'accusation	216
Offrir du papier portant la contrefaçon	112	Formule d'accusation	275
Exception pour certain papier	110	Obtention d'argent ou d'effets sous de	96
Lettres patentes-Fabriquer ou altérer des	104	Procédures devant le juge de paix	200
Licences de mariage-Fabrication de	117	Ce qu'il suffit d'alléguer dans l'acte	
Mandat de procuration-Fabriquer un	105	d'accusation	209
Contrefaire la signature d'un témoin à		FELONIE—	
un	106	Cautionnement de garder la paix après	
Marques de commerce	121	condamnation pour	378
Action en dommage	131	Complice dans les cas de	12
Nom d'un témoin-Contrefaire le	106	Voir Complices.	
Ou d'un juge, commissaire, etc	116	Cour supérieure seule a droit de juger la	180
Obligations, actions, billets de l'échiquier,		Punissable de mort, l'accusé ne peut être	
etc	107	admis à caution que sur ordre d'un	
Papier pour imiter celui des effets publics	107	juge	201
En avoir en sa possession	108	Et par deux juges de paix si la preuve	
Moule, etc., pour faire du papier portant		n'est pas suffisante pour justifier l'in-	
le nom d'une banque	111	earcération	200
Offrir du papier portant contrefaçon	112	Punition de la, s'il n'en est pas spécialement	
Pour billets de banque ou fédéraux, etc	109	preserit	375
En avoir ou en vendre	109	Et des récidives	375
Offrir du papier imprimé les imitant	110	FELONIES—	
Timbré	108	Actes de trahison qualifiés	14
Procédure dans les cas de faux—Le témoi-		Complices de, comment punis	12
gnage de l'intéressé doit être corro-		Veir Complices.	
boré	235	FIDEICOMMISSAIRE—	
Lieu du procès pour	184	S'appropriant frauduleusement la propriété	
Recherches des effets propres à la contre-		d'autrui	93
façon	193	Pas de poursuite sans le consentement	
Proclamation-Imprimer une fausse	115	du procureur général	93
Fabriquer un faux certificat de	115	Et s'il a été institué une poursuite civile	93
Réclamer des effets en vertu d'actes con-		FOUET—	
trefaits	118	Quand la peine du fonct sera prononcée et	
Registres des naissances, mariages et décès	117	infligée	377
Détruire ou cacher une copie de	118	Le nombre de coups et l'instrument se-	
Fabrication, mutilation, émission de	117	ront spécifiés dans la sentence	377
Fausse inscription dans les	117	Les femmes ne seront pas fouettées	378
Registres publics-Fabriquer ou altérer des	104	FRAIS-	
Fausse inscription dans les	106	Sur conviction sommaire,—	
Transfert frauduleux dans les	106	Adjugés au prévenu s'il est acquitté	316
Timbres et papier timbré—Fabriquer des	108	Doivent être mentionnés dans la condam-	
Ou des outils pour en faire	108	nation	316
Enlever des timbres de documents	109	Et être conformes au tarif	315
Titres, testaments, obligations, etc.—Fa-		Peuvent être reconvrés par saisie et	
brication de	112	vente	316
Fabriquer des billets à ordre, etc	112	Si la plainte est renvoyée, peuvent être	
Des ordres, reçus, etc	112	recouvrés du plaignant	319
Des débentures	113	Si l'appel est déserté après avis	324
Faire ou accepter un billet sans autori-		Dans une action contre un juge de paix	
sation	112	pour négligence de faire rapport des	
Oblitérer un chèque	112	deniers reçus	328
Transfert d'actions, etc.—Fabriquer un	105	De poursuite des jeunes délinquants	300
21			

ХX

			=
FRAIS—Suite.		GRAND JURY—	
Sur condamnation pour voies de fait	242	Assermentation des témoins devant le	224
Peuvent être prélevés par saisie et vente.	243	Honoraires de l'officier de la cour non	
FRAIS DE ROUTE—		affectés	225
Des témoins dans les procédures devant servir hors du Canada	433	Interrogatoire des témoins par le Noms des témoins à inscrire sur l'acte d'ac-	224
FRAUDE—		cusation	224
Par des agents, banquiers ou facteurs	90	Paraphe du chef du	224
A l'égard de contrats avec le gouverne-		Qui peut être examiné par le	224
ment	176	GRAND SCEAU—	
Contre des créanciers	176	Contrefaçon du	103
Punition	176	Signification de l'expression dans un acte.	4
FUSIL A RESSORT—		GRANDE ROUTE—	
Tendre un, avec intention de faire une		Infractions commises sur la, où aura lieu	182
lésion corporelle, ou le laisser tendu	66	le procès	104
FUSIL A VENT—		Département de laAnn.	3
Punition pour port de	21	Voir Munitions publiques.	Ü
Voir Armes à feu.		Etrangers faisant la guerre en Canada	15
GASPE—		GUET-APENS-	
Emprisonnement et procès dans le district		Voir Paix aux assemblées publiques,	38.
de	183	HABEAS CORPUS—	•••
GAZ—		Criminel fugitif sera informé qu'il peut	
Copie des dispositions de la loi à afficher		demander un bref d'	448
dans les usines, etc	175	Ainsi qu'une personne accusée d'un cri-	
Violation de contrat pour l'approvisionne-		me entraînant l'extradition	440
ment du	174	Juges, n'auront pas juridiction dans les	
Par une corporation	175	affaires d'habeas corpus en matière d'ex-	
l'as nécessaire que la malice soit contre		tradition	438
quelqu'un en particulier	175	HAUTE TRAHISON—	
GAZETTE DU CANADA—		Voir Trahison, 14.	
Exemplaire de la, fait preuve des procla-		HOMICIDE—	00
mations qui y sont publiées	429	Excusable	63 63
Les copies des avis, etc., dans la, font		Non prémédité	63
preuve de l'original	431	Voir Crimes et délits contre les per-	03
GAZETTE OFFICIELLE-		sonnes.	
Exemplaire d'une, fait preuve des procla-	•	HOUBLON—	
mations des lieutenants-gouverneurs	430	Destruction illégale du, félonie	145
GENRE ET NOMBRE-		HUITRES—	
Dans un acte, le masculin comprend le		Ou frai, vol d'	79
féminin, et le singulier comprend le		Draguer illégalement sur un banc d'	79
pluriel	4	Propriété des, comment décrite dans l'acte	
GOUVERNEUR-		d'accusation	212
Ou Gouverneur du Canada, Gouverneur		IDIOTE—	
général, Gouverneur en chef-Signi-		Connaissance charnelle d'une	49
fication de ces expressions dans un		ILE DU PRINCE-EDOUARD-	
acte	3	Appel d'une conviction sommaire, à quelle	
Agissant par proclamation	4	cour interjetée	321
GOUVERNEUR EN CONSEIL-		Définitions de-	
Signification de l'expression dans un acte	3	" Cour," dans l'Acte des criminels fugi-	
GRAIN-		tifs	446
Attaque avec intention d'empêcher la vente		"Cour des cas de la Couronne réservés"	
du	172	"Cour supérieure"	5
Faire un faux énoncé dans un reçu pour	- , =	juges de paix," dans l'Acte des jeunes	
du	96	délinaments	296

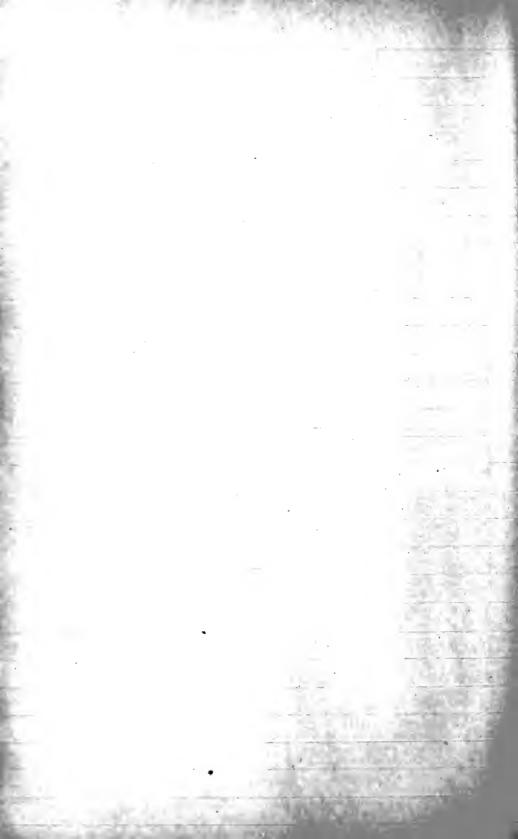
kreffier de la Paix-Foit faire publier rapport des 9. de 8. Januar Journal du Comté ou District p. 32



ILE DU PRINCD-EDOUARD - Suite.		INTERPRETATION DES STATUTS—Suite.	
" Magistrat," dans l'Acte des procès		Actes du parlement, s'appliquent à tout le	
sommaires	286	Canada	2
Emploi des amendes dans l'294	, 301	Citation des	9
Liste des cautionnements confisqués à dé-		Entrée en vigueur des	2
poser en cour	363	Qui en modifient d'autres	2
Prisons publiques et de réforme dans l'	422	Sont tous censés être des actes publics	9
IMPORTATION—		Et remédier à un abus	9
De monnaies contrefaites	134	Application de l'acte à tous les actes	1
Voir Monnaies.		Des actes qui en modifient d'autres	2
IMPRIMEUR DE LA REINE—		Des expressions au temps présent	3
Prétendre faussement qu'une proclamation		Calcul du temps quant aux jours de fête	5
a été imprimée par l'	115	Choses à faire par plusieurs personnes	7
Proclamation, etc., prouvée par un exem-		Citation des actes	9
plaire imprimé par l'	429	Constitution en corporation, pouvoirs con-	
INCENDIE—		férés par la	7
Dommages par	141	Couronne, non affectée par un acte, sauf	
De forêt, bois, etc., par négligence	143	si la chose est formellement déclarée	7
Malicieusement	143	Deniers publics, emploi des, et compte à	
Edifice public ou autre	142	rendre	5
Effets dans un édifice dont l'incendie est		Dispositions actuelles s'appliquent à l'acte.	9
qualifié félonie	142	Droit de nomination comporte celui de des-	
Eglise, chapelle, etc	141	titution	6
Gare de chemin de fer	141	Droits de Sa Majesté non affectés par un	
Maison habitée	141	acte	7
Manufacture, bâtiments de ferme, etc	141	Ni ceux des particuliers par un acte	
Tentative d'	142	privé	7
Meules de céréales	145	Emprisonnement, où il aura lieu	6
Mines de houille, puits d'huile, etc	147	Entrée en vigueur des actes	2
Navires ou marchandises	153	Forme des statuts	2
Tentative	153	Formule de décret des statuts	2
Récoltes	145	Formules, pas viciées par de légères va-	
Tentative.:	145	riantes	7
Vaisseaux, chantiers, etc., de S. M	142	Gouverneur agissant par proclamation	4
INDIVIDU—	142	Greffier des parlements, devoirs du, au	
Ce que comprend ce mot dans un acte	4	sujet des statuts	2
	*	Interprétation des expressions employées	
INFANTICIDE—		dans les statuts	2
Preuve si l'enfant est illégitime	237	" Aete "	4
NFRACTIONS RELATIVES A L'ARMEE		" Assermenté "	5
ET A LA MARINE—		" Cautions," " cautionnements "	5
Voir Armée et marine, 156; et Muni-		" Comté "	4
tions, 160.	-	" Cour supérieure "	5
INSTRUMENTS ECRITS—		"Dans le présent" ou " au présent "	3
Fabrication d'	115	" Juges de paix '	G
Vol d'	79	" Ecriture," " écrit "	4
INTERPRETATION DES STATUTS—Acte	Ì	" Etats-Unis"	3
concernant la forme et l'	1	"Gouverneur, etc	3
Acte abrogé, effet de sa révocation	8	"Gouverneur en conseil"	3
Choses faites et droits acquis avant l'a-		"Grand sceau"	4
brogation	8	" Individu "	4
L'abrogation n'affecte pas les offenses et	-	"Jour de fête"	4
pėnalitės	9	" Législature," etc	3
Quant aux règlements faits sous son		" Lieutenant-gouverneur "	3
empire	8	" Lieutenant-gouverneur en conseil "	3
Acte privé, n'affecte pas les droits des	-	" Magistrat"	G
particuliers	7	" Maintenant '	4
•	1		

INTERPRETATION DES STATUTS-Suite.		JEUNES DELINQUANTS-Acte concer-	
" Mois "	4	nant les	296
"Personne"	4	Acquittement en certains cas par les juges	
" Pourra"	3	de paix	298
* Prochain "	4	Certificat et son effet	299
4. Proclamation "	4	Formule du certificat (A)	302
"Province"	3	Amendes-Reconvrement des	300
" Régistrateur "	5	A qui remises dans les différentes pro-	
" Royaume-Uni "	3	vinces	301
'' Sa Majesté	3	Emploi des	301
6 Sera ''	3	Emprisonnement à défaut de paiement	300
" Serment "	5	Annexe-Formules à suivre	302
Instructions aux ministres. etc., s'appli-		A-Acquittement on absolution	302
quent aux substituts, etc	6	B-Condamnation	303
Jour de fête, calcul du temps quant aux	5	Application-L'acte ne s'applique pas à	
Juridiction locale, étendue de la	6	l'Ile du Prince-Edouard, la Colombie-	
Loi, s'exprime toujours au moment actuel.	3	Britannique, ni au district de Kéwatin	302
Modification ou abrogation des statuts	2	Cautionnement des accusés	297
Nombre et genre	4	Condamnation-Effet du certificat de	299
Nominations par le Gouverneur	7	Dépôt au bureau du greffier de la paix	299
Noms des lieux	4	Formule de (B)	302
Pouvoir d'abrogation, etc., réservé au par-	_	N'entraîne pas confiscation	299
lement	7	Pas invalidée pour cause d'informalité	299
Si l'acte concerne une banque	7	Rapport au ministre de l'Agriculture	299
Pouvoirs que comportent l'autorisation de	·	Restitution des objets volés après	299
faire une chose	6	Ou paiement de leur valeur au proprié-	
Préambule, fait partie de l'acte	9	taire	300
Références à des dispositions remplacées	8	Définitions	296
Si la disposition abrogée est encore exé-	·	"Deux juges de paix" ou "les juges de	
cutoire	8	paix"	296
Règlements, ce que comporte le pouvoir de	·	"Prison commune ou autre lieu de dé-	
faire des	7	tention "	296
Règles d'interprétation, comment appli-	•	Délinquant âgé de moins de 16 ans	297
cables	9	Assignation ou mandat d'amener	297
Révocation d'un acte abrogé	8	Cautionnement ou sursis du procès	297
Effet par rapport aux personnes agis-	0	Condition, prorogation ou annulation	
sant sous son autorité	8	du cautionnement	297
Par rapport à certaines procédures	8	Renvoi devant un jury	298
Sanction royale inscrite sur chaque acte	2	Effets volés – Restitution des	299
Serments, qui peut les faire prêter	5	Ou paiement de leur valeur	300
Titre abrégé	1	Recouvrement de cette valeur	300
Variantes dans les formules	7	Frais de poursuite, comment payés	300
INTIMIDATION—Voir Menaces, 172.	•	Même s'il n'y a pas conviction	300
JEU-Voir Maisons de jen, 52.		Certificat du montant des	301
JEU SUR LES VOIES DE TRANSPORT		Par qui payés	301
PUBLIQUES—Acte concernant le	59	Juges de paix, peuvent renvoyer le procès	001
Copie de l'acte sera affichée	60	aux assises	298
Amende pour défaut	60	Ou acquitter le prévenu	298
Obteni- de l'argent par le jeu est un délit	59	Ontario—Pas de condamnation à une prison	200
Tentatives	59	de réforme dans	302
Panition	59	Procès sommaire des mineurs de 16 ans	297
Arcestation des délinquants			298
Amende pour négliger de les arrêter	59 60	Acquittement ou absolution Certificat et son effet	299
Honoraires de ceux qui l'opéreront	60	Condamnation	299
Procédures contre les délinquants	59	Formule de condamnation (B)	302
L'argent, etc., sont censés volés	60	Offre au détenu d'un procès sommaire	297
Où le délit peut être jugé et puni	59		297
Foir Larcin, 97.	99	Ce qui lui sera demandé	298
· vir isate in , ot.		S'il ne consent pas, procès par jury	430





JEUNES DELINQUANTS—Suite.		JURES-Corruption des-Voir Menaces, 178.	
Témoins—Citation des	298	JURES ET JURY—	
Obligation de comparaître	298	Acquittant un prézenu pour cause d'aliéna-	
Mandat d'amener en cas de refus	298	tion mentale, doit le dire dans le	
Signification de la citation aux	298	verdict	244
Titre ab 'égé	296	Affirmation au lieu de serment—Qui pourra	221
Liste des fêtes légales	4	Aubain, n'a pas droit à un jury de medie-	~ .
Comment le temps sera calculé si une	_	tate ling we	221
chose prescrite tombe un	5	Dans le Manitoba-moitié anglais et moitié	
JOURNAL—		français	222
Peut être poursuivi pour annoncer une ré-		Comment se feront les récusations	222
compense pour la restitution d'objets		Si la liste est épuisée, le shérif en assi-	
volés	99	gnera d'autres	222
JUGES—		Dans Québec, moitié anglais et moitié	
Contrefaire le mom ou la signature d'un		français	222
juge	116	Comment se feront les récusations dans	
Dans Ontario, peuvent réserver leur déci-		ce cas	222
sion	248	Jurés et récusations	220
Une commission pour la tenue des assises		Jurés suppléants si la liste est épuisée	222
doit contenir les noms de certains	248	Convocation de ces jurés par le shérif	223
Doivent faire rapport des condamnations à		Punition des récalcitrants	223
mort	373	Libelle - Droit de récusation dans le cas de	221
N'ont pas juridiction dans les affaires		Ne doivent pas s'enquérir des biens d'un	003
d'habeas corpus en matière d'extradi-		accusé de trahison	226
tion	438	Peuvent se séparer dans certains cas	223
Peuvent admettre les prévenus à caution	201	Procès par jury—Quand un prisonnier	939
Penvent donner ordre de réintégrer un cau-		peut le demander	282
tionné en prison	362	Qui pent servir comme grand et petit juré	220
Penvent ordonner de poursuivre celui qui	40	Récusations par le prévenu, limitées	221
s'est parjuré devant eux	4 3	Par la Couronne	221
Procédures devant un juge, dans les cas d'extradition	4 38	Verdiet, ne peut être attaqué à cause de	
Sont revêtus des pouvoirs de juges de paix	400	l'omission de certaines formalités dans	
an sujet des combats de boxeurs	41	la formation du jury	243
JUGES DE PAIX—	-21	Visite des lieux par les jurés	223
Fabrication d'ordres, sommations, etc., des	110	JURIDICTION—	
Ne peuvent pas juger les crimes d'explosion	116 180	De certains magistrats	181
Penvent admettre à caution	199	Des cours des sessions de la paix	180
Et renvoyer l'accusé devant un magistrat	292	Des cours supérieures	180
Ou devant un jury	298	Des juges de paix	180
Procédures par les, sur accusation de crime		Exceptions pour les crimes d'explosion.	180
ou délit	187	JUSTICE CRIMINELLE — Administration	
Et sur comparution de l'accusé	195	de la—Voir Procès expeditifs, 279;	
Procédures sommaires devant les	304	Procès sommaires, 286; Jennes delin-	
Procès des jeunes délinquants par les	296	quants, 296; Convictions sommaires,	
Et voir Jeunes délinquants, 296; Pro-		304.	
cès sommaires, 286; et Convictions		KEWATIN — Définitions s'appliquant au	
sommaires, 304.		district de—	
Voir aussi Pouvoirs et devoirs des		L'expression "Acte" dans les statuts,	
juges de paix, dans les différents		comprend une ordonnance du district	4
actes.		"Cour," dans l'Acte des criminels fugi-	
Signification de l'expression "deux juges	_	tifs, signifie un magistrat	446
de paix "	6	"Deux juges de paix " ou " les juges de	
Et " Magistrat"	6	paix," dans l'Acte des jeunes délin-	20.2
Dans l'Acte de procédure criminelle	179 304	quants	296
Dans l'Acte des convictions sommaires	DU4	organiamic, Consen registratily	

xxiv INDEX.

KEEWATIN-Suite.		LARCIN ET DELITS DE MEME NATURE	
" Assemblée législative," comprennent		—Suite.	
le lieutenant-gouverneur en conseil	3	Dégrader un tombeau de Sauvage	101
"Magistrat," dans l'Acte des procès		Propriété du tombeau attribuée à la	
sommaires	286	Couronne	102
"Procureur général," dans l'Acte con-		Fausses représentations au sujet de ter-	
cernant les explosifs, signific le procu-		rains vendus dans la	101
reur général du Canada quant au dis- trict	25	Recours	101
"Province" comprend le district	3	Responsabilité criminelle n'empêche	
LARCIN—		pas de rendre témoignage	101
Par une personne âgée de moins de 16 ans,		Définitions— "Acte testamentaire"	7 7
-procès sommaire	297	"Avoir certaine chose en sa garde ou	• •
Et citée devant un magistrat	287	possession "	77
Vo'r Procès sommaires.		"Banquier"	77
LARCIN ET DELITS DE MEME NATURE		"Bétail"	77
-Acte concernant le	75	" Ecrit "	77
Actes écrits-Voler ou détruire des	79	"Fidéicommis"	76
Titres d'immeubles	80	"Fidéicommissaire"	75
Testaments on codicilles	80	" Municipalité ''	77
Recours sauvegardé	80	" Nuit"	77
Dossiers, etc	80	"Propriété"	76
Billets de chemins de fer, etc	80	"Titre d'immeubles"	75
Valeurs	79	" Titre de marchandises"	75
Agents, etc., s'appropriant des fonds, etc.,	00	"Valeur"	76
à eux confiés Ou des effets mobiliers, valeurs, etc	90	Détournements par des commis ou servi-	
Exceptions: fidéicommissaires et créan-	90	teurs	88
ciers hypothécaires	91	Par des employés publics	88
Animaux et bestiaux-Vol d'	78	Et de banque	90
Chiens, oiseaux, etc	78	rées	94
Tuer des animaux pour les voler	78	Refus de remettre des deniers reçus	89
Ou des pigeons	79	Directeurs s'appropriant la propriété d'au-	CU
Récidive	79	trui	93
Apporter en Canada des effets volés ailleurs	99	Ou rendant des comptes infidèles	93
Associé coupable est seul responsable	96	Ou détruisant des livres	94
Associés-Vol par des	89	Ou publiant des comptes faux	94
Attaque avec intention de vol	85	Documents d'élection - Vol de	88
A main armée	85	Effractions de nuit et de jour	85
Eanquiers vendant frauduleusement la pro- priété d'autrui		Bâtiments censés faire partie d'une mai-	
Céler des titres par un vendeur ou créan-	91	son	85
cier hypothécaire	100	Dans une église pour y commettre une	
Choses attachées au sol-Vol de	100	félonie	85
Arbres dans les parcs ou ailleurs	81	lonie	0.0
"alant moins de 25 centins	81	Dans un bâtiment	86 86
кécidives	81	Entrer de nuit dans une maison avec	00
Fruits, plantes, etc	83	intention	86
Récidive	83	Et y commettre une félonie	86
Haies vives, etc	82	Etre armé on dégnisé avec intention	•
Récidive	82	d'effraction	86
Métaux, verre, etc., attachés à un édifice	81	Nocturne dans une maison	85
Vegétaux ailleurs que dans un jardin	83	Punition	86
Récidive	83	Récidives	86
Choses saisies—Vol de	78	Employés publics-Vols ou détournements	
Colombie-Britannique-Dispositions appli-		par des	88
cables à la	101	Refusant de remettre des deniers	89





ARCIN ET DELITS DE MEME NATURE —Suite.		LARCIN ET DELITS DE MEME NATURE —Suite.	
Facteurs obtenant des avances sur les titres		Avec menaces	8
. de leurs commettants	91	Manufactures - Vol dans les	8
Personnes y aidant volontairement	92	Effets en voie de fabrication	8
Exception	92	Ou confiés pour être fabriqués	8
Possession fait preuve du dépôt	93	Métaux et minerais-Vol de	8
Falsifier une généalogie dans un but de	00	Exception pour recherches scientifi-	
fraude	100	ques	8
Faux énoncé dans un récépissé	96	Achat ou vente de quartz aurifère, etc.,	0.
Garder les effets portés sur le récépissé.	96	sans permission	8
Faux prétextes—Obtention d'argent, etc.,	00	Fausse déclaration au sujet des	8
sous	96	Fraude au détriment de co-associés	8
Argent gagné par tricherie au jeu	97	Mineurs volant du minerai	8
Faux billet de chemin de fer, etc	97	Or ou argent fondus ou non	8
Prétendre avoir mis de l'argent, etc.,	01	Possession fait preuve de la contraven-	0
dans une lettre	97	tion	8
Fidéicommissaires s'appropriant la pro-	0,	Navires, quais, etc.—Vol sur les	8
priété d'autrui	93	Offrir une récompense pour la restitution	
Pas de poursuite sans l'autorisation du	00	d'objets volés	9:
procureur général	93	En accepter pour aider à les recouvrer	-
S'il a été intenté une poursuite au civil.	93	sans poursuivre	99
Fondés de procuration vendant frauduleu-	00	Québec - Dispositions applicables à la pro-	0.
sement la propriété d'autrui	91	vince de	100
Fraudes par des agents, banquiers ou fac-	01	Faire saisir des terres n'appartenant pas	201
teurs	90	au défendeur	10
Cardiens d'entrepôt, donnant des reçus	30	Hypothèques frauduleuses	100
faux	95	Vente frauduleuse d'immeubles	100
Usage de reçus faux	95	Recel d'arbres volés	8:
Huitres et frai d'huitres-Voler des	79	Personnes soupçonnées de	83
Draguer illégalement sur un banc	79	D'effets volés	91
Infractions non prévues	98	Si le principal est coupable de félonie	97
Apporter en Canada des effets volés	99	Et s'il est coupable de délit	98
Cèler des titres ou falsifier une généa-		Si l'infraction première est punissable	
logie	100	sommairement	98
Consentement du procureur général à la	100	Recours sauvegurdés	95
poursuite	100	S'approprier le bien d'autrui	98
Offrir une récompense pour la restitution		Si la chose volée vaut plus de \$200	98
d'effets volés	99	S'approprier du bois de service, etc	98
En accepter pour aider à les reconvrer		Témoins non exemptés de répondre	94
sans poursuivre	99	Pas poursuivis s'ils dévoilent tous les	
Prescription des poursaites en certains		faits	9-4
cas	100	Tuer des animaux pour en voler le cada-	
S'approprier le bien d'autrui	98	vre	78
Si la chose volée vant plus de \$200	98	Titre abrégé	75
S'approprier du bois de service, etc	98	Vente de marchandises sur lesquelles il	
Larcin-Simple	78	a été fait des avances	95
Dépositaire infidèle est coupable de	78	Pas de poursuite si l'avance est rem-	
Punition du	78	boursée	96
Après condamnation pour félonie	78	Vol d'actes écrits	79
Tous les lareins sont de même nature	78	Dans une maison	87
Larcins par des commis ou serviteurs	88	Dans les manufactures	87
Par des employés publics	88	De bestiaux, chiens, oiseanx, etc	73
Ou de banque	90	De choses attachées au sol ou y crois-	
Locataires ou hôtes- Vol par des	89	saut	81
Effets loués avec une maison, etc	89	De choses saisies	88
Maison - Vol dans une, au montant de \$25.	87	De documents d'élection	89

xxvi INDEX.

LARCIN ET DELITS DE MEME NATURE		LIEUTENANT-GOUVERNEUR-	
-Sai e.		Et lieutenant-gouverneur en conseil-Si-	
De méta ix et minerais	83	gnification de ces expressions dans un	
Par des agents, banquiers on facteurs	90	acte	3
Par des associés	89	LIMITATION—	
Par des commis on des employés publics.	88	Du délai pour intenter certaines poursuites.	
Par des locataires ou hôtes	89	Voir Prescription des poursuites.	
Sur la personne	85	LIQUEURS A BORD DES VAISSEAUX	
Sur les navires, quais, etc	87	DE SA MAJESTE—Acte concernant	
LEGISLATURE—		le transport deAn	ın. 7
Ou Conseil législatif, Assemblée législa-		Transport ou tentative de transport de li-	
tive—ce que comprennent ces expres-		queurs à bord des vaisseaux de Sa	
sions dans un acte	3	Majesté	7
Complet pour intimider une, est une félo-		Délit et punition	7
nie	15	Arrestation des délinquants	7
	150	Perquisition et saisie des liqueurs	7
Envoi de, pour extorquer de l'argent	170	LIQUEURS—	
Menaçant d'accuser d'un crime, etc	170	Vente de, près des travaux publics, après	20
Prétendre faussement avoir mis de l'argent	07	proclamation la défendant	32
daus une	97	LIVRES DE COMPTE -	
LETTRES DE CHANGE—		Directeurs de compagnie faisant de fausses écritures dans les	93
Fabrication de	112	Ou les détruisant, falsifiant, etc	94
De l'étranger	111	Du gouvernement—Preuve des écritures	34
En Canada, payable à l'étranger	119	dans les	431
D'un écrit qui peut légalement être une.	118	LOCATAIRES—	T 01
Faire ou accepter une, sans autorisation	113	Dommages par des	144
Papier servant aux, peut être fait	110	Vol par des locataires ou hôtes	89
LETTRES PATENTES—		LOCATAIRES EN COMMUN—	00
Contrefaçon ou fabrication de	104	Voir Co-propriétaires.	
LEVEES DE LA MER—		LOI—	
Endommager ou détruire les	148	Est considérée comme s'exprimant toujours	
Enlever des pilotis dans les	149	au moment actuel	3
LIBELLE-Acte concernant le	73	LOI CRIMINELLE D'ANGLETERRE—	
Publication ou menace de publication d'un		Acte concernant l'application de la, aux	
écrit avec intention d'extorquer	73	provinces d'Ontario et de la Colombie-	
D'un libelle diffamatoire	73	Britannique	11
Le sachant faux	73	LOIS CRIMINELLES—	
La vérité de la chose publice est une dé-		Actions contre les personnes administrant	
fense	73	les	426
Le défendeur peut prouver l'absence d'au-		LOTERIES, PARIS ET VENTES DE	
torisation de sa part	73	POULES—Acte concernant les	56
Par ordre d'un corps législatlf, est une dé-	. .	Définitions—	
fense	74	" Propriété immobilière "	56
Certificat à produire et son effet	74	"Propriété mobilière	56
Le rapport, etc., peut être produit en		Loteries-Amende pour publier des projets	
cour comme moyen de défense	74	de	56
Procedures sur accusation de libelle	219	Ou acheter ou recevoir des billets	56
Plaidoyer que la chose publice est vraie.	218	Acquéreur de bonne foi protégé	57
Pas d'enquête sur la vérité du libelle	218	Exception pour les ventes de charité	57
Effet du plaidoyer de justification	218	Et la distribution d'objets d'art	57
Plaidoyer de non-coupable	219	Loteries étrangères	50
Le jugement entraîne les frais	219	Nullité des ventes, etc., au moyen de Partage de propriétés tenues par indivis,	00
Reconverent des frais		ractage he proprietes tenues but muly is.	
			51
	219	autorisé	5' 5'
LICENCE DE MARIAGE— Fabrication de			57



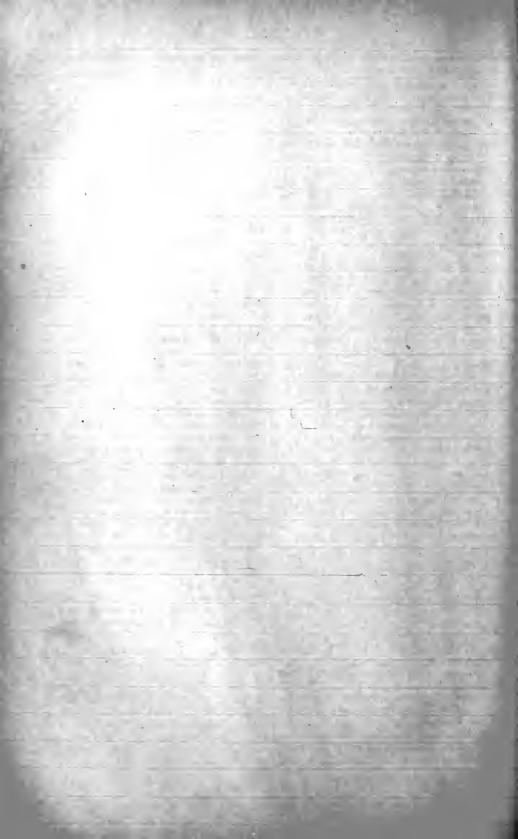


	MANDAT—	
	D'arrêt d'un témoin défaillant qui s'est	
	engagé à comparaître en vertu de l'Acte	
58	concernant les explosifs	27
	Dans les cas de crimes ou délits-	
57	Pour contraindre le prévenu à compa-	
	raitre-Procédures187	-192
	Et les témoins	195
144		251
10		
0.0		
00	-	
0		-308
_ ,		
4		332
Ì		312
		314
	•	0-1
275		
		31
143	- · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	33
144		158
141		192
89	,	449
		27
87		316
52		010
		322
52		305
52		000
53		317
6 3		438
		438
52		447
		451
52		448
		440
		448

		447
		441
		207
		297
		170
55		178
		0.20
55		282
	r ormate	284
•	MANDAT DE COUR—	
	Pent être émis séance tenante	189
175		
		321
156	Définition de—	
	57 144 19 86 6 4 275 143 144 141 89 87 52 52 53 53 54 55 55 55 175	D'arrêt d'un témoin defaillant qui s'est engagé à comparaître en vertu de l'Acte concernant les explosifs. Dans les cas de erimes ou délits— Pour contraindre le prévenu à comparaître—Procédures

MANITOBA-Suite.	MARQUES DE COMMERCE FRAUDU-
"Cour," dans l'Acte des criminels fugi-	LEUSES—Suite.
tifs 44	6 Comment il en sera rendu compte 128
" Cour des cas de la Couronne réservés." 18	Articles faussement marqués—La cour peut
"Cour supérieure"	ordonner la destruction des 130
"Deux juges de paix ou plus," dans	Et décerner un ordre d'injonction 130
l'Acte des jeunes délinquants 29	Et l'inspection de la manufacture 130
"Juge," dans l'Acte des procès expé-	Punition pour refus de permettre l'ins-
ditifs 27	1
"Magistrat," dans l'Acte des procès som-	Contrefaçon de marque—Ce qui sera réputé 122
maires 28	
Emploi des amendes dans le294, 30	
Jury, peut être moitié français, moitié an-	"Marque de commerce '' 121
glais 22	
Liste des amendes et cautionnements con-	Frais du défendeur s'il obtient jugement 128
fisqués, à quelle cour déposée 36	
Procès expéditifs dans le 28	
MARI ET FEMME—	Indiquer faussement qu'une chose est bre-
Témoins compétents l'un contre l'autre sur	vetéc 126
accusation de voies de fait 23	
Mais pas dans les autres cas 23	11 1
Et dans les poursuites en vertu de l'Acte	ment une 123
pour le maintien de la paix dans le voi-	Confiscation des effets et instruments 124
1	5 Fausses, apposées dans le but de tromper. 125
MARIAGE-Acte concernant les infractions	Marque contrefaite 122
	1 Appliquer une, à des effets 122
2	Confiscation des effets et instruments 123
Exceptions-Mariage hors du Canada	Vente d'effets portant une 124
A	Renseignements à donner par le ven-
Absence de sept ans	2 deur 124
	2 Amende pour refus 125
6.	2 Marquer faussement une chose comme bre-
Célébrer illégalement un mariage est un	vetée 126
délit 6	1 Amende 126
Punition	Poursuites—Ce qu'il suffira d'alléguer 126
En contravention à une loi provinciale	Il sussit d'énoncer l'intention de frauder. 12'
Punition	Et non quelqu'un en particulier 127
Prescription des poursuites 6	Prescription des 129
0	Recours civil sauvegardé 12'
Punition	Punition pour délits 128
Pas de condamnation sur le témoignage	Titre abrégé 12
d'un seul témoin	Vente d'articles portant une marque de
Le défendeur est témoin compétent	commerce implique qu'elle est au-
Prescription des poursuites	thentique 129
MARINE-Infractions relatives à la-Voir	Portant une désignation spéciale, im-
Armée et Marine, 157; Munitions, 161;	plique garantie 129
Effets des matelots, 164.	Faussement marqués 126
MARQUES DE COMMERCE FRAUDU-	Exception si l'expression est d'un usage
LEUSES—Acte des 12	général 120
Actions en dommages pour—	MATELOTS DE LA MARINE—
Contrefaçon de marque 13	Protection des effets des 16-
Emploi d'une marque contrefaite 13	•
Ou de la marque d'autrui	
Dommages-intérêts	
Amendes pour délits 12	
Recouvement des amendes	
D'une manière gommaire	

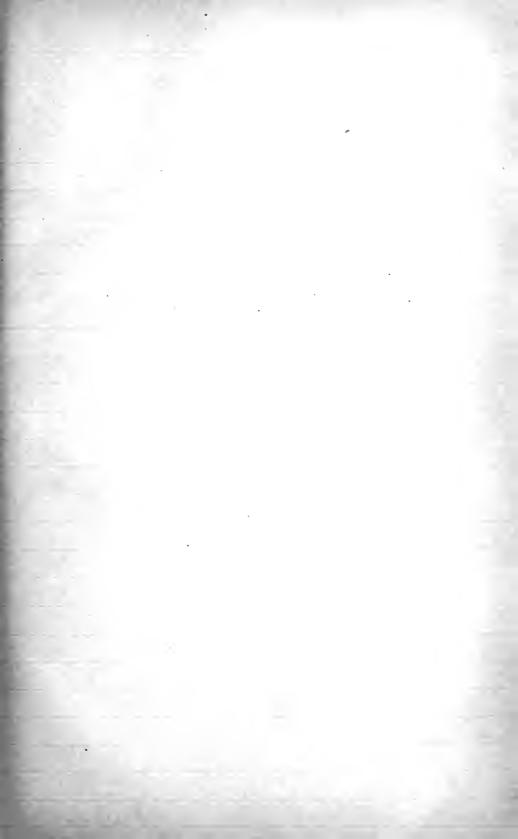


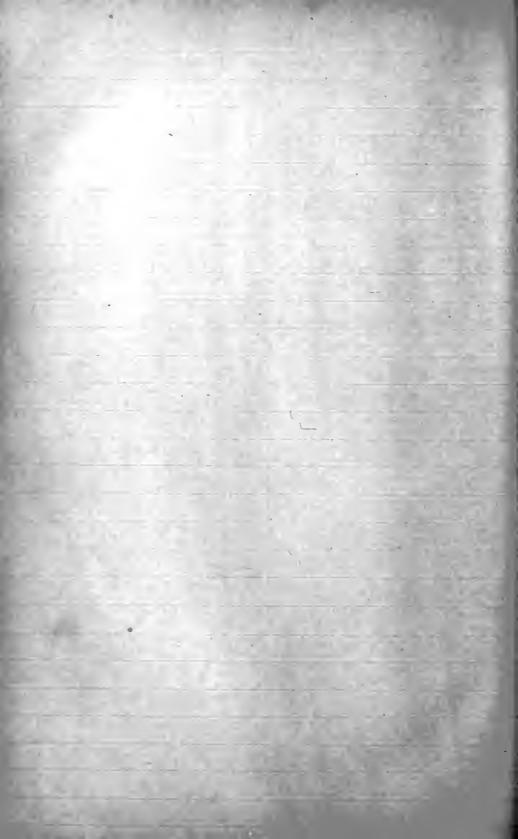


MAUVAISE MAISON—Suite.		MENACES, INTIMIDATION ET AOTRES	
Et peuvent être jugés sommairement 2	87	INFRACTION—Suite.	
Punition	50	Intimidation	172
MENACES, INTIMIDATION ET AUTRES		Actes contraires à la liberté individuelle	172
INFRACTIONS— Acte concernant	- 1	Violence ou intimidation	172
les 1	170	Suivre quelqu'un ou épier une maison,	
Actions qui tam dans la province de Québec		etc	173
—Discontinuation des 1	178	Attaque à la suite de coalition	172
	73	Pour empêcher la vente ou le trans-	
	178	port de produits, etc	172
Conspirations et fraudes 1	77	Empêcher des enchères sur des terres	
A .	177	publiques	174
Détruire des livres, etc., pour frauder des		Voies de fait sur des matelots, etc	172
	77	Magistrats-Personnes qui ne pourront	
	77	agir comme	173
	74	Menaces	170
Contrats avec le gouvernement-Fraudes		Accuser ou menacer d'accuser d'un crime	171
	176	Demander de l'argent, etc., avec	170
	176	Forcer à signer un acte, etc	171
	76	Il n'importe pas par qui elles doivent	
Donner ou offrir de l'argent à un soumis-		être exécutées	171
	176	Lettres demandant de l'argent, etc., avec	170
Employé public recevant de l'argent	_	Menaçant d'accuser d'un crime	170
	176	Menaçant de meurtre	171
	176	Ou d'incendier ou détruire une mai-	171
	177	son, etc	171
	177	Ce qui constitue l'envoi de ces lettres	171
	174	Prévarication des officiers de justice	178
En arrêtant l'approvisionnement de gaz		Méfaits de shérifs, coroners, etc Prévenu refusant de subir son procès de-	178
	174	vant les juges de paix	173
En entravant la circulation sur un che-		• • •	113
	174	MENACES, etc.—Acte modifiant l'Acte con-	10
	174	cernant lesAnn.	10
	174	Art. 11 du chap. 173, S.R.C., abrogé et	10
	l 7 5 l 75	remplacé	10
Pas nécessaire que la malice soit con-	113	Tenter d'empêcher de travailler à bord des navires	10
	175	Emprisonnement	10
Définitions—	113	MENDIANT—	10
		Quand il sera réputé vagabon'	50
	174	MER—	-
	173	Arrestation en Canada pour crime commis	
	170	en	188
Description de l'infraction et preuve de	173	Décès en Canada de blessures reçues en	181
*	170	Infractions commises dans la juridiction de	
Dispositions relatives any contrats, seront	173	l'Amirauté d'Augleterre, comment ju-	
affichées par certaines compagnies	- 1	gees	181
and the second s	175	METAUX-	
Amende pour défaut de les afficher ou les	110	Vol de	83
24 22	175	Voir Larcin.	
	177	Propriété des, comment décrite dans un	
Fraudes à l'égard des contrats et affaires	```	acte d'accusation	212
	176	METTRE EN CIRCULATION—	
	176	Des monnaies contretnites	134
4 4444444 4444444 44444444 444444444444			
_	177	Voir Monnaies.	
Contre des créanciers I	177 177	Voir Monnaies. Des écrits on docum nts fab iqué:	104

XXX INDEX.

MEURTRE-		MONNAIES—Suite.	
Voir Crimes et délits contre les per-		Colorer de la monnaie ou des médailles	,
sonnes.		pour les faire passer pour de l'or ou	
MINERAI—		de l'argent	133
Propriété du, comment décrite dans un acte	;	Ou pour de la monnaie de plus grande	100
d'accusation	212	valeur	133
Vol de		Contrefaçon, quand réputée consommée	138
Voir Larcin.		Définitions—	
MISE EN JUGEMENT-		" Monnaie de billon ''	132
D'un prisonnier en vertu de l'Acte des pro-		"Monnaie courante"	132
cès expéditifs—procédures à suivre	280	"Monnaie de cuivre courante"	132
D'un prévenu en vertu du même acte	289	"Monnaie d'or ou d'argent courante"	132
Des jeunes délinquants	297	"Monnaie fausse ou contrefaite"	132
Ne libère pas la caution	363	Limailles de monnaies—Possession illégale	
MŒURS ET TRANQUILLITE PUBLI-		de Monnaie contrefaite—Achat ou vente de	134
QUES—Acte concernant les crimes		Avoir en sa possession de la	13 4 135
et délits contre les	48	Exportation de	134
Connaissance charnelle d'une idiote	48	Importation de	134
Er gager une femme ou fille à se prostituer	49	Mettre en circulation de la	134
L'attirer dans un mauvais lieu	49	Ou n'ayant pas le poids	134
Délit et punition	49	Récidives	135
Recherche de la personne attirée, et pro-		Monnaie de cuivre-Contrefaçon, achat	
cédure	49	on vente de	135
Induire une fille à fréquenter une maison		Emission de monnaie illégale	140
dans un but de prostitution	48	Amende et recouvrement	140
Si elle a moins de 12 ans	49	Emploi des amendes	140
Si elle a plus de 12 et moins de 16 ans	49	Fabrication on importation sans autori-	
Punition	49	sation	139
Doute raisonnable au sujet de l'âge Séduction d'une mineure de 16 ans	49	Saisie et confiscation	139
D'une idiote	48	· Amende, quand imposée et de qui re- couvrée	
Tentatives de séduction	48	Mise en circulation de	139
Sous promesse de mariage	48	Monnaies d'or ou d'argent—Contrefaçon	139
Punition	48 48	de	133
Sodomie et tentatives de	48	Affaiblir des	133
Punition	48	Dégrader des monnaies en y imprimant	100
Témoignage dans les poursuites, doit être	10	des mots	136
corroboré	49	Les mettre en circulation	136
Défendeur témoin compétent	49	Introduire en Canada des monnaies con-	
Prescription des poursuites	49	trefaites	136
Vagabonds, libertins ou débauchés-Qui		Monnaies étrangères-Fabriquer des13	6-37
sera réputé	50	Fausses-Introduire en Canada de	136
Arrestation et punition des	51	Possession de	137
Les juges de paix peuvent les faire arrêter	51	Punition pour émission de Première récidive	136
Où ils seront détenus	51		136
Art. 3 du c. 157, S.R.C., modifiéAnn.	9	Monnaies supposées affaibties ou contre-	137
Connaître charnellement une aliénée	9	faites, peuvent être coupées	138
Art. 4 abrogé et remplacé Ann.	9 9	Contestation, comment décidée	138
Séduction sous promesse de mariage	9	Les préposés du revenu les détruiront	138
MOIS-		Offrir des monnaies ou médailles étran-	
Signification de ce mot dans un acte		gères comme monnaie courante	135
	4	Outils de faussaire—Faire, réparer ou avoir	
MONNAIES-Actes concernant les infrac-		des	137
tions relatives aux	132	En apporter au Canada	138
Avoir en sa garde ou possession	132	Procédure—	

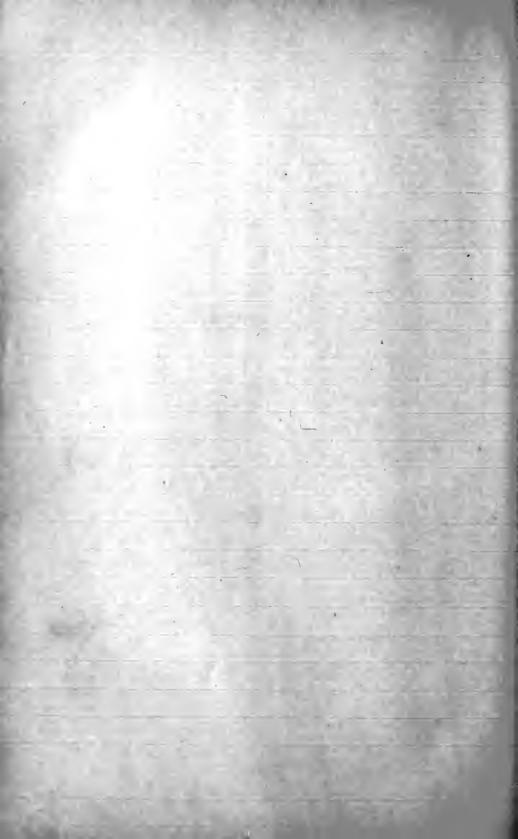




MONNAIES—Suite.		NAISSANCE-	
Acte d'accusation pour achat ou vente		Cacher la naissance d'un enfant	72
de monnaie contrefaite	210	Falsifier ou mutiler un registre de	117
Arrestation des faux monnayeurs sans		Sur accusation de meurtre d'un enfant,	
mandat	187	verdict peut être pour suppression de	
Destruction de la fausse monnaie	233	part	227
Différence de date entre la monnaie fausse			
et réelle n'exonère pas	231	NAVIRE—	
Lieu du procès pour circulation de fausse		Dommages malicieux aux	152
monnaie	186	Placer des matières explosives près d'un	66
Preuve de la fausseté de la monnaie,		Vol sur un	87
comment faite	238	NEGLIGENCE—	
Recherche	194	Causer une lésion corporelle par	69
Ce qui en sera fait	194	Mettre le feu à une forêt, etc., par	143
Saisie de la fausse monnaie et des outils.	194		
MORALITE -		NOUVEAU-BRUNSWICK—	
D'un accusé pour récidive—le poursuivant		Appel d'une conviction sommaire, à quelle	
peut fournir la preuve d'une condam-		cour interjeté	321
nation antérieure, en réponse	232	Définitions de—	
MORT CIVILE—	-0-	" Cour," dans l'Acte des criminels fugi-	
Plaidoyer de, ne peut être admis comme fin		tifs, signifie la Cour Suprême	446
de non-recevoir	218	"Cour des cas de la Couronne réservés".	180
Sauf pour trahison, pas d'exhédération	210	"Cour supérieure"	5
pour arrêt de	379	"Deux juges de paix ou plus," ou "les	
	010	juges de paix," dans l'Acte des jeunes	
MUNITIONS PUBLIQUES—Acte concer-		délizquants	296
nant lesAnn.	3	"Magistrat," dans l'Acte des procès	
Abrogation du chap. 170 des Statuts revisés	6	sommaires	286
Annexe-Indication des marques	6	Emploi des amendes dans le29	4, 30
Ce qui constitue la possession de munitions	3	Liste des cautionnements confisqués à dé-	
Défense de chercher des munitions près des		poser dans la cour Suprême	363
vaisseaux de Sa Majesté, etc	5	NOUVEAU PROCES—	
Punition des contraventions	5	Quand il peut être accordé ou refusé Ann.	12
Définitions—			
"Département public "	3	NOUVELLE-ECOSSE—	
"Juges de paix "	3	Appel d'une conviction sommaire, à quelle	
" Munitions"	3	cour interjeté	321
"Munitions publiques"	3	Définitions de-	
Délinquants peuvent être punis en vertu		"Cour," dans l'Acte des criminels fugi-	
d'autres actes	5	tifs	446
Emprisonnement en vertu de cet acte	6	"Cour des cas de la Couronne réserves".	180
Marques à appliquer sur les munitions de		"Cour supérieure"	5
Sa Majesté	3	"Deux juges de paix ou plus," ou "les	
Usage illégal de ces marques	4	juges de paix," dans l'Acte des jeunes	
Les oblitérer ou encher illégalement	4	délinquants	503
Garder ou vendre des munitions ainsi		"Magistrat," dans l'Acte des procès	
marquées	4	sommaires	286
Connaissance présumée de l'existence des		Emploi des amendes dans la2	14=31)]
marques	4	Liste des causes criminelles pour le grand	
Punition si la valeur ne dépasse pas \$25.	4	jury	240
Perquisition sur les personnes, etc	5	Et des cautionnements confisqués à	
Quand l'officier sera réputé autorisé à la		déposer	363
faire	5	Prisons publiques et de réforme dans la	450
Preuve de l'engagement d'un soldat, mate-		Sentence des criminels déclarés coupables.	
lot, etc	5	quand elle peut être prononcée	250
Preuve que les munitions ont été obtenues		NUISANCE—	
légalement	-1	Mesures preliminaires à un acte d'accusa-	
Le possesseur antérieur peut être cité	-4	tion pour	216

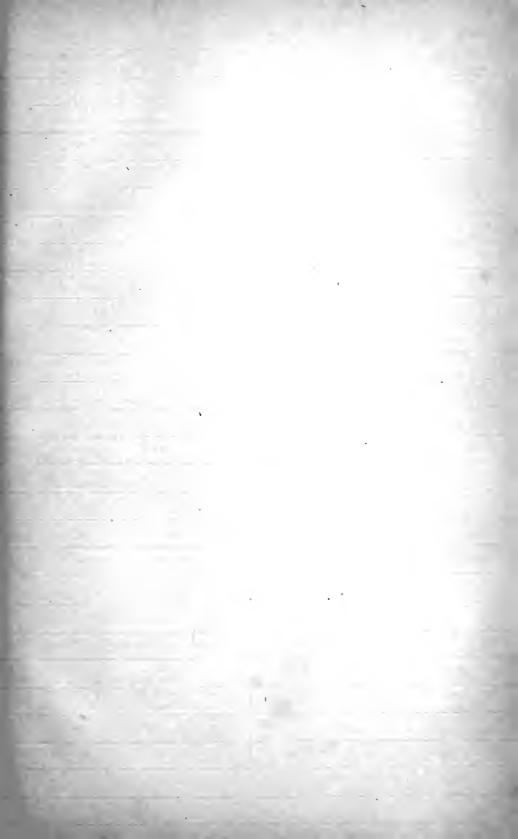
NUIT-		ONTARIO -Suite	
Définition de la, relativement aux effrac-		Définitions de-	
tions, etc	77	"Cour," dans l'Acte des criminels fugi-	
Entrer dans une maison d'habitation, la		tifs	446
nuit, avec intention de commettre une		"Cour des cas de la Couronne réservés".	180
félonie	86	"Cour supérieure"	5
Etre armé on déguisé, avec intention d'ef-		"Deux juges de paix ou plus," ou "les	
fraction	86	juges de paix," dans l'Acte des jeunes	
Arrestation d'un délinquant pris en flagrant		délinquants	290
délit, la	187	"Magistrat," dans l'Acte des procès som-	
On couché ou rôdant dans une cour, etc.	187	maires	286
OBJECTION—		Emploi des amendes dans294,	301
A un acte d'accusation, quand elle doit		Liste des cautionnements confisqués à dé-	
être soulevée	217	poser en cour	363
OBJETS INDECENTS-		Prisons publiques et de réforme dans	409
Exposition dans les rues, etc	50	Procédure dans les causes criminelles, dis-	
	00	positions spéciales à	248
OBLIGATION—	00	Procès expéditifs dans	280
Vol d'une, par un employé de banque	90	PAIX AUX ASSEMBLEES PUBLIQUES—	
Fabrication	112	Acte concernant le maintien de la	3,
OBLIGATION CAUTIONNEE—		Désarmement de ceux qui assistent à une	
A signer par un témoin dans une enquête		assemblée publique	3
faite par le coroner	203	Punition pour refus de livrer une arme	3,
A souscrire par le poursuivant et les		Restitution des armes en certains cas	3
témoins	199	Destruction ou perte des armes	3
Sera signée par le juge de paix	199	Guet-apens—Punition du	38
Le témoin refusant de la souscrire peut	***	Juges de paix-Pouvoirs des, au sujet des	
être envoyé en prison	199	armes	3
Si le juge de paix refuse d'incarcérer un	000	Pas responsables de leur perte	3
prévenu pour certains délits	200	Poursuites—Prescription des	38
doit avoir lieu le procès	207	Punitions—Pour refuser de livrer une arme.	31
De ne pas se battre comme boxeur	40	Guet-apens	38
Doit être transmise à la cour compétente	204	S'approcher armé d'une assemblée	38
D'un prévenu sur ajournement de l'instruc-	204	Voies de fait	38
truction préliminaire	197	PAIX DANS LE VOISINAGE DES TRA-	
Formule	262	VAUX PUBLICS—Actes concernant	0.0
Procédure si le prevenu fait défant	197	le maintien de la	29
Formule du certificat de non-comparution	20.	Actions contre ceux qui agissent en vertu de l'acte—Prescription des	36
à inscrire au verso de l'obligation	263	Application de certains actes	38
Sur ajournement d'un procès sommaire	293	Armes, seront livrées au commissaire	30
Procédure s'il ne comparaît pas	293	Ou saisies si elles ne le sont pas	30
Fabrication d'une, est une félonie	114	Mandat de perquisition	31
Nulle en certains cas	203	Droit d'entrer dans les maisons	31
Souscrire une, au nom d'une autre per-		Confiscation des armes	31
sonne	116	Punition pour en porter ou cacher	30
Valide, même si le procès a lieu ailleurs	207	Arrestation pour port illégal	31
OFFICIERS DE JUSTICE-		Emprisonnement	31
Prévarication des, dans l'exécution de leurs		Rapport mensuel à faire	32
devoirs	178	Restitution si elles sont volontairement	
	110	livrées	32
ONTARIO—		Vente ou destruction des armes confis-	
Appel d'une conviction sommaire, à quelle		quées	31
cour interjeté	321	Cités, exemptées de l'opération de l'acte	30
Application de la loi criminelle d'Angle-		Commissaire, réputé juge de paix	35
terre à	11	Défendeur et son épouse sont des témoins	
Cour d'appel et Haute cour de Justice dans	5	compétents	35





AIX DANS LE VOISINAGE DES TRA-	PARJURES—Suite.	
VAUX PUBLICS—Suite.	Faire un faux affidavit en dehors d'une	
Définitions—	province où il doit en être fait usage	43
" Arme " 29	Commis à un procès pour félonie, etc	
"Commissaire" 29	preuve du procès	237
"District, comté ou lieu " 29	Formule d'accusation de parjure	207
"Le présent acte" 29	L'accusateur doit s'engager à poursuivre	
"Liqueur enivrante" 29	ou témoigner	210
"Travaux publics" 29	Parjure d'après le droit commun	42
Dénégation générale	Procédures devant un juge de paix	200
Liqueurs enivrantes-Prohibition de la	Punition du parjure, 14 ans d'emprisonne-	
vente des 32	ment	42
Exception 32	Témoignages, tous essentiels dans les cas	
Agent responsable comme le principal 32	de parjure	43
Pénalité pour contravention 32	Un juge peut ordonner de poursuivre le	
Perquisition et saisie sur dénonciation 33	parjure	43
Assignation du propriétaire 33	Emprisonnement ou admission à caution	43
Confiscation et destruction33, 34	Venue dans les cas de parjure	184
Attestation de leur destruction 33	PEINES, PARDONS ET COMMUTA-	
Condamnation sommaire 33	TIONS DE SENTENCES - Acte	
S'il n'y a pas de boutique ou comptoir. 33	concernant les	373
Si le propriétaire est inconnu 34	Amendes pour infractions, à la discrétion	
La saisie sera annoncée avant la des-	de la cour	378
truction des liqueurs 34	Annexe -Certificat du chirurgien consta-	
Cas où la liqueur sera restituée 34		381
Il ne sera pas nécessaire de prouver l'es-	Déclaration du shérif attestant l'exé-	
pèce de liqueur vendue 35	ention	38
Ni la connaissance personnelle de la	Cantionnements-Plainte dans le but	
ven te 35	de faire donner caution de garder la	
Pas de poursuite pour le prix des li-	paix	38:
• queurs 34	·	
L'e prix payé peut être répété du vendeur 34		38.
Prescription des actions 36		
Procedures et pouvoirs des commissaires	cautions	38
et juges de paix		
Défendeur et son épouse peuvent témoi-	modifiées	58
gner 35		37
Informalités n'invalident pas les 35		378
Proclamation déclarant l'acte exécutoire 30	•	
Exception pour les cités 30		378
Révocation et remise en vigueur 30		
Les tribunaux, etc , en prendront con-	avis au juge	37
naissance 30		378
Venue, etc		38
PAIX PUBLIQUE—Infractions à la-Voir	Certificat du chirurgien attestant la mort	0.
Emeutes, 17.	d'un exécuté	38
PARDONS-Voir Peines, pardons et commu-	Commutation de sentence	37
tations, 372.	La sentence de mort peut être commuée.	375
PARIS ET VENTES DE POULES-Voir	Forme et effet de la commutation	37
Loteries, 56.	Confiscation de choses causant la mort,	9 ~
PARJURE—Acte concernant le	abolie	37
Ce qui constitue le parjure		38
Jurer faussement		38
Faire un faux exposé de faits sous ser-	Emprisonnement pour intractions non pu-	
ment		37
Omission volontaire d'un fait dans un	A perpétuité	37
aflidavit4		37
	1	-

PEINES, PARDONS ET COMMUTA- TIONS DE SENTENCES—Suite.		PEINES, PARDONS ET COMMTUTA- TIONS DE SENTENCES—Suite.	
Sur conviction sommaire	375	Si le délinquant peut être puni en vertn	
Au pénitencier	376	de deux actes	372
Commencement	377	Ne sera pas puni deux fois pour le	0.3
Dans une prison commune	376	même fait	372
Discipline des prisonniers	377	Réclusion solitaire abolie.	378
Durée à la discrétion de la cour	376	Règlements par le Gouverneur au sujet	310
Par une cour martiale	376	des exécutions	380
Pour récidive après une félonie	375	Seront soumis au parlement	381
Sentences cumulatives.		Sentence subie équivant à un pardon	
Travaux forcés	376	Elle met fin aux procédures	380· 380·
	376		
Exécutions, auront lieu dans l'enceinte des murs de la prison	373	Prérogative royale sauvegardée	380
Adjoints du shérif, etc., peuvent agir	374	PENITENCIER—	
Le sherif, etc., y assisteront	373	Emprisonnement dans un	376
Les juges de paix, etc., peuvent y as-	0.0	Voir Peines, pardons, etc.	
sister	374	Evasion d'un	44
Constatation de la mort par le chirurgien.	374	Voir Evasions et délivrances.	
Déclaration à signer par le shérif, etc	374	Témoin incarcéré dans un	234
Sera transmise au Secrétaire d'Etat	375	PENITENCIERS—Acte concernant les	385
Punition pour fausse déclaration		Aliénés-Quartier des, au pénitencier de	
Enquête du coroner	375	Kingston	403
	374	Enquête sur l'état mental d'un prison-	200
Les officiers de la prison ni les prison-	074	nier	404
niers ne peuvent être jurés	374	Prisonnier alièné à l'expiration de sa	
Inhumation du corps	374	peine	403
Légalité des exécutions	375	S'il recouvre la raison, mise en liberté	403
Mise à exécution de la sentence de mort	375	Rapport du médecin sur les cas d'aliéna-	
Formules à suivre—Voir Annexe.		tion	403
Fouet, quand il sera infligé.	377	Transfèrement en cas d'aliénation men-	•
Les femmes ne seront pas fouettées	378	tale	403
Maisons de réforme—Quels délinquants	050	Peut être ordonné par le lieutenant-	
pourront être incarcérés dans les Durée de la détention et travail		gouverneur	403
	377	Cas particulier de transfèrement dans	
Mandat d'emprisonnement à défaut de	000	Ontario	404
cautions	38 3	Si le lieutgouverneur n'y pourvoit	
Mort civile—Arrét de	379	pas	404
Pas d'exhédération, sauf pour trahison.	379	Annexe-Liste des salaires des officiers et	101
L'héritier peut entrer en possession		employés des pénitenciers	404
après le décès du coupable	379	Arbitrage en cas de différend entre le	101
Pardons	379	préfet et des fournisseurs	393
Effet du pardon	379	Asiles, etc., sous le contrôle du ministre	000
Si la détention est ponr dette	379	de la Justice	385
Peine capitale, quand infligée	372	Cellules pénales	398
Sentence pour crime de trahison	372	Châtiment corporel limité à soixante coups	330
Pour meurtre	373	de fouet	400
Sur conviction ou aveu de culpabilité	372	Comptable—Nomination et fonctions	390
Exécution de la sentence de mort	373	Audition des comptes	390
Dans l'enceinte des murs de la prison.	373		390
Rapport à faire par le juge, et sursis	373	Pouvoirs du Détenus—Traitement des	397
Traitement des condamnés à mort	373		301
Pilori aboli	378	Costumes, nonrriture, lit, réclusion	397
Plainte à l'effet de faire donner caution de		solitaire	403
garder la paix	382	Aliénés	
		Décédés, ce qui sera fait de leur corps	403
Punition, n'a lieu qu'après conviction	372	Femmes, scront tenues dans un quartier	200
Degré de la, à la discrétion de la cour	372	séparé	398



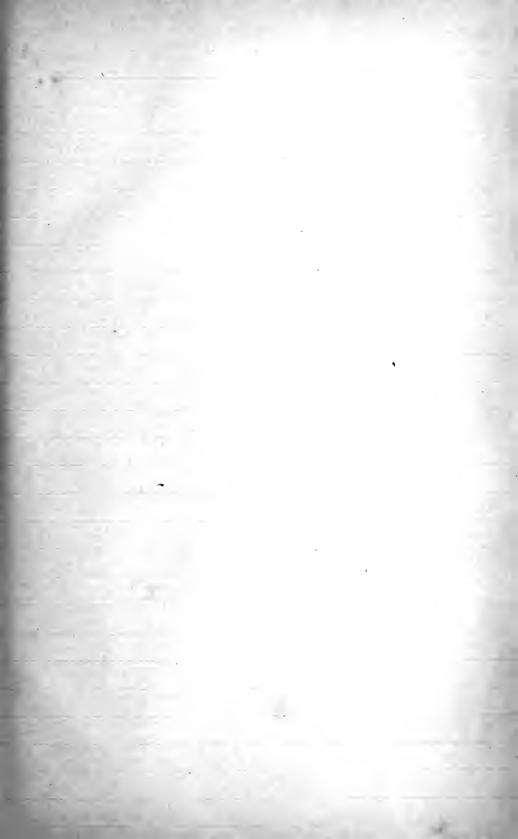


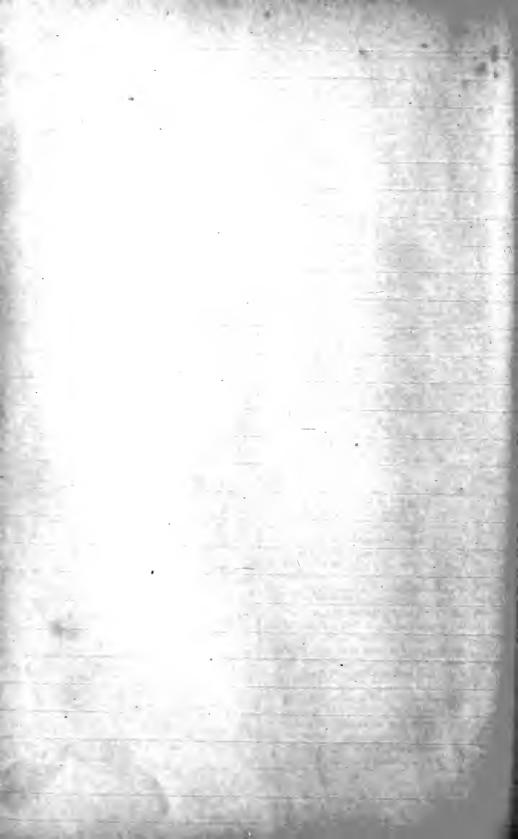
PENITENCIERS—Suite.		PENITENCIERS—Suite.	
Rémission partielle de peine qu'ils peu-		Argent gagné par les détenus	405
vent gagner	3 99	Liqueurs spiritueuses	40
Travail des détenus : obligatoire et vo-		Défense d'en introduire dans un péni-	
lontaire	398	tencier	40
Défense de louer leur travail	398	Et d'en donner aux prisonniers	40
Jours de fête pour les	398	Liste des infractions à dresser	400
Effets des prisonniers à leur entrée	402	Liste des détenus	39
Seront gardés pour eux ou vendus s'ils		Ministre de la Justice, aura le contrôle des	
le désirent	402	pénitenciers, etc	38
Enquêtes du coroner en certains cas	402	Des Travaux publics, aura le contrôle	
Entrée dans un pénitencier sans autorisa-		des édifices	38
tion	400	Nourriture des détenus	39
Amende ou emprisonnement	400	Officiers-Enquêtes sur la conduite des	380
Défense d'approcher par eau d'un péni-		Pénitenciers, prisons, etc., sous le contrôle	
tencier	401	du ministre de la Justice	38
Examens et enquêtes par l'inspecteur	389	Choses qui sont réputées faire partie des.	38
Enquête sur la conduite des officiers	389	Et rues et voies publiques	38
Pouvoir d'entrer dans les institutions	389	Confection et réparation des	38
Rapport spécial par une autre personne		Enumération et désignation des	38
chargée de les faire	389	Gouverneur en conseil peut créer des	38
Femmes-Quartier séparé pour les	3 98	Se. ont particuliers aux provinces	38
Hôpitaux, etc., sous le contrôle du minis-		Voies de communication entre les par-	
tre de la Justice	385	ties des	38
Infractions et péualités	399	Préfets et autres officiers-Nomination des	39
Défense de donuer certaines choses aux		Arbitrage en cas de différend avec des	
détenus	400	fournisseurs	393
Amende pour infraction	400	Constituent une corporation par eux-	
Liste des infractions par l'inspecteur	400	mêmes	39.
Punition des voies de fait sur les officiers	39 9	Etat des recettes et dépenses par le pré	
Règles de discipline à fairc	400	fet et le comptable	39
Châtiment corporel limité	400	Attesté sous serment	39
Inspecteur-Nomination	387	Serment du garde-magasin	39
Devoirs: visite des pénitenciers	387	Formules des serments, et devant qui	
Procès-verbal de ses visites	387	prêtés	39
Dressera une liste des infractions à la		Le préfet peut nommer certains em-	
discipline	400	ployés et les destituer	39
Et l'affichera dans les cellules	400	Et imposer des amendes pour négli-	
Fera des règlements pour les pénitenciers	388	gence	39
Et des règles de discipline	400	Salaire des employés suspendus	39
Ne peut faire de fournitures aux péni-		Ne feront pas de fournitures aux pêni-	
tenciers	392	tenciers	393
Pouvoirs: entrée dans les pénitenciers	3 89	N'exerceront pas d'autre état	39:
Faire des enquêtes sur la conduite des		Et n'achèteront ou vendront rien aux	
officiers	389	détenus	391
Assigner des témoins et punir les ré-		Obligation cautionnée à fournir par les	39:
calcitrants	389	Officiers nommés par le ministre de la	
Rapport unnuel et ce qu'il contiendra	388	Justice	396
Rapport spécial sur les améliorations		Penvent être suspendus par le préfet.	391
ou réparations	389	Pouvoir de l'inspecteur de suspendre	
Copie au ministre des Travaux publics	389	eertains officiers	390
Sera juge de paix	388	Pouvoirs et devoirs des préfets	30
Jours de fête dans les pénitenciers	398	Par qui remplacés en leur absence	39
Libération des détenus, quand différée	401	Propriétés immobilières et affaires en	201
Liste à faire le Ier avril	401	leur nom Administration des immenbles	39; 39;
Si la sentence expire un dimanche Vêtements et argent à fournir aux libérés.	402	Retirerent les créances	
r coments et argent a fournir aux fiberes.	402	ACHICIONA les cleanees	390

PENITENCIERS – $Suite$.		PENITENCIERS - Suite.	
Livres, etc., appartiennent au péni-		Règlements au sujet des—	
tencier	393	Salaires	1
Salaires des préfets	392	Gratifications	1
Serment d'allégeance et d'office	392	Logement et terrains	1
Prisonnières, seront séparées des hommes.	398	Uniformes	1
Prisonniers-Conduite, réception et trans-		Vente d'effets aux officiers	1
fèrement des	395	Et généralement	1
Autorisation pour la translation des	395	Revenants-bons	1
Pouvoirs du shérif conduisant les	396	Logement et terrain	1
Main-forte en cas d'évasion	396	Travail des détenus	1
Réception et détention des	395	Uniforme	1
Transférement des condamnés à mort		Salaires, seront fixés par le Gouverneur en	
dont la peine est commuée	396	conseil	1
Autorisation suffisante pour le préfet		Augmentation facultative	1
de les recevoir	396	Quand payable	1
Translation d'un pénitencier ou d'une		Quand elle commencera	1
prison	395	N'aura pas lieu si le maximum est	
Rapport annuel par le ministre de la Jus-		atteint	1
tice	385	Droits acquis sauvegardés	1
Réclusion solitaire	397	PERQUISITION-Voir Mandats.	
Remise de peine pour bonne conduite	399	PERSONNE—	
Accroissement des rémissions	399	Ce que comprend cette expression dans un	
En cas de maladie	399	acte	
Perte des rémissions pour infractions	3 99	PERSONNES—	
Tabac-Défense d'en donner aux détenus	401	Voir Crimes et délits contre les, 63.	
Titre abrégé	385	PERSONNES ADMINISTRANT LES LOIS	
Travail des détenus	398	CRIMINELLES—	
Tramways-Construction de, à l'usage		Voir Actions contre les, 426.	
• des pénitenciers	387	PEUT OU POURRA—	
Avis à la municipalité	387	Ces expressions dans un acte signifient que	
Translation des prisonniers	395	la chose prescrite est facultative	
Des jeunes détenus incorrigibles, d'une		PIEGE A HOMME—	
réforme	397	Tendre un, avec intention de faire une	
Ou du pénitencier à une prison de		lésion corporelle	6
réforme	397	Exception pour les pièges à bêtes	6
Pouvoir du shérif, etc	396	PILORI—	
Visiteurs qui auront droit de visite	394	Peine du, ne doit être prononcée par aucun	
Voies de fait sur les officiers, comment		tribunal	37
punies	399	PLAINTE—Voir Dénonciation.	
PENITENCIERS - Acte modifiant l'Acte		POIGNARDS—	
desAnnex	e 14	Punition de ceux qui en portent	2
Art. 27 du chap. 182, S.R.C., modifié	14	Voir Armes à feu.	
Art. 33 abrogé et remplacé	14	POISON—	
Annexe abrogée et remplacée	16	Voir Empoisonnement; Crimes et délits	
Nouvelle annexe	17	contre les personnes, 64.	
Définitions-		POLICE DU CANADA—Acte concernant	
"Maîtres de métier"	1.4	la	42.
" Officier"	14	Agents de police—Pouvoirs et devoirs des.	42
Gratification accordée en certains cas	14 15	Amende pour inconduite	42
Montant de la		Emploi des amendes	42
Accroissement si l'infirmité résulte d'une	15	Commissaires de police—Nomination de	42
blessure reçue au service	1.6	Devoirs des	42
A la veuve et aux orphelius	15	Pouvoirs des, pour la mise à exécution	
Chiff.e de la gratification	15	des lois du Canada	42
Accroissement en certains cas	15	Règlements, salaires et compte annuel au	10
coolons on certains cas	16	parlement	42

PONTS ET VIADUCS-		PREUVE—Suite.	
Dommages aux	149	Copie ou extrait certifié par autorité	
POUDRE-		compétente	429
Lésion corporelle au moyen de la	66	Proclamations, etc., des lieutenants-gou-	
Détruire, ou tenter de détruire, une maison,		verneurs	430
etc., au moyen de la	143	Exemplaire de la Gozette Officielle	430
Placer de la, près d'un navire, pour l'en-		Ou imprimé par l'imprimeur du gou-	
dommager	153	vernement	430
POURVOI EN REVISION -		Copie ou extrait certifié par autorité	
Comment attesté et rapporté	247	compétente	430
Procédure de la cour de revision	247	Registres publics, copie certifiée fait foi	431
Sur quels motifs ils doivent être fondés	247	Secrétaire d'Etat-Signature du, fait foi	430
Suspend l'exécution de la sentence dans		Statuts provinciaux—Connaissance judi-	100
Québec	247	ciaire des	429
PRATIQUE—		Exemplaire fait preuve du texte	429
Voir Procédure dans les affaires crimi-		Titre abrégé	429
nelles.		PREUVE—	
PRESCRIPTION DES POURSUITES—		An sujet des criminels fugitifs	450
Pour amende ou confiscation en vertu de		Dépositions admises comme	451
tout acte ne spécifiant pas de délai, 2		Aveu d'un prévenu considéré comme	
ans	371	preuve contre lui	198
Attroupement tumultueux et résistance,		Certificat de condamnation, fait preuve que	
12 mois.	17	le procès a en lieu	237
Célébrer un mariage en contravention à		Et peut être faite contre un témoin, s'il	0.00
une loi provinciale, 2 ans	61	la nie	238
Cruanté envers les animanx. 3 mois	167	De condamnation sommaire fait foi dans	20.5
Délits punissables sur conviction som-		nn procès pour infraction subs' quente.	325
maire, lorsque le délai n'est pas fixé	200	Dans le cas d'infanticide	23
par l'acte, 3 mois	306	Déclaration d'un prévenu, fait preuve	237
Et dans les territoires du Nord-Ouest		contre lui	53
et partie du comté de Saguenay, 12	306	De jeu illicite	5.
mois Fraude à l'égard des contrats avec l'Etat,	900	Ou qu'une maison est une ma son du jeu.	5.
2 ans	177	De l'absence d'autorisation de publication	73
Garder des armes dans un but dange-	111	d'un libelle Du rapport d'une assemblée législative,	- 10
reux	24	sur poursuite pour publication d'ex-	
Infractions à l'Acte concernant le main-	24	traits	7-
tien de la paix dans le voisinage des		De l'accusation, dans le cas d'extradition	439
travaux publics, 6 mois	36	Par des dépositions faites à l'étranger	439
Et près des assemblées publiques, 12	•	Qui justifie l'incarcération du fugitif	439
mois	38	Sera transmise au ministre de le Justice	438
Séduction, etc., 1 an	49	De la connais ance charnelle	23
Mariage feint, 1 an	61	De la déposition d'un témoin	239
Offrir une récompense pour la restitution		De déclarations contradictoires par un	
d'objets volés, 6 mois	100	témoin	233
Usage abusif d'armes à feu, etc., I mois	22	De l'engagement d'un soldat ou matelot,	
PREUVE-Acte concernant la	429	sons l'Acte des munitions publiques Ant	n. l
Copies certifiées	429	De l'espèce précise de liqueurs vendues	
Preuve de l'écriture pas exigée	430	près de travaux publics, pas nécessaire	
Gazette du Canada, fait foi des originaux	431	dans la poursuite	33
Interprétation de l'acte	431	De la fausseté de la monnaic	23
Lois provinciales relatives à la preuve,		De la possession d'effets volés antérieure-	
s'appliquent	431	ment à une accusation de recel	23
Preuve prima facie des proclamations, ar-		Et de condamnation autérieure pour	
rêtés, etc., du Gouverneur général	429	fraude	23
Exemplaire imprimé par l'imprimeur de		De la propriété des bais de construction,	0.0
la Reine	129	etc	23

PREUVE-Suite.		PRISONS PUBLIQUES ET DE REFORME	
De la possession légale des bois, etc., re-		-Acte concernant les	406
tombe sur l'accusé	238	Définition-" Lientenant-gouverneur "	406
Des actes provinciaux	429	Discipline	408
Des écritures, par comparaison	239	Note de la conduite des prisonniers au	
Des statuts imprimés par l'imprimeur de la		sujet de la	408
R ine	8	Pouvoir du juge de condamner un pré-	
Les juges de paix, etc., doivent en pren-		venu à la prison	408
dre judiciairement connaissance	8	Rémission de peine pour bonne conduite	409
D'une condamnation antérieure	232	Perte de la rémission pour infractions.	409
Fabriquer des actes constituant une preuve		Emploi des prisonniers	407
en vertu d'un acte du parlement	115	Discipline et surveillance	408
Nécessaire pour décerner un mandat d'ex-	100	Hors de l'enceinte de la prison	408
tradition	438	L'endroit du travail fait partie de la prison	408
Porter un pistolet, etc., constitue preuve		Règlements par le lieutgouverneur	407
pr må facie d'intention de blesser quel- qu'un	21	Partie I—Dispositions générales	400
Possession d'or fondu, etc., par un mineur,	41	Partie II—Dispositions applicables à	
fait preuve $pr \cdot m\hat{a}$ fac e qu'il l'a volé	84	Ontario	409
D'effets par un facteur ou agent, fait	01	Partie III-Dispositions applicables à	
preuve qu'ils lui ont été confiés	93	Québec	417
Si elle est insuffisante lors de l'audition		Partie IV—Dispositions applicables à la	
préliminaire, libération du prévenu	198	Nouvelle-Ecosse	420
Si elle est suffisante, incarcération	198	Partie V-Dispositions applicables à	
Procedure si elle est insuffisante lorsque		l'Ile du Prince-Edouard	422
le prévenu a été arrêté dans un autre		Prison pas sûre	406
district que celui où le crime a été		Le lieutgouverneur peut y substituer	400
commis	202	une prison voisine	406
PREVARICATION-		Effet de la proclamation quant aux prisonniers	400
Des officiers de justice chargés de l'exécu-		Transfert des prisonniers à la prison	
tion de brefs, etc	178	substituée	406
PRISON—		Où aura lieu le procès des prisonniers	
Cour des Sessions pas obligée de faire éva-		transférés	40
euer la	248	Pouvoirs de la cour et des juges	407
Personnes trouvées coupables dans les ter-	240	Proclamation révoquant la première	407
ritoires non-organisés, peuvent être		Retransfert des prisonniers en consé-	40
envoyées à toute prison d'Ontario	183	quence	40
Dans Gaspé, à toute prison commune du		lle du Prince-Edouard-Dispositions ap-	
district	183	plicables à l'	422
Prisonniers, seront soumis à la discipline		Maison de réforme	423
de la	377	Jeunes délinquants qui peuvent y être	422
Conduits d'un pénitencier à une	395	envoyés En attendant leur procès	423
· Translation des prisonniers à la-Disposi-		Punition pour infraction des règlements	423
tions relatives à la	202	Prison du comté de Queen's	423
Si la prison n'est pas sûre	205	Translation de certains prisonniers à la	423
Pour subir leur procès dans le district où le crime a été commis	005	Devoir du shérif à ce sujet	423
	205	Juridiction sur ces prisonniers	423
Si la peine de mort ou d'emprisonnement a été prononcée	205	Nouvelle-Ecosse—Dispositions applicables	
Procédure si le prévenu est déjà incar-	20.0	ù ła	420
ceré	206	Ecole d'industrie d'Halifax, pour les	
D'un témoin dans un pénitencier on une	200	protestants	420
prison	234	Jeunes délinquants qui y seront en-	
		voyés	420
PRISON CENTRALE D'ONTARIO - Voir		Seront instruits et apprendront des mé-	
Prisons publiques, 409.		tiers	420

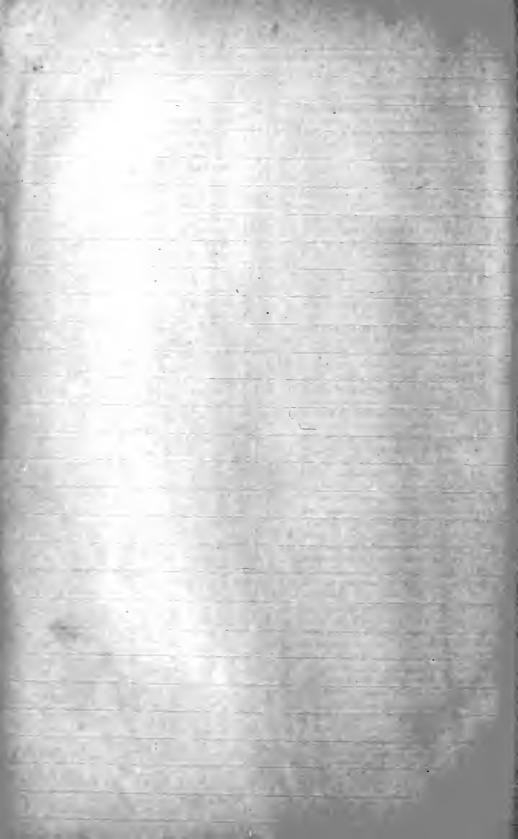




RISONS—Suite.		PRISONS—Suite.	
	420	Détenu dangereusement malade à l'ex-	
	420	piration de sa peine, ne sera pas	
Ecole de réforme d'Halifax, pour les	400	renvoyé	415
•	420	Incarcécation dans la prison jusqu'à ce	
Jeunes délinquants qui y seront en-	400	que le délinquant y soit envoyé	41
	420	S'il est malade	413
	421	Quels délinquants peuvent y être en-	
Ils y seront instruits et apprendront	401	voyés	410
	421	Les délinquants seront jugés som-	
Les incorrigibles peuvent être envoyés	401	mairement	417
-	421	Prison Centrale-Détention dans la	400
	421	Le préfet gardera les prisonniers	410
Permis d'élargissement par le ministre	40.1	Prisonniers employés à travailler	
	421	hors des murs	410
	422	Prisonniers transférés à la	400
	422	Renvoi des prisonniers à la prison	
Réintégration à l'école pour infrac-	400	commune, etc	410
	422	Translation à la, même pour non-paie-	
	422	ment d'amende	420
	409	Si l'amende est ensuite payée	410
Définition—"Cour" Détention temporaire dans une prison	409	Refuge industriel pour les jeunes filles	414
-	415	Les jeunes filles peuvent y être en-	
	415	voyées	414
Le temps de cette détention comp-	#10	Sur conviction sommaire en certains	
-	415	cas	414
Elargissement si le terme d'emprison-	110	Durée de leur détention	414
and the second s	415	Peuvent y être gardées dans l'intérêt	
Institution de réforme Andrew Mercer	413	de leur réforme	415
	412	Québec—Dispositions applicables à	417
Dans quels cas les femmes peuvent y	21~	Ecoles de réforme pour les jeunes gar-	
	412	çons	417
Durée de l'incarcération en certains	11.5	Punition pour violation de la disci-	
	413	pline	417
Pouvoir de renvoyer les délinquantes		Emploi des détenus en dehors des murs	419
	413	La sentence comprend cet emploi	419
Elles seront livrées à la personne		Pouvoir d'empêcher leur évasion	419
autorisée	414	Jeunes délinquants, peuvent être en-	
Transfert des prisonnières à l'institu-	-	voyés aux écoles de réforme	417
tion	412	Détention avant le procès, n'aura pas	
Même pour non paiement d'une		lien dans une prison	417
amende	413	Elargissement par ordre du lieutenant-	
Translation des délinquantes	413	gouverneur	417
	413	Transfert des incorrigibles au péni-	
Jeune délinquant, peut être mis en ap-	- 1	teneier	417
• 0	416	Maisons de réforme pour les femmes	418
Misc en liberté à l'essai	416	Délinquantes qui pourront y être en-	
	416	voyées	418
	416	Après deux condamnations, ou de	
Libération des prisonniers, absolue ou à	ļ	leur consentement	418
	116	Durée de l'emprisonnement en ce	
Réincarcération pour infraction des		cas	418
	116	Prisons dans lesquelles la sentence	
Maison de réforme d'Ontario pour les		sera subie	419
	110	Seront des maisons de correction	419
Détention pour la réforme du délin-		Prisons communes, sont des maisons de	
quant	111	correction	420

		ł	
PRISON DE REFORME—	r	PROCEDURE CRIMINELLE—Suite.	
Voir Prisons publiques.		Détournements, etc	209
PRIVILEGE DU CLERGE—		Par des officiers publics	212
Son abolition n'empêche pas de réunir plu-		Dommages malicieux à la propriété	210
sieurs chefs d'accusation ensemble	207	Fanx	209
PROCEDURE EN MATIERES CRIMINEL-		Meurtre et homicide non prémédité	208
LES-Acte modifiant la loi concernant		Obtention d'effets sous faux prétexte	209
laAnnex	e 11	Parjure	207
Art. 268 du chap. 174 des S.R.C., abrogé		Prétendre faussement avoir envoyé des	
et remplacé	11	valeurs dans une lettre	209
Appel dans les causes criminelles, quand		Récidives	216
il peut être interjeté	11	Subornation de parjure	208
Procédures sur appel	11	Vol de documents	208
Quand l'appel ne sera pas autorisé	11	Vol d'huîtres ou de semis d'huîtres	211
Quand il sera inscrit pour audition	11	Vol de minéraux, etc	211
Jugement de la cour Suprême, définitif	12	Vol de timbres, cartes-poste, etc	211
Nouveau procès, quand accordé ou refusé	12	Vol et recel	215
Pas d'appel au Conseil privé	12	Vol par des locataires	212
Art. 68 et 69 du chap. 135 des S.R.C.,		Omission de certains mots n'est pas fa-	
abrogés	12	tale	213
Art. 265 du chap. 174, modifié	12	Pas nécessaire que les actes d'accusa-	
Mise en vigueur de cet acte par proclama-		tion soient sur parchemin	207
tion	12	N'y d'y mentionner la venue	207
PROCEDURE CRIMINELLE—Acte de	179	Ni d'alléguer l'intention de fraude en	
Accusateur, doit s'engager à poursuivre		certains cas	209
certaines infractions	216	Peuvent contenir plusicurs chefs	207
Accusé de délit, ne peut pas faire remettre		Privilège du clergé-Effet de son sboli-	
le procès	249	tion	207
Peut être appelé à plaider de suite	249	Propriété des chemius, etc., à qui attri-	
On peut lui accorder du délai	249	buée	211
S'il n'est pas traduit dans les 12 mois,		Et des propriétés publiques	212
peut provoquer son procès	249	On régies par une corporation	212
Actes d'accusation	207	Affirmations, par qui elles peuvent être	
Accusation de plusieurs complices en-		faites	235
semble	215	Aliénation mentale des prisonniers	244
De vol et de recel	215	Accusé déclaré aliéné, peut être mis	
Du recéleur-et si le vol constitue un		sous garde	244
délit	215	Ou s'il est sur le point d'être élargi	245
De plusieurs recéleurs ensemble	215	Acquittement pour cause d'aliénation	
De trois larcins à la fois	215	doit être mentionné au verdict	244
De récidives	215	Incarcération ou internement du pré-	
Obligation de poursuivre à signer par		venu	244
le plaignant	216	Internement des prisonniers aliénés	245
Dans le cas d'associés ou co-détenteurs,		Annexe-Première-Formules-	
il suffit d'en nommer un	211	A-Dénonciation pour crime ou délit	250
Description de l'argent ou des billets de		B - Mandat d'arrestation sur accusation	
banque	214	de crime ou délit	251
Des instruments en général	214	C-Assignation de l'accusé	25
Des instruments de faussaire	214	D-Mandat d'amener pour cause de dé-	
On pour gravure illégale	214	sobéissance	252
Formules d'accusation pour-		D 2-Mandat d'arrestation pour crime	
Achat ou vente de fausse monnaie, etc.	210	ou délit commis en mer ou à	
Crimes on délits au sujet des églises,		l'étranger	253
édifices ou travaux publics, maté-		E-Certificat que l'acte d'accusation a	
riaux de construction, etc	210	été trouvé fondé	253
Dossiers des cours, testaments do-		F-Mandat d'arrestation sur mise en	
cuments électoraux	211	accusation	25

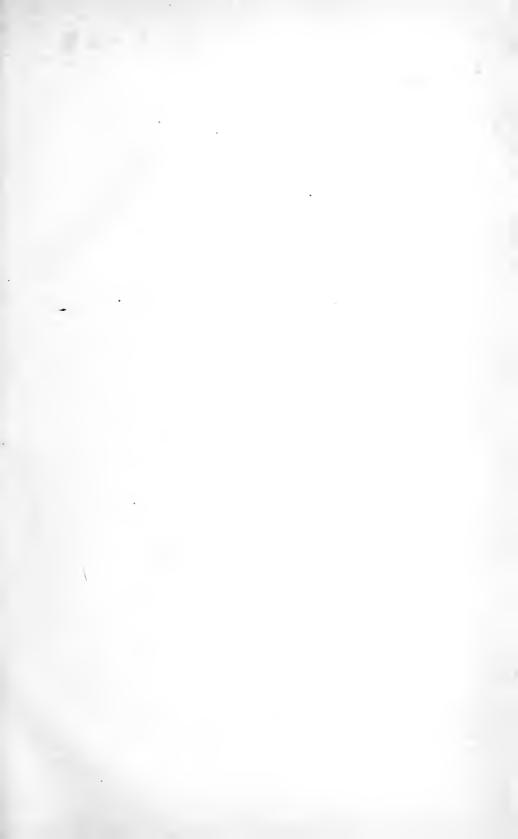


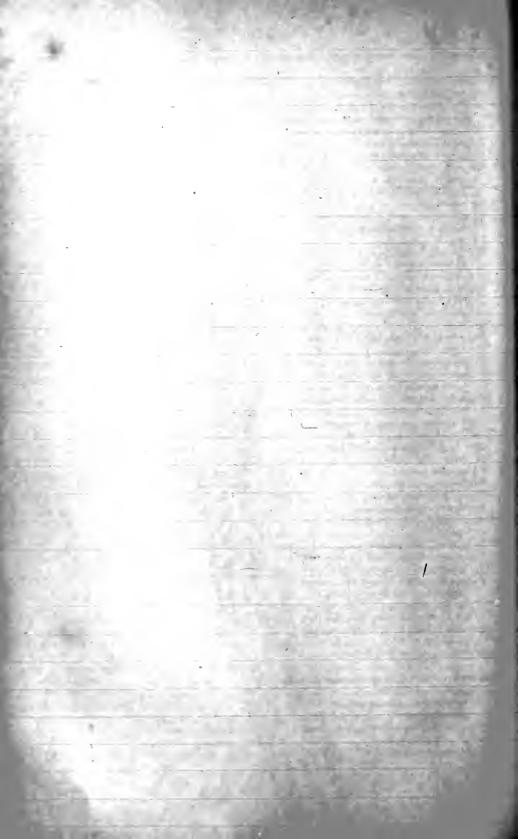


PROCEDURE CRIMINELLE—Suite.		PROCEDURE CRIMINELLE—Suite.	
G-Mandat de dépôt de l'accusé	254	Délits contre la moralité et la décence	
H-Mandat de détention d'un accusé		publiques	278
déjà prisonnier	255	Délits contre la paix publique	277
I—Visa d'un mandat	256	Délits relatifs à l'armée	277
K-Dénonciation pour obtenir un man-	0.5.5	Détournement	275
dat de perquisition	257	Dommages malicieux à la propriété	276
K 2—Mandat de perquisition	$\frac{257}{258}$	Effraction nocturne	275 276
L-Assignation d'un témoin L 2-Mandat d'amener contre un témoin	200	Faux monnayage	276
refusant d'obéir	259	F · ux prétextes	275
L 3-Mandat d'amener en premier lieu	259	Formule générale	278
L 4—Mandat d'incarcération contre un		Homicide non-prémédité	274
témoin qui refuse de prêter ser-		Lésion corporelle	274
ment ou de témoigner	2 60	Meurtre	274
M-Mandat de dépôt d'un prévenu	261	Parjure	276
M 2-Cautionnement d'un prévenu, sur		Simple larcin	274
ajournement de l'interrogatoire	262	Subornation de parjure	277
M 3-Avis de cautionnement au prévenu		Vol d'argent	275
et à ses cautions	2 63	Vol avec violence	274
M 4—Certificat de non-comparution d'un		Viol	274
prévenu	263	Annexe - Troisième	278
N—Dépositions des témoins	264	Formule d'annulation d'un jugement	278
O-Déclaration du prévenu	264	Arrestation des délinquants	186
P-Mandat de dépôt d'un prévenu	265	Dans un district autre que celui où l'in-	
Q—Obligation à l'effet de poursuivre ou	266	fraction a été commise	202
témoigner	200	Emprisonnement du prévenu	202
vant et aux témoins	267	Nullité des obligations en certains cas	203
R-Ordre d'emprisonnement d'un té-	201	Renvoi dans la division où l'infraction a	202
moin pour refus de souscrire l'obli-		Transmission du dossier	203
gation	268	Frais du constable conduisant le pré-	200
R 2-Ordre pour l'élargissement d'un		venu	203
témoin	269	Certificat du juge de paix et paiement	
S-Cautionnement d'un prévenu en at-		du constable	203
tendant son procès	270	Sans mandat par un officier	186
S 2-Avis de cautionnement au prévenu		Et par des particuliers	186
et à ses cautions	271	Par ceux à qui des effets volés sont	
S 3-Mandat d'élargissement sur cau-		offerts	186
tionnement donné par un prévenu	071	Sur flagrant délit, la nuit	187
déjù emprisonné	271	Des vagabonds soupçonnés de félonie	187 187
T—Reçu du geôlier en recevant un prisonnier	272	Des faux monnayeurs	101
U—Mandat pour faire conduire le pré-	242	Assignation-	107
venu devant un juge de paix du		Avant un mandat d'arrestation	187
comté où l'infraction a été com-		Plainte sous serment pour obtenir une	189
mise	272	Si l'assigné ne comparait pas, mandat d'arrestation	190
U 2-Reçu du juge de paix ou constable.	273	Signification	190
Annexe-Seconde	274	Les agents prouveront la signification	190
Formules d'actes d'accusation pour-		Assiscs—Qui peut être chargé de teuir les	248
Bigamie ou contravention à la loi con-		Qui présidera	248
ceruant la célébration du mariage	2 7 7	Cas de la Couronne réservés	245
Crime ou délit contre une maison		Certaines questions de droit peuvent	
d'habitation	27	être réservées	245
Délits contre l'administration de la		Incarcération ou cautionnement dans	
justice	277	ee cas	245

xlii INDEX.

p	PROCEDURE CRIMINELLE—Suite		PROCEDURE CRIMINELLE—Suite.	
L				
	Confirmation, infirmation ou réforme du jugement	246	Divergences dans un acte d'accusation,	0.46
	Attestation du jugement de la cour,	240	Amondoment von ordre de la cour	240
	• -	246	Amendement par ordre de la cour	240
	et exécution	240	Continuation du procès ensuite	240
	mission à la cour	246	L'ordre sera enregistré	241
	Procédures de la cour sur ce mémoire	246	Verdict valide après l'amendement	241
	Peut être renvoyé pour amendement	247	Documents fabriqués—Séquestration des	23:
	Prononcé du jugement de la cour des	247	Dossier formel, comment dressé	241
	Cautionnements	200	Grosse de la condamnation ou de l'ac-	0.41
	Admission à caution par les juges	201	quittement	241
	Ordre d'une cour supérieure ou d'un	201	Effets volés—Restitution des	243
	juge en certains cas	201	Engagement de poursuivre ou rendre té-	100
	Deux juges de paix peuvent admettre à	201	moignage Envoi du dossier à la cour	199
	caution en certains cas	201	Incarcération des témoins en certains	199
	Et un seul dans les cas de délit	201	cas	10
	Libération du prisonnier	201	Mise en liberté si le prévenu est libéré.	19:
	Chefs d'accusation — Plusieurs dans un	201	•	200
		217	Obligation du poursuivant et des té-	199
	même acte	215	moins Sera signée par le juge de paix	199
	Plusieurs recéleurs	215	Procédures à l'égard de certaines in-	19:
	Pour détournement	209		200
	Trois larcins	215	fractions Evacuation des prisons, dans Ontario, peut	200
		210	être différée	248
	Comparution du prévenu-Voir Mandat et		Formules de l'annexe, sont suffisantes	250
	Procédure sur comparation.		Quant aux infractions non mentionnées.	250
	Coroners et juges de paix-Devoirs des	203	Formules des actes d'accusation	207
	Dans les cas de meurtre, etc	203	Voir Seconde annexe.	20
	Application de l'acte à tous les	204	Frais sur condamnation pour voies de fait.	242
	Punition pour contravention des	204	Recouvrement des	243
	Si le prévenu demande d'être admis à	20.4	Grand jury—Assermentation des témoins	410
	caution	204	devant le	22
	Ordre de la cour comme pour habeas	004	Qui peut être examiné par le	224
	corpus	204	Incarcération et translation des prison-	
	Corporation, comment mise en accusation	219	niers	209
	Avis à signifier à la	220	Indictement-Voir Acte d'accusation.	
	Bref de certiorari pas nécessaire pour la		Informalités—	
	contraindre à se défendre	22 0	N'invalident pas le jugement	245
	Ni de bref de distringas	220	Ni le verdict des jurés	24
	Si elle ne comparait pas-plaidoyer de		Non plus que certaines omissions	243
	non-coupable	220	Infractions-Lieu où elles sont commises	18
	Le procès peut avoir lieu en son ab-		Dans la juridiction de l'Amirauté d'An-	
	sence	220	gleterre	18
	Décision du juge, dans Ontario, peut être		Si la mort ou la cause de la mort a lieu	
	réservée	248	en Canada	18
	Définitions—		Sur les limites de deux districts	18
	" Acte d'accusation "	177	Sur les chemins, rivières, etc., qui les	
	"Cour des cas de la Couronne réservés	178	divisent	18:
	"District, comté ou lieu "	178	Sur les personnes ou propriétés en tran-	
	" Division territoriale "	178	sit	18
	" Juge de paix "	177	Jurés et récusations	220
	" Propriété "	177	Anglais et français dans Québec	22
	"Rapport de l'acte d'accusation "	177	Récusations, comment faites dans ce	
	"Tout acte "	177	cas	22
	"Tout autre acte "	177	Jury de medietate lingue	22





PROCEDURE CRIMINELLE—Suite.		PROCEDURE CRIMINELLE—Suite.	
Mixtes dans le Manitoba	222	Où il peut être exécuté	191
Si la liste est épuisée	222	Emis séance tenante par une cour	189
Récusations, comment faites	222	Peut être décerné le dimanche	189
Peuvent se séparer sur permission de la		Pour crimes ou délits commis en mer, etc.	188
cour	223	Sceau du juge de paix sur un	190
Pouvoirs des cours sauvegardés	223	Sur acte d'accusation déclaré fondé	188
Quakers, etc., peuvent faire une affir-		Inearcération ou eautionnem nt	188
mation	221	Si l'accusé est déjà en prison	159
Qui peut être juré	220	A qui adressé	190
Récusations par le prévenu	221	Sur plainte ou dénonciation	189
Par la Couronne	221	Visa du mandat et son effet	191
Droit de la Couronne dans les cas de	451		192
	001	Procédures après l'arrestation	104
libelle	221	Et ve'r Perquisitions.	022
Suppléants.	222	Monnaies contrefaites—Destruction des	233
Convocation des.	223	Nouveau procès, quand accordé ou refusé	248
Punition des récalcitrants	223	Nouvelle-Ecosse-Dispositions spéciales à	
Visite des lieux par les	223	la24	
Dépôt à faire pour les rais	224	Ontario-Dispositions spéciales pour	248
Devoirs des shérifs, etc., dans ce cas	224	Perquisitions et mandats de perquisition	192
Juridiction	180	Dans quels cas ils seront émis	192
Cours qui ne jugeront pas certains		Recherche d'or, d'argent, de quartz, etc.	192
crimes	180	De bois illégalement détenu	193
Cours supérieures—Pouvoir des	180	D'objets propres à la contrefaçon	193
Délits qui ne seront pas jugés par les		De fausse monnaie et outils de faus-	
cours de sessions	180	saires	194
Juges de paix, ne jugeront pas les cri-		Saisie et destruction	194
mes d'explosion	180	Plaidoiries	217
Magistrats qui pourront agir seuls	181	Accusation, pas renvoyée par exception	
Libelle-Défense dans les cas de	218	dilatoire	217
Effet du plaidoyer de justification	218	Accusé, n'a pas droit à un délai	217
Jugement entraîne les frais	219	Mais la cour peut remettre le procès	217
Paiement des frais	219	Défense d'autrefois condamné ou acquitté	218
Pas d'enquête sur la vérité du	218	Mort civile, pas admise comme fin de	
Plaidoyer de non-coupable, son effet	219	non-recevoir	218
Procédures sur accusation de	219	Objection, quand elle doit être faite	217
Lieu du procès-Changement en certains		Amendement	217
cas	206	Plaidoyer de "non-conpable" - Effet du.	218
Translation du prisonnier	206	La cour peut le prescrire	218
Transmission du dossier à la cour com-	200	Preuve	233
pétente	206	Certificat de procès, dans un cas de par-	
Validité des obligations à l'endroit du		jure, fait preuve du procès	237
procès	207	Déclaration du prévenu, peut servir	
Avis aux obligés	207	contre lui	237
Liste des causes criminelles dans la NE	249	Déposition au sujet d'une accusation,	
Quand la sentence peut être prononcée	240	peut servir pour une autre	237
dans la NE	250	Dépositions des personnes decédées ou	
Lois de l'armée et de la marine non affec-	200	absentes	236
tées	250	Jusqu'à quel point une partie peut décre-	
Mandat d'arrêt par un juge de paix	187	diter son témoin	239
·		Personnes qui penvent affirmer	235
Assignation en premier lieu	187	Preuve de la connaissance charnelle	237
Contre une personne assignée ne com-	190	Dans les cas d'infanticide	237
paraissant pas	130	De la propriété des bois de construc-	
Dénonciation sous serment pour obtenir	100	tion	238
Durks at anioution du	189	De la fausseté de la mounaie	238
Durée et exécution du	191	De la laussete de la monnate	m (34)

xliv INDEX.

PROCEDURE CRIMINELLE-Suite.		PROCEDURE CRIMINELLE—Suite.	
D'une condamnation	238	Différence de date entre la monnaie fausse	
De déclarations contradictoires par un		et réelle n'est pas une raison d'ac-	
témoin	239	quittement	23
Du faux en écriture	239	Droit du prévenu au sujet des dépositions	
De l'authenticité d'un instrument	239	et de l'acte d'accusation	22.
De la déposition d'un témoin	239	Infraction non consommée: verdict et	
Sur accusation de faux, le témoignage		punition	22
doit être corroboré	235	L'accusé de délit trouvé coupable de	
Témoignage du défendeur accusé de		félonie ne sera pas acquitté	22
voies de fait	234	Pas de seconde poursuite en certains cas	22
Et de la femme ou du mari	234	L'accusé d'escroquerie ne sera pas ac-	
Dans d'autres cas, l'accusé ne peut		quitté si le délit prouvé est un larcin	229
témoigner	235	Non plus que dans le cas de fraude par	
Témoignage d'un malade sera pris par		un agent	229
commission	235	Liberté de la défense	22.
Et transmis à la cour	235	Possession d'effets volés autérieurement	00
Et reçu si le déposant est mort ou ne	000	à l'accusation de recel	23
peut comparaître	236	Preuve de condamnation antérieure pour	•
Le prisonnier peut assister à la dépo-	000	fraude	23
sition	236	Récidives—Procédure dans les cas de	232
Privilège du clergé-Effet de son aboli-	007	Preuve des condamnations antérieures	23.
tion au sujet des actes d'accusation.	207	Si le prévenu cherche à prouver sa mo-	0.2
Procédure et pratique dans les affaires cri-	0.40	ralité	23
Assignation des témoins	248	Récusations lors d'un procès devant un	24
Mandat d'amener si le témoin désobéit	195 195	Second jury	44
Mandat d'amener si le temoni desobert Mandat en premier lieu en certain cas	196	Règlement des débats—adresse au jury et réplique	22
Incarcération pour refus de déposer	196	Séquestration des documents par ordre	22.
Informalités ou divergences n'invalident	150	de la cour.	232
pas les documents	195	Si l'accusation de vol contient un chef	10.
Si la divergence est importante, la	100	de recel	230
cause peut être remise	195	Et si plusieurs personnes sont accusées	
Interrogatoire des témoins en présence		ensemble	230
du prévenu	197	Verdict dans ce cas	230
Les dépositions seront lues au prévenu	197	Sur accusation de détournement, verdict	
Il sera mis sur ses gardes	198	peut être pour larcin	22
Ses aveux seront admis en preuve	198	De destruction de bâtiments, verdict	
Lieu de l'instruction, n'est pas public	195	peut être pour dégâts	23
Prévenu, sera libéré si la preuve est in-		D'effraction nocture, verdict peut être	
suffisante	198	pour effraction diurne	22
Admis à caution ou incarcéré	198	La preuve d'effraction nocturne	
Cautionnement après son incarcération	199	n'est pas une défense contre l'ac-	
Copie des dépositions lui seront four-		cusation d'effraction diurne	22
nies	199	De félonie, verdict peut être pour lé-	
Renvoi à une autre audience par mandat	196	sion corporelle	22
On sur ordre verbal pendant trois jours	196	Ou pour voies de fait	22
Le prévenu peut être ramené en cour		D'empoisonnement, verdict peut être	
plus tót	197	pour délit	22
Ou être admis à caution	197	De larcin, verdict peut être pour es-	
Sur comparation	195	croquerie	22
Proces-Comment ils se feront	225	Ou pour détournement	22
Accusation de félonie valide, même si		Ou pour appropriation frauduleuse.	23
les faits constituent une trahison	226	Si plusieurs lareins sont prouvés	2 3
Biens du prévenu, ne seront pas recher-		De meurtre d'un enfant, verdict peut	00
chés	226	être pour suppression de part	22

ROCEDURE CRIMINELLE—Suite.		PROCEDURE CRIMINELLE—Suite.	
· De volavec violence, verdict peut être		Témoins devant le grand jury	224
pour attaque avec intention de vol.	228	Comment assermentés	224
Et voir Témoins et Preuve.		Honoraires d'assermentation	225
Procès-Où auront lieu les	182	Inscription de leur nom sur l'acte d'ac-	
Après la dissolution d'une union de com-		cusation	224
tés	182	Noms soumis au grand jury	224
Dans le district de Gaspé	183	Titre abrégé	179
Dans les territoires non organisés	183	Translation des prisonniers	205
Emprisonnement dans Ontario	183	Si la prison n'est pas sûre	205
Des complices de félonies	181	Envoi de l'accusé devant la cour com-	
Des infractions poursuivables par acte		pétente	205
d'accusation	182	Ordre au shérif d'opérer la	205
Pour circulation de fausse monnaie, etc.	186	Si la peine de mort ou d'emprisonnement	
Pour enlèvement	18+	a été prononcée	205
Pour faux et complicité de faux	184	Si l'accusé est déjà incarcéré	206
Pour importation d'objets volés	185	Venue-Foir Lieu du procès.	
Si les objets sont trouvés ailleurs		Visite des lieux par les jurés—Voir Jurés.	
qu'où ils ont été volés	185	PROCEDURES SOMMAIRES DEVANT	
Pour parjure, bigamie, etc	184	LES JUGES DE PAIX—Voir Con-	
Pour recel	185	victions sommaires, 304.	
Récidives—Procédures dans les cas de	232	·	
Restitution des effets volés, après condam-		PROCES-	
nation	243	Pour crimes ou délits	225
Ou si le prévenu n'est pas condamné	243	Accusation de félonie valide, même si les	
Quant aux effets négociables reçus de		faits prouvés constituent une trahi-	
bonne foi	243	son	226
Et quant aux administrateurs, ban-		Adresses des avocats au jury, comment	
quiers, courtiers, etc	243	réglées	225
Sur l'argent du prisonnier, en certains		Du conseil de la Reine	225
cas	244	Du Procureur général	225
Revision—Pourvoi en	247	Du Solliciteur général	225
Brefs de, comment attestés	247	Appropriation frauduleuse—Sur procès	
Sur quoi ils seront fondés	247	pour larcin, verdict peut être pour	230
Procédure de la cour de revision	247	Après avoir subi un procès pour crime,	
Second jury-Récusations lors d'un procès		le prévenu ne sera pas poursuivi pour	
devant un	241	tentative	226
Témoins	233	Copie de l'acte d'accusation—Le pré-	
Attestant l'exécution d'un document	239	venu a droit à	225
Cités, doivent obéir	233	Et des dépositions sous certaines con-	
Dans un pénitencier on une prison	236	ditions	225
Déclarations contradictoires d'un témoin	239	Destruction de bâtiments-Sur procès	
En dehors de la juridiction de la cour	233	pour, verdict peut être pour dommages.	231
Jusqu'à quel point une partie peut dé-		Détournement—Sur procès pour, verdiet	
créditer son témoin	239	peut être pour larcin, et vice versû	228
Malades, comment interrogés	235	D'étrangers pris en armes contre le	
Preuve de la condamnation d'un témoin		Canada, par une cour martiale	15
peut être faite	238	Et des sujets britanniques faisant la	
Preuve de la déposition d'un témoin	239	guerre en Canada avec des etran-	
Qui peut être admis comme témoin	234	gers	16
Les intéressés ou condamnés peuvent		Différence entre la date, etc., des mon-	
6 tre	234	naics fausses et réelles, n'est pas une	
Qui pourront affirmer	235	raison d'acquittement	231
Récalcitrants-Arrestation et punition		Effraction nocture—Sur procès pour,	
des	233	verdict peut être pour effraction	
Et voir Procès et Preuve.		diurne	218

xlvi INDEX.

ROCES-Su te.		PROCES EXPEDITIFS - Suite.	
La preuve d'effraction nocture n'est pas une défeuse sur accusation d'ef-		Annexes—Formules	28
fraction diurne Le prévenu pent être poursuivi pour	228	plaide non-coupable B—Id. s'il plaide coupable	28 28
effraction nocturne dans ce cas Empoisonnement — Sur accusation de	228	C-Mandat d'amener contre un témoin D-Condamnation pour mépris de cour	28 28
félonie par, verdict peut être pour délit	227	Application de l'acte, à quelles provinces seulement	28
Escroquerie—Pas d'acquittement parce que le délit prouvé est un larcin	229	Cour d'archives, comment désignée Dépôt des dossiers dans une	28 28
Ou une fraude par un agent, etc Inspection des dépositions par le pré-	229	Définitions — "Avocat de comté"	27
L'accusé de délit trouvé coupable de	225 226	"Cour des sessions générales de la paix." "Greffier de la paix"	279 279
félonie ne sera pas acquitté Larcin—Sur procès pour, verdict peut ê:re pour escroquerie	229	" Juge " Devoir du shérif à l'égard des prévenus	27
Le prévenu doit avoir pleine liberté de se défendre	225	incarcérés	28 79 - 8
Lésion corporelle grave — Sur procès pour félonie, verdict peut être pour	227	Juge-Pouvoirs d'acquitter ou condam- ner.	28:
Où auront lieu les	182	D'admettre à caution D'ajourner le procès	28: 28:
Pas de recherche des biens du prévenu Preuve de condamnation antérieure pour	226	D'amender les pièces de procédure Mépris de cour-Punition pour	28: 28:
fraude Avis au prévenu	231 231	Formule de condamnation pour Prévenu, peut être accusé d'autres infrac-	28
Pas besoin d'imputer la condamnation antérieure	231	tions que celle pour laquelle il a été arrêté	28
Preuve de possession d'effets volés anté- rieurement à une accusation de recel	231	Peut être admis à caution Et demander un procès sommaire	28
A vis à donner au prévenu Si l'accusation de vol contient un chef	231	Procès sommaire	280
de recel Et si plusieurs personnes sont accusées	230	de ne pas faire le procès Explications du juge au prévenu	28 28
Suppression de part—Sur procès pour	230	Si le prévenu demande un procès par jury—renvoi en prison	280
meurtre d'un enfant, verdict peut être pour	227	Ou s'il plaide coupable—sentence Effet du choix d'un procès par jury	28
Sur une accusation de larcin, s'il est prouvé qu'il en a été commis plu-		Si le prévenu plaide non-coupable Si plusieurs personnes sont accusées	28
sicurs en différents temps Verdict et punition si l'infraction n'est	230	ensemble	280
Verdict sur accusation de recel par plu-	225	Témoins—Assignation des Arrestation sur refus de comparaître	28:
Voies de fait—Sur accusation de félonie,	230	Admission à caution	283 283
verdict peut être pour	227	Formule de mandat et de condamnation (C et D)28	
dict peut être pour attaque avec in- tion de vol	228	Titre abrégé	279
Voir Procès expéditifs, Procès som- maires et Procédure criminelle.		PROCES EXPEDITIFS—Acte modifiant l'Acte des	
Admission à cantion	279 282 282	Art. 2 du chap. 175, S.R.C., modifié Définitions—" Avocat de comté" "Greffier de la paix"	13 13 13

Incis sommainer on expertife p. 280. W. avan a Hiram avans arribe, amini devant an I. P. accure de filonie - Contion acceptio from 2a comparation devant C. Loupret M de D. Le 30 Mai 1848. L'accuse comparent terment à. subir son proces conformint à l'acte 49 V. Chap 175rest-5 / 280-Wom asam est assemuli par le Mide de une ruties est fair an las dela planse quelle la aité lue, girelles contraits veride til ligne L'accure est alor interpellé, sil a quelque chose a dius. Il plaise non compable - Le Lugar Lon au com mitter - d'accuré. I ask for a specy trial -Le Juge lui list la plant their demande com il ment suchi son proces hefore me or C. of L. B Refor you report l'accuse. Plainte les def plaise compable d'arrant simple

me de la companya de and it was a firmer of the same of the same Less of the same o The fact of the second and a se the second of th and the same of th - Line Cipa Survey of the first of the survey of the sur Les de la company de la compan of the fall and for

PROCES SOMMAIRES—Acte des	286	PROCES SOMMAIRES—Suite.	
Accusation non prouvée, sera renvoyée	291	Procès sommaire du consentement du pré-	
Ou si le magistrat n'inflige pas de puni-		venu	289
tion	292	Condamnations pour certains délits	283
Effet du renvoi	292	Droit de défense du prévenu	291
Amendes-Emploi des, dans les diffé-		Le choix du prévenu sera mentionné	
rentes provinces	293	dans le mandat	291
Annexe-Formules	294	Sentence s'il s'avoue coupable	289
A-Condamnation	294	Ou s'il est trouvé coupable de larcin	289
B- Id. sur aveu de culpabi-		Si le magistrat croit qu'il peut juger	
lité	295	l'affaire	290
C-Certificat du renvoi de l'accusation	295	Si le prévenu consent et plaide conpable	200
Condamnation pour certains délits	289	S'il ne consent pas, ou si le magistrat	
Effet de la	292	eroit qu'il doit être jugé autrement.	290
Formules de (Annexe, A et B) 29	4-95	Renvoi de l'accusation	292
Informalités ne vicient pas la	292	Et de l'accusé devant un magistrat	202
Preuve de la, on de l'acquittement	292	Mais non dans une autre province	293
Transmission de la, à la cour des ses-		Qui peut juger l'accusé en ce cas	293
sions	292	Formule du certificat du (C)	295
Cour du magistrat, sera publique	291	Restitution des effets volés	292
Défaut du prévenu de comparaître	2 93	Témoins - Assignation des	291
Défense pleine et entière de l'accusé	291	Signification de l'assignation	291
Définitions—		Titre abrégé	286
" Magistrat "	286	PROCHAIN-	
"Prison commune ou autre lieu de dé-		Signification de l'expression dans un acte	4
tention "	286	PROCUREUR GENERAL—	
" Propriété"	287	Consentement du, necessaire pour pour-	
Délits qui peuvent être jugés sommaire-		suivre un fidéicommissaire s'appro-	
ment	287	priant la propriété d'autrni	93
Attaque sur un magistrat, constable, etc	287	On une personne cachant des titres,	
Larcin, détournement, escroquerie	287	ete	100
Local pour inscrire des paris, etc	287	Peut ordonner une enquête au sujet de	
Tenir des jeux, etc	287	la possession de substances explo-	
Maison de désordre	287	sives	26
Tentative de larcin	287	Ou consentir à une poursuite	26
Voies de fait graves	287	Sur jugement rendu, sur cantionnement	
Sur des femmes ou des enfants	287	confisqué, dans Québec, l'exécution	
Dispositions de l'Aete de procédu e crimi-		émanera sur fiat du	368
nelle et de l'Acte des convictions s m-		PROPRIETE FONCIERE—	
maires, ne s'appliqueront pas	294	Détruire ou voler des titres, etc., se ratua-	
Celles de cet acte ne s'appliquent pas		chant à une	80
aux jeunes délinquants	294	PROVINCE-	
Effets volés-Restitution des	292	Ce que comprend cette expression dans un	
Formules à suivre-Voir Annexe.		acte	3
Juridiction du magistrat, absolue en cer-		QUAIS—Détruire ou endommager des	148
tains cas	288	QUAKERS—	
Quant aux matelots, etc	288	Appelés comme jurés, peuvent affirmer au	
Et dans tous les cas en certains en-		lieu de prêter serment	221
droits	288	Ou comme témoins	255
Magistrat-Procès devant un, au lieu de		Formule de la déclaration	235
la cour des sessions, dans Ontario	288	QUEBEC—	
Demandera au prévenu s'il veut être		Action qui tam, ne peut être discontinuée	
jugé sommairement	289	sans le consentement de la Couronné	178
Procédure en ce cas	289	Appel d'une conviction sommaire, à quelle	
Juridiction du	288	cour interjeté	321
Renvoi d'un accusé devant un, par un		Cautionnements confisqués — Procédures	
juge de pnix	292	sur	367

QUEBEC-Suite.		RECLUSION SOLITAIRE—	
Définitions de-		Ne sera prononcée par aucun tribunal	379
" Cour," dans l'Acte des criminels fugi-		Sera pratiquée dans les pénitenciers	398
tifs	446	RECU OU RECEPISSE FAUX—	
" Cour des cas de la Couronne réservés".	180	Donné par un associé	96
" Cour des sessions générales de la paix".	279	Faux énoncé dans un reçu pour du grain,	
"Cour supérieure"	5	etc	96
"Deux juges de paix," ou "les juges de		Par des gardiens d'entrepôt	95
paix," dans l'Acte des jeunes délin-		RECUSATION—	
quants	296	De jurés	220
"Juge," dans l'Acte des procès expédi-		Voir Jurés et Procédure criminelle.	
tifs	279	REGISTRATEUR—	
"Magistrat," dans l'Acte des procès	900	Signification de l'expression dans un acte	. 5
Dispositions do l'Acto du lorgin applica	286	REGISTRE—	
Dispositions de l'Acte du larcin applica- bles à	100	Des naissances, mariages et décès-Fabri-	
Ecoles de réforme pour les jeunes garçons	100	cation ou mutilation de	117
dans	417	Fausse inscription dans une copie de	117
Emploi des amendes dans		Détruire ou cacher cette copie	118
Maisons de réforme pour les femmes dans	418	REINE-	
Prisons communes dans	420	La, signification de l'expression dans les	
RAFLES—		statuts	3
Pas défendues dans les ventes de charité	57	Voir Souverain.	
RECEL-		RELIGION—	
Acte d'accusation pour recel, comment il		Délits contre la	47
peut être dressé	215	Entraver ou assaillir un ecclésiastique dans	
Si le vol constitue un délit, le recéleur		l'exercice de ses devoirs religieux	47
peut être traduit sans égard au princi-		Punition-Amende ou emprisonnement.	47
pal	215	Troubler les assemblées religieuses	47
Une accusation de recel peut contenir		Punition-Emprisonnement de moins de	
celle de vol	215	deux ans	47
Et si plusieurs personnes sont accusées		RESISTANCE—	
ensemble	230	A un ordre de dispersion d'émeutiers	11
Le jury peut les trouver séparément	003	A un officier de la paix entrant dans une	
coupables de vol ou de recel	230	maison de jeu, etc	53
Si le principal est coupable de félonie— punition	97	RESTITUTION D'EFFETS VOLES—	
Et s'il est coupable de délit	98	Après condamnation du prévenu	243
Si l'infraction première est punissable	30	Bref de restitution	243
sommairement	98	Quant aux effets négociables	243
Où aura lieu le procès pour	185	Exceptions	243
RECEL D'ENFANT VOLE	71	Sur l'argent du prisonnier en certains cas.	24
RECIDIVES-Punition des-		REVOCATION D'UN STATUT—	
De mise en circulation ou possession de		Son effet sur l'acte abrogeant, etc	8
fausse monnaie	135	N'affecte pas les offenses commises ni les	
Détruire ou endommager des arbres	146	pénalités encourues	
Des fruits ou legumes dans un jardin	146	Quand la disposition abrogée conserve	
Des végétaux ailleurs que dans un jardin.	147	son effet	
Des clôtures, barrières, etc	147	Quant aux choses faites et aux droits ac-	
De vol d'arbres	81	quis avant l'abrogation	
De haies vives, etc	82	ROYAUME-UNI—	
De fruits, plantes, etc	83	Signification de l'expression dans un acte	
De végétaux ne croissant pas dans un		Pas d'appel à aucune cour du, dans les	
jardin	83	causes criminellesAnn.	1
Etre armé ou déguisé avec intention d'ef-		SA MAJESTE—	
fraction	86	Ou la Reine, la Couronne-Signification	
Procédure dans les cas de	2 32	de ces expressions dans un acte	



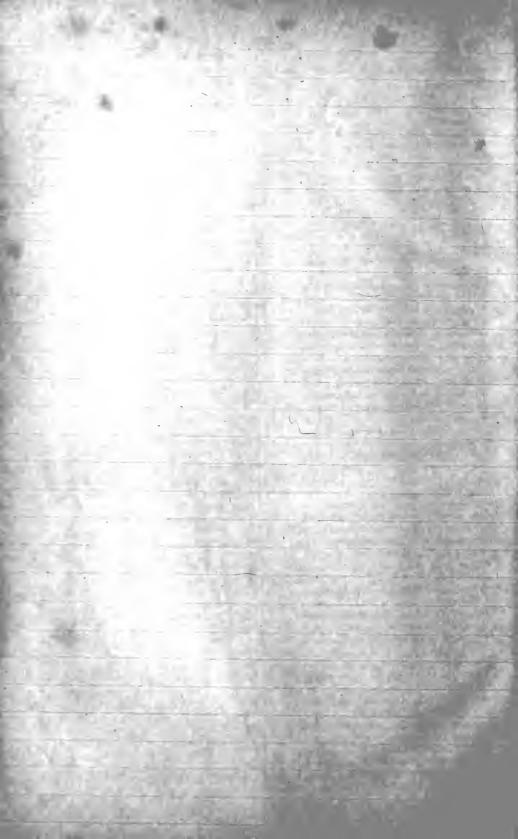


saisie—		SOUVERAIN-	
De liquenes près de travaux publics	33	Comploter la mort ou la déposition du	14
De monnaie de cuivre non courante	139	Veir Trahison.	р.
De substances explosives en vertu d'un		STATUTS-Infraction volontaire des-	
mandat de perquisition	27	Voir Menaces, 177.	
Procédures à la suite de la saisie	28	Forme et interprétation des -	
Vol de choses saisies	88	Veir Interprétation des, 1.	
SEDUCTION—		SUBORNATION DE PARJURE—	4
D'une fille mineure de seize ans	4 8	Voir Parjure.	
Punition	48	STATISTIQUE CRIMINELLE—Acte con-	-
Sous promesse de mariageAnnex		cernaut la	453
PunitionAnnex	re 9	Amendes pour infractions à l'acte	454
SENTENCE—		Compilation et publication des statistiques	455
	372	Durée de l'acte	455
1	373	"Juge"-Délinition du mot	453
1	373	Juges de paix—Rapports par les	454
	373	Paiement pour ces rapports	454
Voir Peines, pardons, etc.		Prérogative de clémence—Rapport par le	
SEQUESTRATION—	090	Secrétaire d'Etat au sujet de la	454
De documents par ordre d'un tribunal D'une personne, sans autorisation légale	232 71	Statistiques criminelles, par qui fournies	453
SERA—	4.1	Livres à tenir à cet effet	453
Cette expression dans un acte signific que		Prisons et réformes provinciales Arrangement pour les obtenir	454 454
l'obligation de faire une chose est		Paiement	454
absolue	3	Publication des	455
SERMENT—	Ü	Tableaux statistiques à fournir	453
		Formule des	455
Ce que comprend cette expression dans un acte	5	Rémunération pour les remplir	453
Extrajudiciaire	434	SUBSTANCES EXPLOSIVES—Acte con-	
Faux exposé de faits sous	42	cernant les	25
Voir Parjure.	12	Causer malicieusement une explosion	25
Qui peut le faire prêter et en donner certi-		Faire quelque chose ou conspirer pour la	
ficat	5	causer	25
SESSIONS TRIMESTRIELLES—		Fabriquer ou avoir des explosifs dans un	
La cour des, ne peut juger la trahison, les		but criminel	25
crimes entraînant la peine capitale, ni		Punition	26
	180	Chefs d'accusation-Plusieurs dans un	
Ni certains delits prévus par l'Acte du		même acte	26
	180	Définitions—	
SHERIF-		"Procureur général"	25
Coupable de prévarication dans l'exécu-		"Substance explosive"	25
	178	Délinquant pas exempt de punition pour	
Punition	178	d'autres infractions	28
SERMENTS EXTRAJUDICIAIRES — Acte		Fabriquer ou avoir des explosifs sans cause	
	434	licite	26
Affidavits requis par une compagnie d'as-		Consentement du procureur général à la	0.1
	404	poursuite	26
	434	Témoignage des époux accusés	26
	435	Punition	26
Punition pour faire prêter un serment sans		Mandat de perquisition des substances	-17
	434	explosives Saisie en vertu de ce mandat	27
Exception à l'égard de certains serments.	134	Confiscation et destruction	27
Serments, affidavits, etc., devaut les juges		Persoane opérant la saisie—Responsabilitó	× (
de paix	434	de la	23
SODOMIE—		Procureur général peut ordonner une en-	-3
Voir Moeurs, 48.		quête	26
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		- Anacomment mental months and a many	20

l INDEX.

SUBSTANCES EXPLOSIVES—Suite.		TEMOIN-	
Juridiction du juge de paix à la suite de		Assermentation devant le grand jury	224
cet ordre	26	Voir Grand jury.	
Témoin ne peut refuser de répondre	27	Assignation et audition en vertu de l'Acte	
Et peut être contraint de comparaître.	27	des convictions sommaires	310
A droit à copie de la dénonciation	27	Voir Convictions sommaires.	
Venue, etc	26	Et en vertu de l'Acte de procédure crimi-	
SUBSTANCES EXPLOSIVES—		minelle	195
		Voir Procédure criminelle.	
Détruire ou essayer de détruire une maison	1.40	Au sujet d'un mariage feint, un seul témoin	
habitée au moyeu de	143	ne suffit pas pour condamner	61
En placer près d'un édifice on navire dans	00	Le défendeur peut témoigner	61
le but de blesser quelqu'un	66	Comparution, dans un procès expéditif	182
Près d'un navire pour le détruire	153	Punition pour mépris de cour	283
Ou en envoyer ou remettre à quelqu'un	20	Formule de condamnation	285
dans le même but	66	Contraint à comparaître dans un procès	
Ou un bâtiment ou édifice	143	sommaire	291
Juges de paix, etc., ne jugerout pas les		Punition pour refus	291
crimes commis au moyen de	180	Dans le cas d'un combat de boxeurs, qui	
Lésion corporelle au moyen de	66	peut être	40
SUPPRESSION DE PART-		Voir Combat de boxeurs.	
Voir Crimes et délits contre les per-		Dans les procédures en vertu de l'Acte	
sonnes.		concernant le maintien de la paix dans	
		le voisinage des travaux publics, le	
TELEGRAPHES-		défendeur, le mari et la femme sont	
Dommages malicieux aux	151	compétents	35
TEMOIGNAGE-		Dans une enquête en vertu de l'Acte con-	
A charge et à décharge, dans les cas d'ex-		cernant les explosifs	26
tradition	439	Voir Substances explosives.	
Donnés à l'étranger	439	Dans un procès criminel	233
Transmis au ministre de la Justice	438	Voir Procédure dans les causes cri-	
Aveu d'un prévenu peut servir de	198	minelles.	
Compulsoire, au sujet des marques de com-		Défendeur sur accusation de simples voies	
merce frauduleuses, ne peut servir		de fait ou de coups et blessures, est	
contre le témoin	127	témoin compétent	234
Doit être corroboré dans les poursuites pour		Ainsi que la femme ou le mari	234
séduction	49	Et si un autre crime est imputé, mais	
Ou pour mariage feint	61	non prouvé	234
Et dans une accusation de faux	235	Dans d'autres cas, l'accusé ne peut té-	
D'un témoin dans une poursuite pour	200	moigner	235
combat de boxeurs, ne sera pas employé		Déposition, comment elle peut être prise	
contre lui	40	au sujet d'un criminel fugitif	450
D'une personne dangereusement malade,	10	Lors du procès d'un jeune délinquant—As-	100
peut être pris par commission	235	signation, etc	298
Et transmis à la cour	236	Personnes arrêtées dans une maison de jeu,	
Peut servir au procès, si le déposant est	230	peuvent être contraintes à témoigner.	54
mort on absent	236	Voir Maisons de jeu.	01
Incarcération pour refus de rendre témoi-	230	Peut être assigné par un inspecteur dans	
gnage devant un juge de paix	100		
Personnes arrêtées dans une maison de jeu,	196	une enquête sur la conduite des officiers d'un pénitencier	389
peuvent être forcées de témoigner	54	Punition pour refus de témoigner	389
4	54		000
Pris au sujet d'une accusation, peut servir	097	Séduction—Pas de condamnation pour, sur	49
pour nne autre	237	le témoignage d'un seul	49
Refus de déposer—Emprisonnement pour	311	Le défendeur peut témoigner	439
Dans les enquêtes sur la conduite des	200	Sur accusation entraînant l'extradition	400
officiers d'un pénitencier	380	Sur le point de quitter la province dans	
Toujours essentiel relativement au parjure.	43	laquelle il a été commis une infraction	



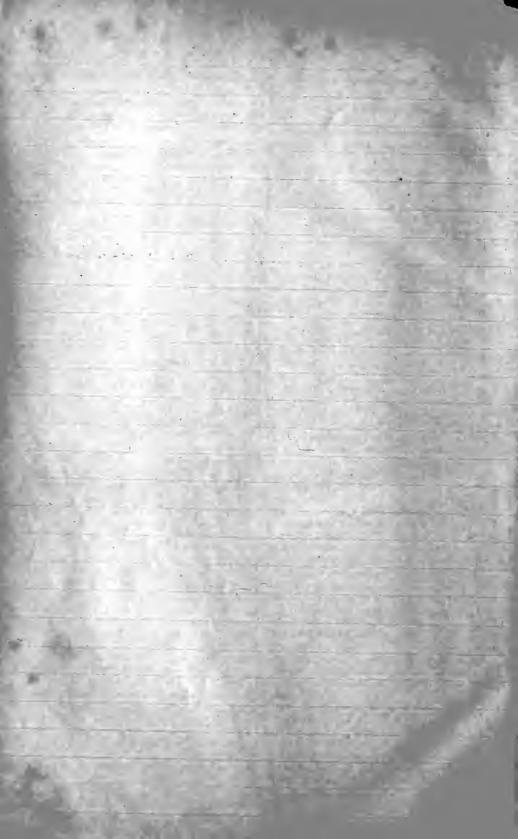


TEMOIN—Suite.		TESTAMENT	
à l'Acte concernant l'armée et lama-		Codicille, etc., fabrication de	112
rine, peut être interrogé devant un		Réclamer de l'argent, etc., en vertu d'un	
commissaire	158	testament que l'on sait être fabriqué	118
Trahison, doit être prouvée par deux té-		Voler, détruire on cacher un, durant la	
moins dignes de foi	15	vie du testateur	80
TEMPS-		TIMBRES—	
Comment calculé si une chose prescrite		Ou papier timbré—Fabrication de	1118
par la loi tombe un jour de fête	5	Et avoir des outils pour en fabriquer	108
D'emprisonnement dans un pénitencier,		Et les enlever des documents	100
abrégé pour bonne conduite	399	TITRE D'IMMEUBLES—	
Perte des rémissions de peine	399	Cacher un, par un vendenr on emprunteur	
Limité pour les poursuites—Voir Prescrip-		sur hypothèqne	100
tion.		Définition du, dans l'Acte du larcin	75
PENTATIVES—		Fabriquer ou offrir un faux	112
De commerce charnel avec une mineure de douze ans	70	Fabriquer un doeument se rattachant à	
	70	l'enregistrement d'un	115
De connaissance charnelle d'une idiote, etc	48	Vol on destruction de	80
De détruire un édifice par la poudre, etc	143	TRAHISON—	
D'empêcher des ouvriers de travailler à	. 10	Accusation de félonie valide, même si les	
bord des naviresAnı		faits constituent une	226
D'empoisonner ou mutiler des bestiaux	152	Arrêt de mort civile n'entraîne l'exhédéra-	
D'endommager un télégraphe, etc	151	tion que dans le cas de trahison	379
De faire naufrager un navire	153	Cautionnement dans le cas de, qui peut	
De larcin, peut être jugée sommairement	287	l'accorder	20
De mettre le feu à un édifice, etc	142	L'acte d'accusation peut contenir plusieurs	
Ou aux récoltes, meules de céréales, etc	145	chefs de	20
On aux mines, puits d'huile, etc	147	Ne peut être jugée que par une cour supé-	
Ou à un navire	153	rieure	180
De meurtre, ou de causer une lésion corpo-	0.4	Pas de recherche des biens du prévenu lors	
relle	64	d'un procès pour	226
D'obtenir de l'argent par le jeu sur les voies		Punissable de mort	37:
de transport	59	TRAHISON ET AUTRES CRIMES CON-	
De séduction d'une fille mineure de seize	40	TRE L'AUTORITE DE LA REINE—	
ans De sodomle ou bestialité	48	Acte concernant la	1-
	48	Acte de 25 Edouard III, c. 2, concernant	1.
Pas de poursuite pour tentative après pro-	000	la trahison, maintenu en vigueur	16
cès pour le fait.	226	Citoyens étrangers pris en armes en Ca-	10
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—		nada—Procès des	13
Appel d'une conviction sommaire, à quelle	201	Conspirer pour intimider une législature	18
cour interjeté	321	Correspondre avec l'ennemi	1.
"Acte," dans le statut, comprend ordon-		Cour martiale générale pour juger les	
		étrangers	13
" Cour," dans l'Acte des criminels fugi-	4	Et les sujets de S.M	16
tife	110	Où peuvent avoir lieu les procès pour tra-	
" Cour des cas de la Couronne réservés."	446 180	hison	16
"Cour supérieure"	5	Faits de, qualifiés félonies	14
"Deux juges de paix ou plus," ou "les	3	Peine de mort, quand prononcée	10
juges de paix," dans l'Acte des jeunes		Poursuites—Dans quel délai se ferout les	15
délinaments	296	Preuves à faire dans les	15
délinquants	290	Procès en vertu de l'Acte de la milice	15
	9	Projeter la mort du souveraiu	14
"Assemblée législative," Magistrat," dans l'Acte des procès	3	Punition de la trahison	14
sommalres	286	Et des agressions par des étrangers, etc.	10
"Province"	286	Sujets de S. M. faisant la guerre avec des	1
Liste des cautionnements confisqués à	3	étrangers en Canada	16
déposer à le cour Currême des	264		16
déposer à la cour Suprême des	364	Comment so teig teat, broces	10

ÍNDEX.

TRAHISON AU SECOND DEGRE	64	VERDICT-Suite.	
TRANQUILLITE PUBLIQUE—		Si plusieurs personnes sont accusées en-	
Délits contre la	48	semble	230
Voir Mœurs.		Voir Conviction et Condamnation.	
TRAVAUX FORCES-		VERRE—	
Dans un pénitencier, fait partie de la sen-		Fixé à une maison, etc.—Vol de	81
tence	376	VIGNES -	
Ailleurs, seulement si la sentence le		- '	145
mentionne	376	VIOL—	
TRAVAUX PUBLICS-		Attaque avec intention de	69
Maintien de la paix dans le voisinage des.	29	Punition du	70
Voir Paix dans le voisinage des tra-		sonnes.	
vaux publics.		VIVIERS—	
TUMULTE		Dommages aux	149
Définition et punition du	20	Détruire le poisson dans les	149
Voir Emeutes.		VOIES DE FAIT—	
VAGABONDS-		Accompagnées de lésion corporelle	69
Quelles personnes sont réputées	50	A la suite d'une coalition d'ouvriers, etc	172
Punition du vagabondage	51	Avec intention de crime ou délit	69
Voir Mœurs.		Avec intention de viol	70
VALEUR—		Avec intention de vol	85
Signification de ce mot dans les statuts	5	Certificat si la plainte est renvoyée sur	
VENUE—		procès sommaire	320
Pas nécessaire de la mentionner dans l'acte	007	Fin de non-recevoir, dans les cas de	320
d'accusationLieu du procès pour crimes et délits181	207	Dans un rayon de deux milles d'une assem-	0.11
Veir Procedure dans les causes cri-	-186	blée publique	37
nelles.		Frais contre le défendeur sur conviction de Graves, peuvent être jugées sommairement	$\frac{242}{287}$
VERDICT-		Et aussi sur une fille ou femme, ou un	201
Certaines omissions ne vicient pas le juge-		enfant, et sur des magistrats ou	
ment	241	autres officiers.	287
Informalités corrigées après qu'il a été		Guet-apens pour commettre des	38
rendu	241	Par une personne armée, ou deux ou plus,	
Ne peut être attaqué pour omissions rela-		avec intention de vol	85
tivement aux jurés	242	Procédures sommaires en cas de320,	, 334
Sur accusation—		Simples	69
De félonie, peut être pour voies de fait	227	Sur accusation de, le défendeur, sa femme	
Ou pour lésion corporelle	227	ou son mari, sont témoins compétents.	234
De détournement, peut être pour larcin.	228	Et si un autre crime est imputé, mais non	
De destruction de bâtiments, peut être		prouvé	2 34
pour dégâts	231	Sur accusation de vol avec violence, ver-	999
D'effraction nocturne, peut être pour	000	dict pent être pour	$\frac{228}{172}$
effraction diurne	$\frac{228}{227}$	Sur des matelots, arrimeurs, etc	112
De larcin, peut être pour escroquerie	229	détenu	399
Ou pour détournement	228	Sur un agent de la paix	69
Ou pour appropriation frauduleuse	230	Sur un ecclésiastique	47
Si plusieurs larcins sont prouvés	230	Verdiet de, sur accusation de félonie	227
De meustre d'un enfant, peut être pour		VOL-	
suppression de part	227	De bestiaux, chiens, oiseaux, etc	78
De vol avec violence, peut être pour		D'actes écrits	79
attaque avec intention de vol	228	De titres de propriétés, dossiers, billets de	
D'un crime ou délit, peut être pour ten-		chemin de fer, etc	80
tative	225	De choses attachées au sol	81
Si l'accusation de vol contient un chef de		D'arbres, etc	81
recel	230	De fruits, plantes et végétaux	83



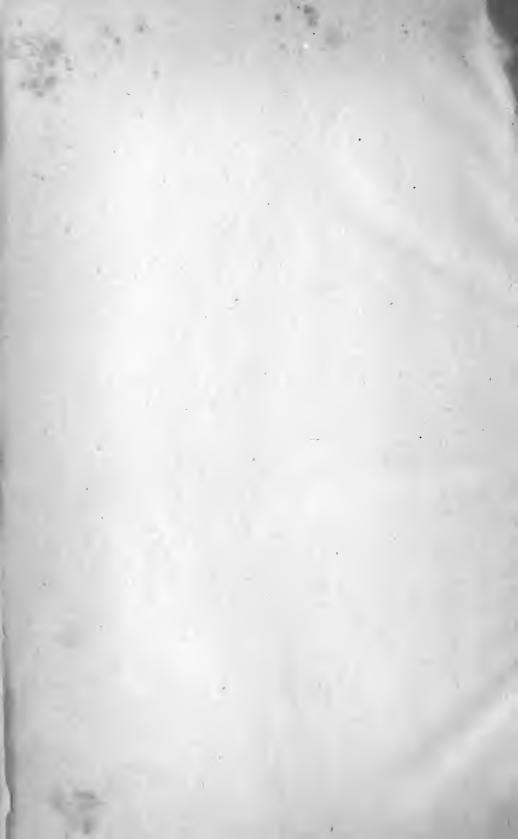


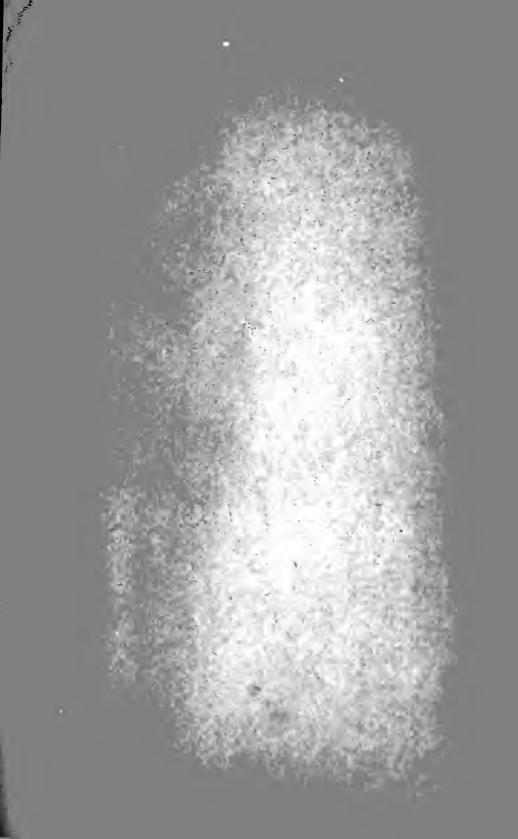
INDEX.

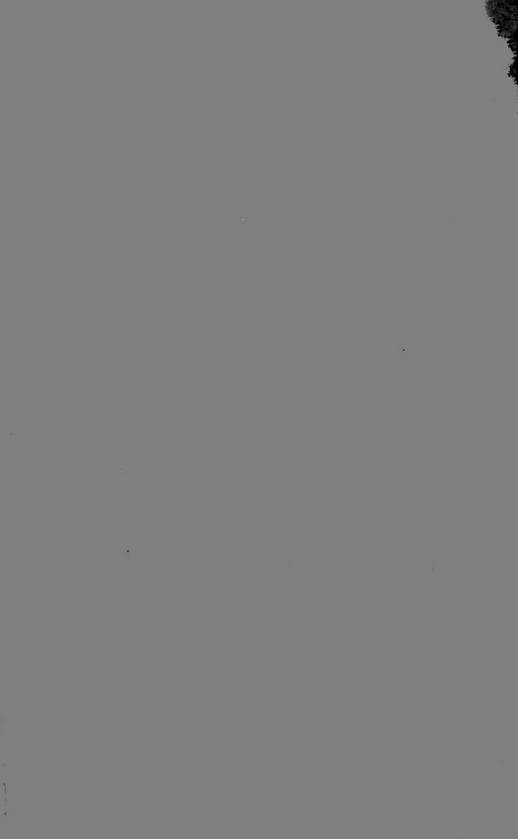
VOL—Suite.		VOL -Suite.	
De métaux, verre, etc., attachés à une		Par des locataires ou hôtes	89
maison	81	Par des associés	89
De métaux et minerais dans les mines, etc.	83	Par des agents, banquiers ou facteurs	90
Sur la personne on à main armée	85	VOL D'ENFANT—	
Et voir Larcin.		Emmener on séquestrer un enfant	71
Dans une maison ou avec menaces	87	Recéler un enfant volé	71
Dans les manufactures	87	Punition	71
A bord des navires ou sur les quais, etc	87	Les personnes prétendant avoir un droit	
De choses saisies	88	sur l'enfant ne peuvent être poursui-	
Par des commis ou serviteurs	89	vies	71
Par des employés publics	88	l'o r Crimes et délits contre les person-	
De doenments d'électino	89	nes.	
			/:

Warrant de richerche p. 190.





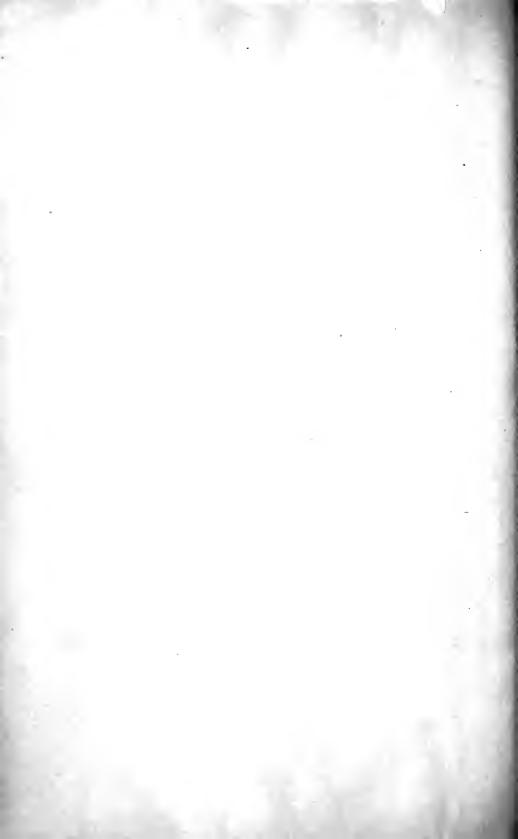






Halean corpus - p. 256 mutu:







W . A

